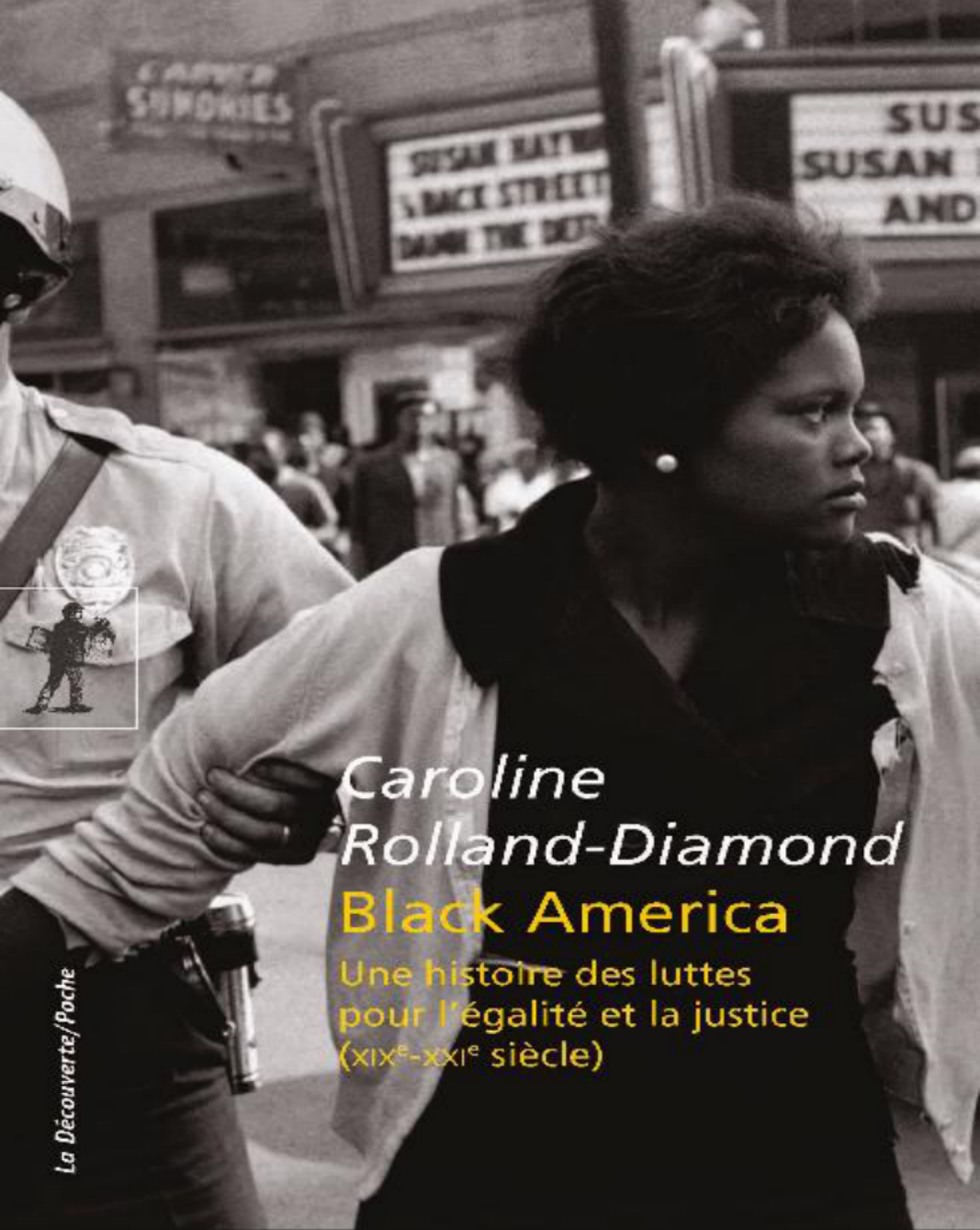


Black America

Caroline Rolland-Diamond

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM



Caroline
Rolland-Diamond
Black America

Une histoire des luttes
pour l'égalité et la justice
(xix^e-xxi^e siècle)

Caroline Rolland-Diamond

Black America

Une histoire des luttes pour
l'égalité et la justice (XIX^e-XXI^e siècle)

2019



Présentation

Martin Luther King, Malcolm X, Rosa Parks. Dans la mémoire collective, ces trois noms résument trop souvent à eux seuls le long combat des Noirs américains pour l'égalité, la justice et la dignité. Au-delà du récit convenu centré sur ces grandes figures héroïques, ce livre retrace la lutte des Africains-Américains, depuis l'émancipation des esclaves en 1865 jusqu'au mouvement Black Lives Matter aujourd'hui, en redonnant toute leur place aux acteurs – et aux actrices – anonymes mais essentiels de cette histoire inachevée.

Proposant une analyse globale des mouvements de revendications noirs, l'auteure décrit avec talent la longue sortie de la ségrégation dans l'ancien Sud esclavagiste et les luttes radicales engagées par les Noirs pour y mettre un terme. Mais elle raconte aussi une histoire moins connue : celle de l'« apartheid américain » dans le Nord et l'Ouest et des mobilisations quotidiennes des Africains-Américains pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Pour en savoir plus...

L'auteure

Caroline Rolland-Diamond, historienne des États-Unis à l'université Paris-Ouest-Nanterre, est spécialiste des mouvements sociaux américains. Elle est notamment l'auteure de *Chicago : le moment 68. Territoires de la contestation étudiante et répression politique* (Syllepse, 2011).

Collection

Poche / Sciences humaines et sociales n° 498

De la même auteure

Le Sud après la Guerre de Sécession, avec Yann Philippe, Andrew Diamond et Jonathan Magidoff, Atlande, Paris, 2010.

Chicago : le moment 68. Territoires de la contestation et répression politique, Syllepse, Paris, 2011.

Révoltes et Utopies. La contre-culture américaine des années 1960, avec Andrew Diamond et Romain Huret, Fahrenheit, Paris, 2012.

Copyright

© Éditions La Découverte, Paris, 2016, 2019

Composé par Facompo à Lisieux, février 2019

En couverture : Birmingham (Alabama), 1963 © Bruce Davidson/Magnum.

Cet ouvrage a été précédemment publié en 2016 aux Éditions La Découverte.

Remerciements

Je tiens à remercier les personnes suivantes, qui ont eu la gentillesse de me faire part de leurs réflexions et commentaires sur le manuscrit et de m'apporter leur aide à différents stades de l'écriture de ce livre : Nicolas Barreyre, Elsa Devienne, Andrew Diamond, Justine Faure, Laurence Gervais, David Groison, Hélène Le Dantec-Lowry, Romain Huret, Pierangélique Schouler, Thomas Sugrue, François Weil et Michelle Zancarini-Fournel. Je souhaite aussi remercier Thomas Deltombe pour son travail précieux pour mener à bien ce livre.

Ce livre a été publié avec le concours de l'université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense et du Centre de recherches anglophones (Crea-EA 370, Upond).

ISBN numérique : 978-2-3480-4250-8

ISBN papier : 978-2-7071-7550-2

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information à partir de notre site www.editionsladecouverte.fr, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

Nous suivre sur



À Clyde

Table

Introduction - La lutte des Africains-Américains au-delà du mythe

Une histoire longue

Diversité de la « communauté noire »

De « Jim Crow » à « Black Lives Matter »

1 - Sauver son humanité à l'ère de Jim Crow (1865-1915)

Le néo-esclavage du Sud

Ségrégation(s)

Rêves d'ailleurs

Vivre dans le « Nouveau Sud »

L'entraide contre l'exploitation et la précarité

Incarcération et travail forcé : les risques de la résistance

Ida B. Wells et les blanchisseuses d'Atlanta

Booker T. Washington, éducateur et homme d'affaires

L'« uplift », stratégie aux multiples visages

Voix féminines dans la sphère publique

Quitter un Sud « indigne de tout État civilisé »

« The Black North »

Premiers ghettos

L'exception californienne

2 - « New Negro » (1915-1929)

Le tournant de la Première Guerre mondiale

Rêves brisés dans le sang

Peur du rouge et du noir

Marcus Garvey, le « Moïse noir »

« Nous rentrons du combat, nous rentrons combattre »

La « Renaissance de Harlem »

Chicago : le capitalisme noir de la « Black Metropolis »

Blues, base-ball et « race movies »

Les migrants et l'élite noire

La culture de l'autodéfense

L'égalité par la consommation

3 - Mobilisation sur tous les fronts (1930-1945)

Lutter pour survivre

Le soutien des communistes

Pas de « nouvelle donne » pour les Noirs

Poussée de militantisme

Naissance d'un mouvement interracial pour l'égalité

Le « Cabinet noir » et l'impact indirect du New Deal

*Le début d'un nouvel ordre racial ?
L'arsenal de la démocratie et la lutte pour l'inclusion
Le décret présidentiel 8802 et les « Tuskegee Airmen »
« Double Victoire »
« C'est le moment de parler haut et fort »
Les gestes d'apaisement de l'administration Roosevelt
La place fragile des femmes dans le mouvement
Les émeutes raciales de 1943
Patience et gradualisme
Rosa Parks et les victimes de violences sexuelles
Changer l'image des Noirs*

4 - « Nous voulons juste être libres » (1945-1960)

*Poursuivre le combat de l'emploi
Le dur retour au pays des G.I. noirs
Voter à tout prix
Exposer le Sud aux regards de la nation et du monde
Harry Truman et les élections de 1948
Libéraux, conservateurs et radicaux
Guerre froide et maccarthysme
La Cour suprême, alliée de la cause des Noirs
« Journey of Reconciliation »
Le nouveau visage du Sud
Églises et universités au cœur du réseau militant
Crise urbaine et activisme
Les nouvelles stars africaines-américaines
L'arrêt Brown de la Cour suprême
Les suprémacistes lancent la « résistance massive »
Le meurtre d'Emmett Till
Le boycott des autobus de Montgomery
La Southern Christian Leadership Conference (SCLC)
Little Rock et l'intervention fédérale
Robert Williams et l'apologie de l'autodéfense
Malcolm X et la Nation of Islam
L'incertitude domine*

5 - Liberté et justice maintenant (1960-1965)

*Les étudiants noirs et le mouvement des sit-ins
Le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) et la « beloved community »
Mouvement étudiant noir et Nouvelle Gauche
« Freedom Rides »
Le choix de l'emprisonnement
Mobiliser le Sud profond
McComb (Mississippi) et le défi de l'inscription sur les listes électorales
L'assassinat de Herbert Lee
Le Mouvement d'Albany
La bataille d'« Ole Miss »
Les nationalistes noirs passent à l'acte*

La NAACP, la NUL et la « Nouvelle Frontière »
Leon Sullivan et les 400 pasteurs
San Francisco, Birmingham, même combat
Gloria Richardson, « générale des droits civiques »
Les femmes noires, petites mains du mouvement
La campagne de Birmingham
« Cent ans d'attente »
La marche sur Washington, du « rêve » de King au « cirque » de Malcolm X
Le mouvement prend de l'ampleur
Le « Freedom Summer »
Le Civil Rights Act : la mort de Jim Crow ?
L'émeute de New York de 1964
Deacons for Defense and Justice
« C'est ça, l'Amérique ? » Le Mississippi Freedom Democratic Party
Veillée d'armes
Selma, dernière marche unitaire

6 - À la conquête du pouvoir noir (1965-1975)

Watts, nouvelle émeute de la colère
Le rapport Moynihan et la « guerre contre la pauvreté »
La « marche contre la peur »
Martin Luther King à Chicago
Le Black Power, version séparatiste
Le Black Panther Party for Self-Defense
Les émeutes de l'été 1967
« Les bombes du Vietnam explosent ici »
« Libérez Huey ! »
La conquête du pouvoir politique
« Black is beautiful »
Pauvreté, ghetto et aide sociale
La lutte contre le crime, nouvelle priorité fédérale
Réprimer les « Messies noirs »
Richard Nixon et le tournant conservateur
Le retour de la question scolaire
Le Plan de Philadelphie révisé
Le Black Power à l'assaut des campus
La révolution au service du peuple
« Personne ne demande jamais quel est le rôle d'un homme dans la révolution »
Le Black Power derrière les barreaux
Le nationalisme conservateur de la Nation of Islam
« It's Nation Time ! »
Une communauté noire de plus en plus divisée
La mixité culturelle et ses limites

7 - Un combat inachevé (depuis 1975)

Jimmy Carter et la désillusion
Retour de la violence
L'hiver en Amérique

L'« underclass », nouvelle image du ghetto
La « guerre contre la drogue » et l'incarcération massive
Lutter contre vents et marées
Le déclin des organisations de femmes noires
Hip-hop : l'arme à double tranchant
Le retour en force de la politique
Les Noirs américains contre l'apartheid
L'élection de 1988 et la fin du défi progressiste noir
Recrudescence des tensions raciales
Bill Clinton, « premier président noir du pays »
L'élection volée de 2000
Le 11-Septembre et l'Amérique noire
L'éternelle question scolaire
Le triomphe de l'uplift
De Katrina à Obama, le mythe de l'« Amérique postraciale »

Épilogue - « Mieux reste insuffisant »

Sigles et acronymes

Bibliographie sélective

Notes

Index des personnes citées

CARTE 1 – LES ÉTATS-UNIS AU DÉBUT DU XXI^e SIÈCLE.
LES ÉTATS DU SUD CORRESPONDENT AUX ANCIENS ÉTATS ESCLAVAGISTES



**CARTE 2 – HAUTS LIEUX DU COMBAT DES NOIRS POUR L'ÉGALITÉ DANS
LE SUD DES ÉTATS-UNIS**



Introduction

La lutte des Africains-Américains au-delà du mythe

Rosa Parks, Martin Luther King et Malcolm X : dans la mémoire collective, ces trois noms résument à eux seuls le long combat des Noirs américains pour l'égalité. Ils forment le cœur d'un récit héroïque de l'histoire africaine-américaine^a qui peut être résumé comme suit. L'histoire commence avec l'arrivée des vingt premiers esclaves africains en 1619 dans la colonie britannique de la Virginie, puis se prolonge après l'indépendance des États-Unis, en 1776, jusqu'à la guerre de Sécession qui, de 1861 à 1865, opposa les États esclavagistes du Sud, réunis dans la Confédération, aux forces unionistes du Nord, sous la direction du président Abraham Lincoln. La victoire de l'Union consacra l'émancipation des esclaves noirs. Mais la période de la Reconstruction du Sud qui s'ouvrit alors (1865-1877) et durant laquelle les Africains-Américains affranchis purent jouir de leurs droits civiques sous la protection militaire des soldats fédéraux ne permit pas d'établir les bases d'une égalité durable entre Noirs et Blancs. À la fin de la Reconstruction, un redoutable système d'oppression raciale fut progressivement mis en place dans le sud du pays. Fondé sur la violence, la ségrégation raciale et la privation du droit de vote des résidents noirs, ce système surnommé « Jim Crow » dura jusqu'en 1965^b.

Toujours selon ce récit mythique, la période héroïque du mouvement des droits civiques s'ouvrit en 1954 lorsque la Cour suprême des États-Unis finit par déclarer, par son arrêt historique *Brown v. Board of Education of Topeka, Kansas* (« Brown contre le Bureau de l'éducation de Topeka, Kansas »), que la ségrégation était inconstitutionnelle et moralement indéfendable. En réaction, un mouvement interracial émergea pour traduire dans la pratique la

décision de la haute autorité judiciaire. Boycotts d'autobus, *sit-ins*, *Freedom Rides* et manifestations se succédèrent pour demander justice. Le mouvement non violent mené par le pasteur Martin Luther King, avec le soutien des gouvernements libéraux (au sens américain du terme)^c de John Fitzgerald Kennedy et Lyndon Johnson et le concours des médias, réveilla les consciences de la population américaine qui se mit à soutenir le combat pour mettre fin à la ségrégation. Le pays évolua alors rapidement, faisant progressivement disparaître les préjugés racistes et la discrimination raciale. Cette évolution fut consacrée par l'adoption en 1964 du *Civil Rights Act*, qui mit un terme à la ségrégation légale, et l'année suivante du *Voting Rights Act*, qui redonna le droit de vote aux Africains-Américains du Sud. Ces développements marquèrent la réconciliation du pays avec ses idéaux fondateurs. Mais, dès l'été 1965, la jeunesse noire des ghettos du Nord se révolta violemment. Alors que les promesses du libéralisme étaient enfin tenues, de nombreux Noirs, en se plaçant sous la bannière du *Black Power*, se mirent à rejeter leur pays.

Une histoire longue

Ce mythe de la période héroïque du mouvement des droits civiques (1954-1965) perdure dans la mémoire collective, notamment autour de l'opposition construite entre Martin Luther King le pacifiste et Malcolm X le violent. Il a été conforté par la première vague d'études sur le mouvement noir dans les années 1970¹. Ces études ont en effet mis l'accent sur une histoire institutionnelle du mouvement noir, se concentrant sur le rôle des grandes organisations de défense des droits civiques comme la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), le Congress of Racial Equality (CORE), la Southern Christian Leadership Conference (SCLC) et le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC), ainsi que sur le charisme de Martin Luther King et le soutien décisif des Blancs libéraux.

Dans les années 1980 et 1990, en réaction contre cette première vague d'analyses centrées sur les figures des grands dirigeants, d'autres travaux entreprirent de montrer que le mouvement des droits civiques était le produit de l'action d'institutions mises en place de longue date dans la communauté noire, qui rendirent possible la mobilisation de masse à partir du milieu des années 1950. Prenant en compte les transformations de l'économie et l'évolution de la situation

internationale, ils mirent ainsi en avant le cadre structurel de la mobilisation. Ils soulignèrent aussi le rôle crucial joué par une multitude de militants de la classe ouvrière largement inconnus, innombrables acteurs qui firent le mouvement dans leurs villes ou leurs comtés ruraux du Sud². En redonnant sa place à l'action de ces anonymes, ces travaux enrichirent considérablement la compréhension du mouvement des droits civiques. Mais ils partageaient avec leurs prédécesseurs le même intérêt exclusif pour la grande décennie allant de l'arrêt de la Cour suprême *Brown* de 1954 à l'adoption du *Voting Rights Act*, ainsi qu'un accent mis sur le mouvement des « droits civiques », entendu comme la lutte pour l'abolition de la ségrégation légale incarnée par le système « Jim Crow » dans le Sud.

Or un tel paradigme posait deux problèmes. D'une part, il laissait de côté les mobilisations des Noirs en dehors du Sud. D'autre part, il permettait l'idéalisation de la période 1954-1965 vue comme celle des « bonnes années 1960 » – réformistes, pacifistes et visant l'intégration dans l'Amérique libérale et *colorblind* (« indifférente à la couleur de peau ») incarnée dans le discours de Martin Luther King « Je fais un rêve » – aux dépens de la décennie suivante 1965-1975, perçue comme radicale, nihiliste, violente, hostile à l'Amérique libérale, symbolisée par les émeutes des ghettos du Nord et de l'Ouest et incarnée dans le Black Panther Party.

Contre une telle vision délégitimant à la fois l'activisme africain-américain dans le Nord et la tradition politique radicale, une nouvelle lecture a vu le jour : celle du « long mouvement pour les droits civiques », théorisé par l'historienne Jacquelyn Dowd Hall, et de la « lutte des Noirs pour la liberté et la justice », selon la formulation souvent préférée parce qu'elle permet de réintroduire les luttes sociales et économiques des Noirs, occultées par la conception étroite des « droits civiques »³. Portée par une nouvelle génération de chercheurs, cette lecture a transformé la chronologie et la géographie du mouvement noir en montrant que les luttes des Africains-Américains dans le Nord avaient précédé la mobilisation massive pour les droits civiques dans le Sud et que la « résistance » des Blancs, selon l'expression consacrée par les contemporains et reprise par les historiens^d, était un phénomène national qui ne se limitait pas aux anciens États esclavagistes et se manifestait dès les années 1940. Prenant au sérieux l'idéologie du *Black Power* et ses diverses

expressions, ces chercheurs ont aussi mis en lumière les continuités entre les deux phases du mouvement – la phase réformiste de la première décennie et la phase radicale de la suivante – en soulignant à quel point les frustrations de la première moitié des années 1960 avaient nourri l'activisme du *Black Power* et en montrant que le mouvement avait toujours eu des ambitions plus radicales que la seule suppression des barrières légales à l'égalité de traitement⁴.

C'est dans cette perspective historiographique du « long mouvement pour les droits civiques » que s'inscrit ce livre. Mais il pousse plus loin en amont l'analyse en retraçant le combat des Africains-Américains à partir de l'émancipation des esclaves en 1865 plutôt que de la faire commencer aux années 1930 ou à la Seconde Guerre mondiale⁵. Ce livre a en effet deux objectifs liés. Tout d'abord, il entend mettre en perspective historique longue les deux grandes traditions de mobilisation individuelle et collective des Noirs : la tradition d'orientation libérale ou réformiste qui s'appuie sur les institutions du pays pour revendiquer l'égalité de traitement et l'inclusion sociale, et la tradition radicale qui critique sévèrement ces mêmes institutions et réclame une transformation profonde de l'économie et de la société américaines. Dans la lignée des historiens du « long mouvement pour les droits civiques », ce livre soutient que ces deux traditions ont coexisté sur la longue durée. Contre les interprétations conservatrices qui discréditent l'approche politique radicale en la réduisant à des clichés sur la lutte armée et la violence révolutionnaire de la seconde moitié des années 1960, mon analyse met en avant les racines du nationalisme noir au début du xx^e siècle et montre la diversité de ses expressions. Fondée sur la conviction que les Noirs américains formaient « une nation dans la nation », cimentée par leur histoire commune d'oppression raciale, cette idéologie plurielle regroupait un ensemble de courants (nationalisme politique, économique, culturel, éducatif ou religieux, mettant l'accent sur le développement autonome ou séparé, ou sur l'appartenance à la diaspora des peuples noirs) ayant en commun une fierté identitaire, une volonté d'autonomie socioculturelle et un attachement à l'autodétermination, dont l'attractivité ne s'est pas démentie tout au long du xx^e siècle. De même, en remettant dans leur contexte historique du Sud ségrégationniste les premières manifestations de l'autodéfense armée, *Black America* montre qu'il ne s'agissait pas d'une invention de Malcolm X mais d'une tradition historique ancrée dans une volonté de survie.

Inversement, je souligne qu'un activisme réformiste a perduré au cœur même des années du *Black Power*.

Mais la thèse soutenue dans ce livre va plus loin que la reconnaissance de la simple coexistence de ces deux traditions militantes pour montrer qu'elles se sont enrichies mutuellement et qu'elles étaient souvent entremêlées dans l'utilisation qu'en ont faite les Africains-Américains dans leur combat au fil des décennies. Mettant l'accent sur la longue durée, mon analyse ne gomme toutefois pas la spécificité de l'événement historique que fut la grande époque du mouvement noir de 1955 à 1965, rendue unique à la fois par la multiplication des mobilisations et par l'importance des questions raciales dans la conscience collective. De fait, dans l'économie du présent livre, ces années, ainsi que la décennie suivante associée à la montée puis au déclin du *Black Power*, occupent une place d'honneur, point d'orgue de la démonstration.

Le second objectif de ce livre est de redonner leur place aux femmes noires américaines dans cette histoire. Il s'inscrit dans la lignée des travaux menés depuis la fin des années 1980 pour redonner leurs voix aux militantes africaines-américaines qui ont participé à la lutte pour l'égalité et les sortir de leur oubli mémoriel. À l'exception de Rosa Parks, Fannie Lou Hamer et Angela Davis, les Africaines-Américaines ont été les grandes absentes de l'historiographie et de la mémoire collective jusque dans les années 1990. Les premières conférences et les premiers ouvrages collectifs parus alors ont redonné leur importance à des militantes comme Septima Clark, Ella Baker ou Gloria Richardson⁶. Dans leur sillage, l'historiographie africaine-américaine s'est enrichie de nombreuses monographies sur tel ou tel aspect ou période de l'histoire des Africaines-Américaines, dont certaines ont particulièrement influencé l'écriture de ce manuscrit, par leur analyse des grands développements de l'histoire africaine-américaine vus à travers le prisme de l'expérience de ces femmes noires, et par l'importance qu'elles accordent à la politique de la vie quotidienne⁷.

Au cœur interprétatif de cet ouvrage se trouve en effet l'idée, qui lie les deux objectifs, selon laquelle l'activisme des femmes noires, centré autour de leur famille et de la communauté africaine-américaine locale, était précisément celui qui empruntait le plus volontiers aux deux traditions libérale-réformiste et radicale. Bien sûr, chaque tradition était à la fois riche et plurielle, mais la présentation séparée

qu'en fait l'historiographie empêche de voir comment, sur le plan local, dans les quartiers, les habitants noirs, et très souvent des femmes, se sont accommodés de l'une et de l'autre, prenant dans chacune certains éléments tout en rejetant les autres, les mêlant pour donner un sens à leur expérience⁸. Les Africaines-Américaines de la classe ouvrière pratiquaient une sorte de nationalisme pragmatique fondé sur une solidarité raciale et sur une conscience aiguë des sources institutionnelles de leur oppression, mais dont l'objectif restait l'amélioration des conditions de vie et l'ascension sociale. Tout au long de l'histoire des Noirs américains depuis l'émancipation, une part essentielle de l'activisme a consisté à obtenir un logement décent et un emploi suffisamment rémunérateur, et à conquérir le pouvoir politique nécessaire pour y parvenir. Le récit de *Black America* est celui de ce mélange entre, d'une part, des mobilisations radicales politiques et ouvrières et, d'autre part, un activisme pragmatique, ancré dans les institutions sociales, civiques et religieuses de la communauté noire, et visant à trouver des solutions concrètes aux problèmes de la survie et de la vie quotidienne.

Le but n'est donc pas de rendre leur visibilité aux Africaines-Américaines (en particulier de la classe ouvrière) pour corriger l'injustice de leur effacement mais de montrer que leur longue invisibilité a faussé la compréhension de la nature même du mouvement en permettant une opposition trop nette entre l'activisme réformiste et radical. Elle a ainsi rendu possible la construction du mythe des « bonnes années 1960 » réformistes et son pendant, la diabolisation du *Black Power*, en permettant à un mouvement conservateur conquérant de délégitimer les réalisations de ce dernier en soulignant son radicalisme excessif.

Diversité de la « communauté noire »

Ce livre s'inscrit dans un double cadre théorique. Il s'appuie d'abord sur les travaux des théoriciens des nouveaux mouvements sociaux et, plus précisément, sur leurs concepts clés de « culture du mouvement » (qui désigne l'ensemble des valeurs, styles, comportements, langages, traditions et symboles partagés par les personnes qui se reconnaissent dans un mouvement social donné), d'« identité collective » et d'*agency* (« puissance d'agir »), qui sont au cœur de toute étude des mobilisations noires. L'importance qu'ils accordent au champ du

quotidien pour la formation d'une identité collective mêlant besoins individuels et intérêts de groupe m'a été utile pour mieux comprendre le type d'activisme de nombreuses femmes africaines-américaines de la classe ouvrière centré sur la question de la survie dans le Sud ségrégationniste comme dans les ghettos des villes du Nord⁹.

L'application de ce cadre théorique élaboré dans les années 1960-1970, alors qu'émergeaient de nouveaux mouvements sociaux (mobilisation féministe, homosexuelle ou environnementaliste), à une analyse historique longue des mouvements noirs n'allait cependant pas de soi. Le concept de « culture du mouvement », central dans ces théories des nouveaux mouvements sociaux, fait clairement sens lorsqu'on pense aux membres du SNCC et du CORE au début des années 1960 à l'époque de la campagne des *sit-ins* et des *Freedom Rides*. Ces militants, hommes et femmes, étaient en effet soudés par des liens d'amitié et par leur solidarité face aux risques physiques qu'impliquait leur action collective, et parlaient entre eux de « *beloved community* » (« communauté adorée ») pour décrire cette culture du mouvement. Mais pouvait-on dire la même chose des périodes antérieures de la mobilisation des Noirs ? Les nouveaux mouvements sociaux des années 1960 et 1970, qui mettaient l'accent sur les questions d'identité, étaient-ils vraiment différents de leurs prédécesseurs centrés sur les questions économiques ? Pour répondre à cette question, les travaux de sociologues rappelant que les questions d'identité collective et de culture du mouvement étaient déjà présentes dans les mobilisations antérieures, notamment celles des ouvriers au XIX^e siècle, ont été particulièrement éclairants¹⁰. Inversement, ce livre souligne à quel point les questions économiques et celles relevant plus généralement de l'appartenance de classe sont restées présentes tout au long de l'histoire de la mobilisation noire. Il s'appuie ainsi sur les apports des théoriciens des mouvements sociaux pour la conception de l'identité collective nécessaire à la mobilisation mais sans établir de coupure nette entre les formes d'activisme avant et après le milieu des années 1960.

Dans l'élaboration de cette approche, une deuxième influence a été décisive : celle des travaux de l'historien Robin Kelley sur l'« infrapolitique ». S'appuyant sur les concepts de « formes quotidiennes de résistance » et de « discours caché » analysés par l'anthropologue James Scott, Kelley affirme que les groupes opprimés

défiaient les rapports de pouvoir en place par la construction d'une culture politique oppositionnelle qui se manifestait par les conversations quotidiennes, le folklore, les chansons, l'humour et autres pratiques culturelles¹¹. Son analyse des formes de résistance quotidienne, infrapolitique, de la classe ouvrière noire a ainsi permis de remettre en question l'idée de la passivité et de la résignation des Noirs dans le Sud¹². Ses travaux ont ouvert une nouvelle voie dans l'étude de la résistance de la classe ouvrière noire dont l'*agency* était ainsi restaurée. C'est dans cette voie que ce livre s'inscrit également. Redonner leurs lettres de noblesse aux mobilisations des sans-voix, qui étaient très souvent des femmes, permet aussi de dépasser les considérations générales sur « la communauté noire ».

Historiciser les mobilisations collectives des Africains-Américains depuis l'émancipation sape en effet l'idée d'une communauté noire monolithique. À toutes les périodes de l'histoire africaine-américaine depuis l'émancipation, d'innombrables conflits ont opposé les Noirs entre eux. Si les Africains-Américains voulaient unanimement briser les systèmes d'oppression et de domination dont ils étaient victimes, ils se divisaient et s'opposaient sur les manières d'y parvenir, entre les différents tenants des stratégies d'élévation sociale (*uplift*) et ceux qui privilégiaient des revendications plus frontales et plus radicales de transformation de l'ordre social. Plus on avance dans le xx^e siècle et plus on voit ces divergences de classe à l'œuvre sur les questions très concrètes d'accès et de contrôle des quartiers et des rues, des lieux publics, des emplois, du logement et des écoles. La question de l'échelle d'analyse historique est ici essentielle. Au niveau national, en effet, la population africaine-américaine est unie notamment dans sa fidélité électorale, à partir de la présidence de Franklin D. Roosevelt, au Parti démocrate. Mais, si on étudie les luttes au cœur des quartiers noirs, on voit les débats, les oppositions et les différents positionnements sur la question clé, entre autres, des alliances éventuelles avec les Blancs libéraux. Historiquement, la classe moyenne noire a joué un rôle controversé d'intermédiaire et de négociateur entre les élites au pouvoir et les populations noires défavorisées.

Ce livre retrace par conséquent une histoire plurielle qui met en évidence ces divisions, ces conflits et ces débats, tout en gardant à l'esprit que, dans une société construite sur l'opposition raciale entre Noirs et Blancs, cette unité se reformait parfois, en particulier dans les

situations d'agression. Cet ouvrage ne rejette pas l'idée de communauté noire, malgré les clivages internes à la population africaine-américaine, mais soutient que c'est précisément dans les interactions entre groupes et sous-groupes, dans les négociations et dans les conflits que cette communauté s'est forgée, sur la double base d'un passé commun et de l'inévitable interrogation de ce que signifie être noir dans la société américaine, cette question de la double identité – raciale et nationale – évoquée en 1903 par l'intellectuel noir W.E.B. Du Bois dans *Les Âmes du peuple noir* et à laquelle les hommes et les femmes africains-américains n'ont eu de cesse d'inventer des réponses depuis l'émancipation.

Je me suis toutefois efforcée d'éviter l'écueil d'une vision trop romantique de cette résistance et de la classe ouvrière, de trouver au contraire un équilibre entre les effets de domination et les instances de résistance, et de voir comment les innombrables exemples de résistance ont coexisté avec des exemples tout aussi nombreux de collaboration à tous les niveaux avec les défenseurs de l'ordre établi. Il s'est agi de ne pas faire une histoire prenant uniquement en compte l'oppression raciale dont les Noirs ont été les victimes. L'expérience vécue par les Africains-Américains est celle d'un racisme qui a déterminé la nature de leur activisme, mais elle est aussi celle d'autres relations sociales et économiques. Les Noires américaines, en particulier, ont toujours été conscientes de leur identité plurielle, raciale, sexuée et économique, et ont dû, à chaque période, négocier cette pluralité et faire parfois le choix de privilégier telle ou telle partie de leur identité au détriment des autres. Cette histoire est ainsi celle des ouvriers et des ouvrières agricoles et industriels, des domestiques, ainsi que celle des membres hommes et femmes de l'élite politique, civique, religieuse et économique.

J'ai également essayé de montrer que l'histoire noire américaine ne saurait se résumer à une réaction à l'oppression. L'écrivain Ralph Ellison a bien exprimé cette idée. « Comment un peuple pourrait-il vivre et se développer pendant plus de 300 ans simplement en réagissant ? » écrivit-il dans *Shadow and Act* en 1964¹³. Certes mon travail retrace les mécanismes de l'oppression raciale, mais ce livre n'est pas seulement une histoire de la résistance et de la lutte contre le racisme et pour l'égalité. Tout au long des différentes périodes couvertes, l'analyse rend compte de la créativité, de l'inventivité des Noires et des Noirs américains dans le domaine culturel et artistique

comme dans la vie de tous les jours, et dans la culture politique. *Black America* raconte comment ils ont su adapter leurs efforts de mobilisation individuelle et collective aux innombrables difficultés qui ont ponctué leur histoire.

Retraçant ce long combat dans l'ensemble du pays, ce récit fait apparaître la diversité géographique des expériences des Africains-Américains. De 1865 à nos jours, la vie quotidienne des Noirs américains a été avant tout marquée par un ensemble de contraintes et de possibilités spécifiques à leur région, leur comté ou leur ville de résidence. Outre l'opposition classique entre le nord/nord-est et le sud du pays, reprenant l'ancien clivage entre États libres et États esclavagistes d'avant la guerre de Sécession, ce livre souligne la spécificité de la situation des Noirs dans un Ouest considéré comme un eldorado au moins jusqu'au soulèvement de Watts en 1965¹⁴. Au sein du Sud, il distingue parfois le *Deep South* (« Sud profond », région comprenant les États de la Louisiane, du Mississippi, de l'Alabama, de la Georgie et de la Caroline du Sud, auxquels on ajoute parfois le Texas et la Floride) où l'oppression raciale était la plus forte, et l'*Upper South* (littéralement, le « Sud supérieur », qui inclut les États de la Virginie, de la Caroline du Nord, du Tennessee et de l'Arkansas, auxquels on ajoute souvent le Kentucky, le Missouri, la Virginie-Occidentale, le Maryland et le Delaware). Par un jeu de changement de focales, l'analyse descend également au niveau local, mettant l'accent sur quelques endroits représentatifs à un moment donné, tout en gardant à l'esprit le fait que la situation pouvait varier considérablement d'une ville ou d'un comté à l'autre¹⁵.

L'interprétation que je propose se fonde sur les recherches originales que j'ai conduites dans des fonds d'archives et dans la presse, ainsi que sur ma lecture d'un important corpus d'ouvrages parmi les plus récents en histoire, sociologie et science politique sur les États-Unis depuis 1865. Ce livre est divisé en sept grands chapitres chronologiques qui permettent de suivre sur la longue durée trois fils entrecroisés : le récit de la longue sortie de la ségrégation dans le Sud et de la fabrique de l'« apartheid américain¹⁶ » dans les villes du pays ; le récit des luttes pour la liberté, l'égalité et le pouvoir ; enfin, le récit des mobilisations quotidiennes des Africains-Américains au niveau local, dans leur quartier, leur ville ou leur comté, pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leur communauté.

De « Jim Crow » à « Black Lives Matter »

Le premier chapitre (1865-1915) présente la double histoire de la mise en place du système « Jim Crow » et des différentes mobilisations collectives des Africains-Américains, de l'émancipation à la Première Guerre mondiale, pour améliorer leurs conditions de vie et défendre leur dignité. Dans ce dernier tiers du XIX^e siècle, deux grandes approches apparurent pour atteindre l'objectif commun d'avancement de la « race » : celle, incarnée par Booker T. Washington, fondée sur une analyse du rapport de forces très défavorable aux Noirs existant dans le Sud et revendiquant une transformation progressive des relations raciales mettant en avant, dans sa conception de l'élévation de la race (*uplift*), les progrès économiques et sociaux, et celle, représentée par W.E.B. Du Bois, qui exigeait le respect des amendements à la Constitution et la reconnaissance immédiate de l'égalité des droits des citoyens africains-américains. Ce chapitre examine les débats intellectuels du début du XX^e siècle autour de ces deux approches, tout en rappelant que les préoccupations centrales de la grande majorité des résidents noirs du Sud restaient la survie quotidienne et la résistance face aux violences physiques et morales. Contre la vision d'une population africaine-américaine s'accommodant de la ségrégation jusqu'à la formation de la NAACP en 1909, ce chapitre montre que des formes radicales d'activisme, comme l'autodéfense armée, existèrent dès l'émancipation et qu'elles se développèrent en même temps que des formes d'activisme réformistes, centrées sur l'éthique du travail, l'effort individuel et l'*uplift* moral, économique et social qui formèrent la base du conservatisme noir.

Le chapitre 2 (1915-1929) retrace la Grande Migration, l'expérience de la guerre, puis l'émergence du mouvement « New Negro » et de la « Renaissance de Harlem ». Il soutient que la Première Guerre mondiale a transformé l'histoire de la mobilisation des Africains-Américains pour l'égalité et la justice en faisant de la question noire un enjeu national, et plus seulement circonscrit au Sud, et en renforçant la détermination des ouvriers et des soldats noirs à obtenir l'égalité des droits. Ce chapitre se penche sur la figure de Marcus Garvey et son organisation, l'Universal Negro Improvement Association (UNIA), première incarnation populaire du nationalisme noir et étape décisive dans la prise de conscience des Africains-Américains de leur appartenance à une diaspora noire mondiale.

Examinant les différents aspects de la « Renaissance » noire des années 1920, de l'effervescence littéraire et artistique d'une élite culturelle à Harlem à l'avènement d'une culture noire prolétaire et urbaine dont l'exemple type est la « *Black Metropolis* » incarnée par Chicago, ce chapitre soutient que, si les élites avant-gardistes new-yorkaises jouèrent un rôle important dans l'émergence d'une identité noire fière d'elle-même et de ses racines africaines, au même moment l'invention d'une culture de masse urbaine permit à la classe ouvrière noire, et en particulier aux femmes, d'exprimer leur nouvelle attitude militante.

Le chapitre 3 (1930-1945) examine la mobilisation croissante des Noirs américains sous la présidence de Herbert Hoover puis de Franklin Roosevelt, dans le contexte de la Dépression, du New Deal puis de la Seconde Guerre mondiale. L'amélioration de la situation des Noirs à partir de 1935 y est mise à l'actif de la recrudescence de l'activisme des Africains-Américains et du développement d'un mouvement interracial dans le Sud, centré notamment sur le Parti communiste, qui firent évoluer l'administration Roosevelt vers des positions plus favorables. La guerre marqua un tournant majeur pour la mobilisation des Noirs américains en posant les bases structurelles de l'émergence d'un mouvement de masse sur la scène nationale. La presse noire lança la campagne dite de la « double victoire » pour lier la lutte contre l'ennemi fasciste et le combat pour la démocratie à l'intérieur du pays. Les possibilités d'emploi dans l'industrie de la défense dotèrent les Noirs d'une sécurité économique, encore relative et précaire, mais qui leur permit de défier les élites locales. En provoquant la seconde Grande Migration des Noirs hors du Sud, la période de la guerre transforma les conditions d'action du mouvement noir, surtout actif dans les grandes villes du Nord et de l'Ouest. Dans le domaine de la culture comme dans celui de la politique, les Noirs comprirent à cette période que la conquête de leurs droits passait désormais par une lutte pour le pouvoir.

Le chapitre 4 (1945-1960) examine les grands moments du combat des Noirs pour l'égalité dans l'après-guerre et les années 1950 dans le contexte de la guerre froide. Celle-ci eut deux effets contraires sur le mouvement noir. Elle encouragea les autorités américaines, soucieuses d'améliorer leur image à l'étranger, à agir enfin en faveur des droits civiques. Mais elle nuisit aussi à la cause noire en reléguant à l'arrière-plan la question de l'égalité économique, toujours suspecte d'émaner

de milieux « communistes », au profit de la lutte pour les seuls « droits civiques », perçue comme plus conforme aux « valeurs américaines ». Adoptant une définition large du politique, qui inclut les actes infrapolitiques de résistance quotidienne, ce chapitre examine les facteurs favorables à la mobilisation noire, et notamment le rôle des autorités fédérales et la constitution d'un réseau de militants. En dépit du nombre d'actions de mobilisation et des réels progrès enregistrés pendant ces quinze années, l'incertitude continua de dominer au tournant de la décennie, contrairement à l'image retenue par la mémoire collective et longtemps véhiculée par l'historiographie.

Le chapitre 5 (1960-1965) présente la période de mobilisation massive entre 1960 et 1965. Il soutient l'idée qu'en mettant l'accent sur la déségrégation, autrement dit sur la discrimination raciale, au détriment des autres formes de discrimination de genre et de classe, les organisations de défense des droits civiques ont permis une accélération du mouvement mais négligé les causes structurelles des inégalités. Par leur concomitance, la déségrégation des lieux publics et l'inclusion de quelques Noirs dans les milieux professionnels ont permis, par contraste, la construction d'une image négative des jeunes Noirs de la classe ouvrière, pas assez qualifiés ou méritants pour s'intégrer, ainsi que des Africaines-Américaines dérogeant au modèle construit de Rosa Parks, vertueuse, croyante et surtout respectable. Mettant en évidence les structures répressives qui se mirent alors en place, ce chapitre montre à la fois que la répression était déjà pratiquée à cette époque dite « non violente » du mouvement noir et qu'elle explique en partie la radicalisation de ce dernier dès les premières années de la décennie. En déplaçant l'analyse au niveau de l'expérience vécue, il montre que non-violence et autodéfense armée étaient deux stratégies complémentaires d'un même mouvement.

Couvrant la décennie 1965-1975, le chapitre 6 présente les différentes manifestations de l'idéologie nationaliste noire du *Black Power*, depuis la création du Black Panther Party jusqu'au rôle des nouveaux élus noirs, en passant par l'histoire du *Black Arts Movement*, les expressions populaires du *Black Power* dans les ghettos et son irruption sur les campus. Mais ce chapitre montre aussi qu'entre 1965 et 1975 d'autres formes d'activisme d'orientation réformiste se poursuivirent. Prenant pour exemple le combat des militantes noires contre la pauvreté et pour la défense des bénéficiaires de prestations sociales pour illustrer la porosité entre les deux traditions activistes, ce

chapitre défend l'idée que l'oubli mémoriel dans lequel ce type de mobilisation réformiste a été relégué a permis de construire le mythe d'un mouvement pour les droits civiques déconnecté de ces préoccupations, qui dédouanait les libéraux du Nord tout en discréditant les formes plus radicales de mobilisation comme étant extrémistes et coupées des réalités. Quand l'activisme noir féminin devint visible, ce fut sous la forme d'un féminisme radical séparé, pris dans l'entre-deux du mouvement noir et du féminisme blanc, et qui arriva trop tard pour ramener efficacement la question de l'oppression socio-économique dans les discussions. Alors que le démantèlement des obstacles légaux à l'égalité avait ouvert la voie à l'idéologie de la responsabilité individuelle et de la *colorblindness*^f, tout discours mettant en question les structures institutionnelles du racisme dans un contexte de « crise urbaine » et de montée du conservatisme devint inaudible.

Enfin, le septième et dernier chapitre (depuis 1975) revient sur les défis rencontrés par les Noirs dans l'Amérique contemporaine. Plus précisément, il aborde les ravages récents de l'hyper-ghettoïsation, le creusement des inégalités pendant l'ère Reagan, la persistance de la discrimination et les divisions de la population noire en classes sociales aux intérêts de plus en plus divergents. Mais il revient aussi sur les nouvelles formes de mobilisation politique qui ont émergé dans ce contexte difficile, depuis l'organisation PUSH (People United to Serve Humanity) de Jesse Jackson à la *Million Man March* organisée par Louis Farrakhan et la Nation of Islam en 1995 et au mouvement très contemporain « Black Lives Matter ». Ce chapitre se termine par une réflexion sur le contraste qui existe entre des parcours individuels montrés en exemple et la forte démobilisation collective actuelle de nombreux habitants des ghettos noirs.

a. Au fil de leur histoire, les Noirs américains ont utilisé différents termes pour se désigner. Après l'usage du mot « *Negro* » qui dominait au XIX^e siècle et jusqu'au milieu du XX^e siècle, les termes « *Black* » et « *Afro-American* » se sont imposés dans les années 1960 afin d'exprimer une fierté des origines africaines et une attitude plus militante de refus de l'oppression par les Blancs. Depuis la fin des années 1980, l'appellation privilégiée est « *African American* ». Par respect pour ce processus, dans l'ensemble de cet ouvrage, je privilégie l'emploi de l'équivalent français « Africain-Américain » et

ses formes dérivées, même si, par souci de variété, j'utilise également de manière interchangeable « Noir ». Sur cette question de l'autodésignation, voir l'article fondateur de Leroi Bennett, Jr., « What's in a Name ? Negro vs. Afro-American vs. Black », *Ebony*, n° 23, novembre 1967 et Rosalyn Terborg-Penn, « Naming Ourselves. The Politics and Meaning of Self-Designation », in Robert Harris et Rosalyn Terborg-Penn, *The Columbia Guide to African American History*, Columbia University Press, New York, 2013, p. 91-100.

b. L'expression « Jim Crow », désignant l'ordre social fondé sur la ségrégation qui a régné dans le Sud des États-Unis du dernier tiers du XIX^e siècle à 1964, vient du nom d'un personnage de *minstrel show*, type de spectacle satirique en vogue jusqu'au XX^e siècle où des acteurs blancs se grimaient en Noirs pour les représenter dans des situations caricaturales et ridicules.

c. Tout au long de ce livre, les termes « libéral » et « libéralisme » renvoient à leur acception américaine contemporaine. Aux États-Unis, un *liberal* estime que l'État a pour responsabilité de promouvoir des chances égales pour tous les citoyens, et doit par conséquent intervenir dans l'économie et la société pour corriger les inégalités sociales et raciales.

d. L'expression de « résistance massive » a été utilisée par le sénateur de Virginie Harry Byrd en 1956 pour inciter les Blancs à s'opposer par tous les moyens possibles à la déségrégation des écoles imposée par l'arrêt de la Cour suprême *Brown*. Ce concept de « résistance (massive) » des Blancs a ensuite été repris par les historiens, tels Matthew Lassiter (*The Silent Majority. Suburban Politics in the Sunbelt South*, Princeton University Press, Princeton, 2006) ou Arnold Hirsch (« Massive Resistance in the Urban North. Trumbull Park, Chicago, 1953-1966 », *Journal of American History*, vol. 82, n° 2, septembre 1995, p. 522-550), pour mettre en évidence l'ampleur des moyens mis en œuvre par les Blancs dans le Sud, mais aussi dans le Nord, pour s'opposer au combat des Noirs pour l'égalité.

e. Dans l'ensemble de ce livre, le terme « race » est à entendre dans son acception américaine comme une construction sociale et idéologique.

f. Concept signifiant littéralement « indifférence à la couleur de peau » et renvoyant au refus délibéré de prendre en compte le facteur racial dans le processus de sélection des personnes bénéficiaires d'une politique publique ou d'un service.

Sauver son humanité à l'ère de Jim Crow (1865-1915)

« L'esclave a été libéré ; il s'est tenu un bref moment au soleil, puis a avancé de nouveau vers l'esclavage. »

W.E.B. Du Bois,
Black Reconstruction in America, 1935

La liberté, enfin ! « C'est le 4 juin 1865 que j'ai commencé à vivre », déclara en 1937 l'ancienne esclave Katie Rowe à la personne venue recueillir son témoignage de l'émancipation¹. Le jour où elle apprit de la bouche d'un « Yankee » du Nord qu'elle-même et les 200 esclaves avec qui elle travaillait dans les champs de coton depuis son enfance seraient désormais « leurs propres chefs », une nouvelle vie s'ouvrit, avec ses incertitudes et ses difficultés mais avec ce nouveau trésor chéri à sa juste valeur. Le rêve de générations d'esclaves et d'anciens esclaves était devenu réalité. Une fois l'abolition de l'esclavage confirmée par la ratification du XIII^e amendement à la Constitution américaine en décembre 1865, les 3,9 millions de Noirs du Sud des États-Unis (soit plus de 90 % de la population noire totale) désormais affranchis n'eurent de cesse de vouloir jouir de leur liberté récente et de rechercher l'égalité et la justice.

Mais de lourdes menaces pesaient sur eux. Lorsque le président républicain Abraham Lincoln fut assassiné le 14 avril 1865, son vice-président Andrew Johnson, démocrate, originaire de l'État esclavagiste du Tennessee et ferme partisan de la suprématie blanche,

entra à la Maison-Blanche. Avec son aval, l'élite blanche démocrate, revenue au pouvoir dès la fin des hostilités dans tous les États de l'ancienne Confédération, s'empessa d'adopter des « Codes noirs » (*Black Codes*) qui encadrèrent très sévèrement la liberté des Africains-Américains.

Pour empêcher le rétablissement d'une situation de subjugation des Noirs semblable à l'esclavage mais qui tairait son nom, les républicains qui contrôlaient le Congrès (composé du Sénat et de la Chambre des représentants) à Washington imposèrent, contre l'avis du président Johnson, un régime spécial de gouvernement avec occupation militaire des États du Sud le temps de « reconstruire » le Sud et de le réintégrer pleinement à l'Union sur la base de l'acceptation du XIII^e amendement à la Constitution. Dès l'adoption de la loi fédérale sur la Reconstruction en 1867, les Assemblées des États qui avaient voté les Codes noirs furent dissoutes. Dans tout le Sud, des ligues d'électeurs – blancs et noirs – virent le jour. Elles multiplièrent les réunions publiques pour choisir les délégués aux conventions constitutionnelles chargées d'organiser les élections aux nouvelles Assemblées et d'élaborer, pour chaque État du Sud, une nouvelle Constitution respectueuse des droits civiques des Noirs.

Les douze années d'expérience démocratique que constitua la période de la Reconstruction (1865-1877) virent ainsi les nouveaux affranchis goûter, sous la protection armée des troupes fédérales, les droits et les libertés jusque-là réservés aux Blancs, à commencer par le droit à l'éducation. Après l'adoption en 1868 du XIV^e amendement (qui affirmait l'égalité de tous les citoyens devant la loi) et deux ans plus tard du XV^e amendement (qui garantissait le droit de vote, aux seuls hommes), ils jouirent des privilèges de tous les citoyens : la liberté de mouvement, d'association, de réunion et même le droit de porter des armes. Forts de ce nouveau pouvoir, de nombreux Noirs non seulement votèrent pour la première fois mais furent élus à différents postes à responsabilité. Au niveau local, des villes à la population majoritairement noire élurent des maires, des conseillers municipaux et des shérifs africains-américains. Pierre Caliste Landry, ancien esclave, né d'une mère esclave et d'un père blanc, devint le premier maire africain-américain du pays lorsqu'il fut élu en 1868, à l'âge de vingt-sept ans, à la tête de Donaldsonville (Louisiane). Dans les trois États de la Louisiane, du Mississippi et de la Caroline du Sud, où les Noirs représentaient la majorité de la population, le nombre

d'élus était particulièrement élevé, depuis les Assemblées des États jusqu'au Congrès à Washington. En 1870, Hiram Revels fut ainsi élu sénateur du Mississippi pendant que Joseph Rainey représentait la Caroline du Sud à la Chambre des représentants. Fiers de porter les couleurs du Parti républicain de Lincoln l'émancipateur, ces hommes défendirent de leur mieux les intérêts de leurs électeurs malgré les dangers physiques qu'ils encouraient. Depuis 1866, les militants masqués du Ku Klux Klan (KKK) cherchaient en effet à les terroriser par un déferlement de violence, afin de rétablir la suprématie blanche et de « racheter » le Sud en le remettant entre les mains de l'ancienne élite démocrate blanche. Les Africains-Américains continuèrent leurs activités politiques mais la multiplication des attaques incendiaires nocturnes contre leurs domiciles, les croix brûlées, les lynchages et les meurtres rendirent leur exercice de la citoyenneté de plus en plus difficile au fil des années.

Cette forte participation des Noirs à la vie civique ne se limitait pas aux hommes. Privées du droit de vote comme les autres femmes du pays (puisque le XV^e amendement ne s'appliquait qu'aux hommes), les Africaines-Américaines, anciennes esclaves ou appartenant à la petite classe des Noirs libres qui existait avant la guerre de Sécession, n'en étaient pas moins particulièrement impliquées dans la vie politique de la Reconstruction et revendiquaient publiquement le droit de participer aux élections². N'hésitant pas à prendre la parole dans les réunions des ligues d'électeurs, qui se tenaient souvent dans les églises, ou dans les conventions, elles exprimaient haut et fort leurs conceptions de la liberté et de la citoyenneté. Affirmant leur légitime présence dans la sphère publique, elles accompagnaient leurs maris jusqu'au bureau de vote pour s'assurer qu'ils votent bien pour les candidats républicains les plus à même de défendre les intérêts de la communauté. Dans les heures violentes de la Reconstruction, ces femmes, souvent armées, assuraient la protection de leurs hommes. On rapporte ainsi que les femmes africaines-américaines de la Caroline du Sud étaient « en armes, munies de haches et de hachettes qu'elles tenaient dans leurs mains ou qu'elles avaient accrochées sur le côté, leurs robes et leurs tabliers les dissimulant à moitié³ ».

Pendant la Reconstruction, hommes et femmes africains-américains purent donc jouir de l'égalité civique, pour la première fois depuis l'arrivée du premier esclave Noir sur le territoire américain quelque deux cent cinquante ans plus tôt. Mais le problème des moyens de

cette égalité formelle se posa d'emblée : comment jouir concrètement de ses droits si l'on ne possède pas les moyens de son autonomie économique⁴ ?

L'indépendance économique était la revendication essentielle des affranchis, dont beaucoup avaient lutté aux côtés des forces unionistes pendant la guerre de Sécession et se souvenaient de l'ordre donné par le général William Sherman en janvier 1865 : ce dernier, avant la fin des hostilités, avait commandé de distribuer, dans la région côtière et les îles de la Georgie, à chaque Africain-Américain ayant rejoint ses troupes « 40 acres », soit 16 hectares, de terre. L'idée de leur donner également une mule fut ajoutée peu après, donnant naissance à l'expression « 40 acres et une mule ». Valable pour un an seulement, cet ordre temporaire se répandit comme une traînée de poudre auprès de la population esclave qui y vit la promesse que l'émancipation leur offrirait enfin une portion de la terre qu'ils avaient consacré leur vie à développer.

Mais, au nom du réalisme politique qui l'emporta après l'entrée à la Maison-Blanche de Johnson, cette promesse resta lettre morte : les anciens planteurs retrouvèrent vite leurs terres. Pour les anciens esclaves, une telle redistribution radicale des terres aurait signifié l'indépendance économique et la possibilité d'accumuler et de transmettre un patrimoine à leurs enfants. À défaut, ils tombèrent rapidement dans une situation de dépendance et d'exploitation. La période de la Reconstruction aurait pu être l'occasion de changer cette situation mais l'urgence était de réintégrer au plus vite le Sud dans l'Union et de reconstruire économiquement la région dévastée après cinq ans de guerre. À cette fin, il parut aux dirigeants politiques républicains, à Washington comme sur place, que la solution la plus rapide et efficace passait par la restauration de la production du coton qui avait fait la fortune du Sud avant la guerre et contribué à la prospérité nationale. Même le Freedmen's Bureau, l'agence fédérale chargée d'aider les affranchis à s'adapter à leur nouvelle vie libre, les incita à s'engager à travailler pour leurs anciens maîtres. Nombre d'anciens esclaves durent ainsi signer des contrats de travail abusifs, qui créèrent les conditions de leur asservissement sous le nouveau statut de métayers (*sharecroppers*).

Le néo-esclavage du Sud

Au cours des années 1870, les démocrates du Sud parvinrent à reprendre le contrôle du pouvoir politique dans leurs États par un processus qu'ils appelèrent la « Rédemption ». Cette dernière mêlait fraude électorale, violence ouverte et intimidation par l'intermédiaire de groupes paramilitaires comme le Ku Klux Klan ou les Chevaliers du camélia blanc⁵. Le nombre d'élus Africains-Américains chuta nettement à partir de 1876. En Caroline du Sud, dont la population était majoritairement noire, l'Assemblée de l'État comptait encore 25 Noirs sur 124 membres en 1876 mais les Blancs avaient repris le contrôle. À Washington, les élus républicains du Congrès qui avaient soutenu la cause de l'égalité pour les Africains-Américains se mirent à se désintéresser de la situation du Sud pour traiter des autres affaires urgentes du pays, en particulier l'industrialisation, la forte immigration en provenance d'Europe et le développement de l'Ouest. L'élection présidentielle contestée de 1876 marqua la fin de la Reconstruction : alors que les deux partis, démocrate et républicain, revendiquaient chacun la victoire, un accord fut passé par lequel le candidat républicain Rutherford Hayes accèderait à la présidence contre le retrait des troupes fédérales du Sud. Le pays était réconcilié... au détriment des Noirs. Quelques années après la fin de la Reconstruction, les États du Sud, de nouveau aux mains de démocrates blancs bien déterminés à rétablir les conditions de la sujétion des anciens esclaves et de leur propre domination sur les structures économiques, sociales et politiques de la société sudiste, adoptèrent des lois ségrégationnistes et trouvèrent différents moyens de contourner le XV^e amendement pour tenir les Noirs à l'écart des bureaux de vote⁶.

L'adoption en 1890 par le Mississippi d'une clause de sa Constitution permettant de priver les Noirs de leurs droits civiques a longtemps été considérée comme le début légal du système « Jim Crow »⁷. Mais les tentatives juridiques pour établir un système de ségrégation raciale et de *disfranchisement* (« privation du droit de vote ») remontent à bien plus tôt, comme on l'a vu, avec l'adoption, dès la fin de la guerre de Sécession, des Codes noirs visant à limiter la liberté économique et physique des nouveaux affranchis, avant leur abolition au début de la Reconstruction. La protection offerte par ce régime spécial d'occupation était donc réelle mais loin d'être totale. Les violations des droits des Noirs apparurent en effet dès cette époque et elles s'accéléchèrent pendant les années suivantes dites de la

« Rédemption ». Ainsi, entre 1870 et 1884, onze États du Sud interdirent légalement les mariages interracialisés pour protéger la pureté de la race blanche. Selon le principe de l'hypodescendance, ou de la goutte de sang (« *one-drop rule* »), toute personne ayant la moindre goutte de sang noir dans les veines était considérée comme noire⁸. Les lois de ségrégation scolaire apparurent aussi dans presque tous les États du Sud avant 1888, à commencer par l'Arkansas en 1866⁹.

Une situation similaire se retrouvait dans le domaine des transports et des lieux publics. Dès 1841, le terme « Jim Crow » servait à identifier un wagon séparé pour les Noirs sur les lignes de la compagnie Boston & Providence Railroad dans le Massachusetts¹⁰. La loi fédérale sur les droits civiques de 1875 interdisait la discrimination raciale sur les lignes de chemin de fer, mais, pour la contourner, l'État du Tennessee adopta, entre 1881 et 1883, plusieurs lois exigeant que les compagnies de chemin de fer fournissent aux Noirs des « installations séparées mais égales » et protégeant les hôtels, les compagnies de chemin de fer, les restaurants et les lieux de divertissement contre toute poursuite judiciaire pour cause de discrimination. La Floride, le Mississippi et le Texas s'empressèrent de l'imiter. En 1883, la Cour suprême des États-Unis donna carte blanche à la discrimination des particuliers et des entreprises lorsqu'elle affirma que le XIV^e amendement n'interdisait que les violations éventuelles des droits par les États, et non par des parties privées¹¹.

Entre 1871 et 1889, presque tous les États du Sud adoptèrent également des lois limitant le droit de vote, en imposant notamment le paiement d'un cens (*poll tax*). Ces mesures touchaient également les Blancs déshérités, mais elles eurent des effets encore plus désastreux pour la population africaine-américaine. En Georgie et en Caroline du Sud, plus de la moitié des Noirs qui votaient en 1880 avaient disparu des listes électorales en 1888. La communauté noire se retrouvait ainsi privée d'un des principaux moyens de manifester son mécontentement face à la privation de ses droits civiques pourtant garantis par les XIV^e et XV^e amendements à la Constitution. Au niveau local, les comtés et les municipalités, déterminés à contrôler la population noire désormais libre, adoptèrent des lois très sévères sur le vagabondage, telle la *Pig Law* du Mississippi qui faisait du chapardage d'un cochon un vol aggravé passible de cinq années d'emprisonnement¹². Et, quand l'appareil juridique ne suffisait pas à maintenir les Noirs à la place que

leur attribuait le système « Jim Crow », les Blancs n'hésitaient pas à recourir à toutes les formes de violence à leur disposition : au début des années 1870, les poursuites judiciaires eurent raison du Ku Klux Klan qui arrêta officiellement ses activités, mais d'autres groupes suprémacistes blancs prirent aussitôt la relève, orchestrant, à la fin des années 1870 et tout au long des années 1880, une campagne de terreur se traduisant par une forte hausse du nombre de lynchages¹³.

Ségrégation(s)

La communauté africaine-américaine ne subit pas uniformément cette situation. Si tous les Africains-Américains du Sud, qui représentaient encore 90 % des 7,5 millions du Noirs du pays à la fin du XIX^e siècle^a, étaient contraints d'utiliser des fontaines d'eau séparées, des toilettes séparées, des écoles séparées, des hôpitaux séparés, et même d'être enterrés dans des cimetières séparés, ils endurèrent de manières différentes les abus et les insultes du système ségrégationniste selon leur sexe, leur âge ou leur région de résidence. Rien que dans le Sud, le système rigide de ségrégation fut mis en place à des dates diverses selon les États, en commençant par le *Deep South* pour gagner ensuite l'*Upper South*, et les humiliations subies variaient en fonction des comtés.

Dans le Nord, la situation était tout autre. Dans cette région où l'abolition de l'esclavage remontait selon les États à la fin du XVIII^e siècle ou au tout début du XIX^e siècle, la ségrégation et la discrimination n'étaient pas inscrites dans la loi mais s'étaient progressivement imposées par la coutume et dans les pratiques individuelles ou collectives. On parle ainsi de ségrégation *de facto*, par opposition à la ségrégation légale, dite *de jure*, dans les anciens États confédérés. Peu nombreux (à peine 10 % de la population africaine-américaine), les Noirs qui vivaient dans le Nord à la fin du XIX^e siècle avaient des possibilités d'emploi limitées. Contraints de vivre dans des quartiers isolés du reste de la ville, ils devaient aussi se contenter d'envoyer leurs enfants dans des écoles séparées, de qualité inférieure aux autres. Toutefois, au regard de la situation dans le Sud à la même époque, leur sort paraissait enviable et la petite élite noire qui y résidait s'y développa plus rapidement que dans le Sud.

Outre la forte disparité des conditions de vie selon la région géographique de résidence, la « communauté noire » était en effet

aussi divisée socialement. Ne pas prendre en compte ces divisions de classe et, plus particulièrement, les tensions entre la petite élite africaine-américaine et la masse des Noirs déshérités, reviendrait à avoir, selon l'expression de Bayard Rustin, lieutenant de Martin Luther King, une « vision sentimentale de la solidarité noire¹⁴ ». Liés par l'expérience commune de la race dans une société qui les opprimait du fait de leurs origines, les Africains-Américains avaient pourtant des vies tout aussi diverses que les Blancs, unis – en particulier dans le Sud – par leur couleur de peau dans la suprématie blanche.

Ces différences sociales et géographiques eurent un impact sur le combat des Noirs pour l'égalité. Les capacités de mobilisation variaient selon les positions de chacun, les plus aisés pouvant plus facilement s'engager ouvertement. Surtout, la différence de situation entre le Sud et le Nord devint, au fil du temps, l'un des moteurs de la lutte. À partir de la mise en place du système « Jim Crow », les Africains-Américains du Sud tournèrent leur regard vers le Nord. D'une part, ils comptaient sur la capacité des Noirs vivant dans le Nord à mettre à profit leur liberté d'expression et leurs meilleures conditions de vie pour organiser un vaste mouvement de solidarité et de mobilisation. D'autre part, l'ancienneté de l'abolition de l'esclavage dans cette région et l'inscription dans la Constitution du XIV^e amendement rappelant que chaque Américain était à la fois citoyen de l'État fédéral et de l'État fédéré où il résidait, ouvraient la possibilité d'une action du gouvernement fédéral en faveur des Noirs. Le fédéralisme caractéristique du système politique américain devint une arme entre les mains des militants noirs : la répartition des pouvoirs entre le niveau central et celui des États fédérés, qui relevait d'une interprétation de la Constitution américaine, ouvrit en effet la porte à une intervention du gouvernement américain en soutien aux droits constitutionnels des Noirs, bafoués par les lois ségrégationnistes en place. De leur côté, les anciens États esclavagistes entendaient défendre la ségrégation avec d'autant plus de force qu'elle exprimait leur attachement fier à une identité régionale spécifique et symbolisait la résistance du Sud face aux tentatives, à leurs yeux inconstitutionnelles, d'ingérence du gouvernement fédéral dans leurs affaires intérieures. En cette fin du XIX^e siècle, les autorités nationales à Washington n'ayant aucune intention d'intervenir, le risque de remise en cause de l'ordre ségrégationniste n'était pas d'actualité. Mais les Noirs du pays conservèrent à l'esprit cette possibilité de jouer de la

division entre les deux niveaux de gouvernement – central et local – pour faire avancer leur cause.

Pour l'heure, cependant, la préoccupation essentielle de la très grande majorité des Noirs était la survie. Quatre-vingts pour cent d'entre eux continuaient en effet de résider dans des zones rurales du Sud, essentiellement dans l'ancienne ceinture cotonnière esclavagiste. Pour ces familles, la vie quotidienne, faite de rappels constants de leur subordination et de leur dur labeur, de la culture de la terre aux tâches ménagères, n'était pas très différente de ce qu'avait été leur vie du temps de l'esclavage. W.E.B. Du Bois résuma la situation en ces termes : « L'esclave obtint sa liberté ; il se tint pendant un bref moment au soleil ; puis avança de nouveau vers l'esclavage¹⁵. » Confrontées à cette situation, les familles noires s'attachèrent avant tout à assurer les conditions de leur survie en s'accrochant à l'espoir que leurs enfants pourraient un jour quitter le Sud cotonnier en quête d'un avenir plus prometteur.

Rêves d'ailleurs

Certains ne voulurent plus attendre et décidèrent de plier bagage, exerçant leur liberté de mouvement. Ravivant les anciens rêves d'émigration africaine qui avaient animé avant la guerre de Sécession des gens comme l'abolitionniste Martin Delany, premier Africain-Américain promu au rang d'officier dans l'armée de l'Union, un groupe de partisans enthousiastes du départ créa en 1877 la Liberian Exodus Company, compagnie de transport maritime contrôlée par des Noirs, pour organiser l'émigration collective vers le Libéria. Cette république qui venait de fêter le trentième anniversaire de son indépendance était auréolée d'une image de terre d'abondance depuis sa création par la société philanthropique de colonisation, l'American Colonization Society, en 1822, pour y installer des esclaves affranchis. On estime à plusieurs dizaines de milliers les Africains-Américains qui firent le choix du départ lointain entre 1822 et 1877 par le trajet inverse à celui parcouru par leurs ancêtres esclaves transplantés contre leur gré en Amérique. En avril 1878, l'*Azor*, le navire acheté par la Liberian Exodus Company, quitta son port d'attache de Boston pour venir s'amarrer à Charleston, en Caroline du Sud, sous les regards admiratifs et les cris de soutien d'une foule de tous âges, en anticipation du départ de ses 206 passagers¹⁶.

Encouragé par l'American Colonization Society qui voyait dans l'émigration outre-Atlantique le moyen d'échapper au statut inférieur des Noirs aux États-Unis et d'évangéliser l'Afrique¹⁷, l'intérêt renouvelé des Africains-Américains pour le Libéria s'explique par l'intensification de la ségrégation à partir des années 1870 et par la fascination pour les rares pays indépendants d'Afrique ou des Caraïbes qui accompagna cette rigidification de la « barrière raciale » (*color line*). Aux côtés du Libéria, première république indépendante sur le continent africain, Haïti fit à cette période un retour en force dans l'imaginaire de nombreux Africains-Américains¹⁸. Ayant conquis son indépendance dès 1804, ce pays était un symbole de la liberté noire. Tout au long du ^{xx}e siècle, les Noirs américains continuèrent de tourner leurs regards vers l'Afrique et les Caraïbes et d'établir un lien entre leur sort et celui de leurs « frères et sœurs » de couleur dans le monde. Le début de l'impérialisme américain à partir de 1898, mené au nom du soi-disant « fardeau de l'homme blanc¹⁹ », renforça encore le sentiment de solidarité entre les Noirs américains et les autres minorités opprimées. L'un des grands courants du nationalisme noir était établi.

Un an après le départ de l'*Azor*, un autre exode débuta, cette fois vers une destination moins lointaine. Entre 1879 et 1881, quelque 20 000 Noirs des zones rurales du Mississippi, de l'Alabama, de la Louisiane, du Tennessee et du Texas partirent pour la « terre promise » du Kansas. Une loi fédérale sur l'acquisition des terres (*Home-stead Act*) stipulait en effet que, contre la promesse de rester sur place plusieurs années et de cultiver la terre, tout migrant pouvait devenir propriétaire d'une parcelle de terre. La promesse de l'indépendance économique et l'attrait d'une vie nouvelle loin de l'oppression quotidienne suffirent à convaincre ces migrants de faire le voyage²⁰. La vie au Kansas n'était pas sans difficulté mais rares furent les « *Exodusters* », comme on les surnommait à l'époque, qui retournèrent dans le Sud.

À ces quelques exceptions près, la plupart des métayers continuèrent de bouger à l'intérieur de l'économie de plantation, passant d'un employeur à un autre, dans l'espoir d'obtenir un contrat de travail moins abusif, un propriétaire plus humain et des conditions de vie suffisamment bonnes pour pouvoir se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école sans que ceux-ci soient contraints d'aider la famille à travailler la terre. D'autres, en nombre plus limité, firent un choix

différent : ils décidèrent de s'installer en ville, d'abord dans le Sud, puis, pour un nombre croissant, après le début en 1916 de ce qu'on appela la « Grande Migration », dans une ville du Nord.

Vivre dans le « Nouveau Sud »

Depuis l'émancipation, un flux mince mais régulier d'Africains-Américains faisait chaque année le choix de s'installer en ville. Certes la migration interne au Sud ne concernait annuellement que 2 % à 3 % de la population noire totale du Sud entre 1880 et 1915 mais, au total, ce sont plus d'un million de personnes qui vinrent s'installer dans les nouveaux quartiers noirs créés par les strictes lois de ségrégation résidentielle en vigueur dans des villes comme Richmond (Virginie) ou Athens (Georgie). Alors que la « barrière raciale » devenait de plus en plus haute dans les années 1880-1890, la migration urbaine des Noirs américains connut une période de pointe. En 1910, environ 20 % de la population noire du Sud vivaient dans des villes de plus de 2 500 habitants. Ainsi, en Georgie, l'un des États du Sud les plus peuplés, la population noire urbaine doubla quasiment entre 1890 et 1910²¹.

Aux nouveaux arrivants, la ville offrait un double attrait : elle concentrait les écoles, les églises, les journaux et les sociétés mutuelles, comme les Knights of Pythias, les francs-maçons noirs de Prince Hall Masonic Lodge ou l'Ordre bienveillant et fraternel des Élans (Elks), d'où étaient issus un grand nombre des leaders de la communauté noire. Mais, surtout, on y trouvait des possibilités d'emploi plus variées que dans les régions rurales. Si certains Africains-Américains avaient réussi à devenir propriétaires d'un petit terrain et étaient donc maîtres de leur propre travail²², la très grande majorité des autres Noirs vivant à la campagne continuaient de travailler comme métayers ou ouvriers agricoles saisonniers et de vivre dans une très grande pauvreté. Or l'arrivée du charançon du coton qui ravagea les champs du Sud à partir de 1892 fournit une incitation supplémentaire au départ en poussant les propriétaires terriens à se séparer d'une partie de leur main-d'œuvre. Les promesses d'une vie meilleure en ville paraissaient d'autant plus tangibles que les nouveaux migrants pouvaient admirer des exemples de réussite sociale au sein de la petite bourgeoisie noire qui se développa à cette époque.

Pendant la Reconstruction, seule une très petite minorité

(essentiellement des médecins et des avocats) était parvenue à atteindre un tel statut grâce à la création d'universités noires, telles que Fisk University à Nashville (Tennessee) ou Howard University à Washington D.C. Les artisans représentaient un quart de tous les Noirs travaillant dans les villes du Sud, tandis que la masse des autres citoyens étaient des travailleurs non qualifiés parvenant difficilement à assurer leur survie économique. La situation était meilleure à La Nouvelle-Orléans, du fait de la présence historique de nombreux Noirs libres dans cette ville, mais cette cité faisait figure d'exception à l'échelle du Sud²³.

La mise en place des lois ségrégationnistes changea cette situation. En limitant sévèrement l'accès des Noirs aux lieux publics, à certains emplois et services et à des quartiers entiers de la ville, les lois « Jim Crow » créèrent une société parallèle avec ses propres possibilités d'ascension sociale. La ségrégation renforça ainsi la petite élite de professions libérales et intellectuelles qui existait déjà et elle permit aux petites entreprises noires – épiceries, restaurants, pompes funèbres ou assurances, par exemple – de prospérer. Quelques fortunes locales parvinrent même à émerger. Alonzo Herndon en est le parfait exemple. Né esclave, Herndon commença sa carrière professionnelle comme barbier dans un hôtel d'Atlanta (Georgie) réservé aux Blancs. Il ouvrit ensuite sa propre échoppe, avant d'en ouvrir plusieurs autres et d'investir ses bénéfices dans des biens immobiliers. En 1900, son capital s'élevait à 12 750 dollars (faisant de lui un millionnaire si l'on convertit cette somme en dollars de 2010)²⁴. Cet exemple était certes exceptionnel, mais 75 des 450 épiceries d'Atlanta étaient contrôlées par des Noirs en 1891. Malgré les conditions difficiles, certains Africains-Américains parvinrent à acquérir une indépendance économique, comme en témoigne la hausse du taux de Noirs propriétaires de leurs logements. De même, selon la convention annuelle de la National Negro Business League de 1917, 56 banques étaient détenues par des Noirs, dont 53 situées dans le Sud²⁵. Pilier d'une communauté africaine-américaine urbaine en expansion, cette classe de Noirs économiquement indépendants possédait les ressources et l'autonomie nécessaires à la mobilisation contre l'ordre établi. Tous ne voulurent pas s'y attaquer. La classe dirigeante était en effet divisée sur l'attitude à adopter face à une situation qui, certes, reposait sur l'acceptation de leur statut subalterne, mais leur offrait cependant les moyens de gagner bien, voire très bien, leur vie.

Dans l'immédiat, la progression sociale de cette petite couche de Noirs favorisés fut utilisée par les Blancs du Sud comme preuve du bien-fondé et de l'avantage de la ségrégation. Moyen d'apaiser les relations raciales, la ségrégation était présentée par l'élite blanche comme la condition *sine qua non* du développement économique et social de leur région pour le bénéfice de tous. À la fin du XIX^e siècle, un groupe d'hommes d'affaires, d'hommes politiques et de journalistes promouvait en effet la vision d'un « Nouveau Sud », dynamique et ancré dans le mouvement de progrès par l'industrialisation et le commerce qui touchait le reste du pays²⁶. Affirmant que leur région avait définitivement tourné la page de l'esclavage et de l'économie de plantation qui avaient fait sa richesse, ces promoteurs du Nouveau Sud se servaient de l'établissement des lois « Jim Crow » comme d'une preuve à l'intention des investisseurs du Nord qu'ils cherchaient à attirer : garante de la paix sociale, la ségrégation ne signifiait pas l'exclusion totale des Noirs de la sphère économique « moderne », mais leur relégation aux emplois les plus éprouvants physiquement et les moins bien payés – en d'autres termes, leur maintien « à leur place » dans la hiérarchie sociale. La main-d'œuvre qui avait constitué la base de l'économie de plantation avant guerre continuerait ainsi d'être utilisée pour le développement industriel et commercial du Nouveau Sud²⁷.

L'entraide contre l'exploitation et la précarité

De fait, dans cette économie urbaine du Sud en pleine expansion, des hommes noirs trouvèrent des emplois comme ouvriers du bâtiment, agents d'entretien des voies ferrées ou dockers dans les ports du golfe du Mexique ou de la côte atlantique. Dans les années 1890, par exemple, 90 % des emplois non qualifiés des aciéries et laminoirs de Birmingham (Alabama) étaient occupés par des Africains-Américains. Dans cette ville surnommée la « Pittsburgh du Sud », c'étaient eux qui remplissaient les hauts-fourneaux, perchés très haut dans une atmosphère brûlante et emplie de gaz toxiques pour alimenter la trémie d'alimentation. Ailleurs, on leur faisait accomplir des tâches très dangereuses et requérant une grande force physique, comme manipuler de la fonte liquide ou briser des barres de fer²⁸. Le travail était exténuant, précaire et très mal payé, mais c'était un travail et c'est cela qui comptait à une époque où le taux de chômage

des Noirs, tous niveaux de qualification confondus, était le double de celui des travailleurs blancs non qualifiés. Le développement industriel du « Nouveau Sud » bénéficia aussi aux milliers de femmes noires qui trouvèrent un emploi dans l'une des nouvelles usines agroalimentaires ou dans une manufacture de tabac. Mais, peu nombreux et contraints d'occuper les postes les moins valorisés, les ouvriers et les ouvrières noirs étaient généralement exclus des syndicats qui se développaient à cette période et se heurtaient à l'hostilité des ouvriers blancs qui les regardaient comme des concurrents déloyaux parce qu'ils acceptaient des salaires dérisoires. À la fin du XIX^e siècle, la grande majorité des citadins noirs continuaient de gagner difficilement leur vie dans les emplois manuels traditionnels de domestiques, portiers ou travailleurs journaliers non qualifiés pour les hommes, et de nourrices, cuisinières, blanchisseuses ou domestiques pour les femmes²⁹.

Parmi ces néophytes urbains figuraient un grand nombre d'épouses mais aussi de filles et de veuves en quête d'un climat moins dangereux qu'à la campagne. Le rôle protecteur de la communauté urbaine noire en expansion constante était en effet crucial pour les nombreuses femmes seules qui firent le choix de s'installer en ville. Ces femmes, veuves ou célibataires, avec ou sans enfants, préféraient vivre en ville plutôt que de rester à la campagne, à la fois parce qu'elles trouvaient dans les centres urbains des possibilités d'emploi inexistantes en milieu rural et parce que la présence d'une communauté africaine-américaine conséquente les mettait à l'abri des agressions sexuelles, risque permanent sur les chemins et les routes isolés du Sud rural. Cette forte féminisation de la migration créa dans la plupart des centres urbains du Sud un ratio femmes-hommes disproportionné, source de problèmes démographiques spécifiques. Elle témoigne également d'une ambition sociale tout aussi forte chez ces femmes que chez les hommes. Loin de rester cantonnées dans le rôle subalterne dans lequel les historiens les ont longtemps reléguées dans leur analyse des familles noires du Sud dans l'après-guerre de Sécession (par contraste avec le rôle central qu'ils leur reconnaissent dans la structure sociale sous l'esclavage), les femmes africaines-américaines occupèrent une place essentielle non seulement dans la structure socio-économique de la communauté noire mais aussi comme actrices de la mobilisation contre l'ordre social dominant³⁰.

Dans leur nouvel environnement urbain, en effet, les hommes des couches populaires ne trouvaient souvent que des possibilités d'emploi

sporadiques et se révélèrent incapables de subvenir à eux seuls aux besoins de leur famille. Les femmes se trouvaient donc contraintes de chercher un emploi rémunéré, qui venait certes s'ajouter aux tâches ménagères qui continuaient de leur échoir mais qui leur conférait un rôle crucial dans la famille et, plus globalement, dans la communauté noire. Si le durcissement de la ségrégation offrit des opportunités économiques et permit aux élites noires d'augmenter leurs revenus, il en alla différemment pour les Africains-Américains moins favorisés. Pratiquant des métiers exigeant peu de capital, tels que charpentier, forgeron, maçon ou cordonnier, ou des activités délaissées par les Blancs, comme barbier, la petite classe d'artisans, qui avait connu une relative prospérité pendant la Reconstruction, se réduisit à peu de chagrin dans la dernière décennie du siècle. Dans ce contexte, la majorité des hommes noirs des villes du Sud furent cantonnés dans les emplois non qualifiés – maçons, mécaniciens, charretiers, manutentionnaires, etc. – ayant pour caractéristiques d'être journaliers, instables et mal rémunérés³¹.

Cette grande précarité de l'emploi masculin dans les villes du Sud donna naissance à une « culture de la rue » ou, pour reprendre l'expression du sociologue William Foote Whyte, une « culture du coin de rue », que l'on retrouva plus tard dans les ghettos des grandes villes du Nord³². Bien informés sur les possibilités d'embauche du moment, les hommes africains-américains savaient se présenter à la fonderie ou à la scierie locales, par exemple, pour s'y faire recruter. Dans les périodes de creux, ils se retrouvaient dans un bar (ou *juke joint*) ou une épicerie faisant office de lieu de rendez-vous, et y passaient une grande partie de la journée en compagnie des autres hommes noirs du quartier. Ainsi regroupés dans un lieu connu de tous dans la ville, ils pouvaient être facilement sollicités par un employeur potentiel à la recherche de bras pour la journée, tout en passant une journée agréable en compagnie d'autres hommes dans la même situation. Cette sociabilité, cette culture du coin de rue, mêlait sentiment de fatalisme et camaraderie virile autour du jeu et de la boisson, les deux activités principales des journées oisives de nombreux hommes africains-américains dans les villes du Sud ségrégationniste. Très décriée des femmes noires, qu'elles soient épouses, mères, sœurs ou filles de ces hommes, cette sous-culture peut être lue à la fois comme une réaction à l'ordre social ségrégationniste et comme une résistance aux normes de respectabilité conjugale et familiale en vigueur à l'époque, dans les

familles blanches comme noires. Elle fut en tout cas rapidement intégrée dans l'imagerie négative que la société attachait de plus en plus à l'« homme noir », oisif, joueur, buveur et volontiers violent. Dans l'ordre social sudiste où fleurissaient l'eugénisme et le racisme scientifique, cette oisiveté régulière était tenue comme preuve de la dépravation des Noirs et constituait une forme de double peine pour les hommes africains-américains : privés de travail pour cause de discrimination, ils se voyaient reprocher cette oisiveté imposée et, accusés de paresse, étaient traités avec encore plus de dénigrement³³.

Dans ce contexte, les femmes noires du Sud, frappées elles aussi par la pauvreté et la discrimination, se retrouvaient contraintes de travailler pour suppléer aux revenus de la famille. Leur tâche était facilitée par le fait que, à la fin du XIX^e siècle, les Blancs continuaient de recourir aux services de domestiques privés à domicile et qu'ils réservaient ces emplois aux femmes noires. Certaines femmes parvenaient en outre à trouver du travail comme blanchisseuses ou repasseuses. Le fort taux d'activité professionnelle des femmes africaines-américaines par rapport aux hommes, sans équivalent dans les communautés blanches ou hispaniques de cette époque, engendra des relations de genre uniques dans la société de la fin du XIX^e siècle³⁴ : éléments du foyer rapportant les revenus les plus réguliers, les femmes mariées jouissaient d'une autonomie économique qui leur conférait une place irremplaçable dans la structure sociale de la communauté noire. Certains hommes n'hésitant pas à quitter leur lieu de résidence pour se rendre là où un travail se présentait, leurs femmes se retrouvaient à la tête du foyer en leur absence et étaient amenées à prendre des décisions engageant le budget familial. Parmi ces décisions, la location d'une pièce à un pensionnaire, pratique alors très courante, permettait à la famille d'accueil de compléter ses revenus et de payer son loyer, et au pensionnaire, souvent un migrant de fraîche date, de faciliter son installation en ville. Ce système d'entraide très efficace bénéficiait aux neveux et aux cousins, mais aussi aux amis ou aux simples relations. Fondée sur une notion de communauté ou de famille élargie, au-delà de la simple famille nucléaire qui restait la référence pour les autres groupes sociaux, cette solidarité se transformait souvent en des systèmes d'entraide à l'échelle d'un quartier qui permettaient à la communauté africaine-américaine des centres urbains du Sud de résister à l'oppression et de se sentir davantage protégée.

Ce système d'entraide prenait aussi des formes plus organisées. Ainsi, les sociétés de bienfaisance et de secours mutuel, dont on trouve quelques traces dans les zones rurales, fleurirent en ville où les habitants avaient plus d'argent et pouvaient plus facilement se rendre sur les lieux de rendez-vous. La pratique courante dans certaines villes de refuser un emploi duquel un voisin avait été renvoyé atteste aussi l'existence d'un fort esprit de coopération au-delà de l'intérêt économique personnel. Si les vicissitudes de la vie urbaine – en particulier son chômage endémique – faisaient peser de lourdes pressions sur la vie conjugale, les hommes et les femmes africains-américains avaient la possibilité de se tourner vers le réseau de plus en plus dense de services d'entraide formels et informels, laïques ou liés à une église³⁵.

Malgré le coup de massue porté en 1896 par l'arrêt *Plessy v. Ferguson* de la Cour suprême des États-Unis qui confirma la constitutionnalité de la ségrégation au regard du XIV^e amendement (en expliquant que séparation des races ne signifiait pas nécessairement traitement inégal), le souvenir encore relativement récent de l'émancipation et de la Reconstruction aida les familles noires à s'accrocher à la promesse de la liberté et d'une citoyenneté entière, à défaut de pouvoir en jouir immédiatement. La migration vers les villes du Sud rendit possible la mobilisation contre le système « Jim Crow ». Cette première découverte de la vie en milieu urbain dota les familles africaines-américaines qui avaient fait le choix d'emménager en ville de caractéristiques qui les accompagnèrent ensuite dans le Nord et qui les préparèrent à la vie dans les ghettos³⁶.

Tandis qu'en milieu rural les familles noires vivaient à la fois dans des situations de très forte dépendance économique vis-à-vis des Blancs et de dispersion géographique qui rendaient quasiment impossible toute expression de rébellion face à l'ordre répressif (malgré de nombreux exemples d'autodéfense), une fois installées en ville elles bénéficièrent d'une situation plus propice à la résistance. Arrivées en ville pleines d'espoir³⁷, elles furent confrontées à des conditions de vie dures et révoltantes et à des possibilités d'ascension sociale certes plus grandes qu'à la campagne mais encore sévèrement limitées. Le décalage entre leurs attentes et ce que les sociologues appellent la structure des opportunités servit à alimenter la conscience politique nécessaire à la mobilisation collective.

Incarcération et travail forcé : les risques de la résistance

Prenant des formes multiples selon le lieu de résidence, la classe sociale, le sexe et l'âge des personnes, la résistance s'appuyait sur un réseau d'institutions de plus en plus dense – journaux, clubs, associations fraternelles, églises, universités – qui facilitait la mobilisation en favorisant les contacts, l'échange d'idées et le développement de réseaux. Il n'empêche que les Africains-Américains ayant le courage de remettre en cause la ségrégation et leur statut social subalterne encouraient des risques personnels considérables. Non seulement s'exposaient-ils à des représailles immédiates sur leurs biens ou leurs proches (incendie de leur maison ou de leur magasin, agressions physiques et viols, assassinats, lynchages) mais ils risquaient encore plus que d'ordinaire d'être victimes d'une arrestation arbitraire pouvant mener à leur incarcération voire à leur condamnation aux travaux forcés.

Dès la fin de la Reconstruction en effet, les villes, les comtés et les États du Sud s'étaient dotés de tout un arsenal juridique pour s'assurer que les Noirs de leurs juridictions restent « à leur place » et ne viennent pas bousculer l'ordre établi³⁸. « À l'époque de l'esclavage, les prisons étaient construites pour les Blancs, déclara un ancien esclave. Les esclaves, eux, devaient travailler. Quand ils faisaient quelque chose de mal, ils étaient fouettés puis relâchés³⁹. » Avec l'émancipation, le système carcéral se développa, ciblant cette fois en priorité les Africains-Américains. Les méfaits qui étaient auparavant punis sur la plantation devinrent des crimes et des délits, nécessitant intervention de la puissance publique, punition et incarcération. S'il est clair qu'il existait une criminalité noire (de même qu'il existait une criminalité blanche), la peur très forte que les Blancs du Sud avaient des Noirs après la Reconstruction, assortie à leur volonté de rétablir la suprématie blanche, fit que les autorités prirent toutes les mesures pour assurer le contrôle social des hommes noirs. Et, avec le retour au pouvoir des démocrates blancs, ils purent à cette fin mettre en place un système très efficace.

Très large, la liste des crimes et délits comprenait l'oisiveté dans les rues, le vagabondage, la rupture d'un contrat de travail, de menus larcins et la catégorie très vague et extensible de troubles à l'ordre public. Surtout, l'injustice et le racisme du système judiciaire faisaient

qu'un Noir pouvait très bien être condamné à plusieurs années de prison pour le vol d'un simple cochon alors qu'un Blanc coupable du meurtre d'un Africain-Américain était acquitté. Condamnés à des amendes prohibitives ou directement à des peines de prison, les Noirs déclarés coupables de ces infractions, des hommes dans la grande majorité des cas, se retrouvaient forcés de travailler pour purger leur peine. L'abolition de l'esclavage avait confronté les autorités blanches du Sud à un cruel problème de manque de main-d'œuvre. Une à deux décennies plus tard, le problème était d'autant plus criant qu'elles avaient l'intention de transformer l'image de leur région en celle d'un Nouveau Sud. Qui allaient-elles trouver, maintenant que les Africains-Américains étaient libres de leurs mouvements, pour assécher les marais, construire les routes et les lignes de chemin de fer, descendre dans les tunnels de mine ou couper du bois et récolter de la résine dans des forêts lointaines ? Le système du *convict leasing* (littéralement « location de condamnés ») mis en place dans les dernières décennies du XIX^e siècle fournit la solution⁴⁰.

Les condamnés aux travaux forcés étaient loués à des entrepreneurs privés qui les utilisaient pour des tâches industrielles ou agricoles, du travail dans les champs de coton à l'extraction de la térébenthine, en passant par la fabrication de briques et la construction de voies ferrées. En échange, les entrepreneurs privés versaient une compensation financière aux autorités publiques. En Georgie, premier État à introduire le système dès 1868, une enquête menée en 1886 rapportait que 1 homme noir sur 200 était ainsi condamné aux travaux forcés, la plupart travaillant pour des employeurs privés. Ces derniers préféraient souvent les condamnés aux travailleurs libres, lesquels étaient précisément libres d'aller chercher ailleurs de meilleures conditions de travail et ne manquaient pas de le faire à la première occasion. Les lois et règlements assurant le travail forcé de cette main-d'œuvre nombreuse étaient en théorie indifférents à la couleur de peau (*colorblind*) mais, en pratique, shérifs et juges ciblaient clairement les Africains-Américains. Ainsi, toujours en Georgie, 89 % des forçats loués en 1878 étaient noirs et ce pourcentage s'élevait à 95 % en 1902⁴¹. Combiné aux contrats de métayage abusifs imposés aux ouvriers agricoles noirs et qui garantissaient leur endettement et, par voie de conséquence, leur néo-asservissement, le système de *convict leasing* permettait de développer la région tout en contrôlant et en disciplinant la population noire.

Les conditions de travail de ces forçats étaient abominables. Les autorités publiques ne contrôlaient quasiment pas le sort des condamnés une fois qu'elles avaient signé le contrat de leur location. Transportés sur les chantiers dans d'énormes cages semblables à celles utilisées dans les cirques, les condamnés devaient ensuite trimer sans relâche sous l'œil vigilant de gardes brutaux, prompts à faire usage de leurs fusils et de leurs fouets. Le taux de mortalité et de blessures graves était extrêmement élevé, les entrepreneurs n'ayant aucune raison de ménager leurs hommes : dès qu'un condamné mourait, il était remplacé par un autre. Ceux qui survivaient y parvenaient au prix de souffrances et de tortures inimaginables, allant de la flagellation répétée à la suffocation dans une boîte de la taille d'un cercueil, en passant par la torture par l'eau, le tout infligé indifféremment aux adultes et aux adolescents, et même aux enfants âgés à peine d'une dizaine d'années.

Progressivement, le système du *convict leasing* fit toutefois l'objet de critiques croissantes, non pas tant pour son inhumanité que pour la corruption qui l'accompagnait. Mais le déclin de ce système ne signifia aucunement celui du travail forcé des Noirs : deux autres institutions prirent sa place, le *chain gang* et la prison ferme. La première pratique, consistant à enchaîner un groupe de prisonniers et à les faire travailler le long des routes ou dans les champs, permit de poursuivre le développement économique et infrastructurel du Nouveau Sud sur le dos des condamnés africains-américains réduits à une forme de néo-asservissement. Au total, sur la période allant de 1885 à 1920, entre 10 000 et 20 000 personnes – prisonniers ou endettés – travaillaient ainsi, chaque jour, pour le compte d'entrepreneurs privés ou des collectivités locales, les Noirs fournissant la majeure partie de ces travailleurs forcés⁴².

L'exemple le plus effrayant de la prison ferme est le pénitencier de Parchman Farm dans le Mississippi. Sur les conseils pressants du gouverneur James Vardaman qui voyait dans l'incarcération dans ce genre d'établissement le seul moyen d'inculquer aux jeunes Africains-Américains « la discipline, les solides habitudes de travail et le respect pour l'autorité des Blancs » que l'abolition de l'esclavage avait supprimés, Parchman Farm ouvrit ses portes en 1904⁴³. Les détenus étaient contraints d'y travailler, cette fois sous contrôle direct de l'État, pour produire du coton et des aliments. Très vite, l'endroit devint synonyme de torture des détenus et une menace très réelle pour

tous les Noirs du Mississippi remettant en cause, à un titre ou à un autre, la ségrégation.

L'autre système, le *chain gang*, était particulièrement prisé des autorités du Sud pour développer les infrastructures routières et ferroviaires de leurs États, à moindre coût mais au prix de conditions inhumaines pour les détenus-travailleurs : ainsi, lors de la construction de la ligne de chemin de fer reliant Greenville (Caroline du Sud) à Atlanta (Georgie) entre 1877 et 1879, près d'un condamné sur deux (45 %) mourut au travail chaque année. Au début du xx^e siècle, alors que l'Alabama fut le dernier État à abolir le système du *convict leasing* en 1908, l'image des condamnés noirs vêtus de leurs uniformes rayés et enchaînés les uns aux autres, trimant le long de routes de campagne du Sud, devint le nouveau symbole de l'archaïsme du Sud ségrégationniste dans un pays résolument déterminé à embrasser le progrès industriel et commercial et à incarner la modernité. Malgré les critiques contre le travail forcé des Noirs, les deux systèmes du *chain gang* et de la prison ferme perdurèrent encore de nombreuses décennies. Au début des années 1960, en pleine campagne du mouvement pour les droits civiques dans le Sud, c'est au pénitencier de Parchman que furent détenus James Forman et un groupe de Freedom Riders ainsi que le leader du Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC), Stokely Carmichael⁴⁴.

Comprendre le fonctionnement de ce système, né dans le Sud de la ségrégation, est essentiel pour prendre pleinement conscience de l'épée de Damoclès qui pesait en permanence sur la tête des Africains-Américains refusant les indignités quotidiennes et la domination blanche de la société sudiste post-Reconstruction. L'arbitraire des arrestations, l'injustice du système judiciaire et la liste très extensive des délits et crimes possibles faisaient que personne n'était à l'abri. C'est à l'aune de cette réalité brutale qu'il faut mesurer le courage de celles et ceux qui remirent en cause l'ordre établi. Mais cette brutalité quotidienne explique aussi la volonté de la majorité des citoyens africains-américains de vivre leur vie sans s'exposer, et sans exposer leurs proches, à ce type de violence ou de recourir à des formes souterraines, discrètes, voire silencieuses, de résistance derrière le « masque » affiché du consentement à l'ordre établi⁴⁵.

Les réussites sociales ou intellectuelles trop visibles des Noirs étaient en outre interprétées par la société blanche comme autant de tentatives visant à démentir les théories de la suprématie raciale, et

exposaient par conséquent à toutes sortes de représailles : incendies de domicile, agressions physiques, lynchages, etc. Pour la seule année 1892, on dénombre ainsi 161 lynchages sur l'ensemble du pays, dont huit pour la seule ville de Memphis (Tennessee). Dans l'ensemble du Sud, le nombre total d'Africains-Américains lynchés s'élève à plus de 2 500 pour la période allant de 1882 à 1930⁴⁶. Et ces lynchages ne s'arrêtaient pas lorsqu'on franchissait la ligne Mason-Dixon qui établissait jusqu'à la guerre de Sécession la démarcation entre États esclavagistes et États « libres ». En 1892, par exemple, dans la rue principale de la petite ville de Port Jervis (New York), une foule de Blancs en colère lyncha un dénommé Robert Jackson pour avoir participé à l'agression d'une femme blanche⁴⁷. Les victimes de lynchage étaient le plus souvent des hommes (très rares étaient les victimes femmes), fréquemment accusés du viol de femmes blanches, une accusation souvent fabriquée de toutes pièces mais particulièrement efficace dans une société blanche allergique à toute idée de sexualité interracial.

Ida B. Wells et les blanchisseuses d'Atlanta

Certaines voix, rares, osaient s'élever publiquement contre ce type de violences et tentaient de les arrêter en provoquant une prise de conscience nationale, voire internationale, contre ces actes de barbarie. La plus célèbre d'entre elles était la journaliste africaine-américaine Ida B. Wells qui organisa une grande campagne contre le lynchage⁴⁸. Utilisant les colonnes du journal qu'elle avait cofondé, le *Memphis Free Speech and Headlight*, elle dénonça sans relâche la pratique du lynchage et se mobilisa pour tenter d'obtenir une intervention fédérale dans ce domaine. Publié en 1892, son recueil de notes intitulé *Southern Horrors : Lynch Law in All Its Phases* expliquait que le lynchage n'était qu'une excuse pour se débarrasser des Noirs dont la réussite sociale était trop voyante. Consciente de la pression que l'opinion publique mondiale pouvait exercer sur les dirigeants américains, Ida B. Wells organisa la publicité des atrocités du lynchage à l'étranger également. Son action fit d'elle une icône de la communauté noire, mais la transforma aussi en femme à abattre pour les défenseurs de la suprématie blanche. Lorsqu'elle publia un article accusant les femmes blanches de chercher à provoquer les hommes noirs, un groupe d'hommes blancs débarqua en force dans les locaux

du *Free Speech* et les saccagea. Ida B. Wells était absente à ce moment-là mais elle lut à son retour la menace de mort laissée sur place à son intention. Après avoir longtemps résisté à la peur, elle décida en 1893, pour pouvoir continuer à mener son combat, de quitter Memphis pour New York, puis Chicago⁴⁹.

Au même moment, un mouvement politique indépendant des deux grands partis démocrate et républicain émergea sous la bannière « populiste », à partir de la multitude d'organisations locales de petits fermiers et d'ouvriers agricoles qui virent le jour dans les campagnes et les villes du Sud pour défendre les intérêts économiques de ces couches populaires. Regroupant uniquement des Noirs, comme la *Colored Farmers' Alliance*, ou de nature interracial, comme les *Knights of Labor*, ces organisations appelaient à une solidarité de classe qui transcende les divisions raciales⁵⁰. Très actifs dans les années 1870 et 1880, ces groupes se fondirent dans le Parti populiste dans la perspective des élections de 1892 puis 1896. Pour les Noirs du Sud, ces engagements politiques constituaient le moyen de se faire entendre, et de remettre en cause un système économique et politique très inégalitaire. En cela, leurs intérêts rejoignaient ceux de la masse de petits fermiers, métayers et ouvriers agricoles blancs tout aussi endettés et dépendants économiquement que leurs homologues noirs. Mais ces coalitions reposaient sur une précaire alliance de classe, dans une société obsédée par l'identité raciale. Elles ne résistèrent pas à l'action de politiciens blancs démagogues du Sud, comme le gouverneur de la Caroline du Sud Benjamin Tillman, qui n'hésitèrent pas à jouer la carte raciale pour saper ce mouvement de remise en cause de leur hégémonie économique et politique.

De courte durée, ce défi politique interracial n'en inquiéta pas moins la classe dirigeante sudiste. C'est à la lumière de cette tentative et de ce qu'elle révèle de la capacité des Noirs, en particulier dans les zones rurales, à se mobiliser et à agir comme des acteurs politiques autonomes qu'il faut lire la rigidité accrue des relations raciales dans le dernier tiers du XIX^e siècle⁵¹. Plus qu'un système visant à prévenir absolument tout contact entre Blancs et Noirs (les domestiques africaines-américaines, par exemple, étaient en contact quotidien dans leur vie professionnelle avec les Blancs), la ségrégation légale et les dispositifs mis en place pour priver les Noirs du droit de vote avaient surtout pour but d'empêcher toute remise en cause de l'ordre politique et socio-économique en place dans l'ancienne Confédération. Ceci

explique pourquoi les dirigeants blancs du Sud n'eurent aucun scrupule à instaurer un cens électoral (*poll tax*) et à exiger des électeurs qu'ils sachent lire et expliquer la Constitution de leur État, excluant ainsi du corps électoral les déshérités et les analphabètes, quelle que soit leur couleur de peau.

La remise en cause de l'ordre établi ne se limitait pas au milieu agricole. En 1881, les blanchisseuses africaines-américaines d'Atlanta se mirent massivement en grève pour réclamer une hausse de salaire et le respect. Traitées avec mépris par leurs employeurs blancs qui les accusaient, comme les autres travailleurs domestiques, d'être porteuses de maladies (en particulier la tuberculose) et de menacer la santé des Blancs, les blanchisseuses travaillaient pour un salaire de misère⁵². Mais elles se savaient aussi indispensables au mode de vie de leurs employeurs et virent dans cette situation le moyen d'améliorer leur quotidien. Pendant deux semaines, ces femmes parvinrent à résister : elles développèrent un réseau de soutiens en faisant du porte-à-porte et en organisant chaque soir des réunions dans leurs quartiers. Malgré les pressions des autorités municipales, les blanchisseuses ne cédèrent pas. L'issue de leur grève est inconnue. Une chose, toutefois, est sûre : elles réussirent à maintenir leur autonomie et restèrent longtemps la catégorie d'employés domestiques la plus indépendante.

Rare chez les employés domestiques qui recouraient généralement à des modes de résistance souterraine, tels que les ralentissements de cadence, le dégât « accidentel » ou la démission inopinée, ce type d'action de résistance ouverte par la grève atteste une capacité de mobilisation organisée chez les femmes de la classe ouvrière, souvent présentées comme un groupe social dominé et impuissant. La grève des blanchisseuses témoigne de la présence chez ces femmes d'une conscience politique aiguë puisqu'elles firent du travail privé un enjeu public tout en insistant sur la nécessité d'un salaire décent. Plus encore, dans cette ville symbole du Nouveau Sud qu'était Atlanta, les blanchisseuses noires prouvèrent par leur action qu'elles n'étaient pas prêtes à accepter les nouvelles règles de subordination que les dirigeants et les employeurs blancs tentaient d'imposer et qu'elles pouvaient tenir leur place à l'avant-garde du combat des Noirs pour sauver leur humanité et leur dignité dans l'Amérique de Jim Crow. Leur mobilisation fit école. Elle fut suivie à Atlanta par la grève des serveurs de l'hôtel National qui arrachèrent à leurs employeurs,

inflexibles jusque-là, une hausse de salaire et un aménagement de leurs horaires de travail.

Au-delà de l'amélioration des conditions de travail recherchée, ces deux grèves et celles qui, de moindre ampleur, furent organisées dans des villes comme La Nouvelle-Orléans (Louisiane), Augusta et Savannah (Georgie) ou Apalachicola (Floride), remettaient en cause l'ordre établi. Traduisant une aspiration collective au progrès social et économique, elles illustraient la volonté et la capacité des classes populaires noires de s'organiser en groupes de pression et de rompre avec la passivité que la violence de la société blanche tentait d'imposer⁵³. Mais le mouvement ouvrier souffrit de fortes tensions raciales. Reflets des antagonismes et des préjugés liés à la culture ségrégationniste, les tensions à la base étaient exacerbées par des dirigeants économiques qui, en exploitant le sentiment de supériorité raciale des ouvriers blancs, décourageaient toute solidarité en leur offrant ce que l'historien David Roediger a appelé, en empruntant l'expression de W.E.B. Du Bois, les *wages of whiteness* pour décrire le salaire symbolique ou matériel supérieur offert aux travailleurs blancs du fait du privilège de la couleur de leur peau⁵⁴. Malgré des résultats parfois modestes, les mobilisations ponctuelles étaient extrêmement importantes dans le parcours de vie des Noirs qui y participèrent et leur permettaient d'exprimer leur rejet viscéral d'un ordre social injuste dans un contexte où il restait dangereux de contester frontalement leur statut subalterne.

Booker T. Washington, éducateur et homme d'affaires

Outre les risques personnels considérables associés à toute action pouvant être perçue comme une violation de l'ordre établi, le peu de perspectives de succès dans une région dominée de manière exclusive depuis la fin de la Reconstruction par les *Dixiecrats*, ces démocrates sudistes partisans de la suprématie blanche, explique aussi le faible activisme politique, au sens traditionnel du terme, des Africains-Américains dans les ex-États confédérés. À partir de sa création à New York en 1909, la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), première organisation de défense des droits civiques des Noirs, s'efforça de s'implanter dans le Sud⁵⁵. Malgré ses efforts, la quasi-totalité de ses membres continuèrent, jusqu'à la Seconde Guerre

mondiale, de résider dans le Nord, où ils étaient protégés des représailles directes qui ne manquaient pas de s'abattre sur les militants de l'égalité raciale dans le Sud. Compte tenu de l'équilibre des forces en présence dans les États du Sud, on comprend aisément que le message défendu par la NAACP d'une égalité civique et politique immédiate ait pu y paraître, aux yeux des Noirs, à la fois séduisant et peu adapté à la situation. Au tournant du xx^e siècle, l'approche dominante dans la communauté africaine-américaine, encore basée à 90 % dans le Sud, était en effet celle privilégiant le progrès socio-économique et culturel sur la revendication frontale des droits politiques et civiques, considérée comme beaucoup trop risquée, voire contre-productive.

Le plus célèbre défenseur de cette approche, Booker T. Washington, s'était fait connaître en créant le Tuskegee Institute en 1881 dans la petite ville du même nom en plein cœur de l'Alabama⁵⁶. L'idée, derrière la création de cet établissement d'enseignement supérieur réservé aux Noirs, était que, compte tenu de l'ordre répressif et inégalitaire dans lequel ils vivaient, il leur était essentiel de se former aux techniques agricoles modernes et d'acquérir toutes les compétences nécessaires à leur ascension sociale dans la société sudiste. En formant des agriculteurs et des artisans à la pointe de la technologie, Booker T. Washington espérait contribuer au progrès social de la « race noire » en démontrant sa capacité à gravir les échelons. L'enseignement technique dispensé à Tuskegee s'accompagnait d'une forte dose de moralisme et de préceptes de bonne conduite censés aider les étudiants à se faire accepter par les élites blanches. Financé grâce à la générosité de philanthropes du Nord, et toléré par les autorités d'Alabama car il ne remettait pas en cause la ségrégation scolaire, l'établissement devint rapidement célèbre et fit de son fondateur la figure de l'élite noire la plus connue et la plus populaire aussi bien chez les petites gens du Sud que parmi les dirigeants politiques jusqu'à la capitale fédérale.

Véritable héros de la communauté noire, Washington était né esclave en Virginie d'une mère africaine-américaine et d'un père planteur, et était parvenu après l'émancipation à gravir l'échelle sociale en allant étudier au Hampton Normal and Agricultural Institute (Virginie), qui accueillait exclusivement des étudiants noirs se formant aux techniques agricoles et artisanales et à l'enseignement. C'est sur la recommandation du fondateur du Hampton Institute,

Samuel Arm-strong, son mentor, que Washington fut choisi pour fonder un nouvel établissement du même type dans l'Alabama. Le succès de Tuskegee établit ensuite la réputation de Booker T. Washington qui devint l'un des orateurs noirs les plus prisés du pays.

Sa renommée se renforça encore lorsqu'il prononça le discours d'Atlanta, en 1895, lors de l'exposition des États producteurs de coton. Dans ce discours acclamé par l'élite blanche, Booker T. Washington exposa sa vision des relations raciales dans le Nouveau Sud : prônant un progrès graduel, il soulignait l'importance de l'éducation « industrielle », telle que celle dispensée à Hampton et Tuskegee, et de l'accumulation de capital. Il encourageait les Noirs à se concentrer sur leurs progrès socio-économiques et affirmait qu'ils obtiendraient « un jour » l'égalité des droits en « prouvant » leur valeur en tant que citoyens responsables et fiables. Son idée était que la conquête de l'égalité économique ouvrirait, dans un second temps, les portes de l'égalité politique aux Noirs du Sud mais qu'il était contre-productif d'essayer d'obtenir cette dernière immédiatement, vu les forces en présence dans le Sud. Critiqué plus tard très vertement par un groupe de Noirs éduqués du Nord, à la tête duquel se trouvait l'intellectuel W.E.B. Du Bois, Booker T. Washington fut loué à l'époque de son discours pour son pragmatisme et la voie d'ascension sociale qu'il ouvrait aux millions de Noirs du Sud, dont la préoccupation principale restait de trouver, au quotidien, de quoi subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leurs familles. En 1901, sur les conseils de Timothy (T.) Thomas Fortune, célèbre homme de presse de New York et fondateur du journal *New York Age*, Booker T. Washington publia sa seconde autobiographie, *Up from Slavery*, qui devint un best-seller immédiat⁵⁷. Fort de cette notoriété, la même année il devint le premier Africain-Américain à franchir le seuil de la Maison-Blanche où il fut invité à dîner par le président Theodore Roosevelt.

Ce raisonnement qui envisageait le développement économique comme moyen d'obtenir à terme l'égalité politique l'amena en 1900 à créer à Boston la National Negro Business League. Réunissant petits chefs d'entreprise, artisans et commerçants, mais aussi médecins, fermiers et avocats, cette ligue ambitionnait, grâce à une activité de lobbying auprès des dirigeants et à travers les journaux noirs alors en pleine expansion, de constituer un réseau d'influence susceptible de promouvoir, dans le même mouvement, le changement social et les intérêts économiques de la bourgeoisie africaine-américaine. Tout au

long de son histoire, la National Negro Business League servit de vecteur à ce type de conservatisme noir qui, acceptant par pragmatisme la ségrégation tout en défendant l'éthique du travail, l'effort individuel et l'idéologie du *self-made-man*, perdura jusqu'à l'abolition de la ségrégation légale par le *Civil Rights Act* de 1964⁵⁸.

L'« uplift », stratégie aux multiples visages

Cette volonté d'ascension sociale de la communauté noire par la prospérité économique était loin de se limiter à Booker T. Washington et au cercle des hommes et des femmes d'affaires africains-américains. Correspondant à ce qu'on appelle en anglais *racial uplift* (« élévation raciale »), cette volonté constituait la réponse de l'ensemble des dirigeants, porte-parole et militants de la classe moyenne noire à l'offensive menée contre les droits civiques et politiques des Africains-Américains, essentiellement dans le Sud entre 1880 et 1914⁵⁹. Mais, au-delà de la situation évidemment plus difficile dans le Sud que dans le reste du pays, c'était la vision que la société américaine blanche avait des Noirs que les promoteurs de l'idée d'*uplift* essayaient de combattre partout dans le pays. Défendant la supériorité de la « race » blanche sur toutes les tribunes, dans la presse, à l'université, depuis la chaire de leurs églises et dans les spectacles de *minstrel shows*, les hommes politiques blancs et autres leaders d'opinion n'avaient de cesse, en effet, de proclamer la dépravation morale, mentale et physique des Noirs. L'idée dominante était que ces derniers n'étaient pas aptes à la citoyenneté et que l'esclavage, ou le néo-esclavage dans lequel les maintenaient le métayage et les travaux manuels, constituait l'état « naturel » des Africains-Américains. Dans ce contexte, la plupart des Blancs considéraient les aspirations des hommes et des femmes noirs à l'égalité sociale, culturelle, économique et politique avec condescendance et leur opposaient les stéréotypes grossiers insistant sur la propension « naturelle » des Noirs à la criminalité et à l'immoralité. Confrontée à une telle situation, l'élite noire ne rechigna devant aucun effort pour prouver l'inanité de ces stéréotypes et démentir la théorie de l'inégalité raciale⁶⁰.

Jouissant d'une plus grande liberté que leurs homologues du Sud, les élites noires du Nord pouvaient contester bien plus frontalement l'oppression raciale. Il n'est guère surprenant, dans ces conditions, que les leaders noirs du Nord et du Sud aient adopté des stratégies

différentes pour faire face à ce que les Blancs de l'époque avaient coutume d'appeler le « problème noir ». Dans le Nord, les « radicaux » défendaient une ligne dure, sans compromis, de protestation et d'agitation politiques ouvertes contre le lynchage et la privation des droits politiques, et exigeaient l'obtention immédiate de l'égalité des droits. Dans le Sud surtout, mais ces vues étaient aussi populaires chez de nombreux Noirs du Nord, les « conservateurs » prônaient, quant à eux, une approche modérée, graduelle, mettant l'accent sur l'auto-assistance (*self-help*), l'autonomie économique, l'amélioration des conditions de vie et l'accès à la propriété. La question de l'éducation était centrale dans ce débat : quel type d'éducation les Africains-Américains devaient-ils recevoir ? Dans la lignée de Booker T. Washington, de nombreux leaders du Sud défendaient une éducation concrète, privilégiant la formation manuelle et l'acquisition de compétences pratiques directement utilisables dans l'économie du Nouveau Sud en voie d'industrialisation ; d'autres, au contraire, revendiquaient le droit à une formation supérieure égale à celle des Blancs, donnant aux enseignements classiques toute leur place, dans le but de développer une classe dirigeante d'intellectuels et de professions libérales.

Ces deux approches se retrouvent dans les *colleges* et universités noirs du Sud de cette période. Les étudiants inscrits à Hampton University (Virginie) ou à la Colored Normal School de Huntsville en Alabama (aujourd'hui, Alabama A&M) reçurent une formation professionnelle visant à faire d'eux des ouvriers agricoles modernes ou des artisans qualifiés. De leur côté, leurs pairs fréquentant Fisk University (Nashville, Tennessee), Morehouse College (Atlanta, Georgie), Howard University à Washington D.C., ou l'un des nombreux *colleges* liés à une église, tel le Natchez Seminary (aujourd'hui Jackson State University, à Jackson, Mississippi), reçurent, quant à eux, une formation classique qui leur permit ensuite de poursuivre une carrière professionnelle, souvent dans l'enseignement, la plupart des autres métiers leur étant interdits par les lois ségrégationnistes⁶¹.

Rien ne prédisposait ces deux formes d'éducation à être opposées l'une à l'autre. Elles représentaient plutôt deux volets complémentaires de la formation des Noirs américains, l'une plus technique et l'autre plus intellectuelle, mais toutes deux incarnant la forte aspiration de la population africaine-américaine à l'ascension

sociale. Les opportunités éducatives, quelle qu'en soit la nature, étaient de toute façon très limitées dans le Sud du fait de l'hostilité générale des Blancs à toute formation des Noirs, et les établissements d'enseignement supérieur pour Noirs offraient le plus souvent en réalité un enseignement à peine supérieur à celui dispensé dans les écoles primaires des Blancs⁶². Par la suite, les deux modèles se transformèrent en symboles des deux stratégies opposées face à l'oppression sociale et politique : le premier était censé incarner la patience et ce que les critiques appelèrent l'« accommodationnisme », représenté par la figure de Booker T. Washington ; le second incarnait la revendication radicale et le changement immédiat (représenté par l'intellectuel W.E.B. Du Bois, premier Africain-Américain titulaire d'un doctorat de Harvard). Cette opposition construite devint ainsi source d'un âpre conflit et de fortes divisions au sein de l'élite noire qui s'intensifièrent à mesure que l'on avançait dans le xx^e siècle.

En dépit de ces différences politiques, l'ensemble des dirigeants africains-américains s'accordaient pour contrer les stéréotypes négatifs associés aux Noirs en soulignant les différences de classe au sein de leur communauté et leur propre rôle de « leaders de la race » pour contrôler le comportement des masses noires et les élever moralement. Aux accusations récurrentes d'immoralité et de dépravation, les membres de l'élite africaine-américaine opposaient leur propre respectabilité et s'affirmaient capables, par leur exemple, de moraliser les classes laborieuses et de faire émerger une élite industrielle, morale, intellectuelle (version W.E.B. Du Bois) ou technicienne (version Booker T. Washington). Les historiens ont souvent opposé l'approche gradualiste, modérée, d'un progrès racial fondé sur l'amélioration du statut socio-économique défendue par Booker T. Washington et celle, plus radicale, d'exigence immédiate de l'égalité des droits civiques de W.E.B. Du Bois, la première étant vue comme adaptée, de manière pragmatique, à la situation de la vaste majorité des Noirs dans le Sud de Jim Crow, et la seconde comme typique d'un mouvement moderne pour les droits civiques inspiré par la situation des Noirs dans le Nord. L'opposition de ces deux figures majeures de la communauté noire du tournant du xx^e siècle se cristallisa autour de la naissance du Mouvement de Niagara, rassemblement d'intellectuels noirs (et quelques blancs) très remontés contre la position « accommodationniste » de Booker T. Washington, qui mena à la création en 1909 de la NAACP⁶³.

Mais, malgré les critiques acerbes que s'échangeaient les deux camps, leurs positions se rapprochaient sur bien des points : tous partageaient le même désir de progrès pour la « race noire » et la même idée d'une supériorité des valeurs morales de la classe moyenne et de l'élite face à une masse laborieuse accusée d'immoralisme et de fainéantise. Ainsi, W.E.B. Du Bois expliquait dans *Les Âmes du peuple noir* que l'élite noire, ce « dixième talentueux » éduqué dans les *colleges* noirs, devait chercher la « régénération sociale du Noir »⁶⁴. Le progrès des Africains-Américains dans la société du tournant du ^{xx}^e siècle passait, à leurs yeux, par la nécessaire élévation des masses noires. Une telle conception intégrait ainsi paradoxalement certains stéréotypes racistes et classistes de la société blanche et reproduisait les valeurs de l'élite protestante de l'ère progressiste de la fin du ^{xix}^e siècle et du début du ^{xx}^e siècle : le travail, la morale chrétienne, l'épargne, la vertu et l'hygiène. Surtout, pour les masses populaires que ces élites noires cherchaient à toucher, ces débats étaient très largement coupés de la réalité de leur vie quotidienne, tournée vers la survie. Si l'espoir d'une vie meilleure animait les Noirs américains et leur donnait la force de résister pour défendre leur dignité et leur humanité, ils n'étaient qu'une infime minorité à avoir la possibilité de suivre des études supérieures. Pour les hommes et les femmes de la classe ouvrière, ces débats restaient obscurs et loin de leurs préoccupations. Les femmes de l'élite qui prirent à cette époque une place plus importante dans la sphère publique tentèrent de mieux adapter leur message, en particulier à destination des femmes.

Voix féminines dans la sphère publique

Éducatrices, intellectuelles, journalistes, dirigeantes d'associations civiques ou religieuses, fondatrices ou membres de clubs de femmes – nombreuses furent les femmes noires à être, entre 1890 et la Première Guerre mondiale, très présentes dans la sphère publique, compensant ainsi les difficultés presque insurmontables ressenties par les hommes noirs pour se mobiliser politiquement dans le Sud.

Littéraire ou social, cet activisme n'était pas directement politique au sens traditionnel et étroit du terme, mais il exprimait un sentiment de conscience raciale et de responsabilité collective qui, en dernière analyse, était de nature politique. Le mouvement des clubs de femmes noires qui se développa à cette époque avait deux grands objectifs.

D'une part, il offrait un moyen aux femmes qui y participèrent de répondre aux attaques contre leur moralité en projetant une image de respectabilité, semblable à celle associée, à la même époque, aux clubs de femmes blanches de la classe moyenne. D'autre part, il permettait aux femmes noires de retrouver, par ce moyen détourné, la place qu'elles avaient occupée dans la sphère publique pendant la Reconstruction et dont elles furent privées par le durcissement de la ségrégation mais aussi par les transformations des relations de genre au sein de la communauté africaine-américaine dans les années 1880 et 1890⁶⁵.

Dans le Sud de Jim Crow, l'attaque contre les droits politiques des hommes noirs, en particulier le droit de vote, suscita en effet un débat de fond dans la communauté noire. Comment réagir face à cette privation des droits élémentaires normalement conférés par la citoyenneté sachant que la rébellion ouverte impliquait des dangers physiques trop grands pour la vaste majorité ? Cette réflexion avait souvent lieu dans l'intimité, en famille ou entre amis, mais la discussion s'étendit au lieu central de la communauté : les églises noires. Dans les années 1880 et 1890, les dirigeants civiques et religieux africains-américains discutèrent ainsi de la participation à la vie publique et du rôle politique dévolu aux uns et aux autres. Inspirés à la fois par l'idéologie de l'*uplift* qui impliquait de se conformer aux normes sociales de la société blanche dominante et par un désir de pouvoir continuer leurs activités religieuses sans risquer de représailles, ces hommes d'Église défendirent une définition restrictive du politique qui, adoptant les valeurs bourgeoises de l'époque, exclut progressivement les femmes. Ce faisant, les églises noires se désinvestirent de la vie politique et sociale pour se recentrer sur des activités plus étroitement religieuses. Elles restèrent des institutions centrales dans la vie de la communauté noire mais, refusant progressivement la tenue, dans leurs enceintes, des réunions politiques ou simplement profanes (comme les célébrations de remise de diplômes), elles délaissèrent peu à peu leur rôle politique, social et culturel à d'autres institutions : écoles, universités, associations fraternelles, loges maçonniques, sociétés littéraires, sociétés d'entraide et autres associations locales. Parallèlement, les églises noires abandonnèrent dans leurs offices la pratique traditionnelle du *lining-out*, par lequel le chanteur principal des hymnes entonne un ou deux vers repris par l'ensemble des fidèles, jugé non raffiné par la bonne

société. C'est à cette période également, et ce n'est pas une coïncidence, que les femmes furent peu à peu exclues des décisions de l'Église⁶⁶.

Aspirant à maintenir leur participation dans la vie publique à la fin de la Reconstruction, les dirigeants religieux africains-américains, comme d'autres personnalités noires de la société civile, encouragèrent l'exclusion des femmes, reprenant la vision victorienne de la sphère domestique comme sphère naturellement féminine. Seuls membres de la communauté à disposer de la légitimité de participer à la vie politique, les hommes africains-américains pouvaient en même temps lutter contre les préjugés racistes proférés à leur encontre par les Blancs, qui les accusaient d'être tous des violeurs potentiels, en affirmant leur caractère civilisé et, retournant l'accusation de prédateurs sexuels, en se présentant comme les protecteurs des femmes noires, victimes potentielles des agressions sexuelles des Blancs. Face à ce resserrement de la conception de la citoyenneté autour d'une vision masculine, patriarcale et bourgeoise, les femmes noires s'organisèrent. Tandis que les femmes de la classe ouvrière luttèrent pour continuer de défendre leurs intérêts au travail et à cette occasion se faire entendre dans la sphère publique, comme le firent si bien les blanchisseuses d'Atlanta en 1881, les femmes de l'élite qui, conformément à leur statut social, ne travaillaient pas, s'inventèrent de nouveaux rôles : elles cherchèrent à la fois à se faire une place dans la sphère culturelle et sociale de l'époque, à affirmer ainsi leur respectabilité et à reconquérir un rôle politique public en se présentant comme les protectrices des femmes noires des couches inférieures.

Ainsi, entre 1890 et 1910, les écrivaines noires publièrent plus d'œuvres de fiction que les hommes noirs dans l'ensemble du demi-siècle précédent⁶⁷. Les œuvres publiées ne s'attaquaient pas directement à l'ordre établi mais leur qualité apportait un démenti flagrant à quiconque entendait encore parler d'une infériorité biologique et morale des Noirs. Cet accent mis sur la culture comme preuve de l'égalité intrinsèque des Noirs et des Blancs caractérisait plus généralement l'ensemble de la société noire de cette époque, et en particulier les clubs de femmes qui se multiplièrent dans le dernier tiers du XIX^e siècle et dont l'action se prolongea au début du siècle suivant. En phase avec l'ère progressiste qui caractérisait l'ensemble de la vie américaine mais sans être pour autant la copie africaine-

américaine d'un mouvement essentiellement blanc, ces clubs de femmes visaient ce que l'historienne Evelyn Brooks Higginbotham a appelé la « politique de la respectabilité⁶⁸ ».

L'exemple d'Anna Julia Cooper illustre l'engagement de ces femmes de l'élite noire pour prouver l'inanité des stéréotypes racistes et pour élever la communauté noire par leur action sociale. Depuis sa redécouverte récente par les historiens à la suite de la réédition de son ouvrage *A Voice from the South : By a Woman from the South* de 1892, Anna Julia Cooper est reconnue comme précurseur du féminisme noir : celle qui s'élevait contre la domination masculine de l'American Negro Academy n'eut de cesse de dénoncer, tout au long de sa vie, la position subalterne des femmes noires dans la société américaine⁶⁹. Formée à la St Augustine's Academy de Raleigh, en Caroline du Nord, la ville où elle était née esclave en 1858, puis à Oberlin College dans l'Ohio (premier *college* à accepter des femmes), elle poursuivit ensuite des études de mathématiques avant d'enseigner cette discipline au Washington Colored High School, seul établissement scolaire de la capitale entièrement réservé aux élèves africains-américains dont elle devint peu après la directrice. Anna Julia Cooper se fit connaître comme une éducatrice infatigable et surtout comme l'auteure d'*Une Voix du Sud*, son seul ouvrage publié, dans lequel elle défendait le droit des femmes noires à l'autodétermination et à l'autonomie et l'enseignement supérieur comme la voie royale pour y parvenir. Radicale par ses positions féministes, Anna Julia Cooper n'en partageait pas moins les conceptions de l'*uplift* du reste des classes supérieures noires : elle estimait en effet à la fois que l'éducation et le progrès moral et spirituel des femmes noires permettraient d'améliorer la réputation de l'ensemble de la communauté noire et qu'il était de la responsabilité des femmes africaines-américaines éduquées de soutenir les femmes plus défavorisées de la communauté.

Ce même attachement à l'éducation et à la responsabilité vis-à-vis des moins favorisés se retrouve chez Mary McLeod Bethune, exemple d'ascension sociale spectaculaire, de la pauvreté jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir, puisqu'elle devint membre de l'administration du président Franklin D. Roosevelt dans les années 1930. Exceptionnel, le parcours de Mary McLeod Bethune donne tout son sens à ce que signifiait l'*uplift* par l'éducation pour les familles africaines-américaines de cette époque⁷⁰. Dix-septième enfant d'un couple d'anciens esclaves (et première née hors esclavage), Mary McLeod

Bethune grandit sur une petite exploitation de coton de la Caroline du Sud dans une famille de fermiers pauvres. Chaque jour où les besoins de l'exploitation familiale l'y autorisaient, elle parcourait à pied 16 kilomètres aller-retour pour se rendre à l'école ouverte dans la région par des missionnaires blancs du Nord. Grâce à ses bons résultats scolaires, elle fut choisie pour bénéficier d'une bourse pour poursuivre des études supérieures ailleurs. Après ses études au Scotia Seminary (Caroline du Nord), où elle travaillait comme blanchisseuse et cuisinière pour payer sa scolarité, elle partit étudier deux ans à la Moody Bible School de Chicago.

Désormais prête à enseigner, elle commença à gagner sa vie en tant qu'éducatrice dans plusieurs écoles missionnaires. Puis, en 1904, elle fonda sa propre école à Daytona Beach (Floride). Plusieurs milliers d'Africains-Américains avaient en effet élu domicile dans ce coin de Floride pour y construire la voie de chemin de fer East-Coast Railway. Victimes des lois « Jim Crow » de l'État, ils souffraient de discriminations constantes, d'une pauvreté endémique, d'un fort taux de criminalité et de possibilités d'éducation réduites⁷¹. Les conditions étaient réunies pour Mary McLeod Bethune qui rêvait de faire, grâce à l'éducation, une vraie différence dans la vie des gens. Elle loua tout d'abord une petite maison en bois toute délabrée qui accueillit les cinq premières petites filles que leurs parents avaient bien voulu lui confier. Au-delà de l'alphabétisation rudimentaire, son projet était de leur enseigner « les arts ménagers [*homemaking*], des métiers spécialisés et le civisme⁷² ».

Deux ans plus tard, elle avait 250 élèves, toutes des filles, Mary McLeod Bethune estimant qu'elles étaient encore plus défavorisées que les garçons en matière d'éducation. L'école fonctionnait grâce à des dons, à de nombreux bénévoles et au petit groupe d'enseignants qui acceptaient de travailler pour un salaire de misère. La location coûtant trop cher, McLeod Bethune eut l'idée de construire son propre établissement : elle acheta pour une bouchée de pain un terrain servant de décharge et n'eut de cesse de plaider la cause de son école dans les églises locales et auprès de donateurs blancs potentiels. Parmi ceux-ci, Thomas White, président d'une compagnie de fabrication de machines à coudre, finança une grande partie des travaux et des équipements. Bethune College était né. Au début du ^{xx}e siècle, les Noirs ne pouvant pas en Floride se faire soigner à l'hôpital, Mary McLeod Bethune eut l'idée d'adjoindre un service médical au *college*,

ouvert à l'ensemble de la communauté noire de Daytona Beach. Au début des années 1920, le *college* s'agrandit encore en accueillant Cookman College en son sein. Cet établissement pour hommes vint compléter l'offre éducative de Bethune College. L'ensemble fut rebaptisé Bethune-Cookman College. En 1941, dans un entretien qu'elle accorda au *Reader's Digest*, Mary McLeod Bethune pouvait se féliciter d'avoir « enrichi la vie de 100 000 Noirs » grâce au *college* et à l'hôpital qui se développa à partir du service médical initial.

Anna Julia Cooper et Mary McLeod Bethune incarnent les deux conceptions éducatives de l'élévation de la race en vogue à l'époque. Pour Anna Julia Cooper, l'objectif était d'offrir un accès à l'enseignement supérieur classique, qui permettrait de démontrer l'égalité non seulement des Noirs et des Blancs, mais aussi des femmes et des hommes, tandis que Mary McLeod Bethune tirait directement son inspiration de Booker T. Washington et de ses conceptions de l'éducation industrielle. Toutes deux s'accordaient toutefois pour reconnaître le rôle crucial de l'éducation comme moyen de l'ascension sociale des Noirs et la nécessité d'une élévation morale et sociale des Africains-Américains de milieux plus défavorisés.

Cette même idée se retrouve dans la National Association of Colored Women (NACW) fondée en 1896 par la militante Mary Church Terrell et l'écrivaine Josephine St. Pierre Ruffin. Ulcérées par une lettre ouverte du président de la Missouri Press Association, James Jack, dans laquelle il affirmait que les femmes africaines-américaines n'étaient rien d'autre que « des prostituées, des voleuses et des menteuses », les deux femmes décidèrent qu'il était temps d'agir pour redorer le blason de la gent féminine noire auprès de la population blanche et pour aider par leurs conseils les femmes de la classe ouvrière à se comporter en modèles de vertu⁷³. Comme l'a expliqué l'historienne Gerda Lerner, « la défense des femmes noires s'entendait comme partie intégrante de la défense de l'ensemble de la race noire contre la terreur et les abus⁷⁴ ». Née de la fusion de plusieurs clubs de femmes dont la National League of Colored Women et la National Federation of Afro-American Women, la NACW devint la principale organisation féminine noire de cette période. Elle permit aux Africaines-Américaines de mener une action sociale et indirectement politique dans le Sud de Jim Crow et dans le reste du pays alors que le climat était défavorable à l'activisme politique classique.

Les clubs de femmes africaines-américaines n'étaient pas une

spécificité du Sud mais se retrouvaient dans l'ensemble du pays. Ils remplissaient une fonction sociale indispensable dans le Sud où ils offraient des services de garde d'enfants, d'éducation, de soins de santé et de loisirs aux membres de la communauté qui, dans cette région, n'y avaient pas accès. Ailleurs dans le pays, ces clubs s'adressèrent en priorité à la masse des migrants du Sud qui commençaient à affluer dans les centres urbains du Nord-Est, du Midwest et de l'Ouest. Mais ce rôle social, apprécié des bénéficiaires, ne signifie pas pour autant que les femmes des couches défavorisées auxquelles les clubs venaient en aide acceptaient l'aspect moralisateur et condescendant de leur action. Les exemples abondent à la fois des interrogations des membres des clubs sur leur impact moral auprès des femmes pauvres, et des témoignages de ces dernières montrant leur refus de se plier aux normes comportementales de l'élite.

L'activisme politique et social de ces petits clubs, urbains et peu nombreux, ne doit pas faire oublier leur faible impact sur la vie quotidienne des millions de femmes noires qui, en dépit des migrations croissantes vers les villes et le Nord, vivaient encore majoritairement dans les campagnes du Sud au tournant du ^{xx}e siècle. Pour ces femmes, les principales préoccupations étaient toujours d'essayer de subsister et de donner un sens à la vie de leur petite communauté rurale grâce au réseau d'institutions locales (églises, écoles, organisations fraternelles) développé depuis la Reconstruction, tout en essayant de minimiser les contacts avec les Blancs de la ville environnante. Dans ces comtés ruraux, les relations de genre furent moins bousculées qu'en ville par la perte des droits civiques : même si les relations sociales et la culture politique continuèrent d'y privilégier la parole des hommes, les institutions communautaires, et en particulier les églises où les femmes formaient la majorité des fidèles, y restèrent plus inclusives, les femmes continuant de pouvoir exprimer leurs vues⁷⁵.

Quitter un Sud « indigne de tout État civilisé »

Le tournant du siècle fut marqué par les prémisses de ce que les historiens ont appelé la « Grande Migration », le départ massif de femmes et d'hommes noirs du Sud pour embrasser une vie nouvelle ailleurs dans le pays. Les motifs de départ ne manquaient pas : l'implacabilité des lois « Jim Crow » confortée par l'arrêt de la Cour

suprême *Plessy v. Ferguson* de 1896, la perte des droits civiques, le manque de possibilités d'emploi et d'éducation, jusqu'à l'invasion de charançons qui ravagea les champs de coton du Sud et réduisit à la pauvreté la plus abjecte la grande masse des métayers noirs.

La violence qui s'abattit sur la population noire d'Atlanta en 1906 ne fit que conforter une grande partie d'entre elle dans le sentiment que l'avenir était à chercher ailleurs⁷⁶. Le 22 septembre, une foule incontrôlée de jeunes Blancs prit possession des rues de la ville et s'acharna avec une violence inouïe contre tous les Noirs qu'elle croisa sur son chemin. Ces derniers se mirent à répliquer et les affrontements dégénérèrent en l'une des pires émeutes raciales du début du ^{xx}e siècle. Lorsque le calme revint, le bilan était lourd : des dizaines de morts et de blessés, en grande majorité des Noirs, quelques magasins pillés, une vingtaine de tramways détruits, plusieurs wagons Pullman endommagés, et 250 000 dollars de revenus commerciaux perdus. Le scénario des affrontements constitua un triste modèle pour les nombreuses émeutes raciales qui ponctuèrent le ^{xx}e siècle : soi-disant provoqués par le viol de femmes blanches dont la presse blanche de la ville reconnut elle-même le caractère infondé, les événements avaient été marqués par l'intervention de la police qui tenta de désarmer les Noirs pendant qu'elle armait les Blancs. W.E.B. Du Bois, analysant les faits dans les colonnes de *The World Today*, voyait dans l'émeute le résultat de « deux années de vitupération et de calomnie de la race noire par les principaux candidats au poste de gouverneur [de l'État de Georgie], combinées à un mauvais système policier et à un système de punition des crimes indigne de tout État civilisé ». Des articles incendiaires dans la presse blanche dénonçant la dépravation supposée des Noirs et la criminalité rampante dans leurs quartiers attisaient les haines⁷⁷.

Rappel sanglant de la subordination des Noirs dans cet État champion du système de location de prisonniers⁷⁸, l'émeute d'Atlanta signifiait que, malgré les améliorations de la situation matérielle des Africains-Américains dans les villes du Nouveau Sud au tournant du siècle, ils n'étaient jamais vraiment en sécurité et ne pouvaient pas compter sur les autorités policières, judiciaires ou politiques pour les protéger. La seule solution dont disposaient les Noirs du Sud pour changer la situation, concluait W.E.B. Du Bois, était d'exercer leur droit de vote. La ségrégation résidentielle étant forte dans le Sud, le droit de vote accordé aux Noirs signifierait nécessairement la

présence d'élus dans les Assemblées locales et à Washington. Mais, pour l'heure, ce changement semblait bien illusoire et hors de portée. Si, depuis l'élection en 1870 de Hiram Revels du Mississippi au Sénat et de Joseph Rainey de la Caroline du Sud à la Chambre des représentants, d'autres élus noirs au Congrès avaient défendu les intérêts des Africains-Américains du Sud sous la bannière du Parti républicain, la privation progressive des droits civiques des Noirs orchestrée par les autorités blanches sudistes dans les deux dernières décennies du XIX^e siècle eut pour conséquence mécanique de priver les Noirs de représentants à Washington. En 1901, le départ du Congrès du dernier élu noir, George H. White, de la Caroline du Nord, fut interprété comme de mauvais augure pour la communauté noire en ce tout début d'un nouveau siècle. Deux ans plus tard, W.E.B. Du Bois déclarait, dans une phrase devenue célèbre, que « le problème du XX^e siècle serait celui de la barrière raciale [*color line*]⁷⁹ ». L'avenir allait transformer sa déclaration en prophétie.

Dans l'immédiat, l'impossibilité pour les familles noires du Sud d'offrir à leurs enfants une formation satisfaisante dans les écoles publiques de leurs communautés rurales ou urbaines comptait parmi leurs principaux griefs. Sans cesse menacé par les résistances des Blancs comme par le joug de la pauvreté et du métayage qui contraignait les enfants à suppléer leurs parents dans les champs à certaines périodes de l'année, l'accès à l'école devint encore plus difficile dans les années 1910. Alors qu'au moment où la Cour suprême s'était saisie de l'affaire *Plessy v. Ferguson*, il avait paru indiqué aux élites sudistes de maintenir un semblant d'égalité de traitement entre écoles blanches et écoles noires afin d'obtenir la sanction légale de la constitutionnalité de la ségrégation, une fois acquis le principe « séparé mais égal » cette égalité de façade ne tarda pas à s'effondrer. En Caroline du Sud, par exemple, pour chaque dollar dépensé en 1900 par élève noir, cet État dépensait 5,75 dollars par enfant blanc ; en 1915, les dépenses par enfant blanc étaient 12 fois supérieures à celles par enfant noir. De même, en 1901, un enseignant blanc du Mississippi touchait 50 cents de plus que son homologue noir ; en 1910, son salaire était le double⁸⁰.

« The Black North »

Pendant la première décennie du XX^e siècle, quelque 194 000 Noirs

quittèrent les États du Sud pour venir s'installer dans les petits quartiers noirs des villes du Nord-Est et du Midwest⁸¹. Publiée en 1901, l'étude de W.E.B. Du Bois intitulée « The Black North » dresse un portrait précis et nuancé de la situation des Noirs dans trois villes de la côte Est : New York, Philadelphie et Boston⁸². Parue deux ans après sa grande étude sociologique *Les Noirs de Philadelphie* (*The Philadelphia Negro. A Social Study*), cette série d'articles offre une description des problèmes spécifiques rencontrés par cette population africaine-américaine divisée entre le groupe des Noirs natifs de ces villes, descendants de la communauté noire libre de l'avant-guerre de Sécession, et le groupe croissant des migrants récents du Sud. À Philadelphie, par exemple, la population noire s'accrut de 70 000 en 1890 à 130 000 en 1910⁸³. À New York, l'augmentation était plus spectaculaire encore : de 36 620 non-Blancs (le chiffre inclut aussi la population asiatique) en 1890, la population noire s'éleva à 60 666 en 1900, pour passer à 91 709 en 1910⁸⁴. Si une petite partie des Africains-Américains de la ville résidaient à Harlem, la plupart des migrants venaient s'entasser dans les immeubles de rapport (*tenements*) bondés du quartier de Tenderloin, connu pour être la « Bohème noire » et situé entre la 20^e et la 50^e Rue Ouest. Une autre enclave, San Juan Hill, s'étendait de la 60^e à la 64^e Rue entre les 10^e et 11^e Avenues, et avait été le cœur de la communauté noire de la ville du milieu du XIX^e siècle au début du suivant⁸⁵. L'étude comparée de Du Bois met en évidence les spécificités de chaque ville mais elle souligne surtout les difficultés communes qu'y rencontraient les habitants africains-américains. Les Noirs, notait par exemple le sociologue, bénéficiaient d'une plus grande tolérance à Boston que dans les deux autres villes mais leurs conditions de vie, certes meilleures que dans le Sud, restaient particulièrement précaires et difficiles dans les trois villes étudiées. On pourrait ajouter à ce tableau une description de la situation des Africains-Américains dans les villes industrielles du Midwest en pleine expansion, elles aussi, à cette époque. Résultat d'un flux migratoire modeste mais constant, Chicago, en particulier, n'accueillait pas moins de 40 000 Africains-Américains en 1910. La même année, à Kansas City (Missouri), les Noirs étaient 23 566, soit près de 10 % de la population totale de la ville. À Saint-Louis (Missouri), la population noire avait, quant à elle, progressé de 24 % entre 1900 et 1910⁸⁶.

« Le problème de l'emploi, le problème de la pauvreté, représente

aujourd'hui le problème central du Noir du Nord », écrivait alors W.E.B. Du Bois dans « The Black North »⁸⁷. Mettant des chiffres sur ce que le lecteur savait d'expérience, dans l'espoir de réveiller les consciences et de désamorcer les préjugés racistes, Du Bois estimait à 74 % la main-d'œuvre noire de New York cantonnée dans des postes de domestiques et de travailleurs non qualifiés. La proportion de domestiques était encore plus élevée chez les femmes, celles-ci ne pouvant guère aspirer qu'à ce type d'emploi, ou à un travail dans les secteurs très peu payés et souvent nocifs pour la santé de la blanchisserie ou du service alimentaire. À ces 74 % qui vivaient tout en bas de l'échelle salariale, s'ajoutaient les 12 % ayant obtenu un emploi à peine meilleur comme porteurs, conducteurs de chariots ou messagers, et un groupe encore plus limité (10 % seulement) de travailleurs noirs qualifiés (fabricants de cigares, barbiers, tailleurs, mécaniciens, etc.). Du Bois concluait son catalogue des métiers en évoquant la petite classe de travailleurs (à peine plus de 5 %) impliqués dans des entreprises commerciales de toutes sortes – assurances, commerce, immobilier, pompes funèbres, pharmacie, hôtels et restaurants –, et concluait en mentionnant les 10 avocats noirs, 20 médecins et 90 employés municipaux travaillant comme secrétaires, chargés du courrier ou enseignants dans une école publique⁸⁸. On pourrait multiplier des listes similaires pour d'autres lieux. L'histoire des travailleurs africains-américains dans ces villes du Nord-Est et du Midwest fut « un mélange d'opportunités et de frustration⁸⁹ ». Manquaient en effet très souvent à l'appel de véritables possibilités d'emploi dans le secteur industriel pourtant en plein essor.

Les travailleurs noirs avaient beau se présenter aux bureaux de recrutement ou à la porte des usines les jours d'embauche, syndicats et employeurs les renvoyaient généralement chez eux, à une époque où il était parfaitement légal de préciser le profil racial du candidat recherché ou au contraire celui des personnes devant s'abstenir de postuler. Pire encore, devant la forte concurrence des immigrants européens qui furent plus de 20 millions à pénétrer sur le territoire américain entre 1880 et 1920, les Noirs perdirent certains bastions industriels qu'ils avaient conquis de haute lutte. Ainsi, à Baltimore, le calfatage des bateaux qui avait longtemps été une spécialité des ouvriers noirs changea de mains, avant même la fin du XIX^e siècle, au profit d'immigrés blancs. Il en alla de même, au début du XX^e siècle, pour la production sidérurgique dans les petites villes industrielles de

Pennsylvanie⁹⁰. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que les Africains-Américains aient développé à cette époque de forts sentiments xénophobes et soutenu les campagnes de restriction de l'immigration qui commençaient à prendre de l'ampleur avant la Première Guerre mondiale.

Face à une telle discrimination, les Noirs du Nord ne restèrent pas sans voix. Tandis que les tenants de l'élévation de la race incitaient les travailleurs noirs à améliorer leurs compétences pour se gagner les bonnes grâces des employeurs, les ouvriers noirs utilisèrent parfois la syndicalisation comme moyen d'améliorer leurs conditions de travail. L'United Mine Workers of America, ouvert aux ouvriers noirs comme blancs, y compris dans le Sud, fournissait ainsi des avantages concrets à ses membres et incitait les travailleurs africains-américains à lutter pour leurs droits. Mais l'United Mine Workers restait l'exception dans le paysage syndical de l'époque : la grande majorité des syndicats affiliés à la centrale nationale American Federation of Labor (AFL) refusaient l'adhésion de membres noirs, malgré les grandes déclarations de leurs dirigeants en faveur d'une solidarité de classe transcendant les identités raciales⁹¹. Cette discrimination explique pourquoi les ouvriers noirs, déterminés à se faire une place dans le milieu relativement lucratif des industries lourdes, n'hésitaient pas à jouer les briseurs de grève lorsque l'occasion se présentait. Pour ces hommes souvent privés des possibilités de gagner dignement leur vie, briser une grève menée par un syndicat qui refusait leur présence dans ses rangs était avant tout une réaction logique fondée sur l'intérêt personnel.

Premiers ghettos

À Chicago, New York ou Philadelphie, les Africains-Américains, anciens résidents ou nouveaux venus, devaient se battre pour obtenir un emploi et luttaien parfois physiquement contre les immigrés d'origine européenne qui affluaient dans la ville, en quête, eux aussi, d'une vie meilleure. Dans un contexte où l'industrialisation rapide engendrait d'importants mouvements migratoires et des crises économiques à répétition, les tensions étaient fortes sur le marché du travail comme sur celui du logement. Directement lié au problème d'emploi, le logement était un sujet de préoccupation permanent pour

les familles. Peu nombreuses avant la Grande Migration, les populations noires du Nord avaient dans l'ensemble vécu conformément à leur appartenance sociale, les pauvres côtoyant les Blancs des classes populaires et la minuscule bourgeoisie noire parvenant tant bien que mal à s'insérer dans la bonne société. Mais les choses changèrent radicalement avec l'arrivée croissante des migrants originaires du Sud.

Malgré des chiffres relativement faibles en comparaison des centaines de milliers d'immigrants qui arrivaient chaque année d'Europe, l'installation de ces nouvelles populations noires fut vécue par les Blancs comme une véritable invasion, lourde de menaces aussi bien pour la valeur immobilière des biens que pour l'emploi ou l'intégrité morale des habitants. De nombreuses études ont analysé la formation, dans les villes du Nord, des premiers ghettos^b, souvent enserrés entre des voies de chemin de fer qui empêchaient leur expansion⁹². À Chicago, où existait un unique quartier noir historique, la « Ceinture noire » (*Black Belt*) située dans le South Side de la ville, le ghetto se développa par concentration des habitations dans le périmètre initial. À New York, la population noire, éclatée au tournant du siècle entre les trois quartiers de Tenderloin, San Juan Hill et Harlem, fut progressivement contrainte de se concentrer dans Harlem. Adapté aux spécificités de chaque ville, le processus de ghettoïsation des populations noires repose sur une conjonction de facteurs : le refus obstiné, et parfois violent, des Blancs de voir des Noirs s'installer dans leurs quartiers ; l'adoption, par les propriétaires d'un même quartier, de contrats restrictifs (*restrictive covenants*) empêchant de vendre ou de louer aux familles noires ; la participation des agents immobiliers à la logique ségrégationniste ; le durcissement, sous prétexte de maintien de l'ordre, des réglementations ségrégationnistes par les autorités municipales. Ainsi, à Baltimore, le conseil municipal adopta en décembre 1910 une ordonnance résumant clairement l'état d'esprit général : « Ordonnance pour préserver la paix, prévenir les conflits et les mauvais sentiments entre les races blanche et de couleur, et promouvoir le bien-être général de la ville de Baltimore en garantissant, autant que possible, l'utilisation de blocs séparés pour les habitations, les églises et les écoles des Blancs et des Noirs⁹³. » Le texte se poursuivait en précisant que les domestiques pouvaient bien entendu continuer de résider chez leurs employeurs. Comme dans le Sud, la ségrégation ne signifiait pas la fin de tous les contacts mais la

mise en place de dispositifs garantissant que les Noirs restent « à leur place » dans l'ordre sociopolitique de la ville.

Avec ce durcissement de la ségrégation, les Africains-Américains de la classe moyenne furent de plus en plus ramenés à leur condition de Noirs et forcés de vivre aux côtés des populations migrantes défavorisées. Le sentiment d'appartenance raciale devint l'élément central de l'identité des Africains-Américains qui, dans le Nord, s'identifiaient jusqu'alors essentiellement par leur classe sociale. La contrepartie, soulignée dans toutes les études sur les premiers ghettos, est qu'il existait, dans ces quartiers de plus en plus isolés géographiquement du reste de la ville, une grande diversité sociale que le lecteur contemporain peine à associer au terme « ghetto ».

Face à l'érection d'une barrière raciale de plus en plus hermétique autour d'eux, les Noirs du Nord ne restèrent pas les bras croisés. Tandis que, partout, des individus, hommes ou femmes, jeunes ou plus âgés, défiaient les nouvelles règles au risque d'être frappés, arrêtés ou poursuivis en justice, l'élite de la communauté noire se mobilisa pour porter ses requêtes devant les tribunaux. Ainsi, toujours à Baltimore, à peine l'ordonnance municipale stigmatisante avait-elle été adoptée que William Ashbie Hawkins, avocat africain-américain en vue, diplômé de la prestigieuse faculté de droit de Howard University, prit la tête de l'offensive judiciaire contre les nouvelles règles d'urbanisme⁹⁴. Très engagé pour l'égalité des droits civiques, il mit par la suite ses compétences juridiques au service de la section locale de la NAACP et du petit groupe de presse de l'*Afro-American* (une édition était publiée à Baltimore et une autre à Washington D.C.), et n'eut de cesse de dénoncer les atteintes à la dignité des Noirs de Baltimore et du reste du pays. Comptant dans ses rangs des avocats noirs et blancs progressistes, la NAACP se fit une spécialité de remettre en cause la constitutionnalité des lois « Jim Crow » dans le Sud et des dispositifs de ségrégation et de discrimination dans le Nord. La requête de Hawkins fut déboutée mais elle atteste la résistance organisée. Malgré ces efforts, l'ordre établi demeura en place. Incapables d'empêcher le durcissement de la ségrégation, les populations noires se mobilisèrent localement pour améliorer leurs nouvelles conditions de vie.

Contraints de vivre dans des zones densément peuplées, les Africains-Américains des grandes villes du Nord et du Midwest s'entassaient dans des *tenements*, ces immeubles de rapport aux appartements exigus, très peu ventilés et sans les conditions d'hygiène

minimales, malgré des loyers très élevés. Concentrant une population migrante très pauvre, ces quartiers se caractérisaient aussi par une criminalité rampante, préoccupation majeure des habitants. Témoin de l'importance de cette dernière question, Du Bois y consacre de longs paragraphes pour chaque ville étudiée. Il attribue la criminalité à l'environnement dans lequel étaient forcés de vivre la majeure partie des Noirs, et non pas à la soi-disant infériorité culturelle des Africains-Américains par rapport aux Blancs souvent avancée pour justifier la ségrégation et la discrimination : « Qu'est-ce que cela est d'autre que le résultat de mauvaises conditions de logement, d'une santé médiocre, de possibilités de travail limitées et de l'oppression sociale générale ? » s'insurgeait-il à propos de New York.

Loin d'être l'apanage de la communauté noire, cette inquiétude à l'égard de la criminalité des quartiers des *tenements* était partagée par l'élite progressiste blanche. Soucieuse de lutter contre les problèmes de pauvreté, de délinquance, de prostitution et de corruption désormais concentrés dans les villes et d'aider la foule des nouveaux migrants à s'adapter à la vie urbaine, la classe moyenne blanche montante de l'époque – juristes, médecins, avocats, professeurs, journalistes –, au sein de laquelle s'activaient de nombreuses femmes, avait lancé un vaste mouvement de réforme centré sur les maux de la ville moderne. Les centres sociaux d'aide aux pauvres, les *settlement houses*, dont le plus célèbre était Hull House, fondé à Chicago par la réformiste blanche Jane Addams, furent l'un des fers de lance de ce mouvement. Tandis que les réformistes blancs s'intéressaient essentiellement aux difficultés des immigrants en provenance d'Europe, des représentants noirs de cette même classe moyenne montante, là aussi souvent des femmes, créèrent des institutions sociales similaires d'aide aux migrants noirs. Ainsi Ida B. Wells, désormais installée à Chicago, contribua-t-elle à fonder en 1900, sur l'initiative de Reverdy Ransom, pasteur de l'Église Bethel African Methodist Episcopalian (AME), l'Institutional Church and Social Settlement⁹⁵. Premier établissement de ce type contrôlé et géré par des Africains-Américains, l'Institutional Church and Social Settlement fournissait une vaste gamme de services à la communauté noire locale – garde d'enfants, gymnase, cours de musique, clubs pour hommes, clubs pour femmes et divers cours d'artisanat – et l'aidait dans son quotidien⁹⁶. Très actif, le mouvement des clubs de femmes noires dans le Nord multipliait les initiatives pour venir en aide aux migrants et en

particulier aux femmes. Le principal journal noir de Philadelphie, le *Philadelphia Tribune*, rapportait régulièrement les activités de la Philadelphia Association for the Protection of Colored Women. Fondée en 1905 dans le sud de la ville, cette association œuvrait aux côtés des migrantes récentes, en les aidant dans leurs démarches matérielles, et veillait spécialement à protéger les plus jeunes des « influences immorales » de la ville⁹⁷.

L'action des clubs de femmes dans le Nord reflète l'ambiguïté de la position de la petite élite noire à la veille de la Première Guerre mondiale : soucieuse de ne pas être confondue avec la masse grandissante des nouveaux migrants dont elle jugeait souvent sévèrement les manières rustres et le manque d'hygiène, d'éthique de travail et de morale, elle entendait asseoir sa position sociale supérieure en jouant le rôle d'éducateur des masses⁹⁸. Mais, comme l'arrivée massive de ces migrants s'accompagnait d'un raidissement de la barrière raciale sur les marchés du travail et du logement, les rêves d'intégration dans l'élite blanche de la classe moyenne montante noire s'évaporèrent. Sans toutefois cesser de remettre en question la constitutionnalité des lois et dispositions ségrégationnistes, dans la presse, devant les tribunaux et par des actions individuelles et collectives de résistance de la vie quotidienne, la petite élite noire s'investit dans les actions de développement de la communauté et des quartiers africains-américains. Elle y trouva le moyen d'affirmer l'égalité de son statut avec celui de l'élite blanche, alors même qu'elle était contrainte de vivre dans un monde de plus en plus séparé du monde blanc, un monde parallèle.

À Baltimore, Chicago, Kansas City et dans le reste du Nord, l'arrivée régulière de nouveaux migrants du Sud, la concentration de leurs logements dans quelques zones limitées et les difficultés à trouver un emploi en dehors de la communauté noire avaient aussi un effet positif : le développement d'une communauté dynamique autour d'institutions noires indépendantes. Églises, écoles, journaux, commerces, services, lieux de loisirs qui se multiplièrent au début du ^{xx}e siècle fournissaient le cadre d'une vie riche et animée et offraient de nombreuses possibilités d'emploi aux citoyens africains-américains. À partir du noyau historique des activités commerciales et professionnelles tenues par la petite élite de commerçants, docteurs, avocats et enseignants noirs des villes du Nord, émergèrent des quartiers noirs vivants et attractifs qui contribuèrent à attirer toujours

davantage de migrants en provenance du Sud.

La National Negro Business League joua un rôle particulièrement actif dans le projet de développement économique et social de la communauté, en incitant les Noirs, d'une part, à monter leurs propres entreprises en s'appuyant sur le réseau de professionnels promu par la Ligue et, d'autre part, à dépenser leur argent dans des établissements tenus par des Noirs. Selon le journal africain-américain de Saint Louis (Missouri), par exemple, la Ligue estimait, en 1916, à 3 millions de dollars les sommes dépensées par la population noire de la ville qui allaient dans les poches des Blancs au lieu de bénéficier à la communauté d'affaires noire⁹⁹. Même à Chicago, où le quartier noir historique du South Side était célèbre au début du xx^e siècle pour la vie trépidante du Stroll, son artère principale située le long de State Street, le journal noir *Chicago Defender*, fondé en 1905, déclarait dans ses colonnes en 1915 qu'il était scandaleux d'y voir encore de trop nombreux établissements enrichir leurs propriétaires blancs avec l'argent des Noirs¹⁰⁰.

L'exception californienne

Au même moment, à l'autre bout du pays, la Californie, autre destination attractive pour les migrants du Sud, offrait des conditions de vie assez différentes. La population africaine-américaine de Los Angeles s'accrut rapidement pour passer de 2 131 personnes en 1900 (sur un total de 100 000 habitants) à 15 579 en 1920, puis à 38 898 en 1930. En comparaison avec New York, Chicago ou Philadelphie, ces chiffres étaient modestes mais ils témoignent de l'image d'eldorado associée à la Ville des anges¹⁰¹. Outre la douceur de son climat et la beauté de ses plages, la Californie apparaissait comme une alternative séduisante pour les migrants originaires du Sud. Une alternative qui leur permettait d'échapper au dilemme que résumait ainsi, non sans humour désabusé, un commentateur de l'époque : « Se faire gentiment lyncher dans le Mississippi ou se faire battre à mort à New York¹⁰². » La Californie bénéficiait d'une tout autre image : n'ayant jamais autorisé l'esclavage, elle avait interdit la ségrégation *de jure* dans les écoles publiques et adopté une loi antidiscrimination en 1893. De plus, l'histoire de Los Angeles ne connaissait que peu d'exemples de violences contre les Noirs et, surtout, on y trouvait l'une des plus fortes proportions d'Africains-Américains propriétaires de leur

logement du pays.

Cette anomalie dans le paysage urbain national s'explique par l'espace dont jouissait Los Angeles. Du fait de son étendue, les prix de l'immobilier y restaient relativement bas, ce qui le rendait accessible aux Noirs de la ville, pourtant mal payés. Ce facteur, combiné à la taille modeste de la population africaine-américaine à l'échelle de la ville (jamais plus de 3,5 % avant la Seconde Guerre mondiale), atténuait l'hostilité des Blancs, qui acceptèrent mieux qu'ailleurs l'installation dispersée des Noirs dans la ville. Mais cette relative bienveillance n'empêcha pas le durcissement de la ségrégation à la fin des années 1910 et dans les années 1920. Alors que les lieux de loisirs, comme les plages et les parcs, étaient ségrégués, et que les enfants noirs n'avaient accès aux piscines de la ville que les jours précédant leur vidange, les possibilités d'installation résidentielle étaient limitées par toute une série de *restrictive covenants* qui, à Los Angeles, visaient autant les Mexicains et les Japonais que les Noirs. Introduits dès les années 1890, ces contrats se répandirent au début du ^{xx}e siècle, avec les encouragements de la California Real Estate Association, l'association regroupant les agents et promoteurs immobiliers de cet État.

Toutefois, à la différence de New York, Chicago, Milwaukee ou Detroit, où les *restrictive covenants* aboutirent à la création de ghettos noirs, ce procédé eut pour conséquence, à Los Angeles, la constitution de quartiers multiethniques, caractérisés par une diversité et un dynamisme rares à l'échelle du pays. Lorsque la population noire se développa dans les années 1920 et 1930, elle se concentra de plus en plus dans la zone située autour de South Central Avenue mais, là encore, la mixité ethno-raciale perdura. Atypique, l'expérience de la communauté africaine-américaine à Los Angeles permet d'apporter un correctif à la vision d'une communauté noire centrée sur la ceinture industrielle du Nord et du Nord-Est¹⁰³.

Les Noirs de Los Angeles bénéficiaient d'une situation relativement plus avantageuse que leurs pairs du Sud, du Nord-Est et du Midwest, en particulier parce que la ville ne connut pas de cas de violences racistes trop flagrantes, comme les émeutes raciales qui secouèrent New York en 1900 ou Springfield (Illinois) en 1908¹⁰⁴. Ils n'en souffraient pas moins de difficultés similaires pour trouver un emploi rémunérateur et stable. Comme les Noirs du reste du pays, ils devaient aussi faire face à un racisme culturel fort. Le 4 juillet 1910, le combat

victorieux pour le titre de champion du monde poids lourds du boxeur Jack Johnson contre le Blanc Jim Jeffries, surnommé pour l'occasion le « Grand Espoir blanc », révèle la prégnance des stéréotypes racistes, même sous le chaud soleil californien. Suscitant un enthousiasme et une fierté inédits, ce nouveau héros des Noirs, premier champion poids lourds africain-américain depuis sa victoire en 1908 contre le Canadien Tommy Burns, fascinait non seulement pour ses capacités sur le ring mais aussi parce qu'il étalait aux yeux de tous un style flamboyant digne des stars hollywoodiennes et faisait fi des conventions raciales de l'époque : arborant des tenues luxueuses, il affectionnait particulièrement la compagnie de jeunes femmes blanches et se maria d'ailleurs trois fois avec des Blanches. Pendant son combat contre Jeffries qui eut lieu à Reno dans le Nevada le jour de la fête nationale américaine, un Johnson portant un drapeau américain en ceinture enflamma les foules africaines-américaines dans tout le pays. Trente mille hommes noirs se massèrent ainsi devant les locaux du *New York Times* à New York pour suivre le combat. Lorsque Jeffries s'écroula à l'issue du 15^e round, les Africains-Américains partirent célébrer la victoire de Jack Johnson mais durent, dans de nombreuses villes, faire face aux Blancs en colère bien déterminés à remettre les Noirs à leur place. Los Angeles ne connut pas de violence aveugle de ce type. Mais le grand quotidien local, le *Los Angeles Times*, anticipant que les Africains-Américains tireraient un réconfort de la victoire de leur champion, publia un éditorial rappelant aux Blancs et aux Noirs leurs places respectives dans la société : « La supériorité mentale de l'homme blanc est pleinement établie et à l'heure actuelle, elle ne peut lui être retirée... » S'adressant aux Noirs, le texte continuait : « Ne relevez pas trop le menton ; ne gonflez pas la poitrine ; ne vous vantez pas trop fort. [...] Souvenez-vous que vous n'avez rien accompli du tout. Vous êtes la même personne que vous étiez la semaine dernière... Vous [...] ne méritez pas une plus haute considération et vous n'en recevrez aucune¹⁰⁵. »

Malgré tout, sur la côte Est, dans le Midwest ou en Californie, le développement de quartiers noirs dynamiques autour d'institutions indépendantes et d'une classe moyenne montante de professions intellectuelles, libérales et artistiques constituait une source d'inspiration pour les Noirs du Sud et une incitation au départ. Les Africains-Américains ne quittèrent toutefois massivement le Sud que lorsqu'ils eurent une destination vers laquelle se rendre et la certitude

d'y trouver des emplois. Les obstacles au départ ne manquaient en effet pas : généralement très peu éduqués, voire illettrés, les Noirs du Sud manquaient aussi d'argent et n'avaient que rarement des parents ou des amis dans le Nord.

a. Le recensement de 1890 indique qu'il y avait 7 488 676 Noirs (11,6 %) sur une population totale de 62 947 714 habitants.

b. Le terme « ghetto » peut avoir différentes acceptions dans le contexte des villes américaines. Suivant l'exemple de Douglas Massey et Nancy Denton dans leur ouvrage classique *American Apartheid. Segregation and the Making of the Underclass* (Harvard University Press, Cambridge, 1993, p. 18-19), ce terme désigne uniquement, dans le présent ouvrage, un ensemble de quartiers habités exclusivement par les membres d'un groupe et au sein desquels la quasi-totalité de ce groupe vit. Le terme « ghetto » est utilisé pour sa connotation raciale et n'indique rien de la classe sociale des habitants.

« *New Negro* » (1915-1929)

« Si nous devons mourir, que ce soit noblement [...].

Comme des hommes, nous ferons face à la meute meurtrière et lâche,

Dos au mur, mourant, mais combattant. »

Claude McKAY, *If We Must Die*, 1919.

Quand la Première Guerre mondiale interrompt les flux massifs d'immigration en provenance d'Europe, les usines du Nord-Est et du Midwest acceptèrent enfin d'embaucher des Noirs. À Detroit, mecque de l'automobile, Packard fut le premier constructeur à franchir le pas en 1916, vite imité par les autres grands noms de l'industrie automobile¹. Cette décision ouvrit littéralement les vannes². De nombreux employeurs multiplièrent alors les efforts pour inciter les Africains-Américains à faire leurs adieux à leurs proches et à se rendre à la gare pour monter à bord d'un train à destination d'un Nord présenté comme le nouvel eldorado. Aux premières heures de la Grande Migration des Noirs hors du Sud, aucune ville sudiste, grande ou petite, ne semblait épargnée. Très vite, le mot se répandit dans les zones rurales les plus reculées du Sud cotonnier, perturbant en profondeur l'appareil productif de cette région de monoculture. Même les femmes étaient concernées. Si les emplois industriels étaient réservés aux hommes noirs, les femmes africaines-américaines pouvaient elles aussi espérer améliorer leurs revenus dans le Nord, grâce à un emploi de domestique ou de blanchisseuse, postes jusqu'alors souvent occupés par les femmes immigrées européennes désormais recrutées dans les usines. Les élites du Sud ne tardèrent pas

à se mobiliser pour tenter d'enrayer les départs. Elles durcirent la législation locale en faisant un délit de la moindre sollicitation au déménagement. En vain. La plus grande migration interne de toute l'histoire du pays était lancée et elle ne s'arrêta pas avant les années 1970³.

Le *Chicago Defender* devint le témoin privilégié de la Grande Migration. Fondé à Chicago en 1905 par Robert Abbott avec pour devise « Il faut détruire les préjugés racistes américains », le journal s'imposa vite comme la principale voix de la communauté africaine-américaine. Largement diffusé dans le Sud également, le *Chicago Defender* était apporté par les porteurs africains-américains travaillant pour la société de wagons-lits Pullman ou la compagnie de chemins de fer Illinois Central, ligne majeure de transport des migrants du Sud vers Chicago. À partir de février 1916, le journal multiplia les articles sur les innombrables départs des Noirs du Sud, accompagnant ses récits d'une dénonciation virulente des lynchages qui continuaient d'être perpétrés en toute impunité dans cette région et d'un appel à la mobilisation collective⁴.

Rouage essentiel de la promotion d'une conscience raciale dans la communauté noire, aux côtés du *Pittsburgh Courier*, autre journal africain-américain très populaire, le *Defender* n'abordait pas que des sujets aussi graves que les lynchages et la migration. Il faisait aussi une bonne place dans ses colonnes aux possibilités d'emploi qui attendaient les migrants dans le Nord, aux événements sportifs et culturels, ainsi qu'à la vie nocturne trépidante du Stroll, l'artère principale du quartier noir de Chicago, avec ses nombreux cabarets, clubs de blues et restaurants. Désireux d'aider les migrants à s'adapter à leur nouvel environnement, le quotidien publiait régulièrement des conseils, souvent rédigés par Abbott lui-même. On pouvait par exemple y lire : « Parlez doucement dans les tramways et les autobus. Ne laissez pas vos enfants jouer sur les vitres avec leurs mains sales et grasses⁵. » Reflet de l'idéologie de l'*uplift* caractéristique des élites noires du Nord depuis la fin du XIX^e siècle, ce type de discours adressé aux migrants du Sud n'était pas nouveau mais il paraissait d'autant plus impératif que les arrivées se multipliaient : soucieux de venir en aide à ces citoyens de fraîche date, le journal espérait aussi par cette rubrique contribuer au maintien de conditions de vie satisfaisantes pour tous, anciens résidents comme nouveaux venus.

Destinations majeures des migrants, New York et Chicago furent

radicalement transformées par cette arrivée massive de Noirs du Sud. Tandis que Chicago vit sa population noire passer de 44 000 en 1910 à quelque 110 000 personnes en 1920, concentrées à 85 % dans le South Side de la ville, New York vit la sienne augmenter de 60 000 en 1900 à 328 000 personnes en 1930. Et la transformation n'était pas qu'une affaire de chiffres. Très vite, sous l'afflux des migrants, les petits quartiers noirs des deux plus grandes villes du pays devinrent les principaux centres de la vie politique, sociale, économique et culturelle africaine-américaine à partir des années 1920. Mais, dans l'immédiat, la situation des Noirs du Nord comme du Sud fut profondément modifiée par leur participation à la guerre.

Le tournant de la Première Guerre mondiale

La Première Guerre mondiale transforma l'histoire de la mobilisation noire pour l'égalité et la justice⁶. En raison de la force des sentiments isolationnistes, l'entrée en guerre des États-Unis dans le conflit mondial se fit seulement le 6 avril 1917 mais, depuis 1915-1916, les Africains-Américains se préparaient, comme le reste du pays, à cette éventualité. Le gouvernement américain, sous la direction du président démocrate Woodrow Wilson, organisa rapidement la mobilisation nationale. Malgré les préventions des gouvernants et des autorités militaires qui considéraient le soldat africain-américain comme lâche et inapte au combat, le Congrès adopta en mai 1917 une loi imposant la conscription de tous les hommes âgés de 21 ans à 31 ans sans considération de race. Conscription de tous n'équivalait cependant pas à égalité. Dès le départ, l'idée était d'incorporer les Noirs dans des bataillons ségrégués et de les utiliser pour des tâches de manutention, construction et approvisionnement, pas au combat. Certes il existait quatre unités régulières africaines-américaines mais elles étaient considérées avec méfiance et mépris par leurs supérieurs.

À la veille de l'entrée en guerre, le climat racial était très tendu. La migration urbaine des Noirs marquait une nouvelle étape de l'histoire africaine-américaine. Née après l'émancipation, la nouvelle génération de Noirs adultes n'ayant jamais eu d'expérience directe de l'esclavage était, dans ce nouvel environnement, d'autant plus déterminée à ne plus supporter sans réagir les discriminations et la violence. La NAACP, l'organisation de défense des droits civiques qui, depuis sa

création en 1909, n'avait de cesse de dénoncer l'injustice du système « Jim Crow », multiplia les actions judiciaires et les campagnes de dénonciation publique des discriminations. Elle avait remporté un succès en 1915 en obtenant de la Cour suprême l'arrêt *Guinn v. United States*, qui déclara inconstitutionnelle la clause dite du « Grand-Père » introduite dans la Constitution de l'État d'Oklahoma (et qui précisait que seuls les hommes dont le grand-père avait eu le droit de vote en 1867 avaient le droit de voter, réduisant par là même considérablement le nombre d'électeurs noirs). Mais l'arrêt de la Cour suprême, qui confirmait en revanche la légalité des tests de lecture et de compréhension prévus par la Constitution de l'Oklahoma pour autoriser l'inscription sur les listes électorales, n'était qu'une victoire partielle qui ne permit pas aux Noirs de cet État de retrouver le droit de vote⁷. Malgré cette réserve, la NAACP pouvait se targuer avec l'arrêt *Guinn* d'un succès important, asseyant son prestige. Or le message de l'organisation était radical pour l'époque : l'organisation interracial réclamait la protection gouvernementale des droits constitutionnels des Africains-Américains en tant que citoyens, et non plus en vertu d'une quelconque adéquation des Noirs à des normes comportementales et intellectuelles définies par la haute société blanche. Il ne s'agissait plus de prouver sa valeur égale mais d'obtenir les droits conférés par la citoyenneté. Limitée à une cinquantaine de sections locales en 1914, l'organisation se développa rapidement pendant la guerre : elle comptait près de 120 sections quatre ans plus tard. Au moment de la mort de Booker T. Washington en 1915, malgré les éloges qui ne manquèrent pas d'affluer pour célébrer celui qui avait été l'homme noir le plus célèbre du XIX^e siècle, le vent semblait définitivement avoir tourné⁸. Le gradualisme et les tentatives de conciliation des années antérieures avaient cédé le pas à une attitude de revendication militante.

De l'autre côté de la barrière raciale, la détermination était tout aussi forte à maintenir l'ordre social existant. Pour preuve, le film *Birth of A Nation* de D.W. Griffith, qui propageait une vision sudiste de la Reconstruction et décrivait les Noirs comme des êtres ignorants, amoraux et à la sexualité dépravée et dangereuse, connut un succès retentissant lors de sa sortie en 1915. Le président Wilson lui-même aurait déclaré à l'issue d'une projection privée à la Maison-Blanche que la seule chose qu'il trouvait choquante dans le film était qu'il était « si terriblement vrai⁹ ». Défenseur proclamé de la démocratie dans le

monde, Wilson n'en avait pas moins fait introduire la ségrégation dans les bâtiments, les restaurants et les bureaux de l'administration fédérale. Sous son mandat, la poste fédérale qui, depuis le début du siècle, était l'un des principaux employeurs d'Africains-Américains à des postes d'agents publics, se mit elle aussi à les discriminer ouvertement, à les cantonner dans des fonctions subalternes et à les forcer à utiliser des toilettes et des salles de restauration séparées. De plus, l'introduction de l'obligation de fournir une photo avec sa candidature à un emploi dans l'administration fédérale provoqua une chute brutale du nombre de Noirs travaillant à Washington¹⁰.

Peut-être l'attitude du gouvernement fédéral parut-elle donner carte blanche aux extrémistes racistes. En tout état de cause, l'année 1916 fut marquée par 50 lynchages et l'année 1917 en compta encore 36, dont la majorité perpétrée dans le Sud¹¹. Pendant l'été 1917, de nouveaux affrontements entre Blancs et Noirs eurent lieu, dont le plus sanglant se déroula à East Saint Louis, dans l'Illinois. Après des mois de fortes tensions alimentées par le ressentiment des ouvriers blancs face à la concurrence des quelque 8 000 ouvriers noirs arrivés du Mississippi depuis le début de l'année, une émeute éclata au début du mois de juillet¹². Après quatre jours de violences, plus de 100 Africains-Américains étaient morts ou gravement blessés, de même qu'au moins 8 Blancs¹³.

La disproportion entre les deux nombres de victimes révèle la nature raciste des événements : un peu plus de trois semaines plus tard, exaspérés par la répétition de ces violences et le maintien de discriminations à leur encontre, plus de 8 000 hommes, femmes et enfants noirs défilèrent silencieusement le long de la 5^e Avenue à Manhattan, sous le regard de plus de 20 000 autres Africains-Américains. D'ampleur inédite, cette manifestation pacifique et silencieuse portant dans l'espace public la colère et la détermination de toute une population marqua les esprits. Les pancartes portées par les marcheurs étaient éloquentes : « Vous avez du sang sur les mains », « Nous marchons en mémoire de nos morts massacrés », « Nous marchons parce que nous sommes totalement opposés aux wagons Jim Crow, à la ségrégation, à la discrimination, à la privation de nos droits civiques, au lynchage et à la foule des maux qui nous sont imposés », ou encore « Nous marchons parce que nous voulons que nos enfants vivent sur une terre meilleure et dans de meilleures conditions que celles que nous connaissons ». Aux premières loges de l'événement, le

New York Times souligna la dignité de la marche et l'unité de la communauté noire dont elle témoignait. Y étaient en effet représentées toutes les organisations et Églises noires de la ville : « Nous marchons parce que la conscience et la solidarité raciales croissantes, couplées à la peine et à la discrimination, nous ont unis », proclamaient les manifestants. Tensions de classe et ressentiment des plus anciennement installés contre les migrants récents semblaient oubliés au profit d'une solidarité raciale face aux violences et aux discriminations¹⁴.

Pour ceux qui servirent dans les forces armées, l'expérience militaire renforça cette solidarité raciale. Malgré les innombrables discriminations qu'ils subissaient et la non-intervention des autorités locales (municipalités, comtés et États fédérés) et fédérales pour les défendre, les Noirs américains répondirent à l'appel patriotique du président Wilson. Conscient qu'il lui était nécessaire de mobiliser l'ensemble des forces vives de la nation, ce dernier avait d'ailleurs fait un geste dans leur direction en créant, au sein du ministère du Travail, une « division des Affaires économiques noires ». Il nomma à sa tête un Africain-Américain, George Haynes, jusqu'alors secrétaire éducatif de la National Urban League (NUL), organisation interracial de défense des droits des Noirs fondée en 1911 dont nous reparlerons longuement par la suite¹⁵. Mais la fonction de Haynes ne fut que de courte durée et, malgré un impact immédiat positif qui se traduisit par l'augmentation du nombre de Noirs embauchés dans les usines du pays, elle ne laissa de trace durable ni dans la promotion sociale des Noirs à des postes à responsabilité, ni dans les liens de la communauté noire avec le gouvernement fédéral et les démocrates. Prêts à participer à l'effort de guerre, les Noirs n'oubliaient pas que Wilson était le même président qui avait acclamé *Birth of A Nation* et introduit la ségrégation dans le gouvernement fédéral. Alors que la presse noire tentait de dissiper les soupçons de manque de loyauté qui pesaient sur les soldats africains-américains, l'idée de partir se battre pour la démocratie contre le régime autocratique allemand était indissociable, aux yeux de la communauté noire, de la lutte contre les discriminations à l'intérieur du pays¹⁶.

Plus de 2 millions de soldats noirs se présentèrent aux bureaux de la conscription. Ceux qui furent effectivement incorporés (environ 367 000) furent immédiatement assignés à des bataillons spéciaux, ségrégués. La force des préjugés attribuait aux Noirs une lâcheté et

une incapacité à se battre. Les Blancs redoutaient aussi de voir des soldats se servir de leur uniforme pour revendiquer un meilleur traitement, comme cela avait été le cas lors de la révolte des soldats noirs à Brownsville (Texas) en 1906 et, six mois après le début de la guerre, à Houston (Texas)¹⁷. Lorsqu'il apparut que les autorités militaires n'avaient aucune intention de former des officiers noirs, la NAACP se mobilisa par la voix de son président blanc, Joel Spingarn, pour exiger qu'un camp de formation d'officiers noirs soit créé. Spingarn fut critiqué pour avoir accepté l'idée d'un camp séparé, mais il savait pertinemment que c'était la seule chance d'obtenir l'accès des Noirs à cette formation supérieure. Ses efforts portèrent leurs fruits. Le camp de Des Moines (Iowa) ouvrit ses portes en juillet 1917 et forma 639 officiers noirs avant de fermer définitivement. Mais les gradés africains-américains étaient souvent cantonnés à des fonctions de remplaçants et ils furent confrontés à un racisme permanent, de nombreux soldats blancs refusant, par exemple, de les saluer¹⁸.

Seuls les hommes de deux divisions d'infanterie furent envoyés au combat ; tous les autres furent assignés à des unités de travail manuel, réalisant des tâches physiquement éprouvantes et ingrates, et libérant ainsi les hommes blancs pour le combat. Le 369^e régiment d'infanterie, première unité africaine-américaine à arriver en France, fut lui aussi initialement assigné à des tâches de logistique, construction et manutention. La situation ne changea que parce que les autorités françaises recherchaient désespérément des unités de combat supplémentaires. Les soldats africains-américains furent mis à la disposition des Français, le commandement américain estimant que ces derniers, ayant l'habitude des populations coloniales, sauraient mieux gérer les soldats noirs. Mais, dans un rapport intitulé « Informations secrètes concernant les troupes noires américaines », les autorités étatsuniennes encourageaient vivement les Français à séparer les Noirs américains des Blancs pour éviter tout « abâtardissement ». Elles imploraient aussi les officiers français de ne pas prendre leurs repas avec les officiers noirs, de ne pas encourager la familiarité et surtout de ne pas complimenter les hommes à moins que ce ne fût absolument nécessaire¹⁹. Malgré ces tentatives des gradés américains pour exporter la ségrégation en France, les soldats noirs incorporés à l'armée française y trouvèrent une égalité de traitement qu'ils n'avaient jamais connue. Cette expérience les radicalisa en renforçant leur détermination à se faire respecter en tant

que citoyens à leur retour.

La mobilisation des soldats noirs de toutes origines sociales fut l'occasion de développer le sentiment d'une identité noire chez ces jeunes hommes réunis, au-delà des clivages de classe qui les séparaient ordinairement, dans une même expérience de la discrimination et de la découverte de l'étranger. Les jeunes soldats noirs ne découvrirent pas seulement en effet un mode différent de relations raciales lors de leur service en France. Ils ouvrirent aussi leurs horizons à la lutte d'autres peuples de couleur. L'intérêt poussé porté à Haïti, que les Américains occupaient depuis 1915, ou encore à la situation de l'Inde, où l'Indian National Congress espérait faire avancer la cause de l'indépendance en soutenant la Grande-Bretagne dans le conflit, illustre cette prise de conscience d'une communauté de destin entre minorités opprimées dans le monde. À partir de ce moment, la lutte des Noirs américains pour l'égalité fut entendue par de nombreux dirigeants noirs comme le versant local d'un mouvement anticolonialiste global.

Source d'une fierté virile, l'expérience militaire mit un temps en sourdine les tensions de classe et accéléra la prise de conscience raciale. La Grande Migration qui accompagna la mobilisation militaire et la reconversion industrielle élargit la question noire à l'ensemble du pays tout en diffusant l'idée d'un destin commun national, par le biais des liens familiaux et amicaux qui unissaient migrants récents et Noirs restés dans le Sud. Ainsi la Première Guerre mondiale marqua-t-elle le moment où la mobilisation des Noirs, jusqu'alors limitée à une collection d'actes de résistance et de bravoure isolés ou orchestrés par l'élite noire, se transforma pour prendre une teneur plus prolétaire, laïque et masculine. Cette image du mouvement noir, qui associait la lutte pour l'égalité et la justice à la reconquête d'une masculinité entière, s'inscrivit durablement dans les esprits. L'humanité revendiquée par le « *New Negro* », expression popularisée après la Première Guerre mondiale pour exprimer la nouvelle attitude revendicatrice des Noirs proclamant leur dignité contre la ségrégation et les discriminations, est celle de l'homme fier et viril, incarné par le soldat, le vétéran, l'ouvrier et le partisan de l'autodéfense. Signe d'une impatience nouvelle rompant avec la tradition de gradualisme et de patience prêchée jusqu'alors aussi bien par des « leaders de la race » que par les Églises noires, cette radicalisation était certaine de se heurter sur sa route à une résistance massive des Blancs. Mais, centrée

sur la figure masculine, elle posa aussi des défis au sein de la communauté noire, en particulier en forçant les femmes à redéfinir leur place dans la quête de l'égalité de traitement.

Rêves brisés dans le sang

Malgré tous leurs sacrifices au combat et leur contribution à l'effort de guerre, aucun des soldats africains-américains ne fut autorisé à participer au grand défilé de la Victoire le 14 juillet 1919 à Paris. Le sentiment d'injustice ressenti était d'autant plus fort que les troupes coloniales britanniques et françaises étaient, elles, conviées²⁰. Les soldats noirs américains rentrèrent au pays animés d'un fort ressentiment en raison de la manière dont ils avaient été traités dans l'armée et d'un profond désir de reconnaissance de leur service à la patrie. Les vétérans noirs « sont maintenant des hommes nouveaux, et des hommes du monde. [...] Ils se sont éveillés mais n'ont pas encore l'entière conception de ce à quoi ils se sont éveillés », déclara un ancien combattant, illustrant bien leur nouvel état d'esprit²¹. Plus que jamais déterminés à se faire respecter et à ce que leur humanité soit enfin reconnue, ils furent confrontés à un brutal rappel à l'ordre.

Certes, à New York, le 369^e régiment de combat eut droit à une grande célébration populaire : paradant au milieu des drapeaux et sous les acclamations d'une foule en liesse de plusieurs dizaines de milliers de personnes, les soldats noirs de ce régiment défilèrent sur la 5^e Avenue au son de l'orchestre de James Reese Europe, le célèbre musicien de ragtime, leader de la scène musicale africaine-américaine d'avant-guerre, qui avait lui aussi servi dans ce régiment pendant la guerre²². Mais, pour ceux qui s'en retournèrent dans le Sud, l'accueil fut bien différent. La vue de ces soldats en uniforme était insupportable aux racistes et aux membres du Ku Klux Klan, alors en pleine expansion depuis sa renaissance au niveau national en 1915. Des soldats noirs se virent arracher leurs uniformes dès leur descente du train ; d'autres, moins chanceux, furent lynchés au moindre prétexte. À la fin de 1919, 76 Noirs avaient été lynchés, dont 11 brûlés vifs. Sur le total des victimes, une dizaine étaient des vétérans tout juste de retour chez eux.

Les violences ne se limitaient pas à des agressions contre des individus isolés. Le nombre sans précédent d'émeutes raciales – 38 – qui enflammèrent les quartiers noirs des villes du pays, au Nord

comme au Sud, valut à l'été 1919 le sinistre surnom d'« Été rouge », qui lui fut donné par James Weldon Johnson, poète et compositeur africain-américain ayant rejoint les rangs de la NAACP en 1916. L'émeute la plus sanglante eut lieu à Chicago. Le 27 juillet 1919, sous une chaleur étouffante, de jeunes Blancs attaquèrent un groupe de jeunes Noirs en train de se baigner sur l'une des plages du lac Michigan. Un garçon noir touché à la tête par une pierre lancée depuis le bord se noya. Son crime : avoir dérivé depuis la partie « noire » de la plage jusqu'à celle réservée aux Blancs. Cinq jours d'affrontements intenses entre les deux communautés provoquèrent la mort de 23 Africains-Américains et de 15 Blancs, tandis que plus de 500 autres étaient blessés et que des milliers de personnes se retrouvaient à la rue après l'incendie de leur domicile²³. La presse locale se déchaîna contre la communauté noire de la ville. Le *Chicago Daily Tribune*, par exemple, vanta la retenue de la police tout en détaillant les violences infligées par les Noirs aux agents du maintien de l'ordre²⁴.

Si, pour la presse grand public, la responsabilité de l'émeute incombait aux Africains-Américains de la ville, les autorités municipales, de même que les résidents noirs, savaient parfaitement qu'il s'agissait du résultat de la montée ininterrompue des tensions entre les deux populations dans un contexte de pénurie de logements et de concurrence accrue sur le marché du travail. Certains « anciens résidents » noirs (expression utilisée à l'époque pour désigner les habitants de Chicago qui résidaient dans la ville avant la Première Guerre mondiale) étaient consternés par l'émeute, qu'ils interprétaient comme le glas de l'âge d'or des relations raciales à Chicago, et rejetaient la faute sur les migrants récents mal adaptés à la vie dans le Nord²⁵. Mais, pour la majorité des dirigeants de la communauté noire, cette émeute n'était pas nécessairement une mauvaise chose : après les appels au calme attendus, les voix qui s'exprimèrent justifiaient la violence des Noirs par un droit légitime à l'autodéfense. Elles saluaient aussi le fait que l'émeute permettait d'attirer enfin l'attention des pouvoirs publics et de l'opinion sur les discriminations dont souffrait la communauté noire depuis des années, et plus encore depuis la guerre.

Dans le magazine de la NAACP, *The Crisis*, le secrétaire exécutif adjoint de l'organisation, Walter White, présenta en octobre 1919 une analyse lucide de la situation. Il identifia plusieurs causes de l'émeute, en tête desquelles figuraient les préjugés raciaux et la concurrence

économique entre travailleurs noirs et blancs²⁶. Venaient ensuite la corruption politique et l'exploitation des électeurs noirs, l'inefficacité des forces de police, les mensonges de la presse sur la délinquance noire, les crimes impunis perpétrés contre les Noirs, les problèmes de logement, ainsi que les réactions des Blancs et des Noirs au sortir de la guerre. Walter White précisait bien que ces problèmes n'étaient pas propres à Chicago mais se retrouvaient quasiment à l'identique dans les autres centres urbains du pays. De fait, de New York à Chicago, en passant par Philadelphie, Washington, Saint Louis, Detroit ou Pittsburgh, les Africains-Américains interrogés sur leurs conditions de vie avaient des griefs identiques. L'entassement inévitable dans de minuscules appartements « kitchenettes », dans des conditions frôlant l'insalubrité, revenait en particulier très souvent dans les témoignages des migrants du Sud, de même que la soi-disant froideur des gens du Nord par rapport aux relations sociales plus personnelles dans la communauté noire du Sud. La dureté et la violence du système « Jim Crow » y resserraient les liens et nombreux étaient les migrants récents à regretter les réseaux de sociabilité et de solidarité caractéristiques de la vie sous la ségrégation légale²⁷.

Du côté des autorités aussi, l'ampleur du désastre causé par l'émeute saisit les esprits. Le gouverneur républicain Frank Lowden nomma une commission interr raciale pour étudier les causes de l'émeute et faire des recommandations. Le volumineux rapport de la Commission de Chicago sur les relations raciales, publié en 1922 sous le titre *The Negro in Chicago*, constitue un témoignage unique sur les relations Noirs-Blancs depuis la Reconstruction. Par la voix de son principal rédacteur, Charles Johnson, de la National Urban League, la Commission y expliquait que les relations Blancs-Noirs aux États-Unis constituaient le « problème le plus grave et le plus complexe » du pays²⁸. Le rapport enjoignait la police, le procureur de l'État de l'Illinois et les tribunaux de corriger les inégalités les plus flagrantes en termes de protection des personnes dans les parcs et sur les plages de la ville. Il dénonçait aussi l'injustice des tribunaux dans leur traitement des affaires impliquant des Noirs et la discrimination policière dans les arrestations. Quant aux autorités municipales, elles étaient sommées de raser les immeubles d'habitation insalubres et d'offrir des conditions de vie décentes dans la *Black Belt* en y améliorant la collecte d'ordures et la voirie et en créant des aires de jeux.

Sur la question délicate du logement, le rapport dénonçait les tentatives d'exclusion des Noirs de certains quartiers de la ville. Le principe de la liberté résidentielle était en effet souvent bafoué. La Cour suprême avait eu beau déclarer inconstitutionnelle, par son arrêt unanime *Buchanan v. Warley* de 1917, l'ordonnance municipale de Louisville (Kentucky) interdisant aux habitants noirs et blancs de la ville d'habiter dans un quartier dont la population appartenait majoritairement à l'autre groupe racial, cet arrêt s'appliquait uniquement aux décisions municipales d'urbanisme. En réaffirmant le droit des propriétaires (presque tous blancs) à vendre leurs biens à la personne de leur choix, le même arrêt leur permit ainsi paradoxalement de s'organiser pour lutter contre le « péril noir »²⁹. Pour parer à tout risque de mixité résidentielle, les propriétaires blancs de Chicago, inquiets pour la valeur immobilière de leurs biens, mirent en place, avec le soutien actif des agents immobiliers et l'aval des autorités municipales soucieuses de maintenir la paix raciale après l'émeute, le système des « *restrictive covenants* » déjà adopté dans d'autres villes comme Los Angeles. La pratique fit vite école dans les autres grandes villes du Midwest³⁰.

La Commission de Chicago sur les relations raciales insista aussi sur la nécessité d'offrir de meilleures conditions d'éducation aux enfants noirs. Malgré l'absence de réglementation imposant la ségrégation scolaire, la pratique consistant à scolariser son enfant dans l'école de son quartier établissait de fait une ségrégation : la *Black Belt* étant à la fois de plus en plus coupée du reste de la ville et de plus en plus surpeuplée, les écoles qui s'y trouvaient accueillaient uniquement des enfants noirs dans des classes surchargées et pratiquaient un système de « double huit », certains enfants allant en classe du matin au début d'après-midi, les autres prenant la relève de l'après-midi jusqu'au soir. La Commission invitait par conséquent le Bureau de l'éducation de Chicago (instance chargée du contrôle et de la gestion des écoles publiques de la ville) à trouver des solutions pour soulager cette surpopulation des écoles des quartiers noirs et lutter contre l'absentéisme scolaire qui touchait particulièrement les familles défavorisées³¹.

Mais cette analyse « progressiste » des causes structurelles et conjoncturelles de l'émeute ne désignait pas les Blancs comme seuls responsables de l'émeute. De nombreuses pages du rapport incitaient les migrants noirs à mener une vie morale, centrée sur les différentes

institutions sociales de la communauté, églises, ordres fraternels, loges ou associations de tous ordres, qu'ils étaient appelés à soutenir financièrement. Surtout, résolument intégrationniste, la Commission dénonçait vigoureusement les Africains-Américains qui, depuis la guerre, se laissaient séduire par les sirènes identitaires de la « conscience raciale » au détriment des efforts nécessaires au maintien de relations harmonieuses avec les Blancs. Malgré ses bonnes intentions, la Commission ne parvint pas à déminer le terrain des relations raciales explosives après la Première Guerre mondiale. Et les tensions ne se limitaient pas à Chicago.

En effet, les relations raciales au sortir de la guerre s'étaient également tendues dans le Sud, et pas seulement dans les centres urbains. C'est ce dont témoigne l'émeute d'Elaine (Arkansas), deux mois après celles de Chicago. Depuis quelques mois déjà, le syndicat africain-américain Progressive Farmers and Household Union s'efforçait de mobiliser les fermiers noirs du comté de Phillips (Arkansas), pour qu'ils défendent mieux leurs intérêts face à leurs propriétaires terriens blancs. Le système de métayage et de fermage mis en place à la fin du XIX^e siècle était particulièrement abusif dans ce comté producteur de coton : les propriétaires contrôlaient entièrement la vente du coton produit par leurs métayers et fermiers et ne leur remettaient leur part, honteusement faible, qu'au compte-gouttes et très tardivement. Tard dans la soirée du 30 septembre 1919, des métayers noirs tenaient une réunion syndicale dans une église de Hoop Sur, à la périphérie d'Elaine. Les tensions étant fortes, des hommes montaient la garde dehors. Lorsque deux Blancs se présentèrent devant l'église, une altercation éclata. Des coups de feu retentirent. La responsabilité du premier tir reste inconnue, mais l'un des Blancs fut tué, l'autre blessé. Le shérif du comté alerta la population. Quelques heures plus tard, une foule de plusieurs centaines d'hommes blancs armés parcourait la région à la recherche de Noirs dont ils pensaient qu'ils étaient en train de lancer une insurrection. « Les Noirs ont prévu de tuer tous les Blancs », pouvait-on lire à la une du journal local³². Après trois jours d'affrontements, 5 Blancs étaient morts, mais entre 100 et 200 Noirs avaient été tués. La rumeur se répandit vite dans la population africaine-américaine que la « bande » qui s'était formée pour mater la soi-disant rébellion avait massacré des hommes, des femmes et des enfants noirs sans défense. Près d'une centaine de Noirs furent arrêtés. À l'issue d'un

procès digne d'une parodie, avec extorsion de reconnaissance de culpabilité par la torture, une soixantaine d'hommes reçurent des peines de prison et 12 autres furent condamnés à mort.

Les années suivantes, la NAACP consacra une énergie, un temps et des ressources considérables pour dénoncer l'injustice du procès et faire libérer ces hommes. Walter White s'occupa personnellement de la mobilisation judiciaire et financière nécessaire. Chaque rapport annuel de la NAACP entre 1920 et 1924 faisait ainsi longuement état des derniers développements judiciaires des « affaires de l'Arkansas »³³. En 1923, la Cour suprême annula six des condamnations par l'arrêt *Moore v. Dempsey*, au motif que le tribunal avait été influencé par une « vague irrésistible de passion publique » et que certains témoignages avaient été obtenus par la torture, en violation des dispositions du XIV^e amendement à la Constitution sur le droit de chaque citoyen à un procès juste et équitable (*due process*). Cet arrêt constitua une étape essentielle de la reconnaissance de l'égalité des droits judiciaires des Noirs dans le Sud et fut célébré comme tel par la NAACP qui, au passage, accrut son prestige dans la communauté noire. Ce succès fit aussi la carrière de Walter White qui devint par la suite secrétaire exécutif de la NAACP. Surtout, vingt-sept ans après l'arrêt *Plessy* validant la ségrégation, la Cour suprême apparaissait aux yeux des Africains-Américains, pour la seconde fois après l'arrêt *Buchanan* de 1917, comme un soutien possible au niveau fédéral dans leur lutte pour l'égalité et la justice. En 1925, la NAACP eut enfin gain de cause dans l'affaire d'Elaine et les hommes furent libérés.

Peur du rouge et du noir

De nombreux Blancs justifièrent la répression implacable et la barbarie des attaques par l'attitude militante des « *New Negroes* », ces nouveaux Noirs qui refusaient de reprendre leur place dans l'ordre établi³⁴. De fait, le retour des soldats du front européen coïncida avec ce qui parut aux Blancs comme une explosion du militantisme et du radicalisme. La mobilisation des métayers noirs du comté de Phillips avait été la véritable cause de l'acharnement des Blancs contre eux. Partout dans le pays, à chaque fois qu'ils le purent, les ouvriers noirs se joignirent à la grande vague de grèves qui secoua les usines du pays en 1919-1920. En Alabama, par exemple, les ouvriers africains-

américains n'hésitèrent pas à participer à la grève lancée par l'United Mine Workers dans les mines de charbon, au risque de représailles sévères³⁵.

Cet engagement politique témoignait d'une solidarité de classe avec les autres ouvriers grévistes mais il exprimait aussi une rébellion contre l'autorité que les Blancs attribuèrent à la progression des idées socialistes et communistes dans la population noire. Ainsi, lors des événements d'Elaine, le *New York Times* attribua la « rébellion noire » à la « propagande distribuée aux Noirs par des hommes blancs ». Le lendemain, le journal précisait ses allégations sous le titre : « L'origine des troubles retracée jusqu'à des agitateurs socialistes³⁶ ».

Aux yeux de l'opinion publique blanche, deux fléaux – la rébellion noire et le radicalisme politique – se joignaient pour ne former qu'une seule et même menace. L'assaut lancé, entre novembre 1919 et janvier 1920, par le gouvernement fédéral contre les « rouges » de tous acabits, par l'intermédiaire de A. Mitchell Palmer, qui occupait alors le poste d'*Attorney General* (équivalent du ministre de la Justice), fournit le prétexte pour tenter d'éradiquer ce double danger : l'arrestation de milliers de gauchistes radicaux et anarchistes américains et la déportation des étrangers désorganisèrent en profondeur les milieux radicaux. En s'inscrivant dans le cadre plus large de ce que les historiens ont appelé la « *red scare* » (littéralement la « peur du rouge »), elles créèrent aussi un climat de suspicion durable envers les activités de toute personne remettant en cause l'ordre établi et l'hégémonie des deux partis politiques dominants. Dès lors, et jusqu'aux années 1960, à chaque fois qu'un homme ou une femme se mit à dénoncer l'injustice du système ou à organiser la mobilisation pour l'égalité sociale, économique ou politique de tous les citoyens sans considération de race, cette personne était invariablement taxée de « rouge », une étiquette assurée de la discréditer aux yeux de l'opinion publique, qui partageait largement la phobie anticomuniste du gouvernement.

Si les autorités fédérales et locales exagéraient largement la menace communiste et socialiste qui pesait, selon elles, sur le pays, elles avaient toutefois bien perçu l'attrait que le message d'égalité sociale et économique de ces mouvements politiques de gauche commençait à exercer sur une frange de la population noire. Depuis sa création en 1905, le syndicat marxiste Industrial Workers of the World (IWW) était ouvert à tous les travailleurs, y compris les immigrés, les femmes

et les Africains-Américains. Très minoritaire avant la Première Guerre mondiale, il se développa à la faveur de la montée du radicalisme qui suivit la révolution bolchevique d'octobre 1917, suscitant chez les autorités une peur grandissante liée notamment à sa popularité chez les Noirs américains³⁷.

Le message d'égalité et de solidarité interracial entre ouvriers du monde porté par l'IWW était particulièrement bien reçu dans la petite minorité new-yorkaise de militants noirs proches du Parti socialiste américain (Socialist Party of America, SPA). Très actifs dans ce milieu étaient deux militants membres du SPA, Chandler Owen et A. Philip Randolph, influencés par la rhétorique de l'intellectuel radical caribéen Hubert Harrison. Ce dernier avait été la figure noire la plus célèbre du Parti socialiste avant guerre, avant qu'il ne se rapproche des « Wobblies » (surnom donné aux membres de l'IWW) et n'évolue vers des positions plus radicales. Orateur charismatique, il s'exprimait sur des sujets aussi divers que la contraception, l'athéisme ou l'oppression raciale des Noirs. Il établit la tradition harlemite des orateurs militants de rue, reprise par la suite de Marcus Garvey à Malcolm X. En 1917, Harrison fonda la Liberty League et un journal, *The Voice*, afin de fournir une alternative radicale à la NAACP et son magazine *The Crisis*. Il y appelait au développement d'une conscience de race, de portée internationale, et à l'égalité sociale, économique et politique totale pour les Noirs. Précurseur du mouvement « New Negro », il eut une influence considérable sur toute une génération de Noirs, africains-américains et caribéens, à Harlem et à Chicago au tournant des années 1910, au premier rang desquels Chandler Owen et A. Philip Randolph³⁸.

Ces deux militants du SPA étaient excédés par le refus des leaders de la communauté noire de défendre les intérêts économiques des masses ouvrières. Désireux de faire entendre une analyse plus radicale, ils lancèrent en 1917 un nouveau magazine, *The Messenger*, qu'ils voulaient être le « seul magazine de radicalisme scientifique, contrôlé par des Noirs³⁹ ». La Première Guerre mondiale établit sa réputation, puisqu'il fut interdit par les autorités fédérales en 1918 pour avoir déclaré que les États-Unis auraient dû « rendre la Georgie sûre pour les Noirs » avant de demander à ces derniers d'aller se battre en France. Arrêtés en vertu de la loi sur l'espionnage adoptée en juin 1917, Randolph et Owen passèrent la suite de la guerre en prison⁴⁰. Relâchés à la fin des hostilités, ils reprirent de plus belle leur

action. Dans un éditorial de 1919 expliquant la raison d'être de leur publication, les deux amis, tous deux âgés alors de trente ans, exprimaient à leur manière le nouvel esprit militant qui régnait dans la communauté noire : « Il existe maintenant un nouveau leadership pour les travailleurs noirs. Un leadership viril refusant tout compromis. » Appelant à l'union de classe, le magazine affirmait sa position radicale : « Nous ne cherchons pas à ce que les Noirs aient plus de travail. Les Noirs ont déjà trop de travail. Ce que nous voulons, c'est que les Noirs aient moins de travail et de plus gros salaires, avec plus de temps libre pour étudier et se distraire⁴¹... »

Au-delà du caractère provocateur de cette dernière phrase dans un contexte où la préoccupation principale des Noirs restait l'emploi, le magazine se voulait le porte-parole d'une voix radicale auprès des dizaines de milliers de migrants du Sud qui ne cessaient d'affluer dans les villes du Nord. Parallèlement, le *Messenger* appelait les Noirs du Sud à partir : « Allez dans le Nord, à l'Est, à l'Ouest, peu importe mais quittez cet enfer. Vous trouverez de meilleures écoles pour vos enfants, des salaires plus élevés pour vous, le droit de vote si vous avez plus de vingt et un ans, un meilleur logement [...]. Tout n'est pas rose ici mais c'est un Paradis en comparaison de la Georgie, l'Arkansas, le Texas, le Mississippi ou l'Alabama⁴²... » Les années suivantes, Owen et Randolph firent appel à plusieurs auteurs noirs de renom pour décrire, dans leur journal, les conditions de vie de la communauté africaine-américaine dans les différents centres urbains tout en soulignant l'importance de la mobilisation ouvrière. Ainsi Robert Bagnall de la NAACP décrivit-il Detroit comme un véritable eldorado pour le travailleur noir, où « des emplois attendent les ouvriers à tous les coins de rue ; les salaires sont hauts comme le ciel ; et le mouvement ouvrier est roi⁴³ ».

L'insistance sur l'action collective comme moyen de pression devint la marque de l'action de A. Philip Randolph au sein du syndicat des Brotherhood of Sleeping Car Porters (BSCP, littéralement l'« Ordre fraternel des porteurs des wagons-lits ») dont il prit la tête en 1925. Unique dans le paysage syndical de l'époque, le BSCP défendait les intérêts des travailleurs les mieux payés de la classe ouvrière noire. Mais, s'ils jouissaient de ce fait d'un certain prestige dans la communauté, les porteurs des wagons-lits dépendaient entièrement des pourboires laissés par les clients blancs et se retrouvaient par conséquent dans une position précaire et dégradante. Ils étaient, à ce

Marcus Garvey, le « Moïse noir »

À la même période, une autre figure de la scène harlemite donnait aussi de la voix : Marcus Garvey⁴⁵. Le Jamaïcain, arrivé aux États-Unis en 1916 à l'âge de vingt-neuf ans, prêchait un message différent mais tout aussi radical, et autrement plus populaire. En désaccord avec la solidarité interracial de classe défendue par les socialistes, ce chantre du nationalisme noir prônait la fierté des origines, la liberté sociale, économique et politique et l'autodétermination pour les Noirs du monde entier. Convaincu que les Noirs ne seraient jamais bien traités en dehors de l'Afrique, il appelait en effet à leur retour sur la terre ancestrale qu'ils contribueraient ainsi à libérer du joug de la colonisation européenne en vue de former des nations noires indépendantes.

Cet appel à l'émigration inscrivait Garvey dans la tradition du discours, porté par les Églises méthodistes et baptistes depuis la fin du XIX^e siècle, sur le départ pour l'Afrique comme moyen pour les Noirs américains d'atteindre l'indispensable indépendance économique et sociale tout en remplissant leur mission chrétienne d'évangélisation des populations païennes du continent. L'évêque Henry McNeal Turner de l'Église African Methodist Episcopalian (AME) était ainsi devenu, au tournant du XX^e siècle, l'inlassable prédicateur de l'autogouvernance, de la solidarité raciale et du séparatisme (doctrine selon laquelle les Noirs américains ne seraient jamais traités de manière égale et devaient donc s'organiser de manière autonome) aux États-Unis. Source d'inspiration directe pour Garvey, Turner prêchait aussi l'émigration vers l'Afrique comme moyen de revitalisation des Noirs américains par la double expérience de l'indépendance politique et économique et du « civilisationnisme » missionnaire⁴⁶. Il exprimait ses positions dans ses tournées des églises AME du Sud mais aussi dans les colonnes de la très influente publication de la congrégation, *The Christian Recorder*, dont il devint plus tard l'éditeur. Turner est considéré comme le principal responsable du développement spectaculaire de l'Église AME dans la seconde moitié du XIX^e siècle, puisque le nombre de fidèles passa de 20 000 avant la guerre de Sécession à près de 453 000 en 1896, l'année de l'arrêt *Plessy* de la Cour suprême⁴⁷. Son message et les moyens qu'il utilisa pour le

diffuser furent d'une grande influence sur Garvey. Turner mourut en 1915, la même année que Booker T. Washington qui, lui aussi, avait si bien su comprendre les besoins des Noirs des régions rurales et des petites villes du Sud. Leur mort créa un grand vide dans cette communauté. Certes de nouveaux « leaders de la race » étaient apparus, comme le journaliste William Monroe Trotter, Hubert Harrison ou W.E.B. Du Bois, mais leur discours s'adressait essentiellement aux Noirs des villes du Nord et ne répondait pas aux préoccupations essentielles des Noirs vivant encore sous le joug de Jim Crow dans le Sud. C'est dans cette brèche que Garvey sut s'engouffrer en trouvant les mots et l'approche adaptés pour galvaniser ces personnes, qui représentaient encore la très grande majorité de la population noire du pays.

Dès son arrivée à Harlem, il y établit le siège de son organisation, l'Universal Negro Improvement Association (UNIA), qu'il avait créée en 1914 en Jamaïque. La trajectoire de Garvey a souvent été comparée à celle d'une météorite. À peine installée sur le sol new-yorkais, l'UNIA commença son ascension fulgurante et constitua en quelques années le plus vaste mouvement panafricain de l'histoire. Attirant plusieurs millions de Noirs défavorisés, ouvriers, domestiques, métayers ou travailleurs agricoles, l'organisation atteignit l'apogée de sa popularité en 1921-1922 avec plus d'un millier de sections locales aux États-Unis, au Canada, aux Antilles, en Amérique du Sud, en Afrique, en Europe et même en Australie. Mais l'organisation périclita dès 1927 lorsque Garvey fut déporté en Jamaïque après sa condamnation pour fraude postale.

Homme de petite taille à l'embonpoint marqué, arborant volontiers uniforme militaire et casque à panache, le charismatique Marcus Garvey savait séduire les foules par la force de son message aux accents religieux. Relayée par les militants de l'UNIA dans tout le pays, sa parole était exprimée en termes simples dans ses sermons et dans les pages de sa publication, *Negro World*. Ses ambitions démesurées, reflétées dans le ronflant du titre qu'il s'était donné de « président de la République provisoire d'Afrique », le ridicule de son allure et la fin de sa carrière dans l'opprobre d'un scandale financier ternirent son image. Alors que plusieurs générations d'historiens l'avaient ainsi décrit comme un charlatan particulièrement doué pour manipuler les foules, son discours fut redécouvert avec admiration, à partir des années 1960 et 1970, par les apôtres du panafricanisme et

du nationalisme noir.

Malgré sa brève histoire, le mouvement dirigé par Garvey représente en effet la première expression mondiale d'un nationalisme noir populaire, précurseur, aux États-Unis, des formes modernes incarnées aussi bien par la Nation of Islam que par Malcolm X. La filiation n'est d'ailleurs pas qu'idéologique : Elijah Muhammad (alors Elijah Poole), leader de la Nation of Islam des années 1940 aux années 1960, avait grandi jusque dans les années 1920 dans le comté de Washington en Georgie, haut lieu du garveyisme, et son père, métayer et pasteur, était proche des idées de l'orateur jamaïcain. De même, le père de Malcolm Little, futur Malcolm X, était un farouche partisan de Garvey et lui aussi originaire de Georgie⁴⁸.

Dans les villes du Nord où Garvey fit ses premières tournées, ses partisans étaient de deux types : des immigrés caribéens, qui se retrouvaient dans le discours de l'un des leurs, et des migrants récents du Sud. Ce n'était pas la première fois que des Afro-Caribéens se retrouvaient à l'avant-garde de la contestation et du radicalisme. Les parcours de Hubert Harrison, de l'écrivain Claude McKay, figure phare de la « Renaissance de Harlem », grand mouvement de renouveau de la culture africaine-américaine dans les années 1920 sur lequel nous revenons plus loin, ou encore de Cyril Briggs, journaliste et fondateur du mensuel *The Crusader* puis de l'« ordre secret révolutionnaire » African Blood Brotherhood, dont le but était « la libération de l'Afrique et la rédemption de la race noire »⁴⁹, en sont d'autres exemples. Cette propension à adhérer à des organisations radicales, comme le syndicat interracial IWW, le Parti socialiste ou l'UNIA, est souvent expliquée par le choc culturel ressenti par ces Noirs étrangers en arrivant aux États-Unis. Ces hommes et ces femmes occupaient certes une position subalterne dans la société caribéenne mais ils étaient habitués à vivre dans un environnement dominé numériquement par les Noirs et où, de l'avis général, les relations avec les Blancs d'origine européenne étaient relativement policées. Après leur installation sur le territoire américain, tous se déclaraient choqués par la brutalité des relations Blancs-Noirs.

Le second groupe de partisans de Garvey dans les villes du Nord était des Noirs américains, migrants récents du Sud dans leur grande majorité. Ces nouveaux citoyens restaient marqués par leur expérience dans le Sud et maintenaient des liens étroits avec leurs communautés d'origine. Leurs préoccupations restaient donc en partie celles des

Noirs du Sud, en particulier ceux vivant encore dans les campagnes reculées, groupe essentiel des partisans de l'UNIA. Le génie de Garvey fut d'avoir su trouver le ton juste pour toucher ces gens. Contrairement à l'image qui a longtemps été attachée à l'UNIA, décrite comme une organisation de la classe ouvrière noire des villes du Nord, la popularité de Garvey et la force de son mouvement étaient en effet ancrées dans les campagnes du Sud⁵⁰.

Rappelant la grandeur de l'Afrique, berceau de la civilisation, les discours à forte tonalité religieuse de celui qui fut surnommé le « Moïse noir » appelaient les Noirs à la fierté raciale et au refus de toute soumission face aux Blancs. Farouche partisan du droit à l'autodéfense, Garvey affirmait l'humanité des Noirs et exigeait l'égalité de traitement. Convaincu que cette égalité n'avait de sens que si elle reposait sur l'indépendance économique, il encourageait le travail et l'esprit d'entreprise, et incitait les Noirs, dans la tradition de Henry McNeal Turner et de Booker T. Washington, à faire des efforts pour grimper individuellement et collectivement l'échelle sociale et économique. Bien adapté à la réalité du rapport de forces en vigueur dans le Sud, son message se diffusa rapidement.

Joignant l'acte à la parole, Garvey créa en 1919 la compagnie de transport maritime Black Star Line Company (dont le nom était calqué sur la White Star Line, la compagnie de navigation qui avait lancé le *Titanic*), pour acheminer les candidats à l'émigration vers l'Afrique et servir d'investissement financier, source de profits pour les Noirs américains. En cette période de développement rapide d'une économie fondée sur le crédit et le marché boursier, Garvey présentait son mouvement comme la version moderne de la tradition d'entreprenariat noir lancée par Booker T. Washington et ses associés de la National Negro Business League. Pour Garvey, le progrès économique et social des Noirs aux États-Unis resterait précaire, quelle que fût son ampleur, tant qu'il n'existerait pas de nation africaine indépendante et puissante, prouvant par son succès l'égalité des Noirs face aux nations blanches colonisatrices. Dans ce grand dessein, la Black Star Line devait non seulement favoriser l'enrichissement des Noirs aux États-Unis mais aussi montrer la voie du développement capitaliste moderne aux Africains.

À une époque où les chefs des États occidentaux discutaient du principe d'autodétermination des peuples, à l'instigation du président Wilson (avant que le Sénat américain ne mette fin au rôle de leader

des États-Unis dans la nouvelle Société des Nations en refusant de ratifier le traité de Versailles), l'idée d'une Afrique indépendante, débarrassée de la présence des colons blancs, attirait fortement et pas seulement dans les rangs des partisans de l'UNIA. Convaincu que les Noirs étaient destinés à offrir une contribution importante et durable à l'histoire du monde, W.E.B. Du Bois joua ainsi un grand rôle dans l'établissement de liens entre les différentes communautés de la diaspora noire autour d'un objectif commun de revendication d'égalité et de grandeur pour la race noire. De 1919 à 1927, il contribua à organiser quatre congrès panafricains (1919 à Paris, 1921 à Londres, Bruxelles et Paris, 1923 à Londres et Lisbonne et 1927 à New York)⁵¹. Le manifeste du deuxième congrès panafricain, rédigé par Du Bois, proclamait ainsi en ouverture l'« égalité absolue – physique, politique et sociale – des races » comme « pierre angulaire de la paix dans le monde et du progrès de l'humanité ». Il revendiquait la liberté pour chacun de pratiquer « sa propre religion et ses coutumes sociales », le « droit d'être différent et non conformiste » et de recevoir une éducation sur sa propre histoire. Le manifeste prônait en outre l'établissement, sous la houlette de la Société des Nations, d'une institution chargée d'étudier les problèmes des Noirs et d'un Bureau international du travail pour protéger les travailleurs indigènes⁵².

Autant de thèmes proches de ceux développés par Garvey, lui aussi apôtre du panafricanisme. Ayant d'abord acquis une notoriété par la radicalité de ses appels à la conscience raciale et à l'autodéfense dans les villes du nord-est du pays, Garvey se rendit toutefois compte qu'une telle approche confrontationnelle ne lui permettrait pas de développer son organisation dans les campagnes du Sud, d'autant qu'elle avait attiré l'attention du Ku Klux Klan et des suprématistes blancs qui y menaçaient ouvertement les premiers militants de l'UNIA. Or c'était dans le Sud que se trouvait le vrai cœur de la communauté noire américaine, celui que Garvey voulait conquérir pour son grand œuvre panafricain. Au grand dam de beaucoup, il fit alors ce que Booker T. Washington avait fait avant lui : il adapta son discours à la réalité des rapports de forces dans le Sud ségrégationniste.

L'intervention que Garvey prononça à Raleigh en Caroline du Nord à la « Negro State Fair » le 25 octobre 1922 est exemplaire de ce changement d'attitude : devant un parterre de 500 personnes, noires dans leur très grande majorité, Garvey dénonça la paresse des Africains-Américains, dont il dit qu'ils « avaient pris l'habitude de

leurs anciens maîtres », et les incita à prendre leur destin en main et à travailler dur pour gravir les échelons. Réaffirmant sa ferme conviction dans l'égalité des races, il précisa, pour le plus grand bonheur des quelques Blancs présents, journalistes et représentants des forces de l'ordre, que cette égalité n'avait pas à être sociale : « Je me moque éperdument, dit-il, qu'un Blanc n'ait pas envie de ma compagnie ; je n'ai pas envie de la sienne. » Rappelant que les Blancs avaient bâti la nation américaine en deux siècles à partir de rien, il invita les Noirs à en faire autant en Afrique, et les appela, dans l'immédiat, à ne compter que sur eux-mêmes pour progresser sur l'échelle sociale, séparément des Blancs⁵³.

Typique des réactions de la population blanche locale, le *Greensboro Daily News* acclama le discours de Garvey, qui dédouanait largement les Blancs des conditions économiques misérables dans lesquelles les Noirs du Sud étaient cantonnés. Inversement, Garvey fut vilipendé par les leaders de la communauté noire dans le Nord, comme Booker T. Washington l'avait été avant lui après son discours d'Atlanta. Du Bois, Trotter et Walter White en tête, mais aussi Owen et Randolph rivalisèrent de mots durs pour dénoncer l'accomodationnisme de Garvey et l'accusèrent même d'être un traître à la cause des Noirs⁵⁴. Du Bois prônait ainsi ouvertement, contre Garvey, l'égalité sociale, qu'il décrivait comme « une nécessité des relations humaines modernes ». Il faut dire que les provocations rhétoriques de Garvey n'étaient pas du goût de tous : outré d'avoir entendu ce dernier expliquer que le lynchage avait réveillé la conscience raciale des Noirs, le *Chicago Defender* titra « Le lynchage est bon pour mon peuple, dit M. Garvey » et dénonça la trahison de celui qui refusait aussi les mariages mixtes par volonté de préserver la « pureté de la race noire⁵⁵ ». Les deux années suivantes, Garvey continua sur sa lancée en rencontrant un dirigeant du Ku Klux Klan, s'attirant les foudres de Du Bois qui le qualifia d'« ennemi le plus dangereux de la race noire⁵⁶ ».

Malgré la large publicité accordée à ses détracteurs dans la presse noire du pays, le discours de séparation sociale de Garvey résonna auprès de son auditoire présent à Raleigh et du reste de la population africaine-américaine du Sud : il ne se contentait pas, dans ce discours comme dans ses sermons et ses écrits, de rappeler les vertus de la ségrégation comme moyen de protéger les Noirs de la violence des Blancs, il abordait aussi les deux sujets tabous du lynchage et de la possibilité de vengeance des Noirs en cas d'attaque, deux thèmes

cruciaux pour les Africains-Américains du Sud mais rarement abordés dans les publications noires du reste du pays. Le discours de Raleigh contribua à la progression de l'UNIA dans les campagnes et les petites villes du Sud. Les sections locales de l'organisation regroupaient généralement un nombre limité de membres mais la notoriété de Garvey était bien plus grande que ce nombre de membres affiliés. Il touchait en effet une large population grâce à ses prises de parole rapportées oralement sur place, par le biais des réseaux reliant les migrants récents à leurs familles restées dans le Sud, ou dans les colonnes du *Negro World*⁵⁷.

Pour les Noirs des campagnes isolées du Sud, depuis la fin du XIX^e et encore dans les années 1920 les publications constituaient le principal vecteur de communication, leur lien avec le monde extérieur. La presse noire du Sud qui fleurit au tournant du siècle présentait essentiellement les dernières nouvelles des Églises locales et les activités sociales de la région. La presse baptiste en particulier comptait plus de 40 titres et abordait les sujets discutés lors des conventions annuelles des Églises auxquelles les Noirs des campagnes reculées ne pouvaient assister⁵⁸. Si, à la fin du XIX^e siècle, les publications les plus influentes étaient le journal *New York Age* et le *Christian Recorder* de l'Église African Methodist Episcopal AME, au début XX^e, d'autres titres vinrent les concurrencer : *The Pittsburgh Courier*, *The Chicago Defender*, *The Crisis* de la NAACP dont le rédacteur en chef était Du Bois, ainsi que *Negro World*, la publication de l'UNIA. Garvey avait en effet immédiatement compris l'importance d'un journal de qualité pour le développement de son mouvement. Il s'attacha à doter celui de l'UNIA d'une voix originale : au lieu d'exprimer la position de la rédaction dans un discret « éditorial », comme le faisaient les autres journaux, *Negro World* étalait sur un gros titre de une les idées et les phrases chocs de Garvey. Ainsi l'édition du 22 février 1920 titra-t-elle : « La race noire doit affirmer sa virilité et son pouvoir⁵⁹ ». On trouvait aussi dans chaque numéro la retranscription des discours de Garvey, destinée à la fois à informer les personnes n'ayant pas pu y assister et à éviter une trop grande diversité idéologique entre les sections locales de l'UNIA.

Les réunions se tenaient souvent dans des églises (si le pasteur partageait les vues de Garvey), des loges fraternelles ou de petites fermes. Les dirigeants de section étaient dans leur grande majorité des hommes mais les femmes occupaient une place significative dans

l'organisation, certaines étant même correspondantes locales. L'importance de cet activisme féminin n'avait d'ailleurs pas échappé à Garvey qui inclut vite dans *Negro World* une rubrique spécialement consacrée aux préoccupations des femmes et animée par sa propre épouse, Amy Jacques Garvey, elle-même journaliste et militante de la cause des Noirs. Si dans le Nord, et en particulier à Harlem, les sections locales de l'UNIA n'hésitaient pas à s'afficher dans les rues et à organiser de grands défilés, dans le Sud leurs activités étaient largement clandestines. Arborant volontiers le masque de la soumission à l'ordre établi, militants et sympathisants montaient autant que possible dans le secret leurs activités de protestation, de collecte de fonds et de formation. Les exemplaires de *Negro World* circulaient sous le manteau et faisaient l'objet de discussions animées dans les cuisines, les loges fraternelles, les églises et sur les pas-de-porte des maisons.

« Nous rentrons du combat, nous rentrons combattre »

L'UNIA n'était pas seule à attirer un nombre croissant de militants déterminés. L'après-guerre fut marqué par une recrudescence de l'activisme politique au service de l'égalité entre Noirs et Blancs. En attestent l'augmentation du nombre de sections locales de la NAACP et la radicalisation de l'organisation. « Nous rentrons du combat, nous rentrons combattre », écrivit Du Bois en 1919. L'organisation, surtout présente dans le Nord jusque-là, s'implanta rapidement dans le Sud⁶⁰. Dans le seul État du Texas, le groupe comptait désormais 31 sections locales. Au niveau national, après ses deux premières victoires juridiques majeures auprès de la Cour suprême (en 1915 avec l'arrêt *Guinn* interdisant la clause du Grand-Père et en 1917 avec l'arrêt *Buchanan* déclarant inconstitutionnelles les ordonnances municipales imposant la ségrégation résidentielle), la NAACP multipliait les actions devant les tribunaux pour tenter de faire invalider la ségrégation sous toutes ses formes. Interraciale depuis sa création, elle décida en 1920 de nommer pour la première fois au poste de directeur exécutif un Africain-Américain : l'écrivain James Weldon Johnson.

Même la National Urban League (NUL), l'autre grande organisation de défense des droits des Noirs fondée en 1911 à New York, connue pour la modération de son discours, se radicalisa au sortir de la

guerre. Depuis sa création, l'organisation avait pour objectif essentiel d'éliminer les obstacles à l'emploi des Noirs, en particulier dans le secteur industriel. Elle s'investit aussi dans l'aide aux migrants du Sud pour qu'ils s'adaptent plus facilement aux conditions de la vie urbaine dans le Nord⁶¹. Les problèmes des femmes noires des couches populaires l'intéressaient particulièrement : elle leur dispensa une instruction sur l'hygiène et la nutrition, organisa des clubs destinés aux femmes d'ouvriers, envoya des travailleurs sociaux au domicile des plus nécessiteuses et tenta d'expliquer aux domestiques les normes en vigueur dans le Nord pour l'entretien des foyers⁶². Par le biais de ses sections locales, la NUL apportait également aux migrants une aide au logement, notamment en repérant pour eux les habitations vacantes et en faisant pression auprès des propriétaires et des employeurs pour qu'ils fournissent des conditions de logement décentes aux travailleurs noirs. Ce dernier mode d'action devint la marque de l'organisation. Au fil des ans, la NUL s'illustra par son lobbying efficace au service de la communauté noire : bien introduits auprès des autorités locales politiques et économiques blanches, les membres de l'Urban League étaient d'infatigables défenseurs des droits des Noirs. Ainsi, à Detroit, où la population noire était passée en 1916 à 20 000 personnes et où les trains amenaient chaque jour une centaine de nouveaux migrants, le jeune dirigeant de la ligue, Forrester Washington, avait réussi en l'espace de quelques mois à faire de l'Urban League une institution sociale indispensable. Négociant avec les employeurs blancs de la ville, il avait trouvé des emplois à 6 993 hommes et 1 279 femmes. Et 2 100 de ces emplois étaient des postes qualifiés ou semi-qualifiés⁶³. Le slogan de la NUL, « *Not alms but opportunity* » (« Pas la charité, des opportunités »), reflète son approche. L'accent mis sur l'action de travailleurs sociaux qualifiés agissant aussi dans les domaines de la promotion de l'éducation, de la santé et de l'amélioration des conditions de vie exprimait une position modérée, typique de l'approche d'*uplift* des couches supérieures noires et blanches du tournant du siècle.

Le retour de la paix, qui sonna la fin de la promotion rapide des Noirs dans le secteur industriel, incita l'organisation à durcir le ton, tout en maintenant la modération nécessaire à son action de lobbying. Elle étendit tout d'abord son action au Sud en créant de nouvelles sections locales dans les villes, n'hésitant pas à bousculer les préjugés racistes des employeurs blancs de cette région. Elle se mit aussi à

publier un magazine mensuel, *Opportunity : A Journal of Negro Life*, dont le rédacteur en chef était Charles Johnson, protégé de Robert Park, célèbre professeur de sociologie de l'Université de Chicago et ancien collaborateur de Booker T. Washington à Tuskegee, lui aussi membre de la NUL⁶⁴. *Opportunity* avait une double vocation : présenter des données factuelles sur la vie des Noirs et s'ouvrir à la nouvelle effervescence artistique qui caractérisait les quartiers noirs de New York et Chicago depuis la fin de la guerre : le mouvement dit de la « Renaissance noire » ou « Renaissance de Harlem », traduction artistique du militantisme de la négritude. En offrant ainsi un forum aux artistes et écrivains, la NUL reprenait la formule à succès de *The Crisis* de la NAACP. Comptant parmi les publications noires les plus influentes de l'époque, ces deux magazines traduisaient la montée du radicalisme dans la communauté noire, exprimé à la fois par la volonté de promouvoir un changement global – touchant à tous les domaines de la vie des Noirs américains – et par une nouvelle vision de la culture, mode d'expression d'une conscience raciale aiguisée.

Les transformations démographiques, sociales et politiques causées par le début de la Grande Migration créaient les conditions d'une mobilisation massive des Noirs dans le Nord, prélude à l'émergence du mouvement pour les droits civiques sur la scène nationale dans les décennies qui suivirent. Mais, dans le Sud, la situation des organisations de défense des droits des Noirs restait fragile. Redynamisé depuis la Première Guerre mondiale, le Ku Klux Klan, qui comptait désormais, à l'échelle nationale, entre 4 et 6 millions de membres déterminés à préserver la « pureté de la race blanche », orchestra une véritable campagne de terreur. En août 1919, plusieurs Blancs passèrent à tabac John Shillady, secrétaire national (blanc) de la NAACP, en plein jour, à Austin, pendant sa visite au Texas. Au lieu d'être arrêtés, ses assaillants reçurent le soutien du gouverneur de l'État, qui dénonça la venue de cet agitateur extérieur⁶⁵. Or, si un Blanc pouvait être ainsi maltraité dans la capitale texane pour sa simple appartenance à une organisation de défense des Noirs, les chances de survie des militants africains-américains dans les campagnes reculées étaient quasi inexistantes. La menace fut bien perçue par la population noire puisque, à la suite de cette attaque et devant l'impunité dont jouissait le KKK, le nombre de sections locales de la NAACP dans cet État s'effondra, passant de 31 à 5.

L'opposition blanche à tout progrès des Noirs se manifestait aussi

sur le front de l'emploi à l'échelle du pays. L'augmentation des licenciements de travailleurs noirs dans le contexte de la crise économique qui accompagna la sortie du conflit mondial et la démobilisation – selon le principe du « dernier recruté, premier licencié » – infligea un revers dans la lutte des Africains-Américains pour l'égalité économique, même si certains ouvriers noirs parvinrent à conserver leur emploi. En 1920, à Chicago, par exemple, les Noirs composaient encore entre 70 % et 80 % de la main-d'œuvre des abattoirs et des usines de conditionnement de la viande. Mais le pourcentage total de la main-d'œuvre africaine-américaine dans les industries manufacturières et mécaniques chuta au cours de la décennie⁶⁶. À Philadelphie, la fin de la guerre signifia le départ des Noirs des industries locales : en 1927, seuls 6,1 % des Noirs de la ville étaient employés dans le secteur industriel, y compris dans les nombreuses usines textiles qui avaient très largement fait appel aux ouvriers noirs pendant le conflit⁶⁷.

Ainsi, malgré l'attitude militante de très nombreux Noirs pendant la Première Guerre mondiale et les deux années qui suivirent, les « *New Negroes* » n'avaient pas provoqué de bouleversement de la situation raciale au début des années 1920. Toutefois la mémoire des années de guerre et le nouvel esprit de militantisme et de célébration de la négritude perdurèrent dans les décennies suivantes et contribuèrent à inscrire dans les consciences un champ des possibles qui servit de moteur à la mobilisation collective ultérieure. De plus, les changements démographiques initiés par la Grande Guerre étaient irrévocables. Malgré le retour de la précarité économique pendant la crise économique de 1920-1921, qui ralentit l'exode des Noirs du Sud, la Grande Migration se poursuivit tout au long des années 1920. L'amélioration de la conjoncture économique à partir de 1922 contribua à créer de nouvelles possibilités d'emploi qui encouragèrent à la fois la promotion sociale des Noirs déjà installés en ville et l'arrivée d'un nombre croissant de migrants en provenance du Sud. La population noire des villes du Nord devint alors nombreuse et diverse et participa pleinement à l'atmosphère des « Années folles ». Concentrant des personnes d'origines géographique et socio-économique diverses mais confrontées à des expériences communes, ces ghettos devinrent le lieu de création d'une conscience raciale collective de plus en plus aiguë qui servit de base à la mobilisation politique des décennies suivantes.

La « Renaissance de Harlem »

La poursuite de la migration du Sud vers le Nord dans les années 1920 transforma les premiers ghettos en véritables villes dans la ville. Après quelques années de fort ralentissement de la migration juste après la guerre, l'adoption en 1924 de la loi sur les quotas d'immigration étrangère, qui limita drastiquement l'immigration européenne, provoqua un nouvel afflux des Noirs en provenance du Sud. Plus d'Africains-Américains vinrent emménager dans le Nord pendant les années 1920 que dans les années 1910 et 1930 combinées. Cet exode provoqua un durcissement de la ségrégation qui avait accompagné la Première Guerre mondiale⁶⁸.

À New York, la population noire était passée de 91 700 en 1910 à 152 400 en 1920 ; en l'espace des dix années qui suivirent, elle fit plus que doubler pour atteindre 327 700 personnes en 1930, dont la grande majorité habitait à Harlem. Promue capitale mondiale du monde noir, Harlem regroupait des Africains-Américains, des Afro-Caribéens et des Africains, médecins, avocats, prédicateurs, banquiers, courtiers en assurances, enseignants, infirmières, joueurs de basket-ball ou de base-ball, écrivains, journalistes et artistes, mais aussi barbiers, coiffeurs, croque-morts, petits commerçants, prostituées, délinquants et escrocs de toutes espèces, personnes âgées et enfants, hommes comme femmes, tous vivant dans des rues voisines, se fréquentant ou se croisant simplement sur les trottoirs de ce quartier plein de vie.

La proximité physique créait des liens, rapprochait des gens de classes sociales différentes dans une même expérience négative de la discrimination, mais aussi dans celle, positive, de la vie à Harlem au cœur de la grande époque du jazz et de ce que l'on a appelé la « Renaissance de Harlem ». Cette communauté d'expérience urbaine dans le maintien de la diversité des classes sociales était telle qu'Alain Locke, l'écrivain, philosophe et critique de littérature et d'art africains-américains, alla jusqu'à proclamer la naissance d'une conscience raciale collective : « Jusqu'ici, il faut reconnaître que les Noirs américains ont surtout été une "race" de nom, plutôt que de fait ou, pour être exact, davantage en sentiment qu'en expérience. Le lien essentiel entre eux était celui d'une condition commune plutôt que d'une conscience commune ; un problème en commun plutôt qu'une vie en commun », déclara-t-il en 1925 dans *The New Negro*, le recueil

qui théorisa l'avènement de la « Renaissance de Harlem » dont il fut immédiatement proclamé le père⁶⁹.

Précurseur américain du courant littéraire et politique de la négritude qui séduisit une dizaine d'années plus tard des écrivains comme Léopold Sédar Senghor ou Blaise Cendrars, la Renaissance de Harlem est souvent considérée comme un tournant dans l'histoire de la lutte des Noirs pour l'égalité. De même que la négritude allia production d'œuvres littéraires et lutte contre le racisme et le colonialisme, la Renaissance de Harlem doit se lire comme le versant artistique de la mobilisation des Africains-Américains pour l'égalité politique et sociale. Rejetant les stéréotypes racistes si populaires auprès du public blanc, les artistes et écrivains noirs des années 1920 s'efforcèrent de mettre en place un réseau national de dramaturges, romanciers, poètes, peintres et musiciens, capables d'exprimer fièrement « ce que cela fai[sai]t d'être noir » (Zora Neale Hurston⁷⁰). En quête d'authenticité, ils se tournèrent vers les traditions folkloriques africaine et noire américaine qu'ils intégrèrent à leurs œuvres aux côtés de sujets prosaïques de préoccupation de la communauté noire, comme la discrimination, la violence, la pauvreté ou les problèmes de logement. Ce mélange inédit d'objets et de formes d'inspiration africaine et africaine-américaine dans des formats culturels reconnus – romans, nouvelles, poésie, dramaturgie, peinture ou musique – permettait à chacun d'inventer sa propre réponse au dilemme de la « double conscience » du Noir américain, exprimé par W.E.B. Du Bois dans *Les Âmes du peuple noir* : « C'est une sensation bizarre, cette conscience dédoublée, ce sentiment de constamment se regarder par les yeux d'un autre, de mesurer son âme à l'aune d'un monde qui vous considère comme un spectacle, avec un amusement teinté de pitié méprisante. Chacun sent constamment sa nature double – un Américain, un Noir ; deux âmes, deux pensées, deux luttes irréconciliables ; deux idéaux en guerre dans un seul corps noir, que seule sa force inébranlable prévient de la déchirure⁷¹. »

Leur promotion active d'une spécificité africaine-américaine et leurs appels à la fierté des origines faisaient écho au discours des nationalistes proches de Garvey (au moins au début des années 1920 avant sa disgrâce dans l'élite africaine-américaine) et contribuèrent à donner l'impression générale d'un radicalisme et d'un militantisme inédits, n'hésitant pas à bousculer les normes établies, aussi bien sur le plan culturel que social.

Reconnue du grand public à partir de la publication en mars 1925 d'un numéro spécial du *Survey Graphic*, magazine couvrant les grandes questions de société, intitulé « Harlem : Mecca of the New Negro » et dirigé par Alain Locke, la Renaissance de Harlem avait en réalité commencé dès la fin de la Première Guerre mondiale. En 1919, le poème du jeune Claude McKay *Si nous devons mourir*, inspiré par la résistance des habitants noirs de Chicago pendant l'émeute qui secoua la ville, symbolisa cette nouvelle attitude militante puisqu'il y appelait littéralement à l'autodéfense et au combat :

Si nous devons mourir, que ce ne soit pas comme des porcs
Traqués, parqués dans un coin déshonorant,
Alors que tout autour de nous les chiens affamés,
Se moquent de notre sort maudit et aboient de rage.
Si nous devons mourir, que ce soit noblement
Que notre sang précieux ne soit pas versé
En vain [...]
Et qu'importe si devant nous s'ouvre une tombe ?
Comme des hommes, nous ferons face à la meute meurtrière et lâche,
Dos au mur, mourant, mais combattant⁷² !

Les années suivantes, ces écrivains et artistes continuèrent de revendiquer au grand jour la reconnaissance d'une identité africaine-américaine spécifique, suscitant un intérêt nouveau de la population blanche pour leurs créations. Ainsi en 1921, *Shuffle Along*, première comédie musicale écrite et jouée par des comédiens noirs, devint un succès immédiat du box-office. Écrite par Noble Sissle et Eubie Blake, *Shuffle Along* fit salle comble pendant 540 représentations dans un théâtre de Broadway grâce aux talents d'artistes comme Florence Mills, Paul Robeson et Josephine Baker. L'année suivante, *Harlem Shadows* de Claude McKay devint le premier recueil d'un poète noir publié par une maison d'édition détenue par un Blanc. Les succès du ténor Roland Hayes, premier Africain-Américain à acquérir une notoriété internationale après avoir commencé sa carrière en 1911 avec les Fisk Jubilee Singers, et de la contralto Marian Anderson sont deux autres exemples de l'ouverture grandissante des lieux culturels new-yorkais blancs à des artistes africains-américains.

Mais l'exemple le plus frappant de cet engouement de nombreux Blancs pour la culture noire est sans conteste le succès rencontré par le Cotton Club. Ouvert par le champion de boxe Jack Johnson sous le nom de Club Deluxe sur Lennox Avenue (au niveau de la 142^e Rue) en plein cœur de Harlem, le Cotton Club fut racheté et rebaptisé de

son nom actuel en 1923 par Owen « Killer » Madden, gangster blanc, grand nom de la contrebande d'alcool dans les années 1920 de la Prohibition. Dès lors, il ne cessa d'attirer un public blanc d'enthousiastes venus écouter les étoiles montantes du jazz, telles que Duke Ellington, Count Basie, Ella Fitzgerald, Bessie Smith, Fats Waller, Nat King Cole ou encore Louis Armstrong⁷³. Tous les serveurs et les artistes qui s'y produisaient étaient noirs mais la clientèle était essentiellement composée « de gangsters et de riches blancs », d'après la description critique qu'en donna le romancier Langston Hughes dans son autobiographie⁷⁴. Au moment même où la *color line* devenait plus rigide sur le plan résidentiel, elle était allégrement franchie par de nombreux Blancs et Noirs dans le domaine de la culture et des loisirs. Tournant dans l'histoire culturelle du pays, la Renaissance de Harlem marqua le premier moment où de nombreux Blancs se mirent à apprécier publiquement des lieux et des formes culturels ouvertement noirs pour marquer leur appartenance à l'avant-garde.

Les nouveaux membres de l'élite littéraire et artistique proclamaient la fierté de leurs origines et l'affirmation de soi pour revendiquer un statut égal à celui des Blancs. Rejetant les canons de la culture dominante, ces artistes et écrivains défendaient haut et fort le relativisme culturel qui exigeait que les cultures soient vues pour ce qu'elles sont et non pas jugées à l'aune de la civilisation blanche d'origine européenne. Période d'effervescence littéraire et artistique sans précédent, cette Renaissance était étroitement liée à l'effervescence politique qui agitait au même moment les milieux noirs socialistes, ouvriers, nationalistes, panafricanistes ou intégrationnistes, eux aussi en quête d'une reconnaissance de leur égalité. Les mêmes figures se retrouvaient dans les différentes organisations et publications et donnaient l'impression d'une communauté en mouvement, « en avant vers la démocratie » et « vers le haut pour la "race" tout entière », pour reprendre le slogan du magazine radical *The Crusader* de Cyril Briggs. Ainsi, Du Bois continuait d'être le porte-parole le plus en vue de la NAACP tout en étant proche d'Alain Locke, de vingt ans son cadet, et de la romancière Jessie Faucet. Sous l'influence de cette dernière, qui en devint la rédactrice en chef littéraire de 1919 à 1926, le magazine de la NAACP *The Crisis* se mit à organiser un concours littéraire régulier et à publier de nombreux auteurs de la Renaissance, tels que Countee Cullen, Langston Hughes, Zora Neale Hurston, Jean Toomer et Claude McKay. Son homologue

de la National Urban League, *Opportunity*, en fit autant en publiant des auteurs africains-américains en vogue, comme la poétesse Gwendolyn Bennett, tout en continuant de couvrir les problèmes économiques et sociaux de la communauté noire au Nord comme au Sud, ou encore l'émeute raciale de Tulsa (Oklahoma) les 31 mai et 1^{er} juin 1921 qui causa la mort de plus de 200 personnes et détruisit la quasi-totalité des habitations des Africains-Américains de la ville⁷⁵.

Mais, si ces écrivains étaient publiés dans les magazines pour Noirs de l'époque, leur bonne fortune et celle des artistes noirs tenaient en grande partie à leur popularité auprès d'une élite blanche éclairée. Nombre d'entre eux avaient commencé leur carrière dès les années 1910 mais n'accédèrent à la notoriété qu'au cours de la décennie suivante lorsque l'engouement d'une frange de la population blanche leur fournit les moyens financiers de se consacrer à leur art. Cette situation n'était pas sans susciter des débats et des états d'âme chez ces hommes et ces femmes. Certains, comme l'auteur métis Jean Toomer, s'en accommodèrent en jouissant au maximum des privilèges qui leur étaient enfin accordés. D'autres, au contraire, résolurent la contradiction apparente entre leur indépendance proclamée et leur dépendance économique en refusant de faire le moindre compromis dans leur création artistique, voire en la radicalisant. Ainsi Langston Hughes, acclamé pour son premier recueil *The Weary Blues* paru en 1926, publia la même année dans le magazine *The Nation* un texte intitulé « The Negro Artist and the Racial Mountain » qui devint immédiatement un manifeste du mouvement artistique noir. « Nous, jeunes artistes noirs qui créons aujourd'hui, avons l'intention d'exprimer nos identités à la peau foncée sans peur ni honte, y expliquait-il. Si les Blancs apprécient, tant mieux. S'ils n'apprécient pas, peu importe. Nous savons que nous sommes beaux. Et laids aussi⁷⁶. »

La même année, un collectif de jeunes auteurs, dont Hughes, Zora Neale Hurston et Gwendolyn Bennett, lança le magazine *Fire !!* pour renouer avec une création plus radicale, notamment en abordant des thèmes très controversés comme la prostitution et l'homosexualité. *Fire !!* s'attira les foudres d'auteurs noirs, comme Du Bois, de l'écrivain William Pickens ou des rédacteurs d'*Opportunity*, qui y virent l'apologie gratuite de la vulgarité et une action contre-productrice pour l'objectif d'élévation de la race, le magazine alimentant les stéréotypes négatifs sur la débauche des Noirs. Boudé par le public

blanc auquel il ne s'adressait précisément pas et très critiqué par de nombreux Noirs, *Fire !!* publia un seul et unique numéro. Son échec est révélateur *a contrario* de la position finalement assez modérée de nombreux artistes de la Renaissance.

De fait, malgré la radicalité de certaines de leurs œuvres, ces artistes revendiquaient davantage un statut égal dans une société américaine pluraliste que le développement autonome de la communauté noire que les nationalistes appelaient de leurs vœux. Ils fréquentaient d'ailleurs volontiers l'avant-garde blanche éclairée qui osait prendre le métro pour franchir la *color line* et se rendre à Harlem. Certes des voix s'élevaient, comme celle de Langston Hughes, pour dénoncer l'invasion blanche des clubs de jazz et de blues de Harlem les week-ends, mais beaucoup appréciaient l'apport financier et la reconnaissance associée à la présence des Blancs. Cette dépendance à l'égard des Blancs explique pourquoi la Renaissance de Harlem fut finalement de courte durée et eut un impact limité. Le krach de la Bourse de Wall Street en octobre 1929, qui précipita la Grande Dépression, contraignit un nombre élevé de Blancs qui avaient fréquenté les clubs de Harlem à réduire leurs dépenses culturelles, même si le Cotton Club continua d'être un lieu prisé de la vie new-yorkaise. Mais, surtout, la crise créa de graves difficultés financières pour le milieu de l'édition et força de nombreuses maisons à mettre fin à leurs activités. Privés de la manne financière qu'avait représenté l'intérêt littéraire des Blancs pour la création noire, les écrivains et artistes africains-américains plongèrent avec le reste de la communauté noire dans la pire période économique depuis la fin de la guerre de Sécession. Très vite, il ne resta de la Renaissance de Harlem que les œuvres publiées et les souvenirs d'une période faste. Même sur le plan de l'histoire littéraire, la Renaissance de Harlem ne donna pas véritablement naissance à un nouveau style ou à un nouveau canon. Ce manque d'audace et la dépendance à l'égard des Blancs lui furent d'ailleurs reprochés deux générations plus tard par les écrivains du *Black Arts Movement* inspirés par le *Black Power*.

Analysé à l'aune des avancées sociales et politiques réalisées par la communauté noire dans les années 1920 qui restèrent très faibles, l'impact de la Renaissance de Harlem fut donc limité. Les écrivains et artistes associés à ce mouvement parvinrent à voir leur création reconnue pour ses propres mérites mais l'engouement des Blancs tenait pour partie à la recherche d'un exotisme peu flatteur : notable

dans la littérature, cette quête de l'exotique était palpable dans les clubs où les danseuses en particulier, telle Josephine Baker, confortaient l'image du Noir comme être impulsif et primitif, proche d'une nature africaine fantasmée. Représentant une amélioration par rapport aux stéréotypes du violeur et de l'idiot qui prévalaient jusqu'à la Première Guerre mondiale, la description des Noirs comme des semi-sauvages à la fois sympatiques et exotiques n'en restait pas moins très dévalorisante. Toutefois, voir la Renaissance noire des années 1920 uniquement par le prisme du cercle étroit de ses élites culturelles new-yorkaises est réducteur. Cette vision limitée renvoie à une conception trop restreinte de la culture et ne rend pas compte de l'incroyable dynamisme culturel qui surgit dans les rues des villes du Nord pendant cette période⁷⁷.

Chicago : le capitalisme noir de la « *Black Metropolis* »

La Renaissance était en effet loin de se limiter à Harlem. Non seulement les écrivains qui l'animaient étaient originaires d'autres villes qu'ils continuaient de fréquenter, comme Philadelphie ou Washington, et n'hésitaient pas à s'aventurer en Europe, à l'instar du poète Claude McKay, mais une autre version de la Renaissance se développa au même moment à Chicago. Une version moins élitiste, moins intellectuelle et, à bien des égards, plus proche des priorités de la vaste majorité des Noirs américains. Cette version plus prosaïque de la Renaissance, ancrée dans la culture de la consommation, ne pouvait trouver meilleure incarnation que Chicago. La ville des abattoirs était en effet connue pour son mercantilisme et pour le pragmatisme de ses habitants, loin de l'élite intellectuelle de la côte Est. Les travaux des sociologues de l'école de Chicago, de Robert Park à Ernest Burgess, ont confirmé cette image d'un centre urbain dur et peu raffiné. L'étude de la Commission de Chicago sur les relations raciales qui analysa les causes de l'émeute de 1919 renforce cette impression en détaillant le quotidien des dizaines de personnes interrogées sur leurs conditions de vie⁷⁸.

Loin de la production littéraire des auteurs en vue de Harlem et des clubs de jazz fréquentés par la société huppée blanche de New York, les habitants noirs de Chicago divisaient leurs journées entre leurs

longues heures de travail dans l'une des industries de la ville (abattoirs, aciéries ou compagnies des wagons-lits Pullman principalement), l'un des établissements détenus par des Noirs (magasins, petites entreprises ou salles de spectacle) ou, en tant que domestiques ou employées, dans une blanchisserie, et leurs activités de consommation et de divertissement. Si les conditions de travail étaient très éprouvantes dans la chaleur des hauts-fourneaux ou la puanteur des abattoirs, la vie à Chicago dans les années 1920 ne manquait pas d'attractions.

Très différente de l'image moderne des ghettos noirs, la « *Black Metropolis* » – expression utilisée par les chercheurs St. Clair Drake et Horace Cayton dans leur livre éponyme pour décrire la *Black Belt* – surprenait et attirait par le dynamisme de ses activités et la vie trépidante qu'on voyait jour et nuit dans ses rues. Arrivée à Chicago dans les années 1920, la chanteuse de gospel Mahalia Jackson témoigne de façon éloquente de l'atmosphère qui régnait dans la ville : « Lorsque je le découvris pour la première fois, à ma descente du train en provenance de La Nouvelle-Orléans, le South Side était une ville noire. Il y avait des policiers, des pompiers et des enseignants noirs. Il y avait des médecins, des avocats et des conseillers municipaux noirs. [...] Le pays jouissait encore de la prospérité des années 1920 et, à Chicago, le monde noir battait son plein. Jamais auparavant des Noirs n'avaient vécu aussi bien et n'avaient eu autant d'argent à dépenser. Je n'oublierai jamais ma joie à les voir remonter Southern Parkway et Michigan Boulevard à bord de grosses berlines rutilantes et se promener le soir, rire, parler et s'apostropher dans la bonne humeur⁷⁹. »

Les entreprises se multiplièrent dans le quartier et prospérèrent grâce au flux constant de migrants venant s'installer dans le South Side. Dans cette période de fort développement économique, les migrants trouvaient généralement du travail et disposaient ainsi d'un revenu alimentant l'économie noire du quartier⁸⁰. Ces pratiques ne relevaient pas seulement d'une logique pragmatique dictée par la proximité entre les lieux de résidence et de consommation. Les années 1920 virent en effet triompher l'idée de capitalisme noir jadis défendue par les seuls tenants de la philosophie économique de Booker T. Washington et de la National Negro Business League. Désormais, des nationalistes garveyites aux « *New Negroes* » aux penchants socialistes, en passant par les masses des habitants des

quartiers noirs des grandes villes du Nord sans affiliation idéologique particulière, tous partageaient la même conviction que l'économie noire devait être le ciment de la communauté⁸¹.

Particulièrement saisissant à cet égard fut le succès des compagnies d'assurances détenues par des Africains-Américains : en mettant en évidence les pratiques discriminatoires des compagnies « blanches », ces entreprises conquièrent une part considérable du marché. Sept compagnies d'assurances virent ainsi le jour à Chicago entre 1919 et 1928. La Liberty Life Insurance Company, première compagnie d'assurances détenue et gérée par des Africains-Américains, créée en 1919 à partir d'un capital de 100 000 dollars, parvint en l'espace de quelques années à souscrire des polices pour un montant supérieur à 5 millions de dollars. En 1925, la compagnie possédait des bureaux dans le Michigan, le Kentucky, le Missouri, et à Washington D.C.⁸². Parfaite incarnation de l'idéologie de l'*uplift* toujours en vogue dans les élites de la *Black Metropolis*, la Liberty Life, de même que la Victory Life Insurance Company, sa principale concurrente, incitaient leurs souscripteurs noirs à mener une vie de prévoyance et d'épargne⁸³.

Mais toutes les entreprises commerciales florissantes de la *Black Belt*, ou de « Bronzeville », surnom donné avec fierté à l'enclave noire de Chicago, n'étaient pas de nature à rassurer les tenants de l'*uplift* moral comme voie d'accès à l'égalité. Deux autres types d'établissements commerciaux en particulier offraient un modèle très différent de l'élévation personnelle aux habitants noirs de la ville : les établissements de loterie et de paris clandestins et les salons de beauté⁸⁴. Attirant tous deux une clientèle ouvrière, ils offraient chacun à leur manière une voie vers le respect de soi et la conscience raciale ancrée dans des pratiques de consommation culturelle, qui vint compléter le message politique de Garvey et défier les élites traditionnelles de la communauté noire.

Interdit par la loi, le jeu devint une activité clandestine très prisée pendant les années de la Prohibition. Le père de ce monde des paris et loteries clandestins était John « Mushmouth » Johnson : portier dans un établissement de jeu « blanc » de la ville, il décida un jour, à la fin du XIX^e siècle, d'investir ses modestes gains dans l'ouverture de son propre saloon-salle de jeu dans le South Side. Le succès fut immédiat et marqua le début de sa fortune. Le secret de sa réussite ? Johnson proposait des paris élevés pour gros joueurs fortunés mais son établissement accueillait aussi avec respect la masse de petits parieurs

désireux de risquer quelques centimes pour avoir enfin le sentiment d'« être quelqu'un »⁸⁵. Ce sentiment de respectabilité offert à des gens qui n'en ressentaient aucun en dehors de cette activité culturelle réprouvée des élites locales noires comme blanches se révéla déterminant pour créer une clientèle fidèle à Johnson. Ce dernier accumula une fortune colossale qu'il investit dans l'achat d'immeubles dans la *Black Belt*, devenant ainsi l'un des magnats de l'immobilier de la ville. Johnson était le plus connu mais il n'était pas seul à avoir perçu l'ampleur des possibilités qu'offrait l'arrivée d'un flux ininterrompu de migrants du Sud. Occupant des emplois exténuants et vivant pour la plupart dans les logements dégradés, ces derniers avaient tendance à passer beaucoup de temps en dehors de chez eux et à chercher une échappatoire à leurs difficultés. D'autres grands noms du jeu, comme Robert Motts, ouvrirent aussi des salles de paris et de loteries clandestins, firent fortune et investirent leurs gains dans des théâtres et clubs de jazz. Jesse Binga, fondateur en 1912 d'une banque en plein cœur du Stroll qui finança la création des nombreuses entreprises, théâtres et clubs de cette artère, était un autre exemple. Principale fortune du Chicago noir de cette époque, Binga devait en effet son empire immobilier à sa femme, sœur de Mushmouth Johnson, qui avait réinvesti dans les affaires de son mari la fortune qu'elle avait héritée à la mort de son frère.

De vaste ampleur, l'imbrication du jeu dans l'économie florissante du Stroll à l'époque de la Grande Migration était surtout visible dans le réseau de points de vente des billets de loterie clandestine qui émaillait le quartier : à tous les coins de rue et souvent même à plusieurs endroits dans le même bloc, des petits magasins, épiceries, restaurants, assureurs, entrepreneurs en tout genre garantissaient leur survie financière en vendant des billets de loterie, offrant pour un coût modique le rêve d'une vie meilleure. Les salons de beauté occupaient une place particulièrement importante dans ce réseau car ils s'adressaient en particulier aux femmes, qui ne fréquentaient pas les tripots. Ils offraient à leurs clientes une autre forme de respectabilité, elle aussi radicalement différente de celle prônée par les élites noires et blanches locales⁸⁶.

Depuis la fin du XIX^e siècle, les femmes noires américaines étaient assaillies de publicités les incitant à utiliser toute une gamme de produits – pour lisser leurs cheveux ou blanchir leur peau – censés faciliter leur acceptation sociale. Importants vecteurs du darwinisme

social fondé sur le fort racisme culturel en vogue à l'époque, ces publicités et ces produits incitaient les femmes noires à se dénigrer et à adopter sans rechigner les canons de beauté blancs. Dans le double contexte de la popularité grandissante des discours sur la fierté raciale depuis les années 1910 et de l'intensification de la publicité dans les années 1920, le corps des femmes noires devint un terrain de lutte culturelle pour la conquête d'une esthétique propre, qui préfigurait le mouvement « *Black is beautiful* » des années 1960.

Contre les élites noires installées qui incitaient les migrantes récentes à se conformer aux normes de comportement et d'esthétique reconnues comme « respectables », les femmes africaines-américaines de la classe ouvrière inventèrent leur propre conception de la beauté. En créant des espaces commerciaux spécifiquement dédiés à cette forme d'affirmation de soi, elles conquièrent une place légitime à la fois dans l'espace public et dans les débats sur ce qu'incarnait le « *New Negro* ». Grâce à leur intervention, le « *New Negro* » n'était plus nécessairement une figure masculine. L'emploi dans un salon de beauté fournissait non seulement le revenu recherché par les migrantes mais aussi un rôle social, en dehors du domicile conjugal, égal à celui des hommes. Cette conquête de l'indépendance économique et personnelle était encore plus flagrante chez les vendeuses itinérantes, représentantes des produits capillaires et esthétiques de la société PORO, créée fin XIX^e siècle par Annie Turnbo Malone, grande prêtresse de la beauté africaine-américaine. La plus célèbre de ses vendeuses, Madam C.J. Walker, s'inspira de son exemple pour créer son propre empire de produits de beauté pour femmes noires. Connues dans les communautés noires de l'ensemble du pays, ces deux figures de *businesswomen* africaines-américaines étaient vues comme des exemples de réussite sociale et comme des symboles de la réconciliation d'un nombre croissant de membres de l'élite noire avec leurs origines. Parfaite illustration de l'imbrication des différentes mouvances au sein de la population noire des villes du Nord, C.J. Walker avait donné de l'argent à Garvey pour fonder *Negro World*⁸⁷, tandis qu'Annie Turnbo Malone, son mentor, portait volontiers elle-même les cheveux crépus et un habit d'origine africaine⁸⁸.

Blues, base-ball et « *race movies* »

Un grand nombre des migrantes qui fréquentaient assidûment les salons de beauté, comme employées ou comme clientes, cherchaient à recréer dans l'anonymat de la métropole la chaleur de la sociabilité typique de la vie dans le Sud de la ségrégation. Ces nouvelles possibilités d'emploi et de divertissement créaient une alternative au modèle d'intégration par le travail besogneux prôné par la classe supérieure blanche comme noire. Certes un grand nombre d'Africains-Américains continuèrent de chercher et de conserver un emploi à l'usine ou comme domestiques, mais beaucoup, *a contrario*, tournèrent le dos à ce modèle d'ascension sociale pour privilégier une activité indépendante de l'Amérique blanche, source de fierté et de réconciliation avec soi-même⁸⁹. Même celles et ceux qui restèrent au service des Blancs affichèrent une attitude plus revendicatrice, exprimée soit frontalement par la syndicalisation ou le refus, par exemple, des domestiques de loger désormais chez leur employeur, soit indirectement par leurs pratiques culturelles en dehors des heures de travail⁹⁰. À tous, l'avènement d'une culture noire urbaine dynamique offrit le moyen d'exprimer leur nouvelle attitude militante, sans avoir à subir les dangers associés à l'activisme politique traditionnel.

Les chanteuses de blues offrent un autre exemple de cette fusion entre travail et loisirs et du rôle de la culture de masse dans l'invention d'une identité noire urbaine spécifique. Grand nom de la scène du blues de l'époque, Bessie Smith connut un succès retentissant dans le grand public dès le début des années 1920, attesté par la signature en 1923 d'un contrat avec Columbia Records. Mais le secret de son succès résidait dans l'enthousiasme qu'elle suscitait dans les clubs du Stroll. Ses chansons offraient un mélange expressif de thèmes traditionnels du blues du Sud, des difficultés de la vie dans les ghettos du Nord et de la revendication d'une liberté individuelle et sexuelle qui parlait directement à son public tout en collant à l'atmosphère des Années folles⁹¹.

Bessie Smith, Ma Rainey, Ethel Waters, Ida Cox, Alberta Hunter et les autres grandes voix du blues féminin de l'époque firent autant, si ce n'est plus, que les dirigeants des organisations noires et les membres de l'élite civique et économique pour forger une culture et une identité spécifiquement noires. Conséquence directe des mutations démographiques qui accompagnèrent la Grande Migration, cette identité nouvelle se cristallisa dans une multitude de lieux, des églises

aux écoles, mais assurément aussi dans les bars et les clubs de jazz après la tombée de la nuit, dans les rues mal famées des quartiers noirs. Le « *New Negro* » était parfois membre de l'UNIA et soutenait peut-être activement les actions de la NAACP ou de l'Urban League mais il est sûr qu'il sortait le soir danser et écouter du blues. De même, le succès des films d'Oscar Micheaux et des équipes de baseball de la National Negro Baseball League confirme cette tendance.

Phénomène d'ampleur nationale, la popularité du base-ball à cette époque permit aux Africains-Américains d'exprimer au grand jour leurs revendications d'égalité sans avoir à mendier leur acceptation par l'Amérique blanche. Alors que l'obsession de la pureté raciale, entretenue par des groupes racistes comme le Ku Klux Klan mais qui touchait aussi plus largement les classes dirigeantes à l'heure de la mise en place des quotas d'immigration, visait à protéger le base-ball professionnel blanc de toute « contamination » par des joueurs africains-américains, ces derniers continuèrent de s'organiser dans des équipes puis des ligues séparées⁹². À partir de 1920, année de création de la National Negro Baseball League, les habitants noirs des grandes villes du Nord s'enflammèrent pour leurs équipes locales – les American Giants (Chicago), les Hillside (Darby, en Pennsylvanie), les Kansas City Monarchs, les Detroit Stars, les New York Cuban Stars, les Brooklyn Royal Giants ou les Baltimore Black Sox – dont ils suivaient les exploits ou les déconvenues au stade ou à la radio. Ils se passionnèrent, à partir de 1924, pour le tournoi annuel des World Series africaines-américaines opposant les champions de la Negro National (Midwest) League et ceux de la Negro Eastern League⁹³. Non seulement ce sport permettait d'effacer les différences sociales le temps d'un match ou d'une conversation, comme dans la société blanche, mais il offrait l'avantage supplémentaire pour les Africains-Américains de faire émerger de nouvelles figures de référence, modèles de virilité, de force, d'excellence et de réussite, aux antipodes des représentations des Noirs dans la culture populaire *mainstream* de l'époque.

Un attrait similaire explique le succès des films d'Oscar Micheaux⁹⁴. Premier réalisateur de ce que les critiques appellent les « *race movies* », ce dernier devint une figure majeure de la scène culturelle noire urbaine des années 1920. Ses films, dont le casting était exclusivement africain-américain, abordaient volontiers les thèmes tabous du mariage mixte⁹⁵, des amours interraciales impossibles ou encore des

fausses accusations racistes proférées contre les Noirs. Les 48 films qu'il réalisa entre 1918 et 1948 présentaient ainsi, pour la première fois dans l'histoire du cinéma américain, une image réaliste de la vie des Noirs. S'adressant au petit peuple africain-américain des ghettos régulièrement insulté par les représentations cinématographiques des Noirs dans les productions hollywoodiennes, Micheaux refusa pour cette raison toute collaboration avec les studios californiens. Il monta sa propre entreprise cinématographique dans laquelle il faisait tout : rédaction du script, réalisation, montage et promotion commerciale de ses films, et devint ainsi le pionnier des réalisateurs noirs indépendants (Spike Lee ou Melvin Van Peebles prendront la relève un demi-siècle plus tard). N'hésitant pas à présenter des personnages aux prises avec les pires difficultés économiques et aspects sordides de la vie dans le ghetto (alcoolisme, prostitution, drogue), les films de Micheaux mettaient aussi en scène des héros s'élevant socialement à la force du poignet. Là réside l'ambiguïté de l'œuvre de Micheaux, lui-même ardent défenseur du modèle de Booker T. Washington d'élévation individuelle par le travail : très populaires dans les salles de cinéma des quartiers noirs des grandes villes du Nord, ses films furent aussi décriés, à l'époque, par une partie de l'élite noire qui accusa Micheaux de renforcer les stéréotypes sur la misère sociale et la délinquance du ghetto, tout en reconnaissant que ses portraits de réussite sociale pouvaient être une source d'inspiration bienvenue pour les migrants récents. Mais la peinture réaliste que les films de Micheaux offraient des conditions de vie des migrants récents dans les ghettos ainsi que la promotion de stars africaines-américaines suscitèrent chez son public un sentiment à la fois de reconnaissance, d'identification et de fierté qu'aucune critique ne pouvait faire disparaître. Pour la première fois, un cinéaste représentait la vie des Noirs du ghetto pour ce qu'elle était et, malgré les difficultés rencontrées par les personnages de ses films, offrait des raisons d'espérer dans l'avenir. Ce contraste entre l'accueil mitigé d'une partie de l'élite noire et le succès populaire de ses films montre à quel point les bouleversements démographiques et sociaux produits par la Grande Migration étaient vécus comme une menace par les classes dirigeantes noires, désormais incapables de contrôler les masses non seulement au travail mais aussi dans leurs loisirs.

Les migrants et l'élite noire

De fait, sous l'effet de la Grande Migration, les divisions sociales au sein de la communauté noire évoluèrent, menant à une redéfinition des élites. Au début du ^{xx}e siècle, l'élite noire formée d'« anciens » résidents en contact régulier avec l'élite blanche s'était opposée à l'attitude des « nouveaux » résidents de cette classe moyenne montante qui profitait économiquement et socialement du durcissement de la ségrégation. Toutefois, devant l'arrivée massive des migrants du Sud, ces deux groupes se rejoignirent pour dénoncer les mœurs rustres de ces derniers, leurs goûts vulgaires et leur propension à la paresse et à la débauche morale dans les bars et clubs du Stroll à Chicago ou de Lenox Avenue à Harlem. Dans la culture « *New Negro* » de l'après-guerre, les termes « anciens » et « nouveaux » renvoyaient moins à la date d'installation à Chicago ou à New York qu'à la place occupée par le travail et les loisirs dans la vie des uns et des autres. Contraints par le durcissement de la ségrégation résidentielle de vivre dans le quartier « noir » de leur ville, tous partageaient une position marginale dans la structure sociale. Mais de nouvelles distinctions liées aux pratiques culturelles et à la respectabilité s'établirent : pour ceux qui s'identifiaient désormais comme étant les « anciens » résidents des enclaves noires, la respectabilité des masses était liée au travail, en particulier industriel, à la retenue du comportement et à la modestie des tenues. Ces « anciens » résidents, tels les membres des clubs de femmes noires qui poursuivirent leur action dans les années 1920, voulaient réformer les mœurs des migrants. Mais, malgré tous leurs efforts, ces membres de l'élite recomposée ne parvenaient plus, comme cela avait été le cas jusqu'à la Première Guerre mondiale, à maintenir leur ascendant moral sur les classes populaires.

Les migrants, qui venaient d'un environnement où ils étaient uniquement identifiés par leur position économique de travailleurs subalternes et qui continuaient de souffrir de discriminations dans le monde ouvrier du Nord, refusaient en effet de s'identifier uniquement par leur fonction socio-économique. Pour eux, les pratiques sociales et culturelles et la consommation de masse devinrent autant de moyens de redéfinir la respectabilité. En affichant publiquement un style haut en couleur (et choquant pour les « anciens » résidents) et leur sexualité, et en revendiquant ouvertement leur citoyenneté, ces

nouveaux citoyens remettaient en question non seulement la suprématie blanche mais aussi le mouvement réformiste noir et leur identification comme travailleurs. L'utilisation de la culture comme mode d'expression de son identité et le refus d'identification totale avec son travail existaient aussi chez les jeunes Blancs, en particulier ceux qui bravaient les conventions sociales pour s'aventurer dans les quartiers noirs pour aller écouter du jazz. Mais, pour la communauté noire, cette attitude correspondait également à la revendication d'une égalité sociale et politique totale.

La perte d'influence des clubs de femmes noires est révélatrice de cette remise en question des élites traditionnelles après la Première Guerre mondiale. Toujours appréciées pour l'aide matérielle ponctuelle qu'elles apportaient aux migrantes, ces femmes de la classe supérieure ne parvenaient plus à leur transmettre aussi facilement qu'auparavant leurs valeurs et se sentaient de plus en plus marginalisées. Elles avaient essuyé un premier revers lorsque la National American Women Suffrage Association, composée de militantes blanches, s'était désolidarisée des suffragettes noires, après des années de lutte conjointe, pour réclamer le droit de vote pour les seules Américaines blanches. Les efforts inlassables des Africaines-Américaines eurent beau être récompensés quand le XIX^e amendement à la Constitution, ratifié en août 1920, accorda le droit de vote aux femmes sans considération de race, le mal était fait. Les militantes noires et les générations suivantes se souvinrent longtemps de cette trahison des féministes blanches. En outre, une fois le droit de vote conquis, les membres des clubs de femmes noires des villes du Nord (seule région où les Africaines-Américaines pouvaient exercer leur droit constitutionnel, celles vivant dans le Sud ségrégationniste en étant privées au même titre que les hommes) furent confrontées aux fortes réticences des hommes africains-américains à leur entrée dans la sphère politique au nom d'une vision traditionnelle de la famille⁹⁶. Au même moment, le développement rapide de l'Urban League, dont le programme d'action reprenait quasiment à l'identique celui des clubs de femmes, contribua à réduire encore davantage leur influence. La transformation rapide des quartiers noirs dans les années 1920 ne fit qu'accentuer cette situation. Les clubs de femmes noires poursuivirent avec difficulté leur action mais ils durent faire face à la fois à la concurrence croissante d'autres influences, le plus souvent masculines, sur les classes populaires, et au rejet des élites traditionnelles par ces

dernières⁹⁷.

Particulièrement visible à Chicago, ce double bouleversement – affirmation identitaire et remise en cause des élites noires traditionnelles – se retrouvait dans d'autres villes à forte population noire, telles Philadelphie, Detroit, Cleveland et, bien sûr, New York. Un domaine illustre la force du rejet par les couches populaires des normes comportementales et morales que l'élite tentait de leur imposer : le rapport à l'homosexualité. Outre des modes de consommation similaires à ceux des habitants de Chicago, l'une des activités les plus populaires parmi la classe ouvrière harlemite pendant les années 1920 consistait à boire et danser dans des *speakeasies* ou dans des bals *queer* fréquentés par de nombreux *drag queens* ou *kings*⁹⁸. Une telle ouverture et fluidité des orientations sexuelles n'était pas l'apanage des classes laborieuses. Un grand nombre d'écrivains et artistes de la mouvance « New Negro » étaient eux-mêmes homosexuels ou bisexuels – notamment Langston Hughes, Alain Locke, Claude McKay, le poète Countee Cullen ou le pianiste et compositeur Porter Grainger. Mais, comme l'avant-garde artistique noire de Harlem évoluait dans le monde interracial d'une élite culturelle encore très attachée à l'idée de respectabilité victorienne, ses membres homosexuels ou bisexuels préféraient souvent passer sous silence leurs préférences sexuelles. Les deux seules exceptions notables étaient l'écrivain et peintre Bruce Nugent et Bessie Smith, qui n'hésitaient ni l'un ni l'autre à afficher leur homosexualité. Publiée en 1926, la nouvelle de Nugent *Smoke, Lilies, and Jade* est considérée comme la première œuvre d'un écrivain noir à aborder ouvertement le thème de l'homosexualité et les murs de l'appartement qu'il partageait avec l'écrivain Wallace Thurman de 1926 à 1928 étaient recouverts de peintures homoérotiques⁹⁹. De son côté, Bessie Smith, star des *speakeasies* et des clubs de blues, bien que mariée, ne cachait pas qu'elle fréquentait aussi une femme et mêlait volontiers des phrases sur l'homosexualité dans ses chansons. Cet aspect de sa personnalité ne fit que renforcer son attrait auprès du public populaire.

Mais l'attitude de Nugent et de Smith, de même que celle des nombreux New-Yorkais noirs, hommes comme femmes, qui fréquentaient des lieux gays étaient sévèrement réprouvées par l'élite noire traditionnelle. Ainsi Adam Clayton Powell père, pasteur de la très puissante église Abyssinian Baptist Church de Harlem et leader local de la NAACP et de l'Urban League, s'insurgea en 1929, dans une

série de sermons, contre la « perversion sexuelle » et ce qu'il considérait comme une montée de l'homosexualité, y compris dans les rangs des ministres du culte. Directement lié, selon lui, à la nouvelle culture urbaine, ce fléau nuisait à la réputation et à l'influence politique des Africains-Américains alors même que la Grande Migration avait créé les conditions, en accroissant le nombre de Noirs vivant dans le Nord où ils jouissaient du droit de vote, de l'émergence d'un « vote noir » influent¹⁰⁰.

Plus largement, la réaction d'Adam Clayton Powell illustre l'inconfort de nombreux dirigeants religieux face à l'évolution des mœurs et des normes sociales. Ces transformations touchèrent du reste la vie religieuse. En arrivant si massivement dans les villes du Nord, les migrants noirs du Sud modifièrent en effet en profondeur le paysage religieux de leur ville d'accueil¹⁰¹. Devant cet afflux de milliers de personnes, les Églises noires établies durent s'adapter. Alors que la foule qui se pressait désormais à leurs offices força certaines églises à célébrer deux messes successives le dimanche, de nombreux pasteurs lancèrent des plans d'expansion et de construction pour augmenter leur capacité d'accueil. À Chicago, par exemple, le développement de l'Olivet Baptist Church avait été spectaculaire : accueillant quelque 600 fidèles en 1903, elle en comptait près de 9 000 en 1921. Véritable centre de la vie sociale du South Side, cette église devint l'endroit où le Tout-Chicago noir se pressait le dimanche matin. Certains migrants étaient fiers de prier dans des églises aussi grandes et prestigieuses, mais d'autres regrettaient ouvertement l'intimité des offices dans les églises du Sud. À Chicago, New York, Detroit ou Philadelphie, s'exprimaient les mêmes difficultés à se sentir à l'aise dans ces vastes congrégations qui regroupaient des milliers de fidèles. Certaines églises, telle l'Abyssinian Baptist Church à New York, tentèrent de faciliter la vie des migrants en développant l'éventail de leurs services sociaux : bureau de placement, garderie d'enfants, cours pour adultes, événements sportifs et divers programmes destinés aux jeunes¹⁰². Mais l'aversion des migrants pour les grandes Églises noires, baptistes ou méthodistes, était parfois réciproque : les congrégations établies, qui avaient été des bastions de la respectabilité noire depuis la fin du XIX^e, voyaient souvent d'un mauvais œil l'arrivée de ces milliers de migrants habitués à se conformer à ce que les pasteurs des grandes églises du Nord considéraient comme des standards intellectuels et moraux inférieurs,

typiques des petites Églises rurales du Sud.

Cet accueil mitigé et l'attachement de beaucoup à des formes plus spontanées et émotionnelles de pratique religieuse poussèrent les migrants à se tourner vers d'autres Églises ou à en fonder de nouvelles. La prolifération des « *storefront churches* », églises de fortune qui virent le jour dans un petit local abandonné, dans une devanture de magasin ou une arrière-boutique, illustre la diversification du paysage religieux urbain qui accompagna la Grande Migration. Parfois animées par des femmes dont certaines devinrent ainsi pasteurs, ces petites Églises non traditionnelles représentaient tout l'éventail de la foi chrétienne : pentecôtiste, évangélique, holistique, mais aussi parfois baptiste et méthodiste. Elles contribuèrent à enrichir la palette très variée de choix religieux offerte aux migrants : outre les églises baptistes, méthodistes et pentecôtistes qu'ils fréquentaient dans le Sud, les migrants découvrirent dans leur nouvel environnement urbain des juifs, des musulmans, des catholiques et des spiritualistes noirs (personnes croyant que les vivants peuvent communiquer avec les morts). Certains se laissèrent attirer par les figures religieuses charismatiques noires, tels Daddy Grace (de son vrai nom Marcelino Manuel da Graca), fondateur d'une Église appelée Universal House of Prayer for All People, ou Father Divine (de son vrai nom George Baker), qui commença à cette époque son œuvre prédicatrice. Pour leurs disciples, les leaders de ces groupes avaient le pouvoir divin de guérir leurs problèmes, dans ce monde et dans l'au-delà¹⁰³.

Cette diversification de l'expérience religieuse participa au renouvellement des élites traditionnelles : aux pasteurs des grandes églises noires, aux chefs d'entreprise africains-américains et aux dirigeants des organisations noires caritatives ou de défense des droits civiques s'ajoutaient désormais une multitude d'autres figures – petits leaders religieux, artistes, sportifs de haut niveau ou stars de cinéma – souvent moins connues sur le plan national et même régional, mais tout aussi influentes auprès des Noirs peu fortunés des villes du Nord. Les classes supérieures conservaient leur notoriété dans la population noire et incarnaient toujours un certain modèle de reconnaissance sociale. Mais, avec l'émergence du « New Negro », ces nouvelles figures de référence offraient aux Africains-Américains plus défavorisés une image différente de la respectabilité et du succès, source de fierté sans compromis avec l'Amérique blanche. À partir de cette période, la mobilisation des Noirs put emprunter plus

visiblement que par le passé des voies variées, qui exprimaient une aspiration commune à l'égalité totale et à la justice raciale.

La mobilisation politique de cette période en est la parfaite illustration. En venant vivre dans le Nord, les Noirs avaient plus de chances de trouver un emploi que dans le Sud mais ils bénéficiaient aussi du droit de vote. Encore peu nombreux par rapport au nombre total d'habitants de villes comme New York ou Chicago, les Africains-Américains se mirent toutefois à jouer un rôle électoral non négligeable du fait de la ségrégation résidentielle qui accroissait leur poids électoral dans certaines circonscriptions. La *Black Belt* de Chicago comptant suffisamment d'habitants pour avoir son propre élu à la Chambre des représentants, Oscar De Priest, représentant l'Illinois, devint en 1928, le premier élu africain-américain d'un État du Nord au Congrès¹⁰⁴. Son élection marqua le retour des Noirs au Congrès vingt-sept ans après le départ de George Henry White. Malgré la satisfaction ressentie par beaucoup devant cette élection et ce retour dans l'arène politique de Washington, les Noirs du Nord, y compris à Chicago, connaissaient pertinemment les limites de cette victoire : à l'échelle municipale ou au niveau des États fédérés, leurs élus peinaient à se faire entendre. De plus, leur nombre croissant ne se traduisait pas directement par une transformation des politiques publiques ou par une amélioration flagrante des conditions de vie dans les quartiers noirs défavorisés¹⁰⁵. De même, au Congrès, Oscar De Priest fut confronté au racisme d'un grand nombre de ses homologues, en particulier les élus du Sud. Malgré une action législative conséquente pour lutter contre les discriminations raciales, notamment au sein de la Commission de la Chambre des représentants chargée des Affaires amérindiennes, De Priest ne put transformer la politique de l'administration républicaine ni même, plus modestement, mettre un terme à la discrimination pratiquée dans l'enceinte même du restaurant de la Chambre des représentants qui refusait de le servir¹⁰⁶.

L'isolement de De Priest et le nombre encore réduit d'élus noirs dans les villes, les comtés et les États fédérés empêchèrent les Noirs d'en retirer des gains concrets : considérant le vote noir comme acquis, les républicains dans le Nord ne voyaient pas l'intérêt de faire des gestes dans le sens de l'égalité raciale, tandis que les démocrates du Sud continuaient de tenir les rênes des principales commissions au sein du Congrès et de régner en maîtres sur la politique dans les anciens États

confédérés. Seules les premières défections d'électeurs noirs en faveur de candidats démocrates locaux dans le Nord parvinrent à accroître le pouvoir des Africains-Américains à l'échelon municipal et à leur donner une voix au niveau national en signifiant que leur vote n'était acquis à personne. La campagne présidentielle de 1928 marqua la première tentative par l'un des deux partis de se gagner le vote noir : premier catholique investi pour la présidentielle, le candidat démocrate Albert Smith, gouverneur de New York, contacta James Weldon Johnson et Walter White de la NAACP pour les convaincre que le Parti démocrate avait changé. Les républicains répliquèrent en rappelant le bilan négatif des démocrates en matière de droits des Africains-Américains. Finalement, Smith n'attira que peu d'électeurs noirs mais son score fut nettement supérieur à celui de tous les autres candidats démocrates à la présidence avant lui : ainsi, à Chicago, le Parti démocrate recueillit 11 % du vote noir en 1920, 10 % en 1924 et 27 % en 1928, un résultat d'autant plus considérable que la population noire de la ville avait beaucoup augmenté durant cette période¹⁰⁷.

Ces premières tentatives pour peser dans la balance politique, annonçant le réalignement politique des Noirs en faveur du Parti démocrate qui s'opérera dans la décennie suivante sous la présidence de Franklin Delano Roosevelt, furent largement vouées à l'échec. Conscients des limites de leur influence, les habitants noirs des grandes villes prirent à maintes reprises leur destin en main en tentant d'imposer le respect par la force, à défaut de pouvoir faire valoir leurs droits de citoyens. Une question en particulier mobilisait largement la population : sa vulnérabilité face aux attaques violentes et au harcèlement policier¹⁰⁸.

La culture de l'autodéfense

Depuis la fin du XIX^e siècle, les New-Yorkais noirs avaient développé une culture de l'autodéfense en réaction aux violentes altercations de rue qui les opposaient aux Blancs¹⁰⁹. Le développement de la population noire de Manhattan avait en effet provoqué d'innombrables tensions et bagarres avec les habitants blancs de San Juan Hill, du Tenderloin et de Harlem, prêts à tout pour « récupérer » leur territoire. Face à des Blancs armés et bénéficiant du soutien de la

police, les Noirs tentaient d'échapper à la violence en se protégeant du mieux qu'ils pouvaient, ou de repousser, souvent avec des armes de fortune, les assauts qu'ils subissaient. Mobilisant au premier chef les Noirs de la classe ouvrière, ces combats touchaient l'ensemble de la communauté. Depuis sa création en 1883, le quotidien *New York Age* s'était ainsi fait une spécialité de dénoncer les violences policières, et, à ses côtés, l'élite noire locale relayait ces critiques en tentant de faire pression sur les autorités municipales pour qu'elles assurent la protection des Africains-Américains de la ville.

Mais cette unité de la communauté noire face à la question de la violence ne résista pas à la radicalisation de la classe ouvrière après la Première Guerre mondiale. La recrudescence des tensions et des affrontements interraciaux, liée au retour des soldats noirs et à l'arrivée toujours plus massive de migrants du Sud, devint l'occasion d'une remise en cause des élites traditionnelles par la classe ouvrière noire. Devant leur impuissance à se faire entendre, les élites, toujours soucieuses d'intégration et d'acceptation sociale, modifièrent leur analyse et adoptèrent un ton plus conciliant vis-à-vis des autorités et, plus particulièrement, de la police. La position du *New York Age* est typique de cette évolution : racheté au début du ^{xx}e siècle par le célèbre journaliste noir Timothy Thomas Fortune, tenant des thèses de Booker T. Washington, le journal évolua vers une attitude plus conservatrice, prônant l'*uplift* collectif et individuel par le respect de la loi et la moralité. Reproduisant volontiers l'interprétation des affrontements fournie par la police qui soulignait systématiquement la présence d'armes sur les Africains-Américains arrêtés, il se mit à s'inquiéter de la violence de certains membres de la classe ouvrière noire, susceptible de faire dérailler le projet intégrationniste. Relayant les prises de position publiques de l'élite noire, le journal, tout en continuant de dénoncer les cas avérés d'abus policiers, appela régulièrement dans ses colonnes au respect de la loi, au maintien de l'ordre et à la protection par la police des citoyens noirs « respectables ». Il participa ainsi de la criminalisation du nombre croissant de Noirs armés pris dans les émeutes raciales ou les altercations avec la police.

De fait, dans l'atmosphère de militantisme accru de l'ère « New Negro », les Noirs des classes déshéritées, excédés par les actes racistes et la violence qu'ils subissaient presque quotidiennement, n'hésitaient plus à s'armer et à répliquer. Ce faisant, ils couraient le risque d'être

arrêtés et d'avoir un casier judiciaire, deux faits qui légitimaient *a posteriori* l'action de la police. Dans ce contexte, l'élite noire locale adopta la stratégie du « légalisme », acceptant publiquement la légitimité du système judiciaire à discipliner les criminels, qu'ils soient civils ou policiers (dans les cas de violences policières prouvées), soulignant que la grande majorité des Noirs étaient des citoyens respectueux de la loi mais réclamant aussi son application égale pour tous¹¹⁰. Ce dernier élément témoignait certes de la volonté de l'élite d'obtenir l'égalité des droits, mais l'attitude conciliatrice d'une large partie de la classe moyenne et supérieure noire, telle qu'exprimée par la voix du *New York Age*, excéda une partie de la classe ouvrière africaine-américaine et accéléra la remise en question globale des élites à l'œuvre depuis la Première Guerre mondiale.

Pour représenter les intérêts des Noirs prêts à défendre leur honneur les armes au poing, un nouveau journal avait vu le jour en 1909 : le *New York Amsterdam News*. Sous la plume de son rédacteur en chef, William Kelley, le journal se spécialisa dans la couverture des événements locaux affectant la communauté noire de New York et fit une bonne place aux récits de brutalités policières. Donnant la parole aux habitants, et non plus seulement aux membres de l'élite religieuse, économique, sociale ou politique locale, le journal redéfinit le discours sur la violence policière comme étant un problème dont la cause était, non pas les Noirs, mais la police. La résistance individuelle et collective des Africains-Américains contre les agressions, et l'activisme éditorial du *New York Amsterdam News* et des autres publications « *New Negro* » tout au long des années 1920, permirent de présenter les affrontements entre les Noirs et la police à Harlem comme des actes d'autodéfense, et non comme des actes criminels.

Ce changement d'état d'esprit culmina avec l'émeute qui secoua Harlem en 1928. Alors que le départ des Blancs vers d'autres quartiers avait légèrement apaisé les tensions, les incidents du 22 juillet 1928 rompirent le calme apparent. En début de soirée de cette journée de forte chaleur, un officier de police gifla une femme africaine-américaine du quartier qui lui reprochait vivement, ainsi qu'à ses trois coéquipiers, d'avoir frappé sans raison un homme noir. En l'espace de quelques minutes, une foule de 3 000 personnes, hommes et femmes de tous âges, se retrouva à combattre quelque 150 policiers dépêchés d'urgence sur place. L'émeute dura une heure avant que le calme ne fût rétabli par l'arrivée d'un camion de pompiers et d'un escadron

équipé de mitrailleuses. Revenant sur les faits devant le déferlement de critiques contre la communauté noire de Harlem, accusée dans la presse *mainstream* d'être un vivier de criminels, de vauriens et de hors-la-loi, le *New York Amsterdam News* titrait : « Trois mille personnes ne peuvent pas avoir tort ». Et le journal de souligner l'incroyable mobilisation collective des habitants contre l'arbitraire et l'illégalité des pratiques policières¹¹¹. Pendant ce temps, le *New York Age* tentait de son mieux de contrecarrer l'image négative donnée par les événements à toute la communauté noire en soulignant les activités criminelles de l'homme noir à l'origine de la confrontation¹¹². Si les efforts du journal apaisèrent sans doute les relations avec la communauté blanche new-yorkaise, ils ne parvinrent pas à rétablir sa légitimité, ni celle de l'ancienne élite intégrationniste, auprès de la masse de la population. La question des brutalités policières et du droit à l'autodéfense était désormais installée au cœur des préoccupations de la classe ouvrière urbaine noire et elle devint, pour les décennies suivantes, un test d'authenticité pour quiconque entendait représenter les intérêts de la population africaine-américaine.

La pratique de l'autodéfense dans les villes du Nord faisait écho à celle des Noirs du Sud, contraints d'assurer leur survie et leur défense contre les actes de violence perpétrés par les suprémacistes blancs. Pouvant paraître dérisoires au vu du déséquilibre des forces en présence, les gestes de résistance d'un père défendant fusil au poing sa maison et sa famille contre les intimidations du Ku Klux Klan permettaient à celui qui les accomplissait de sauver son honneur et d'affirmer son humanité. À ce titre, il existe une filiation entre l'autodéfense pratiquée dans le Nord et dans le Sud. Les contextes étaient bien entendu différents, la violence du Nord n'étant que le timide reflet des horreurs du Sud, mais cette expérience commune de l'arbitraire policier et de la violence rapprocha les deux groupes d'Africains-Américains, déjà unis par des liens de parenté et d'amitié. De plus en plus, avec la Grande Migration, le « problème noir », comme on le nommait à l'époque, était en passe de devenir un problème national. Mais ce rapprochement des expériences n'était pas seulement négatif, pas plus qu'il ne se limitait aux apports culturels et sociaux des migrants du Sud dans le Nord.

L'égalité par la consommation

L'industrialisation du pays et son entrée dans l'ère de la consommation de masse dans les années 1920 vinrent menacer le mode de vie du Sud fondé sur la ségrégation et un attachement nostalgique à son passé agraire. Alors que le Sud poursuivait sa reconversion économique fondée sur la diversification de ses activités, l'industrialisation et le développement de son réseau ferré, son intégration dans l'économie nationale ne se limita pas à la mise sur le marché de nouveaux produits, fleurons du Nouveau Sud, comme le Coca-Cola produit à Atlanta. La commercialisation de nouveaux produits standardisés et le développement de la publicité, de la radio et de la presse écrite créèrent une culture nationale qui bouscula l'ordre racial imposé dans tout le Sud depuis la fin du XIX^e siècle et fournit l'occasion d'une mobilisation des Noirs pour l'égalité sous les atours de la consommation. En effet, la multiplication des échanges de produits et de personnes grâce aux chemins de fer et aux débuts de l'automobile facilitait à la fois le départ vers le Nord de nouveaux migrants et l'arrivée d'influences et de pratiques étrangères aux traditions du Sud.

Dans ce contexte, la petite bourgeoisie noire qui s'était développée à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle prospéra et devint de plus en plus visible. Il n'était pas rare au cours des années 1920 de voir dans les rues de Memphis ou d'Atlanta par exemple des Noirs arborer dans les rues les signes extérieurs de leur réussite sociale, par leurs vêtements d'une élégance ostensible ou au volant de leurs grosses voitures. Et le phénomène ne touchait pas que l'élite. Plus globalement, la classe moyenne noire devint de plus en plus ouvertement une classe de consommateurs¹¹³. Pour les Blancs du Sud, le symbole le plus choquant de ce phénomène était l'Africain-Américain ou l'Africaine-Américaine bien habillé(e) voyageant en train en première classe et qui, par sa présence même dans ce wagon, remettait en cause les présumés racistes sur son infériorité biologique. Version plus modeste de ce même phénomène, les femmes de la classe moyenne africaine-américaine, elles aussi élégamment vêtues et parlant le langage châtié qui seyait à leur niveau

d'éducation, qui prenaient le tramway ou l'autobus et refusaient de laisser systématiquement leur place à un Blanc pour voyager debout, comme les ordonnances municipales ou les lois des États du Sud les y obligeaient.

La capacité d'un nombre croissant d'Africains-Américains à se conformer au modèle de réussite sociale de l'Amérique blanche – succès matériel, niveau d'éducation, respect des normes de comportement de l'élite – remettait en cause le système « Jim Crow » en démontrant par leur existence même et leur comportement l'inanité des discours sur l'inégalité des races. Le développement de la culture de la consommation sapait encore davantage les fondements du système en s'attaquant à la géographie même de la ségrégation : la séparation des lieux. Des trains aux stations-service en passant par les grands magasins, les restaurants, les cinémas et les *general stores* (« épicerie générale »), nombreux étaient les lieux où se mêlaient consommateurs et clients noirs et blancs. Certes les lois ségrégationnistes imposaient encore aux Noirs une déférence vis-à-vis des Blancs et les obligeaient à descendre du trottoir pour céder le passage à un Blanc, ou à baisser les yeux lorsqu'ils croisaient le regard d'une femme blanche, mais de plus en plus les Noirs fréquentaient les mêmes lieux de consommation que les Blancs. Certes, ils devaient encore subir des vexations et voyaient parfois le personnel refuser de les servir, mais la concurrence croissante entre magasins fit que chaque propriétaire calcula vite son intérêt et se mit à accepter les Africains-Américains, instaurant ainsi une dépendance financière qui servirait de base à la tactique du boycott dans les décennies suivantes.

La situation était moins favorable dans les zones rurales où vivait encore la majorité de la population noire du Sud¹¹⁴. Dans ces régions qui restaient dominées par l'activité agricole, l'argent était rare et les possibilités de consommation beaucoup plus limitées qu'en ville. L'épicerie générale était l'institution centrale de cette économie, un lieu où les gens pouvaient faire leurs courses à crédit. Les marchands inscrivaient la différence raciale dans leurs pratiques, discrimination et paternalisme étant leurs mots d'ordre. Ils n'hésitaient pas à faire attendre très longtemps les clients noirs pour donner la priorité aux Blancs, à leur vendre un produit de qualité inférieure à un prix plus élevé ou encore à leur rappeler leur place dans l'ordre social en plaçant bien en vue derrière leurs caisses des cartes postales-souvenir des derniers lynchages¹¹⁵. La situation commença à évoluer dans les

années 1920 sous l'effet de la mobilité croissante des Africains-Américains ruraux qui, se rendant plus facilement en ville, pouvaient y faire leurs achats si les propriétaires des *general stores* se montraient trop insultants. À nouveau, l'intérêt bien perçu de ces derniers joua en faveur d'une plus grande égalité de traitement, d'autant que les épicerie avaient aussi à subir une autre concurrence : celle des catalogues de vente par correspondance. Depuis la fin du XIX^e siècle, les catalogues des magasins Sears & Roebuck ou Montgomery Ward permettaient à leurs clients d'acheter les produits de leur choix dans l'anonymat et d'échapper ainsi aux pratiques vexatoires des épicerie locales ou des magasins des villes du Sud. Pour ne pas perdre une clientèle essentielle à leur survie financière, les différents lieux de commerce du Sud, aussi bien dans les campagnes qu'en ville, furent contraints d'évoluer et d'accepter que les Noirs expriment leur aspiration à l'égalité par leurs pratiques de consommation.

Face à cette nouvelle géographie du shopping qui multipliait les contacts et menaçait de saper les bases du mode de vie sudiste, on assista alors à la prolifération des marqueurs extérieurs de la ségrégation, la multiplication des panneaux « pour Blancs » et « pour gens de couleur »¹¹⁶. La ségrégation servait à rappeler le primat fondamental de la race sur la classe. Elle permit à la fois la diffusion de la consommation de masse, acceptée par les Blancs à condition de s'insérer dans ce cadre rigide, et la restauration, dans l'immédiat, de l'ordre racial bousculé par l'entrée du Sud dans le marché national. Cette culture de la ségrégation devint pour la région le moyen de s'intégrer dans l'Amérique moderne mais aussi de s'en distinguer, en embrassant la modernité tout en la contenant. Mais, dans ce monde changeant et devant les aspirations croissantes des Noirs à l'égalité de traitement et à la justice, exprimées aussi bien par les actes d'autodéfense, les mobilisations de fermiers et d'ouvriers que par les nouvelles pratiques de consommation, les panneaux réaffirmant la ségrégation apparaissaient tout autant comme des aveux de faiblesse que comme des expressions d'un pouvoir suprémaciste intact.

Mobilisation sur tous les fronts (1930-1945)

« Quinze millions de Noirs sont fatigués de devoir partout supporter la ségrégation.

Race la plus exploitée, leurs vies sont accablées et tristes.

Quinze millions de gens s'agitent.

Bientôt leurs voix seront entendues. »

Bonita WILLIAMS,

« Fifteen Million Negroes Speak », 1933.

Fléau national, la Grande Dépression dans laquelle les États-Unis s'enlisèrent à partir du Krach d'octobre 1929 toucha très durement les 12 millions d'Africains-Américains. Hommes et femmes, enfants et personnes âgées, tous souffrirent pendant cette période d'une sévère dégradation de leurs conditions de vie. Pour les plus de 9 millions de Noirs vivant dans le Sud, la situation devint presque intenable¹. Dans les zones rurales où la moitié de la population noire vivait du travail de la terre, l'effondrement du cours du coton provoqua une chute brutale des revenus déjà très faibles². Tandis que les ouvriers agricoles étaient licenciés en masse, les métayers et les fermiers, locataires ou propriétaires de leurs terres, ne récupéraient qu'une somme dérisoire de la vente de leur récolte. Ils s'enfoncèrent massivement dans l'endettement. La crise économique porta le coup fatal à l'économie de plantation qui avait été la base du système économique et social du Sud. Habituees à vivre avec peu dans une région largement oubliée de

la croissance économique des années 1920, les familles noires des campagnes du Sud furent réduites au dénuement le plus extrême, et à la mendicité pour rester en vie. Pour certaines, c'en était trop : elles partirent chercher en ville un sort meilleur.

Cette migration urbaine n'était pas nouvelle mais la crise économique l'accéléra. Des milliers de familles partirent s'installer à Atlanta, Savannah, Birmingham ou Jackson, dans l'espoir d'y trouver un emploi. Meilleure que dans les campagnes, la situation en ville n'était pourtant pas brillante. Dès que la Dépression se fit sentir parmi les familles aisées blanches de ces centres urbains, les domestiques furent renvoyés. Dans l'industrie, les travailleurs noirs furent les premiers à être licenciés³. Hier cantonnés dans les emplois jugés indignes de la population blanche, tels que dockers, cantonniers, balayeurs, éboueurs ou domestiques, les Noirs furent soudain chassés de leur travail, soit parce que leurs employeurs réduisaient leurs effectifs, soit parce qu'ils choisirent de donner ces emplois à des travailleurs blancs⁴. En 1931, un tiers des Noirs résidant dans les villes du Sud étaient incapables de trouver le moindre emploi ; l'année suivante, la proportion s'élevait à plus de la moitié.

Lutter pour survivre

Face à l'ampleur de la crise qui toucha progressivement l'ensemble des classes sociales, toutes races confondues, villes, comtés et États s'organisèrent pour aider la population. Traditionnellement attachés à la défense des droits des États fédérés face à l'État fédéral, les dirigeants du Sud tentèrent d'abord d'atténuer les effets les plus criants d'une crise qu'ils pensaient cyclique et de courte durée. Comme dans le reste du pays, ils encouragèrent en 1930 et 1931 l'aide bénévole privée et mirent progressivement en place des programmes temporaires d'aides publiques. Mais, dans le Sud, les Noirs étaient systématiquement défavorisés, quand ils n'étaient pas totalement exclus de l'aide sociale. Dans le Mississippi, dont la population était à moitié africaine-américaine en 1930, les Noirs n'étaient que 9 % à recevoir une aide contre 14 % des Blancs. De plus, de nombreuses organisations religieuses et caritatives refusaient de servir les Noirs à leurs soupes populaires⁵. Une fois encore, les Églises noires jouèrent un rôle crucial pour aider les familles mais elles souffraient elles aussi de difficultés financières. Dans ces conditions, 400 000 Africains-

Américains quittèrent définitivement le Sud pendant les années 1930.

Dans les villes de la côte Est ou du Midwest où ces migrants arrivèrent, la situation était également très difficile. « À aucun moment de l'histoire des Noirs depuis l'esclavage, leurs perspectives économiques et sociales n'ont paru aussi décourageantes », s'exclama T. Arnold Hill de la National Urban League⁶. Les mêmes phénomènes de licenciements massifs et de remplacement des travailleurs noirs par des Blancs y existaient aussi et vinrent aggraver une situation déjà peu favorable du fait de la discrimination pratiquée par de nombreux employeurs. À New York, les entreprises de fourniture d'électricité, gaz, téléphone et transport étaient particulièrement déterminées à limiter au maximum la présence de Noirs parmi leurs employés, avançant pour défendre leur position l'argument de la coutume et de la tradition. Ainsi, la compagnie d'électricité New York Edison Company ne comptait que 65 Africains-Américains sur 10 000 employés. Dans les autres secteurs, les employeurs se divisaient en deux groupes : ceux qui employaient des Noirs à des postes inférieurs et ceux qui n'en employaient aucun. Au début de la crise économique, même les emplois qui leur étaient traditionnellement réservés furent menacés : nombreux furent les garçons d'ascenseur à perdre leur emploi et les barbiers africains-américains à se retrouver sans clients⁷.

Les syndicats avaient leur part de responsabilité dans cet état de fait : l'American Federation of Labor (AFL) avait beau multiplier les résolutions de soutien à l'égalité de traitement lors de ses conventions nationales, dans la pratique ses recommandations n'étaient suivies d'aucun effet dans le fonctionnement des syndicats membres de la centrale⁸. À l'échelle du pays, à la fin des années 1920, seuls environ 80 000 Noirs étaient syndiqués et ils étaient concentrés dans une poignée de syndicats internationaux, tels l'International Ladies' Garment Workers (confection), l'International Longshoremen's Association (dockers), l'United Mine Workers (mineurs), le Brotherhood of Sleeping Car Porters (porteurs des wagons-lits) et quelques syndicats noirs indépendants⁹.

La situation n'était guère meilleure dans les autres villes. Si, à Harlem, le taux de chômage des Noirs variait entre 40 % et 50 % en 1932, à Philadelphie, qui comptait 220 000 habitants noirs en 1930, il était de 56 %. Chicago (235 000) et Detroit (133 000) affichaient aussi des taux de plus de 40 % de chômage pour les hommes et de 55 %

pour les femmes. À titre de comparaison, les taux de chômage des Blancs dans ces quatre villes étaient de 23 % pour les hommes et 14 % pour les femmes¹⁰. À ce problème de revenus s'ajoutait un grave problème de logement : la cherté des loyers et la dépendance des locataires envers des propriétaires abusifs refusant généralement de signer des baux mirent un grand nombre de familles à la rue. Chômage, pauvreté et problèmes de logement s'accompagnèrent vite d'une détérioration de l'état de santé de la population noire qui souffrit d'une hausse de la mortalité, du retour en force de la tuberculose et d'une malnutrition endémique.

Débordés, les organismes caritatifs privés, les organisations municipales et les services gouvernementaux des États chargés d'aider les personnes dans le besoin prirent vite conscience de la nécessité d'une intervention fédérale pour pallier le plus urgent et éviter que la situation ne dégénère en troubles sociaux généralisés. Les premiers bidonvilles, surnommés « Hoovervilles » pour dénoncer l'inaction du président républicain Herbert Hoover, avaient fait leur apparition à la périphérie de plusieurs villes, et les marches de la faim et les petites émeutes se multiplièrent à partir de 1931-1932. Convaincu de la brièveté de la crise et du caractère fondamentalement sain du système économique, Hoover se contenta initialement d'appliquer à la nation malade les remèdes habituels de l'équilibre budgétaire, de la hausse d'impôts et de l'incitation à la charité privée. Devant la persistance des problèmes, il modifia toutefois son approche et initia une politique ciblée de grands travaux. Le programme le plus célèbre, la construction du barrage Hoover sur le fleuve Colorado dans le Nevada, fournit une aide vitale aux personnes qui furent embauchées la première année du chantier, dont pas une n'était noire¹¹.

Face à cette situation, les organisations de défense des intérêts des Africains-Américains étaient largement démunies. La Fédération du New Jersey des clubs de femmes noires s'engagea immédiatement dans la distribution de nourriture, de vêtements et d'autres formes d'aide aux chômeurs, mais l'ampleur des besoins dépassait largement ses forces¹². La NUL continua à alerter les autorités sur les difficultés dramatiques rencontrées par les Noirs, en particulier en matière de chômage. Mais, devant la situation d'urgence nationale dans laquelle le pays se trouvait, elle ne trouva guère d'oreille attentive¹³. De son côté, la NAACP poursuivit son action judiciaire. L'organisation s'était fortement développée dans les années 1920 grâce, notamment, à

l'action de Daisy Lampkin, infatigable militante, également directrice du bureau exécutif de la National Association of Colored Women (NACW), qui avait misé sur le recrutement de jeunes femmes pour développer les sections locales de la NAACP¹⁴. Grâce à elle, de nombreuses étudiantes rejoignirent l'organisation, formant des sections auxiliaires de la NAACP, préfiguration de ce qui devint quelques années plus tard la branche Jeunesse de l'organisation.

Auréolée de son succès dans l'affaire *Nixon v. Herndon* de 1927, dans laquelle l'arrêt de la Cour suprême avait déclaré inconstitutionnelle une loi du Texas interdisant aux Noirs de participer aux primaires démocrates de l'État, la NAACP voulut continuer son assaut contre les bases légales de la ségrégation dans les écoles, les transports publics, la sélection des jurys populaires et le droit de vote¹⁵. La nomination par Herbert Hoover à la Cour suprême du juge John Parker de Caroline du Nord en mars 1930 fournit à la NAACP la première occasion de mettre en œuvre ce programme : peu connu lors de sa nomination, Parker suscita la colère de l'organisation interracial quand il s'avéra qu'il avait déclaré au *Greensboro Daily News* : « la participation des Noirs en politique est source de maux et de dangers pour les deux races¹⁶ ». À l'issue d'une campagne nationale de mobilisation, à laquelle participèrent aussi les 250 000 membres de la NACW, le Sénat vota par une majorité de deux voix contre la confirmation de Parker à la magistrature suprême. Pour le *Christian Science Monitor*, c'était là la « première manifestation de pouvoir noir depuis la Reconstruction¹⁷ ».

Confortée par ce succès, la NAACP adopta en mai 1932 un plan d'action visant à lancer 100 procès pour violation de l'égalité des droits des citoyens noirs dans le Sud¹⁸. Important pour l'avenir, car il s'attaquait aux fondements de l'ordre ségrégationniste, ce plan d'action était cependant d'une efficacité limitée pour améliorer les conditions de vie des Noirs dans la Dépression. De plus, alors que le pays s'enfonçait dans la crise, les finances de l'organisation étaient au plus bas, limitant considérablement sa capacité d'action. Seuls les dons d'organismes philanthropiques, en particulier le Fonds Rosenwald, créé en 1917 par Julius Rosenwald, riche homme d'affaires à la tête des magasins Sears & Roebuck, permirent à la NAACP d'éviter la faillite.

Le soutien des communistes

Malgré l'affaiblissement de la NUL et de la NAACP, de nombreux Africains-Américains se mobilisèrent pendant le mandat de Hoover pour tenter d'améliorer leur sort. Ainsi, une campagne de boycott ciblé, lancée à Chicago fin 1928, s'étendit très rapidement dans le Nord et l'Ouest. Diffusé par la presse noire, le message des organisateurs était simple : ils invitaient les Noirs à « ne pas acheter là où ils ne pouvaient pas travailler » (« *Don't spend your money where you can't work* »). De Washington D.C. à Los Angeles, les Africains-Américains, hommes et femmes, se mobilisèrent pour dénoncer les magasins et les entreprises qui refusaient d'embaucher des Noirs, ou qui, dans le contexte de la Dépression, les licenciaient pour les remplacer par des travailleurs blancs¹⁹. Alors que les deux grands partis se désintéressaient très largement du sort de la communauté noire et que les organisations de défense des droits civiques et économiques souffraient d'un manque de ressources, les Noirs trouvèrent un nouvel allié pour soutenir leurs efforts : le Parti communiste.

Pendant les années 1920, seule une infime minorité des Noirs américains, des garveyites ou des membres de la petite organisation nationaliste African Blood Brotherhood (ABB) dirigée par Cyril Briggs, avaient des relations avec le Parti communiste. En 1925, Moscou avait exigé que l'ABB soit remplacée par une autre organisation moins nationaliste, l'American Negro Labor Congress (ANLC), mais celle-ci ne réussit jamais à se développer, en partie du fait de l'opposition véhémente de la NAACP, de la NUL ou de leaders syndicaux comme A. Philip Randolph, le dirigeant du Brotherhood of Sleeping Car Porters²⁰. Non seulement les progrès du Parti communiste auprès de la communauté noire étaient faibles dans le Nord, mais le parti voyait dans le Sud des États-Unis un tel bastion du conservatisme rétrograde qu'il considérait comme impossible d'y mener la moindre action. La situation changea à la fin de la décennie. En 1928, le sixième congrès mondial de l'Internationale communiste (Komintern) annonça un changement de position. Considérant désormais la suprématie blanche comme partie intégrante de la domination capitaliste aux États-Unis, le Parti communiste américain voyait dans l'antiracisme un volet essentiel de la lutte contre le capitalisme. Il fit de l'« égalité des droits » son slogan principal, appelant à la déségrégation dans le Nord

et l'Ouest et à l'égalité raciale totale dans l'ensemble du pays²¹.

Portant un message d'interracialisme et d'unité des travailleurs blancs et noirs, le secrétaire du Parti communiste, Earl Browder, exigea que l'encouragement à la mobilisation des chômeurs noirs devienne une priorité absolue²². À cette fin, le Parti communiste forma en 1930 la League of Struggle for Negro Rights (LSNR). Dans les pages de son journal, *The Liberator*, la ligue n'eut de cesse de dénoncer les lynchages, les évictions de locataires insolvables, la ségrégation, les pratiques discriminatoires du système judiciaire dans le Sud, ainsi que les « dirigeants bourgeois et petits-bourgeois » de la communauté noire qui servaient les intérêts des capitalistes blancs. Malgré la nomination de Langston Hughes comme président de la ligue, celle-ci n'attira jamais les masses. Pour la grande majorité de la population africaine-américaine, il était déjà suffisamment difficile d'être noir sans devoir en plus porter le fardeau d'être taxé de « rouge »²³.

Les Conseils de chômeurs (*Unemployed Councils*) que créa aussi le Parti communiste en 1930 répondaient plus directement aux besoins immédiats de la population africaine-américaine. Dans les villes où ils étaient présents, les Conseils de chômeurs aidaient les personnes chassées de leur domicile pour insolvabilité à réinstaller leurs affaires dans des appartements vacants. Leurs « escadrons volants » brisaient au besoin par la force les portes des logements qu'ils mettaient à la disposition des sans-abri et n'hésitaient pas à se battre contre la police pour affirmer le droit des familles noires au logement²⁴. Dans le même temps, l'International Labor Defense (ILD), qui avait vu le jour en 1925 et s'était fait connaître en prenant la défense des anarchistes Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, accusés d'avoir commis deux braquages meurtriers en 1920 et condamnés à mort sans preuve de leur culpabilité, lança une grande campagne contre le lynchage dans plusieurs villes. Théoriquement, l'ILD était autonome du Parti communiste mais cette apparence d'indépendance était surtout destinée à renforcer sa respectabilité en attirant des personnalités non communistes dans son comité national²⁵. Utilisant les pages de son magazine *Labor Defender* pour faire connaître son action, le groupe organisa dans plusieurs villes de vastes rassemblements contre la recrudescence des procès injustes aboutissant à la peine capitale. Rien qu'en Caroline du Nord, cinq Noirs avaient été exécutés en une semaine en 1930, selon *Southern Worker*, autre publication communiste. Face à l'inaction de la NAACP en particulier, le Parti

communiste entendait bien être la voix de la dénonciation des injustices du système judiciaire et pénal dans le Sud.

Soucieux d'être présent sur tous les fronts susceptibles de mobiliser les Noirs, le Parti communiste entreprit aussi un effort de syndicalisation : la Trade Union Unity League (TUUL), fondée en 1929, connut quelques succès grâce à son message d'égalité sociale, politique et raciale totale et de revendication de salaire égal pour les travailleurs noirs²⁶. Ces efforts visant à développer un syndicalisme interracial permirent d'atténuer la méfiance des Noirs envers les syndicats ainsi que l'opposition systématique de nombreux syndicats à l'entrée de travailleurs africains-américains dans leurs rangs. Ils améliorèrent aussi progressivement l'image du Parti communiste chez les travailleurs noirs. Mais ce fut surtout le procès de Scottsboro qui transforma la donne sur ce dernier point.

Le 25 mars 1931, neuf jeunes Africains-Américains, âgés de 13 à 19 ans, montés sans billet à bord d'un train de marchandises reliant Chattanooga à Memphis dans le Tennessee dans l'espoir d'y trouver un emploi, furent accusés de viol collectif par deux jeunes femmes blanches. Sans même que la police prenne la peine de confronter leurs accusatrices aux contradictions de leurs témoignages, les jeunes Noirs furent arrêtés et transférés à la prison de la petite ville de Scottsboro, dans l'Alabama, après avoir échappé de justesse à un lynchage par une foule de Blancs en colère. Deux semaines plus tard, dans une atmosphère de violente hostilité, un jury entièrement composé de Blancs les déclara coupables. Tous furent condamnés à la chaise électrique, à l'exception du plus jeune qui écopa d'une peine de prison à perpétuité. L'affaire fit immédiatement grand bruit et un vaste mouvement de solidarité avec les « *Scottsboro Boys* » s'organisa, orchestré par le Parti communiste américain²⁷. Alors que la NAACP tergiversait, s'inquiétant de possibles retombées négatives pour son image en cas de culpabilité des accusés, l'ILD se porta volontaire pour assurer leur défense. Le réseau international communiste se chargea de rendre l'affaire publique. La procédure judiciaire dura huit longues années, avec ses rebondissements, ses pourvois en appel et ses condamnations à répétition de neuf jeunes gens dont il apparut vite, après la rétractation de l'une des deux femmes, qu'ils étaient totalement innocents. À l'issue d'une troisième vague de procès, l'un des accusés fut une nouvelle fois condamné à mort, avant que sa peine ne soit commuée en détention à vie en 1938, et trois autres reçurent

des peines allant de 75 à 99 ans d'emprisonnement. Il fallut attendre les années 1940 et le début des années 1950 pour qu'une partie des détenus soient placés en liberté conditionnelle et 1976 pour que le dernier *Scottsboro Boy* soit finalement gracié.

Pour beaucoup de Noirs, l'engagement des communistes en faveur des « *Scottsboro Boys* » fut déterminant : peu leur importait la marginalité dans l'échiquier politique du Parti communiste ou la mauvaise réputation attachée aux « rouges ». Les camarades du Parti avaient prouvé qu'ils méritaient leur confiance. Plus encore, les Conseils de chômeurs, l'ILD et les autres organisations liées au Parti servirent de catalyseurs de l'activisme social et de la politisation de toute une génération d'Africains-Américains de la classe ouvrière. De nombreuses femmes noires pauvres eurent ainsi l'occasion non seulement de s'engager mais surtout de jouer, pour la première fois, un rôle de leaders dans des campagnes locales, nationales et internationales contre l'oppression de race, de classe et de genre²⁸. Bonita Williams était l'une de ces femmes. On a peu de détails sur la vie de cette immigrée caribéenne, issue d'une famille pauvre, venue aux États-Unis en quête d'un avenir meilleur, avant son activisme au sein du Parti communiste à Harlem au début des années 1930. Militante et poète autodidacte, elle défendit les droits des locataires et des chômeurs au sein de la League of Struggles for Negro Rights et publia de nombreux poèmes, dont « Fifteen Million Negroes Speak », dans son magazine *The Liberator*²⁹. Par son engagement, Williams et les autres militantes noires communistes poursuivirent la remise en question de la respectabilité traditionnelle que les femmes noires de la classe ouvrière avaient amorcée dans les années 1920 dans les salons de beauté et les clubs de blues. Dix ans après la revendication par ces femmes du droit à une culture noire spécifique, affranchie des normes de comportement des Blancs et de l'élite africaine-américaine, les communistes noires exigèrent une nouvelle reconnaissance : celle de leur militantisme dans les luttes interraciales aux côtés des autres travailleurs opprimés, sans considération de leur origine, contre l'ennemi commun, le capitalisme.

Face à la percée du Parti communiste et de ses idées perçues comme radicales dans une portion non négligeable de la communauté africaine-américaine, les élites noires tentèrent de réagir. Les grandes organisations de défense des droits des Noirs, la NAACP et la NUL, n'hésitèrent pas en 1931 à dénoncer la crédulité des Africains-

Américains qui se laissaient séduire par les sirènes communistes : Walter White de la NAACP évoqua, dans les colonnes du *Daily Worker*, les « victimes ignorantes et brutes qui étaient conduites à l'abattoir par l'audace dangereuse de radicaux³⁰ ». Mais l'organisation changea de ton peu après.

Prenant conscience que sa timidité initiale dans l'affaire de Scottsboro la desservait, la NAACP modifia son approche et tenta de prendre en charge la défense juridique des accusés. Elle se radicalisa en prenant davantage en compte les intérêts des travailleurs noirs à l'échelle nationale et en s'engageant plus fermement dans la défense des droits civiques aux côtés des Noirs du Sud³¹. Désormais, l'essentiel du travail de l'organisation serait concentré dans le Sud, où vivaient encore 80 % des Africains-Américains. Le système ségrégationniste du Sud reposait sur un ensemble disparate de lois des différents États, contraires à l'esprit des amendements apportés à la Constitution américaine durant la Reconstruction. Ce décalage offrait la possibilité aux Noirs d'imposer par la force des réformes là où elles n'avaient aucune chance d'aboutir par la voie politique. Dans la même optique pragmatique, la NAACP entreprit de se rapprocher de l'ILD. Les deux groupes continuèrent leur travail parallèle, chacun récoltant les rares fruits de ses efforts en 1932 : tandis que la NAACP l'emportait devant la Cour suprême dans l'affaire *Nixon v. Condon* qui invalidait la tentative du Texas de contourner la décision de 1927 interdisant les primaires blanches dans cet État, l'ILD obtenait l'arrêt majeur *Powell v. Alabama* qui cassa les condamnations à mort des accusés de Scottsboro.

À l'approche de l'élection présidentielle de 1932, malgré le réconfort apporté par l'intérêt des communistes pour la condition des Noirs américains et les perspectives de solidarité interracial de classe, la situation était désespérée pour le plus grand nombre. Pourtant, en dépit des affronts du président Hoover qui refusa de se laisser photographier avec des leaders noirs et de l'absence de toute politique d'aide en leur faveur, deux tiers des Africains-Américains ayant la possibilité de voter se portèrent sur le candidat du parti de Lincoln. Seuls les électeurs noirs de New York et de Kansas City votèrent majoritairement pour le gouverneur démocrate de l'État de New York, Franklin Delano Roosevelt³². La défaite cuisante du président sortant ne fit qu'aggraver l'isolement des Africains-Américains.

Pas de « nouvelle donne » pour les Noirs

Avant son élection, Roosevelt ne bénéficiait pas d'une bonne image auprès des Noirs et la politique de son premier mandat ne modifia pas cette impression. Dès son entrée à la Maison-Blanche en mars 1933, la priorité absolue du nouveau président était de relancer la machine économique en réduisant le chômage et en renforçant le pouvoir d'achat de la population. Pour cela, il avait besoin du soutien des démocrates du Sud, très puissants au Congrès tout au long des années 1930. L'adoption de l'arsenal législatif des cent premiers jours (mars-juin 1933) et du budget nécessaire à sa mise en œuvre était entre leurs mains. Or, si la gravité de la crise et sa durée avaient convaincu les élus du Sud de mettre entre parenthèses leur traditionnelle défense des intérêts des États contre l'interventionnisme fédéral, ils étaient déterminés à ce que l'action fédérale ne vienne pas bousculer l'ordre racial et social traditionnel.

Malgré les promesses implicites contenues dans le slogan de campagne « *A New Deal for the American People* » (« Une nouvelle donne pour le peuple américain »), les mesures phares du premier New Deal, ces cent jours d'intense activité législative destinés à enrayer le marasme économique et redonner de l'espoir à la population, eurent des effets négatifs sur les Africains-Américains les plus pauvres, en particulier ceux vivant dans le Sud. La grande loi de réforme de l'agriculture, dont l'objectif principal était d'enrayer la chute des prix agricoles en réduisant la production, conditionnait le versement des aides fédérales à la diminution des surfaces cultivées. Mais, alors que les agriculteurs acceptèrent les termes proposés, ils licencièrent aussi leurs métayers et leurs ouvriers agricoles – noirs pour la plupart – dont ils n'avaient plus l'utilité. À cela s'ajouta la confiscation des aides fédérales par les Blancs au détriment des fermiers propriétaires noirs qui auraient dû en bénéficier. Le système d'aides fédérales mis en place reposait en effet sur une gestion décentralisée, avec transfert des fonds alloués aux autorités locales. Dans le Sud ségrégationniste, les autorités démocrates racistes eurent ainsi tout loisir de conserver les aides pour les fermiers blancs en privant les Noirs de leur dû³³.

La Federal Emergency Relief Administration (FERA), chargée d'apporter une aide aux nécessiteux, fonctionnait elle aussi par transferts de fonds aux États fédérés qui devaient les redistribuer. Là

encore, le racisme des autorités locales défavorisa systématiquement les Noirs, quand il ne les exclut pas totalement de la liste des bénéficiaires. L'autre loi phare du premier mandat de Roosevelt, le *National Industrial Recovery Act* (« Loi sur le redressement industriel national », NIRA), adoptée en 1933, n'était pas plus favorable aux Africains-Américains. En apparence positive puisqu'elle garantissait un salaire minimum décent aux travailleurs et un nombre maximum d'heures de travail, cette loi contribua en pratique à l'aggravation de la situation des Noirs. De très nombreux employeurs refusèrent en effet catégoriquement de payer aux Africains-Américains un salaire égal à celui versé aux travailleurs blancs. Plus généralement, les Blancs du Sud étaient opposés au versement d'une aide sociale égale aux Blancs et aux Noirs. Revendiquant le droit à une exception raciale dans l'administration des programmes fédéraux, ils expliquaient que si la loi était appliquée sans considération des coutumes raciales de leur région, elle conduirait à une augmentation du chômage des Noirs, remplacés par des travailleurs blancs. Leur prédiction se vérifia³⁴.

Dans un tableau aussi sombre, la politique de grands travaux lancée par le gouvernement fédéral apportait une lueur d'espoir. Mis en place en 1933 également, le Civilian Conservation Corps (Corps civil de protection de l'environnement, CCC) employait des jeunes de 17 à 23 ans dans des camps de travail à diverses tâches de préservation de l'environnement, de la plantation d'arbres à la lutte contre les incendies. Attestant une responsabilité nouvelle du gouvernement fédéral envers l'ensemble des citoyens américains, sans considération de race, la loi établissant le CCC comprenait une clause antidiscriminatoire. Mais, dans un premier temps, peu d'efforts furent faits pour recruter des jeunes Africains-Américains, qui ne comptaient en 1933 que pour 3 % des effectifs³⁵.

Alors que la crise économique avait jeté à la rue des dizaines de milliers de personnes expulsées de leur logement, la création en 1934 d'une nouvelle agence fédérale, la Federal Housing Administration (FHA), aurait pu être d'un grand secours pour les Africains-Américains. Il n'en fut rien. Au contraire, elle aggrava la ségrégation résidentielle. La FHA visait à améliorer les normes et les conditions d'habitat, fournir un système adéquat de financement pour l'acquisition de logements, en garantissant les prêts immobiliers, et stabiliser le marché immobilier sévèrement touché par la crise économique. Mais les critères retenus par l'agence pour l'octroi de ces

garanties étaient très défavorables aux quartiers habités par les minorités raciales, qui n'en obtenaient que très rarement. Pire, la FHA mit en place une politique dite du « *redlining* » consistant à établir des cartes entourant de rouge les zones non éligibles pour les prêts garantis et à les transmettre aux banques, renforçant ainsi leur réticence à accorder des crédits immobiliers à des familles noires. Au lieu d'être aidés comme les Blancs à devenir propriétaires, les Noirs américains durent rester locataires ou se contenter d'acheter des biens dans des quartiers peu prisés, les ghettos noirs, dont la densité continua de croître pendant la Dépression sous l'effet de l'exode rural des Noirs du Sud. Les fondements de ce que l'on a appelé le « second ghetto » à partir de la Seconde Guerre mondiale étaient en place³⁶.

La seconde période d'intense activité législative que les commentateurs de l'époque et les historiens ont désignée par l'expression « Second New Deal », confirma cet effet négatif pour les Africains-Américains. La loi sur la Sécurité sociale de 1935, qui établissait à la fois une assurance-chômage et le versement d'allocations aux indigents âgés, aux aveugles et aux enfants nécessiteux, ne couvrait que les secteurs industriel et commercial et excluait les travailleurs agricoles et les domestiques. Or ces deux catégories représentaient les deux tiers des travailleurs noirs du Sud³⁷. Quant au *National Labor Relations Act*, plus connu sous le nom de « Loi Wagner », qui obligeait pour la première fois les employeurs à reconnaître les syndicats formés par la majorité des travailleurs et à négocier « de bonne foi » avec les représentants choisis par les salariés, elle n'interdisait pas la discrimination raciale dans les syndicats désormais protégés³⁸. En 1934 et 1935, Roosevelt refusa en outre à deux reprises de soutenir le projet de loi Wagner-Costignan visant à faire du lynchage un crime fédéral. Une telle loi aurait donné au gouvernement fédéral l'autorité d'engager des poursuites pénales pour ce type de crime, lequel était jusqu'alors uniquement jugé par des tribunaux locaux, influencés par la culture suprémaciste du Sud, et se soldait généralement par un non-lieu ou l'acquittement des accusés. En scellant l'échec du projet de loi, l'absence de soutien présidentiel confirma aux Africains-Américains qu'ils devaient comme toujours compter avant tout sur eux-mêmes dans leur lutte pour l'égalité et la justice³⁹.

Poussée de militantisme

Dans ces conditions, les dirigeants des organisations de défense des intérêts des Noirs et la presse africaine-américaine dénoncèrent la timidité du président, voire le racisme de ses politiques. La mobilisation populaire qui avait marqué les dernières années de l'administration Hoover ne faiblit pas : les boycotts de magasins refusant d'employer des Noirs s'amplifièrent et touchèrent de nouvelles villes comme Los Angeles. En Georgie et en Caroline du Sud, des citoyens noirs tentèrent en 1934 de participer aux primaires démocrates blanches de leurs États respectifs⁴⁰. Ils furent refoulés à l'entrée des bureaux de vote mais leur tentative illustre la détermination des Africains-Américains, même dans le Sud, à bousculer l'ordre établi. La même année, en Arkansas, des métayers se regroupèrent dans un syndicat agricole, la Southern Tenant Farmers Union (STFU), pour exiger que le gouvernement fédéral veille à l'application au niveau local des garanties prévues pour dédommager les ouvriers agricoles et les métayers touchés par la mécanisation et la réduction des surfaces cultivées. Ce groupe, proche des socialistes, était radical par son interracialisme et le rôle central que les femmes y jouèrent. Il s'attira les foudres des planteurs locaux qui n'hésitèrent pas à recourir à la violence pour intimider ses membres, en particulier les Africains-Américains. Malgré la violence, l'organisation continua de se développer en 1935 et 1936 et contribua à attirer l'attention nationale sur le sort des métayers⁴¹.

Mais le refus des Noirs de subir passivement les discriminations s'exprimait parfois de manière explosive. Le 19 mars 1935, Lino Rivera, Portoricain noir âgé de seize ans, vola un canif à la caisse d'un magasin sur la 125^e Rue à Harlem. Pris en flagrant délit par des responsables du magasin, il fut emmené par des officiers de police appelés sur place dans le sous-sol du magasin pour interrogatoire. L'histoire de ce petit larcin aurait pu en rester là si une femme noire témoin de la scène ne s'était pas alors écriée qu'ils emmenaient le jeune au sous-sol pour le passer à tabac. Une foule commença à s'attrouper. Peu après, le passage d'une ambulance et la présence d'un corbillard à proximité parurent confirmer les pires craintes des badauds. En l'espace de quelques heures, les rues du quartier étaient en flammes et provoquèrent l'une des pires émeutes de l'histoire américaine. Ciblait les magasins détenus par des Blancs qui refusaient

d'embaucher des Noirs, les pillages et destructions traduisaient la colère et la détermination des habitants du quartier à se faire respecter. À l'issue des affrontements, trois personnes étaient mortes et les dégâts matériels s'élevaient à plus de 2 millions de dollars. Première émeute « moderne » préfigurant les rébellions urbaines des années 1960, l'événement se distinguait des émeutes raciales antérieures au cours desquelles des Blancs s'en étaient pris à la population africaine-américaine qui avait répliqué. L'explosion spontanée de Harlem traduisait la révolte de la population d'un quartier contre la discrimination dont elle faisait constamment l'objet, la pauvreté dans laquelle elle vivait et le problème du harcèlement policier, devenu central dans les ghettos noirs⁴².

Sentant le vent du nouveau militantisme ambiant, la NAACP et la NUL radicalisèrent elles aussi leur approche : la seconde insista auprès de Roosevelt pour qu'il prenne en compte les conditions de vie dramatiques de la grande majorité des Noirs et remédie aux discriminations dont ils étaient les victimes. Pour veiller à ce que les droits des femmes noires ne soient pas oubliés, une coalition d'organisations de femmes africaines-américaines, le National Council of Negro Women (NCNW), vit le jour en 1935 et devint assez vite un organe influent auprès du gouvernement fédéral⁴³. La NAACP, pendant ce temps, se mit à multiplier les procès pour revendiquer l'égalité de traitement entre Blancs et Noirs. En 1935, le bureau national de l'organisation lança ainsi une grande campagne pour la déségrégation scolaire. Cette radicalisation attira une nouvelle génération de membres, jeunes et déterminés à rapprocher l'organisation du mouvement ouvrier en plein essor. Cette nouvelle garde prit W.E.B. Du Bois, plus virulent que jamais, comme mentor⁴⁴. Le sexagénaire avait démissionné en 1934 de la direction de la NAACP qu'il jugeait encore trop timorée. Un an plus tôt, en août 1933, il avait participé, avec une trentaine d'autres militants et intellectuels noirs, à une conférence à Amenia, dans l'État de New York. Le rapport issu de cette conférence devint un manifeste de la jeune garde militante. Non seulement il réclamait l'égalité dans l'éducation, le travail et l'exercice du droit de vote, ainsi que l'adoption d'une loi fédérale interdisant le lynchage, mais il souhaitait aussi l'avènement d'un nouveau mouvement ouvrier auquel participeraient activement les militants des organisations de défense des Noirs. Pour la jeune génération, les questions de classe et de race étaient indissociables. La lutte ne

pouvait qu'être globale⁴⁵.

La nouvelle attitude militante des organisations africaines-américaines aboutit à la création fin 1935 du National Negro Congress (NNC). Fondé par le professeur de science politique de l'Université Howard Ralph Bunche et le diplômé de droit John Davis avec le soutien du Parti communiste, le NNC visait à regrouper une vaste coalition d'organisations religieuses, fraternelles, ouvrières et de défense des droits civiques autour d'un programme de combat de la discrimination raciale et de soutien aux premiers syndicats industriels interraciaux. Du 14 au 16 février 1936, plus de 5 000 Africains-Américains, représentant 500 organisations dont la NAACP et la NUL, se réunirent à Chicago pour la fondation officielle du NNC. S'adressant à un parterre conquis, le leader syndical A. Philip Randolph rappela que les Noirs ne pouvaient pas compter sur le New Deal ni sur les « alliés blancs favorables à leur cause » pour trouver les solutions à leurs problèmes. Si l'objectif d'intégration raciale restait pour lui de mise, Randolph défendait une mobilisation autonome pour y parvenir. D'autres participants estimaient au contraire que l'action interr raciale devait primer. Se côtoyaient aussi les tenants de l'*uplift* et les partisans du syndicalisme noir. Le congrès du NNC illustra la variété des approches et des stratégies d'action qui coexistaient à l'époque, défiant quiconque de pouvoir résumer la stratégie dominante des Africains-Américains. Tous s'accordaient toutefois à reconnaître le caractère inséparable des questions de classe et de race⁴⁶.

La mobilisation du NNC inspira un groupe de jeunes présents à Chicago. Désireux de répondre à l'appel à l'action du NNC à combattre la ségrégation sous toutes ses formes, ces jeunes, parmi lesquels James Jackson, Helen Gray, Esther Cooper et Edward Strong, formèrent le Southern Negro Youth Congress (SNYC) à Richmond en Virginie⁴⁷. La première conférence de l'organisation réunit 534 délégués originaires de tout le Sud et de presque toutes les universités noires historiques, ainsi que des représentants de la Young Men's Christian Association (YMCA), le mouvement de jeunesse chrétien. Comme son organisation mère, le SNYC incluait des communistes. L'une des toutes premières mobilisations des jeunes étudiants et lycéens en faveur de l'égalité raciale, ce SNYC illustrait la nouvelle atmosphère militante de la seconde moitié des années 1930 et l'espoir d'une évolution possible du Sud. Précurseur des actions du SNCC dans les années 1960, il participait aussi d'un mouvement plus global de la jeunesse étudiante

américaine qui se voyait comme l'avant-garde du changement social et de la lutte pacifiste. Enthousiasmé par le succès de sa campagne pour organiser les ouvriers agricoles noirs travaillant dans les champs de tabac de Virginie, le SNYC multiplia ensuite les actions pour inciter les ouvriers à se syndiquer et les citoyens noirs à s'inscrire sur les listes électorales⁴⁸.

Les jeunes du SNYC n'étaient pas les seuls de leur génération à se mobiliser. La sororité Alpha Kappa Alpha (AKA), créée en 1908 sur le campus de l'Université Howard et regroupant des étudiantes noires de classe moyenne ou des jeunes femmes actives, accentua son action sociale et politique⁴⁹. En 1934, l'AKA forma ainsi une école d'été pour enseignants noirs des zones rurales comptant parmi les plus pauvres du pays. L'année suivante, la sororité mit sur pied un projet de clinique itinérante animée par des médecins et bénévoles pour aller à la rencontre des familles noires de la région du delta du Mississippi⁵⁰. Inscrit dans la lignée du travail des clubs de femmes noires depuis la fin du XIX^e siècle, cet engagement d'Alpha Kappa Alpha au service de la communauté noire devint encore plus visible lorsque le groupe forma à la fin des années 1930 le Non-Partisan Council (Conseil non partisan). Sous la direction de Norma Boyd, diplômée de Howard et enseignante dans une école publique de Washington D.C., ce groupe devint la première organisation africaine-américaine à se doter d'un lobbyiste à plein-temps auprès du Congrès. Au cours des dix années de son existence, il participa aux protestations contre les brutalités policières à Washington et fit pression sur le Congrès pour l'extension du salaire minimum aux femmes travaillant dans le secteur de la blanchisserie. Il fit aussi campagne pour l'élimination de la discrimination raciale dans les installations publiques, les grands ensembles construits par le gouvernement fédéral et les programmes d'hospitalisation, tout en continuant de dénoncer le lynchage et la privation des droits civiques des Noirs dans le Sud⁵¹.

Naissance d'un mouvement interracial pour l'égalité

Parallèlement à ces actions de mobilisation des Africains-Américains, le mouvement interracial de promotion de l'égalité entre Blancs et Noirs prit de l'ampleur. Mené essentiellement par le Parti communiste et par la nouvelle centrale syndicale Congress of

Industrial Organizations (CIO), scission de l'American Federation of Labor (AFL) dominée par les syndicats d'ouvriers qualifiés, il se développa à partir de 1934 et s'amplifia pendant le reste de la décennie.

En juin 1935, les communistes organisèrent une vaste campagne à Harlem contre le prix trop élevé de la viande, sous la direction de la militante africaine-américaine Bonita Williams. Avec l'aide d'organisations religieuses du quartier et de groupes locaux adeptes de l'idée de nationalisme noir, Williams forma un escadron de femmes au foyer qui défilèrent dans les rues exigeant une baisse de 25 % des prix. À l'issue de deux semaines de mobilisation intense, les prix affichés dans les boucheries du quartier avaient baissé⁵². Le Parti communiste accorda aussi aux sportifs noirs la reconnaissance qu'ils méritaient. À partir du milieu des années 1930, Lester Rodney, journaliste sportif au *Daily Worker*, mit à profit la page sportive du quotidien communiste pour appeler à la déségrégation du sport professionnel, rendre compte des matches des « *Negro Leagues* » de base-ball et suivre les exploits d'athlètes noirs comme Joe Louis ou Jesse Owens, au même titre que ses homologues du *Pittsburgh Courier* et du *Baltimore Afro-American*. À une époque où le sport occupait une place de plus en plus grande dans la culture populaire des Américains, ce type de geste touchait plus largement que la rhétorique des dirigeants du Parti.

Limité aux cercles radicaux et communistes au début des années 1930, cet appel à l'égalitarisme racial devint plus fréquent dans la seconde moitié de la décennie, en particulier sous l'effet du développement du CIO. Dès ses débuts, la nouvelle centrale attira des syndicalistes jeunes et engagés, hommes et femmes, désireux de bâtir un syndicalisme interracial. La création du CIO fut vécue par les Noirs comme une aubaine : enfin, une organisation syndicale de vaste ampleur entendait défendre les intérêts des travailleurs africains-américains au même titre que ceux des Blancs. Les précédents des Knights of Labor et des Industrial Workers of the World (IWW) étaient déjà loin et ils n'avaient jamais réussi à mobiliser largement la classe ouvrière. Le CIO constitua à ce titre une rupture durable dans l'histoire du mouvement ouvrier américain⁵³.

Les bonnes intentions proclamées par les dirigeants du CIO ne signifiaient pas pour autant que la centrale syndicale était exempte de tensions raciales. Au contraire, dans de nombreuses sections locales, de fortes animosités entre ouvriers blancs et noirs nuisaient à la

mobilisation collective. Dans le Sud en particulier, l'hostilité des ouvriers blancs à la présence à leurs côtés d'ouvriers noirs jouissant des mêmes droits qu'eux était parfois presque insurmontable. Les premiers accords d'entreprise arrachés par le CIO ne prenaient pas non plus toujours en compte les conditions spécifiques de l'emploi ouvrier noir : systématiquement relégués aux emplois les plus difficiles et les moins bien payés, recrutés les derniers et licenciés les premiers, les ouvriers africains-américains ne pouvaient guère bénéficier des avantages des conventions collectives mettant en avant les droits liés à l'ancienneté.

Malgré ces limites, le CIO représenta une avancée majeure pour la reconnaissance des droits des travailleurs noirs⁵⁴. Plus concrètement, il permit d'améliorer nettement les conditions de travail, et donc de vie, d'une proportion de plus en plus importante de la population africaine-américaine. Ainsi, à Chicago, capitale des abattoirs et de l'industrie du conditionnement de la viande, les Noirs représentaient entre 20 % et 30 % des ouvriers. Ils rejoignirent avec enthousiasme les rangs du nouveau syndicat CIO, le Packinghouse Workers Organization Committee, dont ils devinrent les piliers. Ce dernier devint expert dans l'organisation de débrayages pour conduire leurs employeurs à la table des négociations, protéger les militants et arracher d'importantes améliorations du travail⁵⁵. Mais les résultats n'étaient pas partout aussi favorables. Le CIO ne parvint pas véritablement à percer dans l'industrie textile désormais localisée dans le Sud et il fallut attendre le début des années 1940 pour voir les premiers succès de l'United Automobile Workers dans les bastions de l'industrie automobile du Michigan⁵⁶.

Les quelques succès remportés par le CIO dans le Sud montrent que les mentalités commençaient à évoluer dans cette région. En témoigne l'installation réussie de la Highlander Folk School (HFS) en 1932 à Monteagle, dans le Tennessee. Fondée grâce à la générosité de Lillian Johnson, femme issue de la bourgeoisie d'affaires blanche de Memphis, l'école tenait davantage d'un centre communautaire que d'un établissement scolaire traditionnel. Interraciale dès sa création, la Highlander Folk School dispensait des cours et des services de coopératives pour les habitants noirs et blancs de la région, ainsi que des ateliers de formation pour syndicalistes dans le Sud. Très liée au CIO, la Highlander School Folk attira de nombreux bénévoles, dont un grand nombre de femmes qui travaillaient surtout dans les

programmes culturels et éducatifs de l'établissement, contribuant à sa renommée par la création de chansons et de pièces de théâtre. Même si la grande majorité de la population du Sud restait attachée à son mode de vie fondé sur la ségrégation, l'implantation réussie de la Highlander Folk School dans un territoire rural très pauvre témoigne du lent progrès de l'idée d'égalité entre les individus.

Plusieurs facteurs expliquent l'apparition de fissures dans le front racial de la société sudiste. Tout d'abord, depuis les années 1920, la Commission pour la coopération interracial (Commission for Interracial Cooperation, CIC), fondée à Atlanta en 1919, luttait contre le lynchage et les autres actes de violence collective perpétrés par les Blancs contre les Noirs. Regroupant essentiellement des Blancs progressistes, tels le pasteur méthodiste Will Alexander, la suffragette Jessie Daniel Ames ou encore le sociologue Arthur Raper, la CIC s'était fait connaître dans les années 1920 par sa stratégie de rassemblement de Blancs et Noirs progressistes pour discuter des problèmes raciaux. Dans les années 1930, lorsque les dons des organisations philanthropiques qui la finançaient s'amenuisèrent, la CIC réorienta son action vers des travaux scientifiques et éducatifs, centrés sur la question du lynchage. Alors que Jessie Daniel Ames fondait l'Association des femmes sudistes pour la prévention du lynchage, Arthur Raper résumait dans son livre *The Tragedy of Lynching* (1933) les recherches menées par la Southern Commission for the Study of Lynching, commission d'étude créée grâce au soutien du fonds philanthropique Rosenwald afin de sensibiliser l'opinion publique du Sud au problème du lynchage⁵⁷.

Le rôle de la CIC et les actions du Fonds Rosenwald illustrent une transformation plus générale des mentalités à cette époque, en lien avec les développements internationaux. La montée du fascisme et du nazisme en Europe contribua en effet à décrédibiliser le racisme. Biologistes et chercheurs en sciences sociales multiplièrent les études réfutant l'idée d'une inégalité biologique des races pour mettre en avant les facteurs socio-économiques dans les comportements assignés socialement aux Noirs. De plus, l'invasion en 1935 de l'Éthiopie par l'Italie de Mussolini, à des milliers de kilomètres des États-Unis, transforma indirectement la situation des Noirs américains en créant un élan de soutien interracial à la cause de l'égalité des races. Alors que les Blancs progressistes dénonçaient cette agression du régime fasciste, les porte-parole de la population africaine-américaine y virent

l'occasion de faire avancer leur cause. Plusieurs éditoriaux du magazine de la NAACP, *The Crisis*, dénoncèrent les attaques du Duce contre la nation noire indépendante⁵⁸. Un an plus tard, la rumeur selon laquelle Adolf Hitler aurait refusé de serrer la main du coureur Jesse Owens et des autres athlètes noirs aux Jeux olympiques de Berlin de 1936 provoqua une indignation générale. La tension monta encore d'un cran lorsque le boxeur noir Joe Louis et l'Allemand Max Schmeling s'affrontèrent pour le titre de champion du monde catégorie poids lourds. Après la défaite initiale de Louis face à Schmeling en 1936, leur nouvel affrontement, deux ans plus tard, vit la mobilisation d'une foule de Blancs et d'Africains-Américains envahir le Yankee Stadium à New York en brandissant des pancartes dénonçant le fascisme à l'étranger et le racisme aux États-Unis, et hurler de joie à la victoire du héros noir face au « chevalier aryen »⁵⁹.

Même limité sur le plan numérique, le développement d'un mouvement interracial dans le Sud indiquait l'effritement d'un front blanc raciste monolithique. Certes très minoritaires, les Blancs du Sud qui militaient pour la cause des Noirs montraient cependant qu'il existait une autre voix que celle des partisans de « Jim Crow ». Leur activisme contribua à faire émerger un nouveau consensus, dans lequel se retrouvaient non seulement les militants noirs mais également des militants de gauche radicale et des mouvements religieux (juifs et protestants le plus souvent), estimant qu'il fallait juger chaque personne individuellement et non sur sa couleur de peau⁶⁰.

Cette lente évolution des mentalités était également perceptible au niveau fédéral. La pression de la base et le contexte international poussèrent en effet Roosevelt à infléchir sa politique en faveur des Noirs à partir de 1935 et du « Second New Deal ». Certes, le changement n'était pas aussi radical que les Africains-Américains l'auraient souhaité, du fait du poids politique toujours considérable des démocrates suprémacistes du Sud, mais le rapprochement de différents groupes (gouvernement fédéral, ouvriers, mouvements religieux, Africains-Américains, Blancs démocrates du Nord et certains Blancs du Sud soutenant la cause des Noirs) autour des politiques du New Deal redéfinit le libéralisme pour lui donner son sens moderne : désormais un « libéral », au sens américain du terme, était quelqu'un estimant qu'il incombe à l'État d'intervenir dans la société et l'économie pour corriger les inégalités sociales et raciales et

promouvoir l'égalité entre tous les citoyens.

Le « Cabinet noir » et l'impact indirect du New Deal

Malgré les promesses d'égalité non tenues du début du premier mandat du président Roosevelt, le New Deal ouvrit une période inédite de reconnaissance du problème racial aux États-Unis. Ce changement était en grande partie dû à la mobilisation des Noirs et à l'organisation du mouvement interracial pour l'égalité. Impossibles à ignorer, ces développements étaient pris d'autant plus au sérieux par les gouvernements au niveau local comme fédéral que la poursuite de la migration hors du Sud donnait un poids électoral grandissant aux Noirs. Concentrés dans les États comptant le plus grand nombre de sièges au collège électoral, les Africains-Américains devinrent, pour la première fois à l'échelle de l'ensemble des grandes villes du Nord et du Midwest, une force politique susceptible de déterminer l'issue d'une élection.

Plus importante encore pour la population africaine-américaine à l'échelle nationale était la reconnaissance accordée par Franklin D. Roosevelt et son administration. Pour la première fois depuis la fin de la Reconstruction, un président et son gouvernement, démocrates de surcroît, admirent publiquement que les Noirs souffraient de discriminations injustes et que le racisme minait la démocratie américaine. À la fin des années 1930, les relations raciales étaient profondément transformées, provoquant une reconfiguration durable du paysage politique : un nombre croissant d'Africains-Américains se rapprochèrent du Parti démocrate.

Le premier élément de cette reconnaissance fut sans conteste la nomination au sein de l'administration exécutive d'un groupe de conseillers africains-américains. Surnommé le « Cabinet noir », cet ensemble d'hommes et de femmes s'efforça de défendre les intérêts de la communauté noire. La plus célèbre membre du « Cabinet noir » est Mary McLeod Bethune, éducatrice et fondatrice du Bethune-Cookman College en Floride. Amie personnelle du couple présidentiel, elle était surtout proche d'Eleanor Roosevelt, qui s'était fait une réputation d'amie de la population noire. N'hésitant pas à s'afficher avec des personnalités noires ou des enfants africains-américains dans un orphelinat, la Première Dame représentait la voix de la justice raciale

après de son mari, à qui elle donnait une caution progressiste quand les politiques qu'il menait semblaient donner davantage de gages aux Blancs du Sud qu'à la minorité noire du pays⁶¹. Sur l'insistance d'Aubrey Williams, travailleur social nommé par Roosevelt au poste de directeur de la National Youth Administration (NYA), l'organisme fédéral chargé de fournir du travail et une formation aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, Mary McLeod Bethune fut nommée directrice de la division des Affaires noires de la NYA⁶². Parmi la quarantaine d'autres membres du « Cabinet noir » dès 1935, deux des plus influents étaient Ambrose Caliver et Robert C. Weaver, le premier chargé de l'éducation et l'autre spécialiste du logement.

Malgré les limites, voire les effets négatifs, des premières politiques menées dans le cadre du New Deal, la nomination de plus de 100 Africains-Américains au total à des postes de responsabilité administrative, dans le gouvernement fédéral et dans l'administration locale, suscita l'enthousiasme de la population noire. Pour la première fois, un président américain montrait à la nation qu'il se souciait du sort de la principale minorité du pays. Leur entrée dans les cercles du pouvoir consacrait aussi l'avènement d'une nouvelle élite africaine-américaine : après la domination dans les années 1910 et 1920 d'une élite d'hommes d'affaires et d'entrepreneurs, c'était désormais le temps de l'élite du savoir, formée dans les établissements d'enseignement supérieur blancs ou noirs, une élite d'experts, de travailleurs sociaux et d'intellectuels.

Cette nouvelle élite noire souhaitait l'intégration des Africains-Américains dans la société américaine et l'égalité de traitement. Très préoccupés par les questions de race et de classe, ces hommes et les quelques femmes reconnues comme membres de l'élite, telle McLeod Bethune, contribuèrent à maintenir la question noire dans l'esprit de la population et, au premier chef, dans l'esprit de l'administration Roosevelt. Incapables d'obtenir tout ce qu'ils voulaient – ils ne remportèrent ni l'abolition du lynchage, ni celle du cens qui empêchait tant de Noirs déshérités du Sud de voter –, les membres du « Cabinet noir » obtinrent toutefois que 10 % des fonds d'aide sociale soient réservés aux Africains-Américains et que les programmes du New Deal comme la Works Progress Administration (WPA) et la NYA réservent aussi 10 % de leur budget à l'embauche de travailleurs noirs.

Les Africains-Américains étaient reconnaissants de cette aide et de cette sollicitude. De plus, les causeries au coin du feu régulières

de Roosevelt, témoignant de l'intérêt du président pour ses concitoyens même les plus humbles, touchèrent particulièrement les Noirs qui établirent un lien personnel avec leur président et n'hésitèrent pas à lui écrire pour lui exposer leurs difficultés et l'alerter sur la réalité de la gestion des programmes d'aides fédérales au niveau local, en particulier dans le Sud. Ils développèrent une loyauté qui devint progressivement inébranlable pour Roosevelt et entrèrent dans la coalition du New Deal qui regroupait les organisations du Parti démocrate, les syndicats et les ouvriers, les agriculteurs, les Blancs du Sud, les minorités ethno-raciales et religieuses, les bénéficiaires de l'aide sociale et des intellectuels. Essentielle dans l'histoire politique américaine, cette coalition du New Deal perdura jusqu'à la fin des années 1960.

Au-delà de la reconnaissance symbolique accordée par Roosevelt aux Africains-Américains, leur transformation en l'un de ses plus fidèles soutiens s'explique par les effets positifs indirects de certains programmes du New Deal. À partir de 1934, en particulier, les Noirs bénéficièrent des aides fédérales apportées par le Civilian Conservation Corps, la National Youth Administration, la Farm Security Administration, la Public Works Administration et la Works Progress Administration. Aucun de ces programmes ne visait spécifiquement à leur venir en aide et n'était exempt d'une part de discrimination. Toutefois, en les incluant parmi les bénéficiaires en proportion de leur part dans la population, ils apportèrent une aide considérable à la population africaine-américaine.

Dans le programme civil de défense de l'environnement, le Civilian Conservation Corps (CCC), par exemple, la proportion des Noirs recrutés dans les programmes passa de 3 % en 1933 à 12 % à la fin de la décennie. Les unités du CCC restèrent ségréguées mais la participation des Africains-Américains contribua à augmenter significativement les revenus de ces personnes et de leurs familles. De même, la Works Progress Administration (WPA), l'agence fédérale fondée en 1935 pour embaucher des chômeurs sur des grands chantiers publics, permit à d'innombrables familles africaines-américaines d'obtenir les moyens de leur survie. Différente du CCC, la WPA ne se contentait pas d'offrir des emplois manuels mais fournit également des postes d'employés de bureau, et des possibilités de travail à des professions libérales et à des artistes. Les projets menés par la WPA contribuèrent aussi au bien-être des Africains-Américains

puisque ses équipes d'ouvriers construisirent ou réparèrent des hôpitaux, des écoles, des immeubles de logements publics, des parcs, des terrains de jeux et des piscines dans les quartiers noirs. Les familles pauvres purent se faire soigner gratuitement dans les dispensaires de la WPA où étaient employés des médecins blancs et noirs.

Dans le cadre de la WPA, la National Youth Administration aida de nombreux lycéens et étudiants noirs défavorisés à poursuivre leurs études en travaillant. En 1936-1937, plus de 35 000 jeunes Noirs reçurent ainsi une aide de la NYA. Contrairement au CCC, le programme bénéficiait aussi aux jeunes femmes. La NYA aida la quasi-totalité des *colleges* et universités noirs qui purent ainsi continuer leurs activités au cœur de la Dépression⁶³. La NYA ne remit pas en cause la ségrégation mais elle tenta de rendre moins inégalitaires les conditions d'éducation des Noirs.

La Farm Security Administration (FSA), créée en 1937, avait pour but de lutter contre la pauvreté rurale. L'agence fédérale aida les métayers à améliorer leur niveau de vie, réduire leur endettement, former des coopératives et acquérir les terres qu'ils exploitaient. Sous l'influence de son directeur Will Alexander, la FSA nomma plus de superviseurs noirs que toute autre agence du New Deal et contribua à améliorer les services fournis aux Africains-Américains⁶⁴. Mais la FSA n'était toutefois pas exempte elle non plus de pratiques discriminatoires. À Transylvania (Louisiane), les administrateurs locaux de la FSA chassèrent les fermiers noirs de leurs terres, les obligeant par la force à s'entasser dans des masures « impropres à l'habitation humaine », sans leur expliquer ce qui leur arrivait, en violation flagrante des droits humains les plus élémentaires⁶⁵.

La politique fédérale du logement est un autre exemple de ces paradoxes. Répondant à la grave crise du logement qui affectait les villes américaines, la Public Works Administration (PWA) lança une ambitieuse campagne de construction de grands ensembles⁶⁶. Sur les 60 chantiers prévus, 28 devaient être construits dans des zones d'habitat africaines-américaines. Réservés aux familles à faibles revenus incapables de trouver un logement dans le parc privé, ces logements modernes et confortables offraient une solution très appréciée aux Africains-Américains les plus démunis et une preuve supplémentaire de la sollicitude de l'administration Roosevelt à leur égard⁶⁷. Toutefois, dès l'origine, les programmes fédéraux de

construction de logements sociaux visaient explicitement à institutionnaliser la ségrégation résidentielle existante. Pour contrer l'opposition des professionnels de l'immobilier à l'idée même de logements sociaux, le ministre de l'Intérieur Harold Ickes décida que la composition raciale de ces grands ensembles devait être conforme à celle de leur quartier d'implantation. Les effets de cette sanction officielle des pratiques discriminatoires courantes dans l'immobilier furent dramatiques⁶⁸. Sur le moment, cependant, au cœur de la Dépression, la création de grands ensembles dans certains quartiers noirs était vue comme un progrès considérable. À l'annonce de la construction du Harlem River Houses, grand ensemble pouvant accueillir 574 familles, plus de 12 000 candidatures furent immédiatement déposées⁶⁹. De plus, l'amélioration du logement, de l'alimentation et des soins de santé des Africains-Américains se traduisit par une diminution nette de la mortalité infantile et maternelle et par une augmentation de l'espérance de vie de 48 à 53 ans au cours des années 1930⁷⁰.

Les programmes du New Deal non seulement améliorèrent la vie quotidienne des Noirs mais ils bénéficièrent aussi à de très nombreux écrivains et artistes noirs qui travaillèrent pour le compte des différents organismes fédéraux créés spécialement pour leur venir en aide, comme le Federal Writers' Program, le Federal Theater Project, le Federal Music Project ou le Federal Art Project. Les auteurs de la Renaissance de Harlem Claude McKay, Zora Neale Hurston et Langston Hughes obtinrent ainsi un emploi, de même que Ralph Ellison et Richard Wright, l'écrivain en vogue dans la « Chicago Black Renaissance » des années 1930, mouvement de renaissance artistique et culturel semblable à celui qu'avait connu Harlem dix ans plus tôt. Dans le cadre du Federal Theater Program, des comédiens africains-américains purent, pour la première fois, incarner des rôles plus sophistiqués et moins stéréotypés que ceux auxquels ils étaient généralement cantonnés dans les *minstrel shows*. Certains auteurs noirs travaillèrent aussi à la collecte des récits de vie d'anciens esclaves, allant dans le Sud pour noter les souvenirs de centaines d'hommes et de femmes, œuvrant ainsi à la perpétuation de la mémoire de cette partie du passé national⁷¹.

Le début d'un nouvel ordre racial ?

Au-delà de son impact matériel direct et du début de transformation de l'image des Noirs dans l'opinion publique blanche qu'il produisit, le New Deal contribua à atténuer les discriminations dont souffraient les Africains-Américains dans leurs États respectifs, et particulièrement dans le Sud, en transformant le fonctionnement du système politique américain. Jusqu'alors en effet, l'application stricte de la Constitution américaine permettait aux États fédérés de mener leurs propres politiques en matière d'emploi, de logement et d'éducation. L'invention d'un nouveau rôle pour le gouvernement fédéral, désormais garant du bien-être de l'ensemble des citoyens américains, introduisit la possibilité d'une protection fédérale des droits civiques des Noirs qui se ferait sentir jusqu'au niveau local.

La nomination par Roosevelt de juges progressistes à la Cour suprême créa un nouvel équilibre politique au sein de la plus haute instance judiciaire, qui se montra dès lors favorable à la protection des droits civiques et, plus largement, à une nouvelle conception de l'activisme judiciaire. En conséquence, la Cour suprême choisit de traiter davantage d'affaires relatives aux droits civiques et leur donna de plus en plus une issue positive. En 1938, dans l'affaire *Missouri ex rel. Gaines v. Canada*, la Cour suprême se rangea du côté des arguments de l'avocat Charles Houston, conseiller juridique de la NAACP : le jeune Lloyd Gaines s'était vu refuser son admission à la faculté de droit de l'Université du Missouri parce qu'il était noir, le Missouri proposant de lui payer ses frais d'inscription pour qu'il aille étudier dans un autre État. Pour Houston, il s'agissait là d'une proposition irrecevable. Conformément à l'arrêt *Plessy v. Ferguson*, le Missouri était soit obligé de construire une faculté de droit séparée et égale pour les étudiants noirs, soit d'admettre Gaines à l'Université du Missouri⁷². À partir de ce moment-là, chaque État du Sud fut sommé de fournir aux Noirs et aux Blancs un accès égal à l'enseignement supérieur ou bien d'accepter l'intégration.

À la fin des années 1930, il était clair que l'ancien consensus de l'élite qui soutenait la privation des droits constitutionnels des Noirs était en train de s'effondrer. Le soutien apporté par Eleanor Roosevelt à la célèbre contralto africaine-américaine Marian Anderson en 1939 fut interprété comme un signe de cette évolution. Invitée à donner un concert au Constitution Hall à Philadelphie, Marian Anderson se heurta à l'opposition véhémente des membres de l'organisation patriotique Daughters of the American Revolution, dont la spécificité

était de n'accepter que des femmes descendantes de familles déjà présentes sur le sol américain au moment de la guerre d'Indépendance à la fin du XVIII^e siècle. L'affaire fit grand bruit et Eleanor Roosevelt démissionna de l'organisation. Finalement, Marian Anderson donna un récital au Lincoln Memorial à Washington devant une foule de 75 000 personnes où se mêlaient Blancs et Noirs. Pour les rédacteurs de la presse blanche et pour le sérail de Washington, le concert marquait la fin d'une controverse embarrassante ; pour les dirigeants noirs, c'était un début enthousiasmant⁷³.

Des avancées symboliques de ce type étaient importantes mais, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, la vie quotidienne des Noirs restait dominée par les préoccupations de la survie quotidienne. Les plus fortunés parvenaient à garder un petit pécule pour les loisirs, comme par exemple aller écouter les Mills Brothers, le quatuor africain-américain en vogue dans les années 1930⁷⁴. Mais les maigres revenus de la grande majorité étaient entièrement épuisés pour subvenir aux nécessités matérielles. Or, pour la première fois, un gouvernement fédéral se préoccupait de leur bien-être dans le cadre de ses programmes de lutte contre le chômage, d'aide sociale et de modernisation du pays. La promotion sociale de la nouvelle élite noire du savoir dans l'administration du New Deal au niveau fédéral et local parut confirmer les espoirs de changement. Toutefois, sur le long terme, l'influence croissante d'un groupe de plus en plus conséquent d'Africains-Américains ayant gravi l'échelle sociale par la voie éducative créa une fracture au sein de la population noire dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui. En effet, les fondements d'un système à deux vitesses étaient établis : d'un côté se trouvait le groupe, en expansion numérique, de Noirs « méritants » ayant progressé socialement avec les moyens à leur disposition ; de l'autre, la masse de ceux qui ne le voulaient pas ou n'y arrivaient pas, et qui restaient en bas de l'échelle⁷⁵.

Mais, à la fin des années 1930, une telle réflexion n'était pas encore à l'ordre du jour. L'urgence de la situation économique continuait de primer, d'autant que, après une nette baisse du chômage en 1935 et 1936, une récession en 1937-1938 vint rappeler à chacun la précarité de sa situation. Dans ce contexte, l'élite noire se sentit investie d'une responsabilité vis-à-vis des masses noires, d'autant que la proximité de leurs lieux de vie du fait de la ségrégation résidentielle rendait impossible de détourner les regards. Quant aux masses

industrielles et agricoles, elles retenaient de ces années le sentiment d'être moins impuissantes qu'auparavant et d'avoir désormais des amis haut placés qui s'intéressaient à leur sort. Le New Deal suscita donc un espoir, et les changements structurels sur lequel il reposait jetèrent les bases de ce qu'on a appelé la « Seconde Reconstruction », c'est-à-dire l'émergence d'un vaste mouvement de mobilisation pour la justice raciale, sociale et économique.

L'arsenal de la démocratie et la lutte pour l'inclusion

L'approche de la guerre ne fit que renforcer cette conviction naissante que les Noirs disposaient désormais de la capacité de se faire entendre. La reconversion du secteur industriel à des fins militaires entraîna une forte accélération des flux de migration. Alors qu'un demi-million d'Africains-Américains avaient quitté le Sud au cours des années 1930, le nombre de migrants noirs passa à près de 1,5 million au cours de la décennie suivante. La première Grande Migration au moment de la Première Guerre mondiale avait eu pour principales destinations New York et Chicago, suivies par Philadelphie, Saint-Louis, Detroit, Pittsburgh, Cleveland, Indianapolis, Cincinnati et Kansas City. La suivante, lancée par le second conflit mondial, confirma l'attractivité de ces villes et en ajouta d'autres à la liste, surtout à l'ouest du pays : Los Angeles, San Francisco, Oakland, Seattle, Phoenix, San Diego et Portland.

Transformant profondément les centres urbains du Nord et de l'Ouest, la seconde Grande Migration contribua à faire de la question noire un enjeu national. La pression démographique créa de fortes tensions dans les ghettos, où le parc immobilier insuffisant et délabré ne pouvait accueillir tous les nouveaux venus sans risquer l'implosion. Les écoles des quartiers noirs devinrent encore plus surpeuplées et ne parvenaient que difficilement à remplir leur mission éducative. Les premiers programmes de renouvellement urbain et de construction de grands ensembles lancés par le New Deal offraient une solution aux familles dont les candidatures avaient été retenues mais, tous situés dans des quartiers noirs, ils accentuèrent la ségrégation résidentielle. Immanquablement, ces arrivées massives suscitèrent des tensions avec les Blancs résidant à proximité des ghettos. Ceux qui le pouvaient s'empressèrent de déménager, ailleurs dans la ville ou en périphérie,

grâce aux programmes de garantie fédérale des prêts immobiliers de la Federal Housing Administration. L'arrivée continue de nouveaux migrants noirs du Sud et ce début de « fuite des Blancs » préfigurèrent ce que les historiens ont appelé le « second ghetto », ce ghetto moderne de vaste taille qui prit toute son ampleur après la Seconde Guerre mondiale⁷⁶.

La Grande Migration n'était toutefois pas uniquement source de difficultés. La concentration de la population africaine-américaine dans les centres urbains donnait du poids au « vote noir » et les militants comptaient s'en servir comme d'une nouvelle arme politique dans leur lutte pour l'égalité. Les membres du « Cabinet noir », de leur côté, veillaient à ce que les Africains-Américains ne soient pas oubliés des préoccupations de l'État en ces temps de montée des tensions internationales et rappelaient au président leur importance dans le paysage politique à l'approche des élections de 1940. Mary McLeod Bethune fit pression pour obtenir la suppression de la discrimination à l'embauche dans la fonction publique fédérale. Sous son influence, Roosevelt supprima l'obligation pour les candidats à des postes de fonctionnaires d'indiquer leur race. En conséquence, le nombre d'employés noirs du gouvernement tripla entre le début des années 1930 et 1940⁷⁷.

Parallèlement, l'attention se concentra sur la lutte contre la discrimination dans la Défense nationale. Dès juillet 1940, un comité se forma à Harlem pour réclamer l'égalité de traitement dans les forces armées américaines et dans les recrutements dans l'industrie de guerre⁷⁸. La loi sur le service militaire obligatoire du 16 septembre 1940 interdit l'exclusion de citoyens du fait de leur race mais pas la ségrégation des forces armées. Comme dans les conflits précédents, les soldats noirs serviraient donc dans des unités séparées. L'inclusion dans les forces armées devint l'un des grands chevaux de bataille des organisations de défense des droits civiques. Moins de deux semaines après l'adoption de la loi par le Congrès, A. Philip Randolph, T. Arnold Hill de la NUL et Walter White de la NAACP se rendirent à la Maison-Blanche⁷⁹. Roosevelt, connaissant la résistance des forces armées à l'idée d'intégration raciale, confirma le maintien de la ségrégation. Soucieux d'apaiser la situation, il annonça toutefois la nomination du premier général africain-américain, Benjamin Davis, celle du juge William Hastie au poste d'assistant civil auprès du ministre de la Défense et celle du colonel Campbell Johnson à celui de conseiller

noir du directeur du service de la conscription.

Ces nominations ne suffirent pas à faire retomber la mobilisation des défenseurs des droits civiques. À peine le président Roosevelt avait-il appelé la nation, lors d'une adresse solennelle à la radio, à se transformer en « arsenal de la démocratie », le 29 décembre 1940, que A. Philip Randolph lui lança un ultimatum. Auréolé de sa victoire sur la compagnie des wagons-lits Pullman à laquelle il avait réussi à arracher en 1937 une convention collective pour ses porteurs, le dirigeant du Brotherhood of Sleeping Car Porters (BSCP) avait pris la tête du Mouvement pour la marche sur Washington (March on Washington Movement, MOWM). Cette nouvelle organisation visait à briser la barrière raciale à l'embauche de Noirs comme ouvriers dans l'industrie de la défense, en faisant directement pression sur la Maison-Blanche par la menace d'une grande manifestation dans la capitale. L'idée était venue d'une femme africaine-américaine, militante de base, qui, énervée par le manque de réactivité de l'administration Roosevelt aux demandes répétées des Africains-Américains, s'exclama lors de la réunion à Chicago de plusieurs associations de défense des droits civiques au tout début de l'année 1941 : « On devrait amener 50 000 Noirs devant la Maison-Blanche⁸⁰. » Ravi de cette idée qui rappelait la marche dite de la « Bonus Army », ces anciens combattants de la Première Guerre mondiale qui étaient descendus sur Washington en 1932 pour protester contre le non-paiement de leurs pensions militaires pendant la Dépression, Randolph la reprit à son compte. Il augmenta le nombre de manifestants potentiels à 100 000 et coordonna les préparatifs de la manifestation.

Le décret présidentiel 8802 et les « *Tuskegee Airmen* »

Sous la pression, le président négocia. Contre la promesse des dirigeants du MOWM de renoncer à leurs autres revendications – en particulier l'abolition de la ségrégation dans les forces armées, la suppression du cens (*poll tax*) et l'interdiction fédérale du lynchage –, Roosevelt publia le 25 juin 1941 le décret présidentiel 8802 interdisant la discrimination dans le travail dans les agences fédérales,

les syndicats et les entreprises engagés dans l'effort de guerre. Le décret établit aussi la Fair Employment Practices Commission (Commission sur les pratiques d'emploi équitables, FEPC) pour mettre en application cette décision. Victoire pour les travailleurs noirs, le décret 8802 représentait la première action véritablement décisive de l'exécutif en soutien à l'égalité raciale depuis la Reconstruction. Son adoption fut acclamée par les organisations et la presse noires, Randolph n'hésitant pas à le qualifier de « deuxième Proclamation d'émancipation », après celle d'Abraham Lincoln en pleine guerre de Sécession en 1863⁸¹.

C'est à Los Angeles que la FEPC choisit d'organiser ses premières auditions. Pour la presse et les organisations locales noires, l'enjeu était considérable : les regards du pays entier étant braqués vers la ville, le journal noir *California Eagle* se mobilisa sans compter pour inciter toute personne ayant été victime de discrimination à se faire connaître⁸². Bien que la « Ville des anges » soit devenue l'un des principaux centres de construction des navires et des avions de guerre, le nombre d'emplois ouverts aux Africains-Américains restait dérisoire : Douglas Aircraft ne comptait ainsi que 10 employés noirs sur une main-d'œuvre totale de 33 000 personnes et Bethlehem Shipbuilding comptait seulement 2 Africains-Américains sur 3 000 employés. Et encore, ces deux personnes avaient été recrutées d'urgence le jour de la première audition de l'agence fédérale.

Les auditions des 20 et 21 octobre 1941 confirmèrent la détermination des Noirs à obtenir justice : défilèrent devant les membres de la FEPC différents leaders noirs et simples ouvriers qui témoignèrent du rejet de leur candidature. Malgré les dénégations des employeurs qui affirmaient qu'aucun Noir n'avait postulé, ou qu'aucun n'avait les qualifications requises, la FEPC confirma la discrimination et enjoignit aux entreprises de modifier leurs pratiques de recrutement. Aucune sanction n'était toutefois prévue en cas de non-respect de ses conclusions. Les entreprises de l'industrie de guerre étaient montrées du doigt mais elles ne risquaient pas de perdre leurs contrats de défense. De fait, elles ne modifièrent leur politique d'embauche qu'à partir de 1942, lorsqu'un manque cruel de main-d'œuvre les y força.

Répondant à une autre revendication exprimée sans relâche par les organisations de défense des droits des Noirs, la presse africaine-américaine et les universités et *colleges* noirs historiques, le ministère

de la Guerre créa en juillet 1941 un programme de formation de pilotes africains-américains de combat au Tuskegee Institute. Un programme similaire existait déjà depuis 1939 dans le domaine de l'aviation civile mais l'armée de l'air américaine ne comprenait que 2 % d'Africains-Américains dans son personnel. Malgré les fortes réticences des chefs militaires, l'« expérience Tuskegee » vit le jour. Les cadets qui suivirent leur formation jusqu'au bout devinrent, sous le surnom de « *Tuskegee Airmen* », les pilotes de chasse du 99^e escadron de l'U.S. Air Force qui, avec ceux des 100^e, 101^e et 102^e escadrons, s'illustrèrent pendant la guerre. D'autres soldats formés dans le cadre du programme de Tuskegee devinrent pilotes de bombardiers, navigateurs, artilleurs, instructeurs ou agents de maintenance⁸³.

L'entrée en guerre du pays après l'attaque de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, conforta la résolution de la population noire. L'ampleur du conflit impliquait en effet la mobilisation totale des forces vives de la nation. De fait, au cours des trois années et demie que dura le conflit pour les États-Unis, plus de 16 millions d'hommes et de femmes défendirent les couleurs de leur pays dans les forces armées, 17 millions d'ouvriers et d'ouvrières travaillèrent à la production industrielle reconvertie à des fins militaires, plus de 85 millions d'Américains (sur une population totale de 140 millions en 1945) achetèrent des bons du Trésor et tous se soumirent aux exigences d'un système très étendu de rationnement. Dans un combat aussi global, les autorités américaines ne pouvaient pas se permettre d'ignorer les quelque 13 millions d'Africains-Américains, soit près de 10 % de la population totale, et ces derniers en étaient parfaitement conscients. La question du « moral » de la population africaine-américaine devint une préoccupation majeure, confirmée par de nombreuses enquêtes d'opinion tout au long du conflit. Les Africains-Américains n'avaient pas attendu la guerre pour voir les manquements de la démocratie américaine mais ils comptaient bien exploiter à leur avantage la nouvelle rhétorique patriotique.

« Double Victoire »

Dès février 1942, le *Pittsburgh Courier*, principal quotidien noir du pays, lança une grande campagne pour la « Double Victoire » : victoire contre l'ennemi fasciste à l'extérieur et victoire contre le racisme à l'intérieur du pays. Reprenant les termes de James Thompson,

employé noir de la cafétéria de Cessna Aircraft Corporation à Wichita (Kansas), qui avait écrit au journal en lui suggérant le slogan, le *Pittsburgh Courier* appelait à se battre pour la « vraie démocratie »⁸⁴. La formule accrocheuse résumait le sentiment général. Elle fut immédiatement reprise dans tout le pays. Mettant en avant le patriotisme des Africains-Américains, la campagne de la « Double Victoire » avait beau jeu de dénoncer leur traitement comme citoyens de seconde zone. La lutte contre le fascisme donnait du sens à la participation des Noirs à l'effort de guerre : faire de la démocratie une réalité pour ceux pour qui elle restait une aspiration⁸⁵.

Le sort des soldats noirs dans les différents corps d'armée intéressait au plus haut point la population et la presse noires. Au 30 novembre 1941, les forces armées américaines comptaient environ 97 000 soldats africains-américains, contre moins de 4 000 (et seulement 12 officiers) en 1939. Fin décembre 1942, ce chiffre dépassait 467 000⁸⁶. Les Noirs américains avaient répondu à l'appel du drapeau mais la question de leur emploi dans les forces armées restait entière. Les autorités militaires envisagèrent un moment d'assigner les soldats noirs dans des unités blanches selon un système de quotas, dans des fonctions non combattantes et les moins valorisantes, avant de revenir à la pratique traditionnelle des unités ségréguées. Les 92^e et 93^e divisions africaines-américaines d'infanterie, qui avaient déjà servi pendant la Première Guerre mondiale, furent réactivées au printemps 1942, de même que la 2^e division de cavalerie en novembre. Mais ces troupes étaient principalement cantonnées à des tâches de logistique ou de construction et subissaient brimades et insultes fréquentes, en particulier celles stationnées dans le Sud. Fin 1942, environ 100 000 soldats africains-américains étaient déployés à l'étranger, mais la presse *mainstream* ne donnait aucune nouvelle d'eux. Scandalisée par ce silence délibéré, la presse africaine-américaine compensait en multipliant les photos et les récits de bravoure de ces soldats. Mais, comme les Américains blancs ne lisaient pas les journaux noirs, l'opinion publique blanche ignorait tout de leur patriotisme⁸⁷. Le sort des soldats noirs dans les forces armées suscita une forte rancœur et renforça leur détermination à se battre pour leurs droits.

Dans le même temps, s'appuyant sur la campagne de la « Double Victoire », Randolph entendait maintenir la pression sur le gouvernement par l'intermédiaire du MOWM : la FEPC n'ayant pas les

moyens de faire respecter ses décisions, le MOWM fit campagne pour la transformation de la FEPC en commission permanente. Le mouvement organisa pendant l'été 1942 de grands rassemblements dans plusieurs villes, comme Saint-Louis (Missouri), Chicago et New York, excluant toute participation de Blancs⁸⁸. Elle soutint aussi la mobilisation victorieuse des ouvriers noirs de Detroit qui lancèrent des grèves sauvages dans les usines Dodge/Chrysler et Packard, qui produisaient des chars, pour protester contre l'absence d'Africains-Américains sur les chaînes de montage⁸⁹.

Tous les leaders noirs ne partageaient pas cette approche radicale. Walter White, en particulier, continuait de promouvoir une stratégie de coopération interracial et de mobilisation légale. En avril 1941, il s'était ainsi distingué en apportant un soutien décisif aux ouvriers grévistes de l'United Auto Workers en lutte contre Ford, à l'usine River Rouge près de Detroit, pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux. Parvenant à convaincre, avec l'aide de la jeune garde locale de la NAACP, les ouvriers noirs de Ford de surmonter leur animosité à l'égard des ouvriers blancs qui s'opposaient souvent à leur présence à leurs côtés, White contribua à forger une coalition mixte qui transforma durablement les relations raciales au niveau local⁹⁰.

La majeure partie des postes dans l'industrie de guerre étant des emplois qualifiés, la question de la formation professionnelle était essentielle. Or, dans ce domaine, les Africains-Américains étaient systématiquement défavorisés, quand ils n'étaient pas entièrement exclus des programmes de formation. Suite à la publication du décret présidentiel 8802, le gouvernement incita les collectivités locales et les entreprises à se conformer aux nouvelles dispositions et à mettre en place des programmes de formation ouverts aux Africains-Américains. Certaines obtempérèrent rapidement mais d'autres refusèrent de modifier leurs pratiques, surtout dans le sud du pays. Une enquête menée au Mississippi par les services fédéraux rapporta qu'en septembre 1941, sur les 791 créations d'emplois prévues dans les industries de la défense de cet État, aucun poste ne devait être attribué à un Africain-Américain⁹¹.

Dans ces conditions, la division des Affaires noires au sein de la NYA, sous l'œil vigilant de Mary McLeod Bethune, se fit une spécialité d'enquêter sur ces discriminations. L'agence enquêta dans les différents États où étaient implantées des installations militaires et les usines ayant des contrats fédéraux : dans l'Alabama, la NYA organisa

dès septembre 1941 une série de rencontres avec les responsables des chantiers navals et des syndicats locaux pour déterminer la meilleure voie pour accélérer la formation d'ouvriers africains-américains et leur intégration dans la main-d'œuvre de la défense. Il en ressortit que les employeurs ne s'opposaient pas à ce que des dispositions soient prises pour promouvoir leur recrutement à des postes qualifiés à condition de trouver en même temps le moyen de « créer le moins de mécontentement possible entre les groupes de travailleurs », autrement dit à condition de maintenir la ségrégation sur les lieux de travail. Les employeurs avertissaient, avec l'assentiment des dirigeants syndicaux interrogés, que toute remise en cause de la *color line* ne manquerait pas de provoquer des affrontements⁹². Deux ans plus tard, l'émeute qui éclata sur le chantier naval de l'Alabama Dry Dock & Shipbuilding Company, situé sur une petite île au large de Mobile, leur donna raison : à peine la promotion de douze ouvriers noirs à des postes de soudeurs fut-elle annoncée que les ouvriers blancs se mirent à attaquer tous les ouvriers africains-américains qu'ils trouvèrent sur leur passage aux cris de « Nous allons chasser tous les nègres de cette île⁹³ ». Face à une telle résistance, la FEPC était impuissante.

« C'est le moment de parler haut et fort »

Les changements étant particulièrement lents, le militantisme des Africains-Américains s'intensifia dans les années 1942-1943. Un éditorial de *The Crisis* résumait ainsi l'ambiance générale : « C'est maintenant le moment de ne *pas* être silencieux sur les violations de la démocratie ici, dans notre pays. C'est maintenant le moment de parler haut et fort, pas par manque de loyauté mais par patriotisme dans le plus noble sens du terme⁹⁴. » L'inclusion économique restait une préoccupation essentielle mais les Africains-Américains se mobilisèrent aussi contre la discrimination dans le logement, pour la déségrégation des sports et des banques de sang de la Croix-Rouge, pour l'égalité d'accès aux écoles ou encore contre l'impunité dont jouissaient les personnes coupables de meurtres ou de lynchages d'Africains-Américains.

Parallèlement, une vaste campagne orchestrée par le *Pittsburgh Courier* exigeait que les honneurs militaires soient rendus à Doris « Dorie » Miller, un cuisinier noir de la marine américaine ayant fait preuve d'une remarquable bravoure pendant l'attaque de Pearl

Harbor. Après avoir sauvé son capitaine blessé, il s'était emparé d'une mitrailleuse et avait abattu au moins trois avions de chasse japonais. Pressenti pour recevoir la médaille de l'Honneur, Dorie Miller se vit refuser cette décoration par le ministre de la Marine, Frank Knox. Il fallut l'intervention personnelle de Roosevelt, sous la pression des Africains-Américains, pour que Miller reçoive la croix de la Marine des mains de l'amiral Chester Nimitz en mai 1942⁹⁵. Raciste notoire, Knox s'était fait connaître par son intransigeance face aux demandes de déségrégation de l'U.S. Navy. Il était aussi en partie responsable de la politique de ségrégation des banques de sang pratiquée par la Croix-Rouge américaine. Aberrante scientifiquement en plus d'être choquante moralement, cette pratique ne cessa d'être décriée par la presse et les organisations africaines-américaines jusqu'à son arrêt par les autorités de la Croix-Rouge⁹⁶.

Signe du militantisme grandissant de la population africaine-américaine, une nouvelle organisation vit le jour en juin 1942 : le Committee of Racial Equality. Créé à Chicago par un groupe d'étudiants blancs et noirs, garçons et filles, de l'Université de Chicago, ce groupe était mené par un Africain-Américain de vingt-deux ans, James Farmer⁹⁷. Ce dernier appartenait à la classe moyenne noire. Diplômé en théologie de Howard University (Washington D.C.), il avait refusé de travailler dans une église ségréguée et avait rejoint le groupe pacifiste Fellowship of Reconciliation (FOR) qui l'envoya développer les activités du mouvement à Chicago et dans le Midwest. Convaincu du bien-fondé de la philosophie gandhienne de la non-violence, il prôna auprès du FOR la création d'une commission interne spécialement consacrée à la promotion de l'égalité raciale. Ainsi fut fondé le Committee of Racial Equality, rebaptisé Congress of Racial Equality (CORE) un an plus tard.

Le but de ce groupe interracial était de remettre en question la ségrégation pratiquée *de facto* dans les restaurants et autres établissements ouverts au public de Chicago. Quelques mois après sa création, le CORE s'attaqua ainsi à un restaurant de la chaîne Jack Spratt, situé dans le South Side, dont il força la déségrégation en amenant un groupe de Blancs et de Noirs qui exigea d'y être servi. Reprenant la tactique du *sit-in* expérimentée avec succès par les étudiants de Howard University quelques semaines plus tôt contre un restaurant de Washington D.C., les militants refusèrent de quitter les lieux tant qu'ils n'obtiendraient pas satisfaction. La police appelée sur

place refusant d'arrêter les jeunes, la direction du restaurant céda⁹⁸. Cette première victoire galvanisa les troupes qui tentèrent ensuite, en vain, d'obtenir la déségrégation d'une patinoire locale. Malgré cet échec, le mouvement était lancé. En dépit d'activités encore très limitées et d'un nombre restreint de membres, le CORE parvint à maintenir une présence modeste dans le paysage militant de la ville pendant toute la guerre.

Le recours à l'action directe non violente n'était pas l'apanage des étudiants noirs. Reprenant la tactique des boycotts utilisée dans les années 1930, des parents d'élèves de l'école primaire noire, vétuste et surpeuplée, de Hillburn dans l'État de New York organisèrent un boycott scolaire pour exiger le droit d'envoyer leurs enfants à l'école blanche moderne de la petite ville. Soutenus par la NAACP et relayés par la presse, leurs efforts finirent par payer, offrant un exemple supplémentaire de la puissance de l'action directe non violente⁹⁹.

Dans de très nombreuses villes du pays, hommes et femmes tentèrent de lutter contre la discrimination raciale dans le logement : à Los Angeles, par exemple, la liberté résidentielle était au cœur des combats. Alors que les actes de violence et d'intimidation se multipliaient contre les Noirs qui osaient s'installer dans des quartiers blancs, la NAACP organisa la riposte juridique en saisissant les tribunaux¹⁰⁰. L'affaire la plus célèbre impliqua le quartier de Sugar Hill à Beverly Hills où résidaient de nombreux acteurs : pendant des années, les hommes d'affaires et acteurs noirs en vue s'étaient contentés d'habiter dans les rues Hobart et Harvard, mais, de plus en plus nombreux, ils voulurent s'installer dans les rues adjacentes. Les Blancs du quartier, regroupés dans l'une des associations de propriétaires qui, partout dans le pays, étaient à l'avant-garde de la lutte contre l'« invasion noire », réagirent en étendant les *restrictive covenants* à l'ensemble du district de West Adams où se trouvait Sugar Hill. S'appuyant sur le XIV^e amendement à la Constitution garantissant l'égalité de traitement entre citoyens, la NAACP intenta donc un procès à l'association pour violation de la liberté résidentielle. Parmi les plaignants figurait Hattie McDaniel, première actrice noire à remporter un Oscar en 1939 pour son rôle de Mammy dans *Autant en emporte le vent*. Après trois années de tensions, un tribunal de Los Angeles finit, en 1944, par donner raison aux militants africains-américains¹⁰¹. Mais, pour un succès remporté, les militants noirs devaient essuyer de nombreux échecs, d'autant que les tensions autour

du logement touchaient désormais aussi les banlieues dont le développement s'accéléra avec la guerre. À Maywood, banlieue blanche de Los Angeles, le rédacteur en chef du quotidien local, le *Maywood-Bell Southwest Herald*, mobilisa ainsi avec succès la population du quartier pour chasser deux familles africaines-américaines qui s'y étaient installées¹⁰².

L'attitude des Blancs à l'égard des Noirs qui s'installaient dans leur quartier était d'autant plus impitoyable qu'elle reflétait la gravité de la crise du logement. À Detroit, l'afflux de migrants, blancs et noirs, venus travailler dans l'industrie de la défense créait une pression démographique insoutenable et le parc immobilier était notoirement insuffisant. Conscient du problème, le gouvernement fédéral avait décidé d'implanter plusieurs grands ensembles dans la ville pour y loger les familles ouvrières travaillant dans l'industrie de la défense. Dans ce contexte, le complexe résidentiel Sojourner Truth Homes, du nom de la célèbre abolitionniste noire, avait été désigné pour accueillir des familles africaines-américaines à partir du début de l'année 1942. Mais, avant même que les premiers locataires ne puissent emménager, les Blancs de la ville protestèrent avec une telle virulence que les autorités fédérales décidèrent finalement d'attribuer les logements à des locataires blancs. Les organisations noires, relayées dans les quartiers par les réseaux mis en place au moment de la grève des ouvriers de l'United Auto Workers en 1941, et soutenues par le maire de Detroit et les syndicats, condamnèrent bruyamment cette volte-face et obtinrent gain de cause. Mais, le 28 février 1942, alors que les premières familles africaines-américaines tentaient d'emménager dans le grand ensemble, une foule de Blancs les accueillit avec un déferlement de violence. « Nous voulons des habitants blancs dans notre quartier blanc ! » proclamait une pancarte brandie par les manifestants. De nombreux Noirs étant venus soutenir les occupants, la situation dégénéra en affrontements. La police, arrivée sur place, procéda à 220 arrestations : 217 Noirs et 3 Blancs. Les Sojourner Truth Homes restèrent inoccupés quelque temps et il fallut attendre la fin du mois d'avril 1942 pour que 6 familles noires, escortées par pas moins de 1 100 policiers et 1 600 membres de la Garde nationale du Michigan (force militaire de réserve composée d'unités de chaque État et placée sous le double contrôle de l'État et du gouvernement fédéral), puissent y emménager. Grâce à cette protection policière, 128 familles purent progressivement y vivre sans

avoir à subir la violence des habitants blancs¹⁰³.

Outre le fort ressentiment de la communauté noire locale face à l'attitude raciste de la police, l'émeute des Sojourner Truth Homes est aussi notable pour l'attitude militante dont les Noirs de cette ville du Nord firent preuve. Décidés à ne pas rester passifs face à la violence des Blancs, ils n'hésitèrent pas à en découdre physiquement avec leurs adversaires. La même volonté se retrouvait chez les soldats noirs stationnés dans le Nord : lassés d'avoir à subir la ségrégation sur la base militaire de Fort Dix (New Jersey), les soldats noirs qui y étaient cantonnés décidèrent ainsi de braver la discrimination dont ils étaient victimes dans les bars et restaurants du quartier. Pris dans des rixes ou des émeutes, ils répondaient à la violence par la violence et défendaient leur honneur avec leurs poings ou leurs armes.

Les gestes d'apaisement de l'administration Roosevelt

Face à cette montée de l'activisme africain-américain, l'administration Roosevelt, inquiète des effets délétères de ce mécontentement sur l'Union sacrée, multiplia les gestes d'apaisement. Ses différents services publièrent un florilège de documents mettant en avant les avancées sociales et économiques de la population noire. Assurant cette dernière du respect et de la reconnaissance du gouvernement américain, ces publications avaient aussi pour but d'encourager les employeurs à surmonter leurs préjugés racistes pour embaucher davantage de Noirs. Ainsi, l'Office of War Management publia en 1942 une brochure intitulée *Manpower. One Tenth of the Nation* qui présentait, sur papier glacé, les contributions et les qualités des travailleurs africains-américains, accompagnées de titres explicites : « Le pays entier paie le prix de la discrimination » ou « Nous les employons... mais pas assez »¹⁰⁴.

Les efforts du gouvernement pour « améliorer l'image des Noirs » dans la population et apaiser leurs revendications ne se limitaient pas à la publication de documents écrits. Répondant à la NAACP qui avait lancé par l'intermédiaire de Walter White une grande offensive sur Hollywood pour contraindre les studios de cinéma à en finir avec les stéréotypes racistes, l'Office of War Information passa commande à Frank Capra, en 1943, d'un film qui présente d'une manière positive

les soldats noirs. Le résultat, *The Negro Soldier*, sorti en 1944, montrait des soldats africains-américains très patriotes plongés dans des réflexions profondes, en train de s'entraîner au tir ou de lire de la poésie, ou encore de s'intéresser à des jeunes femmes, noires bien entendu. Le film ignorait délibérément la question sulfureuse de la ségrégation mais, en présentant des personnages aussi moraux, il entendait en saper les fondements¹⁰⁵.

Parallèlement, répondant aux appels répétés de la presse et des organisations noires en faveur de l'inclusion des Africains-Américains dans tous les corps des forces armées, le gouvernement poursuivit sa lente politique d'ouverture, sans toutefois remettre en question la ségrégation. Après avoir autorisé la création d'un programme de formation d'officiers noirs dès 1940 et mis en place le bataillon d'aviateurs africains-américains de Tuskegee au printemps 1941, le gouvernement, sur l'insistance d'Eleanor Roosevelt, s'attaqua à la marine : en avril 1942, il décida que les Noirs pourraient désormais devenir *marines* et participer aux activités générales de la Navy sans plus y être cantonnés à des tâches de nettoyage ou de cuisine¹⁰⁶. Malgré une acceptation croissante des Africains-Américains dans les forces armées, les progrès se firent souvent contre l'avis des chefs militaires et rares furent les unités africaines-américaines autorisées à combattre pendant le conflit. Les « *Buffalo Soldiers* » de la 92^e division d'infanterie, seule unité africaine-américaine d'infanterie à combattre en Europe, jouèrent un rôle déterminant en Italie d'octobre 1944 à mai 1945, faisant prisonniers plus de 20 000 soldats allemands au prix de lourdes pertes humaines. Leur action reste cependant une exception dans l'armée de terre, dont les dirigeants restaient pétris de préjugés racistes.

Le général George Patton fut sans doute l'exemple le plus célèbre de ce racisme au plus haut niveau militaire. Alors qu'il organisa la rotation hebdomadaire de ses unités de combat composées de soldats blancs, il maintint sur le front les soldats noirs de la 761^e unité de blindés pendant six mois d'affilée, provoquant la perte de la moitié des effectifs. Ces soldats s'illustrèrent lors de la libération des camps de Buchenwald et de Dachau en 1945, mais, à l'instar des 120 soldats africains-américains qui participèrent au débarquement de Normandie ou aux chauffeurs du système de convoi routier dit « *Red Ball Express* » (75 % de ces chauffeurs de camions étaient noirs) qui participèrent à la libération de la France après la bataille de

Normandie, leur action ne fut reconnue ni par les autorités militaires et gouvernementales ni par les médias blancs. De même, les Africaines-Américaines ne furent acceptées qu'avec une grande réticence dans les forces armées. Sur les 8 000 infirmières noires diplômées en 1944, seules 300 travaillaient pour le compte de l'Army Nurse Corps sur un effectif total de 59 000, et il fallut attendre 1944 pour que le Women's Army Corps et la Réserve de la marine acceptent des Noires¹⁰⁷.

La FEPC poursuivait ses activités. Malgré la faiblesse inhérente à cette institution n'ayant pas le pouvoir de faire appliquer ses décisions, la situation de l'emploi des Noirs dans l'industrie de la défense s'améliora considérablement pendant la guerre¹⁰⁸. En 1944, 1 250 000 Africains-Américains travaillaient dans les usines de munitions et autres centres de la production de guerre. Les centrales syndicales CIO et AFL comptaient plus d'un million de membres noirs à la fin de la guerre, contre seulement 150 000 en 1935. Pour ces nouveaux ouvriers, anciens domestiques ou travailleurs agricoles, pour ceux déjà employés dans l'industrie qui saisirent l'opportunité offerte par la guerre pour prendre un travail mieux rémunéré, comme pour les 200 000 Noirs qui occupèrent un emploi dans la fonction publique (contre 60 000 avant la guerre), la Seconde Guerre mondiale signifia une nette augmentation du niveau de vie. Entre 1940 et 1945, les revenus moyens des travailleurs noirs passèrent de 40 % à 50 % de ceux des Blancs, une progression jamais égalée au ^{xx}e siècle¹⁰⁹.

Plus qu'à l'action gouvernementale, ce progrès était dû à la pénurie de main-d'œuvre qui frappa les différents centres de production industrielle du pays à partir de 1942 et à l'appât du gain des industriels qui, souhaitant répondre aux contrats juteux de la défense, ouvrirent les portes de leurs usines aux Africains-Américains, puis, dans un second temps, aux Africaines-Américaines.

La place fragile des femmes dans le mouvement

Dernières recrutées après les femmes blanches et les hommes noirs, les Africaines-Américaines firent néanmoins leur entrée à l'usine pendant la guerre et bénéficièrent elles aussi d'une amélioration conséquente de leur niveau de vie. Sybil Lewis avait ainsi quitté Sapulpa en Oklahoma pour travailler comme riveteuse à Lockheed Aircraft à Los Angeles : « Les années de guerre eurent un énorme

impact pour les femmes, expliqua-t-elle des années plus tard. Pour moi, c'était la première fois que j'avais la chance de sortir de la cuisine et travailler dans l'industrie, et de gagner un peu d'argent. C'était quelque chose dont je n'avais pas osé rêver auparavant. À Sapulpa, les femmes n'avaient aucune autre perspective que celles d'être domestiques ou d'élever des familles. Les années de guerre offrirent de nouvelles possibilités¹¹⁰. » Pour ces femmes qui n'avaient très souvent jamais quitté leur région de naissance, la guerre signifia l'exposition à de nouvelles réalités, dans un nouveau cadre de vie.

Elle signifia aussi, alors que les forces armées demandaient un nombre croissant de soldats, de nouvelles responsabilités et possibilités d'action. En l'absence de nombreux hommes, les femmes se retrouvèrent soudain avec le pouvoir de diriger des actions locales de protestation, comme le boycott scolaire de Hillburn, ou des actions syndicales, le plus souvent dans le cadre du CIO. Accéléralent leur apprentissage des techniques de la mobilisation, les perturbations économiques et sociales de la guerre permirent ainsi à ces femmes actives et militantes de faire entendre leur voix à une période où les discours patriotiques sur la contribution des soldats à l'effort de guerre avaient tendance à mettre l'accent sur les hommes et à reléguer les préoccupations des femmes à l'arrière-plan.

Mais, si les femmes africaines-américaines étaient présentes et actives au niveau local, elles n'étaient guère visibles au niveau national. La guerre confirma en effet le déclin des organisations de femmes noires. Mary McLeod Bethune tenta de redonner une visibilité à la National Association of Colored Women (NACW) en incitant ses membres, lors de leur convention nationale de 1941, à participer pleinement à l'effort de Défense nationale tout en éduquant les masses sur les différents programmes de formation professionnelle offerts par les agences gouvernementales du New Deal afin de faire « progresser la race noire »¹¹¹. Mais, tout au long de la guerre, la NACW brilla largement par son absence. Ses membres participèrent aux campagnes d'information de la NYA mais leur message patriotique avait du mal à convaincre la base. Même sans éducation, les femmes noires se rendaient bien compte que le gouvernement, surtout soucieux de la loyauté des soldats noirs, ne s'intéressait pas vraiment à leur sort, dont l'importance pour l'effort de guerre semblait moindre. Dans les grandes initiatives de promotion de l'emploi féminin dans les usines de la défense, l'icône de la guerre « Rosie la Riveteuse » était

invariablement représentée sous les traits d'une Blanche. Aussi la participation des femmes aux programmes de formation professionnelle était-elle davantage inspirée par l'intérêt économique personnel que par la volonté de participer à l'Union sacrée. De son côté, le Non-Partisan Council de la sororité Alpha Kappa Alpha continua son travail de lobbying, en particulier pour l'inclusion des femmes noires dans les corps d'armée américains. Le Conseil se mobilisa aussi contre la discrimination dans les admissions et les soins apportés aux anciens combattants noirs dans les hôpitaux de la Veterans Administration¹¹².

La montée en puissance de la NAACP pendant la guerre ne leur fournit que peu l'occasion de devenir des leaders de premier plan. La croissance spectaculaire de l'organisation, qui passa de 50 000 membres avant guerre à 200 000 en 1945, se fit grâce à l'arrivée de très nombreuses femmes dans ses rangs¹¹³. La présence de ces militantes, membres de la nouvelle garde, contribua au recentrage des préoccupations du groupe sur les questions économiques et sociales, plutôt que simplement politiques. Actives dans les sections locales qui fleurirent dans le pays à la faveur de la guerre, elles se prononcèrent souvent en faveur du soutien de la NAACP aux différents mouvements de grève qui éclataient dans les usines. De nombreuses militantes noires du groupe se retrouvaient aussi à l'avant-garde de la lutte pour l'égalité des salaires entre enseignants noirs et blancs, la profession d'enseignante étant souvent féminine¹¹⁴. Mais, fidèle à ce qui avait fait son renom, la NAACP poursuivait son activisme judiciaire pour remettre en question la constitutionnalité de la ségrégation et de la privation du droit de vote des Noirs. Reposant sur l'action d'un groupe d'avocats noirs mené par Thurgood Marshall, placé à la tête du NAACP Legal Defense and Educational Fund, le bras judiciaire de l'organisation, ce volet essentiel du travail de la NAACP était peu favorable à la participation des femmes. La profession d'avocat restait en effet très masculine, la seule exception étant Jane Bolin, première Africaine-Américaine à rejoindre le barreau de New York, puis le service juridique de la ville, avant de devenir la première juge noire¹¹⁵. Dans ce contexte, les militantes de la NAACP se retrouvaient largement exclues des procès qui faisaient les gros titres des journaux et cantonnées aux tâches souvent ingrates des militantes de terrain. Les années de guerre virent toutefois l'émergence d'une figure féminine majeure, Ella Baker, qui transforma durablement le

mouvement noir.

Lorsqu'elle fut nommée directrice nationale des sections locales de la NAACP en 1943, Ella Baker était déjà, à l'âge de trente ans, une militante chevronnée. Pionnière de la démocratie participative qui devint, dans les années 1960, le mot d'ordre de la gauche contestataire, Baker avait été inspirée par son expérience de jeunesse dans la petite communauté de Caroline du Nord où sa famille avait emménagé quand elle avait onze ans. L'église locale était dirigée par son grand-père, ancien esclave, qui avait acheté la terre sur laquelle il avait jadis travaillé et mettait un point d'honneur à subvenir aux besoins de sa famille et à aider ses voisins. Sa maison accueillant souvent des gens démunis, Ella Baker avait développé jeune un sens de l'entraide, ainsi qu'une grande capacité d'écoute. Après des études à Shaw University à Raleigh (Caroline du Nord), elle s'installa à New York. C'est dans le contexte difficile du Harlem de la Grande Dépression qu'elle commença ses activités : d'abord journaliste, elle participa à la création de la Ligue des coopératives des jeunes Noirs, avant d'être recrutée par la Works Progress Administration (WPA) où elle continua son travail de promotion des magasins coopératifs pour accroître le pouvoir d'achat des habitants du quartier. Ayant rejoint la NAACP à la fin des années 1930, elle sillonna les routes du Sud de villes en villages à la rencontre de toute personne qui acceptait de l'écouter. Infatigable et sachant s'adresser aussi bien à l'élite qu'aux paysans pauvres des zones rurales reculées, Ella Baker contribua personnellement au développement de la NAACP dans le Sud et devint l'une des personnalités les plus connues du mouvement noir aux côtés de célébrités comme Walter White ou A. Philip Randolph¹¹⁶.

Les émeutes raciales de 1943

La poursuite de la guerre ne fit qu'affermir la conviction des hommes et des femmes africains-américains qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes pour faire progresser la cause de l'égalité raciale. Le gouvernement avait beau clamer haut et fort la nécessité de l'unité nationale et de l'inclusion économique et sociale de tous les citoyens, ses politiques ne firent, dans la pratique, que renforcer la ségrégation. Les forces armées restaient non seulement divisées en bataillons ségrégués mais les Noirs et les Blancs étaient également

séparés sur les bases militaires. De plus, dans la capitale du pays, l'administration fédérale pratiquait elle aussi la ségrégation.

Les événements dramatiques du printemps et de l'été 1943 rappelèrent aux Africains-Américains l'ampleur des résistances à l'intégration raciale. En l'espace de quelques mois, le pays fut secoué par 240 émeutes raciales. De Mobile (Alabama) à Harlem, en passant par Detroit, Indianapolis ou Los Angeles, partout dans le pays les tensions raciales entre Blancs et Noirs dégénérèrent en affrontements sanglants. Le mois de juin 1943 fut particulièrement violent : le 7, à Los Angeles, de jeunes Mexicano-Américains et Noirs, vêtus de costumes amples et voyants (*zoot suit*) selon une mode semblable à celle des zazous en France, furent passés à tabac par des soldats blancs sous les regards approuvateurs de la police locale¹¹⁷. Les 15 et 16, les dockers de Beaumont (Texas) se mirent en grève pour protester contre l'embauche d'Africains-Américains puis ils attaquèrent tous ceux qu'ils croisèrent sur leur passage avant d'incendier le quartier noir de la ville¹¹⁸.

Quelques jours plus tard, Detroit connaissait la pire émeute de son histoire. Les affrontements avaient commencé par une chaude soirée d'été, le 20 juin, dans le parc d'attractions de Belle Isle, connu pour sa mixité raciale. Alors que les visiteurs s'apprêtaient à quitter les lieux et à rejoindre la ville, des échauffourées éclatèrent. Une bagarre opposa 200 jeunes Noirs à des marins blancs stationnés à l'arsenal voisin. Très vite, une foule de 5 000 Blancs s'amassa à l'entrée du pont d'accès à l'île pour attaquer les Africains-Américains qui tentaient de le franchir. À minuit, des forces de police étaient dépêchées sur place pour contenir la violence. En vain, celle-ci s'était déjà répandue dans le reste de la ville, alimentée par des rumeurs d'agressions de part et d'autre de la *color line*. L'émeute, d'une violence rare, dura trois jours et fut marquée par des pillages de magasins, des incendies et des attaques sanglantes. Sur l'insistance des représentants de la communauté noire, le maire de la ville fit appel aux troupes fédérales pour rétablir l'ordre. Plus de 6 000 soldats se déployèrent dans les rues et la ville, sous occupation militaire, s'arrêta littéralement, les rues étant désertes, les écoles et les lieux de divertissement fermés, les usines dans l'incapacité de fonctionner. Après trois jours de violences, le bilan était lourd : 34 personnes étaient mortes, dont 25 Africains-Américains, 700 personnes avaient été blessées et les dégâts dans la ville se chiffraient à 2 millions de dollars¹¹⁹.

Malgré le rapport de la commission d'enquête diligentée par le gouverneur du Michigan qui rejeta la responsabilité des événements sur les Noirs de la ville, les causes de l'émeute ne faisaient pas l'ombre d'un doute pour la communauté africaine-américaine. Déçue par le silence de Roosevelt qui, pour ne pas fâcher les démocrates du Sud, se refusa à aborder le sujet autrement que de manière vague, dans l'une de ses causeries au coin du feu, la NAACP publia une longue analyse de la situation, sous la plume de Walter White et de Thurgood Marshall¹²⁰. Rappelant en préface que *Life Magazine* avait publié en août 1942 un reportage détaillé sous le titre « Detroit est une poudrière », White retraçait ensuite l'historique des tensions entre les communautés. Il soulignait le racisme de la police locale et des habitants, parmi lesquels la grande majorité des 250 000 à 300 000 migrants blancs récents étaient originaires du Sud ségrégationniste¹²¹. L'analyse de White était suivie d'une liste de recommandations adressée au maire de Detroit. Préfiguration des revendications du *Black Power* dans les années 1960, le dirigeant de l'organisation noire réclamait le recrutement d'un nombre accru de policiers et d'enseignants noirs. Mais son objectif restait l'intégration raciale dans le logement, les usines et les espaces de loisirs. Appelant à démanteler les restrictions qui empêchaient la mixité, White encourageait aussi à la formation de commissions interraciales pour promouvoir la bonne entente et la compréhension mutuelles¹²². Le texte se concluait sur une prévision pessimiste quant à l'état des relations raciales dans d'autres villes du Nord. De fait, les 1^{er} et 2 août, un incident impliquant un policier blanc et un soldat noir à Harlem dégénéra à son tour en une émeute de grande ampleur dont le résultat fut la mort de cinq personnes¹²³.

Le Sud n'était pas épargné par les violences. Outre les émeutes de Mobile et de Beaumont, d'autres confrontations éclatèrent autour des bases militaires, lieux de cohabitation forcée des soldats noirs (souvent originaires du Nord) avec la population blanche. Les Blancs du Sud ne supportaient en effet pas plus la vue d'Africains-Américains en uniformes que ces derniers ne pouvaient accepter d'être traités en citoyens de seconde zone. Dans une société en pleine mutation sous l'effet de la mobilisation économique et de la migration continue hors du Sud, de nombreux Blancs sudistes restaient plus que jamais attachés à la défense de « Jim Crow »¹²⁴. Toute remise en question trop frontale du système attirait à son auteur des représailles, parfois

mortelles. Dans ce contexte, compte tenu du déséquilibre des forces entre les Noirs, qui ne pouvaient compter que sur leurs propres forces, et les Blancs, généralement soutenus par la police, une majorité de la population africaine-américaine devint progressivement convaincue qu'il était vital d'éviter les confrontations directes et se replia sur une approche graduelle du progrès racial.

Patience et gradualisme

Ces nouveaux mots d'ordre l'emportèrent à partir de 1944. La transformation de la NAACP en organisation de masse reflétait ainsi à la fois la détermination nouvelle des Noirs à faire avancer la cause de l'égalité raciale et la modération de l'organisation dans le Sud. Au niveau national, la NAACP remporta une victoire décisive lorsque la Cour suprême des États-Unis rendit en avril 1944 l'arrêt *Smith v. Allwright* qui supprimait définitivement le système des primaires blanches. Au niveau local en revanche, comme le déplorait Ella Baker, la plupart des sections locales n'étaient rien de plus que des clubs sociaux. Thurgood Marshall critiquait, quant à lui, la réticence des dirigeants locaux de la NAACP à attaquer de front le système « Jim Crow » et leur tendance à se consacrer uniquement à la lutte pour l'égalisation des salaires des enseignants, une question pouvant être soutenue par les Blancs libéraux et n'effrayant pas les défenseurs de la ségrégation puisqu'elle ne remettait pas en cause cette dernière¹²⁵.

Une telle modération n'était pas l'apanage des sections locales de la NAACP. Elle était partagée par les élites noires et blanches du Sud. Le 20 octobre 1942, 75 intellectuels, avocats et autres leaders africains-américains se réunirent à Durham (Caroline du Nord) pour analyser la situation. Sous le titre « Base de la coopération interracial et du développement dans le Sud », le manifeste de Durham qu'ils publièrent faisait de l'amélioration des relations entre Blancs et Noirs dans le Sud la condition indispensable de la victoire dans la guerre¹²⁶. Il demandait le droit de vote pour les Noirs, la fin des mauvais traitements par la police, l'égalité d'accès aux services publics, aux forces armées, à l'éducation et aux emplois, ainsi qu'une loi fédérale interdisant le lynchage. Opposés à la ségrégation, les auteurs choisirent toutefois de repousser à plus tard cette question au profit d'une approche plus conciliatrice permettant la collaboration interracial.

Cette approche fondée sur le gradualisme et la modération séduisit les libéraux de tout le pays. Dans le Sud en particulier, la Commission for Interracial Cooperation (CIC), rebaptisée Southern Regional Council pendant l'été 1943, se refusait à toute critique ouverte de la ségrégation, de même qu'une autre organisation interracial, la Southern Conference for Human Welfare (SCHW), créée avant guerre¹²⁷. Une modération similaire se retrouvait au sein du CIO, malgré les annonces de ses dirigeants et la création en son sein en 1943 d'un Comité pour abolir la discrimination raciale (Committee to Abolish Racial Discrimination). La centrale syndicale ne remet quasiment pas en question la *color line* dans ses sections syndicales et les usines où elle était présente, reflétant un mouvement plus large de déclin des organisations les plus radicales¹²⁸.

Les années de guerre virent ainsi le National Negro Congress atténuer ses critiques vis-à-vis du pouvoir. Dès Pearl Harbor, Edgar Brown, le dirigeant du NNC, télégraphia à Roosevelt pour lui assurer que les Africains-Américains s'engageaient à 100 % dans l'effort de guerre. Le Parti communiste, qui dominait le NNC, avait pris la tête de la dénonciation des violations des droits civiques des Noirs après la signature du pacte germano-soviétique en août 1939, mais l'invasion de l'Union soviétique par les forces allemandes le 22 juin 1941 marqua la volte-face des dirigeants et des membres du Parti. Après l'entrée en guerre des États-Unis, il ne fut plus question de critiquer le gouvernement américain, la priorité étant désormais la victoire contre les forces fascistes.

Cet attachement à l'unité de la nation était d'autant plus fort que les émeutes raciales de 1943 mettaient à mal l'image d'un pays uni contre l'ennemi commun. Après les affrontements de Detroit, les autorités locales et fédérales cherchèrent à promouvoir une meilleure entente entre les communautés. Environ 200 comités interraciaux virent ainsi le jour pour déminer les conflits potentiels et empêcher de nouvelles explosions de violence¹²⁹. Les pasteurs, éducateurs et leaders africains-américains locaux qui participèrent aux travaux de ces comités dans leurs villes demandèrent, au nom de la coopération interracial et de l'apaisement des tensions, que les Noirs renoncent pour l'heure à toute attitude trop militante et acceptent l'idée de progrès graduels.

Les deux dernières années de la guerre se déroulèrent dans ce même esprit de modération. La tolérance raciale devint le mot d'ordre du jour. La publication du livre de l'économiste suédois Gunnar Myrdal,

An American Dilemma. The Negro Problem and American Democracy, ne fit que confirmer cette tendance : réalisée à la demande de la Carnegie Corporation en 1937, cette étude monumentale sur la condition des Africains-Américains présentait sur 1 483 pages les recherches menées par une équipe de chercheurs incluant Ralph Bunche, E. Franklin Frazier et St. Clair Drake. Pour le lecteur pressé, Myrdal publia aussi une version courte de son ouvrage, condensant ses conclusions. Pour l'auteur, le « problème noir » était « un problème au cœur de l'Américain ». Conscient de la gravité des inégalités raciales qu'il détaillait avec de nombreuses données chiffrées, Myrdal n'en restait pas moins optimiste quant à l'amélioration des relations raciales. Se concentrant sur la situation du Sud, il estimait que la lutte pour la libération noire serait (et devait être) menée par des militants modérés, sachant apprécier les progrès graduels et œuvrer calmement à convaincre les Blancs du Sud, un par un, d'accepter une société indifférente à la couleur de la peau (*colorblind*)¹³⁰.

Préfigurant les conclusions de Myrdal, le *Pittsburgh Courier* avait abandonné, dès la mi-1943, quasiment toute mention de la campagne pour la « Double Victoire », remplacée par des articles rappelant la contribution des Africains-Américains à l'effort de guerre et leurs réalisations dans les forces armées comme sur le front intérieur. Le *Chicago Defender* suivit une trajectoire similaire. Le journal se mit à collaborer activement avec l'antenne locale du Bureau de la Défense civile, organisme fédéral chargé d'assurer la protection de la population en temps de guerre, pour organiser, en août 1943, un grand défilé censé démontrer la respectabilité et le patriotisme des citoyens africains-américains. Attirant une foule mixte de 400 000 personnes, la marche représenta, selon le *Defender*, l'« une des manifestations interraciales les plus stimulantes jamais vues ici¹³¹ ». À Chicago comme ailleurs, certains Africains-Américains n'appréciaient pas cette modération mais la participation massive au défilé montra à quel point les voix « radicales » étaient devenues minoritaires. À la fin de la guerre, une question permit toutefois à la communauté noire de revendiquer haut et fort l'égalité de traitement sans risquer d'être accusée de manquer de patriotisme : la lutte contre les violences faites aux femmes noires dans le Sud.

Rosa Parks et les victimes de violences sexuelles

Depuis l'esclavage, les violences contre les femmes noires étaient tellement courantes dans le Sud que chaque femme, jeune ou plus âgée, redoutait de se trouver seule en présence d'hommes blancs. Les mères et les grands-mères mettaient en garde leurs filles et leurs petites-filles dès l'enfance contre les risques d'agression sexuelle. Par peur de représailles contre elles-mêmes ou leurs proches, la grande majorité des femmes agressées taisaient leur souffrance. Certains cas devinrent néanmoins des causes célèbres qui mobilisèrent largement la population africaine-américaine tant dans le Sud que dans le Nord.

En septembre 1944, Recy Taylor fut enlevée en plein jour à sa sortie de l'église d'Abbeville, petite bourgade d'Alabama, par un groupe de six hommes blancs qui la conduisirent en voiture sur un chemin isolé pour la violer tour à tour¹³². Bien que l'agression fût immédiatement dénoncée à la police et le conducteur de la voiture identifié, la police ne procéda à aucune arrestation. Alertée de la situation, la section de Montgomery (Alabama) de la NAACP dépêcha sur place sa meilleure spécialiste des affaires de viols de femmes noires par des Blancs, Rosa Parks¹³³.

Lorsqu'elle fit la connaissance de Recy Taylor, Rosa Parks était membre de la section locale de la NAACP de Montgomery depuis moins d'un an, mais elle était déjà une militante aguerrie. Ayant appris, enfant, aux côtés de son grand-père maternel à résister à la suprématie blanche et découvert avec lui les écrits de Marcus Garvey, Rosa McCauley se rappelait des années plus tard avec admiration comment son grand-père s'était armé d'un fusil pour se défendre en cas d'attaque du Ku Klux Klan. En 1931, elle tomba amoureuse de Raymond Parks, militant de la NAACP qui ne se séparait jamais de son revolver. Pendant le procès des *Scottsboro Boys*, le couple participa aux réunions secrètes organisées à Montgomery, parfois à son domicile, pour collecter de l'argent pour la défense des accusés. Au début des années 1940, ils accueillèrent chez eux les réunions d'une organisation locale destinée à encourager les Noirs à braver le danger pour s'inscrire sur les listes électorales. Rosa Parks elle-même n'hésita pas à aller passer trois fois le test d'alphabétisation avant de recevoir enfin son certificat d'inscription en 1945. Elle rejoignit la NAACP en 1943 et fut élue secrétaire de la section locale dès la première réunion. Ce titre modeste cachait de véritables responsabilités, puisque Rosa Parks devait parcourir les routes d'Alabama pour interroger les habitants noirs et amasser des preuves des agressions, intimidations d'électeurs

et autres actions racistes. Sa politisation au moment du procès des neuf de Scottsboro l'avait particulièrement sensibilisée aux questions d'agressions sexuelles¹³⁴.

Rosa Parks se chargea de faire connaître l'affaire Recy Taylor à Montgomery et d'organiser la défense de cette dernière que ses agresseurs accusaient de prostitution. Avec l'aide de leaders africains-américains de la ville, dont Edgar (E.) D. Nixon, dirigeant de la section de l'Alabama du syndicat Brotherhood of Sleeping Car Porters, Rosa Parks organisa un comité de soutien à Recy Taylor qui rendit l'affaire célèbre grâce à ses relais dans la presse africaine-américaine. La scandaleuse audience de mise en accusation qui exonéra les agresseurs de Recy Taylor fit le reste : dans tout le pays, dans les échoppes de barbiers, les salons de beauté, les églises, les réunions de clubs, les bars et salles de billard, ainsi que dans les sections des syndicats interraciaux et de la NAACP, les conversations tournaient autour de Recy Taylor. Son affaire reçut aussi le soutien du Southern Negro Youth Congress (SNYC) et de l'organisation interraciale Southern Conference for Human Welfare (SCHW)¹³⁵. Ce vaste réseau de militants et supporters de Taylor provoqua l'inquiétude des autorités de l'Alabama qui redoutaient un nouveau Scottsboro. En dépit de cette mobilisation de grande ampleur qui permit de réunir une coalition de groupes d'obédiences diverses autour de la cause fédératrice du droit à la dignité des femmes africaines-américaines, un jury populaire entièrement composé de Blancs refusa par deux fois de mettre en accusation les agresseurs de Taylor.

Choquant pour la communauté africaine-américaine, cet échec ne découragea cependant pas les Noirs de poursuivre leur résistance et leur lutte pour la conquête de leur respectabilité : après Recy Taylor, d'autres femmes refusèrent de se taire et dénoncèrent publiquement les agressions qu'elles avaient subies. Faute de pouvoir obtenir justice devant les tribunaux du Sud, les victimes et les personnes qui les soutenaient luttèrent contre la suprématie blanche par la parole, en faisant connaître leurs histoires et en divulguant le nom de leurs bourreaux dans la presse.

La question de la respectabilité et de la dignité des femmes noires permettait aux sans-voix de s'exprimer. Plus encore, elle constitua un sujet de mobilisation capable de regrouper la communauté noire dans une lutte commune au-delà des divergences d'opinion et de classe sur la tactique à suivre pour poursuivre le combat. La défense de

l'intégrité du corps de la femme contre la violence bestiale des agresseurs constituait en outre un sujet propice à la formation de coalitions libérales interraciales. Enfin, elle fournit aux femmes africaines-américaines un terrain d'action sur lequel retrouver une légitimité d'action dans un contexte difficile pour l'activisme féminin et inspira la génération suivante de militantes.

Changer l'image des Noirs

Cette volonté de conquête de la respectabilité explique en partie le ralliement des Africains-Américains à l'Union sacrée. Préoccupation constante de la classe moyenne noire depuis la fin du XIX^e siècle, cette volonté de toujours paraître digne gagna la classe ouvrière. Mettre en avant le patriotisme des travailleurs noirs, en plus de celui des classes supérieures, était un moyen d'affirmer l'égalité de tous les Africains-Américains. L'élite économique et sociale de la communauté noire encouragea et fit connaître la participation des ouvriers noirs à l'effort de guerre.

Alors que les sondages prouvaient la persistance de stéréotypes racistes, l'idée que la culture de masse était l'un des terrains de bataille de l'égalité fit son chemin. Le film *The Negro Soldier* avait bien tenté d'améliorer l'image des soldats noirs, mais la communauté africaine-américaine recherchait un moyen de promouvoir une image positive aussi de la société civile. Le programme radiophonique *Freedom's People*, créé par le spécialiste de l'éducation Ambrose Caliver et diffusé sur NBC en 1941 et 1942, présentait ainsi des moments forts de l'histoire africaine-américaine et mettait en avant les réalisations des Noirs dans les domaines de la musique, de la science, de l'industrie et du sport. Importante pour l'image positive qu'elle véhiculait, cette émission n'était toutefois écoutée que par des Noirs. Elle ne permit pas de contrecarrer les stéréotypes de la très populaire émission *Amos'n'Andy*, véritable *minstrel show* radiophonique qui présentait les tribulations comiques de deux personnages noirs incarnés par deux acteurs blancs dans Harlem et dont le succès ne se démentait pas depuis les années 1920. De plus, malgré ses efforts, Walter White n'obtint aucun résultat auprès des studios d'Hollywood alors que le cinéma restait le loisir préféré des Américains.

L'incapacité à faire évoluer en profondeur son image contribua à alimenter un fort pessimisme dans la population africaine-américaine, alors que les résistances à l'intégration économique persistaient. La grève raciste qui frappa les transports publics de Philadelphie en août 1944 offrit un autre exemple du conservatisme des milieux blancs¹³⁶. Paralysant la ville et ses usines pendant huit jours, la grève

des employés blancs des transports publics de la « *City of brotherly love* » (« Ville de l'amour fraternel », le surnom de Philadelphie) visait à protester contre la promotion de huit employés noirs à des postes de machinistes jusqu'alors réservés aux Blancs. Face à l'intransigeance des grévistes, les tensions montèrent dans la ville. Soutenues par le gouvernement qui en fit, à l'approche de l'élection présidentielle de novembre 1944, le symbole de son engagement envers l'égalité des chances dans l'Amérique en guerre, les organisations noires locales se mobilisèrent pour éviter une explosion de violence. Appelant les habitants au calme, la NAACP insistait sur le fait que des affrontements desserviraient leur cause et appelait la ville et le gouvernement à agir vite. Des voix s'élevaient en effet depuis les quartiers noirs pour critiquer la stratégie de la NAACP. Pour de nombreux jeunes de la ville, les méthodes de cette dernière étaient « trop lentes » et ils réclamaient des changements immédiats¹³⁷. L'intervention des troupes fédérales pour protéger les employés noirs et garantir leur promotion rétablit le calme mais les tensions générationnelles au sein du mouvement noir persistèrent.

L'impatience des jeunes Noirs de Philadelphie n'était en effet pas unique. Après de longs mois, voire des années, de soutien à l'effort de guerre américain, les Africains-Américains, partout dans le pays, commençaient à demander des comptes. À la veille des élections, en octobre 1944, un vaste mouvement de protestation contre la persistance des discriminations à l'encontre des Noirs dans les forces armées mobilisa 700 églises dans l'État de New York. Orchestré par le National Negro Congress, le mouvement demandait que Roosevelt prenne des « mesures positives » avant le scrutin et menaçait d'une défection des électeurs africains-américains¹³⁸. Roosevelt fut toutefois réélu pour un quatrième mandat en novembre 1944 avec 68 % du vote noir. Mais ce résultat tenait davantage à l'aura personnelle du président qu'à un soutien inconditionnel. Parallèlement, les élus locaux devinrent la cible des organisations noires militantes, civiques et religieuses. En mars 1944, des membres africains-américains du Comité de l'État de New York sur la discrimination dans l'emploi avaient démissionné pour protester contre l'intention du gouverneur républicain Thomas Dewey de repousser l'examen d'un projet de loi contre les discriminations au nom de la nécessité de conduire une étude supplémentaire¹³⁹. Leur mobilisation porta ses fruits puisque, sous la pression, le gouverneur soutint l'adoption de la loi Ives-Quinn

interdisant toute discrimination dans l'emploi en raison de la race, de la religion ou de la croyance d'une personne. Sa ratification le 12 mars 1945 fit de l'État de New York un pionnier dans le pays pour la défense des droits civiques des minorités. Elle rappelait aussi aux Noirs de tout le pays la nécessité de rester mobilisés pour conquérir leurs droits. Un constat d'autant plus crucial que la mort de Roosevelt, un mois plus tard, les privait d'un allié et que la position du nouveau président Harry Truman sur la question de la lutte des Noirs pour l'égalité et la justice n'était pas claire¹⁴⁰. En tant que sénateur du Missouri, ce dernier avait soutenu les projets de loi d'interdiction fédérale du lynchage et du cens électoral mais il n'était pas intervenu dans ce domaine pendant les quelques mois où il fut vice-président. De plus, une fois entré à la Maison-Blanche, l'une de ses premières décisions fut de nommer le sénateur de Caroline du Sud James Byrnes, connu pour ses prises de position racistes, comme ministre de l'Intérieur¹⁴¹. Dans l'immédiat de toute façon, Truman était entièrement accaparé par l'obtention de la reddition de l'Allemagne puis de celle du Japon.

« *Nous voulons juste être libres* » (1945-1960)

« Les gens disent toujours que je n'ai pas voulu donner mon siège parce que j'étais fatiguée, mais ce n'est pas vrai. J'étais seulement fatiguée de devoir toujours céder. »

Rosa PARKS, *My Story*, 1992.

Contrairement à ce que laisse penser l'historiographie conventionnelle, qui décrit rétrospectivement l'avancée des Africains-Américains vers l'égalité comme inéluctable, l'avenir des Noirs américains restait très incertain à la fin de la Seconde Guerre mondiale. La guerre avait ouvert les portes des usines à un nombre sans précédent de travailleurs africains-américains. Ces emplois industriels représentaient une première percée du plafond de verre qui cantonnait jusqu'alors les Noirs, même très instruits, dans des emplois non qualifiés. Mais la démobilisation des soldats blancs et la reconversion de l'économie à l'issue de la guerre posèrent très vite le problème de la pérennité de ces emplois. Alors que 90 % des ouvriers africains-américains travaillaient pendant la guerre sur les chantiers navals, dans l'aviation ou la production d'explosifs et munitions, l'annulation des contrats militaires fut catastrophique pour ces secteurs. À Mobile, les chantiers navals de l'Alabama Dry Dock and Shipbuilding Company réduisirent presque du jour au lendemain leurs effectifs de 30 000 à 3 000 travailleurs. Or, pour la plupart embauchés à partir de 1942, les ouvriers noirs n'avaient pas l'ancienneté

nécessaire pour conserver leur emploi lorsque les usines commencèrent à réduire leur personnel. Derniers recrutés, ils furent souvent une fois de plus les premiers licenciés. En décembre 1945, quatre mois après la défaite de l'Allemagne et du Japon, 450 000 Africains-Américains avaient perdu leurs emplois manufacturiers¹.

Poursuivre le combat de l'emploi

À l'issue de la guerre, un million d'Africains-Américains étaient syndiqués et ils tentèrent naturellement de mobiliser leurs syndicats en leur faveur et participèrent à la vague de grèves qui secoua les usines du pays. Les syndicats, tels l'United Electrical Workers, la National Maritime Union ou encore l'United Public Workers, ayant des dirigeants et de nombreux membres africains-américains ou proches du Parti communiste, menèrent la lutte pour l'égalité raciale, tentant de protéger les emplois des Noirs et de favoriser la réembauche des ouvriers licenciés ou des vétérans africains-américains². Quand ce n'était pas suffisant, les travailleurs noirs n'hésitèrent pas à recourir à l'action directe. Poursuivant la tradition de boycott qui s'était généralisée dans les années 1930, des militants noirs de San Diego se mirent ainsi en 1946 à manifester contre la discrimination à l'embauche de plusieurs commerces de la ville. Reprenant le slogan « Ne faites pas vos courses là où vous ne pouvez pas travailler », l'action de protestation fut rapidement couronnée de succès. Un à un, les commerces et entreprises visés s'engagèrent à embaucher un ou plusieurs Africains-Américains³. Cette mobilisation prouvait non seulement la détermination des Noirs à se faire entendre mais aussi leur poids en tant que consommateurs après la Seconde Guerre mondiale. Avec une population d'un peu plus de 13 millions, le poids économique des consommateurs africains-américains était devenu une donnée irrévocable du capitalisme américain. Pour les militants noirs, cette situation offrait un mode d'action directe non violente efficace permettant de faire valoir leurs droits dans une conjoncture moins favorable que les années de guerre.

Le retour de la croissance économique en 1946, qui mit un terme aux licenciements, permit globalement aux ouvriers noirs de récolter les fruits de la prospérité d'après-guerre. Ainsi, dans la période allant de 1940 à 1962, le nombre d'Africains-Américains travaillant dans le secteur manufacturier tripla pour dépasser 1,3 million de personnes.

Et cette amélioration concernait aussi le secteur du commerce de détail et les professions libérales⁴. Les discriminations à l'embauche persistaient et les Noirs occupaient encore souvent les pires emplois de ces différentes catégories mais, dans le contexte de forte croissance économique, le progrès était notable et permit une hausse du niveau de vie général de la population africaine-américaine au moins jusqu'à la fin de la guerre de Corée (1950-1953).

Cette amélioration globale cachait toutefois de fortes inégalités entre les hommes et les femmes. Manquant encore plus d'ancienneté que les hommes africains-américains, les ouvrières noires étaient soumises à une double peine, puisqu'elles souffraient à la fois du racisme et des préventions qui existaient contre l'emploi féminin en général. Pendant la guerre, autorités publiques, employeurs et leaders syndicaux n'avaient cessé de répéter que le « sacrifice » des femmes prendrait fin avec le retour à la paix et qu'elles retourneraient naturellement à leur rôle de mère et d'épouse au foyer⁵. Les femmes africaines-américaines, elles, étaient censées reprendre leurs emplois de domestiques. Les pressions sur les employeurs pour qu'ils embauchent en priorité les vétérans de retour du front se traduisirent par une hausse du chômage des femmes noires. Ayant perdu les emplois industriels qui leur avaient apporté sécurité et indépendance économiques, les Africaines-Américaines rencontrèrent plus de difficultés que les Blanches à retrouver un emploi faisant appel aux compétences professionnelles qu'elles avaient acquises pendant la guerre. La grande majorité d'entre elles furent contraintes de retourner dans le secteur bien moins rémunérateur des services et reprirent des emplois de domestiques, blanchisseuses ou cuisinières⁶. Difficulté supplémentaire, ces emplois n'étant pas couverts par la loi de 1935 sur la Sécurité sociale, elles retombèrent dans une grande précarité économique et sociale rappelant la situation d'avant-guerre, alors même que le retour de la prospérité à partir de la fin de 1946 signifiait l'amélioration des conditions économiques et sociales du plus grand nombre⁷. L'écart de revenus entre les femmes noires (en particulier les femmes seules) et le reste de la population s'accrut et devint un problème de long terme dans la prospérité de l'après-guerre.

Hommes comme femmes, les ouvriers noirs tentèrent, à la fin de la guerre, de protéger leurs intérêts économiques en lançant, avec le soutien des organisations noires, une campagne pour la transformation de la FEPC en agence gouvernementale permanente. En juin 1945,

dans un geste qui parut de bon augure aux Africains-Américains, Harry Truman adressa une lettre au Congrès lui demandant de voter la création d'une FEPC permanente, assortie d'un budget conséquent. Mais, dès décembre, le « réalisme » politique reléguait à l'arrière-plan l'« idéalisme » présidentiel : lorsque la FEPC voulut publier un rapport critique sur la société de transports publics de Washington, placée sous la tutelle du gouvernement fédéral, le président intervint pour l'en empêcher et cessa de soutenir l'agence qui ne résista pas aux assauts des élus conservateurs au Congrès et disparut à la fin de l'année 1946⁸.

Privés de leur allié au sein du gouvernement fédéral, les travailleurs noirs n'eurent dès lors plus d'autres choix que de continuer de se mobiliser eux-mêmes, individuellement ou par le biais des organisations de défense de leurs droits ou des syndicats. Dans les capitales des différents États du Nord, les militants de la NAACP, de la NUL et du Non-Partisan Council d'Alpha Kappa Alpha firent pression pour obtenir l'adoption de lois interdisant les discriminations à l'embauche, à l'instar de la loi Ives-Quinn adoptée en 1945 par l'État de New York. Pendant ce temps, d'autres militants œuvraient pour obtenir des équipes municipales des ordonnances de non-discrimination. Les Africains-Américains bénéficiaient de leur alliance avec les organisations juives, tels l'Anti-Defamation League of B'nai B'rith et l'American Jewish Congress, qui luttèrent aussi contre la discrimination. Comme les Noirs, les Juifs se servaient de la rhétorique démocratique issue de la guerre pour défendre leur droit à l'égalité de traitement. Par cette double pression assortie de menaces de représailles électorales, ils obtinrent progressivement gain de cause⁹. Entre 1945 et 1964, les Assemblées législatives de 29 États adoptèrent des lois garantissant des pratiques d'emploi équitables¹⁰. Mais ces gains théoriques ne se traduisaient pas toujours par une progression de l'emploi des Africains-Américains ou par la fin de la discrimination dans les licenciements. Les lois adoptées n'étaient en effet que très rarement assorties de mesures garantissant leur respect. Pour les vétérans noirs, en particulier, le contraste entre leurs espoirs au sortir de la guerre et leurs problèmes matériels était difficile à supporter.

Le dur retour au pays des G.I. noirs

Un vétéran de la Seconde Guerre mondiale sur treize était noir. Parmi ceux-ci, près de 90 % (plus d'un million) étaient originaires du Sud. C'est donc dans cette région qu'ils retournèrent, au moins initialement, après leur démobilisation. Et c'est dans cette région qu'ils furent confrontés aux pires difficultés à trouver un emploi. En Arkansas, par exemple, 95 % des placements effectués, pour les Noirs, par les U.S. Employment Services étaient dans des emplois de services et des « petits boulots ». Déçus, un grand nombre de ces hommes et de ces femmes ayant acquis une certaine formation dans les forces armées, n'hésitèrent pas à partir chercher une meilleure situation ailleurs. Dans l'année qui suivit l'armistice avec le Japon, 75 000 vétérans quittèrent le Sud, essentiellement pour l'Ouest ou pour le Nord¹¹.

Pour faciliter la transition et leur retour à la vie civile, l'administration Roosevelt, également soucieuse d'éviter une forte montée du chômage et les troubles sociaux liés à la démobilisation militaire, avait fait adopter en juin 1944 une loi sur la réinsertion des soldats. Vite surnommée le « *G.I. Bill* », cette loi fournissait un ensemble d'avantages aux soldats de retour du front, dont une indemnité chômage d'un an qui aida de très nombreux G.I. noirs à chercher un meilleur travail que celui qui leur était généralement proposé initialement. Le « *G.I. Bill* » concernait tous ceux, sans considération de race, qui, ayant servi au moins 90 jours dans les forces armées, n'avaient pas été libérés pour cause de « comportement indigne de la nation ». Les vétérans pouvaient aussi prétendre à un prêt immobilier subventionné et garanti, à un prêt à faible taux d'intérêt pour créer une entreprise et à la prise en charge financière des droits d'inscription et du coût de la vie pour reprendre des études au lycée ou dans un établissement d'enseignement supérieur général ou professionnel. Dans la pratique, cependant, les vétérans noirs n'étaient pas traités de la même manière que leurs pairs blancs¹².

Tout d'abord, la proportion de soldats noirs exclus de l'armée, de manière souvent injuste, pour « comportement indigne de la nation » était beaucoup plus forte que celle des Blancs. De plus, ceux qui remplissaient les conditions d'éligibilité étaient confrontés aux pratiques discriminatoires des universités, des banques, des agences immobilières et des organismes de crédit. Accéder aux prestations auxquelles ils avaient droit requérait de s'y retrouver dans une administration complexe et les Noirs disposaient pour cela d'une aide

limitée puisque seules deux associations de vétérans les acceptaient volontiers. En outre, un grand nombre des dispositifs créés par la loi étant gérés au niveau des États, les Noirs du Sud se retrouvèrent une fois de plus lésés, voire totalement exclus des programmes de formation, de crédits immobiliers et de prêts d'aide à la création d'entreprise. Dans le Mississippi, les Africains-Américains bénéficièrent de seulement deux des 3 000 prêts accordés par les services de la Veterans Administration à l'été 1947¹³.

En matière d'immobilier, les injustices étaient tout aussi criantes. Les anciens soldats noirs qui souhaitaient devenir propriétaires se heurtaient tout d'abord aux réticences des agents immobiliers qui refusaient de leur montrer des biens dans des zones désirables, autrement dit à population majoritairement blanche. Contraints de se rabattre sur des zones moins prisées, les vétérans noirs devaient alors surmonter un autre obstacle : l'obtention d'un crédit. Moins attrayantes, ces zones étaient en effet considérées par la Federal Housing Administration (FHA), l'organisme chargé d'attribuer les logements sociaux, et les banques comme à plus haut risque (*redlining*), si bien que les institutions bancaires refusaient souvent d'accorder le crédit nécessaire à leur achat¹⁴. Les rares anciens combattants qui en avaient les moyens financiers étaient en outre exclus des banlieues et des quartiers prisés des villes par l'usage généralisé des *restrictive covenants*. Contraints de chercher un logement dans les ghettos noirs déjà surpeuplés, certains vétérans se tournèrent vers les nouveaux grands ensembles subventionnés qui furent construits à la fin de la guerre. Mais, là encore, ils se heurtèrent aux pratiques discriminatoires de la FHA qui continuait de ne réserver qu'une très faible proportion des habitations aux Africains-Américains¹⁵.

Face à de telles violations de leurs droits de citoyens, de nombreux anciens soldats africains-américains saisirent la NAACP pour tenter d'obtenir justice devant les tribunaux. Alors que la propriété immobilière était soutenue par le gouvernement fédéral et que l'idéologie de la guerre froide naissante promouvait l'image d'une nation d'Américains de la classe moyenne, l'absence de logement décent reléguait la personne concernée au statut de citoyen de seconde zone. Les vétérans ne s'y trompèrent guère et mirent le droit au logement et à la propriété en haut de leur liste de revendications citoyennes, aux côtés du droit de vote.

Voter à tout prix

Le million d'Africains-Américains qui avaient servi dans les forces armées ségréguées rentrèrent plus déterminés que jamais à exercer le droit fondamental de tout citoyen : le vote. Reprenant à leur compte la rhétorique démocratique utilisée pendant la guerre contre l'Allemagne nazie, ils entendaient mettre à l'épreuve l'interdiction des élections primaires blanches garantie par l'arrêt de la Cour suprême *Smith v. Allwright* de 1944. L'approche des élections au Congrès de 1946 leur en fournit l'occasion. Dans le Nord, où le droit de vote était reconnu aux Africains-Américains, ceux-ci comptaient utiliser leur poids électoral pour défendre leurs droits et ceux des Noirs vivant dans le Sud.

S'ils luttèrent pour la conquête de l'égalité des droits dans leur ville et leur État, les Noirs du Nord considéraient la discrimination raciale dont ils souffraient comme le visage modéré de ce que vivaient également, dans une version exacerbée, les Africains-Américains du Sud. Poursuivie après la guerre, la Grande Migration entretenait les liens familiaux et amicaux qui existaient entre Noirs du Nord et du Sud. Ainsi, entre 1940 et 1950, plus de 1,6 million de Noirs quittèrent le Sud pour le Nord ou l'Ouest. Plus de 211 000 Noirs vinrent s'installer à New York, 166 000 à Chicago, 130 000 à Detroit et près de 212 000 à Los Angeles¹⁶. Les nouveaux migrants suivaient de près le sort de leurs proches restés dans le Sud et apportaient les dernières nouvelles de l'état des relations raciales à ceux implantés de plus longue date dans les métropoles du Nord et de l'Ouest. Les quotidiens et hebdomadaires noirs jouaient eux aussi un rôle essentiel dans la mobilisation sociale et politique de la communauté africaine-américaine. La majeure partie des titres étant diffusés dans plusieurs États, leurs reportages sur les incidents racistes et les actions de protestation des Noirs créèrent une communauté virtuelle, au-delà des différences de classe et de lieu de résidence.

Dans ce contexte, le poids grandissant du vote noir dans le Nord devint une nouvelle arme. Ainsi, à Philadelphie, les dirigeants africains-américains avertirent que les quelque 300 000 électeurs noirs potentiels de la ville voteraient républicain, de même que leurs homologues de New York, pour protester contre l'influence persistante au sein du Parti démocrate de Theodore Bilbo, le sénateur du Mississippi, célèbre pour ses attaques incendiaires contre les Noirs et

les Juifs¹⁷. Parallèlement à ces actions, des Africains-Américains du Sud, dont beaucoup d'anciens combattants, revendiquèrent courageusement le droit de participer aux primaires du Parti démocrate.

À Decatur, petite ville du Mississippi, Medgar Evers, vingt et un ans, mena un groupe de vétérans jusqu'au tribunal du comté pour tenter de voter lors des primaires démocrates. En vain. À peine le petit groupe s'était-il approché du tribunal qu'il se retrouva face à une vingtaine d'hommes blancs armés, bien décidés à lui bloquer le passage. Contraints de rebrousser chemin, les jeunes Noirs revinrent le lendemain, cette fois eux aussi munis d'armes qu'ils laissèrent toutefois dans leur voiture. De nouveau, ils furent empêchés de pénétrer dans le tribunal. Conscients du rapport de forces très défavorable, ils choisirent la prudence et renoncèrent¹⁸. D'autres refusèrent de se laisser intimider. Le 17 juillet 1946, Maceo Snipes, vétéran de la campagne du Pacifique-Sud âgé de trente-six ans, passa outre une bande armée et entra dans l'histoire en devenant le premier Africain-Américain à voter dans le comté de Taylor (Georgie) aux primaires du Parti démocrate. Mais son premier bulletin de vote fut aussi son dernier : le lendemain, il fut abattu par quatre hommes devant sa ferme¹⁹.

Les actes d'intimidation et les violences perpétrés par les Blancs témoignaient de leur peur de voir l'ordre social sudiste remis en cause par les anciens soldats noirs. Pour les Blancs, comme d'ailleurs pour les Noirs, le droit de vote était vu comme la première étape d'une revendication plus large d'égalité sociale, économique et politique. Contrairement aux pires peurs des Blancs, les Africains-Américains ne cherchaient pas à se servir du bulletin de vote pour exiger le droit à des unions mixtes, mais les revendications électorales se doublaient néanmoins de demandes touchant aussi bien au logement qu'à la qualité des écoles, à l'emploi, au respect de la dignité humaine et à la protection de la femme noire contre les agressions.

Exposer le Sud aux regards de la nation et du monde

À partir de 1946, la NAACP s'efforça de mobiliser le ministère de la Justice. Une telle stratégie posait un défi constitutionnel : les affaires intérieures des États ne relevaient pas des prérogatives de l'État

fédéral. L'intervention fédérale ne devenait possible que lorsqu'un État fédéré violait les droits constitutionnels des Noirs, directement ou, le plus souvent, par l'intermédiaire des forces de police locales.

La violente agression qui coûta la vue à Isaac Woodard, jeune soldat noir originaire du Bronx tout juste rentré du front, après son arrestation à bord d'un autocar à Batesburg (Caroline du Sud) en février 1946, fournit la première occasion. Immédiatement dénoncée par les organisations noires et la presse africaine-américaine de tout le pays, l'affaire provoqua une émotion telle que Truman écrivit à son *Attorney General* Tom Clark pour l'inciter à enquêter. Après plusieurs mois d'investigations, Clark procéda à la mise en examen du chef de la police de Batesburg pour violation du statut fédéral de protection des droits civiques des citoyens²⁰. Woodard n'obtint pas justice puisqu'un tribunal fédéral entièrement composé de Blancs lava le policier de tous les chefs d'accusation.

Pour les Blancs du Sud, l'intervention du procureur général prouvait cependant la volonté du gouvernement fédéral d'inclure la justice raciale dans sa conception du libéralisme. Dans le Sud, une loi tacite interdisait en effet à tout Blanc d'en dénoncer un autre pour défendre l'honneur d'Africains-Américains. L'intervention du gouvernement fédéral dans les affaires « intérieures » du Sud était perçue comme une ingérence intolérable, rappelant le temps haï de la Reconstruction. Les tensions apparues entre les démocrates du Sud et Roosevelt pendant le New Deal se renforcèrent sous Truman : l'intervention du FBI et du ministère de la Justice ainsi que la mise en accusation d'un chef de la police par l'*Attorney General* finirent de convaincre un grand nombre de Blancs du Sud que le Parti démocrate ne défendait plus leurs intérêts.

L'adoption par Truman, en décembre 1946, du décret présidentiel 9808 créant le Comité présidentiel sur les droits civiques (President's Committee on Civil Rights, PCCR) les conforta dans cette conviction. De composition interr raciale et comprenant des représentants des principales religions du pays (protestants, catholiques et juifs), des syndicats et des dirigeants d'entreprises, le PCCR avait pour mission de dresser un état des lieux de la ségrégation et de la discrimination²¹. Il devait aussi produire un rapport comprenant des recommandations pour adopter les lois et les mesures nécessaires pour « protéger les droits civiques du peuple américain ». La formation du PCCR fut acclamée par les leaders de la communauté noire de tous bords qui y

virent un pas décisif en leur faveur. Peu leur importait que des considérations électorales guident la décision du président à l'approche du scrutin de 1948. Tout geste était bon à prendre.

Les espoirs des Noirs américains reposaient aussi sur une conscience aiguë de la transformation du contexte international depuis la guerre. La lutte contre les nazis avait contribué à transformer le combat contre le racisme à l'intérieur du pays d'une lutte économique en une lutte morale tandis que les victoires initiales japonaises avaient mis à bas le mythe de la supériorité de l'homme blanc. La découverte des camps de la mort porta un coup sévère au racisme biologique et donna indirectement l'espoir que l'idéalisme démocratique de la guerre allait se poursuivre.

La création de l'Organisation des Nations unies (ONU) en octobre 1945 laissait espérer que le nouveau langage des droits des Africains-Américains développé pendant la guerre serait entendu dans les relations internationales de l'après-guerre²². Les Noirs américains s'étaient enthousiasmés pour le cinquième Congrès panafricain en juillet 1945 et suivaient de près les efforts de décolonisation des peuples de couleur. Première libération d'une colonie de l'une des puissances impériales victorieuses de la guerre, l'indépendance de l'Inde, arrachée à la Grande-Bretagne en 1947, semblait augurer de l'émancipation d'autres nations opprimées. Dès juin 1946, l'*Afro-American* s'enthousiasmait : « Sous l'arc de triomphe de son succès, toutes les races de couleur libérées marcheront un jour²³. »

L'ONU offrit aux Noirs américains une tribune internationale. La NAACP y présenta une pétition intitulée « Un appel au monde », qui était essentiellement l'œuvre de W.E.B. Du Bois. Qualifiant le traitement des Noirs aux États-Unis de « plus dangereux pour l'humanité que la bombe atomique », le texte rappelait que, « tant que la Grande-Bretagne et les États-Unis professeraient la démocratie d'un côté tout en la refusant à des millions de personnes de l'autre », ces deux pays « ne convaincront personne de leur sincérité »²⁴. La pétition créa un tollé mondial. L'Union soviétique proposa d'enquêter sur les accusations proférées par la NAACP mais, sous la pression américaine, début décembre 1947 la Commission des droits de l'homme des Nations unies refusa la proposition et l'ONU enterra la pétition²⁵.

L'effet recherché était néanmoins atteint. Partout dans le monde, les diplomates américains s'inquiétaient publiquement de la mauvaise

publicité que chaque incident raciste faisait à leur pays, alimentant d'autant la propagande communiste. Depuis le début de l'année 1947 en effet, les États-Unis étaient officiellement entrés dans la guerre froide. Tout ce qui amoindissait la position de « leaders » du monde libre des États-Unis était donc à éliminer ou, tout au moins, à neutraliser. Or il était clair pour tous, Américains comme étrangers, que l'état des relations raciales constituait la plus flagrante contradiction entre les principes et les valeurs proclamés par le pays et la pratique.

Harry Truman et les élections de 1948

Truman en était le premier convaincu et, dans le contexte de la campagne électorale pour la présidentielle de 1948, il multiplia les gestes en direction de la communauté noire. La publication du rapport du Comité présidentiel sur les droits civiques, intitulé « To Secure These Rights » (« Pour garantir ces droits »), fournit au président l'occasion de démontrer son soutien à l'égalité raciale. Appelant à la suppression impérative des abus les plus criants en matière de droits civiques, le rapport mettait en avant trois arguments : l'immoralité de la discrimination ; son effet négatif sur la croissance économique du fait de la perte d'un énorme marché potentiel qu'elle entraînait ; et ses conséquences désastreuses pour la politique étrangère du pays²⁶.

Sur la base de ce rapport, Truman adressa le 28 février 1948 un message spécial au Congrès l'incitant à adopter une série de lois pour créer une commission permanente sur les droits civiques, interdire le lynchage et protéger le droit de vote²⁷. Accueilli avec enthousiasme par les organisations noires qui en tirèrent une légitimité pour leurs revendications, le message de Truman au Congrès provoqua sans surprise la fureur des élus démocrates du Sud. Ce coup de poignard dans le dos incita les *Dixiecrats* à redoubler d'efforts pour bloquer au Congrès toute législation favorable aux droits civiques. Considérant que le président outrepassait ses droits en s'immisçant ainsi dans les affaires intérieures de leurs États, ils décidèrent d'exprimer leur mécontentement vis-à-vis du Parti démocrate national en formant le States' Rights Party (Parti du droit des États) en vue des élections de novembre 1948. À l'approche du scrutin, la situation se compliquait pour le président soudain transformé en apôtre des droits civiques.

Encore modeste, le mouvement de reconquête du droit de vote des

Noirs commençait à porter ses fruits. Alors qu'en 1940 il n'y avait que 200 000 électeurs noirs inscrits sur les listes électorales dans le Sud, en 1946 ce sont 600 000 Africains-Américains qui avaient, à leurs risques et périls, fait la démarche²⁸. La nomination de Thomas Dewey comme candidat du Parti républicain et la candidature dissidente de Henry Wallace étaient particulièrement menaçantes pour Truman, qui espérait récupérer le vote des Noirs. Dewey, gouverneur de l'État de New York, disposait en effet d'une opinion favorable dans la population africaine-américaine depuis qu'il avait signé la loi sur la non-discrimination dans les pratiques d'emploi de l'État. Ancien vice-président de Roosevelt, Henry Wallace avait de son côté rompu avec le Parti démocrate pour se présenter devant les électeurs sous la bannière du Parti progressiste : défenseur des petites gens, il multipliait les annonces favorables aux Africains-Américains²⁹. Face à ces deux candidatures, Truman choisit de prendre nettement position en faveur des droits civiques pour se concilier l'électorat noir au risque de s'aliéner le Sud, susceptible de pencher pour Strom Thurmond du States' Rights Party ségrégationniste.

Les élections de 1948 furent les premières de l'histoire américaine au cours desquelles la question des droits civiques joua un rôle central. Rappelant à l'ensemble des candidats l'importance du vote noir, la NAACP rassembla le 27 mars 1948 les représentants de vingt organisations nationales pour établir une « Déclaration des électeurs noirs »³⁰. Le texte appelait chaque électeur africain-américain, homme ou femme, à passer au crible les déclarations et les votes et actions passés de chaque candidat, pour choisir ensuite le meilleur défenseur des droits civiques quel que soit son parti. Parallèlement, le journaliste et militant de la NAACP Henry Lee Moon publia un livre rappelant que le vote noir n'était « dans la poche d'aucun parti »³¹. Capable de remarques racistes en privé, Truman n'en était pas moins intimement convaincu du rôle du président et du gouvernement fédéral pour remédier aux inégalités raciales les plus criantes. Il devint le premier président à faire campagne à Harlem et à prononcer un discours lors d'une convention de la NAACP³².

Conscient du blocage insurmontable que lui opposait le Congrès, il adopta deux décrets présidentiels historiques, marquant un tournant dans la politique fédérale à l'égard des Noirs. Répondant aux pressions qui se multipliaient depuis la Seconde Guerre mondiale, Truman publia le 28 juillet 1948 le décret 9981 ordonnant la déségrégation

des forces armées américaines. Le même jour, il publia le décret présidentiel 9980 créant un bureau pour l'égalité dans l'emploi public, chargé d'examiner les plaintes pour discrimination raciale dans l'administration fédérale³³. En vingt-quatre heures, Truman avait ainsi répondu à deux revendications majeures des Noirs américains. L'attitude du président paya. En partie grâce au vote noir, notamment dans les États clés de l'Ohio, l'Illinois et la Californie, il remporta la victoire, battant Dewey, par une très faible marge, contre toutes les prédictions³⁴. Alors qu'aucun candidat démocrate ne pouvait jusqu'alors espérer l'emporter sans le soutien du Sud, désormais le vote noir remplaçait les bastions démocrates du Sud dans l'équation électorale.

Libéraux, conservateurs et radicaux

L'unité affichée par la communauté africaine-américaine pendant les années de crise et de guerre, lorsque la NAACP et la NUL avaient défendu les intérêts économiques de la masse ouvrière, se fissura avec le retour de la paix. Les différences de classe réapparurent et s'accompagnèrent de fortes divergences sur la stratégie à adopter pour promouvoir le progrès racial.

Après la guerre, la NAACP occupait le cœur du réseau d'organisations et d'activistes qui se mobilisait pour défendre le droit des Africains-Américains. Forte désormais de 400 000 membres au niveau national, la NAACP s'était transformée en véritable groupe d'intérêts capable de faire pression sur les différentes branches du gouvernement et de se faire entendre au niveau fédéral³⁵. Son magazine *The Crisis*, vendu chaque mois à 57 000 exemplaires, s'imposa comme le principal organe de presse du mouvement noir³⁶. Progressivement, l'organisation concentra son attention sur le droit des Noirs à une citoyenneté pleine et entière, exprimée par le droit de vote, et sur la question de l'intégration raciale dans l'emploi et dans les différentes institutions et lieux publics. Oubliant de plus en plus les préoccupations économiques de la classe ouvrière, la NAACP et l'Urban League avec laquelle elle collaborait fréquemment se fixèrent comme objectif la démocratie raciale, une vision de la société américaine où il n'existerait plus de barrières raciales. Revenant à sa tactique traditionnelle consistant à contester devant les tribunaux la constitutionnalité de la ségrégation, la NAACP mit l'accent, à partir de

la fin des années 1940, sur la déségrégation du système éducatif et sur la lutte pour les inscriptions sur les listes électorales.

Dominant l'actualité du mouvement noir, la NAACP et ses alliés libéraux n'étaient toutefois pas les seules voix à parler au nom des Africains-Américains. Un courant conservateur, incarné par des personnalités comme l'ancien sergent Spencer Logan et le journaliste George Schuyler, continuait d'exister. Pour ces conservateurs qui s'inscrivaient dans la lignée de la pensée de Booker T. Washington, le militantisme était à proscrire, de même que l'action judiciaire et le lobbying législatif. Il importait au contraire, pour chaque Noir, de travailler à son perfectionnement personnel par l'éducation et à son ascension sociale et économique³⁷. Cette conception était largement partagée par la petite communauté d'affaires africaine-américaine qui avait survécu à la Grande Dépression. Pour ces petits entrepreneurs et commerçants, représentés par la National Negro Business League, l'après-guerre s'annonçait prometteur. Reléguée à l'arrière-plan pendant la présidence Roosevelt qui avait privilégié une élite d'intellectuels, l'élite économique noire reprit de l'ascendant dans le double contexte de la croissance économique d'après-guerre et de la lutte contre le communisme. L'entreprise et le libre marché incarnaient en effet les « valeurs américaines » de la méritocratie et de la liberté, aux antipodes du socialisme. De plus, alors que la propagande soviétique se faisait une joie de dénoncer la persistance du racisme aux États-Unis, les petits entrepreneurs et commerçants noirs servaient de faire-valoir. Après le G.I. africain-américain, le petit entrepreneur et le commerçant noirs étaient devenus les nouveaux symboles du patriotisme américain.

De l'autre côté de l'échiquier politique, des voix plus radicales, souvent proches du Parti communiste, continuaient elles aussi de se faire entendre. La plus célèbre d'entre elles était Adam Clayton Powell, Jr., le fils du célèbre pasteur de l'Abyssinian Baptist Church, qui avait repris la direction de la grande église de Harlem en 1938. Non content de soutenir les droits des Noirs depuis sa chaire, et depuis son siège à la Chambre des représentants où il fut élu en 1945, il avait aussi créé son propre journal. Lancé en 1942, *The People's Voice* continua à paraître chaque semaine jusqu'en 1948. Estimant que le *New York Amsterdam News* était trop éloigné des préoccupations des simples gens de Harlem et jugeant le *New York Age* trop conservateur, Adam Clayton Powell, Jr. ouvrait les pages de *The People's Voice* aux

militants de quartier qui se battaient contre la cherté des loyers, pour l'amélioration de la qualité des écoles, pour l'emploi, pour l'égalité devant les tribunaux et contre les brutalités policières. Dépassant la critique, typique de la NAACP, de la timidité des pouvoirs publics à soutenir franchement l'égalité raciale, ces radicaux dénonçaient le rôle de ces derniers dans le maintien d'un ordre social et économique inégalitaire, notamment par les actions des forces de police.

La vision de Powell se retrouvait dans les organisations liées au Parti communiste. Parmi celles-ci, l'American Crusade to End Lynching, dirigée par Paul Robeson, regroupait des représentants de la presse africaine-américaine, d'Églises noires, du National Council of Negro Women (NCNW) et de la Southern Conference for Human Welfare autour d'activités de lobbying pour l'interdiction fédérale du lynchage³⁸. De son côté, le Civil Rights Congress (CRC), né de la fusion de l'International Labor Defense et du National Negro Congress, avait pour vocation de poursuivre leur action antiraciste et judiciaire. Dirigé par l'avocat marxiste noir William Patterson, le CRC se fit rapidement un nom par sa dénonciation inlassable des cas de brutalités policières sur lesquels il enquêtait et par sa défense de Noirs américains ayant recouru à l'autodéfense³⁹.

Rosa Lee Ingram devint sa première cause célèbre. Cette fermière africaine-américaine de Georgie, veuve et mère de onze enfants, avait été condamnée à mort avec deux de ses fils pour le meurtre d'un fermier blanc en novembre 1947. Ce dernier, à l'origine de l'altercation sur la propriété d'Ingram, avait commencé par frapper Rosa Lee au visage avec la crosse de son fusil et l'aurait peut-être aussi agressée sexuellement, avant que l'un de ses fils ne lui arrache son arme et qu'un coup ne parte, tuant le fermier. Citoyens africains-américains et radicaux blancs s'allièrent immédiatement pour soutenir le droit à l'autodéfense de Rosa Lee Ingram et de ses fils et faire annuler leur condamnation à mort. Le fait que tous les trois avaient été condamnés à mort alors que seul l'un des fils était responsable de la mort du fermier contribua à mobiliser largement en leur faveur. Le Parti communiste fit connaître l'affaire dans le monde entier et le chanteur et guitariste folk Woodie Guthrie écrivit la *Ballade de Rosa Lee Ingram* pour dénoncer cette parodie de justice. Le CRC assura leur défense. Après onze années passées dans une prison de Georgie, Rosa Lee Ingram et ses deux fils retrouvèrent la liberté⁴⁰.

Guerre froide et maccarthysme

Malgré une suspicion croissante à son égard dès la fin de la guerre, le Parti communiste tenta de poursuivre ses activités. En Californie en particulier, qui devint le deuxième bastion du parti après New York, ses militants défendaient l'égalité totale entre les races et des tactiques d'action directe agressives, comme les piquets de grève sauvages, qui séduisaient une frange restreinte mais active de la communauté noire locale. Mais l'entrée dans la guerre froide nuisit fortement à la capacité d'action de ses membres désormais soupçonnés de manque de loyauté, voire de trahison, à chacune de leurs initiatives. Certains militants refusèrent de se laisser intimider par les conséquences judiciaires potentielles de leur activisme depuis le renforcement de l'arsenal législatif antisubversif après la guerre, mais ils furent de plus en plus marginalisés. Au fil des ans, les communistes ne purent résister à l'assaut du maccarthysme et perdirent de leur influence. Partout dans le pays, l'affiliation au Parti communiste devint un handicap, voire un danger. Son impact sur le mouvement noir fut néanmoins durable. Il contribua à l'éducation politique d'une génération de militants africains-américains dont beaucoup continuèrent leur activisme par la suite. En outre, en encourageant le recours à l'action directe en réponse à la discrimination quotidienne, le Parti communiste attira l'attention sur les violations des droits civiques dans le nord et l'ouest du pays.

Dans l'immédiat, cette offensive généralisée contre les communistes eut des conséquences dévastatrices sur le mouvement ouvrier. L'« Opération Dixie », lancée par le CIO en 1946 pour développer sa présence dans le Sud en attirant des ouvriers noirs et blancs par son message de solidarité interraciale et de condamnation des discriminations raciales, se solda globalement par un échec⁴¹. Incapable de surmonter les animosités raciales entre ouvriers blancs et noirs, la centrale syndicale ne parvint pas non plus à contrecarrer l'offensive conservatrice lancée par le pouvoir contre le mouvement ouvrier. La grande vague de grèves de 1945-1946 avait produit un retour de bâton qui redonna la majorité aux républicains au Congrès. Dès l'année suivante, la loi Taft-Hartley, qui revenait sur de nombreux acquis de la loi Wagner de 1935 et imposait aux dirigeants syndicaux de prêter serment de non-appartenance au Parti communiste, confirma ce retournement de tendance au détriment du mouvement ouvrier.

L'obsession communiste n'était pas une affaire de couleur de peau ; elle toucha néanmoins une bonne partie du mouvement noir et eut des conséquences durables pour sa stratégie et sa capacité d'action. La NAACP, désireuse de préserver sa réputation et son influence, fut elle aussi touchée par la fièvre anticommuniste⁴². Dès avril 1948, *The Crisis* titrait en une : « Il faut se méfier des communistes ». Les dirigeants anticomunistes convaincus, comme Walter White ou Roy Wilkins, entraînèrent l'organisation sur la voie de la purge interne. Malgré son statut de fondateur de l'organisation, Du Bois fut déchargé de ses fonctions de direction et Paul Robeson, qui n'avait jamais caché ses sympathies communistes, fut radié en 1949 de la liste des lauréats de la médaille Spingarn, plus haute distinction décernée par la NAACP. L'année suivante, White convainquit les militants réunis en convention nationale d'adopter une clause anticommuniste⁴³. Ella Baker préféra démissionner de l'organisation qu'elle avait largement contribué à développer plutôt que de devoir cautionner cette chasse aux sorcières. Rosa Parks, elle, ne démissionna pas mais vota contre la motion à la convention nationale de 1950. Ces divisions internes et ce climat de suspicion eurent pour résultat le déclin de l'organisation : tout en gardant une bonne opinion du NAACP Legal Defense Fund, les membres quittèrent en masse l'organisation qui se replia sur elle-même et devint plus ouvertement conservatrice.

Devenues synonymes de radicalisme, l'action directe et l'action de masse furent discréditées par l'anticommunisme ambiant. Dans le contexte de la guerre froide, toute critique radicale ou toute utilisation de moyens d'action perturbant le bon fonctionnement des institutions ou l'ordre établi étaient présentées par les pouvoirs publics, relayés par la presse grand public, comme le signe d'une volonté subversive de déstabilisation du gouvernement et de la société américains. Bref, comme l'œuvre de l'ennemi communiste. Par extension, toute prise de position en faveur de l'égalité économique et de la justice sociale et raciale était nécessairement suspecte et faisait courir à son auteur le risque de figurer sur la liste des organisations ou individus jugés subversifs. Il devint difficile d'exprimer publiquement son soutien à la décolonisation et le ralliement des journaux noirs de portée nationale et transnationale à la politique étrangère de Truman à partir de 1947 priva de porte-parole le mouvement anticolonialiste africain-américain et les défenseurs des intérêts de la diaspora africaine⁴⁴.

Sur le plan tactique, la NAACP retourna à l'action judiciaire, qui

avait été le cœur de sa stratégie depuis sa création. À partir de 1950, le NAACP Legal Defense Fund redevint le bras armé de l'organisation. Mais briser la barrière raciale, objectif principal de la NAACP, ne signifiait pas nécessairement progrès pour l'ensemble de la communauté noire. L'intégration d'un petit nombre d'Africains-Américains établissait certes des précédents mais elle ne suffisait pas à assurer les progrès collectifs indispensables pour réduire durablement les inégalités économiques entre Noirs et Blancs.

La Cour suprême, alliée de la cause des Noirs

Le lobbying en direction de l'exécutif et l'action judiciaire devinrent les deux principaux champs d'action du mouvement noir entre la fin des années 1940 et le milieu de la décennie suivante. Si Truman s'était prononcé ouvertement pour des réformes des droits civiques au moment des élections de 1948, une fois élu son soutien devint moins net. Après les deux décrets présidentiels de juin 1948, il n'en adopta aucun autre qui aurait pu prolonger son action dans d'autres domaines. En outre, plus d'un an après l'interdiction de la ségrégation dans les forces armées, celles-ci n'avaient pas encore modifié leurs pratiques et l'exécutif ne faisait rien pour accélérer le changement. L'entrée des États-Unis dans la guerre de Corée en 1950 fit enfin évoluer la situation. Les commandants américains prirent en effet conscience de ce que les tentatives de maintien de la ségrégation interféraient avec l'efficacité sur le terrain et les objectifs militaires. Ils choisirent d'y mettre un terme. En dernière analyse, ce furent les impératifs militaires, plus que toute autre chose, qui eurent raison de la ségrégation dans les forces armées⁴⁵. Après l'espoir suscité en 1948, aucune avancée législative notable ne fut non plus réalisée sous Truman, les élus démocrates du Sud au Congrès continuant de bloquer toute mesure de soutien aux droits civiques. Dans ces conditions, les dirigeants des organisations noires continuèrent leur travail de pression sur les États et les municipalités pour faire adopter des lois locales protégeant l'égalité des droits, tout en redoublant d'efforts pour contester la constitutionnalité de la ségrégation et de la discrimination devant les tribunaux⁴⁶.

Le Legal Defense Fund de la NAACP, en particulier, multiplia les actions judiciaires et fit pression pour inciter la Cour suprême à se saisir d'un nombre croissant d'affaires. Depuis le New Deal, cette

dernière était en effet apparue comme le soutien institutionnel le plus fort à la cause noire. Après la guerre, la Cour suprême continua de statuer en faveur des organisations noires qui la saisissaient. Ainsi, le 3 juin 1946, par l'arrêt *Irene Morgan v. Virginia*, elle statua que la loi de l'État de Virginie imposant la ségrégation dans les transports par autocar inter-États était inconstitutionnelle⁴⁷.

Deux ans plus tard, les Noirs remportèrent une autre victoire décisive, cette fois dans le domaine de la liberté résidentielle, droit essentiel pour échapper aux multiples restrictions qui les maintenaient dans un ghetto de plus en plus peuplé. En 1948, la Cour suprême accepta d'entendre plusieurs affaires liées à l'utilisation de *restrictive covenants* par des associations de propriétaires blancs⁴⁸. L'affaire principale concernait les Shelley, qui avaient acheté une maison à Saint Louis (Missouri), en 1945, sans savoir que le bien était régi par un contrat restrictif depuis 1911. Les voisins leur intentèrent un procès pour les empêcher de prendre possession des lieux. Défendus par la NAACP qui affirmait que ces pratiques contrevenaient au XIV^e amendement, les Shelley virent leur affaire parvenir à la plus haute juridiction. Ils reçurent le soutien de l'administration Truman. Le 7 mai 1948, la Cour suprême rendait son arrêt *Shelley v. Kraemer* par lequel elle affirmait le droit pour tout citoyen américain de vivre à l'endroit de son choix s'il a les moyens financiers d'y acheter ou d'y construire un logement. L'arrêt n'interdisait pas les *restrictive covenants* mais empêchait les États de soutenir ces contrats. En 1953, l'arrêt *Barrows v. Jackson* interdit totalement ce type de pratiques⁴⁹.

La Cour suprême accepta aussi de statuer sur plusieurs affaires concernant l'enseignement supérieur. Elle confirma l'interdiction pour une université de refuser l'admission d'un étudiant à cause de son origine raciale s'il n'existait pas de faculté égale séparée (*Sipuel v. University of Oklahoma*, 1950) et l'inconstitutionnalité de l'inégalité de traitement entre étudiants par un établissement public d'enseignement supérieur en raison de la race d'une personne (*McLaurin v. Oklahoma State Regents*, 1950). Dans l'arrêt *Sweatt v. Painter* (1950), elle fit un pas supplémentaire en statuant que l'existence de facultés séparées ne pouvait être considérée comme fournissant des conditions « égales » de formation⁵⁰. Pris ensemble, ces arrêts de la Cour suprême constituaient un véritable progrès. Confirmant le bien-fondé de la tactique de la NAACP, ils assirent sa position de leader du mouvement noir dans l'après-guerre.

« *Journey of Reconciliation* »

Bien que ses décisions se révèlent cruciales pour le mouvement noir, la Cour suprême ne disposait pas des moyens de faire appliquer ses arrêts. Deux mois après l'arrêt *Morgan*, la ségrégation était ainsi toujours fermement en place dans les transports inter-États. Soucieuse de ne pas paraître trop radicale, la NAACP refusa de lancer une vaste mobilisation sur le terrain pour combattre cet affront à la décision de la plus haute autorité judiciaire de l'État. Cette frilosité de la NAACP incita le petit groupe Congress of Racial Equality (CORE), formé à Chicago pendant la guerre, à agir.

Privilégiant l'action directe, l'organisation interracial radicale décida, conjointement avec l'organisation pacifiste Fellowship of Reconciliation (FOR), de faire sortir des tribunaux la lutte contre la ségrégation en investissant les rues. Le 9 avril 1947, seize hommes originaires de Chicago, huit Noirs et huit Blancs, partirent pour le Sud pour le « *Journey of Reconciliation* » (« Voyage de la réconciliation »)⁵¹. Pour tester l'application de l'arrêt de la Cour suprême, les participants devaient violer sciemment les pratiques ségrégationnistes en vigueur dans les autobus et les trains. Par groupe de deux ou de quatre, les hommes s'assirent ainsi les uns à côté des autres, ou les Noirs devant et les Blancs derrière, à chaque étape du voyage reliant Washington D.C. à Louisville (Kentucky), à travers la Virginie, la Caroline du Nord et le Tennessee⁵².

Ce groupe de jeunes militants comprenait le pacifiste africain-américain Bayard Rustin, alors âgé de trente-cinq ans, membre fondateur du CORE et futur lieutenant de Martin Luther King, qui organisa l'événement, et le journaliste radical blanc James Peck, qui assurait les relations publiques du CORE, mais aucune femme⁵³. Après de longues discussions, le CORE en avait en effet décidé ainsi pour ne pas aggraver une situation déjà dangereuse. Ella Baker, Pauli Murray et Natalie Mormon, qui avaient toutes les trois participé activement à l'élaboration du projet, étaient amèrement déçues. Ella Baker, en particulier, qui avait parcouru seule des milliers de kilomètres dans le Sud pour le compte de la NAACP, était furieuse : « Ils ont décidé que j'étais trop frêle pour faire un tel voyage. J'en ai fait de nombreux toute seule mais je suis visiblement trop frêle pour en faire un autre au milieu d'un groupe d'hommes⁵⁴. » La guerre froide ambiante se prêtait déjà mal à l'activisme radical, mais le militantisme

féminin était vu d'un œil encore plus négatif à une époque où médias et autorités publiques présentaient l'attachement au foyer et le culte de la domesticité comme parties intégrantes du mode de vie américain vanté contre l'ennemi soviétique. Les militants du « Voyage » n'étaient pas prêts à compliquer leur message d'égalité raciale par l'épineuse question des relations de genre, d'autant que, dans le Sud, régnait toujours chez de nombreux Blancs une peur viscérale du mélange des races.

Lors des différentes étapes, le groupe intervint devant des sections locales de la NAACP et dans des églises pour expliquer sa démarche et tenter de convaincre ses auditeurs du bien-fondé de l'action directe non violente. Leur attitude face aux arrestations et à la violence contribua grandement à asseoir leur réputation et à laisser l'impression d'une opération réussie. À chaque fois, les hommes arrêtés se contentèrent de réagir de manière non violente et polie face à la police et d'invoquer leur droit en vertu de l'arrêt *Morgan v. Virginia*. Leur retenue impressionna les témoins et déconcerta les chauffeurs des autocars et certains policiers. Mais les militants s'attirèrent aussi les foudres de nombreux habitants blancs. À Chapel Hill (Caroline du Nord), le 12 avril, ils furent passés à tabac. Lorsque la police arriva sur les lieux, elle arrêta les militants des droits civiques pour troubles à l'ordre public⁵⁵. Malgré la légalité des actions des militants et leur retenue face aux forces de police, les juges devant lesquels ils furent déférés se montrèrent intraitables. Plusieurs militants, dont Bayard Rustin, furent condamnés à une peine de trente jours dans un *chain gang*⁵⁶.

Témoignant de l'impatience des Noirs américains, ce recours à l'action directe non violente marquait aussi la volonté de certains militants d'inscrire leur mouvement, par la référence à la tactique gandhienne, dans le contexte international de la décolonisation. Le choix de s'attaquer frontalement à la ségrégation dans les transports n'était pas non plus dû au hasard : il correspondait à une préoccupation centrale de la population africaine-américaine vivant dans le Sud, et plus particulièrement des femmes, qui constituaient la majorité des passagers des transports publics et pour qui les humiliations et les insultes constantes des chauffeurs d'autobus étaient devenues insupportables. À ces personnes, l'initiative du CORE ouvrait la possibilité d'une action immédiate, à la portée de tous, susceptible de transformer le quotidien. Se faire arrêter devint une marque de

fierté, la preuve de la détermination des militants.

Sur le terrain, les militants découvrirent l'autre visage de la NAACP : ces nombreux activistes locaux, critiques de l'attitude modérée de leur propre organisation et prêts eux aussi à braver la *color line*. Mais ils constatèrent aussi que leur « voyage » ne faisait pas l'unanimité : ils rencontrèrent des Noirs très critiques qui voyaient en eux des fauteurs de troubles⁵⁷. Surtout, la grande majorité de la population locale resta apathique, refusant de prendre publiquement position, par peur des représailles ou par désapprobation de la tactique de confrontation choisie par les militants. Accueillis dans plusieurs églises protestantes, les militants du CORE purent en revanche se rendre compte à quel point certains pasteurs noirs, ainsi que quelques blancs, étaient décidés à mettre leur Église au service de la cause de l'égalité. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un nombre croissant d'Églises noires du Sud s'investissaient activement dans la lutte pour les droits civiques et participaient à la transformation de la région.

Le nouveau visage du Sud

Depuis la guerre, le Sud avait largement évolué. Après un million de départs vers le Nord et l'Ouest dans les années 1940, 1,5 million d'Africains-Américains suivirent à leur tour le chemin de la Grande Migration au cours de la décennie suivante. Ceux qui restèrent dans le Sud virent leurs conditions de vie s'améliorer, conséquence de leur installation toujours plus massive dans des villes comme Atlanta. En 1960, 58 % de la population noire du Sud étaient installés en ville, un taux d'urbanisation près de deux fois supérieur à celui de 1930⁵⁸. Toujours largement derrière les Blancs dans tous les indicateurs économiques, les Noirs bénéficièrent toutefois de l'embellie économique qui toucha le Sud dans les années 1940 puis pendant la guerre de Corée. Entre 1940 et 1960, la part des travailleurs africains-américains s'accrut parmi les employés et les artisans. Mais l'amélioration de la situation économique, réelle quoique modeste, toucha surtout les hommes noirs et nettement moins les femmes. Sur l'ensemble du Sud, près de la moitié des femmes actives africaines-américaines travaillaient encore comme domestiques en 1960⁵⁹. Malgré ces limites, l'augmentation du pouvoir d'achat des Noirs et l'amélioration de leur niveau de vie étaient notables.

En outre, en diminuant les besoins de main-d'œuvre bon marché et soumise, la diversification de l'économie (loin de la monoculture du coton) assouplit le contrôle social qui caractérisait jusqu'alors les relations raciales. Après la hausse des violences juste après la fin de la guerre, le nombre de lynchages continua de baisser dans l'ensemble du Sud⁶⁰. Les Noirs américains purent aussi apprécier un assouplissement relatif des règles de ségrégation et ils firent leur entrée de manière visible, quoique encore limitée, dans la vie politique et sociale des États du Sud. Lancé par l'arrêt *Smith v. Allwright* de 1944, le mouvement d'inscription des Noirs sur les listes électorales se poursuivit dans l'après-guerre. Selon une évaluation de la NAACP, 914 000 électeurs noirs étaient inscrits en 1951 dans les États du Sud. Ce chiffre ne représentait toutefois que 15 % du nombre d'électeurs noirs potentiels. La NAACP se fixa donc pour objectif de doubler le nombre d'inscrits pour les élections de 1952. Les violences contre les électeurs noirs continuaient mais les meurtres suscitaient désormais souvent la désapprobation de la frange libérale de la population blanche du Sud⁶¹.

Cette moindre tolérance de la violence brute ne signifiait pas pour autant que les autorités des anciens États confédérés se mettent soudain à accepter la participation politique des Africains-Américains. En 1951, seuls l'Alabama, l'Arkansas, le Mississippi, le Texas et la Virginie maintenaient encore le cens mais, dans l'ensemble du Sud, de nouvelles lois électorales furent adoptées conférant de larges pouvoirs discrétionnaires aux officiers chargés des inscriptions sur les listes électorales⁶². En Alabama, par exemple, chaque électeur potentiel devait, pour pouvoir être inscrit, répondre à un questionnaire, prêter allégeance à la Constitution américaine et à la Constitution (ségrégationniste) de l'État d'Alabama, ainsi que jurer de sa non-appartenance, actuelle ou passée, à une organisation prônant le renversement du gouvernement américain ou du gouvernement (ségrégationniste) de l'État d'Alabama⁶³.

Les pressions exercées sur les Noirs pour les empêcher de s'inscrire sur les listes électorales étaient surtout vives dans les comtés ruraux et dans les petites villes du Sud. Or, du fait des lois sur le découpage électoral, ces circonscriptions étaient surreprésentées au niveau des États. Cela explique que la progression de la représentation des Africains-Américains dans la vie politique du Sud se manifesta surtout entre 1945 et 1960 dans les grandes villes (de plus de 25 000

habitants) et que leur influence se fit sentir à l'échelon local et national, mais pas au niveau des États fédérés dont les lois continuèrent d'être très discriminatoires. Du fait de l'augmentation de la population africaine-américaine et de l'assouplissement relatif des tensions raciales, des Noirs furent élus pour la première fois au conseil municipal de certaines villes (Greensboro, Louisville, Nashville, Richmond)⁶⁴.

L'évolution des mentalités dans les grandes villes du Sud se traduisit aussi par la nomination d'un nombre croissant d'Africains-Américains à des fonctions non électives essentielles pour réduire les inégalités dont souffrait la population noire dans les services publics. Bureaux de l'éducation, organismes chargés du logement, bureaux du cadastre ou encore commissions récréatives virent ainsi des Africains-Américains siéger parmi une majorité de membres blancs et participer aux décisions politiques dans leurs domaines respectifs. Pour la première fois depuis le début du xx^e siècle, de nombreux comtés choisirent aussi d'inclure des Noirs dans leurs jurys populaires. Cette décision s'expliquait par les différentes interventions de la Cour suprême, depuis le procès des *Scottsboro Boys*, pour invalider les condamnations de Noirs américains décidées par des jurys populaires ne comprenant aucun représentant africain-américain, mais le fait qu'elle ne suscita pas de tollé est révélateur de l'évolution de la région⁶⁵. Prenant conscience de l'inégalité qui frappait les Noirs en matière de santé, les sociétés médicales locales défendirent, également à partir des années 1940, l'ouverture des services aux médecins noirs, l'intégration raciale des hôpitaux ou, à défaut, la construction d'installations hospitalières et médicales « égales » pour les Noirs⁶⁶. Cette ouverture progressive des services médicaux s'appuyait sur le précédent que constituaient l'intégration raciale des associations d'infirmières du Sud et l'adoption de la loi fédérale Hill-Burton de 1946 sur la construction d'hôpitaux. Tout en admettant la possibilité d'installations « séparées mais égales » dans les États du Sud, cette loi stipulait que, pour percevoir des fonds fédéraux, les établissements médicaux ne devaient pas pratiquer de discrimination. Malgré cette clause, la loi eut un impact positif sur l'accès aux soins des Africains-Américains. Elle permit aussi à un nombre croissant de médecins d'exercer leur profession dans de meilleures conditions, en contact avec leurs collègues blancs et avec les dernières avancées médicales⁶⁷.

L'amélioration progressive des relations raciales était aussi visible

dans les universités publiques du Sud qui commencèrent à assouplir leurs politiques discriminatoires et à accepter des étudiants noirs. Certaines le firent par conviction, d'autres parce qu'elles répondirent aux injonctions de la Cour suprême. Depuis 1948, l'Université du Missouri à Kansas City accueillait ainsi des étudiants africains-américains de tous cycles dans ses départements d'éducation, musique, droit et psychologie, tandis que l'Université d'Arkansas à Fayetteville avait ouvert sa faculté de droit et celle de médecine⁶⁸. Au 1^{er} août 1953, 1 360 étudiants noirs suivaient ainsi les cours dispensés par les universités publiques du Sud⁶⁹. Leur admission ne signifia pas initialement la disparition totale des restrictions et vexations à leur rencontre : dans de nombreux cas, ils furent d'abord obligés d'utiliser des toilettes séparées, déjeuner à des tables isolées, travailler dans un coin reculé de la bibliothèque, loger dans un lieu séparé des autres étudiants sur le campus et, parfois même, être assis dans un coin à l'écart dans les salles de cours⁷⁰. Mais ces restrictions furent progressivement levées.

De plus en plus intéressées elles aussi par la question des droits humains, les Églises protestantes et catholiques changèrent progressivement leurs politiques et leurs pratiques vis-à-vis des Noirs. La Convention baptiste du Sud (Southern Baptist Convention), plus grosse organisation baptiste du pays, avait adopté en 1947 une résolution appelant chaque membre à traiter les Noirs comme des êtres humains et à dénoncer les injustices qui leur étaient faites. L'Association des pasteurs méthodistes (Methodist Ministers Association) d'Atlanta, scandalisée par la désacralisation de la Croix opérée par le Ku Klux Klan, appela avec succès les autorités de Georgie à interdire tout défilé de personnes masquées. Les Églises chrétiennes du Sud se mirent aussi à prendre des mesures concrètes de déségrégation de leurs congrégations. Les Presbytériens du Sud (Southern Presbyterians) votèrent en juin 1951 la dissolution de leur synode noir, plusieurs années après que l'Église méthodiste eut fusionné ses branches blanche et noire en une seule et même organisation centrale⁷¹.

Cette évolution des mentalités se retrouvait aussi dans la presse *mainstream*. S'appuyant sur les efforts initiés au début des années 1940 pour améliorer la couverture médiatique des questions raciales, certains journaux du Sud s'engagèrent à s'adresser désormais à l'ensemble de la population locale et non plus seulement aux Blancs⁷².

De plus, suivant l'exemple du *New York Times* qui le faisait depuis la Seconde Guerre mondiale, de nombreux titres mettaient désormais une majuscule au mot « *Negro* » et avaient supprimé la mention systématique de la race de la personne dans les articles rapportant un fait de délinquance⁷³.

Églises et universités au cœur du réseau militant

Les Africains-Américains du Sud se réjouissaient de ces évolutions mais ils se divisaient sur l'attitude à adopter⁷⁴. Beaucoup estimaient que, le mouvement étant en marche, il suffisait de patienter pour obtenir enfin l'égalité tant souhaitée, tandis que d'autres s'impatientsaient. Malgré l'émergence d'un nouveau climat dans le Sud, il restait très dangereux de prendre ouvertement position contre l'ordre établi. Si les cas de violences collectives et de lynchage avaient diminué, les Africains-Américains continuèrent de souffrir d'un taux élevé de violences. La nuit de Noël 1951, le dirigeant de la NAACP en Floride, Harry Moore, quarante-six ans, fut tué par l'explosion d'une bombe cachée sous son lit à son domicile. Menacé de mort à plusieurs reprises, l'activiste avait choisi d'ignorer le danger et de poursuivre son combat pour l'inscription des Noirs sur les listes électorales et l'égalité des écoles dans cet État⁷⁵. L'enquête du FBI, appelé immédiatement sur les lieux, révéla sans surprise que l'attentat avait été commis par des membres du Klan. L'intervention du gouvernement fédéral était jugée d'autant plus indispensable par les militants noirs que les violences étaient souvent perpétrées par des membres des forces de l'ordre, policiers ou shérifs. Au cours de cette même année 1951, aucun État du Sud n'avait été exempt d'incidents de brutalités policières et le système judiciaire restait très fortement discriminatoire. Malgré tout, les victimes de discrimination de tous ordres et leurs familles se mobilisèrent au début des années 1950 pour dénoncer l'injustice de leur situation et revendiquer le nécessaire démantèlement du système « Jim Crow ». Le rapport de forces restait très défavorable mais les Africains-Américains désireux d'accélérer l'effondrement de l'ordre établi pouvaient désormais s'appuyer sur l'émergence d'un réseau propice au développement du militantisme⁷⁶. Au cœur de ce réseau se trouvaient les Églises noires qui, dans cette période, poursuivirent leur mue entamée au début des années 1940.

À l'exception majeure de l'Abyssinian Baptist Church de Harlem

dont les pasteurs Adam Clayton Powell père et fils s'étaient clairement engagés en faveur de l'égalité totale des Africains-Américains, les Églises noires s'étaient caractérisées pendant l'entre-deux-guerres par leur passivité et par leur discours traditionnel mettant en avant la récompense des souffrances terrestres dans l'au-delà. Cette caractéristique était encore plus nette dans le Sud où le climat de violence endémique rendait plus difficile toute revendication d'égalité. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Églises noires s'étaient, à l'instar de la très grande majorité de la communauté noire, ralliées à l'effort de guerre. Après le conflit, s'emparant du nouvel engouement pour les droits humains et des pressions exercées pour améliorer l'image démocratique du pays face à l'Union soviétique, certaines Églises du Sud se mirent à revendiquer plus fortement l'égalité sociale et politique des Noirs⁷⁷.

En septembre 1950, le révérend D.V. Jemison, président de la plus grosse organisation baptiste noire du pays, la National Baptist Convention (NBC), regroupant 4 millions de fidèles, déclara lors de la 70^e assemblée annuelle de la NBC que les soldats noirs combattant le communisme en Corée « attendaient et méritaient mieux qu'un traitement de citoyens de seconde zone dans leur pays⁷⁸ ». Dénonçant haut et fort les violations des droits des citoyens africains-américains, de nombreux pasteurs encouragèrent les Noirs à soutenir matériellement et financièrement la NAACP et à s'inscrire sur les listes électorales. Cette radicalisation de la principale institution de la communauté africaine-américaine encouragea l'activisme individuel et collectif tout en permettant la circulation d'informations du pasteur à ses fidèles, et entre pasteurs. Progressivement, en effet, des alliances de pasteurs se mirent en place dans le Sud à l'échelle municipale, puis au niveau des États. La National Baptist Convention et l'African Methodist Episcopal Church (AME) jouèrent à cet égard un rôle essentiel pour diffuser les informations et créer un sentiment d'appartenance à un réseau.

Un autre facteur contribua à la formation du réseau qui permit l'émergence d'un mouvement de mobilisation des Noirs de portée nationale dans les années 1950 : le développement spectaculaire des universités et *colleges* pour étudiants noirs. Entre 1941 et 1955, le nombre d'inscrits dans ces établissements passa de 37 203 à 74 526, soit une hausse de 54 % du nombre de jeunes Noirs du Sud fréquentant l'université. Sur la même période, l'augmentation pour les

Blancs ne dépassa pas 18 %. Cet essor traduisait l'embellie financière de l'enseignement supérieur pour Noirs après la guerre. La création en 1944 de l'organisme philanthropique United Negro College Fund permit à une trentaine d'établissements privés, comme Morehouse College, Fisk University ou Howard University, de surmonter les problèmes financiers qui les minaient depuis les années 1930. Les établissements publics d'enseignement supérieur pour Africains-Américains n'avaient pas les mêmes problèmes financiers puisqu'ils bénéficièrent de l'augmentation des subventions des États du Sud après la Seconde Guerre mondiale. Ces derniers avaient en effet compris que, pour sauver le système ségrégationniste en place, il leur était devenu impératif de donner un semblant de réalité au mythe du « séparé mais égal ». Depuis l'intervention de la Cour suprême dans ce domaine, les inégalités flagrantes entre établissements pour Blancs et pour Noirs faisaient l'objet d'une surveillance accrue et pouvaient être l'objet de nouvelles saisines de la plus haute cour de justice. Grâce à cette injection massive de fonds tant privés que publics, les universités et *colleges* noirs du Sud réussirent à se faire une place dans le paysage national de l'enseignement supérieur. Aux côtés des Églises, les universités devinrent des institutions influentes dans la communauté noire et facilitèrent l'émergence d'un réseau de soutien au militantisme des droits civiques.

Depuis plusieurs décennies déjà, les étudiants africains-américains de certaines universités noires s'étaient distingués par leur activisme et leur refus de toute discrimination raciale. Depuis la grève des étudiants de Fisk University dans les années 1920 et les *sit-ins* des étudiants de Howard University, des étudiants noirs menaient régulièrement des actions contre les injustices raciales sur leur campus et dans la communauté alentour, mais ils étaient rarement soutenus par les autres étudiants ou par les autorités de leurs universités. À l'instar de leurs homologues blancs, au début des années 1950 la plupart des étudiants noirs s'investissaient en priorité dans les activités de sociabilité étudiante, dans les événements organisés par les fraternités et les sororités, et se montraient peu actifs politiquement. En 1955, le sociologue E. Franklin Frazier publia en français *La Bourgeoisie noire*, traduit en anglais deux ans plus tard, dans lequel il dénonçait vigoureusement, entre autres représentants de cette bourgeoisie, l'attitude des enseignants et étudiants noirs, et des autorités universitaires des établissements réservés aux Noirs⁷⁹. Pour

l'auteur, les campus africains-américains étaient caractérisés par un fort conservatisme qui se traduisait par l'aspiration des membres de la communauté universitaire à se faire accepter par les élites blanches au prix d'une renonciation à leurs liens avec la classe ouvrière noire. Intégrée dans une critique plus générale des élites africaines-américaines dans la première moitié des années 1950, l'analyse de Frazier, en partie injuste, illustre la complexité du milieu des *colleges* et universités noirs.

Certains présidents d'université, réputés pour leurs positions conservatrices, cherchaient avant tout à préserver leur institution contre vents et marées. Ils regardaient avec suspicion la politisation de leurs étudiants. Mais ils n'admettaient pas non plus le statut inférieur des Noirs et souhaitaient à terme parvenir à l'égalité totale. Leur conservatisme relevait donc davantage d'une différence de perceptions tactiques que d'une compromission avec la ségrégation. De même, si globalement les membres des fraternités et sororités africaines-américaines paraissaient davantage intéressés par la vie sociale sur les campus et voyaient dans leur appartenance à ce type d'organisation une voie d'ascension sociale, certaines de ces organisations, telles les fraternités Alpha Phi Alpha et Omega Psi Phi (dont était membre par exemple James Farmer) et la sororité Alpha Kappa Alpha, étaient engagées dans la lutte pour l'égalité. Très présentes dans le champ législatif, par leur action de lobbying ou leur rôle dans les procès des droits civiques, elles se distinguèrent aussi par l'aide financière qu'elles apportèrent à la NUL et aux sections locales de la NAACP⁸⁰.

Reflétant l'amélioration de la situation économique de nombreuses familles, le début des années 1950 vit un retour en force de la presse africaine-américaine. Entre 1947 et 1951, vingt-sept journaux furent créés. Alors que la pratique de l'échange et de la circulation des titres entre voisins, parents et connaissances était toujours répandue, le nombre de journaux et magazines achetés augmenta également. La persistance de la ségrégation dans la presse, malgré quelques améliorations notables comme l'embauche de journalistes noirs dans des publications détenues par des Blancs, fournit la base économique du développement d'une palette variée de titres faits par et pour des Noirs. En 1951, le tirage total des journaux et magazines africains-américains s'élevait à 3,8 millions d'exemplaires⁸¹.

Malgré le contexte de guerre froide, les titres africains-américains du Nord se remirent assez rapidement à couvrir la mobilisation des

Noirs en faveur de l'égalité. Ainsi le *Pittsburgh Courier* (qui tirait en 1951 à 268 447 exemplaires) et le *Chicago Defender* (155 074 exemplaires), de même que le *New York Amsterdam News* (59 849 exemplaires) et le *Cleveland Call and Post* (23 530 exemplaires), publiaient à chaque édition un compte rendu des actions menées dans le Nord et dans le Sud pour les droits civiques des Africains-Américains. Mais, dans le Sud, la situation était plus délicate pour les hommes de presse qui s'exposaient à des représailles financières et physiques⁸².

Le paysage de la presse africaine-américaine au milieu des années 1950 était donc contrasté. Alors qu'une minorité d'activistes faisaient entendre leurs revendications, souvent au péril de leur vie, une grande majorité des Noirs américains, dans le Sud comme dans le Nord, se préoccupaient avant tout d'améliorer leur niveau de vie et de profiter de la société de consommation. Le magnat de la presse John H. Johnson le comprit parfaitement. Fort du succès de son magazine *Negro Digest/Black World* qui, lancé en 1942 pour couvrir l'histoire, la littérature, les arts et plus généralement la culture des Noirs américains, se vendait à 100 000 exemplaires en 1945, Johnson créa cette même année un nouveau magazine qui connut un succès instantané : *Ebony*. Conçu pour être l'équivalent africain-américain de *Life Magazine* et *Look*, et s'adressant comme eux à la classe moyenne, *Ebony* mettait en avant les succès économiques, sociaux, sportifs, culturels et politiques des Africains-Américains. Ses lecteurs pouvaient s'identifier aux nouvelles stars noires et rêver eux aussi de participer pleinement à la société de consommation célébrée au fil des pages de papier glacé. Conscient du militantisme croissant dans la population africaine-américaine, Johnson inclut rapidement dans le magazine des articles sur l'état des relations raciales, la ségrégation, la discrimination et les différentes actions menées, tel le « Voyage de la réconciliation » dont chaque étape fit l'objet d'un compte rendu détaillé.

Pour compléter son offre de presse, Johnson ajouta en 1951 deux titres à son portefeuille : *Tan Confessions* et *Jet*. Le premier était un magazine destiné aux femmes de la classe ouvrière noire et s'intéressant aux sujets censés les passionner, depuis les derniers faits et gestes des célébrités africaines-américaines, des Supremes à la chanteuse et actrice Lorna Horne, jusqu'aux conseils pour « conserver son mari »⁸³. Comme *Ebony* pour les Noirs de la classe moyenne, *Tan*

incitait ses lecteurs à se sentir fiers de la réussite d'un nombre croissant d'Africains-Américains. Le magazine connut une popularité immédiate puisqu'il tirait à 200 000 exemplaires dès la première année. *Jet Magazine*, dont le premier numéro sortit à la fin de l'année 1951, avait une autre vocation, plus directement politique. Présenté comme l'hebdomadaire d'information de la communauté noire, il se fit très vite connaître pour sa chronique du mouvement pour les droits civiques. Capable, en tant qu'hebdomadaire, de suivre de plus près les évolutions politiques que le mensuel *Ebony*, et lu par les Noirs de tout le pays, *Jet* devint rapidement une source d'information sur les luttes du mouvement noir. Il favorisa ainsi la création d'une conscience commune des enjeux et des possibilités de succès, essentielle pour l'émergence d'une mobilisation de masse dans le Sud dans la seconde moitié des années 1950. Pris ensemble, ces nouveaux magazines eurent aussi pour effet de contribuer à la diffusion d'une culture africaine-américaine nationale, regroupant le Nord et le Sud autour des mêmes références culturelles et de la promotion des mêmes valeurs.

Le début des années 1950 se caractérisa, on l'a dit, par un regain d'activisme. Aucun domaine ne paraissait à l'abri de la vindicte des militants noirs. Les deux préoccupations principales restaient l'emploi et l'éducation, mais les domaines de la santé et des loisirs occupaient aussi une bonne place, ainsi que la dénonciation des violences policières⁸⁴. Toutes les régions du Sud étaient touchées par ce militantisme, même celles où le risque associé à l'activisme était le plus fort, comme au Mississippi. En 1951, à Cleveland, chef-lieu du comté de Bolivar dans le nord de l'État, un groupe de militants africains-américains décida de s'associer dans le Regional Council of Negro Leadership (RCNL). L'idée était venue du Dr T.R.M. Howard, chirurgien de renom et homme d'affaires prospère, âgé d'une quarantaine d'années, originaire de la petite ville noire de Mound Bayou⁸⁵. À la tête du RCNL pendant ses six premières années, Howard devint le porte-parole du mouvement noir local. L'objectif de l'organisation était de coordonner les activités menées par des activistes jusqu'alors isolés, tels Amzie Moore ou Medgar Evers, autour d'un programme assez similaire à celui de la NAACP. Malgré les menaces, le RCNL s'imposa vite comme un centre de coordination efficace et une force majeure dans le mouvement pour les droits civiques local⁸⁶. Composé de dirigeants noirs représentant toute la

gamme des organisations traditionnelles – pasteurs, dirigeants de sections locales de la NAACP, hommes d'affaires, membres de professions libérales et dirigeants d'organisations fraternelles et de clubs locaux –, le Conseil mettait l'accent sur les questions économiques. Sa tactique consistait à rendre la ségrégation coûteuse en mettant à profit le pouvoir du consommateur noir (par un boycott des stations-service refusant aux Noirs d'utiliser leurs toilettes, par exemple) et en intentant des procès pour exiger de l'État qu'il honore son engagement à l'« égalité » dans la séparation des races⁸⁷.

Le succès et la longévité du Regional Council of Negro Leadership dans un État aussi hostile que le Mississippi, vite devenu le symbole de la résistance la plus acharnée des défenseurs de la suprématie blanche, s'expliquaient par l'approche très locale de l'organisation. Connaissant parfaitement la spécificité des rapports de forces dans chaque ville et comté du Mississippi, ses dirigeants et membres étaient capables d'adapter leur tactique selon les besoins. Leur statut économique généralement favorisé leur conférait l'indépendance et la sécurité économiques nécessaires à l'action, tandis que leur rôle de leaders dans la communauté locale leur permettait de mobiliser la population de leur ville par des contacts personnels. Le Regional Council of Negro Leadership établit ce que l'historien Charles Payne a ensuite appelé la « tradition organisatrice » du Mississippi, une tradition reposant sur les contacts quotidiens et le développement de liens personnels avec la population, par opposition à la « tradition mobilisatrice » consistant à organiser des manifestations, conférences de presse et autres actions de protestation publique. Ce faisant, les membres du RCNL permirent aux habitants du Mississippi de garder espoir dans l'avènement d'un nouvel ordre social et politique alors même que les forces ségrégationnistes organisaient la résistance et n'hésitaient pas, au besoin, à faire usage de la violence.

Cette capacité d'adaptation à la réalité locale constitue une caractéristique majeure du mouvement pour l'égalité jusqu'au dernier tiers des années 1950, à une période où peu d'organisations d'envergure régionale ou nationale défendaient les intérêts des Noirs. Peu visible pour quiconque regarde un peu trop vite la situation du Sud, ce mouvement était pourtant bien présent, au niveau local, dans certaines villes et comtés. La prégnance de l'expérience quotidienne, du vécu ancré dans un contexte particulier, est aussi ce qui explique pourquoi les revendications des activistes de cette période parurent

parfois modérées ou timides, surtout au regard des mobilisations ultérieures des années 1960. Pour des personnes habituées à vivre sous le joug d'un système oppressif et insultant, l'essentiel était souvent l'amélioration de la vie quotidienne, la fin d'une indignité particulière. La fin de toute discrimination étant jugée inaccessible, un système plus souple de ségrégation pratiqué dans la ville voisine était parfois vu comme l'objectif à atteindre. Surprenants pour des militants venus de l'extérieur, et notamment du Nord, ce pragmatisme et la modération qui l'accompagnait constituaient aussi des modes de survie essentiels à une époque où la marche vers l'égalité restait incertaine.

Crise urbaine et activisme

Les différences locales n'étaient pas propres au Sud. Dans le Nord comme dans l'Ouest, chaque ville avait aussi ses particularités, liées aux spécificités de sa population, de son histoire et de sa vie économique⁸⁸. Dans le Midwest, le déclin de la ceinture sidérurgique à partir des années 1950 eut un effet désastreux pour la situation socio-économique des Africains-Américains. Alors que la Grande Migration continuait d'amener dans les centres industriels son flux continu de migrants, les entreprises qui avaient constitué une source d'emploi pour les ouvriers noirs partirent s'installer dans le Sud en quête des bas salaires offerts par cette région toujours faiblement syndiquée dans un contexte de concurrence internationale croissante. En conséquence, Detroit perdit près de la moitié de ses emplois manufacturiers pendant cette décennie, essentiellement les emplois les moins qualifiés qu'occupaient les ouvriers africains-américains⁸⁹. Les compagnies de chemin de fer, autres gros employeurs de travailleurs noirs, souffrirent, quant à elles, de la concurrence de la voiture, véhicule roi des années 1950, aidée par les politiques fédérales de soutien au développement des banlieues et du réseau routier. Le fret routier se développa lui aussi au détriment du rail et des ports industriels, tels Baltimore, Philadelphie ou Newark, lesquels avaient fourni nombre d'emplois aux ouvriers noirs. À New York, où se trouvait toujours la plus forte concentration d'Africains-Américains du pays, le secteur de la confection, par exemple, perdit 70 000 emplois dans les années 1950. Pendant ce temps, à Chicago, le secteur du conditionnement de la viande (*meatpacking*) oscillait entre stagnation

et déclin⁹⁰.

L'Ouest n'était pas épargné. Un port comme Oakland, qui avait accueilli un grand nombre de migrants du Sud pendant la Seconde Guerre mondiale et prospéré grâce aux contrats de la défense, dut faire face après la guerre à une période de déclin industriel. Le chômage structurel devint une caractéristique permanente de l'économie locale. En 1959, un quart de la population totale de la ville vivait en dessous du seuil de pauvreté. Pour les travailleurs noirs, la situation était pire. En conséquence de la discrimination pratiquée par les syndicats, de la concentration des ouvriers noirs dans des emplois temporaires liés à l'industrie de la défense et de la persistance de pratiques discriminatoires parmi les employeurs, les Noirs d'Oakland et de sa région tombèrent durablement dans la spirale du chômage et du sous-emploi. Même Los Angeles découvrit elle aussi la crise urbaine⁹¹.

Malgré les spécificités de chaque ville, les Africains-Américains du Nord et de l'Ouest développèrent un ensemble de préoccupations communes : chômage et sous-emploi structurels, pauvreté massive, problèmes de logement, écoles de qualité insuffisante, inégalité dans l'accès aux soins, discrimination pratiquée dans les espaces publics et de loisirs, et harcèlement policier. Tous ces enjeux constituèrent le cœur du programme de mobilisation du mouvement noir dans le Nord et l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale.

Le logement restait au cœur de toutes les préoccupations. Pour les Africains-Américains, la lutte pour la liberté résidentielle était bien plus qu'une question d'habitation : elle touchait à la dignité, à l'égalité des chances et à l'avenir de leurs enfants. Dans les quartiers plus favorisés des villes, et plus encore dans les banlieues dont le développement s'accéléra à partir de la Seconde Guerre mondiale, les habitants avaient en effet accès non seulement à des logements plus modernes, confortables et agréables dans un environnement sûr, mais également à des écoles publiques de bien meilleure qualité que dans les ghettos. Mais, touchant à l'espace privé, à la famille, voire à l'intime, ces aspirations se heurtèrent à un mur d'hostilité. Révélant des préjugés bien ancrés concernant les Noirs, cette résistance des habitants blancs du Nord et de l'Ouest fut massive et parfois violente. À Chicago, le 5 août 1953, une foule de Blancs se rassembla pour empêcher l'installation de la famille Howard dans le grand ensemble de Trumbull Park Homes situé dans le quartier blanc de South Deering

dans le South Side⁹². Depuis 1938, la Chicago Housing Authority (CHA), agence municipale chargée du logement, avait pour politique tacite de ne jamais assigner de locataires noirs dans les grands ensembles construits dans les quartiers blancs de la ville. Mais, en 1953, l'entretien de Betty Howard, Africaine-Américaine à la peau très claire, n'avait pas permis à l'administrateur en poste ce jour-là de l'identifier comme noire. La famille Howard se vit donc attribuer par les services municipaux un appartement dans Trumbull Park Homes. Chaque nuit à compter du 5 août, la foule tira des feux d'artifice contre les fenêtres de Betty et Donald Howard, lança des pierres contre l'immeuble et leur hurla des insultes. Contrainte d'intervenir pour éviter plus de violences, la police se contenta du nombre minimal d'arrestations. Après de longues discussions au sein de la CHA, il fut décidé, sur l'initiative de la directrice de l'agence, Elizabeth Wood, personnellement favorable à l'intégration raciale, d'attribuer des logements à dix autres familles africaines-américaines à Trumbull Park Homes. Loin de calmer la situation, cette décision provoqua un regain de violence. Seule une présence policière massive permit d'éviter une émeute sanglante. Mais les incidents continuèrent tout au long des années 1950. Sur le papier, les tenants de l'intégration l'avaient emporté, mais le prix à payer fut très élevé pour les Howard et les autres familles noires, qui restèrent longtemps traumatisés par cette expérience. Célébrées par la presse africaine-américaine, ces familles finirent pour la plupart par déménager du quartier dès qu'elles le purent.

S'appropriant le langage des droits revendiqué par les militants noirs, les propriétaires blancs répliquaient aux demandes d'égalité des Africains-Américains en défendant leurs propres droits à choisir leurs voisins, à vendre leur maison à qui bon leur semblait et à vivre entre eux. De leur point de vue, l'intégration résidentielle menaçait la moralité, la beauté, la tranquillité et la valeur financière de leurs quartiers. Les opposants à l'intégration raciale avançaient volontiers le double argument de la délinquance et de la perte financière qu'induirait l'installation de familles africaines-américaines⁹³. Ils allaient même jusqu'à se présenter comme étant eux-mêmes les victimes des politiques urbaines locales et nationales et à accuser les Noirs de bénéficier de toutes les aides.

La transformation des politiques urbaines au début des années 1950 accrut les difficultés des Africains-Américains. Les programmes de

construction de logements sociaux laissèrent en effet progressivement la place à des projets de « renouvellement urbain », fondés sur une collaboration entre gouvernants et milieux d'affaires pour la modernisation du centre des grandes villes, qui se fit souvent au détriment des habitants noirs. Occupants et parfois propriétaires de logements dans des quartiers peu désirables, ils se retrouvèrent souvent expropriés et leurs immeubles rasés pour laisser place à des complexes modernes mêlant bureaux et logements luxueux. En conséquence, ces familles furent contraintes de trouver un logement dans les ghettos toujours plus surpeuplés, le reste de la ville leur étant globalement fermé⁹⁴. Les organisations noires, NAACP en tête, n'eurent de cesse de dénoncer ce genre de discriminations, orchestrées aussi bien par les habitants eux-mêmes que par les responsables politiques. Mais, malgré quelques succès ponctuels, leurs actions ne permirent pas de résoudre le problème de la ségrégation résidentielle qui ne faisait que s'aggraver du fait de la poursuite de la Grande Migration. Il était plus facile de remporter une bataille contre la ségrégation et la discrimination pratiquées par un établissement public, tel un restaurant, que de lutter contre les intérêts financiers à l'œuvre derrière la restructuration des centres-villes et le développement des banlieues.

L'hostilité des Blancs ne touchait en effet pas uniquement les familles noires défavorisées mais aussi plus largement l'ensemble des Africains-Américains, toutes classes confondues. Alors que la pauvreté d'une grande partie de la population noire était en passe de devenir dans les années 1950 un problème permanent, cette décennie vit aussi les différenciations de classe s'accroître. Le développement de la classe moyenne noire s'accéléra. Un nombre croissant d'hommes et de femmes d'affaires, médecins, avocats, professeurs, journalistes, fonctionnaires, et même certains employés de bureau, bénéficiaient de l'assouplissement progressif des relations raciales après la Seconde Guerre mondiale. Ce groupe était encore réduit mais il était en expansion constante et aspirait à quitter l'environnement urbain pour s'installer à l'extérieur de la ville. Or les banlieues en majorité blanches leur étaient hostiles, voire fermées, malgré l'interdiction des *restrictive covenants* par la Cour suprême, du fait notamment des pratiques discriminatoires des agents immobiliers et des banques. Dotés des moyens financiers de s'extraire du ghetto et de s'acheter un logement dans un quartier plus valorisé, ces hommes et ces femmes

partirent donc vivre dans une banlieue majoritairement noire le rêve américain tant vanté dans les pages d'*Ebony*⁹⁵. Dans les années 1940 et 1950, le nombre de banlieusards noirs passa ainsi de 1,5 million à 2,5 millions⁹⁶.

Tous les Africains-Américains qui quittèrent le ghetto après la guerre n'étaient pas riches mais ils s'identifiaient de plus en plus comme appartenant à la classe moyenne⁹⁷. Jusqu'aux années 1950, les distinctions de classe au sein de la communauté africaine-américaine étaient moins nettes que dans la population blanche : la forte ségrégation résidentielle et les discriminations économiques et éducatives rapprochaient, par la force des choses, les Noirs de toutes couches sociales, contraints de vivre dans les mêmes quartiers. Dans ces conditions, les membres de l'élite et de la classe moyenne manifestaient leur appartenance de classe par leurs pratiques culturelles (moralité, apparence vestimentaire et fréquentation assidue des offices religieux) censées les distinguer des milieux populaires. Lorsque les barrières à l'emploi commencèrent à tomber, à partir de la Seconde Guerre mondiale, et que les Noirs parvinrent, malgré les difficultés, à s'installer dans des quartiers favorisés ou dans des banlieues résidentielles, l'appartenance à la classe moyenne devint une affaire économique. Les distinctions de classe devinrent plus manifestes, traduites désormais par une séparation physique.

Le départ des Noirs de la classe moyenne était vécu par beaucoup de ceux qui restèrent dans le ghetto comme un modèle à suivre et comme la preuve vivante d'une amélioration de la situation raciale dans le pays. Mais, pour d'autres, ce départ des classes moyennes noires était un renoncement, une trahison de leurs origines. La fuite des classes moyennes se faisait également sentir très concrètement : des artères jadis vivantes commencèrent à perdre certains de leurs services à mesure que médecins et avocats emménageaient ailleurs, venant aggraver le problème de la pauvreté des ghettos⁹⁸.

Les Noirs américains avaient parfaitement conscience de ce que le progrès dans le domaine du logement passait par l'amélioration de l'image des Noirs dans l'opinion publique. Alors que la peur des Blancs vis-à-vis des habitants des ghettos, en particulier des jeunes, grandissait et limitait les possibilités d'intégration résidentielle, au même moment les Américains blancs se mirent à accepter bien plus volontiers l'élite artistique et sportive africaine-américaine.

Les nouvelles stars africaines-américaines

Les quinze années qui séparent la fin de la Seconde Guerre mondiale de l'élection de Kennedy en 1960 furent marquées par une importante transformation culturelle : l'entrée dans la culture populaire nationale d'artistes ou de sportifs africains-américains. L'évolution des mentalités après la guerre explique largement ce changement : le racisme biologique ayant été discrédité par le nazisme, les Blancs étaient désormais plus ouverts aux personnalités noires qui faisaient preuve de « talent ». Le consensus idéologique de la guerre froide qui valorisait le pluralisme et la méritocratie favorisa aussi l'intégration des stars africaines-américaines dans la culture de masse, de même que l'intérêt financier bien perçu des entreprises culturelles devant une minorité de 15 millions de personnes au pouvoir d'achat grandissant.

Alors que le développement de la société de consommation requérait l'expansion permanente de la clientèle, les entreprises se mirent progressivement à cibler le client noir dans leurs campagnes publicitaires et commerciales. Particulièrement notable dans les magazines africains-américains qui commencèrent à recevoir des revenus publicitaires d'annonceurs blancs, cette nouvelle attitude était spectaculaire à la radio. Au cours des années 1950, la majeure partie des stations de radio développèrent des émissions pour un public africain-américain, diffusant en particulier des chansons et de la musique d'artistes noirs de jazz et de rhythm & blues (R&B). Mais, pour séduire les consommateurs noirs, les entreprises américaines ne se contentaient pas de les prendre en compte dans leurs campagnes de marketing : elles se mirent à accepter l'intégration de Noirs au sein de leurs effectifs, avec l'embauche d'un Africain-Américain spécifiquement chargé de ce segment de la clientèle. Mais, surtout, l'intégration des Noirs dans la culture de masse se fit par l'acceptation de célébrités noires dans des champs de la culture qui leur étaient jusqu'alors fermés.

Le premier coup de tonnerre dans le ciel de la ségrégation culturelle résonna au-dessus d'un terrain de base-ball. En 1947, Jackie Robinson fit une entrée fracassante dans l'équipe des Brooklyn Dodgers⁹⁹. Déterminée à attirer un public africain-américain, l'équipe new-yorkaise fit le pari de briser la *color line* en recrutant l'excellent athlète. La réaction fut immédiate : plusieurs joueurs menacèrent de se

mettre en grève¹⁰⁰. La saison sportive fut houleuse mais il n'était plus question de revenir en arrière. Le sport, considéré comme un passe-temps national, était désormais ouvert aux athlètes africains-américains. L'intégration de Jackie Robinson représentait un double succès : le renversement d'une barrière raciale dans un domaine de plus, et pas le moindre puisqu'il s'agissait du sport préféré des Américains, et l'achèvement réussi d'une longue campagne de mobilisation de la part des organisations de défense des droits civiques¹⁰¹. Des voix s'exprimèrent toutefois à l'époque pour s'inquiéter du devenir financier des joueurs, entraîneurs et membres du staff technique des équipes des *Negro Leagues*. Vite écartée par les tenants de l'intégration, NAACP en tête, qui se réjouissaient de la victoire remportée, cette peur touchait toutefois à un problème central : qu'adviendrait-il de la grande majorité des sportifs noirs si les meilleurs rejoignaient les équipes blanches ? Pour un Jackie Robinson, combien de joueurs de base-ball noirs allaient-ils perdre leur emploi, incapables de trouver une équipe blanche pour les recruter si la Negro League disparaissait ? Pour l'heure, cependant, l'enthousiasme des spectateurs africains-américains et blancs était contagieux. Et, pour la très grande majorité de la population africaine-américaine, Jackie Robinson était un véritable héros.

La même joie accueillit l'intégration d'autres célébrités noires dans le monde culturel. La musique en particulier fournit son lot de stars : Ella Fitzgerald, Nat King Cole, Sarah Vaughan, Harry Belafonte, Chuck Berry, Miles Davis, Muddy Waters, Duke Ellington, Dinah Washington, Little Richard, Fats Domino ou encore Ray Charles. La liste est longue des chanteurs et chanteuses qui conquièrent une notoriété nationale (et internationale) à la fin des années 1940 et pendant les années 1950 avec leurs blues, jazz, swing, gospel, rhythm & blues et rock'n'roll, transformant à jamais l'histoire de la musique américaine.

La popularité d'artistes comme Muddy Waters reposait avant tout sur le développement d'un vaste public africain-américain qui se ruait dans les salles de concert, mais aussi et surtout écoutait ses artistes préférés sur vinyle et à la radio. L'émergence de ce nouveau marché culturel de masse créé par la Grande Migration et l'augmentation du niveau de vie des Noirs après la guerre transforma l'industrie de la musique et la place des Africains-Américains dans la culture américaine. Reconnaisant cette importance croissante, *Billboard Magazine*, référence en termes de classement musical depuis 1936,

décida en 1949 de remplacer l'appellation traditionnelle des « *race records* » (« disques raciaux », ou disques de Noirs) par une nouvelle catégorie « *rhythm & blues* » plus attractive sur le plan marketing¹⁰². Cette intégration musicale ne se limitait pas aux classements mais était également manifeste à la radio.

En 1947, seuls 16 disc-jockeys africains-américains étaient sur les ondes à l'échelle du pays ; deux ans plus tard, ils étaient plus de 100¹⁰³. Parmi ceux-ci, certains devinrent de véritables stars, écoutées par les Noirs mais aussi par un auditoire de Blancs avertis de plus en plus nombreux. À Chicago, le DJ Al Benson, surnommé « *Ole Swingmaster* », animait une émission hebdomadaire d'une heure pendant laquelle il passait le meilleur du blues de l'époque. Seul à diffuser la musique à laquelle étaient habitués les migrants du Sud toujours plus nombreux à Chicago, Benson sut aussi les séduire parce qu'il n'essayait pas de passer pour un Blanc : son anglais était émaillé de fautes et son ton était résolument celui d'un Africain-Américain de la classe ouvrière. Il devint vite une légende locale que les habitants de Chicago écoutaient depuis leurs domiciles ou leurs voitures.

Pas en avant vers la conquête de l'égalité, cette intégration de musiciens, chanteurs et DJ africains-américains était d'autant plus significative que ces célébrités mettaient souvent leur notoriété au service de la cause des Noirs. Si Nat King Cole s'attira les foudres de la NAACP et du *Chicago Defender* pour son apolitisme affiché, le chanteur et acteur caribéen Harry Belafonte, enrichi par ses tubes comme *Banana Boat Song* et le reste de son album *Calypso* sorti en 1956, devint, quant à lui, le bailleur de fonds de nombreuses actions de mobilisation du mouvement pour les droits civiques à partir de la seconde moitié des années 1950¹⁰⁴.

Cela étant dit, la reconnaissance du public blanc restait primordiale pour la plupart de ces artistes. En 1955, Chuck Berry, qui avait signé par l'intermédiaire de Muddy Waters un contrat avec Chess Records, sortit son titre *Maybelline*. Celui-ci se vendit à plus d'un million d'exemplaires et se retrouva numéro 1 du Billboard Rhythm & Blues Chart. Le succès du rock'n'roll, dont les racines plongeaient dans l'histoire des Africains-Américains du Sud et de leur migration, était particulièrement savoureux pour les Noirs. Non seulement il propulsa de nouveaux artistes comme Chuck Berry ou Little Richard vers la célébrité, mais les références à la sexualité qui émaillaient leurs chansons, reprises par la jeunesse blanche, représentaient une

revanche symbolique après des années de dénigrement. Un an après la sortie de *Maybelline*, le jazz se mit à être diffusé sur Voice of America et sur les radios destinées spécifiquement au bloc soviétique, comme Radio Free Europe. Attestant la reconnaissance de la création africaine-américaine, cette diffusion transformait aussi le jazz en arme de la guerre froide, le Département d'État américain subventionnant à la même époque des tournées de jazzmen dans les pays du tiers monde¹⁰⁵. L'idée avait été suggérée au président Dwight Eisenhower par l'élus de Harlem au Congrès, Adam Clayton Powell, Jr., marié à la chanteuse de jazz Hazel Scott. Powell, qui avait assisté en 1955 à la conférence des nations non alignées de Bandung (Indonésie), en était reparti convaincu que l'avenir de la démocratie américaine se jouait dans les nouveaux pays du Moyen-Orient, d'Asie et d'Afrique. En 1956, sur sa suggestion, Dizzy Gillespie partit avec son orchestre jouer en Iran, au Pakistan, en Turquie et en Syrie¹⁰⁶. Par un renversement savoureux qui n'échappa à personne, le jazz, longtemps associé par les médias au crime et à la drogue, devint le symbole de l'Amérique.

Cette tentative d'instrumentalisation et la popularité d'ampleur inédite de ces artistes noirs n'étaient pas sans créer des tensions au sein de la population africaine-américaine. Reprenant des critiques déjà formulées à l'époque de la Renaissance de Harlem, certains artistes voyaient dans le succès commercial interracial le double signe d'une dépendance intolérable vis-à-vis des Blancs et d'une compromission pour satisfaire à leurs goûts. Contre le succès populaire des chanteurs et musiciens de swing – comme Louis Armstrong, Count Basie, Ella Fitzgerald ou Billie Holiday, de plus en plus prisés par des Blancs depuis les années 1930 et 1940 –, des musiciens de jazz se mirent à revendiquer l'authenticité d'un autre type de musique, le be-bop. Caractérisé par ses tempos rapides, sa virtuosité instrumentale et son improvisation, le be-bop créait des sonorités volontairement dissonantes, ne se prêtant pas à la danse et difficiles à apprécier pour des oreilles profanes, en particulier celles des Blancs. La jeune génération de musiciens de be-bop, dont Charlie Parker, Miles Davis et Dizzy Gillespie, revendiquait l'expression de sentiments ancrés dans une histoire typiquement noire par un rythme syncopé et une improvisation reposant sur une structure en appel et réponse, se voulant représentatifs des origines africaines des Noirs américains¹⁰⁷.

Toutefois, toutes les maisons de disques des années 1950 étaient contrôlées par des Blancs. De Chess Records à la vénérable Columbia

Records, en passant par Decca Records ou Verve Records, ou par le millier de labels indépendants qui se formèrent entre 1948 et 1954, le succès des artistes noirs faisait la fortune de ces producteurs blancs. Ce ne fut qu'en 1959 qu'une alternative apparut grâce à la création de Motown, à Detroit, par l'Africain-Américain Berry Gordy¹⁰⁸.

Un problème similaire existait à Hollywood. Oscar Micheaux et Spencer Williams sortirent leurs derniers films à la fin des années 1940 et cessèrent leurs activités en 1950. Fin 1946, l'Associated Producers of Negro Pictures avait bien été créé à New York par le réalisateur et producteur William D. Alexander qui continua à travailler la décennie suivante mais, après 1950, ce dernier constituait une anomalie dans un paysage cinématographique caractérisé par la disparition soudaine et quasi-totale de toute production de films indépendants africains-américains. En conséquence, les acteurs et actrices noirs étaient obligés de composer avec les réalisateurs blancs et les studios d'Hollywood. Des acteurs et actrices comme Harry Belafonte, Sidney Poitier, James Edwards, Ruby Dee ou Ossie Davis devinrent de véritables stars du grand écran pendant les années 1950, mais tous ceux dont les activités politiques ou les prises de position étaient jugées trop radicales furent blacklistés au début des années 1950.

À Broadway, les succès étaient encore plus rares. Earle Hyman devint certes la coqueluche de Broadway pour sa performance dans le rôle principal dans *Mister Johnson*. Il joua ensuite dans des productions de qualité et fut notamment le premier comédien noir à monter sur la scène du New American Shakespeare Festival Theater de Stratford (Connecticut) dont il ouvrit la saison théâtrale en 1955 avec sa production de *Jules César*¹⁰⁹. Mais, bien qu'il enchaînât les pièces, il n'atteignit plus jamais la même reconnaissance qu'à ses débuts. Il dut constamment lutter pour ne pas être cantonné à des rôles dégradants. Et encore, la situation de Hyman suscitait l'envie d'artistes africains-américains des beaux-arts pour qui ce milieu restait encore très largement fermé¹¹⁰. Après la grande période de reconnaissance de l'art africain-américain dans les années 1930 et 1940, la décennie suivante se caractérisa par l'isolement et les difficultés de survie matérielle. Dans la musique classique, la situation était pire : on ne comptait qu'un seul musicien d'orchestre noir. Pendant toutes les années 1950, aucune ballerine africaine-américaine ne perça, même si la création de la compagnie de danse moderne Alvin Ailey en 1958 constitua une

reconnaissance indéniable¹¹¹.

L'intégration culturelle des Africains-Américains dans les années 1950 était donc avant tout une expérience faite de contrastes. Rien ne met mieux en lumière ces différents paradoxes que la télévision, qui devint à la fin de la décennie le nouveau véhicule de la culture de masse. Le nombre de téléviseurs était en effet passé de 250 000 en 1947 à 42,2 millions en 1956¹¹². Une émission, en particulier, illustre bien ces tensions : *American Bandstand*. À partir de 1957, un public de jeunes lycéens, collégiens ou étudiants de Philadelphie, tous blancs, venait danser devant les caméras au son des derniers tubes à la mode, dont un grand nombre chantés par des artistes noirs. L'émission devint vite le reflet et le symbole de la culture nationale de la jeunesse en plein développement depuis 1955. Or, au grand désespoir de la majorité des parents, cette culture était résolument interracial. Alors qu'un clivage générationnel se faisait jour sur la question raciale, le refus des producteurs d'avoir un public mêlant Blancs et Noirs illustrait la résistance générale des adultes à l'idée de contacts interraciaux entre jeunes au moment même où l'intégration des écoles était devenue un problème politique et social majeur¹¹³.

L'arrêt *Brown* de la Cour suprême

Après dix ans passés à effriter morceau par morceau l'édifice de la ségrégation légale dans le Sud en s'attaquant aux transports inter-États ou à l'enseignement supérieur, la NAACP, par la voix de Thurgood Marshall, avait lancé l'assaut contre ce qui constituait, selon lui, le pilier central de la ségrégation : les écoles. Encouragé par l'arrêt *Mendez v. Westminster* rendu par la cour d'appel de Californie en 1946 interdisant la ségrégation des enfants mexicains-américains parce qu'elle constituait une violation du XIV^e amendement, Marshall avait pris son temps pour trouver les cas de discrimination ayant les meilleures chances de trouver une issue favorable à la Cour suprême. Tous les Noirs auxquels il s'était ouvert de son projet étaient loin d'être enthousiastes. Pour beaucoup d'Africains-Américains du Sud, l'intégration scolaire était au mieux une aspiration abstraite, au pire une perspective inquiétante susceptible de provoquer un déferlement de violence¹¹⁴.

La vaste campagne de la NAACP pour obtenir la déségrégation des

écoles du Sud lui permit de fédérer ses troupes. Les sections locales de l'organisation avaient jusqu'alors œuvré en ordre dispersé. Renonçant à l'objectif d'égalisation qui avait longtemps été le leur en matière scolaire, les sections et l'organisation centrale de la NAACP se mirent à affirmer haut et fort qu'il ne pouvait y avoir d'égalité dans un système ségrégationniste. Après plusieurs années de mobilisation, la NAACP eut enfin la chance de pouvoir défendre sa position devant la Cour suprême¹¹⁵. Thurgood Marshall présenta l'argument de l'organisation. Insistant sur le fait que, dans la pratique, les écoles réservées aux enfants noirs n'avaient jamais été égales à celles pour les enfants blancs, il mit en avant des arguments psychologiques pour dénoncer le sentiment d'infériorité généré chez les enfants noirs forcés de fréquenter des écoles ségréguées. Le 17 mai 1954, Earl Warren, *Chief Justice* de la Cour suprême depuis 1953, annonça l'arrêt unanime de la Cour suprême, *Brown v. Board of Education*, concernant les écoles ségréguées de Topeka (Kansas), conjointement à quatre autres affaires de ségrégation scolaire. Dans leur déclaration, les neuf juges de la Cour concluaient que « la doctrine du “séparé mais égal” n'a[vait] pas sa place dans le domaine de l'enseignement public. Les installations éducatives séparées [étaient] par nature inégales ». Cinquante-huit ans après *Plessy v. Ferguson*, la ségrégation, tout au moins dans les écoles publiques, était déclarée inconstitutionnelle.

La presse africaine-américaine et les leaders de la communauté saluèrent unanimement l'événement. Pour tous les contemporains, l'arrêt *Brown* était historique : il y aurait désormais un avant et un après *Brown*¹¹⁶. Mais, même dans l'euphorie de l'annonce, les Noirs américains savaient que la bataille était loin d'être gagnée. Certes l'arrêt rendu en 1946 par la cour d'appel de Californie dans l'affaire Mendez avait été suivi deux mois plus tard par la signature, par le gouverneur républicain de l'État et futur *Chief Justice* Earl Warren, d'une loi mettant fin à la ségrégation dans les écoles de l'État, mais les avocats de la NAACP savaient que la réaction des États du Sud serait différente. Ils n'imaginaient toutefois pas l'ampleur et la violence de la résistance.

Les suprémacistes lancent la « résistance massive »

Dès le lendemain de l'arrêt *Brown*, les élus ségrégationnistes du Sud proclamèrent leur refus catégorique d'appliquer la décision de la Cour.

Après avoir accusé les neuf juges de la Cour suprême d'avoir succombé à l'endoctrinement communiste, le sénateur du Mississippi James Eastland déclara : « L'institution de la ségrégation raciale ou de la séparation raciale dans le Sud [est née] du chaos et de la confusion de la période de la Reconstruction. La séparation promeut l'harmonie raciale. Elle permet à chaque race de mener à bien ses propres activités, de suivre sa propre civilisation. [...] C'est la loi de la nature, c'est la loi de Dieu, que chaque race ait à la fois le droit et le devoir de se perpétuer. Tous les hommes libres ont le droit de s'associer exclusivement aux membres de leur propre race, libres de toute ingérence gouvernementale, s'ils le désirent. Les hommes libres ont le droit d'envoyer leurs enfants dans les écoles de leur choix, libres de toute ingérence gouvernementale, et de renforcer leur propre culture, libres de toute ingérence gouvernementale¹¹⁷. »

Cette déclaration résume à elle seule les principaux arguments des ségrégationnistes : la défense du droit des individus contre l'intervention du gouvernement dans leurs affaires personnelles, la liberté et les droits des Blancs, la peur des contacts physiques et sexuels et des unions mixtes, et le maintien de l'ordre. Cette argumentation devint le socle sur lequel fut construit le mouvement de la « résistance massive » lancé par les hommes politiques du Sud. Eastland n'était en effet pas seul à mener la croisade contre *Brown*. En Virginie, le sénateur Harry Byrd, ancien gouverneur de l'État, décrivit l'arrêt de la Cour comme le « coup le plus dur jamais porté aux droits des États dans un domaine d'importance vitale pour leur autorité et leur bien-être ». Il prit aussitôt la tête du mouvement qui expliquait que *Brown* constituait une violation du droit des États fédérés et que ceux-ci pouvaient donc s'interposer entre les citoyens et l'État fédéral pour les protéger lorsque le gouvernement central outrepassait ses droits constitutionnels. Cette doctrine de l'interposition devint immédiatement populaire dans tout le Sud. Le 12 mars 1956, 101 élus du Sud au Congrès (sur un total de 128) signèrent le « Manifeste du Sud » dénonçant *Brown* et appelant à la résistance par tous les moyens légaux¹¹⁸.

Le « Manifeste du Sud » permit d'unifier les Blancs du Sud dans leur opposition à *Brown*. Ceux-ci étaient en effet divisés sur l'attitude à adopter face à la perspective de la déségrégation du système scolaire. Une minorité était favorable au recours à la violence pour intimider les Africains-Américains et les forcer à rester à leur place. Un Ku Klux

Klan redynamisé se rendit responsable de nombreuses exactions¹¹⁹. Mais la majorité de la population blanche préférait l'action non violente. Les opposants les plus fermes à la déségrégation formèrent des Conseils de citoyens blancs (*White Citizens' Councils*) pour organiser la résistance¹²⁰. Regroupant des hommes et femmes d'affaires, avocats, médecins, journalistes et des élus politiques, les Conseils de citoyens blancs avaient officiellement pour objectif la mobilisation « légale » contre *Brown* et la circulation des informations. En pratique, leurs membres, laissant l'intimidation physique au Ku Klux Klan, recouraient aux pressions économiques pour décourager les Noirs de demander le transfert de leurs enfants dans les écoles blanches. Ces Conseils séduisirent vite un large public. En 1956, ils comptaient 250 000 membres, trois fois plus que la NAACP dans le Sud¹²¹.

Dans ce contexte, les voix blanches favorables à *Brown* peinaient à se faire entendre. La Southern Baptist Convention vota à une écrasante majorité en faveur de *Brown* mais cette décision passa presque inaperçue tant les médias concentraient leur attention sur les manifestations de résistance violente ou non¹²². Certains États comme l'Alabama, le Mississippi, la Caroline du Sud ou la Virginie ne cessaient de faire les gros titres avec les déclarations incendiaires de leurs politiciens ou à cause des tensions dans leurs différents districts scolaires. Mais d'autres États, tels l'Arizona, le Kansas et le Missouri, prirent rapidement les mesures nécessaires pour déségréguer leurs écoles. Le Maryland, le Delaware et le District de Columbia firent de même, malgré quelques cas de violence à Baltimore. D'autres encore, tels que le Texas ou la Caroline du Nord, adoptèrent une position intermédiaire consistant à demander à la Cour suprême plus de temps pour mettre en œuvre la déségrégation. L'arrêt *Brown* de 1954 ne comprenait aucune indication sur les conditions de sa mise en pratique. Pressée de clarifier sa position, en particulier par la NAACP, la Cour rendit en 1955 un second arrêt, connu sous le nom de *Brown II*, dans lequel elle appelait les districts scolaires à mettre en application la déségrégation « avec toute la vitesse nécessaire » (« *with all deliberate speed* »)¹²³.

L'ambiguïté de cette précision désola les organisations noires tout autant qu'elle réjouit les ségrégationnistes, qui l'interprétèrent comme une carte blanche. Le mouvement de « résistance massive » redoubla alors d'intensité. Face à lui, les organisations noires se mobilisèrent

également mais le rapport de forces leur était largement défavorable, en particulier dans le Sud profond où elles durent faire face à des pressions très fortes. Les Conseils de citoyens blancs avaient pour pratique de divulguer dans la presse les noms des militants connus de la NAACP qui perdaient ensuite leur emploi, se voyaient refuser un crédit et subissaient d'autres conséquences économiques parfois dramatiques.

Les élus de Caroline du Sud adoptèrent une loi interdisant aux enseignants d'être membres de la NAACP. Beaucoup démissionnèrent alors de l'organisation ; d'autres, comme la militante Septima Clark, choisirent de perdre leur emploi. Refusant de quitter la NAACP au sein de laquelle elle avait lutté pour l'égalisation des salaires des enseignants, elle préféra se faire renvoyer de son poste dans une école de Charleston (Caroline du Sud), mettant ainsi un terme à quarante ans de carrière et perdant sa pension de retraite. Elle rejoignit alors la Highlander Folk School à Monteagle (Tennessee) où elle devint directrice des programmes et organisa des ateliers d'alphabétisation et de préparation à la citoyenneté (c'est-à-dire à l'exercice du droit de vote)¹²⁴. Mais cet exemple représentait davantage l'exception que la règle. En quelques années, la NAACP perdit la grande majorité de ses membres dans le Sud profond et fut contrainte d'agir dans la quasi-clandestinité. Un autre facteur nuisait à l'action de la NAACP pour mettre en pratique *Brown* : l'inquiétude de nombreux enseignants et directeurs d'écoles et lycées noirs quant à leur devenir professionnel et financier dans un système scolaire intégré. Tandis que la majorité de la population blanche redoutait le coût financier de l'intégration et la dégradation probable du niveau scolaire qui en résulterait, une large partie de la population noire s'interrogeait avec appréhension sur la mise en œuvre concrète de l'arrêt de la Cour suprême¹²⁵.

La combinaison de l'opposition blanche, des hésitations d'une majorité de la population, de la faiblesse de la NAACP et du refus de l'administration Eisenhower de s'impliquer explique que *Brown* n'eut qu'un impact immédiat limité. Certes 256 000 enfants noirs étaient inscrits dans une école « mixte » en 1956, soit près de 10 % du total, et 36 districts scolaires de 4 États (Maryland, Oklahoma, Kentucky et Texas) avaient pris des mesures pour se conformer à la décision de la Cour suprême. Mais, dans les autres États, les chiffres étaient dérisoires, voire nuls¹²⁶. À court terme, *Brown* eut finalement pour principale conséquence de lancer une contre-offensive concertée du

Sud. Pour les Noirs américains, la bataille s'annonçait longue, en particulier dans les États comme le Mississippi qui, depuis 1955, faisait la une des journaux aussi pour une autre affaire : le meurtre d'Emmett Till.

Le meurtre d'Emmett Till

Le 20 août 1955, Mamie Till conduisit son fils de quatorze ans, Emmett, à la gare centrale de Chicago pour aller passer deux semaines chez son grand-oncle à la campagne, dans les alentours de la petite ville de Money (Mississippi)¹²⁷. Les trois premiers jours de son séjour, le jeune Emmett découvrit les joies et les peines de la vie de ses cousins et, avec eux, il ramassa le coton, tira des feux d'artifice, vola des pastèques et nagea dans une mare infestée de serpents. Le 24 août, alors qu'il se tenait avec ses cousins et des amis à l'extérieur d'une épicerie de Money, Emmett se vanta d'avoir une petite amie blanche à Chicago. Ses compagnons le mirent alors au défi d'aller demander un rendez-vous à la femme blanche assise derrière le comptoir. Inconscient de la force des usages ségrégationnistes en vigueur dans ce comté rural du Mississippi, il se comporta comme il l'aurait fait à Chicago. Emmett entra dans le magasin, acheta des bonbons et, en sortant, lança un « *bye, baby* » à la femme. Aucun témoin n'était présent dans le magasin mais Carolyn Bryant, la femme en question, affirma que Till l'avait saisie par la taille et lui avait fait des avances. Quelques jours plus tard, le propriétaire du magasin et époux de Carolyn Bryant, Roy Bryant, rentra de voyage et apprit l'incident. Fou de rage, il se rendit à l'aube du 28 août à la maison du grand-oncle d'Emmett, Mose Wright, accompagné de son beau-frère, J. W. Milam. Les deux hommes exigèrent de voir le garçon et l'emmenèrent de force dans leur voiture. On ne revit plus jamais Emmett Till vivant. Trois jours plus tard, son cadavre était retrouvé dans la rivière Tallahatchie. Les deux hommes l'avaient battu à mort, lui avaient arraché un œil et tiré une balle dans la tête, avant de jeter dans la rivière son corps attaché par du fil barbelé au rouleau d'une égreneuse à coton pesant plus de 30 kilos.

Les autorités locales souhaitaient un enterrement rapide mais la mère d'Emmett exigea le rapatriement du corps à Chicago. À la vue de l'état de mutilation du corps de son enfant, elle décida d'organiser un

enterrement à cercueil ouvert « pour, dit-elle, que le monde entier voie ce qu'ils ont fait à mon fils ». Alors que la foule se pressait pour rendre un dernier hommage au jeune garçon, le photographe de l'hebdomadaire *Jet* immortalisa son corps défiguré. Cette photographie, reprise par les médias du monde entier, devint le symbole de la violence meurtrière du Sud. Vue par une génération entière d'Africains-Américains, adultes comme enfants, elle servit à radicaliser les militants de la cause des droits civiques. Si la conscience d'une identité africaine-américaine existait déjà à cette époque notamment du fait du développement d'une culture noire nationale depuis les années 1940, l'assassinat d'Emmett Till contribua à la renforcer, à souder les Africains-Américains de diverses origines et de diverses classes autour d'une même volonté d'en finir avec l'oppression et la violence quotidiennes¹²⁸.

Moins de deux semaines après l'enterrement d'Emmett Till, ses deux assassins furent jugés par un jury populaire entièrement composé de Blancs à Sumner (Mississippi). Malgré la déposition du grand-oncle d'Emmett Till, Mose Wright, qui identifia à la barre les deux hommes venus enlever Emmett à son domicile, Milam et Bryant furent déclarés non coupables à l'issue d'une délibération de moins d'une heure. Le verdict choqua profondément l'opinion publique africaine-américaine, de même que de nombreux Blancs en dehors du Sud. *Life Magazine* publia un éditorial rappelant que le père de Till était mort en Italie en combattant pour son pays pendant la Seconde Guerre mondiale¹²⁹. En janvier 1956, Milam et Bryant acceptèrent contre 4 000 dollars de raconter leur version de l'histoire dans *Look Magazine*. Ils avouèrent le crime. Le V^e amendement à la Constitution américaine protégeant les citoyens contre la possibilité d'être jugés deux fois pour le même crime, ils ne furent jamais inquiétés. À Money, ils durent toutefois subir les conséquences économiques de leur acte : les Noirs des environs cessèrent de faire leurs courses dans les deux épiceries détenues par des membres des familles Milam et Bryant, qui firent faillite¹³⁰.

Dans des endroits comme Money, cette utilisation du pouvoir économique constituait l'arme la plus efficace pour forcer le respect. Elle ne pouvait redonner la vie à Emmett Till mais elle permettait aux Africains-Américains restés sur place de regagner un indispensable sens du respect de soi. Arme du puissant qui s'ignore, la pression économique nécessitait la mobilisation collective pour être efficace. Le

meilleur exemple en fut donné à peu près au même moment dans une autre ville du Sud, Montgomery (Alabama).

Le boycott des autobus de Montgomery

Depuis plusieurs années, le Women's Political Council, organisation de femmes de la classe moyenne noire de Montgomery fondée en 1946 et dirigée par Jo Ann Robinson, protestait contre le traitement infligé aux passagers africains-américains, dans leur très grande majorité des femmes, des autobus de la ville¹³¹. Depuis le début du xx^e siècle, des règles strictes de ségrégation régissaient en effet le transport à bord de l'un des tramways, puis des autobus locaux : les dix sièges à l'avant étaient réservés aux Blancs, qu'il y en ait ou pas dans l'autobus. En théorie, les dix sièges du fond étaient réservés de la même manière aux Noirs. L'attribution des seize sièges du milieu était faite par le chauffeur en fonction des personnes présentes dans le bus au fur et à mesure du trajet. Un Noir pouvait y être assis tant qu'un Blanc n'avait pas besoin du siège, auquel cas le premier devait céder sa place et s'asseoir dans la section « noire » du bus ou rester debout si celle-ci était déjà pleine. Toutes les villes de l'État n'utilisaient pas un système de ségrégation identique. À Mobile (Alabama), bien que la compagnie d'autobus ait été la même qu'à Montgomery, les règles étaient moins défavorables aux passagers africains-américains, qui n'étaient pas tenus de céder leur siège une fois assis.

Le Women's Political Council revendiqua au départ l'adoption d'un système similaire à Montgomery. En mai 1954, l'organisation avertit le maire que les Noirs de la ville envisageaient un boycott si rien ne changeait. L'idée d'un boycott des autobus n'était pas nouvelle. En juin 1953, Baton-Rouge, capitale de la Louisiane, fut le théâtre d'une mobilisation sans précédent. Sous la direction du révérend T.J. Jemison, pasteur de l'église baptiste Mount Zion, les Africains-Américains de la ville organisèrent avec succès un boycott des autobus municipaux. Au bout d'une semaine, la compagnie de bus céda et accepta d'assouplir la ségrégation (sans l'abolir)¹³². La nouvelle avait fait la une de la presse locale et s'était diffusée dans la communauté noire du Sud par le biais des réseaux de pasteurs baptistes et méthodistes. L'idée parut immédiatement séduisante aux femmes du Women's Political Council de Montgomery.

Ces dernières attendaient une occasion favorable pour passer à

l'action. Le 2 mars, Claudette Colvin, quinze ans, fut arrêtée pour violation de l'ordonnance municipale sur la ségrégation. Loin de se laisser faire, la jeune fille se débattit lorsque deux policiers tentèrent de lui faire quitter le bus de force, alertant les passants. Pour le WPC, voir une jeune fille se faire ainsi malmenée par la police était l'humiliation de trop. Les membres étaient prêtes à lancer le boycott¹³³. Mais, après de longues discussions et consultation d'Edgar D. Nixon, connu comme E.D. Nixon, porteur de la compagnie des wagons-lits Pullman qui avait été président de la section locale de la NAACP, le WPC choisit d'attendre un moment plus opportun. Deux éléments déterminèrent cette décision : d'une part, la découverte que la jeune fille était enceinte bien qu'elle affirmât que sa grossesse était le résultat d'un viol et, d'autre part, les origines ouvrières de la famille, dont le père ne travaillait pas et qui habitait dans la partie de la ville à la réputation la plus douteuse. Le succès du boycott dépendait de la mobilisation unitaire de la communauté noire de la ville et Jo Ann Robinson et E.D. Nixon savaient pertinemment que la bourgeoisie et la classe moyenne, de même que les pasteurs de la ville, ne se joindraient au mouvement que s'il pouvait afficher une respectabilité irréprochable¹³⁴. Sa grossesse aurait en outre permis aux Blancs de la ville de peindre Claudette Colvin sous les traits d'une « mauvaise fille », ce qui aurait eu pour effet assuré d'enterrer toute chance de succès lors d'un procès. Quelques mois plus tard, en octobre 1955, une autre jeune fille, Mary Louise Smith, âgée de dix-huit ans, subit le même sort que Colvin. Arrêtée pour avoir refusé de céder son siège, elle fut condamnée à payer une amende. À nouveau, la question de la respectabilité de la famille de la victime fut déterminante : la grande pauvreté de cette famille et l'alcoolisme du père rendaient impossible de faire de Smith le symbole de la lutte des Noirs de Montgomery pour la conquête du respect dans les autobus.

Aussi, quand la nouvelle de l'arrestation de Rosa Parks, le 1^{er} décembre 1955, se répandit, Jo Ann Robinson et les membres du Women's Political Council surent qu'elles avaient enfin trouvé la bonne personne. Rosa Parks était la respectabilité incarnée. Si sa profession de couturière la rangeait du côté de la classe ouvrière ou de la petite classe moyenne, sa foi notoire, son comportement moral et son hygiène de vie exemplaire faisaient d'elle quelqu'un derrière qui la bourgeoisie noire et les pasteurs de la ville pouvaient aisément se mobiliser. De nouveau consulté, E.D. Nixon approuva. Il versa la

caution nécessaire à la libération de Rosa Parks, toujours secrétaire de la section locale de la NAACP, puis la convainquit, sans difficulté, de se porter plaignante dans un procès contre la ségrégation. Parallèlement, le Women's Political Council s'affairait pour préparer le boycott. Ayant prévu une action d'une journée, le 5 décembre, jour où Rosa Parks devait comparaître devant le tribunal municipal, les militantes préparèrent un tract qu'elles reproduisirent en milliers d'exemplaires puis distribuèrent et affichèrent dans la ville. Le 4 décembre, les pasteurs de la ville annoncèrent leur soutien au boycott lors d'un rassemblement à l'église baptiste de l'avenue Dexter, contribuant à donner de la légitimité à l'action directe non violente. Le 5, malgré une pluie battante, la très grande majorité des autobus qui roulèrent ce jour étaient vides. Les Africaines-Américaines de la ville avaient respecté le boycott et choisi de se déplacer à pied (ou avaient trouvé quelqu'un ayant une voiture pour les conduire).

Les pasteurs et E.D. Nixon, réunis en début de soirée, conclurent qu'il était opportun de poursuivre le boycott et de former une organisation, la Montgomery Improvement Association (MIA), pour coordonner l'action. Ils décidèrent de nommer à sa tête le pasteur de la Dexter Avenue Baptist Church, Martin Luther King, Jr. Relativement nouveau dans la communauté noire de Montgomery, King, alors âgé de vingt-six ans, avait été recruté pour devenir pasteur de l'église baptiste par la congrégation composée de l'élite noire locale. King était l'homme idéal : titulaire d'un diplôme de sociologie du prestigieux Morehouse College (Atlanta) puis d'un autre de théologie du Crozer Theological Seminary (Chester, Pennsylvanie) ainsi que d'un doctorat en théologie de Boston University, il était lui-même fils de pasteur, son père dirigeant l'Ebenezzer Baptist Church à Atlanta (Georgie) depuis quatre décennies. Marié depuis 1953 à Coretta Scott, issue d'une famille bourgeoise, King incarnait un nouveau type de pasteur éduqué et distingué, et il avait été sensibilisé au mouvement des droits civiques par son père, militant actif à Atlanta.

Une fois King choisi pour présider la MIA, un débat s'ensuivit sur le reste de la composition de l'organisation. Lorsque certains pasteurs demandèrent que leurs noms n'apparaissent pas sur la liste des membres, Nixon s'emporta : « Comment allez-vous organiser un boycott en secret ? Comment diable allez-vous mener une protestation si vous ne voulez pas que les Blancs soient au courant ? Qu'est-ce qui ne tourne pas rond chez vous ? Vous vivez de la sueur de ces

blanchisseuses depuis de longues années et vous n'avez jamais rien fait pour elles. Vous avez maintenant la chance de les payer en retour et vous avez peur de vous lever et d'être décomptés¹³⁵ ! » Son discours fit mouche. Piqués dans leur virilité, les pasteurs de la ville décidèrent de soutenir les femmes. Mais, s'ils voulaient bien défendre les intérêts des femmes qui se serraient chaque jour sur les bancs de leurs églises, ils n'étaient pas prêts à partager le pouvoir avec elles. La MIA devint une organisation contrôlée par les pasteurs. Aux côtés de King, E.D. Nixon fut nommé trésorier ; Rufus Lewis, directeur de pompes funèbres et l'un des leaders de la communauté noire locale, fut chargé d'organiser un système de covoiturage ; et le jeune révérend Ralph Abernathy, vingt-cinq ans, fut nommé responsable du comité devant ouvrir les négociations avec la ville et la compagnie d'autobus. Les deux femmes qui avaient rendu le boycott possible, Rosa Parks et Jo Ann Robinson, n'avaient pas été conviées à la réunion. Sur l'insistance de cette dernière, elles furent tout de même nommées membres du comité exécutif de la MIA.

Plus tard dans la soirée du 5 décembre, plus de 5 000 Africains-Américains s'entassèrent dans l'église baptiste de Holt Street. King enflamma la foule : « Il arrive un moment où les gens en ont marre de se faire piétiner par l'oppression. Il arrive un moment, mes amis, où les gens en ont marre d'être plongés dans l'abysse de l'humiliation où ils connaissent la désolation d'un désespoir lancinant¹³⁶. » Ses mots surent toucher au cœur le public essentiellement composé de domestiques, cuisinières, blanchisseuses, enseignantes et ouvrières à la tâche, qui souffraient chaque jour des violences et des humiliations des Blancs. En un discours, King fut propulsé au rang de porte-parole du mouvement. Les pasteurs de la MIA présentèrent alors Rosa Parks qui se tint, suivant leurs instructions, silencieuse devant la foule qui se leva pour l'acclamer avant la fin de l'assemblée.

Le contraste entre l'infatigable activisme politique de Parks au sein de la NAACP depuis les années 1930 et sa transformation ce soir-là en « Madone de Montgomery », symbole de la féminité noire vertueuse et silencieuse, était saisissant. L'effacement délibéré de l'engagement politique de la militante pour ne retenir que l'image de la couturière fatiguée participait d'une stratégie d'instrumentalisation de la respectabilité au service du mouvement noir. Mais le fait que Rosa Parks soit réduite au silence alors même que King était devenu du jour au lendemain la voix du mouvement révèle aussi la place subalterne

des femmes dans la phase militante du mouvement qui s'était ouverte. L'histoire ne retiendrait du boycott que Parks et King, reléguant dans ses oubliettes Jo Ann Robinson et les dizaines de militantes du Women's Political Council, de même que les milliers de femmes anonymes qui, pourtant, assurèrent le succès du boycott.

De fait, Robinson continua son action en coulisses. Véritable chef d'orchestre du boycott, elle négocia avec les dirigeants de la ville et de la compagnie de bus, publia la lettre d'information de la MIA et assura les trajets domicile-travail de nombreuses femmes africaines-américaines tout en conservant son emploi à plein-temps à Alabama State College. À ses côtés, de nombreuses autres militantes firent don de leur temps pour coordonner le fonctionnement du vaste système de covoiturage mis en place pour remplacer les autobus. Chacune participait avec ses propres moyens. Les plus aisées mirent leur voiture au service du mouvement, passant une partie ou la totalité de leur journée à jouer les chauffeurs. D'autres militantes se concentrèrent sur la collecte des fonds nécessaires au maintien du boycott sur la durée. Si les actions de coordination étaient surtout effectuées par les femmes de la classe moyenne, ce furent les domestiques, cuisinières, blanchisseuses et autres femmes de la classe ouvrière qui permirent la réussite du boycott en refusant d'emprunter les bus pendant plus d'un an, accumulant les kilomètres à pied par tous les temps, quand elles ne pouvaient pas se faire emmener au travail en voiture¹³⁷.

Aucune pression ou menace ne parvint à briser le mouvement. Et pourtant d'innombrables femmes étaient insultées et malmenées dans la rue. Rosa Parks, comme de nombreuses autres femmes, perdit son emploi. Deux hommes brisèrent les fenêtres de la maison de Jo Ann Robinson à coups de pierre ; d'autres versèrent de l'acide sur sa voiture. Le 30 janvier 1956, des Blancs lancèrent une bombe incendiaire contre la maison de King. Deux semaines plus tard, celle de E.D. Nixon fut visée. Le 10 février, un énorme rassemblement de ségrégationnistes réunit à Montgomery plus de 10 000 personnes qui acclamèrent les discours de James Eastland et de représentants des Conseils de citoyens blancs appelant à donner à Rosa Parks une « bonne leçon ». En vain. Même les arrestations massives de militants en février 1956, pour violation d'une obscure loi locale interdisant les boycotts sans motif légal, ne suffirent plus à forcer les Noirs à « rester à leur place ». Un nombre sans cesse croissant d'Africains-Américains,

connus ou anonymes, se pressèrent pour se faire arrêter. Accusé de complot, Martin Luther King fut jugé aux côtés de 88 autres militants noirs. Sa condamnation à payer une amende de 500 dollars ou à faire un an de prison fit de lui en un instant un martyr de la cause et une figure nationale du mouvement. Le « Moïse moderne de l'Alabama », selon l'appellation de *Jet Magazine*, avait éclipsé Rosa Parks, Jo Ann Robinson et tous les autres pasteurs de Montgomery¹³⁸.

Le 17 décembre 1956, par l'arrêt *Browder v. Gayle*, la Cour suprême confirma un arrêt du tribunal fédéral de district selon lequel la ségrégation, même en dehors des écoles publiques, constituait une violation de la clause d'égalité de protection des lois du XIV^e amendement. La doctrine « séparé mais égal » mise en place par l'arrêt *Plessy v. Ferguson* de 1896 avait vécu. Mais, peut-être plus important encore que la promesse de la déségrégation des transports publics, la Cour suprême reconnaissait ainsi l'humanité des Africains-Américains et leur redonnait leur dignité. Cinq jours plus tard, le boycott prenait fin. Il avait duré 381 jours.

Le succès du boycott suscita un immense espoir chez les Africains-Américains de tout le pays¹³⁹. Après tant de décennies passées à espérer la fin de la ségrégation et la reconnaissance de leur dignité d'êtres humains, ils pouvaient enfin se réjouir d'avoir fait plier les forces de la suprématie blanche dans une ville du Sud. Ce pouvoir né de la détermination des sans-voix à se faire entendre et respecter et à ne plus craindre les représailles était tout aussi galvanisant pour les Noirs qu'il était terrifiant pour les Blancs, d'autant que les exemples de Baton Rouge et de Montgomery inspirèrent d'autres actions dans le Sud.

La Southern Christian Leadership Conference (SCLC)

L'euphorie de l'action collective était contagieuse. Cinq mois après le début du boycott de Montgomery, une action similaire était organisée dans la petite ville de Tallahassee (Floride), à l'initiative de deux étudiantes de Florida A&M College, suivie par le clergé noir local et soutenue par la NAACP malgré la répression qui s'était intensifiée contre elle depuis *Brown*. Pour faire chuter le nombre de ses membres, plusieurs États du Sud avaient en effet déclaré officiellement l'organisation noire subversive et interdit à leurs fonctionnaires d'en faire partie¹⁴⁰. Mais les mobilisations de Montgomery et Tallahassee avaient prouvé à la nation que les petites villes du Sud n'étaient plus à l'abri d'une mobilisation des habitants africains-américains et que les Églises noires, organisées en réseau à l'échelle du Sud, étaient déterminées à mener le combat pour l'égalité. Les événements de Birmingham (Alabama) en 1956-1958 confirmèrent cette tendance. Dans cette grosse ville (à l'échelle du Sud) de 300 000 habitants dont la moitié de Noirs, la communauté africaine-américaine se mobilisa après l'annonce de l'interdiction légale de la NAACP. Sous la direction de l'Alabama Christian Movement for Human Rights (ACMHR), dont l'infatigable révérend Fred Shuttlesworth, trente-quatre ans, prit la tête, les Noirs de la ville multiplièrent les actions de protestation contre les discriminations, se heurtant à la réaction violente des habitants blancs et du commissaire à la Sûreté publique, Eugene « Bull » Connor, qui ne cachait pas son hostilité aux Noirs. Le temps de l'intimidation était révolu. Malgré les attaques, une mobilisation massive de la population noire autour de l'objectif à long terme de remise en cause globale de la ségrégation était désormais possible¹⁴¹.

Les acteurs des mouvements de Baton-Rouge, Montgomery, Tallahassee, Birmingham et toutes les autres villes du Sud, telles Memphis, La Nouvelle-Orléans ou Nashville, également touchées par la protestation, soulignaient le besoin criant de coordination. Le réseau unissant les pasteurs des églises baptistes du Sud permit de mobiliser largement les congrégations et de diffuser le boycott comme mode d'action et la non-violence comme philosophie et comme

pratique militante, mais l'extension du mouvement requérait la formation d'une organisation spécifiquement consacrée à la concertation et au financement des actions de protestation. Martin Luther King invita à cette fin un groupe de pasteurs, leaders de leurs mouvements respectifs, à se réunir le 10 janvier 1957 dans l'église Ebenezer de son père à Atlanta¹⁴².

La Southern Christian Leadership Conference (SCLC), née de cette réunion, était un collectif d'organisations. Seules pouvaient y adhérer des associations ou des institutions comme des Églises, mais pas des individus. Conçue pour être le bras armé de l'Église noire, la SCLC ne regroupait quasiment que des pasteurs africains-américains. La grande majorité était jeune, reflétant l'orientation de plus en plus politique des Églises noires, et originaire du Sud. À l'instar d'Ella Baker, qui obtint d'ailleurs un poste de direction à la SCLC, tous étaient persuadés qu'une mobilisation de masse nécessitait un ancrage profond dans les communautés locales. Les pasteurs étant mieux placés que quiconque pour connaître ces communautés, ils formèrent l'avant-garde du mouvement. Mais, le clergé étant une affaire masculine par excellence, cette nouvelle orientation posait d'emblée le problème de la place des femmes. Déjà vu au moment de l'effacement du rôle des femmes dans le boycott de Montgomery, ce problème devint systématique avec la création de la SCLC, malgré le rôle initial d'Ella Baker dans l'organisation¹⁴³.

La décision de ne pas faire de la SCLC une organisation à laquelle des personnes pouvaient adhérer individuellement avait été prise en partie pour minimiser la rivalité entre la SCLC et la NAACP. Cela ne réussit que partiellement. Malgré la division du travail entre les deux groupes, la NAACP voyait d'un œil méfiant, voire hostile, la création de ce nouveau groupe qui captait une portion importante des fonds qui lui seraient autrement revenus. Sa branche Jeunesse s'en trouva toutefois redynamisée. Les NAACP Youth Councils, créés dans les années 1930, s'étaient largement essouffés depuis la Seconde Guerre mondiale, ne se reconnaissant plus dans l'orientation exclusivement légaliste de leur organisation mère. La création d'un groupe, la SCLC, prônant l'action directe non violente dans le Sud, enthousiasma de nombreux jeunes membres de la NAACP, hommes comme femmes. Lycéens, étudiants ou jeunes travailleurs, ils se mirent à soutenir localement les actions de la SCLC dans le domaine de la déségrégation des transports ou de l'inscription sur les listes électorales¹⁴⁴. Pour les

mêmes raisons, le Congress of Racial Equality (CORE) devint lui aussi proche de la SCLC. Les deux organisations s'entraidaient sur le terrain et dans leurs efforts de collecte de fonds.

Dans ses premières années d'existence, la SCLC concentra son action sur le droit de vote et le traitement digne des Noirs dans les lieux publics. Elle se fit connaître au niveau national en mai 1957 lorsqu'elle organisa le *Prayer Pilgrimage for Freedom* (« Pèlerinage des prières pour la liberté ») au Lincoln Memorial à Washington. Prévû à l'occasion du troisième anniversaire de l'arrêt *Brown*, l'événement visait à dénoncer aux yeux du pays les injustices et les violences dont souffraient les Noirs du Sud. Une foule comprenant entre 25 000 et 30 000 personnes répondit à l'appel, transformant l'événement en succès et en démonstration de force à l'intention du gouvernement fédéral. Au même moment, le Congrès débattait d'une loi fédérale sur les droits civiques présentée par l'*Attorney General* ¹⁴⁵.

La loi, entrée en vigueur en septembre 1957, visait essentiellement à protéger le droit de vote mais elle établit la Division des droits civiques au sein du ministère de la Justice et la Commission fédérale des droits civiques. Les procureurs avaient aussi désormais le droit de demander à des tribunaux d'interdire toute action menée dans le but d'interférer avec le droit de vote d'un citoyen. L'ampleur des droits couverts par la loi était modeste mais, première avancée législative fédérale depuis la fin du XIX^e siècle, elle fut saluée par la communauté africaine-américaine et interprétée comme un signe de la nouvelle résolution du président Eisenhower, en position de force depuis sa réélection en 1956, à faire respecter les droits civiques des Noirs américains contre les violences et les violations de la loi fédérale. Les événements de Little Rock (Arkansas) qui se déroulaient au même moment le confirmèrent.

Little Rock et l'intervention fédérale

Depuis 1953, la NAACP dans l'Arkansas était dirigée par Daisy Bates. Dynamique et charismatique, cette femme de trente-quatre ans s'était fait connaître localement par son activité de journaliste à la tête, avec son mari, de l'*Arkansas State Press*, journal noir militant conçu sur le format du *Defender*. Lorsque la Cour suprême rendit son arrêt historique *Brown*, l'Arkansas était en pleine campagne électorale. Orval Faubus, candidat démocrate au poste de gouverneur, s'empres-

de proclamer : « Il est évident à mes yeux que l'Arkansas n'est pas prêt pour un mélange complet et soudain des races dans ses écoles publiques¹⁴⁶. » Après son élection, Faubus temporisa, s'appuyant sur le Bureau de l'éducation de l'État, en charge des affaires scolaires, qui avait établi un plan de déségrégation très progressif, devant au moins prendre deux ans. De fait, en 1956, rien n'avait été fait. En conséquence, le représentant local du NAACP Legal Defense Fund porta plainte auprès d'un tribunal fédéral, exigeant la déségrégation immédiate de l'ensemble du système d'enseignement public, de l'élémentaire au lycée. Après une décision défavorable du tribunal, l'appel donna raison aux plaignants et ordonna la déségrégation d'ici septembre 1957. Pendant ce temps, l'Assemblée de l'État adopta quatre lois ségrégationnistes, présentées avec l'aval de Faubus, converti en opposant acharné de l'intégration raciale. La bataille avait commencé.

Il fut finalement décidé que le premier contingent d'élèves noirs se limiterait à neuf et au lycée central de la ville, Little Rock Central High School. Prévenue que Faubus avait convoqué la Garde nationale pour empêcher leur entrée dans le lycée, Daisy Bates avait imaginé un plan pour protéger les jeunes : les faire accompagner par des pasteurs noirs et blancs qui devraient ouvrir et fermer la marche. Malgré cette précaution, Bates ne put empêcher la confrontation. Le 4 septembre 1957, la jeune Elizabeth Eckford, âgée de quinze ans, se leva de bonne heure, impatiente et inquiète. Elle se prépara puis se rendit seule à Central High School en autobus. Les huit autres élèves qui, comme elle, devaient entrer dans l'histoire ce jour-là, avaient décidé, suivant les conseils de Bates, de venir tous ensemble en voiture. Mais, la famille d'Elizabeth Eckford n'ayant pas de téléphone, la jeune Elizabeth n'avait pas été prévenue et elle se retrouva seule face aux soldats de la Garde nationale. Repoussée à deux reprises par les gardes, Elizabeth dut rebrousser chemin à travers une foule hostile, lui hurlant des insultes. Alors qu'elle s'approchait d'une femme plus âgée ayant l'air apitoyé, celle-ci lui cracha dessus et reprit avec la foule : « Retourne dans la jungle ! » La jeune fille attendit courageusement le bus pour se rendre sur le lieu de travail de sa mère où, à peine arrivée, elle s'effondra en larmes.

À partir de ce jour-là, Daisy Bates fut infatigable. Dénonçant la violence perpétrée contre les familles noires et contre elle-même (sa propre maison fut attaquée à la bombe), elle attira l'attention de la

nation sur Little Rock. Les journalistes de la presse écrite et, pour la première fois, ceux de la télévision rendirent compte de la confrontation. La différence entre la dignité des lycéens et la haine exprimée par la foule des Blancs choqua la nation, augmentant la pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il intervienne. Bates écrivit un télégramme à Dwight Eisenhower lui demandant de venir protéger les habitants noirs de « Little Rock, États-Unis d'Amérique ». Le président fut d'autant plus sensible à son message qu'il était exaspéré par le comportement du gouverneur Faubus. Il ordonna aux soldats fédéraux de se poster à Little Rock pour assurer la déségrégation de Little Rock Central High School. Le 25 septembre 1957, les « neuf de Little Rock », Ernest Green, Elizabeth Eckford, Jefferson Thomas, Terrence Roberts, Carlotta Walls LaNier, Minnijean Brown, Gloria Ray Kalmark, Thelma Mothershed et Melba Pattillo Beals, entrèrent dans le lycée sous protection fédérale. L'intransigeance de Faubus avait forcé Eisenhower à agir. Le lycée central de la capitale de l'Arkansas était déségrégué. Les soldats fédéraux y restèrent toute l'année¹⁴⁷.

Pour les ségrégationnistes du Sud, le message à tirer de la crise était clair : le gouvernement fédéral était désormais prêt à prendre toutes les mesures nécessaires, y compris le recours à la force, pour faire respecter la loi de la nation. Le divorce entre les hommes politiques locaux et la politique menée depuis Washington était consommé. D'un point de vue stratégique, pour le mouvement noir, la gestion de la crise de Little Rock par Daisy Bates avait été parfaite et démontrait la puissance de l'action directe non violente. Les « neuf de Little Rock », tous excellents élèves et incarnant la dignité par leurs comportements et leurs tenues vestimentaires, représentaient le visage jeune et innocent de la respectabilité noire, incarnée deux ans auparavant par Rosa Parks. À une différence près : la couverture télévisée de la crise décuplait la puissance du message en l'apportant directement dans les foyers des familles américaines et du monde entier¹⁴⁸.

Mais le déferlement de violence qui s'abattit sur le Sud dans la seconde moitié des années 1950, et dont Little Rock n'était que le dernier exemple, n'eut pas pour seul effet de renforcer la détermination des Noirs à obtenir l'égalité des droits par la non-violence. Pour certains Africains-Américains, le niveau de violence dont ils étaient la cible exigeait d'autres réponses.

Robert Williams et l'apologie de l'autodéfense

Né à Monroe (Caroline du Nord) en 1925, Robert F. Williams, petit-fils d'un ancien esclave, avait pris conscience jeune, par les récits de sa grand-mère, des injustices raciales. Parti dans le Nord pour chercher du travail, il servit quatorze mois dans l'armée pendant la Seconde Guerre mondiale, avant de retourner à Monroe et de se marier en 1947. Au cours des années suivantes, il s'inscrivit dans plusieurs programmes universitaires, puis, incapable de conserver un emploi, s'enrôla dans les *Marines* en 1954. Il s'y fit une réputation sulfureuse en devenant un opposant acharné de la ségrégation qui y était encore pratiquée. Devant son activisme, les *Marines* le libérèrent pour « conduite déshonorable ». De retour à Monroe, il rejoignit la section locale de la NAACP dont il prit la tête¹⁴⁹. Sous sa direction, la section se développa pour atteindre 121 membres (contre 6 à son arrivée) fin 1959. Williams était en bonne voie de devenir l'un des leaders de l'organisation dans le Sud. Mais, en 1959, après l'acquittement d'un homme accusé du viol d'une femme noire, Williams déclara dans le *New York Times* qu'il était temps de « répondre à la violence par la violence » et que les Noirs « devaient être même prêts à tuer si nécessaire ». Le secrétaire exécutif de la NAACP, Roy Wilkins, condamna immédiatement ses propos. Williams fut suspendu de l'organisation¹⁵⁰.

À son tour, Martin Luther King dénonça les propos de Williams. Lors de la convention nationale de la NAACP de juillet 1959 qui confirma l'exclusion de Williams, le leader de la SCLC réaffirma son engagement en faveur de la non-violence : « Pour le Noir, en appeler, en privé ou en public, à la vengeance violente comme stratégie durant cette période serait la pire tragédie qui puisse nous arriver¹⁵¹. » Un débat s'ensuivit entre les deux hommes sur l'efficacité de la non-violence¹⁵². La presse s'en empara et en fit le symbole du niveau de tension atteint dans la communauté noire. Témoignant de l'impatience partagée des Noirs du Sud face à la lenteur des changements, l'affrontement verbal King-Williams était généralement présenté en soulignant la sagesse et la supériorité morale du point de vue de Martin Luther King. Face à celui qui avait été propulsé représentant national du mouvement de lutte pour l'intégration raciale, Williams était présenté comme un radical à la position marginale. Pourtant, sur le terrain, son apologie de l'autodéfense paraissait logique à une très

large partie de la population africaine-américaine, en particulier de la classe ouvrière. Pour ces hommes et ces femmes aux revenus modestes ou qui vivaient dans la pauvreté, les principes de la non-violence appliqués à la lutte pour l'égalité semblaient coupés de leur réalité quotidienne. Pour eux, il était nécessaire de pouvoir sortir sa carabine lorsque les Blancs menaçaient leurs vies ou leurs biens. Reflétant une pratique ancienne et toujours bien présente, en particulier dans les zones rurales du Sud, la position de Williams était perçue comme la voix de la raison et de la défense de la dignité. Cette question mettait également en jeu la virilité des hommes noirs. La non-violence restait difficile à réconcilier avec masculinité.

Malcolm X et la Nation of Islam

Elijah Muhammad, de son vrai nom Elijah Poole, ancien garveyite, était le leader incontesté de la Nation of Islam (NOI) depuis 1934. De taille encore modeste dans les années 1940, l'organisation religieuse commença à attirer un nombre croissant de fidèles dans les années 1950. Depuis juin 1956, Muhammad publiait une tribune hebdomadaire dans le *Pittsburgh Courier*, dans laquelle il exposait sa théologie et prônait un discours radical fondé sur la fierté des origines des Noirs. Selon celui qui se présentait comme le disciple de Fard Muhammad, fondateur de la NOI, les Noirs formaient la tribu originelle de Shabazz. Ils avaient vécu des vies morales et heureuses dans la religion musulmane pendant des millions d'années jusqu'à ce qu'un dieu malfaisant nommé Yakub crée la race maligne des Blancs pour venir tourmenter les Noirs pendant six mille ans. Pour pouvoir regagner le paradis, la tribu de Shabazz devait désormais se lever et résister aux diables blancs.

Muhammad dénonçait en particulier le christianisme comme une arme d'oppression aux mains des Blancs et appelait ses fidèles à ne pas chercher l'intégration. Rappelant que l'histoire prouvait que les Blancs ne reconnaîtraient jamais l'égalité des Noirs, il recommandait de vivre de manière aussi séparée des Blancs que possible, en évitant à tout prix les mariages mixtes, qui mettaient en péril la pureté de la race noire¹⁵³. Remettant au goût du jour l'approche nationaliste défendue par Garvey, Elijah Muhammad et sa Nation of Islam séduisaient les Africains-Américains déshérités et les prisonniers, attirés par sa condamnation sans appel des institutions américaines et sa promesse

du triomphe ultime de la nation noire. Comme l'atteste le courrier des lecteurs adressé au *Pittsburgh Courier*, son discours était aussi très populaire du fait de sa célébration de la vertu des femmes noires et de ses appels à une discipline de vie stricte à une époque de transformation rapide des modes de vie sous l'effet du développement de la société de consommation¹⁵⁴. La création d'un groupe armé « Fruit of Islam », chargé de protéger les membres de la Nation, et en particulier les femmes, offrait aussi, pour de nombreux Noirs sensibles à la revendication de l'autodéfense comme arme légitime que prônait Robert Williams, une alternative séduisante à la philosophie de la non-violence de groupes comme le CORE, la SCLC et certaines sections de la NAACP. En 1955, la Nation of Islam comptait déjà seize mosquées, pour la plupart situées dans les grandes villes du Nord¹⁵⁵. Le nombre de membres de l'organisation était incertain mais, situé entre 70 000 (selon *Time* en 1959) et 250 000 (selon Elijah Muhammad à la même date), il témoignait d'une popularité croissante. Le charisme du dirigeant du groupe à Harlem, Malcolm X, n'y était pas pour rien.

Né en 1925 à Omaha (Nebraska), Malcolm Little était le fils d'un pasteur baptiste très investi dans les courants garveyistes. Son père et sa mère étaient respectivement président et secrétaire de la section de l'UNIA à Omaha¹⁵⁶. Après avoir passé quelques années à Milwaukee (Wisconsin), la famille Little s'installa dans le Michigan, à Lansing puis East Lansing. C'est dans cette dernière ville que le père de Malcolm, Earl, fut tué en 1931, officiellement dans un accident de tramway. Malcolm déclara plus tard que le Ku Klux Klan était responsable de sa mort. Tombée dans la pauvreté, la famille vécut grâce à une maigre aide sociale. Après l'internement psychiatrique de sa mère, Malcolm fut placé en famille d'accueil. Renvoyé de plusieurs écoles, il devint interne dans une école privée blanche où il réussit bien. Ambitieux, il souhaitait alors devenir avocat mais fut découragé par un enseignant qui lui expliqua que cette profession n'était pas faite pour les Noirs. À l'été 1940, à l'âge de quinze ans, il partit rendre visite à sa demi-sœur à Boston et décida de rester dans cette ville.

Il enchaîna alors des emplois précaires dans des restaurants, des bars, en tant que cireur de chaussures ou dans un magasin de bijoux, et surtout adhéra à la subculture des zazous et des « *hipsters* », sortant la nuit dans des bars, salles de billard et clubs. Désormais surnommé « Detroit Red », il devint tout à la fois voleur, proxénète et receleur. Son appartenance au milieu des zazous fut une expérience essentielle

pour la formation de sa conscience politique et raciale. Par leurs tenues voyantes, leur frivolité et leur oisiveté revendiquées, les « *zoot suiters* », comme on les appelait en anglais, exprimaient leur opposition aux rationnements des produits textiles, au travail patriotique et au service à la nation exigés de tous dans l'Amérique en guerre. Signe de cette attitude militante, lorsque son tour vint d'être appelé sous les drapeaux, Malcolm déclara qu'il allait « combattre pour les Japonais et tuer des Blancs ». Il fut exempté¹⁵⁷. En 1944, il connut ses premiers démêlés avec la justice, pour vol, ce qui lui valut une première condamnation à quatre mois de prison ferme et un an avec sursis. Deux ans plus tard, il fut de nouveau condamné, cette fois pour recel et possession d'armes. En février 1946, Malcolm Little entama sa peine de prison. Il resta incarcéré jusqu'en 1952.

Il se convertit à l'islam pendant sa détention et devint un fervent partisan de la NOI. Revenant sur ses années de jeunesse qui le conduisirent à la prison, Malcolm X (comme il se faisait désormais appeler) critiqua sévèrement ses errements passés et embrassa une vie à la moralité austère des Musulmans noirs (*Black Muslims*) fidèles d'Elijah Muhammad. Une fois libéré sous caution, il s'installa à Detroit où il rejoignit vite la Mosquée n° 1 de la Nation of Islam. Grâce à lui, le nombre de fidèles tripla en quelques mois. En récompense, Malcolm X fut promu numéro deux de la mosquée. Il travailla ensuite à augmenter les effectifs des mosquées de Boston (Massachusetts), Philadelphie (Pennsylvanie) et Hartford (Connecticut), avant d'être choisi en mai 1954 pour une mission plus importante : diriger la Mosquée n° 7 de la Nation of Islam à Harlem.

Lorsqu'il arriva à Harlem, le cœur du nationalisme noir se trouvait au croisement de la 125^e Rue et de la 7^e Avenue. S'y retrouvaient une succession d'orateurs de rue, dont de nombreux nationalistes, auxquels ne tarda pas à s'ajouter Malcolm X. Mais ce croisement était aussi l'endroit où se trouvait la National African Memorial Book-store, librairie tenue par Lewis Michaux, garveyiste, surnommé le « Professeur », qui initiait ses clients et visiteurs à la pensée de Garvey et d'autres auteurs nationalistes. Malcolm fréquenta assidûment la librairie et son arrière-boutique où il passait des heures à lire et à discuter avec les autres clients. Orateur charismatique, il recrutait dans les rues, mais aussi devant les églises, dans les salles de billard, les échoppes du quartier et dans les ruelles mal famées. Sous sa direction, la Mosquée n° 7 devint une institution locale¹⁵⁸.

Un incident, typique des pratiques de harcèlement policier courantes à Harlem dans les années 1950, propulsa Malcolm X vers la notoriété. Un soir d'avril 1957, Johnson Hinton, membre de la Mosquée n° 7, tomba par hasard sur deux policiers en train de rouer de coups un homme noir au croisement de la 125^e Rue et de la 7^e Avenue. Il s'interposa en leur criant : « Vous n'êtes pas en Alabama ici, mais à New York ! » Les policiers retournèrent alors leurs matraques contre Hinton et le blessèrent à la tête avant de l'arrêter et de le conduire au commissariat local. Très vite, la nouvelle fit le tour de Harlem et plus de 2 000 Musulmans noirs se pressèrent devant le commissariat, exigeant que Hinton soit soigné. Alerté, Malcolm X s'était lui aussi rendu sur place. James Hicks, rédacteur en chef du journal noir *New York Amsterdam News*, lui-même sollicité par la police en tant que représentant du conseil local de quartier de Harlem, demanda à Malcolm X qu'il connaissait bien de servir de médiateur. Accompagné d'un petit groupe de Musulmans noirs, Malcolm X se rendit donc au commissariat où il exigea à son tour que Hinton soit hospitalisé, en échange de quoi il acceptait d'aider à disperser la foule. Hinton fut finalement transporté en ambulance jusqu'à un hôpital voisin mais les Musulmans noirs présents sur place refusèrent de partir, jusqu'à ce que Malcolm X intervienne : il congédia ses partisans d'un revers de la main. Stupéfait devant la scène, un policier s'écria : « C'est trop de pouvoir pour un seul homme¹⁵⁹. » L'incident fit de Malcolm X un personnage public, un héros local, le Musulman noir qui avait tenu tête à la police de New York et l'avait emporté. Il convainquit aussi le FBI, qui conservait un dossier sur Malcolm X depuis 1953, que l'homme représentait une « figure clé » qui devait être surveillée de très près. À partir de ce moment-là, le harcèlement dont Malcolm X et sa famille firent l'objet ne cessa de grandir¹⁶⁰.

La popularité de Malcolm X attira aussi l'attention des médias. En juillet 1959, un documentaire de la chaîne CBS, « The Hate that Hate Produced » (« La haine produite par la haine »), fit connaître la Nation of Islam auprès d'un large public. Le développement de la NOI ne laissait pas non plus les autres organisations noires indifférentes. Martin Luther King, en particulier, profita d'un discours devant la National Bar Association, plus ancienne association d'avocats noirs du pays, pour réaffirmer sa place de leader du combat des Noirs et le bien-fondé de sa philosophie non violente. Le dirigeant de la SCLC dénonça ainsi les « groupes haineux qui s'élèvent en notre sein » et

prêchent « une doctrine de la suprématie noire »¹⁶¹, et réaffirma sa foi dans l'avènement d'une société égalitaire où Blancs et Noirs pourraient vivre ensemble de manière harmonieuse.

L'intervention de King illustre à quel point, à la fin des années 1950, le mouvement noir se caractérisait par une diversité de vues et d'approches, en concurrence les unes avec les autres pour incarner l'authenticité des intérêts de la population africaine-américaine. Ces divisions empêchaient de prédire l'orientation future que le mouvement noir allait prendre. Si le combat pour l'égalité et la justice semblait bel et bien entré dans une phase d'accélération, son issue restait pour le moins incertaine. D'autant que les forces de la réaction intensifièrent elles aussi leur action.

L'incertitude domine

Lorsqu'en mai 1959 la cour d'appel fédérale (4^e circuit) ordonna au comté rural de Prince Edwards (Virginie) de procéder à la déségrégation de ses écoles publiques dans les cinq mois, le Bureau des superviseurs (*Board of Supervisors*) chargé de l'administration du comté supprima immédiatement tout financement aux écoles publiques, provoquant leur fermeture. Baromètre de la détermination des élèves noirs et de leurs parents mais aussi de celle des ségrégationnistes, la lutte autour des écoles du comté de Prince Edwards témoignait de l'incertitude du moment.

La nouvelle du lynchage de Mack Charles Parker à Poplarville (Mississippi) renforça ce sentiment. Arrêté le 24 février 1959 pour le viol d'une femme blanche, l'homme de vingt-deux ans fut transféré à la prison du comté à Poplarville le 13 avril dans l'attente de son procès. Dans la nuit du 24 au 25 avril, deux jours avant l'ouverture de celui-ci, une dizaine d'hommes cagoulés firent irruption dans la prison et le kidnappèrent. Son corps fut repêché le 4 mai 1959 des kilomètres plus loin dans la Pearl River, fleuve marquant la frontière entre le Mississippi et la Louisiane, près de Bogalusa (Louisiane) mais du côté Mississippi. Dépêché sur place dès l'annonce du kidnapping, le FBI organisa l'enquête pour le compte du ministère de la Justice sur suspicion de violation de la loi fédérale sur l'enlèvement de personnes. Cette loi, adoptée après la disparition du bébé de l'aviateur Charles Lindbergh en 1932, permettait des poursuites judiciaires fédérales en cas de franchissement de la frontière entre deux États par le

responsable d'un enlèvement. Du côté des Africains-Américains, le sentiment dominant était que justice ne serait jamais faite. La suite des événements leur donna tristement raison. Le FBI mena bien une enquête approfondie mais, forcé de constater que les frontières de l'État du Mississippi n'avaient pas été franchies, il remit l'affaire aux autorités de l'État. Lorsque le grand jury local enterra l'affaire, considérant qu'il manquait de preuve pour engager des poursuites, le FBI rouvrit le dossier¹⁶². Mais le grand jury fédéral, convoqué pour trancher l'affaire, décida lui aussi qu'il manquait de preuves et relaxa les prévenus. La communauté noire se sentit abandonnée. Le gouvernement fédéral avait bien manifesté une volonté d'intervenir mais rien ne s'était produit. « La mort de Parker reste une tache sanglante sur le visage non lavé de l'Amérique », déclara le *Pittsburgh Courier*¹⁶³.

Alors que la campagne présidentielle battait son plein en 1959, le sentiment dominant était l'incertitude. Certes des progrès considérables avaient été accomplis depuis la guerre mais les droits des Noirs américains étaient bafoués partout dans le pays. Si le Sud se distinguait toujours par le niveau de violence qui y régnait et par la quasi-impossibilité d'obtenir justice, les événements de Trumbull Park à Chicago avaient démontré que le racisme et l'inégalité étaient également endémiques dans le Nord. À l'orée d'une nouvelle décennie, la question noire semblait plus nationale que jamais. Malgré leurs désaccords et leurs divisions, tous les Noirs du pays étaient fondamentalement en accord avec cette déclaration de King, prononcée en 1959 : « Nous voulons juste être libres » (« *We just want to be free* »)¹⁶⁴.

Liberté et justice maintenant (1960-1965)

« La liberté ne peut être donnée. La liberté se prend et les gens sont aussi libres qu'ils veulent l'être. »

James BALDWIN,
Nobody Knows My Name, 1961.

« Soyez pacifique, poli, respectueux de la loi et des gens ; mais si quelqu'un pose la main sur vous, envoyez-le au cimetière. »

Malcolm X, Discours, 1963.

Depuis la conférence de Bandung, qui avait rassemblé en 1955 les dirigeants des nations décolonisées et des mouvements de libération d'Afrique et d'Asie, les yeux des Noirs américains étaient tournés vers l'étranger. Un mouvement de révolte des peuples de couleur semblait en marche et les passionnait. Face aux deux superpuissances américaine et soviétique, l'émergence du tiers monde et de la coalition des « non-alignés » paraissait ouvrir une troisième voie entre capitalisme et communisme. La décolonisation qui se dessinait en Afrique dans les années 1950 fut une source d'inspiration pour les Noirs américains. L'élection en 1956 du « premier Parlement noir en près de 300 ans de domination coloniale britannique » à Trinidad suscita un grand intérêt qui se mua en enthousiasme lorsque Kwame Nkrumah proclama l'indépendance du Ghana (ex-Gold Coast, Côte de l'Or) en mars 1957¹.

Deux ans plus tard, la révolution cubaine fascina d'autant plus les Noirs américains proches des milieux radicaux – contraints de mettre en sourdine leurs sympathies communistes ou socialistes dans le contexte de guerre froide –, que Fidel Castro mettait un point d'honneur à revendiquer une politique d'égalité raciale. Regroupant des Noirs et des Blancs progressistes, le Fair Play for Cuba Committee (FPCC), créé à New York en 1960, entreprit de contrecarrer la propagande anticubaine du gouvernement américain en organisant des rassemblements de soutien au régime castriste et des visites de l'île². Dès sa création, le FPCC attira des écrivains, artistes, acteurs et intellectuels africains-américains, tels Rosa Guy, John Oliver Killens, Alice Childress, Maya Angelou, Ossie Davis, Harry Belafonte et Sidney Poitier. Ils s'y retrouvèrent aux côtés de James Baldwin, dont la réputation d'écrivain était établie depuis la parution de *Notes of a Native Son* en 1955. Trois nouvelles voix montantes de l'Amérique noire faisaient également partie du comité : le jeune écrivain LeRoi Jones, vingt-cinq ans, proche de la Beat Generation, Harold Cruse, quarante-quatre ans, ancien militant communiste ayant rompu avec le Parti en 1953, et le partisan de l'autodéfense armée Robert Williams³.

Nationalistes et socialistes noirs se retrouvaient dans une admiration commune pour ces nouveaux héros, africains ou cubains, qui militaient pour l'égalité raciale. Mais cet enthousiasme atteignait la communauté africaine-américaine tout entière, qui y voyait un encouragement à poursuivre sa propre lutte. Invité à Accra avec sa femme Coretta Scott King pour assister aux cérémonies d'indépendance du Ghana, Martin Luther King y rencontra le vice-président Richard Nixon. Il saisit cette occasion pour lier explicitement la situation des Noirs américains à celle des Ghanéens : « Je suis très heureux de vous rencontrer ici, déclara-t-il à Nixon, mais je souhaiterais que vous nous rendiez visite dans l'Alabama où nous cherchons à obtenir la même liberté que celle que la Côte de l'Or célèbre aujourd'hui⁴. » Pour l'homme qui, depuis le boycott de Montgomery, symbolisait le mouvement pour les droits civiques, le Ghana indépendant offrait une source d'inspiration et d'espoir. Alors que la rivalité américano-soviétique faisait rage, l'émancipation progressive des colonies africaines offrait un argument supplémentaire qui plaidait pour un engagement clair et massif du gouvernement fédéral en faveur des Africains-Américains : les États-Unis devaient impérativement mettre un terme à la discrimination raciale s'ils

espéraient rallier les nouveaux États indépendants au « monde libre ».

King n'était pas le seul leader noir américain à se rendre dans les anciennes colonies européennes ou à Cuba. Au cours de l'année 1959, Malcolm X visita le Ghana, le Soudan, le Nigéria, l'Iran, la Syrie et l'Égypte, confirmant ainsi son aspiration à jouer un rôle national, voire international. Ces voyages accrurent sa notoriété à Harlem et dans le reste du pays. Mais ils aiguisèrent aussi la rivalité qui commençait à poindre entre Elijah Muhammad et le dirigeant charismatique de la Mosquée n° 7 de la Nation of Islam.

Comme Garvey et l'UNIA dans les années 1920, la Nation of Islam prônait l'unité des Noirs, musulmans ou non, aux États-Unis et dans le monde entier. Fervente partisane de la doctrine du séparatisme noir, l'organisation nationaliste musulmane couvrait l'actualité politique des pays nouvellement indépendants dans les pages de son journal, *Muhammad Speaks*. L'édition new-yorkaise de l'hebdomadaire, *Mr. Muhammad Speaks*, connut un rapide succès sous la direction de Malcolm X qui en organisait la diffusion dans les rues de Harlem.

L'engouement des Africains-Américains pour l'actualité internationale se manifesta ouvertement en septembre 1960 lors de la visite à l'ONU de plusieurs dirigeants africains et de Fidel Castro. Saluée par un comité d'accueil présidé par Malcolm X, la visite du leader cubain à Harlem, au cœur de l'Amérique noire, suscita la liesse populaire⁵. Castro incarnait un modèle de société alternatif, fondé sur l'égalité sociale, économique et raciale, d'autant plus attractif que les conditions de vie des Noirs américains restaient très dures. Après une relative amélioration de leur situation dans les années 1940, la décennie suivante avait été celle du déclin économique et social pour le plus grand nombre. La situation restait particulièrement difficile dans le Sud, où continuaient de vivre 60 % de la population africaine-américaine, du fait des lois ségrégationnistes toujours en vigueur et du mouvement de résistance massive des Blancs à l'intégration raciale depuis le milieu des années 1950.

Partout dans le pays, les Noirs américains continuaient en 1960 de souffrir de discrimination et de racisme en matière d'emploi, d'éducation, de logement et dans leurs relations avec la police locale. Le revenu médian – tous emplois confondus – des hommes non blancs s'élevait en 1959 à 2 317 dollars annuels contre 4 337 dollars pour les hommes blancs. En ce qui concerne les femmes, l'écart entre Blanches et Noires était certes moindre, mais les revenus dérisoires de ces

dernières ne permettaient pas de vivre décemment alors même qu'un grand nombre de familles noires étaient monoparentales et dirigées par des femmes. Près de 36 % des femmes noires travaillaient encore en 1960 comme domestiques (contre seulement un peu plus de 4 % des femmes blanches) et 21 % dans d'autres types d'emplois de services (notamment comme employées de ménage dans des bureaux, aides de cuisine, serveuses ou employées de service hospitalier). A *contrario*, les femmes noires étaient massivement exclues des emplois plus favorisés : seules 7 % d'entre elles avaient une profession libérale (contre près de 14 % des Blanches) et, différence encore plus frappante, elles n'étaient que 7,5 % à occuper un emploi de bureau (contre plus de 32 %) ⁶. Ainsi, alors que les écarts entre Blancs et Noirs se réduisaient en matière d'éducation, l'égalité des chances était loin de se concrétiser dans le monde professionnel. En lien avec ces difficultés économiques, les indicateurs sociaux – taux de pauvreté, maladie, mortalité, délinquance – restaient très défavorables à la population africaine-américaine. Certes, des différences existaient selon la région de résidence, le sexe et l'âge des personnes concernées, mais les inégalités persistantes dont souffraient les Noirs au Nord comme au Sud engendraient un sentiment de frustration d'autant moins supportable que les peuples de couleur paraissaient, dans le reste du monde, aller de victoires en victoires.

Les étudiants noirs et le mouvement des *sit-ins*

Lundi 1^{er} février 1960, à Greensboro, petite ville de Caroline du Nord, quatre étudiants africains-américains du North Carolina Agricultural and Technical College, Joseph McNeil, David Richmond, Franklin McCain et Ezell Blair, Jr., se rendirent au magasin Woolworth, enseigne spécialisée dans la vente d'articles bon marché. Ils firent quelques emplettes, mirent soigneusement de côté leurs tickets de caisse, puis prirent place sur les tabourets du comptoir de restauration et commandèrent un café. Conformément à la coutume du magasin, les serveurs refusèrent de les servir et la direction exigea leur départ. Refusant d'obtempérer, les quatre étudiants restèrent sur place jusqu'à la fermeture une heure plus tard. Avant de quitter les lieux, ils firent une prière puis retournèrent au campus raconter ce qui s'était passé. Le lendemain matin, vingt-neuf de leurs camarades, vêtus

comme s'ils se rendaient à la messe, s'assirent à leur tour sur les tabourets du comptoir. Enflant d'heure en heure, le mouvement de protestation attira la presse locale⁷. Le samedi, 1 400 étudiants noirs et blancs envahirent le magasin Woolworth. La semaine suivante, des *sit-ins* similaires paralysèrent les magasins Woolworth d'autres villes de Caroline du Nord. Mi-avril, tous les États du Sud étaient touchés par ce mouvement de *sit-ins*⁸.

Ce nouveau mode de protestation, qui venait s'ajouter aux autres tactiques d'action directe non violente comme le boycott, témoignait de la radicalisation des jeunes militants noirs : tandis que le boycott consistait à protester par l'absence et le refus de consommer, les *sit-ins* impliquaient une prise de risque physique puisqu'ils étaient quasiment certains de provoquer une réaction violente. Malgré ces risques, le nombre d'étudiants mobilisés était souvent impressionnant. Ce fut le cas par exemple à Baton Rouge (Louisiane) en mars 1960 : après l'arrestation de sept étudiants accusés de « troubler la paix » parce qu'ils s'étaient ostensiblement assis au comptoir d'un restaurant, 5 000 étudiants noirs manifestèrent pacifiquement devant le Capitole de l'État de la Louisiane, en proclamant : « Nous ne nous laisserons pas intimider⁹. » Cette attitude ne tarda pas à susciter des réactions : à chaque nouveau *sit-in*, des groupes d'hommes blancs se précipitaient sur les lieux pour malmenier les manifestants. Insultes, brûlures de cigarettes, coups et jets d'œufs s'abattirent sur les étudiants. La police arrêta les manifestants dans l'espoir de mettre un terme au mouvement. En vain. Les étudiants étaient toujours plus nombreux à venir s'asseoir pour défier la ségrégation et se laissaient embarquer sans résister dans les fourgons de la police¹⁰.

Décrit *a posteriori* comme l'élément déclencheur du mouvement étudiant noir, le *sit-in* de Greensboro n'était pourtant pas le premier du genre : entre 1957 et 1960, des *sit-ins* avaient eu lieu dans au moins seize villes, notamment Durham (Caroline du Nord), Saint-Louis (Missouri), Wichita et Kansas City (Kansas), Oklahoma City et Tulsa (Oklahoma)¹¹. Ce ne fut toutefois qu'après le *sit-in* de Greensboro qu'un véritable mouvement de masse vit le jour dans le Sud. L'action des étudiants du North Carolina Agricultural and Technical College, bien que spontanée, avait été lancée par quatre jeunes qui avaient été membres du NAACP Youth Council et qui, par le passé, avaient assisté à de nombreuses réunions militantes dans des églises à Durham (Caroline du Nord)¹².

Tout au long du mouvement des *sit-ins*, étudiants et hommes d'Église œuvrèrent de concert. L'irruption en masse des étudiants dans le mouvement pour les droits civiques à partir de février 1960, après une phase dominée par les milieux protestants dans la seconde moitié des années 1950, ne doit pas occulter les relations de collaboration et de soutien mutuel qu'entretenaient ces deux groupes au tout début des années 1960. Le mouvement des *sit-ins* n'aurait pas pu avoir la même ampleur sans l'existence préalable de « centres du mouvement¹³ » qui, très souvent installés dans une église, servirent de lieux de réunion, d'information et d'échange, de formation à la non-violence, de coordination et d'entraide. Ces centres du mouvement réunissaient des militants de tous âges et les avocats noirs travaillant localement pour le compte de la NAACP ou d'autres organisations. Floyd McKissick, trente-neuf ans, était l'un d'eux. Ancien participant au « Voyage de la réconciliation » organisé par le CORE en 1947, il s'était fait connaître en assurant la défense des étudiants impliqués dans le *sit-in* de 1957 à Durham. Spécialisé dans les affaires de droits civiques, ce membre de la NAACP était l'un de ceux qui, en son sein, prônaient le recours à l'action directe. Il devint le défenseur attitré des étudiants de Caroline du Nord arrêtés lors de *sit-ins*.

L'exemple de Nashville (Tennessee) illustre l'imbrication entre la contestation étudiante et l'action des Églises locales. Lorsque la nouvelle du *sit-in* de Greensboro arriva à Nashville, les étudiants noirs de la ville, formés à l'action directe non violente par les révérends James Lawson et Kelly Smith – dirigeants du Nashville Christian Leadership Council, une organisation locale proche de la SCLC –, étaient prêts à agir. Diane Nash, étudiante originaire de Chicago venue étudier à Fisk University en 1959, devint l'un des leaders du *sit-in* local, aux côtés de John Lewis, James Bevel et Bernard Lafayette, tous trois étudiants à l'American Baptist Theological Seminary¹⁴. À la fin de chaque journée de mobilisation, les étudiants se retrouvaient avec les habitants noirs de la ville à la First Baptist Church dirigée par Kelly Smith pour discuter des suites à donner à leur action. Les étudiants apprenaient à connaître les activités locales du mouvement pour les droits civiques dans les églises, tandis que ces dernières s'appuyaient sur les ressources des universités pour mobiliser plus largement.

S'ils attirèrent du jour au lendemain l'attention médiatique, les étudiants qui participèrent aux premiers *sit-ins* étaient très

minoritaires sur leurs campus. Jusqu'au tournant de la décennie, les universités et *colleges* noirs du Sud étaient dans l'ensemble restés calmes. Dans les établissements publics, les leaders étudiants subissaient souvent les foudres des responsables universitaires soucieux de ne pas s'aliéner les autorités de l'État, sources de leur financement. Dans les établissements privés, pourtant plus libres de leurs actions du fait de leur indépendance financière, les militants étaient limités dans leur action par un encadrement assez strict de leur liberté d'expression et par le conservatisme des autorités universitaires qui considéraient toujours l'« élévation individuelle » comme le seul moteur possible du progrès de la race.

La très grande majorité des étudiants appartenaient en outre à la première génération qui avait accédé à l'université. En ces temps de revendication politique, nombre d'entre eux redoutaient que leurs efforts et leurs désirs d'ascension sociale ne soient réduits à néant s'ils se faisaient prendre à militer trop activement. La crainte d'être renvoyés ou de voir leur bourse universitaire suspendue suffisait bien souvent à calmer les ardeurs contestatrices. Les étudiants craignaient en outre de décevoir leurs familles, qui avaient pour la plupart sacrifié beaucoup pour leur permettre de suivre des études supérieures¹⁵. La peur d'être envoyés en prison incitait également les étudiants à la prudence. Pour beaucoup de familles noires, qui aspiraient à la respectabilité, la prison risquait de jeter l'opprobre sur les leurs. Mais elle impliquait surtout un risque élevé de violences, voire de mort. Véritables lieux de non-droit où les Noirs étaient particulièrement malmenés, les prisons du Sud ne s'étaient guère adoucies depuis le XIX^e siècle et tout Afro-Américain qui y était envoyé savait qu'il risquait de ne pas en sortir vivant. Pour de nombreux parents, l'idée que leurs fils ou leurs filles puissent se mettre volontairement dans une situation d'arrestation défiait l'entendement.

Malgré tous ces freins, quelque 50 000 étudiants avaient déjà participé au mouvement en avril 1960¹⁶. Une mobilisation aussi massive nécessitant d'être coordonnée, les liens se raffermirent entre les étudiants et les pasteurs de la SCLC. Les deux groupes avaient pourtant des conceptions opposées de l'activisme. Pour les étudiants, la première chose à faire était de s'engager personnellement, de prendre des risques physiques pour forcer une évolution des relations raciales. Peu leur importait de ne pas être soutenus par certaines Églises conservatrices. Ils savaient que leurs familles, les autres Églises

et la communauté noire locale se montreraient solidaires quand la répression s'abattait sur eux. Pour les pasteurs de la SCLC, au contraire, il était essentiel de commencer par mobiliser la congrégation religieuse et de s'assurer de son soutien avant de mener une action. Plus encore, il était nécessaire de pouvoir compter sur les ressources légales et financières nécessaires à la libération des militants qui viendraient à être arrêtés. À Nashville, 40 000 dollars avaient été nécessaires pour payer les cautions des étudiants et lycéens mis sous les verrous. À Orangeburg (Caroline du Sud), la caution ayant été fixée à 200 dollars pour chacun des 388 étudiants arrêtés, les organisations noires durent verser plus de 75 000 dollars pour obtenir leur libération¹⁷. Le rapprochement des deux composantes du mouvement s'opéra lors de la participation de Martin Luther King au *sit-in* de Durham. Le 16 février 1960, huit jours après le début du *sit-in* dans cette ville, Martin Luther King et Ralph Abernathy s'adressèrent à un rassemblement de 1 200 personnes à l'église baptiste White Rock. King y célébra l'engagement des étudiants et lança, pour la première fois, un appel à « remplir les prisons »¹⁸. Le but de ces arrestations volontaires était de mettre en scène l'arbitraire et l'injustice de la ségrégation tout en soulignant la détermination des militants non violents. Nous y reviendrons.

La première moitié des années 1960 fut ainsi marquée par la radicalisation progressive du mouvement noir autour des *sit-ins*. Fidèle à sa tradition d'activisme judiciaire et soucieuse de ne pas enrayer la machine du progrès légal par des actes risquant de susciter une réaction vive des forces ségrégationnistes, la direction de la NAACP se montra initialement prudente, voire critique, envers les *sit-ins* étudiants. Mais elle finit par se rallier au mouvement et offrit ses services juridiques aux manifestants arrêtés¹⁹. La plus ancienne organisation noire y était poussée par les plus jeunes de ses membres, ceux qui, animant les NAACP Youth Councils dans les lycées, dans les universités et dans les villes, prônaient l'action directe non violente. Ces derniers se reconnurent immédiatement dans l'action de leurs pairs et participèrent au mouvement des *sit-ins* dans de nombreux endroits. Le CORE, essentiellement composé de jeunes, défendait le recours à l'action directe non violente depuis sa création en 1943. Il soutint lui aussi cette radicalisation du mouvement noir et entreprit de créer des sections locales dans le Sud. Une nébuleuse contestataire apparut, qui regroupait des étudiants non affiliés, des membres du

CORE, de la SCLC et de la NAACP. Portés par la montée de l'activisme dans leur ville, un nombre croissant de Noirs, restés jusqu'alors à l'écart des protestations, se sentirent obligés de prendre position.

L'un des moyens les plus simples, mais aussi les plus efficaces, de soutenir le mouvement était de participer au boycott économique organisé en parallèle des *sit-ins*. L'objectif était d'affaiblir économiquement les magasins qui refusaient la déségrégation, voire de mettre en péril leur viabilité financière. Les magasins ciblés se retrouvaient pris dans un dilemme : soit ils acceptaient de servir les Noirs et risquaient de perdre leur clientèle blanche, soit ils refusaient et perdaient leur clientèle africaine-américaine au poids économique grandissant. Le boycott organisé à Nashville à Pâques 1960 fut particulièrement efficace. Il parvint à paralyser le centre-ville de la capitale du Tennessee à une période où les Noirs américains, très attachés à la fête religieuse de Pâques, dépensaient traditionnellement beaucoup d'argent dans les magasins. Le boycott eut un double effet : non seulement les clients africains-américains désertèrent les commerces, mais les Blancs aussi restèrent chez eux, craignant des troubles. En quelques jours, le centre-ville de Nashville était devenu désert²⁰.

La force des boycotts et la persistance des *sit-ins* donnèrent à la communauté noire un pouvoir de négociation inédit dans les villes du Sud touchées par le mouvement. Partout, des négociations s'engagèrent en vue d'obtenir la fin de la ségrégation dans les commerces visés. Mais les ambitions des militants noirs ne s'arrêtaient pas là. Selon la formule d'Ella Baker, les protestations avaient pour but « bien plus qu'un simple hamburger²¹ ». Au-delà des seuls restaurants, l'objectif des militants était non seulement de démanteler globalement le système « Jim Crow » mais aussi de promouvoir une vision de l'Amérique véritablement inclusive et égalitaire.

Alors que la solidarité interracial avait été rendue particulièrement difficile dans les années 1950, notamment dans le sillage du maccarthysme, le mouvement des *sit-ins* ralluma la flamme militante des milieux antiracistes blancs. Témoignant de l'érosion continue de l'ordre suprémaciste blanc, la participation d'étudiants et d'étudiantes blancs fit enrager les défenseurs de la ségrégation et ravivait, aux yeux des milieux conservateurs, le spectre d'une sexualité interracial ouvrant la voie à l'abâtardissement de la race blanche. Pour les étudiants blancs, cet engagement aux côtés de leurs pairs africains-

américains permettait au contraire de mettre en cohérence leurs convictions égalitaires et leurs pratiques sociales. Mais, si les relations interraciales étaient de plus en plus acceptées dans le Nord, elles restaient illégales et dangereuses dans le Sud. Les étudiants, blancs comme noirs, qui bravaient la loi d'airain de « Jim Crow » s'exposaient à des représailles parfois mortelles. Malgré les menaces, tous les participants s'accordèrent cependant à dire qu'une fois les *sit-ins* lancés, le retour à l'ordre social antérieur était impossible²².

Galvanisés par l'expérience de l'action directe non violente et de la participation au mouvement, ces jeunes ressentirent vite le besoin de coordonner leur action et de s'organiser de manière plus pérenne. C'est à cette fin qu'ils sollicitèrent Ella Baker qui, forte de sa longue expérience au sein de la NAACP puis de la SCLC, était une figure très respectée des jeunes et des militants noirs de terrain. Le caractère particulièrement ambitieux du mouvement étudiant, qui ne réclamait rien de moins qu'une égalité politique, sociale et économique totale, n'échappa pas à Baker. Consciente du potentiel transformateur du mouvement étudiant, elle incita les jeunes à se réunir à Raleigh (Caroline du Nord) et à mettre sur pied une organisation autonome.

Le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) et la « *beloved community* »

Suivant ses conseils, 200 militantes et militants des *sit-ins* se réunirent le 15 avril 1960 à Shaw University, à Raleigh²³. Les principaux leaders étudiants des différentes villes du Sud étaient présents : Diane Nash, Marion Barry, Peggy Alexander, James Lawson, James Bevel, John Lewis et Bernard Lafayette, de Nashville ; Charles McDew qui avait dirigé les protestations à South Carolina State University ; Stokely Carmichael, de Howard University ; ou encore Julian Bond, d'Atlanta. Invités à titre d'observateurs, des délégués d'universités du Nord ainsi que des représentants de la SCLC, du CORE, du Fellowship of Reconciliation (FOR) et de la National Student Association avaient également fait le déplacement, tout comme une nouvelle organisation d'étudiants blancs de la Nouvelle Gauche (*New Left*) naissante : le Students for a Democratic Society (SDS)²⁴.

Ella Baker incita les étudiants présents à former une organisation indépendante, plutôt qu'à devenir la branche Jeunesse de la SCLC.

Ainsi naquit le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC, littéralement « Comité étudiant non violent de coordination »). L'objectif de cette nouvelle organisation était à la fois de faciliter la coordination de leurs actions et d'entretenir le sentiment d'appartenance à une petite communauté de militants noirs et blancs, vite appelée « *beloved community* » (« communauté adorée »), liée par des sentiments forts de solidarité et d'amitié, et fondée sur l'expérience commune de l'action directe et de la répression. Ils choisirent Marion Barry de Fisk University comme premier président (il deviendra plus tard maire de Washington D.C.) et décidèrent d'installer le siège de l'organisation à Atlanta. L'influence d'Ella Baker était perceptible dans les méthodes du SNCC. Conformément à l'idéal de démocratie participative que portait Baker et auquel adhéraient les jeunes militants, toutes les décisions devaient se prendre par consensus²⁵. L'accent était également mis sur la dimension locale de l'engagement : le SNCC tenait à ce que les actions s'organisent à la base et que ses représentants soient des militants de terrain respectueux des spécificités de chaque localité.

Les premiers mois d'existence du SNCC furent essentiellement marqués par l'intervention de représentants de l'organisation dans les conventions nationales des Partis démocrate et républicain à l'été 1960, quelques semaines avant les élections présidentielles de novembre²⁶. Selon une tactique mise au point pour les élections de 1948 et utilisée par la suite à chaque scrutin, les organisations noires appelèrent les électeurs africains-américains à ne porter leurs suffrages sur un candidat qu'après examen approfondi de son programme en matière de droits civiques. Lors des élections de 1956, le vote noir s'était ainsi largement porté sur Eisenhower, mais le mouvement des *sit-ins* poussa définitivement les Noirs du côté des démocrates en novembre 1960. Bien plus présent dans la presse africaine-américaine que Nixon, Kennedy soutint publiquement les *sit-ins*, ce que son adversaire se refusa de faire. Alors que ces derniers se répandaient dans les villes du Sud, le Parti démocrate, désireux de ne pas laisser le vote noir lui échapper pour les élections présidentielles, adopta un programme ambitieux sur les droits civiques. Il appela à la création d'une Fair Employment Practices Commission (FEPC) permanente et défendit l'égalité en matière de « droit de vote et d'accès aux écoles, emplois, logements et lieux publics ». Kennedy critiqua le président Eisenhower pour n'avoir pas mis un terme à la

discrimination raciale dans les programmes de construction de logements et d'aide à l'accession à la propriété bénéficiant d'un financement fédéral, et promit de le faire « d'un trait de stylo » (autrement dit par décret présidentiel)²⁷. Surtout, le candidat démocrate bénéficia de son intervention après l'arrestation de Martin Luther King lors d'un *sit-in* à Atlanta. Pour ne pas risquer de s'aliéner la base sudiste blanche du parti par une intervention trop directe, Kennedy choisit de téléphoner à l'épouse de King pour l'assurer de son soutien. Largement relayé par l'intéressée, cet appel téléphonique privé suffit à exercer une pression sur les autorités locales qui libérèrent King. Dès lors, le vote noir était acquis pour le sénateur du Massachusetts. Selon un sondage réalisé juste après le scrutin, 70 % des électeurs noirs votèrent pour Kennedy, lui permettant de remporter certains États clés comme l'Illinois, le Michigan, la Pennsylvanie ou le New Jersey et de s'installer à la Maison-Blanche à l'issue du scrutin le plus serré de l'histoire politique du pays²⁸.

Ayant massivement voté pour lui, les Africains-Américains attendaient beaucoup du nouveau président²⁹. Les débuts de l'administration Kennedy furent pourtant décevants. Le nouveau gouvernement fédéral présenta seize questions prioritaires au Congrès mais pas une seule ne portait sur les droits civiques. Une fois de plus, le « réalisme » politique l'emportait. Le nouveau Congrès était plus conservateur que le précédent et pousser pour l'adoption d'une loi sur les droits civiques aurait suscité une telle hostilité que le président n'aurait probablement pas pu mener à bien son programme pour le pays, intitulé « Nouvelle Frontière ». Son choix fut vite fait. Il renonça à créer une FEPC permanente et il fallut attendre deux ans pour que le président tienne sa promesse relative au logement : le 20 novembre 1962, il publia le décret exécutif 11063 qui interdit la discrimination pour cause de race, couleur, religion ou origine nationale dans tous les logements possédés, gérés ou aidés par le gouvernement fédéral. Du reste, ce décret n'avait qu'un effet limité : ne s'appliquant pas aux logements du secteur privé, il portait sur moins de 1 % de l'ensemble des logements du pays en 1962³⁰. Partout dans le pays, les tergiversations de Kennedy alimentèrent l'impatience des Africains-Américains.

Mouvement étudiant noir et Nouvelle Gauche

Les *sit-ins* et la formation du SNCC provoquèrent une onde de choc chez les étudiants du Nord. Une Nouvelle Gauche (*New Left*) vit le jour. Comme dans d'autres pays tels la France et le Royaume-Uni, cette mouvance contestataire regroupait des organisations variées, souvent étudiantes, autour d'une même ambition de refondation de la gauche, contre le modèle communiste centré sur les luttes des travailleurs, et mettant en avant des valeurs de paix, de démocratie et d'égalité sociale et raciale. Aux États-Unis, cette Nouvelle Gauche apparut autour du Students for a Democratic Society (SDS), organisation étudiante fondée en 1960, critique du système politique et social américain et désireuse d'agir pour réduire les inégalités raciales et économiques.

La couverture médiatique dont bénéficièrent les *sit-ins* incita les jeunes du Nord qui s'identifiaient avec la Nouvelle Gauche à se mobiliser. Ils reçurent également la visite d'étudiants noirs ayant participé aux actions directes dans le Sud. Fin mars 1960, Diane Nash fit le déplacement à Chicago, d'où elle était originaire, pour raconter son expérience militante à Fisk University. Elle provoqua une grande émotion et un élan de solidarité chez ses auditeurs³¹. Impressionné par les luttes en cours dans le Sud, Tom Hayden, l'un des leaders étudiants les plus en vue de l'Université du Michigan, décida d'aller couvrir, pour le journal étudiant de son campus, l'action menée par le SNCC à McComb (Mississippi). Arrivé sur place début octobre 1961, il se retrouva aux côtés des militants de la jeune organisation qui incitaient les habitants noirs de la ville à s'inscrire sur les listes électorales en organisant des *sit-ins* dans le magasin Woolworth et au terminal d'autocars Greyhound³². Comme les jeunes Africains-Américains Curtis Hayes, dix-huit ans, et Hollis Watkins, vingt ans, ou l'étudiant blanc Bob Zellner, Tom Hayden fut passé à tabac et arrêté, deux jours à peine après son arrivée. L'expérience le transforma. Il se servit de sa plume de journaliste étudiant pour raconter ce qu'il avait vécu, livrant un récit poignant, intitulé « Revolution in Mississippi », qui serait largement diffusé³³.

Quelques mois plus tard, Hayden devint le principal rédacteur de la Déclaration de Port Huron, le manifeste du SDS. Ce texte, qui eut une influence considérable sur toute une génération d'étudiants blancs progressistes dans les années 1960, était directement inspiré par l'expérience du SNCC et par son approche du militantisme fondée sur l'action directe non violente et la démocratie participative.

Parallèlement, des militants noirs et blancs du Nord fondèrent des groupes « *Friends of SNCC* » dans plusieurs villes pour recruter des bénévoles et recueillir des dons en espèces ou en nature qu'ils acheminaient ensuite au SNCC dans le Sud³⁴. Le CORE, de son côté, décida d'organiser des *sit-ins* de soutien devant les magasins Woolworth et Kress dans le Nord³⁵. Cet élan de solidarité ne se limitait pas aux seuls étudiants : à l'échelle du pays, de nombreux groupes, en particulier religieux, se mobilisèrent pour soutenir les militants aux prises avec les forces de défense de la suprématie blanche aussi bien dans les rangs de la police que dans ceux du Ku Klux Klan. Alors que le SNCC se heurtait à une très forte résistance dans ses activités locales, en particulier au Mississippi, le CORE décida qu'il était temps de relancer le mouvement, pour éviter qu'il ne s'essouffle.

« *Freedom Rides* »

Reprenant le concept de son « *Journey of Reconciliation* » (« Voyage de la réconciliation ») de 1947, le CORE décida de lancer des « *Freedom Rides* » (« Voyages de la liberté ») à travers le Sud. L'objectif était de tester l'application de l'arrêt *Boynton v. Virginia* (1960) de la Cour suprême déclarant inconstitutionnelle la ségrégation des gares routières dans le transport inter-États. Pour le CORE, qui n'était pas une organisation de masse contrairement au SNCC, cette opération à la fois concrète et symbolique visait à transformer en réalité un droit qui restait souvent lettre morte dans les États du Sud profond³⁶. Le 4 mai 1961, des volontaires blancs et noirs montèrent à bord de deux autocars pour voyager de Washington D.C. à La Nouvelle-Orléans. Dans chaque gare où les autocars s'arrêtaient, ils devaient vérifier la déségrégation des toilettes, des salles d'attente et des restaurants.

Alors que le début du voyage se déroulait sans problème, les treize volontaires furent violemment assaillis par le Ku Klux Klan à l'entrée de la petite ville d'Anniston (Alabama). Après avoir crevé les pneus, les agresseurs incendièrent l'autocar tout en essayant de bloquer les portes afin de brûler vifs les militants coincés à l'intérieur. Des coups de feu retentirent alors, qui firent momentanément reculer la foule des Blancs en colère. Les militants en profitèrent pour s'extraire des véhicules en feu, sans pour autant parvenir à s'échapper : ils furent violemment passés à tabac. Hospitalisés, ils se trouvèrent de nouveau

menacés par la foule massée à l'extérieur de l'hôpital local. Le pasteur Fred Shuttlesworth et son organisation, l'Alabama Christian Movement for Human Rights (ACMHR), permirent d'éviter le pire en dépêchant sur place des voitures occupées par des Noirs portant très visiblement des armes. Pour autant, l'état de leurs blessures ne permit pas aux militants du CORE de poursuivre leur voyage. À peine lancés, les *Freedom Rides* étaient menacés d'échouer sous l'assaut des ségrégationnistes.

Apprenant la nouvelle, les militants du SNCC de Nashville décidèrent de prendre le relais. Ils continuèrent le voyage à partir de Birmingham (Alabama) et furent à leur tour attaqués par une foule de Blancs à Montgomery, toujours en Alabama. Cette fois, ce fut Ralph Abernathy, pasteur de la First Baptist Church, et Martin Luther King qui leur vinrent en aide. Retranchés dans l'église du pasteur Abernathy, les *Freedom Riders* et des centaines de leurs partisans passèrent une nuit d'angoisse alors qu'une foule de Blancs armés les assiégeaient, retenus à l'extérieur par une poignée de gardes nationaux. Pendant toute la nuit, King et Abernathy furent en contact téléphonique avec Robert Kennedy, l'*Attorney General* (ministre de la Justice), et avec d'autres hauts responsables à la Maison-Blanche³⁷. Le lendemain matin, toujours sous escorte de la Garde nationale, les *Freedom Riders* purent repartir et quitter l'Alabama.

Arrivés au Mississippi, considéré comme l'État le plus terrifiant du Sud, les *Freedom Rides* se transformèrent en mouvement de masse. Entre juin et septembre 1961, plus de soixante « Voyages de la liberté » furent organisés dans tout le Sud. Les itinéraires passaient quasiment tous par Jackson (Mississippi), où les *Freedom Riders* se faisaient systématiquement arrêter pour « troubles à l'ordre public » (parfois pour « incitation à l'émeute ») et furent condamnés à de lourdes peines de prison. Au total, plus de 300 *Freedom Riders*, dont 110 femmes, purgèrent des peines au redoutable pénitencier Parchman en 1961³⁸. Loin de saper le mouvement, la répression renforça la solidarité entre organisations noires, entre volontaires noirs et blancs et entre militants actifs dans le Sud et leurs soutiens dans le Nord. La NAACP mit ses avocats à la disposition des personnes arrêtées. Comme les militants des *sit-ins*, les participants aux *Freedom Rides* ne cherchaient pas à éviter les arrestations. Au contraire. Ils choisissaient la prison plutôt que la libération sous caution.

Le choix de l'emprisonnement

L'idée fondamentale derrière l'acceptation volontaire de la prison était d'attirer l'attention de l'opinion publique sur l'injustice que subissaient les Noirs. Il était donc essentiel que ces arrestations soient médiatisées. Comme cela avait été le cas lors des *sit-ins*, les militants prévenaient à l'avance les médias pour s'assurer de la présence de journalistes et, si possible, de caméras de télévision. Le contraste entre la violence des suprémacistes blancs d'un côté et le pacifisme des militants noirs de l'autre parlait de lui-même. Déjà utilisée lors du boycott des autobus de Montgomery, cette mise en scène de la respectabilité et de la dignité des victimes noires devint la marque du nouveau militantisme du mouvement noir dans les années 1960. Pour prouver la légitimité de leur cause, les hommes et les femmes qui participaient aux *Freedom Rides*, comme ceux qui avaient participé aux *sit-ins*, s'habillaient convenablement, parlaient poliment et conservaient leur calme malgré la violence des attaques. Le choix de l'emprisonnement avait également une dimension économique : alors que les organisations militantes refusaient la libération sous caution, qui les aurait de toute façon ruinées, le maintien des activistes en détention pesait sur les finances publiques locales, chaque État se retrouvant ainsi à devoir assumer le coût des lois injustes.

La peur accompagnait les détenus dès leur arrestation et tout au long de leur incarcération. Le manque d'hygiène et la privation de toute intimité dans les prisons du Sud, où s'entassaient parfois jusqu'à huit détenus dans une cellule ne comprenant que deux lits, constituaient déjà une violence en elle-même³⁹. Les hommes risquaient de se faire passer à tabac et de se retrouver avec des séquelles permanentes. Soumises à de multiples violences elles aussi, les femmes encourageaient en outre le risque de se faire agresser sexuellement. Pour se remonter le moral et surmonter leur peur, les militants noirs et blancs incarcérés priaient et entonnaient des chants devenus les emblèmes du mouvement pour les droits civiques : *We Are Soldiers in the Army*, *Ain't Gonna Let Nobody Turn You Round*, ou encore *Keep Your Eyes on the Prize*. Autant d'hymnes qui rappelaient l'objectif ultime de libération et servaient à énerver leurs geôliers.

Pour chaque personne détenue, les militants en liberté organisaient un mouvement de soutien, chargé de maintenir la pression sur les autorités pour obtenir l'abandon des poursuites ou la suspension des

condamnations. L'arrivée de Kennedy à la Maison-Blanche et l'espoir qu'elle suscita incitèrent les militants à intensifier leurs efforts pour obliger la nouvelle administration à faire respecter la législation fédérale et obtenir la libération des personnes incarcérées pour avoir précisément réclamé son application dans les États du Sud⁴⁰.

Tandis que les *Freedom Rides* fournissaient au CORE la notoriété qui lui faisait défaut en 1960 et que la nomination de son premier directeur noir, James Farmer, confortait sa place dans le paysage militant, le SNCC, la SCLC et la NAACP renforçaient leur statut, leur influence et leur aura auprès de la population noire à la suite de leur participation active aux *Freedom Rides*. Cette mobilisation unifiée des organisations noires cachait des tensions entre elles, en particulier celles relatives à la répartition des dons qui affluaient. Les relations que ces organisations entretenaient avec le gouvernement fédéral engendraient également quelques rivalités. À cet égard, personne ne pouvait égaler Martin Luther King, qui bénéficiait d'un accès direct aux autorités fédérales et en particulier au ministère de la Justice dirigé par le frère du président, Robert Kennedy. Fort de sa très grande notoriété depuis le boycott des autobus de Montgomery, King faisait salle comble à chacune de ses interventions publiques et récoltait des sommes importantes pour la SCLC.

Étant donné la couverture médiatique internationale accordée aux événements, l'administration Kennedy était confrontée à un dilemme. Consciente de la nécessité de protéger les *Freedom Riders*, elle leur fournit une protection fédérale en mobilisant la Garde nationale. Elle tenta aussi de faire avancer la déségrégation. Le 29 mai 1961, Robert Kennedy demanda ainsi officiellement à l'Interstate Commerce Commission (ICC), agence fédérale chargée de réglementer le commerce entre les États, de respecter son règlement de 1955 interdisant la discrimination raciale dans le transport inter-États par autocar⁴¹. Mais l'administration Kennedy était également soucieuse de ne pas s'aliéner les démocrates du Sud et n'empêcha pas les autorités locales d'arrêter les combattants pour l'égalité raciale. Cherchant à apaiser les tensions, Robert Kennedy tenta de convaincre les militants du CORE et du SNCC de renoncer aux *Freedom Rides* et de consacrer leurs forces à favoriser l'inscription des Noirs sur les listes électorales⁴². En juillet 1961, lors d'un entretien particulièrement houleux entre les jeunes militants noirs et l'*Attorney General*, ce dernier proposa des avantages fiscaux à leurs organisations en

échange de l'abandon des *sit-ins* et des *Freedom Rides*. Offusqués, les militants noirs refusèrent ce chantage. Le CORE et le SNCC intensifièrent leurs actions directes non violentes, en multipliant notamment les *sit-ins* dans les restaurants et les hôtels pratiquant la ségrégation raciale. La tactique, désormais bien rodée, était particulièrement efficace contre les chaînes hôtelières, qui préférèrent céder plutôt que de risquer des pertes financières trop importantes⁴³.

Si la majorité des militants noirs actifs au début des années 1960 approuvaient le choix tactique de la non-violence en raison de son efficacité, rares étaient ceux qui désavouaient les pratiques d'autodéfense, jugées parfaitement légitimes. Loin d'être opposées, action non violente et autodéfense étaient envisagées comme les deux volets indissociables et complémentaires de la lutte. À maintes reprises, les militants pacifiques, noirs et blancs, durent être secourus par d'autres militants armés, parfois grâce à l'aide de pasteurs locaux, comme ce fut le cas à Anniston, on l'a vu, avec Fred Shuttlesworth.

Le soutien des *Freedom Riders* à Robert Williams, à Monroe (Caroline du Nord), fournit l'exemple le plus éclatant de cette imbrication des modes d'action au service du combat pour l'égalité. Début août 1961, les militants du SNCC James Forman et Paul Brooks décidèrent d'organiser un Voyage de la liberté en soutien au dirigeant noir Robert Williams. Depuis qu'il avait pris position en 1959 pour le droit des Noirs à répondre à la violence par la violence, ce dernier était devenu l'un des plus célèbres dirigeants noirs partisans d'une approche musclée. Marginalisé par la NAACP mais soutenu par les habitants noirs de Monroe, il était constamment menacé. Il faisait l'objet d'une surveillance du FBI et était dans le collimateur des autorités locales, prêtes à tout pour se débarrasser de lui. L'irruption des militants du SNCC leur en fournit le prétexte. Dès leur arrivée à Monroe, ces derniers furent brutalement attaqués, sous les regards approbateurs de la police locale, par des suprémacistes blancs aux cris de « Tuez les nègres ! »⁴⁴. Gravement blessé à la tête, James Forman fut arrêté avec les autres militants, pendant que la police et des Blancs en civil parcouraient les rues du quartier noir de la ville, tirant à vue sur tous les Noirs qu'ils croisaient. Immédiatement, les Africains-Américains organisèrent la riposte armée. Williams organisa la fortification du quartier et retint un moment un couple de Blancs qui s'y était égaré. Ces derniers furent très vite relâchés mais leur disparition permit aux autorités locales d'accuser Williams

d'enlèvement, ce qui leur donna l'occasion de faire appel au FBI et à la milice de l'État pour le faire arrêter. Certain d'être lynché, Robert Williams s'enfuit et parvint à trouver refuge à Cuba⁴⁵.

Les *Freedom Rides* débouchèrent sur une victoire. Alors que les leaders noirs menaçaient d'organiser une grande marche sur Washington, comparable à celle qu'avait imaginée A. Philip Randolph en 1941, l'Interstate Commerce Commission se résigna enfin à agir. Elle ordonna l'arrêt de toute discrimination raciale dans le transport inter-États, qui fut effectif à compter du 1^{er} octobre 1961. De l'avis de tous, partisans de l'égalité des races comme suprémacistes blancs, c'était la détermination des militants, et non l'intervention tardive de l'administration Kennedy, qui avait abouti à ce résultat⁴⁶. Forts de cette victoire, les activistes du mouvement noir décidèrent d'intensifier la lutte pour forcer le gouvernement à agir. Cet épisode conforta également les suprémacistes blancs dans leur volonté de résister massivement au changement de l'ordre racial en vigueur dans le Sud⁴⁷. Quant au gouvernement fédéral, il conclut qu'il devait à tout prix éviter la violence ouverte et réaffirmer la primauté de la loi fédérale sur le droit des États.

Comme nous l'avons souligné, la position du gouvernement fédéral était d'autant plus périlleuse qu'il cherchait à gagner les faveurs de la population noire sans pour autant s'aliéner les démocrates du Sud. Cette attitude ambiguë devint l'un des motifs de récrimination constante des militants. Et encore ceux-ci ignoraient-ils à l'époque qu'ils faisaient l'objet d'une surveillance de tous les instants, notamment par les hommes du FBI dirigé depuis les années 1920 par l'impitoyable John Edgar Hoover. King, en particulier, était étroitement surveillé depuis les événements de Montgomery, et le FBI avait tenté à plusieurs reprises de le discréditer en colportant des rumeurs sur sa supposée infidélité conjugale.

Mobiliser le Sud profond

Les *sit-ins* et les *Freedom Rides* avaient porté le vent de la contestation jusque dans le Sud profond mais la plupart des actions et des affrontements avec les forces ségrégationnistes avaient eu lieu en milieu urbain. Les zones rurales d'Alabama et de Georgie restaient largement à l'écart du mouvement et les suprémacistes blancs du Mississippi promettaient un sort tragique à quiconque oserait remettre

en cause l'ordre établi. Pour les militants qui se battaient pour la liberté, il était impératif d'y entamer un travail de fond.

Dans ces anciennes régions productrices de coton de la *Black Belt*, la population africaine-américaine était souvent majoritaire et pouvait donc potentiellement constituer la base d'un pouvoir politique alternatif. Fortes de ce constat, les diverses organisations du mouvement pour la liberté se mirent à organiser des campagnes d'inscription des Noirs sur les listes électorales. Elles reçurent pour cela le soutien financier de plusieurs fondations libérales proches de l'administration Kennedy, qui était persuadée qu'une vaste campagne en faveur du droit de vote inciterait les organisations militantes à calmer les tensions. Posant l'hypothèse que les Blancs du Sud accepteraient plus facilement l'exercice du vote par les Africains-Américains que l'égalité et la mixité sociales, l'administration Kennedy espérait se concilier le mouvement noir sans se couper des démocrates du Sud que le président cherchait toujours à amadouer par la nomination de juges fédéraux racistes. Encouragées par le gouvernement fédéral, des fondations comme la Marshall Field Foundation, la Taconic Foundation ou encore la Stern Family Foundation acceptèrent de financer le *Voter Education Project* (VEP, « Projet d'éducation des électeurs ») mis en place par la NAACP, la SCLC, le SNCC et le CORE. Ce projet ne se déploya sur le terrain qu'à partir de 1962 mais chacune des organisations du mouvement utilisa l'argent sans attendre, pour mettre en place ses propres programmes.

Lorsque les autorités du Tennessee menacèrent en 1961 de fermer la Highlander Folk School, dirigée par Septima Clark, la SCLC reprit le contrôle des « *Citizenship Schools* » (« écoles de la citoyenneté ») qui formaient des militants de terrain et dispensaient aux Noirs de la région des cours d'alphabétisation et d'éducation civique. Septima Clark et Andrew Young entrèrent à la SCLC pour gérer le programme⁴⁸. Parmi les autres dirigeants figurait Dorothy Cotton, recrutée par Wyatt Walker, lieutenant de King et directeur exécutif de la SCLC depuis 1960. L'enseignement dispensé dans ces écoles faisait la part belle aux « negro spirituals », qui constituaient un bon moyen d'apprendre aux Noirs illettrés à lire et à écrire. L'objectif était de préparer les habitants des campagnes reculées à passer le test obligatoire pour pouvoir s'inscrire sur les listes électorales. Clark, Cotton et Young parcoururent le Sud pour recruter les enseignants de leurs écoles. Une fois identifiés, ces bénévoles apprenaient à former

d'autres Noirs de leurs communautés. Contrairement aux prédictions de Kennedy, l'inscription sur les listes électorales ne cantonna pas les activités des organisations noires dans un périmètre considéré comme « modéré ». Les écoles de la citoyenneté permirent à la SCLC d'installer des sections dans des endroits où elle n'était pas présente et de former de nombreux militants.

Le meilleur exemple est celui de Fannie Lou Hamer. Née en 1917, Fannie Lou Townsend était la plus jeune de vingt enfants d'une famille de métayers vivant sur une plantation de coton du delta du Mississippi. Ayant quitté l'école à l'âge de douze ans pour aider sa famille à subvenir à ses besoins, elle continua son activité de métayer après son mariage avec Perry « Pap » Hamer. À l'âge de quarante-quatre ans, sa vie bascula lorsqu'elle rencontra des militants formés à la Highlander Folk School qui l'invitèrent à participer aux activités de l'une des écoles de la citoyenneté. Profondément marquée par cette expérience, elle décida alors de consacrer le reste de sa vie à défier la machine démocrate raciste du Mississippi.

McComb (Mississippi) et le défi de l'inscription sur les listes électorales

La NAACP de son côté s'intéressait depuis longtemps à la question du droit de vote, sans grand succès. L'argent des fondations et le militantisme de ses sections de jeunesse lui permirent de relancer ses efforts. Dans le Mississippi, la campagne d'inscription sur les listes électorales fut confiée à Medgar Evers. Né en 1925 et résidant dans la ville noire de Mound Bayou, Evers était, dans les années 1950, employé de la compagnie d'assurances de T.R.M. Howard, le dirigeant du Regional Council of Negro Leadership, l'organisation qui regroupait les principaux dirigeants africains-américains de la région pour coordonner les actions militantes menées⁴⁹. Evers avait ainsi aidé Howard à organiser le boycott des stations-service qui refusaient de servir les Noirs ou de leur laisser utiliser les toilettes. Se déplacer en voiture dans le Sud restait tellement dangereux pour les Africains-Américains que, chaque année depuis 1936, un guide spécial, le *Negro Travelers' Green Book*, répertoriait les endroits sûrs pour faire le plein, se restaurer ou passer la nuit. En 1955, Evers, désormais responsable de la NAACP au Mississippi, avait mené une enquête sur le meurtre

d'Emmett Till et organisé plusieurs boycotts dans cet État. À partir de 1961, il s'engagea avec Amzie Moore, lui aussi de la NAACP, dans la campagne d'inscription sur les listes électorales. Pour les aider, il sollicita Robert Parris Moses (Bob Moses) du SNCC, de dix ans son cadet, qui avait décidé de quitter New York pour participer au mouvement dans le Sud, et Charles Sherrod, un autre jeune membre du SNCC. Ensemble, ils montèrent un programme à McComb.

McComb était une petite ville ferroviaire de 12 000 habitants, dominée par les activités de la compagnie Illinois Central, principal employeur local. Située au sud-ouest du Mississippi, elle se trouvait au cœur du « pays du Klan »⁵⁰. La section locale du Ku Klux Klan comptait plus de cent membres et le maire de la ville était président du White Citizens' Council local. Comme dans de nombreux endroits du Sud, le chef de la police de McComb et le shérif du comté participaient aux activités des groupes suprémacistes.

Dans les petites villes du Sud profond, quelques pasteurs, médecins, avocats ou enseignants africains-américains étaient symboliquement autorisés à s'inscrire sur les listes électorales, sans que leur nombre soit suffisant pour peser sur l'issue des scrutins. Dans les comtés ruraux, la situation était plus caricaturale encore : le nombre d'électeurs noirs était dérisoire, voire nul. Dans celui de Pike, où se trouve McComb, ville dont 44 % de la population était africaine-américaine, seuls 200 Noirs étaient inscrits sur les listes sur un total de 8 000 habitants adultes. Ceux qui osaient braver le danger et tentaient de s'inscrire se trouvaient confrontés à l'employé blanc chargé des inscriptions qui leur imposait de passer un test d'alphabétisation particulièrement difficile : à McComb, ils devaient lire l'une des 285 parties de la Constitution du Mississippi et l'expliquer de manière « satisfaisante » du point de vue de l'employé municipal, lequel avait en outre le pouvoir de refuser l'inscription de toute personne « de moralité insuffisante ».

Cette ville constituait donc une cible privilégiée pour le SNCC, qui y mena une campagne avec l'aide de la NAACP locale. Bob Moses avait au préalable contacté le ministère de la Justice pour s'assurer de la protection fédérale au cas où les Noirs de McComb seraient empêchés de s'inscrire sur les listes. Les hommes de Robert Kennedy promirent une réponse ferme. Aussi, en août 1961, les militants du SNCC commencèrent-ils leur travail d'alphabétisation et d'éducation civique. À l'issue de la formation, seize Noirs se présentèrent au bureau des

inscriptions électorales et six réussirent le test. Ce début encourageant suscita l'arrivée d'autres militants du SNCC, tels Ruby Doris Smith, Marion Barry et Charles Jones, auxquels se joignirent deux adolescents locaux, Hollis Watkins et Curtis Hayes, ainsi que Tom Hayden du SDS. Les dirigeants de la campagne décidèrent de l'étendre aux comtés voisins d'Amite et Walthall.

Les jeunes militants se heurtèrent à une très forte violence. L'arrivée du nouveau contingent de volontaires suscita en effet la fureur des autorités locales et d'une partie de la population. Coups, blessures et arrestations attendaient les jeunes à chaque nouvelle action. Le 31 août, lorsque Bob Moses tenta d'emmener deux personnes au tribunal du comté d'Amite à Liberty pour qu'elles s'inscrivent sur les listes électorales, il fut à son tour tabassé. Ce soir-là, plus de 200 Noirs assistèrent à la première réunion collective du mouvement des droits civiques de l'histoire de la ville pour protester contre les violences et les arrestations. Moses eut beau porter plainte contre son agresseur, celui-ci fut immédiatement déclaré non coupable par un jury populaire entièrement blanc. Le verdict était typique du racisme du système judiciaire en place, mais l'événement fit date : c'était la première fois dans ce comté qu'un Noir portait plainte contre un Blanc pour violence raciale.

Ni le sexe ni l'âge des militants ne constituaient une protection face aux suprémacistes. Brenda Davis, lycéenne de quinze ans, fut ainsi condamnée à un an de prison pour avoir commandé un hamburger dans un restaurant réservé aux Blancs. Son lycée ordonna son renvoi immédiat. Le Klan et le White Citizens' Council continuèrent à terroriser la population africaine-américaine, patrouillant armés la nuit dans le quartier noir de la ville, tirant des coups de feu sur les habitations et brûlant des croix. Et l'escalade de la violence allait franchir un pas supplémentaire avec l'assassinat de Herbert Lee.

L'assassinat de Herbert Lee

Fermier africain-américain, père de neuf enfants, Herbert Lee avait participé à la création d'une section de la NAACP dans le comté d'Amite. Lee comptait parmi les rares Noirs de cette zone rurale à avoir osé s'engager aux côtés de Bob Moses sur le projet McComb. En face de chez lui habitait l' élu à l'Assemblée de l'État, E. H. Hurst. Des liens d'amitié et de bon voisinage unissaient les deux hommes. Mais la

participation de Lee à la campagne d'inscription électorale venait défier la suprématie blanche, ce que Hurst ne pouvait supporter. Il ordonna à Lee de cesser ses activités, le menaçant de mort. L'intimidation ou la profération de menaces à l'encontre d'un électeur constituant une violation de la loi fédérale et de la Constitution américaine, la situation fut portée à la connaissance du ministère de la Justice, à la mi-septembre 1961, mais celui-ci n'intervint pas. Le matin du 25 septembre 1961, Lee apportait sa récolte de coton au siège du comté quand Hurst décida de le suivre en voiture. Une fois Lee à l'arrêt, Hurst s'approcha de lui, furieux, et brandit un pistolet en criant : « Je ne plaisante plus maintenant. Je suis sérieux. » Lee lui répondit qu'il ne discuterait pas sous la menace d'une arme et lui demanda de baisser son pistolet. Il sortit alors de son camion par la portière opposée ; Hurst le suivit et l'abattit d'une balle dans la tête. Plus de dix personnes avaient assisté à la scène.

Le shérif du comté d'Amite arrivant sur les lieux mit immédiatement Hurst sous la protection d'hommes armés, pour empêcher une vengeance possible des Noirs présents. Hurst, 1,92 mètre et plus de 90 kilos, affirma que Lee, 1,65 mètre et moins de 70 kilos, l'avait attaqué avec une barre de fer et qu'il avait donc tiré en légitime défense. Menacés des pires représailles s'ils ne corroboraient pas ces dires, les témoins se turent. Le jury accepta la thèse de l'autodéfense et Hurst ne passa pas la moindre minute en prison. Lorsqu'un témoin noir, Louis Allen, se déclara prêt à témoigner pour rouvrir le procès, il fut tué devant sa maison après une année de harcèlement (dont plusieurs passages à tabac et un séjour en prison)⁵¹.

Le message était clair pour les militants de l'égalité raciale. Remettre en question la suprématie blanche dans les comtés ruraux reculés du Mississippi impliquait un risque de mort bien réel. Les militants le savaient et acceptaient ce risque. « *Putting your body on the line* » (littéralement, « mettre son corps en ligne de mire ») devint l'expression consacrée pour exprimer la profondeur de leur engagement. Localement toutefois, l'assassinat de Lee découragea bien des bonnes volontés, d'autant que les arrestations, les passages à tabac et les attaques par balles continuèrent. Les militants noirs étaient plus que jamais convaincus que le soutien fédéral, en plus d'une mobilisation massive, était nécessaire pour changer l'ordre des choses dans des endroits comme McComb. Or, malgré ses promesses, le ministère de la Justice faisait toujours la sourde oreille.

Le SNCC réorienta sa stratégie sur les centres urbains, jugés plus faciles à déségréguer. L'opposition des Blancs y était moindre que dans les campagnes et les Noirs y bénéficiaient de structures de soutien plus développées. Désireux toutefois de poursuivre leur action dans les comtés ruraux de la *Black Belt*, trois responsables du SNCC, Charles Sherrod, Charles Jones et Cordell Reagon, arrivèrent à l'automne 1961 à Albany, la ville de Georgie située au centre d'une de ces zones, pour prêter main-forte aux militants locaux et organiser un mouvement d'inscription sur les listes électorales.

Le Mouvement d'Albany

Depuis les années 1950, un petit groupe d'activistes des droits civiques, comprenant les avocats C.B. King et David Hollowell et le médecin William Anderson, était déjà très actif dans cette petite ville du sud-ouest rural de l'État. L'un de leurs premiers chevaux de bataille avait été la déségrégation des écoles publiques et de l'Université de Georgie. Les militants locaux étaient certes peu nombreux, mais c'est un groupe dynamique et déterminé que les trois membres du SNCC trouvèrent à leur arrivée.

La population locale de cette ville de 50 000 habitants n'était guère habituée à voir débarquer des « étrangers » (*outsiders*) comme Charles Sherrod. Les habitants noirs les accueillirent volontiers dans les églises, magasins, écoles, échoppes de barbier de leurs quartiers. Les femmes africaines-américaines plus âgées jouèrent un rôle déterminant pour la logistique du mouvement puisqu'elles fournirent repas et logis, ouvrant leurs foyers et mettant leurs compétences au service non plus du confort des familles blanches mais de la cause de l'égalité raciale. Les témoignages de militants abondent en souvenirs émus de l'accueil chaleureux et du réconfort physique et moral trouvé dans ces familles pendant la durée de la campagne d'Albany. Sans surprise, la population blanche regardait quant à elle les militants du SNCC d'un mauvais œil, convaincue, à l'instar de l'ensemble des Blancs du Sud, que « leurs » Noirs vivaient heureux, séparés des Blancs, et n'avaient pas de motifs de grief. Un aveuglement d'autant plus fort que l'idéologie de guerre froide, pesante, servait de prétexte pour discréditer les militants des droits civiques qui, venant d'« ailleurs », étaient décrits comme des « communistes » cherchant à déstabiliser la vie locale.

Les militants du SNCC encouragèrent les habitants noirs d'Albany à défier l'ordre ségrégationniste, suscitant l'opposition d'Africains-Américains conservateurs, hostiles à l'arrivée de ces « fauteurs de troubles » extérieurs à la communauté. Les autorités locales s'empressèrent d'exploiter ces tensions internes pour décrédibiliser les contestataires et justifier la fin de non-recevoir qu'elles opposaient à leurs revendications. Mi-novembre 1961, la communauté noire locale parvint toutefois à s'unir pour former le « Mouvement d'Albany » (*Albany Movement*), coalition des principales organisations de promotion de l'égalité raciale présentes dans la ville. Sous la direction de William Anderson, ce mouvement organisa de grandes manifestations, provoquant une réaction des autorités blanches à mesure que la mobilisation s'amplifiait. En l'espace de quelques jours, plus de 500 militants avaient été jetés en prison. Loin de faire taire le mouvement, la répression favorisa au contraire un sentiment de solidarité, entretenu lors des rassemblements par les vibrants discours des militants et par les chants de liberté repris par la foule à l'unisson.

À l'instar de Cordell Reagon, du SNCC, certains chanteurs devinrent des légendes locales, voire nationales. Et lorsque Reagon organisa le premier groupe de *Freedom Singers* du SNCC, quelques semaines plus tard, la musique d'Albany devint la musique du mouvement noir à l'échelle nationale. Composés de Reagon, de deux étudiantes d'Albany, Rutha Harris et Bernice Johnson, ainsi que d'un militant du SNCC d'Illinois, Chuck Neblett, les *Freedom Singers* parcoururent le pays pour porter la musique de la lutte pour l'égalité et la justice auprès de publics sympathisants et lever des fonds. La capacité de ces chansons, héritières de la tradition musicale des Églises baptistes du Sud, à galvaniser les foules était impressionnante. Les concerts avaient lieu partout où un public était prêt à les entendre, dans des salles de spectacle mais aussi dans des écoles ou chez des particuliers⁵².

Pendant que le soutien grandissait à l'extérieur d'Albany, les militants poursuivaient la lutte sur place. Les dirigeants locaux décidèrent de faire appel à Martin Luther King dans l'espoir que sa notoriété fournirait l'élan nécessaire à la poursuite du mouvement et la publicité nationale requise pour arracher une victoire décisive. King fit le déplacement. Il prononça un discours lors d'un grand rassemblement, défila aux côtés des autres militants noirs et fut arrêté en décembre 1961. Convaincu que les autorités municipales avaient accepté de faire des concessions, King se laissa libérer sous caution. À

peine sorti de prison, il comprit que les promesses ne seraient pas tenues. King retourna à Albany à l'été 1962 pour purger sa peine. Mais, dans des circonstances qui restent non élucidées, un avocat blanc paya son amende et King fut libéré contre son gré. Il choisit de rester à Albany et prit en main la coordination de la campagne avec son organisation, la Southern Christian Leadership Conference (SCLC). Ce faisant, il s'attira la rancœur de nombreux militants du SNCC qui avaient initialement lancé le mouvement et se voyaient soudain éclipsés. La campagne d'Albany aggrava les tensions entre organisations du mouvement noir et, plus grave, se solda globalement par un échec.

Les militants se heurtèrent en effet à un adversaire de taille en la personne du chef de la police locale, Laurie Pritchett. Interdisant à ses policiers de faire preuve de violence, tout au moins en présence de caméras de télévision ou de journalistes, Pritchett parvint à neutraliser la tactique des militants noirs qui comptaient exploiter le décalage entre leur non-violence et la violence brute des ségrégationnistes. Ils trouvèrent face à eux la détermination calme d'un fin tacticien. Pritchett avait pris soin de s'assurer de la disponibilité de suffisamment de places dans les prisons des comtés voisins pour pouvoir y expédier les manifestants arrêtés sans avoir à en libérer aucun. Il remporta ainsi la guerre d'usure : il restait encore de la place dans les prisons de Georgie alors que King ne parvenait plus à trouver de volontaires pour se faire incarcérer. Le célèbre pasteur se fit de nouveau arrêter, et fut de nouveau libéré contre son gré. Au mois d'août 1962, il devint évident que la bataille de la SCLC pour la déségrégation d'Albany était perdue.

La SCLC et son dirigeant en tirèrent des leçons stratégiques pour la suite du combat. L'échec tenait au caractère trop global de la campagne, estimait King : il aurait fallu concentrer les forces sur le démantèlement d'un seul aspect de la ségrégation. La « non-violence » de Pritchett avait aussi joué un rôle essentiel. La prochaine campagne de la SCLC prendrait place dans un lieu où King était sûr que la violence raciste serait au rendez-vous.

Les habitants noirs d'Albany tirèrent cependant une leçon différente des événements. Pour eux, l'échec de King ne signifiait pas pour autant celui du mouvement. Albany avait représenté la première campagne de masse d'une communauté noire à l'échelle d'une ville. Certes, l'arrivée de militants extérieurs et les divergences d'approche

avaient mis en évidence la persistance de divisions au sein de la population africaine-américaine, mais ces divisions étaient aussi anciennes que la lutte pour l'égalité. En fin de compte, les habitants retinrent surtout la démonstration de leur capacité de mobilisation et de leur solidarité face aux défenseurs de Jim Crow. De fait, le départ des militants de la SCLC et du SNCC ne mit pas fin au mouvement. La campagne d'inscription sur les listes électorales rencontra un tel succès que, deux mois après le départ de King, un homme d'affaires africain-américain manqua de peu d'être élu au conseil municipal. Au printemps suivant, la ville supprima ses ordonnances municipales imposant la ségrégation. Après Albany, les militants du SNCC conduisirent des actions de protestation dans des villes voisines, comme Americus, et des Africains-Américains lancèrent des campagnes contre l'ordre établi par les élites locales dans tout le sud-ouest de la Georgie.

La bataille d'« Ole Miss »

Pendant ce temps, le mouvement noir tentait de se relever de l'échec essuyé à McComb. Au Mississippi, la violence raciste était d'une telle férocité et d'une telle ampleur que l'union apparaissait indispensable si les militants espéraient avoir la moindre chance de l'emporter. En février 1962, des représentants du SNCC, du CORE, de la NAACP et de la SCLC décidèrent de constituer le Council of Federated Organizations (Conseil des organisations fédérées, COFO)⁵³. Le responsable de la NAACP pour le Mississippi, Aaron Henry, fut élu président du COFO et Bob Moses nommé directeur des projets pour tout l'État. Ayant choisi de se concentrer sur la reconquête du droit de vote, les organisations membres se répartirent les tâches : le CORE et le SNCC furent chargés des efforts d'inscription dans les différentes circonscriptions, la SCLC poursuivrait les activités de ses écoles de la citoyenneté et la NAACP se concentrerait, selon sa spécialité, sur les aspects judiciaires de la lutte. Mais les militants se heurtèrent sans surprise à la résistance farouche des autorités : un peu moins d'un an après le lancement du programme, moins de 4 000 Noirs avaient été ajoutés sur les listes électorales. Les forces suprémacistes continuaient de triompher et l'intervention du gouvernement fédéral, pourtant nécessaire, continuait de se faire attendre.

Il fallut attendre que la violence éclate, le 30 septembre 1962, dans

la ville d'Oxford, siège de l'Université du Mississippi, pour que l'administration fédérale sorte enfin de sa torpeur⁵⁴. Ce nouveau déferlement de violence avait pour origine le transfert demandé par un étudiant, James Meredith, de Jackson State College (une université noire) à l'Université du Mississippi. Plus connue sous son surnom d'« Ole Miss », cette dernière université, bastion du privilège des Blancs et symbole du passé confédéré, rejeta sa demande⁵⁵. Meredith fit appel de la décision avec l'assistance de Constance Baker Motley, avocate de la NAACP. Constatant que ce refus constituait une violation de l'arrêt *Brown*, puisqu'il n'était motivé que par la race du demandeur, le tribunal ordonna l'admission. Un vent d'hystérie collective se mit alors à souffler sur Oxford et dans la population blanche du Mississippi. Tandis que des voitures arborant le drapeau confédéré patrouillaient les rues, les White Citizens' Councils et les hommes politiques ségrégationnistes rivalisèrent d'imagination pour effrayer la population, insistant notamment sur l'horreur que représenterait la présence de cet homme noir aux côtés de la « fine fleur de la féminité du Sud ». Un déferlement de violence s'abattit sur les Africains-Américains dans l'ensemble de l'État. Hommes, femmes et enfants noirs furent attaqués, frappés et se firent tirer dessus. Le soir du 30 septembre 1962, James Meredith arriva sur le campus d'« Ole Miss », accompagné de responsables du ministère de la Justice déterminés à procéder à son inscription, de force si nécessaire. Leur protection était assurée par plusieurs centaines de *marshals* fédéraux (la force de police fédérale dépendant du ministère de la Justice), munis uniquement de matraques et de gaz lacrymogènes. Décidés à lyncher Meredith, des membres armés du Klan convergèrent sur Oxford depuis Selma et Birmingham. La foule grossit, dépassant les 2 000 personnes. Elle attaqua les *marshals* à coups de briques, bouteilles, coups de feu et bombes incendiaires. Les policiers de l'État du Mississippi, censés maintenir l'ordre, disparurent comme par enchantement. La foule s'en prit aux journalistes, tuant le reporter français Paul Guihard, du bureau de l'Agence France Presse à New York. En l'espace de quelques heures, les rues d'Oxford se transformèrent en champ de bataille jonché de voitures incendiées, l'air saturé de gaz lacrymogènes.

Le président Kennedy dut faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre. Pour apaiser les ségrégationnistes du Sud, son frère Robert Kennedy décida toutefois que les unités assignées à « Ole Miss » seraient

entièrement composées de soldats blancs. Privés de la possibilité de protéger la population noire du Mississippi contre la violence collective des Blancs, les soldats noirs en tirèrent un profond ressentiment vis-à-vis du gouvernement fédéral. Il fallut finalement la présence de 26 000 soldats à Oxford pour que Meredith puisse faire son entrée à « Ole Miss » le lundi 1^{er} octobre. Protégé jour et nuit par des gardes armés, il put assister aux cours mais vécut une année d'isolement et dut subir la haine de la quasi-totalité des enseignants et des étudiants. Les rares personnes qui le soutenaient furent elles-mêmes ostracisées. En août 1963, Meredith obtint sa licence de science politique⁵⁶.

Les nationalistes noirs passent à l'acte

Pendant que la presse et la télévision concentraient leur attention sur les événements particulièrement violents qui secouaient le Sud, différents groupes noirs radicaux se mobilisaient dans le Nord et dans l'Ouest. Frustrés par la persistance de conditions de vie très dures dans les ghettos, ces militants voyaient dans la situation des Africains-Américains l'expression locale d'une oppression plus large touchant l'ensemble des populations d'origine africaine de par le monde.

En février 1961, plusieurs dizaines de militants noirs de l'organisation littéraire nationaliste On Guard for Freedom, fondée en 1960 par le journaliste Calvin Hicks, parmi lesquels les romancières Rosa Guy et Maya Angelou, firent irruption dans la salle du Conseil de sécurité des Nations unies à New York. Leur but : exprimer la colère des Noirs américains à l'annonce de l'assassinat du dirigeant congolais Patrice Lumumba et dénoncer la politique de l'ONU à l'égard du régime congolais. Le soir, une manifestation d'hommage à Lumumba rassembla 200 personnes devant le siège de l'institution, suivie trois jours plus tard par un autre rassemblement plus massif en hommage à Castro et Lumumba⁵⁷. Tout au long de la décennie, les militants noirs radicaux continuèrent de suivre les événements qui secouaient les nouveaux pays indépendants et de s'intéresser à la question de l'égalité raciale à l'étranger, poussant notamment pour que les Nations unies condamnent le régime d'apartheid de l'Union sud-africaine.

Une organisation en particulier médiatisait abondamment ces questions : la Nation of Islam (NOI), qui, en 1960, comptait désormais soixante-dix mosquées concentrées dans le Nord-Est, le Midwest et en

Californie. Chacune de ses publications consacrait plusieurs pages à l'actualité de la lutte pour l'égalité dans les pays d'Afrique. En informant les lecteurs africains-américains sur des événements souvent peu traités dans les médias *mainstream*, la Nation of Islam s'affirmait comme une organisation incontournable dans les quartiers noirs des grandes villes du Nord et de l'Ouest. Chaque intervention d'Elijah Muhammad et de Malcolm X attirait invariablement plusieurs milliers de personnes, hommes et femmes, musulmans pratiquants ou simples curieux, venus entendre les analyses et le message de l'organisation nationaliste noire⁵⁸. Les thèmes de prédilection de la NOI restaient la fierté noire, l'autodéfense contre les violences policières, l'amélioration des conditions de vie dans les ghettos ou encore la dénonciation de l'exploitation économique des Noirs dans le monde du travail comme dans la sphère de la consommation⁵⁹.

Prônant la formation d'une classe d'hommes d'affaires noirs qui seraient les fers de lance de l'indépendance économique des Africains-Américains, la NOI mettait aussi ses forces au service de la lutte contre la discrimination : elle participa au boycott du fabricant de glaces Sealtest, lancé en 1962 par le Comité de coordination des achats sélectifs de New York, un collectif composé d'étudiants et soutenu par la NAACP, le CORE et de nombreux hommes d'Église et leaders des communautés africaine-américaine et portoricaine. Sur ses 15 000 salariés, cette entreprise n'employait en effet que 12 Noirs et 7 Portoricains alors que ces deux groupes représentaient un quart de sa clientèle⁶⁰. Dans la même veine, la NOI soutenait les actions menées par les syndicats de travailleurs noirs, par exemple en 1962 à l'hôpital Mount Sinai de Brooklyn, où les conditions de travail étaient si mauvaises que les employés noirs comparaient leur situation à celle des ouvriers agricoles sur les plantations du Mississippi. La NOI s'intéressait particulièrement à la question des inégalités en matière de santé publique, dans lesquelles elle voyait l'un des facteurs aggravants de la pauvreté des ghettos⁶¹. La prévalence de la tuberculose dans les habitations insalubres et surpeuplées des centres urbains incita également la NOI à collaborer avec le département de la Santé de la ville de New York pour une grande campagne de dépistage gratuit de la maladie⁶².

Contrairement à l'image de l'organisation noire donnée par les médias depuis la diffusion du documentaire de CBS en 1959, la Nation of Islam ne concevait pas son action indépendamment de celle des

autres organisations noires luttant pour l'égalité. Malgré sa rhétorique aux accents séparatistes, témoignant de son pessimisme quant à la possibilité d'un éventuel « progrès racial » dans l'Amérique libérale des années Kennedy, la Nation of Islam collaborait volontiers avec d'autres groupes pour des campagnes spécifiques menées à l'échelle locale. Mais, plutôt en avance sur ces derniers, elle ne se contentait pas de revendiquer l'égalité des droits : elle réclamait aussi l'amélioration concrète des conditions de vie dans les ghettos.

S'inscrivant dans la tradition du nationalisme économique noir prônée depuis la fin du XIX^e siècle autour de la figure de l'homme d'affaires noir prospère, la Nation of Islam proposait également une forme de consommation « nationaliste » dans ses magasins – épicerie, boulangerie, restaurant et magasin de vêtements – affiliés aux mosquées de l'organisation. Les clients y trouvaient des produits de qualité vendus à des prix raisonnables⁶³. S'adressant à un public plus large que les seuls musulmans, la Nation of Islam entendait développer un mouvement de masse capable de mettre en œuvre un programme de réformes radicales susceptibles de sortir définitivement les masses urbaines noires de leur statut subalterne.

La rhétorique de Muhammad, qui insistait sur le caractère « diabolique » des Blancs, rebutait la partie la plus modérée de la communauté africaine-américaine et desservait les ambitions affichées. Au contraire, Malcolm X savait trouver le bon équilibre en dénonçant de façon implacable les injustices raciales tout en formulant des propositions susceptibles d'être largement entendues. Son charisme joua un rôle décisif dans le développement de la Nation of Islam au plan national, mais il attisa aussi la rancœur d'Elijah Muhammad, qui se retrouvait subitement dans l'ombre de cet élève qui avait dépassé son maître en notoriété comme en pouvoir. Suite au discours qu'il prononça en janvier 1963 à East Lansing devant des étudiants de Michigan State University, Malcolm X devint le porte-parole du nationalisme noir et le partisan le plus connu, depuis l'exil de Robert Williams à Cuba, du droit légitime des Noirs à recourir à l'autodéfense armée. Alors que le mouvement non violent incarné par King tardait à obtenir des avancées significatives, dans le Sud comme dans le Nord, cette rhétorique impatiente et virile plaisait particulièrement aux jeunes⁶⁴. Le discours de la Nation of Islam sur les faux-semblants de l'intégration, limitée en pratique à une petite minorité de Noirs servant de faire-valoir (*tokenism* en anglais), attirait

un nombre croissant de personnes, tout comme sa demande de réparations pour les siècles d'esclavage.

Sur ce dernier point, la Nation of Islam s'inspirait de l'exemple d'Audley Moore, militante africaine-américaine née en Louisiane à la toute fin du XIX^e siècle et venue à New York pour s'engager dans l'UNIA de Marcus Garvey. À partir de 1950, celle qui avait été longtemps proche du Parti communiste devint la figure de proue des Noirs exigeant réparation. Se forgeant une réputation internationale, elle présenta une pétition aux Nations unies dans laquelle elle prônait l'autodétermination de la communauté africaine-américaine et exigeait des compensations financières correspondant aux quatre siècles d'esclavage subis par la communauté. Voyant ses revendications relayées par la Nation of Islam, elle présenta en 1963 au président Kennedy, au nom du Reparations Committee of Descendants of United States Slaves, qu'elle avait cofondé huit ans plus tôt, une pétition signée par plus d'un million de personnes demandant un tel versement à l'occasion du centenaire de la Proclamation d'émancipation⁶⁵.

L'attrait de la Nation of Islam ne se limitait pas aux villes du Nord. En 1962, grâce à une émission de radio consacrée à l'organisation diffusée dans vingt-et-un États, la Nation of Islam développa considérablement le nombre de ses recrues dans le Sud et dans l'Ouest. En Californie, où trois stations couvrant Oakland, Los Angeles et San Diego faisaient connaître ses activités, elle consolida rapidement son implantation. Cette progression n'était pas sans susciter de vives réactions. Dans le Sud, la progression des Musulmans noirs était telle que le Klan menaça la mosquée d'Atlanta d'intimider les clients de son épicerie afin de lui faire cesser ses activités⁶⁶. À Los Angeles, le 27 avril 1962, un échange de coups de feu entre sept membres de la Nation of Islam et la police locale se solda par la mort d'un membre de la NOI, Ronald Stokes, vétéran de la guerre de Corée, présent sur place mais qui, lui, n'était pas armé. L'affaire suscita un vent de protestation dans les rangs de la population africaine-américaine de la ville et contribua à la popularité croissante de la NOI⁶⁷.

La NAACP, la NUL et la « Nouvelle Frontière »

Parallèlement, d'autres militants moins radicaux se mobilisaient sur différents fronts : l'emploi, le logement et l'éducation. Depuis l'arrivée de Kennedy à la Maison-Blanche, l'évolution de la donne politique semblait rendre possible des avancées dans ces domaines. Dans le cadre de sa « Nouvelle Frontière », l'administration Kennedy entendait moderniser le pays et distancer ainsi l'ennemi soviétique. Mais les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles vivaient les Africains-Américains apparaissaient comme un frein à cette modernisation. Pour lever les obstacles à l'ascension sociale des Noirs, le décret présidentiel 10925 instituant en mars 1961 la Commission présidentielle sur l'égalité d'accès à l'emploi (President's Committee on Equal Employment Opportunity), présidée par le vice-président Lyndon B. Johnson, évoqua pour la première fois la nécessité de prendre des « mesures affirmatives » (*affirmative action*) pour garantir la non-discrimination raciale (et religieuse) en matière d'emploi. La mission et les pouvoirs de la commission étaient mal définis mais le décret reconnaissait en filigrane que de nombreuses entreprises discriminaient dans leurs pratiques d'embauche⁶⁸. Kennedy et ses conseillers avaient en outre été sensibilisés à la question des inégalités par la publication en 1962 de l'étude du sociologue Michael Harrington *The Other America* qui, portant sur la pauvreté aux États-Unis, insistait sur la condition des Noirs. Pour les 22 millions d'Africains-Américains, la période semblait enfin propice au changement⁶⁹.

Pendant ce temps, la NAACP poursuivait son action pour le démantèlement des autres pans de l'édifice ségrégationniste dans le Sud et poussait notamment l'administration Kennedy à proposer un projet de loi ambitieux sur les droits civiques. Le succès obtenu dans l'affaire *Brown* auprès de la Cour suprême avait définitivement assis la réputation de l'organisation, qui connut dès lors une croissance forte de ses membres et de ses revenus. Entre 1955 et 1963, le nombre de membres cotisants de la NAACP passa de 240 000 à 535 000⁷⁰. Ces chiffres cachaient toutefois une forte différence entre le Nord et le Sud, où les activités de l'organisation restaient plus limitées en raison de l'opposition concertée des forces ségrégationnistes. Les nouvelles lois locales adoptées à la fin des années 1950 pour forcer la NAACP à transmettre aux autorités la liste de ses adhérents et donateurs, et les pressions exercées sur ses membres par les White Citizens' Councils et le Ku Klux Klan pour qu'ils quittent l'organisation, nuisirent

considérablement à sa capacité d'action. Il fallut des années de procédures judiciaires pour que la NAACP obtienne la confirmation par la Cour suprême de son droit à ne pas divulguer la liste de ses membres. L'organisation était donc contrainte d'agir plus discrètement, en collaboration avec des organisations *ad hoc*, souvent formées précisément pour couvrir ses activités. Elle continua aussi de collaborer sur le terrain avec la SCLC, le CORE et le SNCC.

Brown avait fait la carrière de Thurgood Marshall, principal avocat de la NAACP dans cette affaire judiciaire. En 1961, reconnaissant à la fois son excellence professionnelle et son rôle dans la communauté noire, John F. Kennedy l'avait nommé au poste de juge à l'une des cours d'appel fédérales. Il était le premier Noir à occuper une telle fonction. Il y resta quatre ans, durant lesquelles il rendit une centaine d'arrêts dont aucun ne fut invalidé par la Cour suprême. Marshall avait été remplacé à son poste d'avocat principal du Legal Defense and Educational Fund de la NAACP par Constance Baker Motley, qui avait travaillé avec lui sur *Brown*. Elle poursuivit la même tradition d'activisme judiciaire, remportant plusieurs victoires face aux forces ségrégationnistes. Quelques années plus tard, elle fut à son tour promue à un poste de juge fédéral, première femme noire américaine à assumer de telles responsabilités.

Malgré des divergences d'approche, la NAACP trouva dans le CORE un collaborateur privilégié pour son action au niveau local. Les deux groupes se retrouvaient sur le front des luttes visant à dénoncer les faux-semblants d'une « méritocratie » qui discriminait les Noirs dans les faits, en dépit des lois censées garantir l'égalité des chances. Pour tous les défenseurs de la cause noire, il était clair que l'absence de discrimination légale, qui permettait l'intégration de membres de l'élite noire dans un nombre croissant de domaines de la vie politique, sociale, culturelle et économique, était loin de signifier l'égalité réelle.

La NAACP n'était pas seule à tirer ce type de conclusions. La NUL s'était elle aussi radicalisée depuis l'élection en 1961 à sa tête de Whitney Young, qui rapprocha le groupe des organisations prônant l'action directe non violente. Âgé de quarante ans, ce militant défendait un engagement plus net de l'organisation dans le combat pour l'égalité et la justice. Il fut élu à l'unanimité par les membres du bureau exécutif. Young se mit à parler de la nécessité d'une « révolution » des relations sociales presque aussi souvent que James Farmer du CORE ou John Lewis, le jeune président du SNCC élu en

1963⁷¹.

Whitney Young avait été doyen de la faculté du travail social d'Atlanta University avant de devenir le quatrième directeur exécutif de la NUL. Il mit sa connaissance de ce secteur au service de l'organisation. Dénonçant sans relâche les énormes écarts qui existaient entre les 22 millions de Noirs américains et le reste de la population, bien moins touché par le chômage, la délinquance ou l'instabilité familiale, Whitney Young prônait rien de moins qu'un « plan Marshall intérieur »⁷². Demandant un « effort spécial » qui permettrait de compenser des décennies d'abandon et de discrimination, Young réclamait un traitement préférentiel des Noirs dans les politiques publiques et le recrutement des entreprises. Préoccupé par le chômage élevé des Africains-Américains dans un contexte d'automatisation croissante qui menait à la suppression des postes non qualifiés dans les industries, le dirigeant de l'Urban League demandait le recrutement volontariste de candidats noirs par les entreprises, préfiguration des programmes d'*affirmative action* qui furent mis en place par la suite.

Rencontrant un écho très favorable dans les populations noires, ce nouveau discours revendicatif permit à l'Urban League de se faire une place aux côtés des autres organisations de lutte du mouvement noir. Malgré son nouveau ton très militant, Young ne répudia pas l'approche traditionnelle de l'organisation qui continuait de se concevoir comme le stratège, le chercheur et le négociateur du mouvement sur les questions économiques et sociales. Les bénévoles et les dirigeants de l'Urban League ne participaient pas aux *sit-ins*, *Freedom Rides* et autres manifestations organisées par le CORE, le SNCC ou la SCLC mais ils plaidaient au niveau local et national pour une aide spéciale pour l'éducation des Noirs, l'embauche délibérée des candidats noirs dans les entreprises et les administrations publiques, l'élimination des ghettos par des politiques de promotion de logements mixtes et l'amélioration drastique des services de santé et d'aide sociale. Ce programme attira un nombre croissant de bénévoles, désireux de participer au mouvement de lutte pour l'égalité des Noirs en pleine expansion sans pour autant s'engager dans l'action directe, même non violente. Entre 1961 et 1965, l'organisation passa ainsi de 3 membres permanents salariés à plus de 600, auxquels s'ajoutaient plus de 6 000 bénévoles. Ces derniers étaient noirs à 80 % mais Whitney Young veilla à conserver un équilibre entre Blancs et

Africains-Américains dans le conseil d'administration pour maintenir l'orientation interr raciale du groupe. Véritable organisation de la classe moyenne et supérieure libérale, l'Urban League se développa aussi grâce à ses nombreux contacts avec le monde des entreprises et les autorités fédérales sous les administrations Kennedy puis Johnson.

Leon Sullivan et les 400 pasteurs

Young n'était pas le seul dirigeant noir à mettre l'accent sur l'aspect économique du combat pour l'égalité. À Philadelphie, Leon Sullivan, pasteur de l'église Zion Baptist Church, menait depuis la fin des années 1950 le combat pour l'égalité sur le front de l'emploi. Formé au christianisme social à l'Union Theological Seminary à New York, Sullivan mena ses premiers combats mêlant religion et droits civiques aux côtés d'Adam Clayton Powell, Jr. dont il était le pasteur adjoint à l'Abyssinian Baptist Church à Harlem pendant la Seconde Guerre mondiale. Après avoir obtenu sa propre congrégation à East Orange, banlieue noire du New Jersey, il partit s'installer en 1950 à Philadelphie où il fut nommé, à l'âge de vingt-huit ans, à la tête de la très respectable congrégation de classe moyenne de la Zion Baptist Church. C'est dans cette fonction pastorale qu'il occupa jusqu'en 1988 qu'il put véritablement mener à bien son action sociale et politique. Il concentra initialement ses efforts sur les problèmes des jeunes chômeurs africains-américains, en particulier la délinquance juvénile et la criminalité, et pratiqua une politique de l'*uplift* qu'il assortit d'une action sociale au niveau du quartier.

Progressivement convaincu que le problème central résidait dans le refus des entreprises d'embaucher des Noirs à des postes autres que non qualifiés et sous-payés, il décida de lancer une offensive généralisée contre cette discrimination. Jugeant insuffisantes les lois pour des pratiques d'emploi équitables qui avaient été adoptées dans certains États du Nord après la Seconde Guerre mondiale, et critique à l'égard du gradualisme prôné par les milieux libéraux blancs et noirs, Sullivan monta une initiative d'action directe. En 1958, il organisa une campagne d'« achats sélectifs » contre les entreprises pratiquant la discrimination. Un tel mouvement nécessitant l'action concertée d'individus déterminés et le soutien d'institutions bien implantées dans la ville, il s'assura du concours d'une coalition de pasteurs noirs de la région de Philadelphie, surnommée les « 400 pasteurs ».

Ensemble, ils menèrent une action de quatre années contre les entreprises de la ville. Après avoir remporté une première victoire contre un fabricant d'une friandise pour enfants, Sullivan et ses associés s'attaquèrent à Pepsi-Cola, Sunoco, Gulf-Oil, Breyers Ice Cream et au quotidien de la ville, le *Philadelphia Evening Bulletin*.

Cette initiative traduisait l'impatience grandissante de la population noire vis-à-vis des promesses du libéralisme. En lieu et place du gradualisme, Sullivan revendiquait – comme Whitney Young – un programme d'embauche préférentielle des Noirs, seul moyen de combler l'écart avec les Blancs et de fournir des postes de tous les niveaux de qualification aux Africains-Américains. De même, pour ceux déjà en poste, Sullivan demandait la mise en place d'un système de promotion préférentielle indépendante de l'ancienneté puisque celle-ci jouait toujours au détriment des travailleurs noirs. « Les Noirs ont attendu pendant cent ans, déclara-t-il, les Blancs peuvent bien attendre quelques mois⁷³. »

En quelques années, les boycotts permirent de créer environ 2 000 emplois, un résultat considérable qui fit connaître Sullivan dans tout le pays. Le talent rhétorique de Sullivan, son imposante stature (il mesurait 1,98 mètre) et les relais dont il bénéficiait dans les églises baptistes et dans la presse contribuèrent indéniablement à faire connaître le mouvement⁷⁴. Mais son succès tint principalement à la participation massive des Africaines-Américaines de la ville. Contrôlant généralement les achats du foyer, les femmes participèrent activement aux boycotts⁷⁵. Ce furent également les femmes qui coordonnèrent les appels téléphoniques nécessaires aux boycotts et répandirent les nouvelles dans les quartiers. S'appuyant sur un vaste réseau constitué d'organisations liées aux Églises, de clubs de femmes, d'associations civiques et d'organisations caritatives, elles formèrent la colonne vertébrale du mouvement.

Des militants noirs d'autres villes vinrent à Philadelphie pour monter des actions similaires dans leurs propres localités⁷⁶. Parmi eux, Martin Luther King s'inspira de l'action de Sullivan pour monter en 1962 une campagne de la SCLC d'achats sélectifs dans l'ensemble du Sud : l'« Opération Breadbasket ». L'idée fut également reprise début 1963 dans de nombreuses villes du Nord⁷⁷. Des formes similaires de militantisme se retrouvaient aussi à Oakland, en Californie. Après le boom sans précédent induit par le développement pendant la Seconde Guerre mondiale du secteur de la défense, qui employait de nombreux

Africains-Américains, les chantiers navals militaires de cette ville connurent de graves difficultés. Suivant un processus de désindustrialisation semblable dans sa précocité à celui de villes comme Detroit, Oakland, où se concentrait la majeure partie de la population africaine-américaine de la région de la baie de San Francisco, fut déclarée « zone sinistrée » par le gouvernement fédéral en 1964⁷⁸. Comme dans les autres centres urbains du Nord-Est et de la région des Grands Lacs, les principales victimes des évolutions économiques étaient les jeunes hommes noirs.

Discriminés par le monde éducatif et bénéficiant rarement des possibilités de formation professionnelle, ces derniers ne possédaient pas les compétences nécessaires pour pouvoir prétendre aux emplois qualifiés qui remplaçaient de plus en plus les anciens emplois manufacturiers. Et ce problème n'était pas uniquement économique ; il creusait également le fossé entre l'expérience de ces jeunes et celles de leurs parents. Appartenant souvent à la génération des migrants venus du Sud, les parents estimaient qu'ils avaient accédé à des situations plus favorables en s'installant à Oakland, Detroit ou Pittsburgh. *A contrario*, la génération suivante, née dans ces villes, ne comparait plus ses conditions de vie avec celles qui prévalaient dans le Sud mais avec celles des Blancs. L'expérience de ces jeunes n'était donc pas celle de l'ascension sociale et du progrès des relations raciales : elle apparaissait comme une stagnation, voire une détérioration, de leur statut face aux Blancs. La restructuration économique qui s'accéléra à partir des années 1960 accentua leurs difficultés relatives, leur frustration et leur rancœur vis-à-vis du système économique et politique en place. De plus en plus, ces jeunes se mirent à désigner la structure de pouvoir dominante par l'expression « *The Man* » pour exprimer leur sentiment d'oppression et de désaffection. L'action directe leur offrait le moyen d'exprimer cette frustration mais aussi d'agir personnellement pour tenter d'améliorer leur situation sans attendre les effets du lobbying des organisations et des élus noirs.

Ainsi, une fracture générationnelle grandissante apparaissait, qui séparait une jeunesse avide de résultats concrets et immédiats et une catégorie de Noirs plus âgée, plus masculine et plus installée qui profitait pour partie du système électoral pour accéder à des postes de responsabilité. Ce phénomène, particulièrement notable dans les villes qui avaient vu la part de la population africaine-américaine

augmenter, à l'instar de New York, Los Angeles, Chicago ou Detroit, fit émerger une classe d'hommes politiques noirs incarnant le triomphe de la respectabilité, de l'intégration et de l'ascension sociale. Au sein du Congrès américain, des Assemblées de leurs États, des conseils municipaux, des Bureaux de l'éducation, des Bureaux de la santé publique et autres agences gouvernementales, ces notables défendaient les intérêts de la communauté africaine-américaine de leur circonscription. Mais ces élus, qui comptaient parmi les bénéficiaires des rares succès du combat pour la liberté résidentielle, s'éloignaient d'autant des préoccupations quotidiennes des habitants noirs des ghettos. De plus, leur succès individuel les poussait à mettre l'accent sur la tradition de l'*uplift* et à sous-estimer les obstacles structurels – en particulier les déficiences du système éducatif – à l'inclusion sociale des Noirs des quartiers pauvres.

San Francisco, Birmingham, même combat

D'une façon générale, en 1963, les résultats obtenus par les mouvements noirs, au Nord comme au Sud, en matière de logement, d'emploi, d'éducation ou de relations avec la police, étaient bien maigres. Certes quelques villes du Sud, comme Nashville (Tennessee), Savannah (Georgie) ou Montgomery (Alabama), avaient fini par accepter la déségrégation de leurs lieux publics et les *Freedom Riders* avaient obtenu au péril de leurs vies la déségrégation effective des transports inter-États, mais dans beaucoup d'autres villes la situation s'enlisait. Après quelques concessions modiques, les relations raciales restaient globalement inchangées. De plus, les comtés ruraux du Mississippi et de Georgie semblaient désespérément englués dans l'ordre ségrégationniste. Le mouvement, dans ces États et le reste du Sud, avait bénéficié du soutien des Églises noires mais les pasteurs engagés se trouvaient surtout dans les villes. Dans les campagnes, ces Églises craignaient les repréailles. Ainsi à Greenwood (Mississippi), comme dans la majeure partie du delta du Mississippi, le mouvement se développa sans le soutien des autorités religieuses. Six mois après l'arrivée des bénévoles du SNCC et du CORE à Greenwood pour leur campagne d'inscription des Noirs sur les listes électorales, seules deux églises leur étaient ouvertes⁷⁹. Ces militants devaient donc surtout compter sur la bonne volonté des habitants pour trouver des lieux de réunion (en plus de la nourriture et de l'hébergement) et ne pouvaient

bénéficier des capacités organisationnelles des Églises rurales. Un constat similaire s'imposait dans le Nord. Les lois de non-discrimination dans l'emploi et la rhétorique libérale de l'administration Kennedy étaient prometteuses. Mais, dans les faits, peu de choses avaient changé en dépit des activités des Noirs des grandes villes pour améliorer les conditions de vie dans les ghettos et obtenir une vraie égalité de traitement.

Surtout, au Nord comme au Sud, la police était de plus en plus perçue comme le rempart d'un ordre établi raciste. Elle prenait ouvertement la défense des ségrégationnistes dans le Sud et n'hésitait pas à harceler les jeunes Noirs des ghettos du Nord. L'importance de la question des brutalités policières contribuait à renforcer les liens entre les militants de l'ensemble du pays. La distance physique pouvait être considérable entre des endroits comme Detroit et Greenwood mais des liens forts existaient entre les régions du fait des itinéraires de migration, des liens de parenté, de l'histoire et la culture communes et des sentiments d'identification mutuelle. « Il n'existe pas de distance morale entre les conditions de vie à San Francisco et les conditions de vie à Birmingham », déclara le romancier activiste James Baldwin au printemps 1963, résumant le sentiment général⁸⁰.

La frontière géographique entre Nord et Sud était en outre parfois floue, comme dans le cas des États limitrophes, mais surtout, malgré la protection théorique des lois de leur État, l'expérience vécue des habitants du Nord possédait bon nombre de points communs avec celle du Sud. L'intérêt suscité dans l'ensemble de la population noire par le mouvement organisé en 1962-1963 autour de la figure de Gloria Richardson à Cambridge (Maryland) témoigne de cette communauté d'intérêts et de la colère des plus jeunes devant la lenteur des changements.

Gloria Richardson, « générale des droits civiques »

Cambridge (Maryland) était une petite ville industrielle de la baie de la Chesapeake, siège du comté de Dorchester, qui se distinguait par l'attachement de son élite politique et économique à un système discriminatoire de relations raciales. En 1960, un tiers de ses habitants étaient africains-américains. Certes, ceux-ci avaient toujours bénéficié du droit de vote depuis la fin de la Reconstruction, mais leur pouvoir politique se limitait à l'élection d'un unique élu, isolé au sein du

conseil municipal. De même, la ville avait bien adopté un plan de déségrégation après *Brown* mais, au début des années 1960, les écoles publiques restaient ségréguées et les écoles noires recevaient un financement deux fois inférieur à celui des autres. Uniquement chargés de patrouiller dans les quartiers noirs, les trois policiers municipaux africains américains n'avaient pas le droit d'arrêter de Blancs. Seuls cinq restaurants sur les dix-huit que comptait la ville acceptaient des Noirs et les lieux de divertissement pratiquaient une ségrégation stricte. L'hôpital local refusait les patients noirs, contraints de faire deux heures de voiture (plus encore en autocar) pour se rendre à l'hôpital de Johns Hopkins University à Baltimore dont une aile des bâtiments leur était réservée⁸¹.

Depuis la fermeture en 1962 de l'entreprise agroalimentaire principal employeur de la ville, le taux de chômage des Noirs dépassait les 29 % (contre 7 % pour les Blancs). Fin 1961, les efforts des *Freedom Riders* pour déségréguer les lieux publics le long des autoroutes reliant Washington au Nord avaient largement porté leurs fruits. Mais lorsqu'en janvier 1962 des militants du SNCC, pour moitié des lycéens de la ville et pour moitié des étudiants noirs de Morgan State College et Maryland State College et blancs de Johns Hopkins University, organisèrent des marches de protestation pour déségréguer les lieux publics de Cambridge, ils furent arrêtés. En réaction, la population noire locale forma le Cambridge Non-violent Action Committee (CNAC) pour soutenir et coordonner le mouvement⁸². Au cours des mois qui suivirent, les actions de protestation s'amplifièrent, attirant un nombre croissant de jeunes, lycéens et étudiants. Refusant la moindre concession, les autorités municipales chargèrent la police de réprimer sauvagement la contestation. Entrée dans le mouvement par l'intermédiaire de sa fille qui participait aux manifestations, Gloria Richardson, quarante ans, issue de la classe moyenne et diplômée de Howard University, fut alors nommée à la tête du CNAC. Elle devint le visage et la voix du mouvement de Cambridge⁸³.

Sous sa direction, le CNAC, officiellement affilié au SNCC, ne se contenta pas de lutter pour la déségrégation des lieux publics, telles la piscine ou la patinoire. Soucieux de défendre les intérêts économiques des membres les plus pauvres de la communauté noire, le CNAC inclut dans son comité directeur un ouvrier et une bénéficiaire de l'aide sociale, au grand dam de l'élite noire locale, habituée à être aux commandes et attachée à une approche gradualiste et légaliste. Pour

la majorité des habitants noirs de Cambridge, le problème principal était l'emploi, suivi de près par les questions de logement. La liberté d'accès aux lieux publics venait loin derrière dans la liste des préoccupations. Les revendications du CNAC incluaient donc une véritable déségrégation scolaire, l'égalité de traitement en matière d'emploi, des logements de meilleure qualité et la déségrégation des lieux de divertissement. Chaque action de protestation provoqua une réaction brutale d'une foule de Blancs de la ville, assortie de l'arrestation des militants de l'égalité raciale. Comme dans le reste du Sud, ni l'âge ni le sexe ne constituaient une protection : Dinez White, quinze ans, fut arrêtée avec un de ses camarades pour « troubles à l'ordre public » : ils avaient prié sur un trottoir du centre-ville pour la fin de la ségrégation... Mineurs, les deux jeunes furent condamnés à une « incarcération indéfinie » sans possibilité de libération sous caution et risquaient de croupir derrière les barreaux jusqu'à leurs vingt et un ans.

Leur incarcération provoqua la colère de la communauté noire. Alors que les attaques des Blancs s'intensifiaient, un nombre croissant de Noirs renoncèrent à la non-violence⁸⁴. Le 13 juin 1963, 500 manifestants noirs descendirent dans les rues pour réclamer encore et toujours l'égalité, mais, cette fois, une bonne proportion d'entre eux portaient des armes. Gloria Richardson, parlant au nom du CNAC, refusa de s'opposer au droit à l'autodéfense⁸⁵. La nuit suivante, plusieurs magasins détenus par des Blancs furent incendiés et des coups de feu échangés. Refusant l'appel des autorités à un moratoire d'un an sur les protestations pour apaiser les tensions, le CNAC poursuivit les manifestations. Face à la montée de la violence, le gouverneur appela la Garde nationale⁸⁶. Celle-ci resta stationnée à Cambridge pendant presque un an. Aucune issue n'étant en vue, Robert Kennedy se résolut à intervenir : il organisa à Washington une réunion entre Gloria Richardson, John Lewis du SNCC et les autorités de Cambridge et du Maryland, qui aboutit à la signature, en juillet 1963, du « Traité de Cambridge » par lequel les autorités locales cédaient aux demandes originelles du CNAC. Des tractations secrètes permirent parallèlement la libération de Dinez White et de son camarade au bout de trois mois d'incarcération⁸⁷.

Les choses auraient dû en rester là si les Blancs ségrégationnistes de la ville n'avaient pas organisé une riposte contre l'intervention décisive du gouvernement fédéral. Ulcérés par le traité, ils se

regroupèrent dans la Dorchester Business & Citizens Association (DBCA) pour organiser la résistance. Le groupe devint une sorte de White Citizens' Council local, mêlant intimidations, rétorsions et représailles économiques. L'ensemble de la population blanche ne soutenait pas ses agissements : une large proportion de modérés, souvent de la classe moyenne, souhaitaient avant tout le retour au calme et étaient prêts à accepter la déségrégation. Mais, face à eux, la DBCA, attirant surtout des Blancs de la classe ouvrière, lança un projet de référendum pour annuler l'accord sur la déségrégation. Usant d'une rhétorique qui se diffusa dans la classe ouvrière blanche les années suivantes, la DBCA se présentait comme une organisation défendant la « liberté » – des employeurs à embaucher qui bon leur semblait, des commerçants à servir qui ils voulaient et des propriétaires de logement à refuser de vendre ou de louer à des Noirs selon le principe de la « libre association ».

Le total des Africains-Américains et des Blancs modérés dépassait le nombre des tenants de la ségrégation, mais le CNAC s'opposa par principe au référendum. Arguant du fait que participer à un tel vote revenait à mettre les droits humains à la merci du vote de la majorité, Gloria Richardson, le CNAC, le SNCC et le CORE appelèrent au boycott. Leur position suscita la réprobation des Noirs modérés de la ville et créa des divisions au sein de la presse, des organisations et des militants noirs dans tout le pays. La NAACP, la SCLC et de nombreux journaux noirs modérés décrièrent ce qu'ils considéraient comme un radicalisme excessif et contre-productif. Pour ces modérés, parmi lesquels la plupart des pasteurs noirs de Cambridge, le bulletin de vote était le mode d'expression par excellence de la démocratie américaine. Ils incitèrent donc les Noirs de la ville à se rendre aux urnes⁸⁸. Le 1^{er} octobre, les résultats tombèrent : 53 % en faveur du maintien de la ségrégation. La participation avait été très forte dans les quartiers blancs et modeste dans les quartiers noirs. La ségrégation continua donc à Cambridge jusqu'à ce que l'adoption de la grande loi sur les droits civiques de 1964 y mette définitivement fin neuf mois plus tard.

Les événements de Cambridge étaient riches d'enseignements. Illustrations de la radicalisation du mouvement noir dans le Sud, les protestations de 1962 et 1963 attestaient la popularité croissante de l'autodéfense comme moyen efficace et nécessaire du combat pour l'égalité, suscitant l'intérêt de nombreux Africains-Américains du Nord. En hommage à son action, le magazine *Ebony* publia en

couverture une photographie de Gloria Richardson, assortie du titre : « La générale des droits civiques »⁸⁹. La figure de cette militante, entrée dans le mouvement sous l'influence de sa fille, rappelle aussi qu'alors que les médias se concentraient surtout sur les actions de jeunes militants du SNCC et du CORE, d'autres Noirs, plus âgés, non seulement participaient aux actions mais souvent les organisaient. Le mouvement restait fondamentalement transgénérationnel, rassemblant autour des objectifs de liberté et d'égalité la population africaine-américaine au-delà de ses divisions de classe et d'âge. Plus encore, son exemple rappelle le rôle essentiel des femmes dans le mouvement du début des années 1960, en particulier pour les revendications sociales et économiques.

Les femmes noires, petites mains du mouvement

Pendant les années 1950, les grandes organisations du mouvement avaient été dominées par les hommes, aussi bien à la base qu'à leur tête. La décennie suivante vit l'arrivée d'un nombre considérable de militantes, bousculant le ratio hommes-femmes au sein du mouvement. La présence de nombreuses femmes était particulièrement visible au sein du SNCC qui fit de cette mixité l'une de ses marques pendant la majeure partie des années 1960. À chaque action du SNCC on retrouvait ainsi de nombreuses jeunes femmes, souvent des étudiantes ayant choisi d'interrompre leurs études pour se consacrer au mouvement pendant une ou plusieurs années. D'autres choisissaient simplement de profiter de l'été pour participer aux actions du mouvement noir. Organisation interracial pendant toute la première moitié de la décennie, le SNCC regroupait de nombreux jeunes Noirs et Blancs qui travaillaient, vivaient, manifestaient, militaient, chantaient, avaient peur et étaient arrêtés ensemble – avant d'être séparés dans les prisons ségrégationnistes du Sud. L'expérience de ce militantisme radical mixte sur les plans sexuel et racial marqua tous les participants mais elle fut particulièrement saisissante pour les femmes qui découvrirent, au sein du SNCC, leur capacité à agir politiquement. Malgré les revers essuyés dans la lutte pour l'égalité, elles en tirèrent un sentiment de puissance inédit⁹⁰.

Pour ces jeunes femmes qui rejoignirent les rangs du SNCC, ce sentiment compensait le rôle subalterne auquel elles étaient cantonnées la majeure partie du temps dans le mouvement. De fait,

malgré leur présence numérique massive et le rôle indispensable qu'elles jouaient dans les actions, les femmes noires membres du SNCC n'occupaient que très rarement des positions de pouvoir⁹¹. Petites mains du mouvement, c'étaient elles qui se retrouvaient chargées des tâches nécessaires mais peu gratifiantes telles que la préparation des repas, le nettoyage des locaux, la rédaction des courriers et des lettres d'information (toujours signées par des hommes) ou le collage de timbres. Présentes à toutes les réunions, c'étaient encore elles qui faisaient du porte-à-porte pour convaincre les gens de participer aux actions ou d'apporter une aide logistique, aussi bien lors des boycotts que des *sit-ins* étudiants ou des campagnes d'inscription sur les listes électorales⁹². Lancées par les dirigeants hommes de la SCLC, de la NAACP et surtout du SNCC, les initiatives locales d'inscription électorale reposaient très largement sur le militantisme des femmes : rien de tel en effet pour parler à une femme noire d'un comté rural du Mississippi qu'une autre femme, habitant de préférence à proximité. Les militantes africaines-américaines jouaient ainsi un rôle de relais avec la population locale, essentiel pour le développement de petits foyers d'activisme dans l'ensemble du Sud.

Les femmes noires rappelaient par leur présence aux offices religieux et dans les différentes actions que la lutte menée ne concernait pas uniquement les droits civiques mais aussi (et, selon elles, surtout) les droits économiques et sociaux des Noirs les plus défavorisés. Jouant historiquement un rôle central dans la structure économique de la famille noire – parce qu'elles occupaient des emplois plus stables, quoique moins bien payés, que les hommes –, les femmes africaines-américaines étaient, depuis les premiers boycotts de consommateurs, à l'avant-garde de la lutte contre la pauvreté dans les quartiers noirs.

L'invisibilité des militantes noires, à de très rares exceptions comme Ella Baker ou Gloria Richardson, n'était pas l'apanage du Sud. Alors que les luttes dans les centres urbains du Nord et de l'Ouest se concentraient sur les questions essentielles du logement, de la santé et de l'éducation qui étaient au cœur de l'activisme féminin noir depuis la fin du XIX^e siècle, la couverture médiatique des actions de protestation continuait comme au Sud de mettre l'accent sur les faits et gestes et les déclarations des dirigeants hommes. Ce dédain caractérisait aussi les organisations blanches de la Nouvelle Gauche et, plus largement, l'ensemble de la société. L'exemple de la Commission

présidentielle sur le statut des femmes (Presidential Commission on the Status of Women) créée par Kennedy en décembre 1961 est révélateur⁹³. Reconnaisant l'existence d'une « question féminine » et de discriminations spécifiques, la commission restait dominée par une vision traditionnelle de la femme américaine, très inspirée du statut de la femme blanche de la classe moyenne. Malgré la présence dans la commission de Dorothy Height, directrice du National Council of Negro Women (NCNW), la coalition de représentantes de femmes noires créée en 1935 par Mary McLeod Bethune pour défendre leurs intérêts, les problèmes spécifiques des femmes africaines-américaines peinaient à y être reconnus.

Ce n'était pas nouveau. Avec le féminisme dit « de la première vague », centré sur la conquête de l'égalité des droits au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, les femmes noires américaines avaient déjà fait les frais de leur participation à une double lutte : celle des femmes pour l'obtention du droit de vote et celle des Noirs pour l'égalité. Prises entre ces deux fronts, les Africaines-Américaines n'avaient pas réussi à défendre leur place dans ces deux mouvements au sein desquels elles avaient finalement été largement marginalisées. Alors qu'en ce tout début des années 1960 les graines du féminisme dit « de la deuxième vague », centré sur la « libération » des femmes, commençaient lentement à germer, les femmes noires durent lutter pour que leurs problèmes ne tombent pas encore une fois dans l'entre-deux de la « question féminine » (conçue comme représentant les problèmes des femmes blanches) et de la « question noire »⁹⁴. Illustration de cette difficulté, lorsque la commission consacra enfin une séance aux problèmes spécifiques des femmes africaines-américaines, Dorothy Height elle-même déclara : « Si la femme noire a une préoccupation profonde essentielle, c'est le statut de l'homme noir et sa position dans la communauté, ainsi que son besoin de se sentir important, libre et capable d'apporter sa contribution à la société tout entière de manière à pouvoir renforcer son propre foyer⁹⁵. » On était encore loin d'une mobilisation des femmes par elles-mêmes et pour elles-mêmes.

Mais l'invisibilité des militantes noires dans le Nord était aggravée par l'invisibilité plus générale de l'ensemble de la lutte des Noirs en dehors du Sud⁹⁶. Reprenant l'attitude dominante dans la population blanche libérale du Nord, les médias considéraient fondamentalement que le « problème noir » était un problème spécifique au Sud et que

les lois sur l'égalité des chances dans l'emploi avaient globalement permis d'enrayer le racisme dans le Nord. Pour les autorités fédérales comme pour la population des États du Nord, la discrimination et le racisme qui existaient dans le Sud dotaient cette région d'un statut exceptionnel dans la nation et ne pouvaient en aucun cas être comparés à la situation des Africains-Américains à New York, Chicago ou Los Angeles⁹⁷. Se focalisant sur le racisme dans le Sud, et restreignant par conséquent la « question noire » aux seuls droits civiques, les médias laissaient dans l'ombre les discriminations socio-économiques subies par les Noirs du Nord. La frustration des militants de cette région était d'autant plus grande que l'évolution des mentalités depuis la Seconde Guerre mondiale bénéficiait aux actions du mouvement dans le Sud, pas dans leurs villes et leurs quartiers. Les événements de Birmingham (Alabama) confirmèrent une fois de plus cet état de fait.

La campagne de Birmingham

En avril 1963, King et la SCLC décidèrent de se joindre à l'Alabama Christian Movement for Human Rights (ACMHR) du révérend Fred Shuttlesworth pour lancer une vaste campagne de déségrégation à Birmingham (Alabama). Le choix de cette ville ne devait rien au hasard. L'élection de George Wallace au poste de gouverneur de l'Alabama fin 1962 avait montré à quel point la population de cet État du Sud profond était en proie à de forts sentiments racistes. Wallace devint le héros de la cause ségrégationniste lorsqu'il proclama dans son discours d'investiture en janvier 1963 : « La ségrégation aujourd'hui, la ségrégation demain, la ségrégation pour toujours ! » Une confrontation dans cet État était donc hautement symbolique pour les militants noirs. Mais elle correspondait aussi à un choix stratégique : se souvenant de l'échec de la campagne d'Albany (Georgie) face à la non-violence affichée par le chef de la police locale Pritchett, King avait choisi de s'attaquer à Jim Crow dans la ville où le maintien de l'ordre était assuré par Eugene « Bull » Connor, ségrégationniste notoire et commissaire à la Sûreté publique depuis vingt-trois ans. Dans cette ville minière en déclin, où 70 % des mineurs noirs avaient perdu leur emploi depuis les années 1950, la colère grondait dans la population africaine-américaine. L'échéance proche d'une élection municipale permettant d'envisager un

changement de régime politique dans la ville fournit l'espoir nécessaire à la mobilisation collective⁹⁸.

Le 3 avril, King et Shuttlesworth lancèrent la campagne en publiant un manifeste revendiquant le droit des Noirs à participer au « rêve américain de démocratie »⁹⁹. Les *sit-ins*, grands rassemblements et réunions publiques de la communauté noire, défilés de protestation jusqu'à la mairie de la ville et boycotts des commerçants du centre-ville se succédèrent. À chaque réunion, King prêchait sa philosophie non violente, recrutant un nombre croissant de volontaires pour les actions directes qui, très vite, inclurent aussi l'inscription sur les listes électorales et se soldèrent par des arrestations. Arrêté lui-même le 12 avril et mis à l'isolement, King en profita pour rédiger une tribune, « Lettre écrite depuis la prison de Birmingham », témoignant à la fois de son impuissance et de sa colère : le principal obstacle au mouvement n'était pas, expliquait-il, la violence du Klan mais les modérés blancs et noirs qui préféraient le calme à la justice. Même pour quelqu'un d'aussi pragmatique que King, l'heure du gradualisme était passée. Libéré le 20 avril après versement de la caution nécessaire, le dirigeant de la SCLC déclara aussitôt que la guerre contre la ségrégation et pour l'égalité des chances dans l'emploi continuait¹⁰⁰.

En effet, la campagne de Birmingham était sur le point de s'enliser, comme l'avait fait celle d'Albany, sous l'effet combiné de l'intransigeance des autorités municipales et du manque de soutien des modérés soucieux de ne pas nuire à la réputation de Birmingham sur le plan économique. James Bevel de la SCLC eut alors l'idée de mobiliser les enfants noirs de la ville (pour compenser le manque d'adultes volontaires) pour une grande marche. Le 2 mai, sa « Croisade des enfants » réunit des milliers d'enfants qui pénétrèrent dans un parc réservé aux Blancs et se firent arrêter. Le lendemain, confronté à une seconde « Croisade des enfants » et ne disposant plus de places dans sa prison, « Bull » Connor fit ce que les organisateurs de la campagne de Birmingham espéraient qu'il fit : il commit l'irréparable en demandant à ses forces de police de faire usage de leurs lances à incendie contre les enfants¹⁰¹.

Les images de ces garçons et filles noirs projetés en l'air par la violence des jets d'eau n'échappèrent pas aux caméras de télévision. Des centaines d'Africains-Américains, pour la majorité de la classe ouvrière et souvent chômeurs, se jetèrent dans la mêlée pour protéger

les enfants. Des coups tombèrent et Connor ordonna alors à ses troupes de matraquer à tour de bras et d'utiliser des chiens contre les manifestants. L'image d'un chien de la police en train de bondir sur un adolescent noir fit le tour du monde. Le rapport de forces s'inversa alors que le déferlement de violence continuait. La brutalité des attaques contre les militants pacifiques, le recours aux chiens et l'opposition entre la dignité des manifestants et la violence brute des forces de police firent le jeu des organisations noires. Pour maintenir la pression sur l'administration fédérale, un projet de pétition qui serait signée par un million de personnes exigeant l'intervention du gouvernement pour faire respecter les droits civiques des Noirs dans le Sud vit le jour. Parallèlement, King dénonçait dans la presse la timidité de Kennedy¹⁰². Le président n'eut d'autre choix que d'agir : du monde entier affluaient les déclarations d'indignation contre les violences de Birmingham. La crédibilité de la politique étrangère de l'administration Kennedy était en jeu¹⁰³.

L'*Attorney General* adjoint, Nicholas Katzenbach, fut dépêché sur place pour négocier une sortie de crise avec les autorités locales. Dans le même temps, sur le terrain, les dirigeants noirs modérés se rallièrent au mouvement¹⁰⁴. L'accord négocié prévoyait l'intégration raciale des lieux publics et l'attribution d'emplois aux contribuables africains-américains, ce qui fit enrager les ségrégationnistes. Le Ku Klux Klan rassembla 2 000 de ses partisans à l'extérieur de Birmingham, prêts à donner l'assaut contre les Africains-Américains. Dans la nuit du 11 au 12 mai, deux bombes explosèrent, dont une au motel où séjournait King (qui s'en sortit indemne). Le lendemain, des milliers de Noirs en colère affrontèrent les forces de l'ordre et certains attaquèrent des passants blancs¹⁰⁵.

Le président passa alors à l'action. Décrétant qu'il n'allait pas laisser « quelques extrémistes des deux côtés » saboter l'accord, il ordonna le déploiement sur place de 3 000 soldats fédéraux. Surtout, il décida d'user de son pouvoir exécutif pour promouvoir l'égalité. Début juin, il annonça l'interdiction de toute discrimination raciale dans l'ensemble du secteur du bâtiment, qui restait un bastion de l'exclusion des Noirs¹⁰⁶. Le 11 juin, une confrontation à l'Université d'Alabama à Tuscaloosa détourna un temps les regards de Birmingham. Alors que le gouverneur de l'État, George Wallace, entendait empêcher, « en se tenant dans l'encadrement de la porte » de l'université, l'inscription de deux étudiants noirs, Kennedy envoya sur place Nicholas Katzenbach

pour intimer à Wallace l'ordre de se plier à la loi. Ce dernier eut juste le temps de se lancer dans une tirade sur la suprématie blanche et le droit des États fédérés contre le gouvernement central, avant de céder, sous la menace de la Garde nationale de l'Alabama que Kennedy venait de faire passer sous autorité fédérale¹⁰⁷.

« Cent ans d'attente »

S'adressant le soir même à la nation au cours d'une intervention télévisée enregistrée à la Maison-Blanche, le président confirma sa détermination. Rappelant que les États-Unis avaient été fondés sur le principe selon lequel « tous les hommes ont été créés égaux », il en appela au sens moral de chacun : « Cent ans d'attente se sont écoulés depuis que le président Lincoln a libéré les esclaves ; pourtant, leurs descendants, leurs petits-fils ne sont toujours pas entièrement libres [...]. Ils ne sont pas encore libérés de l'oppression sociale et économique [...]. Le moment est venu pour cette nation de tenir sa promesse. » Pour les Africains-Américains de tout le pays, la déclaration était historique. Le *Chicago Defender* acclama un discours qui marquait un tournant dans l'histoire des relations raciales du pays. Martin Luther King écrivit à Kennedy que son discours avait été l'un des plus éloquents plaidoyers jamais prononcés par un président en faveur de l'égalité. Même la star de base-ball Jackie Robinson, jusqu'alors fervent partisan du Parti républicain, ne tarit pas d'éloges¹⁰⁸. Néanmoins, dès le lendemain, alors que les affrontements entre police et manifestants noirs se poursuivaient à Cambridge, la violence raciste frappa de nouveau, cette fois à Jackson (Mississippi), où les militants africains-américains tentaient depuis 1962, par un boycott des commerces blancs et des *sit-ins*, de renverser l'ordre ségrégationniste en place. Medgar Evers, dirigeant le plus connu de la NAACP dans la ville, fut tué par balles devant son domicile.

Conscient de la nécessité de l'action législative, Kennedy proposa au Congrès, huit jours après son allocution télévisée, le plus ambitieux projet de loi sur les droits civiques jamais présenté. Ce projet appelait à la déségrégation de toutes les écoles publiques et autorisait l'*Attorney General* à entamer des poursuites judiciaires contre les établissements récalcitrants. Dans son message spécial au Congrès, le 19 juin 1963, il demandait de faire respecter le droit de vote aux élections fédérales et le droit de tous les citoyens à être servis dans les lieux publics. Le président défendit également l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle des Africains-Américains. « Il n'y a que peu d'intérêt pour les Noirs d'obtenir le droit d'être admis dans des hôtels

et des restaurants s'ils n'ont pas d'argent en poche et pas d'emploi », déclara-t-il. Développant l'idée d'une nécessaire *affirmative action* pour surmonter les réticences à l'égalité réelle de tous les citoyens américains, Kennedy demanda aussi à ce qu'en aucune manière la dépense de fonds publics n'encourage, n'entretienne, ne finance ou ne produise la discrimination raciale¹⁰⁹.

Joignant le geste à la parole, Kennedy publia le 22 juin 1963 le décret présidentiel 11114 élargissant les pouvoirs de la Commission présidentielle sur l'égalité d'accès à l'emploi. La politique des États-Unis était désormais d'« encourager, par des “actions affirmatives”, l'élimination de la discrimination » dans le domaine de l'emploi. Étaient concernés non plus seulement les emplois créés par des contrats fédéraux mais ceux créés par tous les fonds fédéraux, y compris les subventions, prêts et autres formes d'aides financières versés aux États et aux municipalités. En outre, les syndicats et les employeurs qui acceptaient des fonds publics devaient désormais préciser dans leurs offres d'emploi que « tous les candidats qualifiés seront pris en considération sans tenir compte de leur race, couleur ou origine nationale » et se soumettre le cas échéant à un contrôle de leurs dossiers.

Pendant ce temps, à Birmingham, les violences se poursuivirent tout l'été. Pour tenter d'y mettre fin, début août, le conseil municipal vota la suppression de toutes les ordonnances imposant la ségrégation des lieux publics de la ville¹¹⁰. Mais cette décision ne satisfait aucune des parties : les ségrégationnistes y virent une trahison pendant que les Noirs critiquaient le caractère trop limité d'un geste qui ne répondait pas à leurs revendications économiques et sociales. De plus, loin de garantir l'égalité de traitement dans les lieux publics, les élus rappelaient la « liberté d'association » des propriétaires de commerce, autrement dit leur droit fondamental à choisir leur clientèle.

Ces longs mois de violences à Birmingham, la détermination de la population noire et les prises de position du président Kennedy contribuèrent à sensibiliser l'opinion publique américaine à la question de l'injustice raciale et de la discrimination. Pour ne pas perdre l'élan et continuer de faire pression sur les autorités fédérales alors que le Congrès examinait le projet de loi de Kennedy sur les droits civiques, les dirigeants des organisations noires décidèrent d'appeler à une grande marche à Washington.

La marche sur Washington, du « rêve » de King au « cirque » de Malcolm X

Cette idée trotta, depuis la fin de l'année 1962, dans la tête de A. Philip Randolph, le dirigeant du syndicat Brotherhood of Sleeping Car Porters, leader du Mouvement pour la marche sur Washington pendant la Seconde Guerre mondiale, qui avait fondé en 1960, avec d'autres syndicalistes noirs, le Negro American Labor Council (NALC) afin de forcer la centrale AFL-CIO à sanctionner les syndicats continuant leurs pratiques discriminatoires. Mais Randolph s'était heurté au refus de Roy Wilkins de la NAACP et de Whitney Young de la NUL de participer à une grande manifestation risquant de les compromettre auprès des autorités fédérales. Même King n'avait initialement pas manifesté d'intérêt particulier pour le projet. Les événements de Birmingham changèrent la donne.

Birmingham devint en effet, pour la génération arrivée à l'âge adulte au début des années 1960, ce que l'assassinat d'Emmett Till avait été pour la génération de jeunes adultes noirs en 1955 : l'acharnement des ségrégationnistes et l'attaque d'enfants par des chiens provoquèrent un électrochoc à l'origine d'un vaste mouvement de colère dans la communauté africaine-américaine. En l'espace de quelques semaines, des centaines d'actions de protestation virent le jour, traduisant une radicalisation croissante et l'enterrement de la stratégie gradualiste. L'heure de la conquête de la liberté et de l'égalité réelle avait sonné. Malgré des tensions et des rivalités, les dirigeants des six grandes organisations de défense des droits des Africains-Américains – NALC, NUL, NAACP, SCLC, SNCC et CORE – finirent par convenir d'un grand rassemblement à Washington pour le 28 août 1963.

L'histoire a retenu de cette marche, qui réunit 250 000 personnes, son caractère interracial et le discours de Martin Luther King, « Je fais un rêve ». Grâce à une couverture médiatique considérable, les Américains de tout le pays, de même que la population mondiale, purent voir à quoi ressemblerait l'Amérique *colorblind*, une Amérique qui traiterait enfin ses citoyens sans considération pour leur couleur de peau, revendiquée depuis les premières manifestations du combat des Noirs pour l'intégration raciale au XIX^e siècle. Au cours de cette journée de communion historique, la foule, composée à 75 % d'Africains-Américains, put écouter les discours des dirigeants de la

communauté noire et des chansons du mouvement entonnées par des célébrités musicales africaines-américaines, comme Mahalia Jackson ou Odetta, et par les stars de la chanson contestataire folk Bob Dylan, Joan Baez et le groupe Peter, Paul and Mary. Après un accueil au son de l'hymne national entonné par Marian Anderson, les orateurs se succédèrent à la tribune.

Bénéficiant de son statut de doyen des dirigeants noirs et de président du Mouvement pour la marche sur Washington, A. Philip Randolph s'exprima en premier, qualifiant la foule présente de « garde avancée d'une révolution morale massive pour l'emploi et la liberté ». Son intervention soulignait l'importance de la question de l'accès à l'emploi pour la population africaine-américaine, un message repris par Walter Reuther, président de l'United Auto Workers et de la division regroupant les syndicats industriels au sein de la centrale syndicale American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO). Après Randolph, John Lewis, le benjamin du groupe, qui avait été contraint à la dernière minute de modérer son discours à l'origine très critique de l'administration Kennedy, prononça les mots les plus radicaux de la journée. Il expliqua que les Noirs ne voulaient pas être libres graduellement ; ils voulaient leur liberté et la voulaient maintenant. James Farmer du CORE abonda dans le même sens, témoignant du radicalisme croissant des militants les plus jeunes.

Le rassemblement se voulait non seulement unitaire et interracial mais aussi œcuménique, d'où la présence de l'archevêque de Washington, de deux rabbins, d'un représentant de l'Église presbytérienne et de nombreux pasteurs parmi lesquels Martin Luther King, promu héros du jour par l'éloquence de son discours et la grandeur de sa vision. Cinq cents caméras filmèrent l'événement et le « rêve » de King devint, aux yeux de la nation et du monde entier, la preuve que l'Amérique semblait enfin sur le point de se réconcilier avec elle-même, cent ans après la Proclamation d'émancipation de Lincoln, sous le regard bienveillant de l'administration Kennedy¹¹¹.

Cette dernière, qui avait suivi de très près les discussions et les préparatifs de la marche sur Washington (notamment *via* la surveillance clandestine par le FBI des conversations de King), s'était empressée de tendre la main aux organisateurs, les assurant de son soutien. Lorsque Kennedy invita les dirigeants noirs à la Maison-Blanche le jour de la marche, il parut au plus grand nombre qu'une

nouvelle ère s'ouvrirait. Mais le consensus apparent n'avait pas fait disparaître les dissensions qui existaient au sein du mouvement noir. Au contraire, la manière dont la marche fut organisée les raviva.

Au premier rang des mécontents figuraient des mécontentes : Anna Arnold Hedgeman, membre de la commission sur les questions de religion et de race au sein du Conseil national des Églises, instance œcuménique regroupant différentes Églises chrétiennes, avait été la seule femme invitée à faire partie du comité organisateur de la marche. Mais, malgré ses efforts, elle ne parvint pas à imposer sur scène une présence féminine digne de l'importance des femmes noires dans la lutte pour l'égalité. À la dernière minute, pour faire taire ses protestations, il fut décidé qu'un « hommage aux femmes du mouvement » serait prononcé par A. Philip Randolph pour honorer l'action de Daisy Bates, Diane Nash Bevel, Rosa Parks et Gloria Richardson. Une fois de plus, les femmes étaient réduites au silence. Elles durent se contenter de défiler aux côtés des veuves de Medgar Evers et Herbert Lee. Les deux seules femmes noires à s'exprimer ce jour-là furent Josephine Baker et Daisy Bates. Mais Baker, émigrée en France depuis de longues années, n'était pas représentative des innombrables femmes impliquées dans le mouvement noir. Quant à Bates, elle n'eut le droit à la parole que pour remplacer au pied levé Myrlie Evers (coincée dans les embouteillages...), et ne prononça en tout et pour tout que 142 mots.

Les militantes africaines-américaines en tirèrent une leçon : Dorothy Height du NCNW prit l'initiative de réunir un groupe interracial de militantes des droits civiques et de représentantes du Conseil national des femmes catholiques et du Conseil national des femmes juives pour discuter des possibilités d'un activisme féminin plus militant. Elles évoquèrent les mots de Bates prononcés la veille : « Nous prierons en protestation ; nous ferons des *sit-ins* jusqu'à ce que nous puissions manger partout dans le pays ; nous marcherons jusqu'à ce que nous soyons libres, jusqu'à ce que nous puissions nous rendre dans toutes les écoles et emmener nos enfants dans n'importe quelle école des États-Unis ; et nous ferons des *sit-ins*, des prières et même nous allongerons sur la route si nécessaire jusqu'à ce que chaque Noir puisse voter. C'est la promesse que nous faisons aux femmes d'Amérique¹¹². » Par sa brève allocution, Bates, s'adressant aux femmes au nom des femmes, ne déclarait rien d'autre que la détermination des Africaines-Américaines à continuer de mener le

combat. Pour ces femmes, à ce moment de la lutte, nul besoin d'avoir la parole ; leurs actes parlaient pour elles.

Néanmoins, lors de cette réunion interracial, fut posée l'une des premières bases du féminisme de la deuxième vague, qui jaillit sur le devant de la scène politique dans la seconde moitié des années 1960. Loin d'être à la traîne des militantes blanches dans ce processus, les femmes noires américaines s'y trouvaient au contraire à l'avant-garde. Si l'organisation sexiste de la marche sur Washington avait indéniablement contribué à exaspérer de nombreuses militantes noires, celles-ci concevaient leur mobilisation non pas comme une réaction contre les dirigeants hommes du mouvement mais comme la suite logique de leur mobilisation antérieure pour l'égalité économique, sociale et politique. Pour l'heure, le combat pour l'égalité raciale l'emportait sur toute autre considération.

Les femmes africaines-américaines n'étaient pas seules à critiquer la marche sur Washington. Pour un grand nombre de jeunes Noirs, l'événement ne reflétait pas le radicalisme qui se manifestait partout dans le pays. Le plus virulent de ces critiques fut sans conteste Malcolm X qui, bien que présent à la marche, décréta qu'elle n'était rien d'autre qu'un « pique-nique », un « cirque ». Dénonçant la récupération politique de l'administration Kennedy avec la complicité des dirigeants des six groupes organisateurs, Malcolm X s'attaqua aussi à l'apparence pacifiste, modérée et policée donnée à la mobilisation noire. Pour le militant de la Nation of Islam, la marche sur Washington avait forcé au silence la classe ouvrière africaine-américaine et ses revendications radicales de droit à l'autodéfense. Rejetant haut et fort la vision d'une Amérique *colorblind*, Malcolm X affirmait, avant tout le monde, l'impossibilité pour le segment le plus défavorisé de la population noire – la jeunesse des ghettos – de se projeter dans une telle Amérique. Plus que tout autre groupe, ces jeunes savaient que leur race continuerait de peser sur leur avenir¹¹³.

Le mouvement prend de l'ampleur

Birmingham avait ravivé les protestations dans l'ensemble du pays, d'autant que les violences s'y aggravèrent. Début septembre, lorsque deux enfants noirs tentèrent de s'inscrire dans une des écoles blanches de la ville, les attentats à la bombe incendiaire reprirent de plus belle, confirmant la justesse du surnom « Bombingham » donné par les Noirs

à Birmingham. Le 15 septembre, une bombe explosa dans l'église baptiste de la 16^e Rue, tuant quatre petites filles noires et blessant des dizaines de personnes¹¹⁴.

Face à cette escalade de l'horreur, les militants noirs redoublèrent d'efforts. Rien que dans le Sud, on dénombra plus de 930 actions dans 115 villes au cours de l'année 1963 et la contestation était tout aussi vive dans l'Ouest et le Nord¹¹⁵. Dans le Sud, l'ampleur de la répression qui persistait finit de convaincre les militants noirs que seule la reconquête du droit de vote leur permettrait de transformer en profondeur l'ordre établi. Sans droit de vote, en effet, il n'était possible ni de faire entendre leurs récriminations, ni de peser sur la conduite des affaires municipales ou de faire partie d'un jury populaire. La campagne pour l'inscription sur les listes électorales devint la marque du mouvement noir pendant les deux années qui suivirent les événements de Birmingham.

Prolongeant les efforts menés dans des villes comme McComb (Mississippi), Greenwood (Mississippi) ou Americus (Georgie), les militants du COFO organisèrent en novembre 1963 une élection parallèle pour le poste de gouverneur du Mississippi. Destinée à prouver l'intérêt des Noirs américains pour les élections et, par voie de conséquence, l'ampleur des intimidations qui empêchaient 98 % des Noirs de l'État de voter, la campagne du « Vote de la liberté » (*Freedom Vote*) fut menée par un groupe de militants noirs, dont Fannie Lou Hamer et Ella Baker, secondés par de nombreux étudiants blancs volontaires du Nord¹¹⁶. L'opération fut couronnée de succès puisque 80 000 résidents africains-américains du Mississippi prirent le risque de participer à ce scrutin parallèle.

Alors que les dirigeants du COFO se demandaient quelle suite donner à cette campagne, l'annonce de l'assassinat de John F. Kennedy le 22 novembre 1963 plongea l'ensemble des Noirs du pays dans la consternation et l'inquiétude. Son successeur, Lyndon B. Johnson, était un libéral comme Kennedy, mais il venait du Texas qui, comme les autres États du Sud, pratiquait encore la ségrégation. Les Africains-Américains se demandaient donc ce qu'il allait advenir du projet de loi sur les droits civiques présenté par Kennedy au Congrès et sur lequel les élus tergiversaient. Mais, si l'ensemble des Africains-Américains du pays gardaient les yeux tournés vers Washington, les militants des villes du Nord et de l'Ouest continuaient parallèlement de se mobiliser sur les questions de l'emploi, du logement, de

l'éducation, de la santé, de la pauvreté et des relations avec la police qui constituaient le cœur du programme du mouvement noir en milieu urbain depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans ces centres urbains, on assista partout à une montée des revendications.

Essentielle pour la promotion sociale, l'éducation mobilisa les familles dans une série de boycotts largement couverts par les médias. À New York en particulier, le révérend Milton Galamison organisa un boycott pour dynamiser le combat, qu'il menait depuis dix ans, contre le traitement inégalitaire dont souffraient les écoles noires de la ville en termes de financement, de taille des classes et de qualité des installations scolaires. « La bataille est arrivée jusqu'ici », déclara-t-il. Le 3 février 1964, la quasi-totalité des enfants noirs de New York restèrent chez eux. Grâce au soutien de l'ensemble des organisations noires, le succès du boycott – qui mobilisa les familles de près d'un demi-million d'enfants – fit céder le Bureau de l'éducation de la ville, qui mit en place un premier plan d'intégration raciale de ses écoles publiques¹¹⁷.

Le manque de perspectives d'emploi continuait aussi de mobiliser très largement. À Philadelphie, Leon Sullivan poursuivit son action en ouvrant l'Opportunities Industrial Center pour dispenser, grâce au concours d'ingénieurs, scientifiques et techniciens, une formation professionnelle à des Africains-Américains et les aider à décrocher et conserver un emploi industriel qualifié¹¹⁸. Mais, parallèlement, une autre voix, plus radicale, s'intéressait aussi aux problèmes d'emploi des Noirs du ghetto. Avocat pénaliste connu pour prendre régulièrement la défense des habitants noirs défavorisés des quartiers nord de Philadelphie dans les affaires de brutalités policières, Cecil Moore était devenu directeur de la NAACP locale en 1963. Début avril 1963, il avait lancé un vaste mouvement mobilisant les pasteurs locaux, la NAACP, le CORE et les habitants du ghetto pour exiger l'embauche de travailleurs noirs par le Bureau de l'éducation de la ville sur ses chantiers de construction d'écoles.

Abandonnant l'approche traditionnelle de la NAACP, Moore engagea la section locale du groupe dans une série d'actions visant à perturber l'ordre établi et à empêcher le fonctionnement normal des institutions visées : au grand dam de la direction nationale de la NAACP, il organisa des *sit-ins* devant la maison du maire et l'occupation du bâtiment des services municipaux. Sur certains chantiers, les militants noirs n'hésitèrent pas à se battre contre la

police et des syndicalistes blancs opposés au recrutement d'Africains-Américains pour obtenir gain de cause. Les prises de position de Moore reflétaient l'impatience des habitants des ghettos de la ville : déclarant rechercher l'« autodétermination » des Noirs, Moore faisait fi de l'aspiration à la respectabilité de la classe moyenne noire et n'hésitait pas à insulter ses représentants, considérés comme des traîtres¹¹⁹. Devant l'ampleur de la mobilisation, le service municipal des travaux publics céda et embaucha sur-le-champ cinq Africains-Américains.

Si, à Philadelphie, la NAACP de Moore incarnait ce nouveau radicalisme, ailleurs dans le pays il était souvent exprimé par le Congress of Racial Equality (CORE), qui attirait une portion grandissante de la jeunesse américaine militante, noire et blanche, en particulier sur les campus. Ces nouvelles recrues étaient prêtes à prendre des risques physiques et à braver la loi pour obtenir l'égalité entre Blancs et Noirs, unis dans une société indifférente à la couleur de peau. Mais si cet objectif d'intégration raciale séduisait la jeunesse étudiante proche de la Nouvelle Gauche, il ne permit pas au CORE d'attirer la jeunesse du ghetto, dans laquelle l'organisation voyait pourtant un groupe cible de son action. Malgré sa pratique de l'action directe et son refus de tout gradualisme, le CORE restait très majoritairement une organisation étudiante¹²⁰. Or, pour les jeunes Africains-Américains des ghettos qui ne connaissaient rien d'autre que les inégalités caractérisant les villes de l'Ouest et du Nord où ils avaient grandi, l'objectif d'intégration raciale défendu par les organisations de défense des droits des Noirs comme le CORE semblait de plus en plus déconnecté de leur réalité quotidienne. Résidents de quartiers délaissés par les classes moyennes, souvent au chômage ou occupant des emplois sous-payés, sans perspective de promotion sociale par l'éducation du fait de la mauvaise qualité des écoles de leur quartier, ces jeunes étaient nombreux à avoir déjà abandonné le rêve du libéralisme racial, le rêve d'une Amérique *colorblind*.

La radicalisation du mouvement était particulièrement manifeste à Detroit. Dans la capitale d'une industrie automobile en déclin, la situation ne s'était guère améliorée depuis l'émeute de 1943. De nombreux facteurs contribuaient à enfermer les Africains-Américains dans le cercle vicieux de la pauvreté des ghettos : suppression des emplois non qualifiés sous l'effet de la désindustrialisation et de l'automatisation des tâches ; volonté des syndicats de protéger leurs

membres blancs contre la concurrence de travailleurs noirs dans ce contexte de raréfaction des emplois ; détermination violente des associations de propriétaires blancs à bloquer l'installation de familles noires dans leurs quartiers ; politiques de renouvellement urbain qui détruisaient des quartiers noirs ; aides fédérales à l'installation des résidents blancs et des entreprises en banlieue privant les centres urbains de ressources fiscales ; et système rigide de carte scolaire empêchant toute mixité dans les écoles publiques. Dans ces conditions, l'impatience grandissait. Le 23 juin 1963, 125 000 personnes avaient participé à une marche pour la liberté en solidarité avec la population noire de Birmingham. L'événement, soutenu par les autorités municipales, donna lieu à une première version du discours « Je fais un rêve » de King que Berry Gordy, le fondateur de la maison de disques Motown, eut l'ingénieuse idée d'enregistrer sur un disque de son label (l'enregistrement fut mis en vente le jour de la marche sur Washington le 28 août). Le rassemblement voulait incarner le visage modéré du combat des Noirs pour l'intégration mais il servit surtout à illustrer la coupure grandissante entre les deux approches du militantisme existant au sein du mouvement noir. Tandis que King délivrait son rêve d'une Amérique *colorblind*, le révérend Albert Cleage, figure radicale locale très populaire qui présidait le tout nouveau parti nationaliste noir Freedom Now Party, fondé pour représenter les intérêts des masses africaines-américaines, appela les manifestants à lutter contre le fléau de la relégation socio-économique et à se mobiliser avant tout entre Noirs pour l'intérêt des Noirs. La transition vers l'idéologie du *Black Power* de mobilisation locale des Noirs par et pour eux-mêmes, en vue de l'*empowerment* de la communauté africaine-américaine, était en germe.

Quelques mois plus tard, elle devint évidente. Avec l'aide d'autres leaders radicaux, dont Grace et James Boggs, Cleage convoqua le 10 novembre 1963 la Northern Negro Grassroots Leadership Conference à l'église baptiste King Solomon à Detroit, avec pour intervenant d'honneur Malcolm X, qui jouissait d'une popularité croissante. Dans son *Message to the Grassroots* (« Message à la population locale ») prononcé à cette occasion, Malcolm X reprit l'orientation internationaliste traditionnelle de la Nation of Islam : il relia la lutte des Noirs américains à celle des révolutionnaires africains et asiatiques, incitant la population locale à se sentir membre de la diaspora noire et solidaire de la lutte des peuples de couleur opprimés

de par le monde¹²¹. Néanmoins, le style de son discours annonçait déjà sa rupture à venir avec la Nation of Islam : loin de mettre en avant les préceptes religieux de Muhammad, Malcolm X présenta une vision séculière de la « révolution » qu'il appelait de ses vœux. Ce faisant, il attira dans son giron un grand nombre de jeunes noirs séduits par son appel à la mobilisation révolutionnaire mais peu enclins à entendre le message religieux des Musulmans noirs. Dénonçant la modération des « *house negroes* » (« nègres de maison »), prêts à tout pour s'attirer les faveurs des maîtres blancs, Malcolm X vantait l'héroïsme des « *field negroes* » (« nègres des champs »), ces esclaves qui avaient trimé dans les champs et dont les descendants peuplaient fin 1963 les ghettos du Nord. Les jours de l'interracialisme qui avait retrouvé les devants de la scène avec les *sit-ins* de 1960 semblaient comptés.

La popularité croissante de Malcolm X au moment où celle d'Elijah Muhammad déclinait accéléra le départ du jeune dirigeant de la Nation of Islam. La tension monta lorsque ce dernier découvrit que Muhammad avait eu plusieurs enfants avec ses secrétaires. Elle atteignit son apogée au moment de l'assassinat de Kennedy, quand Malcolm X, rompant l'union nationale autour du président défunt, dénonça violemment la politique de ce dernier, s'attirant les foudres du pays. Elijah Muhammad en profita pour mettre au ban son rival. Quelques mois plus tard, Malcolm X quitta définitivement la Nation of Islam et fonda en mars 1964 sa propre organisation, Muslim Mosque, Inc., pour poursuivre son action dans le domaine politique¹²².

Il revint à l'église King Solomon le 12 avril 1964 pour y répéter le discours « The Ballot or the Bullet » (« Le bulletin de vote ou la balle de revolver ») qu'il avait prononcé quelques jours plus tôt à l'église méthodiste Cory de Cleveland (Ohio). Parlant désormais en son propre nom, il continuait de défendre l'idée que la violence pouvait être justifiée si l'oppression illégale et violente des Africains-Américains par la majorité blanche continuait, même si l'objectif principal de son intervention était d'inciter son auditoire à exercer son droit de vote autour d'objectifs séparatistes.

De plus en plus populaire dans le Nord, l'idée de séparatisme noir ou, plus précisément, de la nécessité d'une mobilisation séparée des Noirs, ainsi libérés de toute dépendance envers les Blancs, suscitait aussi des tensions au sein de la « communauté adorée » dans le Sud. Au sein du SNCC et du CORE, la présence continue de militants blancs faisait l'objet de vives discussions dans les rangs des Africains-

Américains. Ces tensions éclatèrent au grand jour au moment du « *Freedom Summer* » à l'été 1964.

Le « *Freedom Summer* »

Toujours convaincu que le changement passerait par le droit de vote, le SNCC poursuivait son action de long terme sur le terrain. Le SNCC et le CORE décidèrent de recourir une nouvelle fois à des volontaires blancs pour lancer une campagne dans le Mississippi. Ils étaient persuadés que, en cas de violence, l'opinion publique ne manquerait pas de réagir. Les deux organisations se servirent de leurs relais sur les campus des universités du Nord et de l'Ouest pour trouver un contingent de volontaires blancs, hommes et femmes, prêts à risquer leurs vies pour aider les Noirs dans leur combat¹²³. À partir de la mi-juin 1964, un millier d'étudiants bénévoles blancs et noirs, essentiellement de la classe moyenne, préalablement formés aux risques encourus, travaillèrent aux côtés des militants noirs locaux dans les différents comtés du Mississippi ciblés pour l'opération « Projet d'été du Mississippi » ou « *Freedom Summer* »¹²⁴.

Une semaine après l'arrivée du premier groupe de bénévoles à Oxford, trois jeunes hommes disparurent : James Chaney, jeune Noir du Mississippi, et deux Blancs du Nord, Michael Schwerner et Andrew Goodman, alors qu'ils s'étaient rendus dans la petite ville de Philadelphia, à 200 kilomètres au sud d'Oxford, pour enquêter sur l'incendie volontaire d'une église noire. Leur kidnapping plongea les jeunes bénévoles dans l'angoisse mais la campagne se poursuivit. Environ 17 000 habitants africains-américains du Mississippi tentèrent de s'inscrire sur les listes électorales au cours de l'été 1964. Seuls 1 600 réussirent, ce faible nombre soulignant la nécessité d'une loi fédérale qui garantirait le droit de vote effectif en invalidant les lois et les pratiques locales des États du Sud empêchant les Noirs de voter.

Parallèlement, les militants du *Freedom Summer* établirent quarante-et-une « écoles de la liberté » (*freedom schools*), fréquentées par 3 000 élèves noirs. Outre l'enseignement des mathématiques et de l'anglais, les étudiants dispensaient des cours sur l'histoire des Africains-Américains, la philosophie du mouvement noir non violent et les compétences nécessaires pour poursuivre le combat après le départ des volontaires¹²⁵. Invité par le dirigeant du SNCC Bob Moses, Martin Luther King se rendit à Greenwood (Mississippi) pour signifier

le soutien de la SCLC et encourager les Noirs de la région à participer.

Le climat de très forte hostilité dans lequel les bénévoles du *Freedom Summer* étaient contraints d'opérer et la disparition des trois militants renforcèrent les tensions préexistantes entre militants locaux installés de longue date et bénévoles inexpérimentés fraîchement débarqués de leur campus. Des heurts entre Noirs et Blancs apparurent, aggravés par des tensions liées aux relations de genre au sein de la « *beloved community* ». Alors que de nombreux couples mixtes se formèrent, souvent entre des femmes blanches et des hommes noirs, la tension entre femmes blanches et noires grandit. Ces dernières trouvaient d'autant plus insupportable d'être reléguées à l'arrière-plan que certaines jeunes femmes blanches étaient promues à un statut plus en vue. Ces tensions reflétaient la difficulté historique des militantes à créer des liens interraciaux de solidarité de genre¹²⁶. Plus immédiatement, elles traduisaient une nette détérioration des relations interraciales et l'influence croissante de la rhétorique séparatiste sur de nombreux militants noirs.

Pendant que les militants du *Freedom Summer* s'efforçaient d'attirer l'attention sur la nécessité d'une intervention fédérale pour protéger le droit de vote, les Africains-Américains de tout le pays suivaient de près les débats du Congrès relatifs au nouveau projet de loi sur les droits civiques, présenté par Lyndon Johnson en remplacement de celui de Kennedy. Le nouveau président était en effet entré à la Maison-Blanche convaincu qu'il était de son devoir de tenir la promesse d'égalité faite aux Noirs par Lincoln et ravivée par Kennedy. Il soumit au Congrès un projet de loi sur les droits civiques encore plus ambitieux que celui proposé par son prédécesseur. Présentant son adoption comme un indispensable hommage de la nation à Kennedy, il fit pression sur le Congrès pour qu'il parvienne à surmonter l'opposition des démocrates du Sud. Malgré les nombreuses tentatives de ces derniers pour faire échouer son projet, notamment en incluant à la dernière minute l'interdiction de toute discrimination entre hommes et femmes dans l'espoir que le sexisme des élus triompherait des tentations de libéralisme racial, le Congrès adopta la loi sur les droits civiques, signée par Johnson le 2 juillet 1964.

Le *Civil Rights Act* : la mort de Jim Crow ?

L'événement était de portée historique. La loi interdisait la

discrimination pour cause de race, couleur, origine nationale, religion ou sexe, dans l'emploi, les programmes bénéficiant d'un soutien fédéral et les lieux publics. Elle permettait aussi au gouvernement d'entamer des poursuites judiciaires pour déségréguer les districts scolaires du Sud et de ne pas distribuer les fonds alloués aux Bureaux de l'éducation qui refusaient d'appliquer la loi fédérale. Elle établit l'Equal Employment Opportunities Commission (EEOC, ou « Commission fédérale sur l'égalité des chances en matière d'emploi »), responsable de l'application des lois de protection des droits civiques dans ce domaine, et créa un Service spécial (le Community Relations Service) chargé de la médiation en cas de conflits entre groupes raciaux.

Son effet le plus immédiat venait de sa deuxième partie (titre II) qui portait sur la déségrégation des lieux publics. Cette partie de la loi s'appliquait aux hôtels, restaurants, comptoirs de restauration, motels, cinémas, théâtres et stades. Un certain flou entourait les bars et les tavernes mais, après plusieurs procès, ils furent inclus dans la liste. Seuls les clubs privés pouvaient continuer de pratiquer la discrimination raciale. Presque du jour au lendemain, les panneaux « Blancs » et « Personnes de couleur » furent démontés. Signe de l'évolution des mentalités, la population blanche du Sud s'adapta relativement en douceur à ces nouvelles règles de vie dans les lieux publics. Mais les parties les plus importantes de la loi – notamment celles touchant à l'emploi et aux écoles (titres IV et VII) – étaient surtout des déclarations d'intention qu'il restait à faire appliquer. Sur le terrain, elles rencontrèrent une résistance tout aussi grande qu'auparavant. De plus, les dispositions concernant le droit de vote (titre I) étaient totalement inadaptées à la situation et ne permettaient pas d'éviter les abus ni de garantir ce droit constitutionnel¹²⁷.

La population noire se réjouit de l'adoption de ce texte et de la disparition des symboles les plus flagrants de l'ordre ségrégationniste dans le Sud. Mais elle savait aussi que la faible contestation des Blancs à la déségrégation des lieux publics indiquait que ce changement était en définitive relativement superficiel. La bataille pour la déségrégation des écoles devait quant à elle se poursuivre, de même que celle pour l'égalité en matière d'emploi, cruciale pour briser l'étau de la pauvreté, et celle tout aussi essentielle pour la reconquête du droit de vote. La loi sur les droits civiques de 1964 ne changeait en effet quasiment rien à la vie quotidienne des habitants

des campagnes du Mississippi notamment. Dans le Nord, qui n'avait jamais connu une ségrégation aussi rigide que dans le Sud, la loi changea encore moins de choses. Elle ouvrit toutefois la possibilité d'une action fédérale par l'intermédiaire de l'EEOC, dont les Africains-Américains entendaient suivre l'action de près en maintenant la pression sur les autorités.

Cependant, pour une large proportion de la population blanche, – qui estimait déjà au moment de la marche sur Washington que les dirigeants noirs, même aussi modérés que King, poussaient trop fort et trop vite –, la loi sur les droits civiques de 1964 mettait fin au « problème noir ». Le président Johnson qui, comme Kennedy avant lui, avait initialement essayé de contenir le mouvement noir pour mieux se consacrer au grand programme de son mandat – la « guerre contre la pauvreté » – était du même avis¹²⁸.

L'opinion publique et les dirigeants à Washington étaient d'autant plus convaincus que l'Amérique s'était réconciliée avec ses idéaux fondateurs que la culture populaire, du sport au théâtre en passant par la musique, s'ouvrait de plus en plus aux talents noirs. En 1961, Willie O'Ree rejoignit l'équipe des Boston Bruins et devint le premier joueur de hockey noir à jouer en ligue professionnelle. La même année, l'équipe de football américain de Washington, les Redskins, fut contrainte, par la double pression d'une campagne de mobilisation locale et du gouvernement fédéral, à accepter ses premiers joueurs noirs, rejoignant ainsi le reste de la ligue professionnelle de football, de même que celles de basketball et de base-ball. Le monde du sport professionnel poursuivait ainsi son ouverture, bientôt suivi par celui du sport universitaire, y compris dans le Sud¹²⁹. La production artistique n'était pas en reste. Grâce aux talents de comédien de James Earl Jones, Maya Angelou, Roscoe Lee Browne et Louis Gossett Jr., la pièce *Les Nègres* de Jean Genet, produite dans un théâtre de Greenwich Village en mai 1961, connut un long succès au box-office¹³⁰.

Cette intégration était surtout spectaculaire dans le domaine de la musique. Peu connues jusqu'à la sortie de leur chanson *When the Lovelight Starts Shining Through His Eyes* fin 1963, les Supremes devinrent après la sortie de ce titre de véritables vedettes nationales et internationales. Dès 1964, le trio, mené par Diana Ross, se mit à enchaîner les tubes. Berry Gordy, l'entrepreneur à la tête de la Motown qui leur avait fait signer un contrat, avait vu juste. Alors que

les informations télévisées déversaient chaque jour dans les foyers leur flot d'images de la contestation des Noirs dans le Sud et de la violence des suprémacistes blancs puis, à partir de l'été 1964, de l'engagement américain au Vietnam, les Supremes offraient une image qui se révéla irrésistible pour le public américain : l'incarnation d'une Amérique noire distinguée, que la majorité de la population blanche était prête à accepter. Contrairement à la figure contestataire de Nina Simone qui, au même moment, criait sa colère face à la violence perpétrée en toute impunité dans le Sud, avec sa chanson *Mississippi Goddam*, les Supremes chantaient un message d'amour et d'espoir. Invitées de nombreuses émissions de télévision comme le *Ed Sullivan Show*, *American Bandstand* ou encore le *Steve Allen Show*, Diana Ross et les Supremes symbolisaient le succès de l'intégration modérée¹³¹. Après le vote de la loi sur les droits civiques qui en consacrait le triomphe, le fait que les Noirs puissent continuer à clamer leur mécontentement paraissait inconcevable pour l'opinion publique blanche. L'émeute qui souleva Harlem deux semaines après l'adoption de cette loi prouva le contraire.

L'émeute de New York de 1964

L'émeute débuta à Harlem dans la nuit du 18 juillet 1964 avant de s'étendre au quartier de Bedford-Stuyvesant à Brooklyn le 20¹³². Le matin du 16 juillet, James Powell, quinze ans, chahutait avec ses amis le gardien d'une école où il suivait des cours d'été. Un officier de police, Thomas Gilligan, intervint dans la scène et tua Powell. Arguant que le garçon l'avait menacé avec un couteau, l'officier de police jura qu'il avait agi en légitime défense. L'affaire aurait pu s'arrêter là avec le récit, triste mais assez fréquent, de la mort d'un jeune Noir, tué par un policier affirmant avoir agi en légitime défense¹³³. Mais, deux jours plus tard, alors que l'organisation CORE avait prévu un rassemblement au croisement de la 125^e Rue et de la 7^e Avenue à Harlem pour dénoncer l'assassinat présumé des trois militants du SNCC, celle-ci décida d'élargir le mot d'ordre pour protester contre les violences policières. Une foule d'habitants révoltés par la mort du jeune Powell s'assemblèrent autour du pasteur d'une église locale. Celui-ci les incita à se rendre au commissariat de Harlem pour exiger que justice soit faite. La foule trouva alors face à elle un déploiement massif de policiers. Des émeutiers s'étant hissés sur le toit des immeubles voisins

commencèrent à lancer des bouteilles et des briques sur la police en contrebas. Les policiers répliquèrent en tirant de nombreux coups de feu en l'air dans l'espoir de disperser la foule. En vain : ils reçurent en retour des jets de cocktails Molotov. L'émeute de Harlem avait commencé. Elle s'étendit les jours suivants jusqu'à impliquer plusieurs milliers de personnes. Les affrontements, très violents, durèrent six jours et provoquèrent un mort et de nombreux blessés. Pendant toute la durée de son procès, Gilligan maintint que Powell tenait un couteau. Le procureur de district le déclara non coupable et les charges retenues contre lui furent abandonnées¹³⁴.

Avant même le retour du calme, les autorités cherchèrent des responsables à l'explosion. Pendant que le président Johnson donnait l'ordre au FBI d'enquêter, la ville considéra immédiatement que des « rouges » devaient nécessairement avoir fomenté ces violences¹³⁵. Les habitants de Harlem, de leur côté, n'avaient pas besoin d'enquête. Depuis les années 1950, leur situation socio-économique s'était dégradée. Avec un taux de chômage deux fois supérieur à la moyenne nationale, le quartier souffrait d'une forte pauvreté et des maux afférents traditionnels : problèmes de santé publique, criminalité, drogue, prostitution. Beaucoup de mères élevaient seules leurs enfants grâce une aide sociale dont le montant venait d'être revu à la baisse tandis que les conditions d'attribution devenaient plus strictes. Les conditions de logement étaient déplorables puisqu'une vaste proportion de la population du quartier était contrainte d'habiter dans des appartements exigus et mal entretenus, pourtant loués cher à des propriétaires blancs vivant dans d'autres quartiers. Les magasins de la 125^e Rue, l'artère centrale du quartier, rivalisaient à coups d'alléchantes offres de crédit pour tenter d'attirer une clientèle aux moyens financiers réduits. Nombreux étaient les commerçants, essentiellement blancs, à déclarer vouloir quitter le quartier à la première occasion. Mais les acquéreurs se faisaient rares et les Noirs du quartier n'avaient pas les moyens financiers de racheter une affaire. La criminalité rampante qui était déjà un problème le jour prenait des proportions encore plus préoccupantes la nuit. Les jeunes Blancs de Manhattan qui, dans les années 1940 et 1950, venaient le soir écouter du be-bop dans les clubs de Harlem, comme le Minton's Playhouse, n'osaient plus s'y aventurer. Ce sentiment d'insécurité aggravait les relations déjà tendues avec la police : les habitants lui reprochaient à la fois de ne pas sécuriser suffisamment le quartier et

de faire preuve d'une brutalité injustifiée.

Les événements de juillet 1964 ne surprirent donc personne dans le quartier. De nombreux habitants condamnaient la violence comme moyen d'expression, d'autant que certains commerces détenus par des Noirs avaient été pris pour cibles. Toutefois la grande majorité des Harlemites y virent non pas un complot des « rouges » ou des Musulmans noirs (l'autre cible favorite des autorités), mais une rébellion, l'explosion de la colère d'une communauté largement ignorée des pouvoirs publics alors même que la « guerre contre la pauvreté » était devenue le mot d'ordre national¹³⁶. Malcolm X accusa les abus policiers d'être responsables de l'émeute mais, pour la majorité des habitants, la réponse était simple : comme cela avait déjà été le cas en 1935 et 1943, ses vraies causes étaient à chercher dans les inégalités économiques et sociales et la discrimination raciale¹³⁷. Désabusés par ce qu'ils étaient nombreux à considérer comme les promesses vides du libéralisme, et alors que les médias semblaient surtout intéressés par la situation des Noirs dans le Sud, les jeunes Africains-Américains qui investirent les rues pour combattre la police pendant ces six jours mirent en pratique leur conception du « pouvoir noir », conception qui rejetait délibérément la non-violence.

Deacons for Defense and Justice

Le refus de la non-violence n'était pas l'apanage des jeunes de Harlem. Partout dans le pays, des Africains-Américains de tous âges étaient prêts à tout pour obtenir des résultats. Dans un discours prononcé le 28 juin 1964 à l'occasion de la formation de l'Organization of Afro-American Unity, groupe visant à promouvoir des liens entre les 22 millions d'Africains-Américains et les populations africaines, Malcolm X avait appelé à faire usage de « tous les moyens nécessaires » pour obtenir le respect et l'égalité. Cette expression fit école dans le Nord comme dans le Sud.

Du fait de l'histoire particulière du Sud, l'autodéfense y avait toujours été pratiquée. Souvent seul moyen d'assurer la survie face aux forces extrémistes, le recours aux armes était largement accepté par la population africaine-américaine. Même Martin Luther King, l'apôtre américain de la non-violence, conservait soigneusement une carabine chargée à son domicile d'Atlanta. Plutôt que d'opposer les deux formes d'action, celles-ci étaient vues par les militants noirs

comme complémentaires. Si la non-violence faisait la une des médias lorsqu'elle était pratiquée collectivement, quand les militants se retrouvaient isolés l'autodéfense devenait leur mot d'ordre. La non-violence était avant tout une tactique de relations publiques efficace, destinée à prouver la justesse et la justice de la cause. Dans la pratique quotidienne, les militants non violents se faisaient accompagner par d'autres militants armés qui, par leur présence, servaient à décourager les agressions.

C'est de cette tradition que naquirent les Deacons for Defense and Justice¹³⁸ (littéralement les « Diacres pour la défense et la justice »). Le 10 juillet 1964, un groupe d'Africains-Américains de Jonesboro (Louisiane) fonda cette organisation afin de protéger du Ku Klux Klan les militants du CORE actifs dans cette partie de la Louisiane. Les Deacons étaient pour la plupart des vétérans de la Seconde Guerre mondiale ou de la guerre de Corée. Après Jonesboro, le groupe créa une nouvelle section à Bogalusa, ville de 23 000 habitants dont 9 000 Noirs, au sud-est de la Louisiane. Charles Sims, ancien sergent de l'armée et ancien chauffeur de taxi, prit la tête du groupe. Massif et peu souriant, Sims, quarante ans, recruta à ses côtés A.Z. Young et Robert Hicks. Formé pour assurer la protection des militants du CORE et pour empêcher les membres du Ku Klux Klan de terroriser la communauté africaine-américaine, le groupe patrouillait les quartiers noirs, suivait toute voiture comprenant un groupe de Blancs et n'hésitait pas à sortir ses armes en cas de danger. Les Deacons ne tardèrent pas à essaimer dans d'autres États du Sud profond, comme le Mississippi. Les affrontements entre les Deacons et le Klan à McComb (Mississippi) et Bogalusa jouèrent un rôle crucial pour pousser le gouvernement fédéral à intervenir en soutien à la communauté noire locale. Ils incitèrent aussi les autorités locales et nationales à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour neutraliser le Klan, qui détériorait l'image de la région. Pendant ce temps, Charles Sims parcourait le pays pour dénoncer la collusion entre les forces de police et le Klan et faire connaître son organisation, la transformant en véritable légende au sein du mouvement noir¹³⁹.

Loin d'être une anomalie dans le paysage du Sud, le développement et la popularité des Deacons for Defense attestent la radicalisation des Africains-Américains de la classe ouvrière à l'échelle du pays dès la première moitié des années 1960. Dès 1963, un sondage réalisé par l'Institut Louis Harris révélait ainsi que 22 % des répondants noirs

estimaient la violence inévitable pour faire valoir leurs droits. Les dirigeants des grandes organisations n'étaient que moins de 5 % à partager cet avis¹⁴⁰. De fait, la NAACP et la SCLC dénoncèrent publiquement les Deacons for Defense. Mais, sur le terrain, ces derniers bénéficiaient d'un soutien fort de la population. Leur succès soulignait le creusement du fossé entre les dirigeants des organisations noires intégrationnistes et la base, surtout composée d'hommes et de femmes de la classe ouvrière.

L'approche militante des Deacons s'inspirait directement de l'action de Robert Williams à Monroe (Caroline du Nord) dont ils revendiquaient l'héritage. Depuis son exil à Cuba, Williams continuait de militer à distance en diffusant son message à la radio dans son émission « Radio Free Dixie »¹⁴¹. Comme Williams, les Deacons for Defense exprimaient la révolte de la classe ouvrière contre la classe moyenne et son approche réformiste.

Le développement des Deacons for Defense illustre la percée du nationalisme noir dans le Sud, en particulier chez les Noirs de la classe ouvrière, mais aussi plus largement chez les jeunes militants du SNCC et du CORE. Alors qu'un nombre croissant de personnes écoutaient les interventions d'Elijah Muhammad à la radio dans des villes comme Nashville ou La Nouvelle-Orléans, le nationalisme noir, débattu par les militants du SNCC et du CORE participant au *Freedom Summer* et prêché par la Nation of Islam et par Malcolm X au sein de Muslim Mosque, Inc. et de l'Organization of Afro-American Unity, devint le mot d'ordre d'une minorité grandissante dans le Sud également. Sa diffusion et l'aura qui entourait les Deacons for Defense témoignaient du désenchantement de nombreux Noirs vis-à-vis des autorités, en particulier fédérales, qui refusaient de s'engager concrètement pour faire respecter l'égalité de tous les citoyens et protéger les Noirs contre les violences. Pour les Africains-Américains de Bogalusa et de Jonesboro, la loi sur les droits civiques ne changeait pas leur quotidien ; la présence des Deacons for Defense and Justice, si.

« C'est ça, l'Amérique ? »

Le Mississippi Freedom Democratic Party

Malgré les tensions, le *Freedom Summer* s'était poursuivi. L'élection présidentielle de 1964 approchant, les militants décidèrent de lancer une action d'éclat. Comme pour chaque élection présidentielle, chaque

État devait choisir deux délégations officielles, une démocrate et une républicaine, qui le représenteraient aux conventions nationales des deux grands partis chargées de choisir officiellement leur candidat respectif à la présidence. Les Noirs américains votant massivement pour le Parti démocrate au niveau national depuis la présidence de Roosevelt, la convention nationale de ce parti était la plus importante, d'autant que le président Johnson était candidat à sa propre succession. État symbole de la suprématie blanche, le Mississippi avait prévu d'envoyer, comme il l'avait toujours fait par le passé, une délégation entièrement composée de Blancs, les Noirs étant globalement privés du droit de vote dans cet État. Mais, cette année-là, les habitants africains-américains du Mississippi n'étaient pas prêts à se laisser priver de leur représentation politique.

Sous la bannière du COFO, le SNCC organisa, avec l'aide des autres groupes de lutte pour les droits civiques, une vaste campagne d'inscription sur les listes électorales. L'objectif était d'élire des délégués aux conventions au niveau des circonscriptions électorales et de l'État et de former un parti politique parallèle, le Mississippi Freedom Democratic Party (MFDP), qui représenterait les véritables intérêts de la population noire, majoritaire dans l'État. Regroupant essentiellement des Africains-Américains, le MFDP était cependant ouvert à tous et incluait quelques Blancs. À ce titre, il exigeait d'être reconnu comme la seule délégation vraiment représentative de la population du Mississippi à la convention nationale démocrate qui se tint en juillet 1964 à Atlantic City (New Jersey).

Malgré le succès de la mobilisation des électeurs noirs locaux qui votèrent en masse pour les candidats du MFDP, l'opinion publique nationale ne s'intéressait guère à la question de l'exclusion raciste et antidémocratique des Noirs de toute représentation au sein de la délégation officielle du Mississippi. La découverte, le 5 août, des corps des trois militants kidnappés à Philadelphia le 21 juin et tués par le Ku Klux Klan attira l'attention des médias sur cet État et renforça la crédibilité de l'organisation parallèle. Fannie Lou Hamer, la militante noire formée dans les écoles de la citoyenneté, qui avait organisé en 1963 la campagne du « Vote de la liberté », fut élue vice-présidente du MFDP et devint son porte-parole le plus connu. À l'instar des autres militants noirs participant au MFDP, elle espérait que l'émotion causée par la preuve du meurtre brutal des trois jeunes bénévoles assurerait au MFDP la reconnaissance recherchée¹⁴². Mais c'était sans compter le

refus de Lyndon Johnson.

Conscient de la pression de l'opinion publique libérale, le président ordonna au FBI de J. Edgar Hoover d'intensifier la surveillance du Ku Klux Klan pour empêcher d'autres meurtres du même type. Mais Johnson savait aussi que sa loi sur les droits civiques lui avait aliéné un grand nombre d'électeurs blancs du Mississippi et d'Alabama, désormais acquis à son concurrent, le candidat républicain ultra-conservateur Barry Goldwater. Impatient de pouvoir compter sur la nomination de son parti à la convention nationale d'Atlantic City pour poursuivre sa campagne pour sa propre succession à la Maison-Blanche, Johnson n'était pas prêt à voir le MFDP créer des tensions et lui voler la vedette. En privé, il s'inquiétait : si la « Délégation de la liberté » était reconnue comme la délégation officielle du Mississippi, les suprémacistes blancs ne manqueraient pas de lui en faire endosser la responsabilité et il perdrait tous les autres États du Sud, Kentucky, Oklahoma et Missouri compris¹⁴³.

Ne voulant pas agir à découvert pour ne pas perdre le vote noir à l'élection présidentielle de novembre, il demanda à J. Edgar Hoover de réunir secrètement le plus d'informations possible sur Fannie Lou Hamer et sur le MFDP pour discréditer le parti¹⁴⁴. Il fit également pression sur les médias pour qu'ils interrompent la retransmission de l'intervention de Fannie Lou Hamer devant la commission d'accréditation de la convention, chargée d'étudier la validité des délégations proposées pour chaque État. Hamer parvint toutefois à émouvoir la nation lorsqu'elle raconta son expérience personnelle devant les caméras. Elle exposa en détail l'agression dont elle avait été victime l'année précédente dans la prison de Winona (Mississippi) après avoir été arrêtée avec d'autres militantes du SNCC pour avoir tenté de déségréguer le comptoir de restauration d'une gare routière. Après lui avoir promis qu'elle allait « souhaiter être morte », un policier avait ordonné à deux détenus africains-américains de la battre à coups de matraque, pendant que deux autres policiers lui frappaient le visage et la tête et l'agressaient sexuellement. Elle en était ressortie avec un dommage permanent aux reins mais avec une détermination intacte¹⁴⁵. Fannie Lou Hamer conclut son témoignage en s'adressant à la conscience de chaque Américain : « Et tout cela parce que nous voulons juste nous inscrire, pour être des citoyens de première classe. Si le Freedom Democratic Party n'est pas autorisé maintenant à siéger, je demande : c'est ça, l'Amérique ? »

Parallèlement, Johnson travailla avec Hubert Humphrey, son colistier pour la présidence, pour élaborer une solution de compromis. Ils proposèrent d'offrir deux sièges extraordinaires sans droit de vote au MFDP et d'obliger la délégation officielle blanche du Mississippi à signer un engagement à respecter le programme du Parti démocrate national (y compris, donc, son programme de défense des droits civiques) et à accepter le vote des électeurs noirs en vue de la prochaine élection. La délégation du MFDP rejeta l'offre. Fannie Lou Hamer s'exclama : « Nous n'avons pas fait tout ce chemin pour deux sièges ! » L'expérience renforça la défiance des militants du MFDP et du COFO envers le Parti démocrate. Les membres du SNCC étaient particulièrement en colère. Ils perdirent foi en l'Amérique blanche libérale.

Veillée d'armes

La délégation officielle du Mississippi, quant à elle, refusa de s'engager à respecter le programme du Parti démocrate national et quitta la convention, témoignant de la détermination des élus du Sud à s'opposer aux changements. Alors que le mouvement de protestation des Noirs s'intensifiait entre 1963 et 1965, les autorités du Sud continuèrent d'organiser la riposte, relayées au niveau local par le Ku Klux Klan et des foules en colère.

Un rapport du COFO au ministère de la Justice de janvier 1965 énumérait ainsi l'ensemble des lois adoptées par l'Assemblée du Mississippi pendant sa session de l'année 1964. La liste est édifiante : une loi interdisant la distribution de tracts appelant au boycott économique, une loi antimanifestations, plusieurs lois renforçant les pouvoirs de la police et des municipalités pour coordonner leurs réponses aux troubles, une loi stipulant le transfert automatique de tous les détenus défenseurs des droits civiques au pénitencier Parchman, un projet de loi interdisant les *freedom schools* et même une loi sur la stérilisation forcée des personnes condamnées pour la troisième fois à un crime, qui visait particulièrement les militantes de l'égalité raciale¹⁴⁶. Une forte collusion existait également entre les autorités locales et les White Citizens' Councils qui poursuivaient leur action dans les différents États du Sud. La bataille pour la déségrégation des lieux publics avait été gagnée, mais pas celles des écoles, du logement et du droit de vote. La résistance massive se

poursuivit sur ces trois fronts, les États du Sud défendant leurs prérogatives contre un État fédéral considéré comme outrepassant ses prérogatives constitutionnelles. Depuis le New Deal, contester la constitutionnalité des actions de l'État fédéral était devenu l'un des leitmotivs des républicains. À partir de 1964, le soutien du Parti démocrate national à l'égalité raciale convainquit de nombreux démocrates du Sud que leur intérêt était davantage à chercher du côté républicain.

La question des écoles et du logement était également sensible en dehors du Sud. Là aussi une réaction conservatrice populiste blanche s'organisa. Alors qu'à la suite d'une longue campagne menée par des militants de l'égalité raciale, l'État de Californie avait adopté en 1963 une loi sur la liberté résidentielle (loi Rumford), l'année suivante 65 % des électeurs californiens votèrent en faveur de la proposition d'initiative populaire n° 14 annulant les principales dispositions de cette loi¹⁴⁷. Comme les autres Américains blancs refusant l'intégration raciale de leurs quartiers et leurs banlieues, les électeurs californiens avaient mis en avant leurs droits en tant que propriétaires et la liberté d'association de chaque citoyen. Une rhétorique similaire était utilisée par les défenseurs de la non-mixité des écoles. Sur ces deux fronts, l'hostilité à l'intégration raciale exprimait une peur de la mixité sociale ancrée dans des stéréotypes racistes sur la sexualité des Africains-Américains et plus généralement sur les modes de vie des familles noires.

La résistance des habitants blancs des villes du Nord et de l'Ouest comme Los Angeles ou Chicago témoignait de l'effritement de la coalition dite « du New Deal », qui avait notamment rassemblé autour du Parti démocrate les élus du Sud, les ouvriers blancs et les minorités. Cet effritement, à l'œuvre depuis le début de la Seconde Grande Migration, indiquait surtout que la coalition du New Deal correspondait davantage à la cristallisation d'intérêts électoraux qu'à une véritable solidarité entre ouvriers blancs et minorités ethno-raciales¹⁴⁸. La classe ouvrière blanche s'inquiétait du militantisme des Noirs jusque dans ses usines et ses quartiers et trouvait qu'au niveau national le Parti démocrate s'intéressait davantage au sort des minorités qu'au sien. Inversement, les Noirs s'agaçaient de l'attitude raciste des Blancs de la classe ouvrière et de leur hypocrisie quand ceux-ci se ralliaient aux libéraux pour défendre les droits civiques des Noirs dans le Sud : ils étaient favorables aux Noirs dans le Sud mais

pas dans leurs propres quartiers.

Parallèlement, les relations étaient à la fois complexes et tendues entre les libéraux blancs et les Africains-Américains. Pour les premiers, les Noirs poussaient trop loin et trop fort : ne devaient-ils pas se réjouir de l'adoption de la loi sur les droits civiques et patienter en attendant le changement graduel des mentalités qu'elle ne manquerait pas de provoquer ? Pour les seconds, au contraire, le gouvernement ne faisait pas assez pour les protéger et garantir le droit de vote. Certes, un nouveau progrès avait été enregistré avec la ratification en 1964 du XXIV^e amendement à la Constitution interdisant le cens pour les élections fédérales. Mais, sur le terrain, violences et intimidations empêchaient l'exercice de ce droit constitutionnel. Et les élections locales n'étaient pas concernées par le XXIV^e amendement.

Pour forcer une nouvelle fois la main de Johnson – qui souhaitait profiter de son écrasante victoire sur Goldwater en novembre 1964 et de la très confortable majorité démocrate au Congrès pour se consacrer à la mise en œuvre de sa « guerre contre la pauvreté » –, le SNCC et la SCLC décidèrent d'organiser une campagne à Selma (Alabama) au printemps 1965.

Selma, dernière marche unitaire

En concertation avec les militants du SNCC actifs dans l'Alabama, tels James Bevel et Diane Nash, King et la SCLC décidèrent de lancer une campagne de mobilisation pour créer une situation de crise telle que le gouvernement fédéral serait de nouveau contraint d'intervenir. Selma était l'endroit idéal pour dénoncer le scandale de la privation des Africains-Américains de leur droit de vote. Dans tout le comté de Dallas (Alabama), dont Selma était le chef-lieu, en dépit d'une campagne locale d'inscription des Noirs sur les listes électorales menée par Bernard et Celia Lafayette depuis 1963, seuls 335 Africains-Américains étaient inscrits sur un total de 15 000 électeurs potentiels. Le ministère de la Justice avait intenté deux procès à Selma pour violation du droit de vote en 1961 et 1963, sans véritable effet. Comme dans l'État du Mississippi voisin, les forces ségrégationnistes étaient suffisamment bien organisées et influentes pour empêcher toute remise en cause de l'ordre établi. Fin 1964, une injonction d'un juge local interdit même aux militants des droits civiques de se réunir

à plus de deux personnes pour discuter de la question du vote. Dans ce contexte, mobiliser une foule de volontaires semblait difficile. Mais les militants noirs comptaient pour cela sur l'aide indirecte du shérif du comté, Jim Clark.

Fervent ségrégationniste arborant en permanence un badge « NEVER » sur le revers de sa veste (pour laisser entendre qu'il n'accepterait « jamais » la mixité raciale des écoles), colérique à souhait et vêtu à la manière d'un général en campagne, Jim Clark était connu pour sa violence contre la population noire et son manque de sang-froid. Les militants noirs n'eurent pas à chercher longtemps comment déclencher sa fureur devant les appareils photo des journalistes et les caméras de télévision. La campagne débuta le 18 janvier 1965 lorsque King et ses lieutenants menèrent 400 volontaires jusqu'aux marches du tribunal du comté pour tenter de s'inscrire sur les listes électorales. Repoussés par les hommes de Jim Clark, les militants étaient en train de s'agenouiller pour prier lorsqu'un collègue de Clark frappa une femme sous les yeux d'un photographe de presse. Au fil des semaines, la mobilisation s'amplifia. Même Malcolm X se rendit sur les lieux début février 1965 pour évoquer la possibilité d'une action concertée. Après son pèlerinage à La Mecque en 1964, ses positions avaient commencé à évoluer et il doutait désormais du bien-fondé de son approche prônant la violence comme seule réponse à la violence. Au moment de sa visite, Martin Luther King était en prison, mais Malcolm X rencontra Coretta Scott King¹⁴⁹. King était peu favorable à sa participation mais la question n'eut pas le temps de se poser : le 21 février, peu de temps après sa visite à Selma, Malcolm X fut assassiné à Harlem, très certainement par des Musulmans noirs.

Pendant ce temps, les prisons locales se remplissaient à vue d'œil et les médias suivaient la campagne avec attention. Ce fut lorsqu'elle s'étendit aux comtés ruraux voisins que l'irréparable fut commis : le 18 février, alors que les manifestants marchaient vers le tribunal du comté de Perry à Marion (Alabama), les réverbères de la ville furent éteints et la police attaqua la foule à la faveur de la nuit. Jimmie Lee Jackson, vingt-sept ans, fut tué alors qu'il tentait de protéger sa famille. Lors de ses obsèques, King annonça la tenue d'une grande marche de Selma à Montgomery le dimanche 7 mars pour exiger le droit de vote. Tout était prêt pour la confrontation recherchée par King. Lorsque les 600 manifestants tentèrent de franchir le pont

Edmund Pettus à Selma pour se rendre à Montgomery, ils furent violemment attaqués par des policiers portant masques à gaz et matraques, tandis que d'autres policiers à cheval pourchassaient les manifestants qui tentaient de s'enfuir. Immédiatement surnommé le « Dimanche sanglant » par les médias, l'événement fit basculer la situation. L'appel de King à la solidarité interracial fit affluer plusieurs centaines de volontaires blancs et noirs, dont un grand nombre d'hommes d'Église. Parallèlement, la classe politique nationale se rangea du côté des militants noirs : plus d'une centaine de sénateurs et de représentants à la Chambre prirent position en faveur de la restauration du droit de vote pour les Noirs. Même dans le Sud, la position intraitable du gouverneur George Wallace et la brutalité du shérif Jim Clark en vinrent à être regardées d'un mauvais œil par nombre de Blancs.

Redoutant une autre effusion de sang le 9 mars lors de la nouvelle marche, le président Johnson dépêcha sur place un émissaire pour tenter de dissuader King de lancer cette initiative. Le pasteur accepta un compromis : il accompagna les manifestants jusqu'au pont Edmund Pettus puis fit demi-tour. Les militants du SNCC étaient ulcérés par l'attitude de King. Ce soir-là, deux ségrégationnistes s'en prirent à deux pasteurs blancs venus soutenir le mouvement. L'un d'eux, James Reeb, mourut de ses blessures quelques jours plus tard¹⁵⁰. Sa mort rendit inévitable une troisième marche, prévue pour le 21 mars. Les événements finirent par pousser Johnson à l'action. Dans un discours retransmis dans tout le pays, le président appela à agir « sans retard, sans hésitation et sans compromis ». Deux jours plus tard, il présenta au Congrès son projet de loi sur le droit de vote, dont une version préliminaire était prête depuis la fin de 1964. La marche du 21 mars aurait été triomphale si la nouvelle de l'assassinat d'une bénévole blanche, Viola Liuzzo, n'était venue assombrir la journée et rappeler l'ampleur des oppositions encore à surmonter.

Démontrant qu'il avait compris l'ampleur des difficultés persistantes auxquelles était confrontée la communauté africaine-américaine, Lyndon Johnson prononça le 4 juin 1965 à l'Université Howard à Washington un discours historique. Intitulée « To fulfill these rights », en référence au rapport publié par le Comité du président pour les droits civiques de Truman en 1947, l'intervention de Johnson rendait hommage à la « détermination indomptable » des Noirs à conquérir leur liberté et l'égalité. Néanmoins, déclara-t-il, « la liberté ne suffit

pas. On n'efface pas les cicatrices de siècles entiers en disant : «Maintenant, vous êtes libres.» Il ne suffit pas d'ouvrir les portes de l'égalité des chances. Tous nos citoyens doivent avoir la capacité de franchir ces portes¹⁵¹ ».

Deux mois plus tard, la loi sur le droit de vote (*Voting Rights Act*) entra en vigueur. Cette loi interdisait toute procédure de test ou d'examen qui priverait ou restreindrait le droit de vote d'un citoyen américain du fait de sa race ou de sa couleur de peau. Elle permettait à l'*Attorney General* d'envoyer sur place des « examinateurs » et des « observateurs » pour garantir le droit de vote dans les États du Sud. Pour empêcher les autorités locales de remplacer aussitôt des règles discriminatoires censurées par de nouvelles règles d'effet équivalent, une section de la loi visait à prévenir les discriminations par un système d'autorisation fédérale préalable à tout changement des règles électorales dans les circonscriptions du Sud. Certaines dispositions de la loi n'étaient valables que pour cinq ans et rien ne prouvait que des observateurs fédéraux seraient envoyés dans le Sud (de fait, l'*Attorney General* refusa d'en envoyer). Reste que l'adoption de la loi constituait une victoire éclatante pour le mouvement des droits civiques. John Lewis déclara que cette loi, signée par Johnson le 6 août 1965, devait être rangée par son importance aux côtés de la Proclamation d'émancipation de 1863. Après en avoir été privés depuis la fin de la Reconstruction, les Noirs du Sud retrouvaient enfin les prérogatives de la citoyenneté.

À la conquête du pouvoir noir (1965-1975)

« On peut tuer un révolutionnaire mais on ne peut jamais tuer la révolution. »

Fred HAMPTON, Discours, 1969.

Watts, nouvelle émeute de la colère

L'euphorie fut de courte durée. Du 11 au 17 août 1965, Los Angeles offrit un spectacle de colère et de dévastation à une nation terrifiée. Pendant six jours, des milliers d'Africains-Américains saccagèrent les rues des quartiers noirs de Watts et de South Central, pillant et incendiant des magasins, passant à tabac des automobilistes et attaquant les pompiers et les policiers dépêchés sur place. Lorsque le calme revint, le bilan était désastreux : 34 morts (dont 28 Noirs), plus d'un millier de blessés, 4 000 arrestations et 40 millions de dollars de dégâts matériels.

L'incident déclencheur avait été une altercation entre des policiers et un jeune Noir de vingt et un ans, Marquette Frye. Ce dernier, qui était venu s'installer à Los Angeles avec sa mère en 1957, était un chômeur n'ayant pas terminé ses études secondaires. Alors qu'il se promenait en voiture, il fut brutalement arrêté devant son domicile par la patrouille des autoroutes de l'État qui le soupçonnait de conduite en état d'ivresse. Sa mère sortit immédiatement de chez elle pour défendre son fils. Tous deux finirent menottés. La nouvelle de leur arrestation se répandit immédiatement dans le quartier. Une foule hostile à la police se forma. Après plusieurs autres altercations mineures entre la police et les personnes présentes, les policiers

quittèrent le quartier pour emmener les personnes arrêtées au commissariat. Pendant ce temps, la foule, qui ne s'était pas dispersée, commença à attaquer des automobilistes blancs. Lorsque des policiers arrivèrent de nouveau sur les lieux, ils furent à leur tour attaqués. Le soulèvement de Watts avait commencé. Il allait durer six jours¹.

Après les émeutes de 1964 à Harlem, Rochester (New York), Elizabeth, Paterson, Jersey City (New Jersey) et Philadelphie (Pennsylvanie), les Américains n'en étaient plus à leur première explosion de violence dans les quartiers pauvres noirs. Mais les événements de Watts surprirent et consternèrent la nation. Survenant moins d'une semaine après l'adoption du *Voting Rights Act* qui consacrait la fin des derniers obstacles légaux à l'égalité raciale, le soulèvement de Watts indiquait clairement que le « problème noir », que la majorité blanche de la population espérait résolu avec la fin du système « Jim Crow », existait toujours. Plus encore, Watts provoqua une onde de choc parce que la violence avait éclaté à Los Angeles, une ville longtemps considérée comme un modèle en matière de relations raciales. Aussi cette émeute provoqua-t-elle l'incompréhension, l'indignation et la colère des Blancs.

Dans la communauté noire, Watts suscita des réactions diverses, de la consternation à l'empathie. Les plus modérés, dont de nombreux hommes d'Église, déplorèrent la violence, qu'ils jugeaient contre-productive. Arrivé rapidement sur place, Martin Luther King fut particulièrement choqué. Alors que sa visite à Los Angeles deux ans plus tôt avait été acclamée par une foule de 35 000 personnes et avait dynamisé le mouvement local, il fut cette fois accueilli par des slogans particulièrement hostiles témoignant du divorce entre les jeunes des ghettos et un pasteur médiatique prônant une politique intégrationniste : « Rentrez chez vous, Dr King. Nous ne voulons pas de vous ici. » Par cette apostrophe, les Noirs de Watts exprimaient leur frustration et leur colère envers un mouvement essentiellement centré sur la conquête des droits civiques et qui, selon eux, avait négligé les problèmes des populations noires en dehors du Sud et sous-estimé la dimension socio-économique du combat pour une égalité réelle. Cette accusation était en partie infondée car Martin Luther King n'était pas aussi modéré que ce que pouvait laisser penser son image médiatique après la marche sur Washington. Mais elle touchait un point crucial : la lutte pour la liberté des Noirs américains avait appelé à la levée des obstacles juridiques à leur égalité de traitement par les institutions du

pays ; point de départ indispensable à toute revendication d'égalité, la lutte pour l'intégration ne résolvait cependant pas les problèmes économiques et sociaux des habitants des ghettos du Nord et de l'Ouest. Ces derniers bénéficiaient depuis longtemps du droit de vote mais son exercice ne s'était pas traduit par une amélioration concrète de leurs conditions de vie.

Si Watts exprimait un divorce entre la classe moyenne noire associée à l'Amérique libérale et la classe ouvrière noire, c'était moins sur les moyens d'action que, précisément, sur cette question de la représentation politique, la majorité des Africains-Américains se sentant trahis par des classes supérieures souvent coupées des réalités vécues par les plus pauvres. Loin de condamner les émeutiers, le vice-président de la NAACP de Los Angeles, par exemple, entreprit d'organiser le paiement des cautions nécessaires pour faire libérer les personnes arrêtées². En Californie comme ailleurs, la majeure partie de la population noire, toutes classes confondues, reconnaissait que la violence utilisée par les habitants de Watts résultait d'une grande frustration devant l'inefficacité des autres moyens d'action³. « Chaque ghetto noir est un Los Angeles potentiel », s'exclama Adam Clayton Powell, sans pour autant se remettre personnellement en cause en tant qu'élus de Harlem⁴. La population africaine-américaine semblait d'accord avec son constat. À la question « Pensez-vous que les conditions ayant causé la récente émeute de Watts existent dans la plupart des communautés urbaines noires du Nord, comme l'a déclaré le *Congressman* Adam Clayton Powell ? », posée dans un sondage adressé à un échantillon national représentatif de la population noire, 87 % des personnes interrogées répondirent par l'affirmative. Dans le Nord, le « oui » atteignait 96 %⁵.

La couverture médiatique des émeutes, qui visait surtout à décrédibiliser le mouvement et à faire de la violence un moyen d'action illégitime, donnait l'image d'une jeunesse noire en rupture avec le reste de la société. Mais cette analyse était erronée : deux tiers des Noirs arrêtés à Watts avaient un emploi et beaucoup disposaient de revenus les classant dans la classe moyenne inférieure⁶. Contrairement à ce qui a pu être dit, la rébellion de Watts n'illustrait pas non plus le passage, du jour au lendemain, du militantisme intégrationniste de la première moitié des années 1960, dont la modération fut par la suite idéalisée, à l'idéologie nationaliste du *Black Power*, dont la radicalité est trop souvent stigmatisée. Elle révèle

plutôt, *a posteriori*, l'essoufflement progressif des méthodes utilisées par le mouvement des droits civiques et le lent processus de radicalisation à l'œuvre dans les années précédentes. Watts illustre ainsi la désillusion d'une partie croissante de la population africaine-américaine vis-à-vis de l'Amérique libérale et de ses relais dans la petite élite économique et politique noire. Qualifiés d'« Oncles Tom », les membres de cette classe dirigeante étaient vus comme servant leurs propres intérêts au détriment du bien collectif. Cette situation se retrouvait partout où le poids politique croissant des Noirs avait conduit à l'élection de représentants africains-américains mais où les inégalités socio-économiques perduraient, voire s'aggravaient.

Si Watts marqua une rupture, ce fut surtout dans la prise de conscience par l'Amérique blanche de l'ampleur des problèmes dans les ghettos. Après l'émeute, responsables politiques et chercheurs se penchèrent sur cette question. Chargée d'éclaircir les raisons du soulèvement, la commission d'enquête officielle McCone, créée par le gouverneur de Californie Edmund G. Brown, rendit son rapport en décembre 1965⁷. Ses conclusions identifiaient des causes structurelles (pauvreté, inégalité, discrimination raciale) et des causes conjoncturelles (l'adoption de la proposition d'initiative populaire n° 14 invalidant la loi californienne sur la liberté résidentielle). Les membres de la commission McCone appelèrent par conséquent à renforcer les programmes publics ciblant la pauvreté des ghettos, tout en dénonçant la violence inexcusable et « irrationnelle » des émeutiers. Une vision qui n'était pas sans similarité avec l'image négative des ghettos noirs développée en mars 1965 dans l'étude de Daniel Patrick Moynihan sur la famille africaine-américaine.

Le rapport Moynihan et la « guerre contre la pauvreté »

Publié, cinq mois après sa rédaction, au moment des émeutes de Watts, le rapport Moynihan, *The Negro Family : The Case for National Action*, avait été commandé par l'administration Johnson dans le cadre de sa « guerre contre la pauvreté ». L'objectif était de trouver de nouvelles pistes d'action afin de réduire les inégalités socio-économiques entre les Blancs et les Noirs⁸. S'inspirant des thèses soutenues par E. Franklin Frazier sur la famille africaine-américaine vingt-cinq ans plus tôt, ainsi que des travaux plus récents de

l'anthropologue Oscar Lewis et du sociologue Kenneth Clark, l'étude expliquait le fort chômage des Noirs par leurs schémas familiaux en liant la soi-disant désorganisation et « pathologie » des familles noires à la montée d'une culture matriarcale née sur les plantations à l'époque de l'esclavage⁹. Selon Moynihan, cette culture était responsable de la démoralisation des hommes noirs et donc indirectement de la pauvreté, de la délinquance et des comportements sexuels débridés (manifestés, selon le rapport, par le nombre des grossesses adolescentes dans les populations noires défavorisées des ghettos). La publication de ce rapport suscita une vive indignation dans la communauté noire, en particulier chez les femmes. En minimisant le racisme institutionnel et les conséquences de la conjoncture socio-économique au profit d'une explication culturelle, le rapport n'offrait pas d'autre solution aux problèmes concrets auxquels les Noirs étaient confrontés que la stabilisation de leur structure familiale¹⁰.

Malgré les nombreuses critiques, le rapport Moynihan eut une forte influence sur les administrateurs des politiques de la « Grande Société » (nom donné par Johnson à l'ensemble des mesures et programmes de réforme intérieure mis en place en 1964-1965) au niveau national et local¹¹. Donnant en modèle la classe moyenne noire, au détriment des classes populaires et, en particulier, des femmes des milieux défavorisés, le rapport Moynihan infléchit les présupposés raciaux et genrés de l'État-providence américain. Tandis que, sous Roosevelt, les politiques du New Deal reposaient sur l'idée que les Africains-Américains, hommes ou femmes, étaient avant tout les victimes d'un système d'oppression raciste défendu par les autorités du Sud, sous Johnson, l'État libéral se mit à considérer les Noirs défavorisés comme les principaux responsables de leurs propres difficultés. En mettant l'accent sur les facteurs culturels, Moynihan, pourtant animé de l'intention louable de réduire la pauvreté du ghetto, donna l'image d'un prolétariat noir affaibli par le poids de son histoire. Alors même que le lancement de la « guerre contre la pauvreté », programme phare du début du mandat de Johnson, aurait pu faire émerger un nouveau regard sur les populations des ghettos, l'analyse de Moynihan, qui reflétait l'idéologie dominante de la Grande Société centrée sur la figure de l'homme pourvoyeur des ressources du foyer, se traduisit par une stigmatisation accrue.

Le regard de l'Amérique blanche sur le ghetto noir s'était durci sous

l'influence conjointe du rapport Moynihan et des événements de Watts. Mais la peur suscitée par les violences urbaines fournit une occasion d'approfondir la « guerre contre la pauvreté ». La volonté d'améliorer les conditions de vie dans les ghettos découlait d'un constat simple : depuis la période du New Deal, les inégalités raciales n'avaient cessé de se creuser. En 1964, 40 millions d'Américains vivaient encore en dessous du seuil de pauvreté, estimé à 3 000 dollars annuels pour une famille de quatre personnes (soit 20 % de la population). Sur ces 40 millions de pauvres, un tiers étaient des Africains-Américains (alors que les Noirs ne représentaient que 10 % de la population totale)¹². En lançant cette « guerre contre la pauvreté », Johnson était en partie animé par des considérations de politique électorale : attirer l'électorat noir des centres urbains. Mais le président cherchait aussi à répondre aux revendications économiques du mouvement noir¹³. Homme politique aguerri, il s'efforça d'agir de manière à gagner la loyauté des Noirs sans perdre le vote de la classe ouvrière blanche. Disposant d'une forte majorité au Congrès, il était par ailleurs assuré de bénéficier de la marge de manœuvre nécessaire pour lancer son programme.

La « guerre contre la pauvreté » reposait sur une double approche : améliorer l'égalité des chances des personnes défavorisées grâce à une politique d'éducation et de formation ambitieuse et accroître leurs moyens d'existence par différentes aides financières¹⁴. Sous ce libellé fut progressivement regroupé un ensemble de mesures : le programme Head Start, destiné à aider les enfants de familles pauvres à entamer leur scolarité dans de bonnes conditions grâce à des services éducatifs, sanitaires, alimentaires et sociaux ; le programme d'assurance médicale Medicaid ; la distribution de coupons alimentaires ; le programme VISTA (Volunteers in Service to America) de service national dans les quartiers défavorisés ; le programme Job Corps de formation professionnelle pour les jeunes ; et, à partir de novembre 1966, le programme Model Cities. Particulièrement ambitieux, ce dernier était doté d'un budget de 900 millions de dollars. Il devait financer des projets, élaborés par les villes elles-mêmes, de réhabilitation et de redynamisation de quartiers cibles avec destruction des logements insalubres, rénovation urbaine, création de logements à coût modéré, amélioration des services sanitaires et éducatifs, formation professionnelle et création d'emplois¹⁵.

Cette batterie de mesures était complétée par le Programme d'action

communautaire (Community Action Program, CAP), dispositif plus radical – et controversé –, mis en place en vertu de l'*Economic Opportunity Act* de 1964. Placé sous l'autorité du Bureau des opportunités économiques (Office of Economic Opportunity, OEO), le CAP avait pour mission de réduire la pauvreté en impliquant directement les personnes concernées. Partant du principe que les pauvres étaient les plus à même de comprendre la complexité de leurs problèmes et d'y remédier, le gouvernement fédéral, désireux de sortir les bénéficiaires de l'aide publique de leur statut d'assistés, encouragea la « participation maximale faisable » des habitants des quartiers défavorisés. Conçu avec une visée universelle, *colorblind*, ce programme bénéficiait très largement aux Africains-Américains, dont une très forte proportion vivaient en dessous du seuil de pauvreté¹⁶.

L'*Economic Opportunity Act* encourageait les collectivités locales à former des Community Action Agencies (CAA) qui pouvaient présenter des demandes de financement pour mettre en œuvre des initiatives locales dans les domaines notamment de la santé, de l'aide sociale, de l'éducation et de l'amélioration de l'habitat. Très vite, les premières CAA virent le jour dans les grandes villes du pays, désireuses de jouir de cette manne financière providentielle alors que les difficultés s'amoncelaient dans les centres urbains, en proie à la désindustrialisation et au départ d'un nombre sans cesse croissant d'entreprises. Fin 1966, il existait à l'échelle du pays plus d'un millier de CAA.

Malgré les pressions de nombreux maires qui cherchaient à capter la manne fédérale et à contrôler ces nouvelles agences, le Community Action Program (CAP) eut un effet positif dans de nombreux quartiers où il permit d'améliorer les conditions de logement et de vie des habitants. Pour la première fois dans l'histoire du pays, des personnes pauvres étaient financées par le gouvernement fédéral pour mobiliser les habitants de leur quartier en vue de réduire la pauvreté. Les associations de défense des locataires africains-américains qui œuvraient de longue date pour obtenir les réparations nécessaires de leurs immeubles tirèrent du CAP une légitimité supplémentaire. Dans les logements sociaux en particulier, les militants se mirent à réclamer avec un regain de vigueur que les bailleurs réparent les ascenseurs et engagent des actions de dératissage, de nettoyage et de réfection des couloirs et cages d'escalier. Construits en 1953 pour proposer des « appartements à bon marché dans le ciel », les Lafayette Courts à

Baltimore, par exemple, offraient quinze ans plus tard des conditions de vie difficiles pour les familles, souvent monoparentales, qui y résidaient. Les concepteurs des programmes de construction de logements sociaux avaient envisagé l'installation dans ces appartements comme une mesure transitoire pour des familles connaissant des problèmes économiques ponctuels. Mais la réalité de la vie dans ces tours, petits immeubles ou barres d'immeubles était bien différente : un très grand nombre des locataires y passaient de nombreuses années. La pauvreté grandissante des familles monoparentales dirigées par des femmes africaines-américaines, à une période de fort développement des emplois sous-payés dans le secteur des services, explique la proportion importante de femmes dans les logements sociaux.

La mobilisation pour l'amélioration des grands ensembles et de leur image était déjà une tradition ancienne. Conscients de la réputation déplorable de leur quartier, les habitants – hommes comme femmes, Blancs comme Noirs – effectuaient eux-mêmes les réparations nécessaires et tentaient de sécuriser les alentours et les entrées d'immeuble. La « guerre contre la pauvreté » permit non seulement le développement de ces activités mais aussi l'entrée en politique d'une génération de militants noirs, très souvent des femmes, qui transformèrent leur action bénévole en un travail rémunéré¹⁷. Pour de nombreuses femmes africaines-américaines, les programmes de Johnson fournirent une opportunité sans précédent d'apprentissage par la formation et l'emploi. Grâce aux CAA locales, elles purent ainsi passer d'un « maternage militant » informel à un activisme politique¹⁸.

La figure de Goldie Baker est à cet égard exemplaire. Mère célibataire de sept enfants, elle vivait dans un logement social de Baltimore. Après des années à vivre dans un logement trop exigu, Baker s'était résignée à demander un logement social malgré la mauvaise réputation qu'elle savait attachée à ce type d'adresses. Après de longs mois d'attente, elle obtint un appartement dans l'un des petits immeubles du complexe Lafayette Courts. Très vite, elle s'investit dans l'amélioration des conditions de vie dans son immeuble et son quartier. Ce fut le début d'une vie d'activisme et de lutte avec les services municipaux et les bailleurs sociaux pour obtenir non seulement la rénovation des logements mais aussi le respect des locataires par les responsables de la ville, du logement social et des services sociaux¹⁹.

L'effet cumulatif des programmes de la Grande Société permit une réduction de la pauvreté des Africains-Américains. Alors qu'en 1965 65,6 % des jeunes Noirs de moins de dix-huit ans vivaient sous le seuil de pauvreté (contre 21 % des jeunes Américains toutes races confondues), ce taux était tombé à 50,6 % (contre 17,6 %) en 1966 puis à 43,1 % en 1968. Une tendance similaire se retrouvait chez les plus de soixante-cinq ans, autre grande catégorie de pauvres du pays : en 1965, 62,5 % des Africains-Américains de plus de soixante-cinq ans étaient considérés comme pauvres. En 1966, ce pourcentage tomba à 55,1 % et en 1968 à 47,7 %²⁰.

La proportion de Noirs vivant sous le seuil de pauvreté restait cependant nettement supérieure à celle des Blancs puisqu'en moyenne, sur cette période, ils représentaient encore environ un tiers de tous les pauvres. De plus, au fil des années, l'engagement de l'administration Johnson dans la guerre du Vietnam prit le pas sur sa politique sociale. Les fonds alloués à la « guerre contre la pauvreté » diminuèrent tandis que le budget de la défense augmentait de façon exponentielle. Pour réduire les programmes sociaux, l'une des pistes explorées fut de limiter les aides financières, telles que les allocations familiales (American Families with Dependent Children, AFDC), en contrôlant plus sévèrement les bénéficiaires. Les visites intempestives à domicile devinrent monnaie courante, pour vérifier que ces derniers entraient bien dans la catégorie des « pauvres méritants ». Le soupçon d'abus ou de tricherie qui planait désormais accentua simultanément la stigmatisation des « assistés » et la volonté de ces derniers – en particulier les femmes noires – de se faire respecter.

L'OEO et le CAP ambitionnaient de redynamiser les quartiers pauvres en leur insufflant la philosophie conservatrice du *self-help* et de la respectabilité. Les bénéficiaires de ces politiques, les femmes en particulier, réclamaient pour leur part des réformes plus ambitieuses et des changements structurels leur permettant de sortir de la dépendance et d'avoir enfin prise sur leurs conditions de vie. Avant que le mouvement noir et ses représentations médiatiques ne s'emparent de l'expression « pouvoir noir » (*black power*), ces femmes activistes en pratiquaient déjà une version pragmatique à l'échelle locale.

La « marche contre la peur »

Pendant ce temps, malgré l'adoption des lois sur les droits civiques et le droit de vote et la mise en place du CAP, les progrès étaient lents à se faire sentir dans le Sud profond. Dans de nombreux États de cette région, la participation des Noirs aux scrutins avait rapidement augmenté, menant même à des victoires saisissantes comme l'élection de Julian Bond, directeur de la communication du SNCC, à l'Assemblée de Georgie en 1965, aux côtés de huit autres élus africains-américains (les premiers depuis 1907). Mais dans certains endroits, notamment le Mississippi, les autorités avaient troqué la résistance massive contre une nouvelle politique de respect minimal des lois en vigueur. Il s'agissait pour elles d'accepter l'inscription sur les listes électorales d'un nombre de Noirs suffisamment limité pour maintenir l'ordre établi sans risquer d'être poursuivies en justice pour violation des lois sur l'égalité des droits.

Pour dénoncer ces lenteurs et encourager la mobilisation, James Meredith, désormais diplômé de l'Université du Mississippi, décida d'effectuer, sans arme, une « marche contre la peur » de Memphis (Tennessee) à Jackson (Mississippi). Appelant uniquement les hommes noirs à se joindre à lui pour « arrêter de se cacher derrière leur femme et leurs enfants », l'initiative de Meredith illustrait à quel point, pour de nombreux militants noirs, le combat pour l'égalité raciale se doublait d'une volonté de reconquête de leur virilité. Ce faisant, cette initiative rappelait en filigrane les difficultés du mouvement noir à se défaire de la vision sexiste traditionnelle considérant les femmes noires comme objets de la nécessaire protection masculine alors même que les Africaines-Américaines étaient de plus en plus nombreuses à agir politiquement.

Meredith se mit en route le 6 juin 1966. Le lendemain, un homme blanc le blessa sévèrement par balles, provoquant son hospitalisation. Furieux de s'être fait « tirer comme un lapin », Meredith regretta publiquement de ne pas avoir emporté d'arme avec lui. Dès la nouvelle de son agression connue, les dirigeants du mouvement noir se mobilisèrent : la « petite marche de Meredith » devait devenir, selon les mots de l'hebdomadaire *Newsweek*, le « plus gros défilé depuis Selma »²¹. À son chevet, King pour la SCLC, Roy Wilkins pour la NAACP, Whitney Young pour l'Urban League, Floyd McKissick représentant le CORE et Stokely Carmichael, nouvellement élu président du SNCC, se concertèrent sur la conduite à adopter.

L'événement révéla l'ampleur de la division du mouvement noir.

Wilkins et Young, très influents dans les hautes sphères de la société et du pouvoir américains, entendaient utiliser l'indignation générale comme moyen de pression sur le Congrès qui examinait alors un nouveau projet de loi sur les droits civiques. Cette loi, soumise par l'administration Johnson au printemps 1966, comprenait plusieurs dispositions renforçant la protection des Africains-Américains dans le Sud, y compris le droit pour l'*Attorney General* d'intenter des procès pour forcer la déségrégation, et l'interdiction de la discrimination raciale dans la sélection des jurés à tous les niveaux du système judiciaire. Surtout, elle interdisait toute discrimination dans la vente ou la location d'un logement de quelque type que ce soit. L'inclusion de cette disposition particulièrement sensible provoqua une levée de boucliers, menaçant d'enterrer l'ensemble des dispositions proposées²².

Dans ce contexte, la NAACP et l'Urban League pensaient qu'une marche non violente et unitaire médiatisée pourrait se révéler utile. Pour le SNCC et le CORE, il était au contraire nécessaire de montrer la détermination des Noirs à ne plus se laisser intimider, en recourant si besoin à l'autodéfense armée au cours de la marche. L'arrivée de Floyd McKissick à la tête du CORE en 1963 avait marqué le début de la radicalisation de l'organisation²³. Cette évolution s'accéléra en 1966 lorsqu'il fut élu directeur national du mouvement. McKissick se montrait particulièrement critique à l'égard des organisations de défense des droits civiques – NAACP, NUL et SCLC. Du fait de leur dépendance financière à l'égard de la bourgeoisie noire et des libéraux blancs du Nord, estimait-il, ces organisations restaient coupées des quartiers défavorisés et étaient par conséquent incapables de les défendre. Pour l'avocat de Durham, qui s'était fait connaître en défendant avec succès les étudiants arrêtés pendant les *sit-ins*, l'heure de l'interracialisme était passée. Il était urgent, selon lui, de s'organiser séparément des Blancs, d'exiger une égalité de traitement immédiate et de conquérir le pouvoir politique²⁴.

En juin 1966, le SNCC partageait cette analyse. L'organisation étudiante venait d'être secouée par de fortes tensions internes, qui opposaient les partisans de John Lewis, favorable à la poursuite d'une collaboration avec les Blancs dans la tradition des actions menées depuis la création du groupe, et ceux qui considéraient, à l'instar de Stokely Carmichael, que le SNCC devait mener ses activités uniquement entre Noirs. En mai 1966, Carmichael, vingt-cinq ans, fut élu par une majorité d'une seule voix à la direction du SNCC en

remplacement de Lewis.

Carmichael s'était fait connaître quelques années plus tôt en lançant la Lowndes County Freedom Organization (LCFO) en Alabama²⁵. Le comté de Lowndes était africain-américain à 80 % mais aucun habitant noir n'y était inscrit sur les listes électorales. Carmichael avait retiré de l'échec du Mississippi Freedom Democratic Party (MFDP) lors de la convention démocrate d'Atlantic City de 1964 la conviction que la libération des Noirs viendrait non pas de l'intégration sociale mais de la conquête du pouvoir politique. Il organisa à cette fin un parti politique indépendant présentant ses propres candidats africains-américains aux scrutins locaux, pour aider la population noire à s'inscrire sur les listes électorales malgré les intimidations et les violences. La LCFO avait choisi pour symbole la panthère noire, animal qui a pour caractéristique de passer à l'attaque lorsqu'il est acculé. Contribuant à la renommée de l'organisation, ce symbole fort marquait la détermination des Africains-Américains à se faire respecter. S'inspirant de l'action des Deacons for Defense, le groupe revendiquait le droit à l'autodéfense armée. Malgré la réaction très forte des Blancs locaux, la LCFO parvint à accroître la participation politique des Noirs du comté.

Fort de son expérience, Carmichael participa à la radicalisation du SNCC. Malgré les réticences de King, il réussit à imposer la présence des Deacons for Defense pour assurer le service d'ordre de la marche non violente envisagée par les organisations noires pour poursuivre l'initiative de Meredith. Alors que Martin Luther King et la SCLC représentaient la position médiane, Wilkins et Young, opposés à la présence des Deacons, se retirèrent de l'organisation de la manifestation. Malgré les tensions, notamment à Philadelphia (Mississippi) où les manifestants furent agressés physiquement, la marche se déroula sans encombre et 4 000 personnes purent s'inscrire sur les listes électorales. Mais ce succès ne dissipa pas pour autant les malentendus internes opposant notamment les militants locaux, issus de la NAACP pour la plupart, qui œuvraient au renforcement graduel du pouvoir des habitants, et les militants d'envergure nationale, dont les slogans plus radicaux et plus éloignés des réalités locales risquaient, selon les premiers, d'envenimer la situation.

L'événement n'aurait finalement pas suscité beaucoup d'intérêt si une déclaration de Carmichael n'avait transformé la marche en symbole de la radicalisation des Noirs. Arrêté à Greenwood

(Mississippi), il s'écria devant une foule de 600 personnes : « C'est la vingt-septième fois que je me fais arrêter. Je n'irai plus en prison. » Déclarant que les Noirs demandaient leur liberté depuis six ans et qu'ils n'avaient rien obtenu, il ajouta : « Ce que nous allons commencer à dire maintenant est "Pouvoir noir" ! » Il répéta son slogan, « *Black Power ! Black Power !* », repris en chœur par la foule²⁶. Utilisée dès 1954 par l'écrivain Richard Wright, la formule servant de titre à son livre sur son voyage en Côte de l'Or en pleine lutte d'indépendance²⁷, l'expression « *Black Power* » avait ensuite été reprise sans attirer l'attention par d'autres militants noirs. Cette fois-ci, les médias s'en emparèrent, en faisant le symbole de l'avènement d'une nouvelle attitude militante.

Martin Luther King à Chicago

La révolte de Watts incita Martin Luther King, surtout actif dans le Sud jusque-là, à étendre le mouvement noir dans le Nord. Depuis l'été 1965, il était en pourparlers avec divers groupes de militants de Chicago, réunis dans le Coordinating Council of Community Organizations (Conseil de coordination des organisations locales, CCCO). Dirigé par Albert Raby, le CCCO menait depuis 1962 une action de fond dans les ghettos du South Side et du West Side contre la discrimination raciale dans le monde du travail et les déplorables conditions de logement et d'éducation dans ces quartiers²⁸. Le CCCO avait en particulier organisé un boycott massif des écoles publiques des quartiers noirs pour forcer Benjamin Willis, le surintendant des écoles publiques de la ville, à renoncer à sa politique d'enseignement en « deux-huit » – certains enfants allant en cours de 8 à 14 heures et d'autres de 14 à 20 heures – à l'époque considérée comme la seule solution envisageable à l'entassement dans les écoles du ghetto. Malgré le succès du boycott, les conditions éducatives restaient très inégalitaires dans la deuxième ville du pays.

Par rapport aux petites villes du Sud auxquelles King était habitué, Chicago offrait, par sa taille, un terrain bien différent pour une campagne de déségrégation. En outre, la ville était contrôlée d'une main de fer depuis 1955 par le maire démocrate Richard J. Daley. King partait du principe que s'il arrivait à convaincre Daley du bien-fondé de la liberté résidentielle, ce dernier aurait les moyens de la mettre en œuvre. Mais Daley était également la personne qui, en

1963, s'était écriée à la convention de la NAACP : « Il n'y a pas de ghetto dans la ville de Chicago²⁹ ! » Un tel déni de réalité dans l'une des villes les plus ségréguées du pays était de mauvais augure pour la campagne de King. Son conseiller Bayard Rustin l'avait prévenu : « Tu ne connais pas Chicago... Tu vas te faire laminer³⁰. » Convaincu qu'il était nécessaire de porter le mouvement des droits civiques dans le Nord, ne serait-ce que pour contrer les discours de plus en plus radicaux qui émanaient des ghettos, King décida de se lancer malgré tout dans la campagne du Chicago Freedom Movement³¹.

Concentrant initialement son énergie sur la question des conditions de vie dans les ghettos, le Chicago Freedom Movement s'était donné comme premier objectif d'éliminer les taudis. Pour dénoncer la crise du logement, l'attitude des propriétaires et l'insalubrité des résidences, King emménagea dans un immeuble délabré du West Side³². Parallèlement, la SCLC développa à Chicago le programme « Operation Breadbasket » qu'elle menait à Atlanta depuis 1962. Inspirée de l'action de Leon Sullivan à Philadelphie, l'opération consistait à exiger des entreprises installées à proximité du ghetto qu'elles embauchent des Noirs dans une proportion significative et à tous les niveaux de responsabilité. En cas de refus, les militants de la SCLC organisaient un boycott, avec la collaboration des pasteurs des Églises noires locales. Lancée en février 1966 et placée sous la direction d'un étudiant du Chicago Theological Seminary, Jesse Jackson, l'Opération Breadbasket fut un succès. Le bilan au bout de quinze mois était révélateur : 2 000 emplois créés, apportant 15 millions de dollars de revenus annuels supplémentaires à la communauté noire locale³³.

La campagne du Chicago Freedom Movement prit progressivement de l'ampleur au printemps et à l'été 1966. Pour tenter de former un front uni de la communauté noire locale, King rencontra Elijah Muhammad de la Nation of Islam fin février 1966³⁴. Il fit de même avec des dirigeants des principaux gangs de Chicago, les Blackstone Rangers, les Vice Lords ou encore les Disciples, avec pour objectif de les convertir à l'action politique non violente³⁵. Mais, si certains dirigeants de ces gangs de rue étaient prêts à participer aux manifestations du Chicago Freedom Movement, la majeure partie de leurs membres se sentaient plus proches du slogan *Black Power* que de celui de King, « *Freedom Now* ».

Lors d'un grand rassemblement du Chicago Freedom Movement au

stade de football américain de la ville, le 10 juillet, les divergences éclatèrent au grand jour. Descendant au milieu du terrain, plusieurs centaines de membres de gangs déployèrent une banderole proclamant « *Black Power* » avant de quitter le stade. L'émeute qui éclata deux jours plus tard dans le West Side de Chicago témoigna de la perte d'influence de King : une fois de plus, l'incident déclencheur fut une intervention musclée de la police contre six jeunes qui avaient ouvert une bouche à incendie pour chercher un répit à la chaleur estivale torride. Malgré les efforts déployés par les dirigeants noirs locaux pour calmer les esprits, la situation dégénéra. King s'efforça le soir même de rappeler l'importance de la non-violence mais des jeunes de l'auditoire l'interrompirent en criant « *Black Power* » avant de se précipiter dans la rue³⁶. Pour le maire de Chicago, l'affaire était entendue : l'alliance entre le Chicago Freedom Movement et les gangs de la ville était responsable de l'émeute. En réalité, l'explosion de colère de la jeunesse noire du West Side reflétait, comme ailleurs dans le pays, la frustration de la nouvelle génération. Contrairement à ce que laissaient entendre les autorités, le mouvement naissant du *Black Power* n'était pas le résultat d'une manipulation des foules par des groupes radicaux. Il témoignait plutôt de l'impatience d'une jeunesse qui ne croyait plus aux mots d'ordre non violents ni à la coopération avec les Blancs libéraux.

En dépit de cette opposition grandissante entre deux philosophies et deux générations, le Chicago Freedom Movement poursuivit son action. Lorsqu'il fut question d'organiser une grande marche dans l'un des quartiers blancs les plus notoirement racistes de la ville, certains membres de gangs répondirent, malgré leurs réserves, à l'appel de King. Le 5 août, les militants noirs pacifistes se retrouvèrent pour défiler dans les rues de Gage Park. Ils se retrouvèrent très vite débordés par une foule de Blancs en colère, munis d'armes de fortune. Touché à la tête par le jet d'un pavé, King saigna abondamment. Stupéfait par la violence des Blancs, il s'exclama : « Les gens du Mississippi devraient venir à Chicago pour comprendre ce qu'est vraiment la haine³⁷. »

Fin août, les autorités municipales désiraient à tout prix trouver une issue à la crise et éviter d'autres manifestations. Elles proposèrent à King une négociation. Un sommet entre Daley et le pasteur noir fut organisé, au terme duquel l'agence municipale chargée du logement, la Chicago Housing Authority, promit de construire de nouveaux

logements sociaux. De son côté, l'association des banques de crédit immobilier s'engagea à accorder des prêts sans prendre en considération l'origine raciale des demandeurs. King salua le résultat obtenu comme le « programme le plus important jamais conçu pour faire de la liberté résidentielle une réalité ». Il accepta de suspendre sa campagne et quitta la ville³⁸. Quelques membres de la SCLC restèrent sur place pour continuer à aider les militants locaux. Jesse Jackson poursuivit de son côté, avec succès, son Opération Breadbasket. Mais il apparut vite que les autorités municipales n'avaient jamais eu l'intention de tenir leurs promesses. Le 24 mars 1967, au cours d'une conférence de presse, King reconnut son échec. Il avait été manipulé par plus fin politicien que lui³⁹.

Dans les ghettos de la ville, l'échec de la campagne de la SCLC à Chicago suscita bien des rancœurs, d'autant que, parallèlement, Daley faisait tout ce qui était en son pouvoir pour capter les fonds fédéraux de la « guerre contre la pauvreté », au détriment des associations locales. L'incapacité des Noirs à faire entendre leurs revendications par les autorités municipales et par les Blancs de la ville radicalisa encore les militants⁴⁰. King restait certes populaire, mais les solutions qu'il proposait semblaient désormais vouées à l'échec.

Le *Black Power*, version séparatiste

En lançant le slogan « *Black Power* » à la foule à Greenwood, Stokely Carmichael avait exprimé un sentiment plus qu'un programme précis⁴¹. L'expression traduisait la frustration du nouveau dirigeant du SNCC face au manque de détermination de l'administration Johnson à faire respecter le *Civil Rights Act* et le *Voting Rights Act* sur le terrain. Elle exprimait également une triple conviction de Carmichael : que le véritable changement social viendrait de la conquête du pouvoir politique, que l'oppression des Noirs était fondamentalement une question de race (et non de classe) et qu'il incombait avant tout aux Blancs de lutter contre le racisme dans leur propre communauté, laissant les Noirs s'organiser entre eux. Le tollé médiatique provoqué par sa déclaration et la réaction enthousiaste qu'elle suscita parmi les personnes présentes forcèrent Carmichael à clarifier sa pensée dans un contexte tendu par les émeutes de Chicago, Cleveland (Ohio) et Omaha (Nebraska) en juillet 1966.

Dans une série d'entretiens dans la presse et à la télévision,

Carmichael s'efforça d'expliquer ses vues dans des termes que les libéraux blancs du Nord pourraient comprendre, voire accepter⁴². Récusant les accusations de racisme anti-Blancs, il mit en avant le droit légitime des Noirs à jouir d'un pouvoir accru dans la société américaine, à la manière des Irlandais et des juifs avant eux. Revendiquant l'autonomie culturelle et politique des communautés noires, le jeune leader soulignait la nécessité pour les Africains-Américains de se réapproprier leur histoire et leur identité. Sans exclure une possible collaboration avec les Blancs, il mettait cependant en avant la nécessité de l'autodétermination des Noirs⁴³. Malgré son ton délibérément modéré, cette dernière prise de position suscita une inquiétude et une réprobation quasi unanimes dans la communauté blanche comme parmi les dirigeants des principales organisations noires.

Le magazine *Time* donna le ton en qualifiant le *Black Power* de « philosophie raciste » défendue par de « jeunes démagogues ». Au niveau local comme fédéral, les autorités voyaient également d'un très mauvais œil cette radicalisation de la rhétorique. N'hésitant pas à condamner l'influence de Carmichael et des tenants du *Black Power* sur les émeutiers noirs, le président Johnson dénonça cette dérive et appela à la mobilisation autour du « pouvoir démocratique américain ». Pourtant connu pour ses positions libérales, Robert Kennedy, devenu sénateur de l'État de New York en 1964, s'inquiéta quant à lui des ravages que risquait de provoquer ce radicalisme, dans le mouvement des droits civiques et au-delà⁴⁴. J. Edgar Hoover donna l'ordre aux agents du FBI de renforcer la surveillance du SNCC. Parallèlement, les forces de police des villes, y compris hors du Sud, reçurent le feu vert pour intensifier le harcèlement de l'organisation. À Philadelphie, le chef de la police Frank Rizzo lança ainsi, avec l'aval du maire, un raid contre les bureaux du SNCC. Affirmant y avoir trouvé de la dynamite, les policiers procédèrent à l'arrestation de quatre militants. Un seul appartenait au SNCC et la dynamite avait été trouvée dans un local adjacent, pas dans les bureaux de l'organisation. Rien n'y fit. Une campagne de presse présenta l'organisation comme criminelle. Les chefs d'accusation furent plus tard abandonnés mais la section locale de Philadelphie ne se remit jamais des fausses accusations. Le groupe périclita⁴⁵.

Les organisations noires intégrationnistes n'étaient pas en reste pour dénoncer Carmichael. Sans surprise, la NAACP était la plus virulente.

Roy Wilkins dénonça sans ambages le slogan à la convention nationale de son organisation en juillet 1966 : « Peu important leurs efforts pour l'expliquer, le terme "*Black Power*" signifie "pouvoir anti-Blancs"⁴⁶. » Whitney Young de la NUL surenchérit, déclarant que son organisation désavouerait tout groupe adoptant « *Black Power* » comme mot d'ordre. Toujours attaché à la coopération interr raciale, Martin Luther King partageait les vues de Wilkins et Young mais, entretenant des liens amicaux avec Carmichael, il refusa d'utiliser des mots trop durs à son égard. Malgré leurs divergences d'opinion, les deux hommes maintinrent de 1966 jusqu'à l'assassinat de King en avril 1968 des relations de camaraderie et de respect mutuel. Soucieux de ménager les instances dirigeantes du Parti démocrate et conservant sa ligne intégrationniste, King refusa toutefois, comme ses homologues de la NAACP et de l'Urban League, de suivre Carmichael lorsque ce dernier s'investit dans la dénonciation de la guerre du Vietnam.

Carmichael n'était pas seul à appeler de ses vœux une réorientation radicale de l'action des Africains-Américains. Il fut soutenu par Adam Clayton Powell, qui revendiquait par ailleurs la paternité de l'expression « *Black Power* ». Pour l'él u de Harlem au Congrès qui œuvrait en ce sens depuis son élection en 1941, l'*empowerment* des Noirs était indispensable pour transformer durablement les quartiers noirs défavorisés et répondre aux besoins de leurs habitants⁴⁷. Mais, contrairement à Carmichael, Powell s'opposait à la formation de partis indépendants et estimait possible de continuer, comme il le faisait lui-même depuis vingt-cinq ans, d'agir en lien avec le Parti démocrate.

Un autre soutien de Carmichael, plus proche de sa conception du *Black Power*, était Floyd McKissick, du CORE. Comme cela avait été le cas lors de la « marche contre la peur » en hommage à Meredith, McKissick se rangea aux côtés de Carmichael. « 1966 entrera dans les mémoires comme l'année où nous avons perdu notre statut imposé de "*negroes*" et où nous sommes devenus des *hommes noirs*... 1966 est l'année du concept du pouvoir noir. L'année où les hommes noirs ont pris conscience de leur pleine valeur dans la société – leur dignité et leur beauté – et de leur pouvoir – le plus grand pouvoir qu'il y a sur Terre, le pouvoir du *droit* », déclara-t-il⁴⁸. Lors de la convention nationale du CORE qui se tint à Baltimore début juillet 1966, l'organisation entérina sa réorientation en abandonnant officiellement la non-violence comme tactique et en prenant fermement position contre la guerre du Vietnam. Mais les délégués à la convention

n'étaient pas, eux non plus, très sûrs du sens précis qu'il fallait donner au nouveau mot d'ordre. S'agissait-il de poursuivre sous un autre label des pratiques existantes ou de défendre un strict séparatisme ? Roy Innis, président du CORE à Harlem, parvint à imposer une version radicale du concept : alors que l'intégration avait été l'objectif formel du CORE depuis sa création un quart de siècle plus tôt, il était désormais question de promouvoir la « coexistence raciale par le biais du pouvoir noir⁴⁹ ».

Au CORE comme au SNCC, l'adoption de cette idéologie suscita de fortes oppositions internes. De nombreux militants préférèrent partir plutôt que de soutenir des formes de militantisme qui contredisaient les idéaux originels. D'autres furent renvoyés pour excès de modération. Au-delà de l'agitation médiatique causée par cette radicalisation, l'adoption du *Black Power* affaiblit considérablement les sections locales du SNCC et du CORE. Les départs ou le renvoi de militants et d'anciens dirigeants, comme James Farmer, laissèrent de nombreuses sections locales sans équipe de direction et souvent exsangues. En outre, à l'instar des autres organisations du mouvement noir, le CORE et le SNCC dépendaient pour leur fonctionnement des donations de sympathisants et de fondations libérales, telle la Fondation Ford. Or ces Blancs libéraux, généralement effrayés par le séparatisme, se détournèrent largement des deux groupes, provoquant une crise financière aux effets désastreux. D'où un certain paradoxe : revendiquant le « pouvoir noir » et l'autodétermination, ces organisations perdirent à court terme une partie de leur capacité d'action.

Alors que les autorités prêtaient une grande influence aux militants du *Black Power*, accusant leur rhétorique d'être à l'origine des émeutes de 1965 et 1966, le SNCC et le CORE luttèrent en fait pour leur survie. Le SNCC avait perdu des effectifs dans le Sud dès 1966. Charles Sherrod, inspirateur des campagnes de terrain dans la région d'Albany (Georgie), quitta l'organisation lorsque le bureau national refusa son projet d'amener d'autres volontaires blancs pour l'aider à attirer l'attention des médias. Dans le comté de Lowndes (Alabama), les résultats du travail des militants SNCC étaient décevants et ces derniers ne parvinrent pas à développer un leadership local. Après le départ des militants du SNCC extérieurs au comté, l'initiative de la Lowndes County Freedom Organization disparut.

Dans certaines campagnes du Sud, le mot d'ordre du *Black Power*

évoquait une réalité différente de celle que Carmichael avait en tête. Certes les stratégies d'autodéfense développées notamment par les Deacons for Defense étaient populaires, ou du moins perçues comme inévitables, mais l'expression « pouvoir noir » renvoyait la plupart du temps aux initiatives menées pour permettre aux Noirs d'être représentés à l'intérieur du système politique existant et de progresser dans la hiérarchie sociale et économique, dans la tradition du *self-help*. Dans le Nord, le nouveau mot d'ordre du SNCC, avec ses accents nationalistes et séparatistes, était mieux adapté à la réalité des conditions de vie des habitants des ghettos. Mais, au-delà de la séduction opérée par ce discours, se posait le problème concret de la conquête du pouvoir. Comment canaliser l'énergie des jeunes protestataires pour accroître le pouvoir de la communauté noire, indépendamment des politiques fédérales et locales de développement urbain et de réduction de la pauvreté ?

Dans les années qui suivirent l'adoption du mot d'ordre « *Black Power* », le SNCC lutta pour résoudre la contradiction entre l'indépendance politique revendiquée et la dépendance financière à l'égard des Blancs. De plus, déterminée à réorienter son action vers les populations les plus pauvres pour les mobiliser autour de l'identité raciale, l'organisation rencontra des difficultés à convaincre les jeunes Noirs des ghettos, dont beaucoup étaient en rupture scolaire, que le SNCC – dont le sigle affichait toujours son ancrage en milieu étudiant – était le vecteur idéal de leur mobilisation politique. Alors que le SNCC peinait à s'implanter à Los Angeles et était très peu présent à Harlem, un raid policier dans les bureaux de l'organisation à Chicago terrorisa les membres de la section locale. Seul le projet de la section de l'organisation à Washington parvint à mobiliser largement : sous le nom de « Free D.C. Movement », l'initiative, menée par Marion Barry, visait à exiger l'autonomie politique du district de Columbia, qui restait placé, conformément à la Constitution américaine, sous l'autorité directe du Congrès et privait de représentation politique les habitants, en grande majorité africains-américains, de la capitale du pays. Mais l'orientation modérée du projet et de son principal animateur ne correspondait pas à l'ambition affichée par le SNCC de s'implanter dans les ghettos.

Le SNCC était en fait confronté à une seconde contradiction. Il se proposait de porter la parole des habitants des ghettos mais utilisait des formes de militantisme relativement classiques, héritées de ses

origines étudiantes, auxquelles les jeunes des classes populaires n'adhéraient pas toujours. Les jeunes hommes des ghettos étaient souvent plus attirés par les postures viriles et les logiques de groupe des gangs, qui prospéraient à la même époque sur le terreau de la désindustrialisation et de l'abandon des quartiers, que par les méthodes employées par une organisation qui utilisait certes un langage viril maintenant qu'elle revendiquait le *Black Power*, mais qui avait longtemps collaboré avec les organisations étudiantes blanches.

La promotion de la virilité africaine-américaine dans la rhétorique du *Black Power* telle qu'elle était prônée par le SNCC et le CORE s'accompagnait d'un sexisme qui affaiblit également les deux organisations. Alors que les femmes des ghettos étaient souvent à l'avant-garde de la mobilisation politique dans ces quartiers, la posture machiste affichée par les militants du pouvoir noir rendit difficile le progrès du SNCC et du CORE sur le terrain. La réponse de Carmichael (« couchées »), lorsqu'il fut interrogé sur la position des femmes dans le SNCC, avait ainsi suscité quelques remous... De nombreuses militantes eurent beau affirmer que cette réplique témoignait davantage d'un humour douteux que d'une attitude personnellement sexiste, la rhétorique viriliste du SNCC et du CORE, qui mettait en avant le pouvoir de l'homme noir et le nécessaire respect qui lui était dû, ne facilita pas le rapprochement des deux organisations nationalistes avec les militantes noires⁵⁰. De plus, alors que l'action de ces dernières, dans leurs quartiers, participait déjà d'une mise en œuvre du *Black Power*, elle reposait sur une collaboration pragmatique avec des agences gouvernementales locales ou fédérales dans le cadre de la « guerre contre la pauvreté » que le SNCC ou le CORE rejetaient désormais catégoriquement. Au-delà de ces tensions, l'incapacité du SNCC et du CORE à développer des sections locales fortes tenait cependant, avant tout, à la concurrence d'autres groupes nationalistes noirs et en particulier à celle d'une nouvelle organisation : le Black Panther Party, créé en octobre 1966.

Le Black Panther Party for Self-Defense

Fondé par Bobby Seale et Huey Newton, deux anciens étudiants de Merritt College à Oakland (Californie), le Black Panther Party for Self-Defense (BPP) se fit rapidement un nom dans le paysage de l'activisme africain-américain. En quelques mois, ses patrouilles armées circulant

dans les quartiers noirs devinrent le symbole du nouveau militantisme des jeunes des ghettos. Cette pratique musclée de l'autodéfense envoyait un message de fierté virile, renforcée par l'esthétique vestimentaire de ces hommes en tenues paramilitaires. Cette attitude séduisit largement et attira les caméras. Suscitant l'hostilité immédiate des autorités, le BPP devint le symbole de la résistance des Noirs face au harcèlement policier quotidien. L'organisation ouvrit des sections locales dans d'autres centres urbains, de Portland et Eugene (Oregon) à La Nouvelle-Orléans, Baltimore et New York en passant par Chicago, Cleveland et Detroit⁵¹. Tandis qu'il se développait, le BPP devint l'épouvantail, brandi par les autorités et les médias, de la violence révolutionnaire noire à l'échelle nationale⁵². Au passage, l'origine géographique du BPP, né dans la baie de San Francisco, fut éclipsée alors qu'elle est pour beaucoup dans les spécificités de l'organisation.

Principal foyer de la communauté africaine-américaine sur la côte Ouest, la baie de San Francisco et la ville d'Oakland en particulier connaissaient depuis le début des années 1960 une recrudescence de l'activisme noir. Sur le campus de l'Université de Californie à Berkeley, ainsi que sur ceux de *community colleges* comme Merritt College et Oakland City College, des organisations étudiantes noires virent le jour au tournant de la décennie⁵³. La Californie était en effet à l'avant-garde du processus de démocratisation de l'enseignement supérieur qui conduisit à l'accroissement du nombre d'étudiants noirs sur les campus du pays dans la seconde moitié des années 1960. Aux sportifs et à la population étudiante issue de la classe moyenne et de la bourgeoisie africaines-américaines s'ajoutèrent des étudiants issus de la classe ouvrière, souvent les premiers de leur famille à suivre des études supérieures.

Cet ancrage ouvrier caractéristique des *community colleges* se traduisit par un intérêt poussé de ces étudiants pour le sort des populations défavorisées des ghettos – dans lesquels ces étudiants, souvent externes, retournaient le soir après les cours. Les associations étudiantes (*Black student unions*) qui se développèrent ainsi revendiquaient la transformation de leurs universités et *colleges* par la création de programmes d'études noires (*Black studies departments*) consacrés à l'étude de l'histoire et de la culture des Noirs américains. Elles demandaient également une meilleure prise en compte de l'expérience étudiante africaine-américaine ainsi que l'amélioration des conditions d'études dans les écoles primaires et secondaires des

ghettos. Ces associations servirent de vecteur de politisation pour de nombreux jeunes Noirs et participèrent à la formation d'une conscience raciale, fondée sur la lecture d'un corpus de lectures communes : *Les Âmes du peuple noir* de Du Bois (1903), *The Miseducation of the Negro* de Carter G. Woodson (1933), *The Myth of the Negro Past* de l'anthropologue Melville Herskovits (1941) et *Bourgeoisie noire* de E. Franklin Frazier (1957). Plus tard, deux autres livres devinrent également très influents pour cette génération : *Les Damnés de la Terre* de Frantz Fanon, dont la traduction anglaise en 1963 permit aux jeunes militants africains-américains de découvrir les réflexions du psychiatre martiniquais sur la violence en contexte colonial, et *l'Autobiographie de Malcolm X*, publiée en 1965 grâce à une collaboration entre le dirigeant nationaliste noir et le journaliste Alex Haley⁵⁴.

Ces groupes étudiants se firent les apôtres de l'adoption du mot « *Black* » en lieu et place du traditionnel « *Negro* » encore couramment utilisé à l'époque. Alors que la génération précédente avait milité pour l'emploi du mot « *Negro* » avec une majuscule dans les médias comme marque de respect, la nouvelle génération se mit à redonner au mot « Noir » un sens positif, ancré dans l'histoire récente de la décolonisation du continent africain. Le « noir » était la couleur de peau partagée avec les peuples africains ayant vaincu les colonisateurs blancs. Il devint dans la seconde moitié des années 1960 le symbole de la fierté des origines africaines et du mouvement esthétique soulignant la beauté noire. Bobby Seale et Huey Newton, tous deux membres d'une de ces associations étudiantes agissant sur le campus de Merritt College, le Soul Student Advisory Council, tirèrent de leurs années d'activisme étudiant la conscience de l'importance de la culture comme vecteur efficace de la mobilisation politique.

L'accent mis sur l'éducation par ces associations d'étudiants noirs reprenait une revendication de la communauté africaine-américaine aussi ancienne que l'abolition de l'esclavage. Il revêtit néanmoins un caractère d'urgence dans le contexte socio-économique régional du milieu des années 1960. La région de la baie de San Francisco illustre, plus que les autres centres urbains du pays, la réorientation de la politique de l'administration Johnson vers l'engagement accru dans la guerre du Vietnam, au détriment de la « guerre contre la pauvreté ». Les installations portuaires et militaires locales offraient le spectacle quotidien des dépenses colossales consenties par le

gouvernement fédéral pour produire et acheminer son arsenal sur le front vietnamien. À proximité, se trouvait le ghetto d'Oakland Ouest avec ses immeubles délabrés et son très fort taux de chômage. Près de la moitié des familles, dont un grand nombre de migrants du Sud de la première génération, y vivaient sous le seuil de pauvreté et un tiers dépendaient de l'aide sociale. Pour cette population, l'éducation apparaissait comme le seul espoir de s'en sortir, d'où la lutte menée par les acteurs des programmes locaux afin de conserver les subventions fédérales instaurées dans le cadre de la « guerre contre la pauvreté » et depuis remises en cause⁵⁵.

Ce contraste entre la pauvreté d'Oakland Ouest et le niveau sans cesse croissant des dépenses militaires pesa lourdement dans la décision de Bobby Seale et Huey Newton de former une organisation radicale permettant d'exprimer haut et fort les frustrations de leur génération. Constatant l'inefficacité des élus noirs locaux et des organisations noires traditionnelles à améliorer concrètement les conditions de vie des habitants des ghettos, les deux jeunes hommes choisirent de former un groupe inspiré de la double pratique des Deacons for Defense et de la Lowndes County Freedom Organization. Après avoir demandé à cette dernière l'autorisation de réutiliser le symbole de la panthère noire, les deux amis créèrent le BPP en octobre 1966.

Huey Newton avait alors vingt-quatre ans. Tout juste sorti d'un centre de détention après avoir purgé une peine de six mois pour avoir poignardé un jeune Noir, il alternait problèmes mineurs avec la police et militantisme aux côtés des étudiants du Soul Student Advisory Council quand il renoua avec Seale. Ce dernier, son aîné de six ans, enchaînait les petits boulots et travaillait parfois le soir comme comédien dans un club d'Oakland. Cette expérience personnelle de la détention et de la précarité économique leur permit de trouver les mots et le style adaptés pour s'adresser à la partie la plus défavorisée de la communauté de migrants noirs d'Oakland. Mais leur expérience étudiante leur servit également : à la recherche d'un moyen susceptible de saisir l'imagination de la communauté noire locale, Huey Newton écuma la bibliothèque municipale et y découvrit qu'une vieille loi californienne autorisait le port d'armes non dissimulées. Leur organisation avait trouvé une manière de se singulariser.

Pour asseoir la respectabilité du nouveau groupe, ils le dotèrent d'un manifeste. Le « Programme en dix points du BPP » s'inspirait en

partie de celui de la Nation of Islam. Ce dernier, régulièrement publié dans *Muhammad Speaks* que Huey Newton lisait assidûment, se présentait en deux parties : « Ce que les Musulmans veulent » et « Ce que les Musulmans croient »⁵⁶. Seale et Newton en reprirent le point 1 – « Nous voulons la liberté » – mais en changèrent le contenu pour s'inscrire dans la tradition nationaliste noire, en revendiquant le droit à l'autodétermination de la communauté africaine-américaine. Ils empruntèrent également le point exigeant la « fin immédiate des brutalités policières et du meurtre des Noirs ». De même, les éléments demandant l'exemption de tous les Noirs du service militaire et leur libération des prisons à tous les niveaux (ville, comté, État, fédéral) reprenaient les revendications de la NOI sur l'exemption fiscale et la libération des musulmans des prisons fédérales⁵⁷.

Le « Programme en dix points » témoignait ainsi de l'influence de la NOI – et de Malcolm X – sur les Noirs de Californie. Le BPP rejetait cependant le séparatisme prôné par la première organisation noire du pays. Il se distinguait aussi de l'organisation musulmane par sa critique marxiste du capitalisme américain et sa croyance dans la nécessité d'une révolution socialiste pour permettre aux travailleurs de prendre le contrôle des moyens de production. Convaincu que le moteur de la mobilisation politique serait l'amélioration des conditions de vie dans les ghettos, le BPP rechercha toujours des alliances pragmatiques, y compris avec des Blancs progressistes, pour atteindre cet objectif. Pour forcer les autorités à agir, le groupe était prêt à collaborer avec des associations de quartier et des organisations de la Nouvelle Gauche en pleine expansion, telles que le Students for a Democratic Society. Dans cette optique, plusieurs points du programme réclamaient le plein-emploi ainsi que des conditions de logement et d'éducation décentes.

Ce programme contribua à la notoriété du BPP dans le pays et à l'étranger. Mais ce fut surtout la mise en place de patrouilles armées dans les rues d'Oakland qui assura sa réputation. Grâce à la présence dans les rangs du BPP de plusieurs anciens soldats maîtrisant le maniement des armes, le parti des Black Panthers se mit à surveiller les agissements de la police municipale et à protéger la population locale du harcèlement et des violences policiers. En dépit de son caractère inhabituel, cette initiative s'inscrivait dans un mouvement plus large de mobilisation contre les brutalités policières dans les principales villes californiennes. Après l'émeute de Watts, la création

de commissions *ad hoc* ayant pour vocation d'examiner les plaintes des citoyens pour violation de leurs droits civiques (*Civilian Review Boards*) devint une revendication constante des habitants de nombreuses villes. Devant la réticence des autorités municipales à accéder à cette demande et l'inefficacité des quelques commissions mises en place, plusieurs patrouilles d'alerte citoyenne virent le jour, comme à Los Angeles, pour surveiller les agissements de la police⁵⁸.

Pour acheter les armes nécessaires aux patrouilles, Seale et Newton eurent l'idée de vendre aux étudiants blancs de Berkeley des exemplaires du *Petit Livre rouge* de Mao dont ils avaient réussi à obtenir un lot pour une somme dérisoire. Ils purent bientôt non seulement surveiller régulièrement la police d'Oakland mais aussi celle des deux villes voisines de Richmond et Berkeley⁵⁹. Leur uniforme caractéristique – veste en cuir noir, bottes noires et béret noir – accrut leur visibilité et attira de jeunes Africains-Américains désireux d'affirmer leur virilité par l'action politique. Les habitants appréciaient en effet cette présence musclée qui les protégeait des policiers. En cas de harcèlement visible, les Panthers s'approchaient pour rappeler le code pénal à la victime et aux agents des forces de l'ordre peu habitués à se voir rappeler la loi. Les militants veillaient toutefois à rester à distance suffisante de ces derniers pour ne pas les gêner dans leur travail, ce qui aurait constitué un délit. Le BPP fournissait même parfois l'argent nécessaire à la libération sous caution des personnes arrêtées.

Au fil des mois, le BPP se développa. Refusant la légitimité du système politique américain, l'organisation noire structura son organisation en contre-gouvernement et donna à ses hauts responsables le titre de « ministres ». Bobby Seale était, quant à lui, le « président » (*Chairman*). Parmi les nouvelles recrues, deux eurent une influence décisive sur son évolution : le graphiste Emory Douglas et Eldridge Cleaver. Peu après son arrivée dans l'organisation, le premier fut chargé de l'édition du journal du BPP : *The Black Panther. Black Community News Service*. Entre 1967 et octobre 1980 (date de la fin de parution), il fut responsable des illustrations et de la présentation générale du mensuel (devenu hebdomadaire à partir de 1968), transformant la publication en véritable manifeste régulier du groupe radical. L'entrée d'Eldridge Cleaver dans le BPP transforma quant à elle l'organisation d'une tout autre manière. Relâché de prison en décembre 1966 après avoir purgé une peine de douze ans pour viol,

Cleaver, qui avait intégré l'équipe du magazine radical *Ramparts* pour y publier ses écrits de prison, décida de rejoindre le BPP après avoir vu Huey Newton tenir tête à un policier devant les locaux du magazine. D'un an plus âgé que Seale, Cleaver incarnait l'homme noir du ghetto que le BPP entendait mobiliser. Comme Malcolm X avant lui, il s'était radicalisé en prison au contact des militants de la Nation of Islam, particulièrement actifs en milieu carcéral⁶⁰. Convaincu du potentiel révolutionnaire du viol, comme il l'expliqua de manière provocatrice dans son livre *Soul on Ice* publié en 1968, il introduisit au sein du BPP une vision de la libération des Noirs centrée sur la domination masculine et l'usage de la violence, qui devait durablement marquer l'organisation.

Le 2 mai 1967, le BPP fut propulsé vers la notoriété nationale et internationale. Face à sa popularité croissante dans les quartiers noirs des villes de la baie de San Francisco, les autorités locales et fédérales avaient décidé de lancer une contre-offensive. Les policiers procédèrent à un harcèlement systématique des membres du BPP, qui ne pouvaient plus se déplacer sans se faire arrêter par la police. Les charges retenues contre les militants noirs étaient très souvent classées sans suite mais les médias, régionaux et nationaux, rapportaient chaque incident, participant ainsi de la construction médiatique des Panthères noires comme groupe délinquant, violent et dangereux. Les législateurs n'étaient pas en reste : Don Mulford, élu républicain à l'Assemblée de Californie, soumit un projet de loi interdisant le port d'armes dans la rue, les véhicules et les lieux publics. Le texte interdisait en outre la possession par de simples citoyens d'armes chargées à proximité du Capitole et autres bâtiments gouvernementaux. La loi Mulford visait directement le BPP. Le 2 mai, l'organisation noire organisa une « marche sur Sacramento », la capitale de l'État de Californie⁶¹. Alors que le groupe pénétrait, armé de fusils, dans l'enceinte de l'Assemblée, Bobby Seale lut devant les caméras de télévision et les appareils des photographes son « mandat exécutif n° 1⁶² » : « Le Black Panther Party, déclara-t-il, appelle le peuple américain, et la communauté noire en particulier, à prendre conscience du caractère raciste de la législation californienne, qui maintient les Noirs désarmés et sans pouvoir alors que, dans le même temps, les différentes polices racistes intensifient la terreur, la brutalité, le meurtre et la répression de la communauté noire à travers tout le pays⁶³. »

Bobby Seale et les autres Panthers ayant participé au coup d'éclat furent arrêtés, puis relâchés après paiement d'une forte somme qui greva sur le court terme les finances de l'organisation⁶⁴. Sur le long terme en revanche, la « marche de Sacramento » dota le BPP d'une aura révolutionnaire d'envergure nationale, et même internationale. Du jour au lendemain, tous les jeunes Noirs du pays connaissaient l'organisation. Pour beaucoup, ce fut l'action qui les décida à la rejoindre. Des sections locales commençaient à fleurir dans le pays.

L'adoption par l'Assemblée de Californie de la loi Mulford en juillet 1967 força toutefois le BPP à réorienter son action. Contraint d'abandonner ses patrouilles armées, il se recentra sur son action de proximité au service de la communauté noire, qu'il inscrivait dans un mouvement mondial de libération des peuples de couleur. Décidant de mettre en sourdine ses appels à l'autodéfense armée, Bobby Seale annonça que le groupe allait désormais mettre l'accent sur la mise en place de « programmes de survie » pour les habitants du ghetto, et sur l'éducation politique visant à développer la représentation électorale de la population noire et à faire émerger une conscience marxiste en son sein. L'objectif des programmes de survie était de répondre aux besoins pratiques des habitants tout en les aidant à comprendre les raisons de leur « oppression ». Le BPP poursuivit ainsi son action d'information légale dans les pages de son journal pour rappeler leurs droits aux Noirs⁶⁵. Ouvertement révolutionnaire, le parti voulait que les Noirs ne se considèrent plus comme une minorité au sein de la communauté nationale américaine mais comme faisant partie d'une autre majorité, celle des peuples de couleur du monde entier œuvrant partout pour leur libération. Très conscient du rapport de forces défavorable pour qui voulait (im)porter un projet comparable aux États-Unis, l'organisation noire se voulait nationaliste mais pas séparatiste. Tout au long de son histoire, elle noua des alliances pragmatiques avec d'autres groupes progressistes dans les communautés latinos, asiatiques et même chez les Blancs radicaux de la Nouvelle Gauche. Mais l'image du Black Panther Party était déjà fixée dans l'opinion publique. Dépeint depuis sa création comme un groupe extrémiste enclin à la violence, le BPP était vu d'un œil plus que méfiant par la population blanche, d'autant que sa popularité croissante dans les populations noires coïncida avec l'explosion des ghettos pendant l'été 1967.

Les émeutes de l'été 1967

Alors que la jeunesse hippie de tout le pays se rassemblait à San Francisco pour le festival « *Summer of Love* » célébrant les valeurs d'une contre-culture en pleine expansion, 164 « troubles civils » (*civil disorders*) étaient signalés dans 128 villes américaines. Le long et chaud été de soulèvements urbains tant redoutés était devenu réalité, transformant des quartiers entiers en zones dévastées. Tampa (Floride) et Atlanta (Georgie) furent parmi les premières à s'enflammer, dès le mois de juin, démontrant que la violence urbaine n'était pas l'apanage des ghettos du Nord et de l'Ouest.

Ces deux villes du Sud partageaient la réputation d'être progressistes sur le plan racial. Incarnant deux versions assez similaires du « Nouveau Sud », elles se voulaient modernes et dynamiques sur le plan économique et veillaient, pour attirer un flux continu d'investissements extérieurs, à maintenir des relations raciales apaisées. Après la vague d'actions directes non violentes de la première moitié des années 1960, les autorités municipales avaient œuvré de concert avec les dirigeants noirs modérés pour trouver des moyens pacifiques de résoudre les problèmes. Cette collaboration entre élites blanches et noires avait produit des avancées indéniables avant même la codification par la loi de l'égalité des droits en 1964 et 1965. À Tampa, par exemple, la déségrégation des écoles et des restaurants s'était faite en douceur. Les élus locaux se targuaient de l'harmonie raciale qui régnait dans cette ville de la côte du golfe du Mexique dont la population était à 17 % noire en 1960⁶⁶. De même, à Atlanta, dont l'industrialisation rapide après la Seconde Guerre mondiale avait créé de nombreux emplois, les Africains-Américains étaient plus représentés qu'ailleurs dans les institutions locales : en 1967, par exemple, 55 % des employés municipaux recrutés cette année-là étaient noirs, portant leur proportion dans la fonction publique locale à 28 %. De même, sur les 908 policiers municipaux, 85 étaient noirs, un chiffre plus élevé que dans de nombreuses villes⁶⁷.

Mais ces progrès étaient limités. La ville de Tampa ne comptait aucun Noir au conseil municipal, au Bureau de l'éducation, dans ses casernes de pompiers ou dans la hiérarchie de la police. L'insalubrité caractérisait 60 % des logements occupés par des Africains-Américains et un grand nombre d'entre eux se réduisaient à de simples cabanons aux vitres cassées et infestés par les rats. Les rares espaces de

loisirs manquaient d'équipements et de personnel. La majorité des enfants noirs arrêtaient leurs études avant le lycée et, pour ceux qui avaient réussi à y entrer, seuls 3 % à 4 % réussissaient le test minimal d'entrée à l'université, soit dix fois moins que les élèves blancs. Plus de 50 % des familles noires vivaient sous le seuil de pauvreté et 40 % des enfants dans des foyers monoparentaux. Enfin, le taux de criminalité comptait parmi les vingt-cinq plus élevés du pays⁶⁸. De même, à Atlanta, les inégalités entre Blancs et Noirs restaient vertigineuses. En 1960, le revenu annuel moyen d'une famille noire était inférieur à la moitié de celui d'une famille blanche (6 350 dollars). Alors que la ville était africaine-américaine à 47 %, plus de 48 % d'entre eux vivaient sous le seuil de pauvreté. Seul 1 conseiller municipal sur 16 était noir. Un niveau d'éducation bien moindre que celui des Blancs et des problèmes de logement semblables à ceux de Tampa aggravaient encore la situation⁶⁹.

Dans les mois qui précédèrent les émeutes de juin, les relations entre la police et les habitants s'étaient considérablement dégradées sous l'effet de l'action de policiers particulièrement violents. Dans les deux cas, selon un scénario devenu classique, ce sont les brutalités policières qui produisirent l'étincelle. À Tampa, le 12 juin, après une journée où le mercure avait dépassé les 34 degrés, la prise en chasse par la police de trois jeunes suspectés de cambriolage se solda par la mort de l'un d'entre eux, tué dans le dos par un policier alors qu'il avait les mains en l'air. À peine la nouvelle connue, le quartier noir de Central Park explosa. S'ensuivirent deux journées d'affrontements violents avec la police, d'incendies et de pillages. À Atlanta, le soulèvement eut lieu le 17 juin, après qu'un jeune Noir s'était vu refuser l'entrée d'un centre commercial parce qu'il avait une bière ouverte à la main. Faute d'installations de loisirs dans ce quartier noir défavorisé, le centre commercial tenait lieu d'espace de divertissement et de sociabilité pour les jeunes locaux. La police fut immédiatement dépêchée sur les lieux pour éviter une explosion de violence. Mais cet imposant déploiement de forces dans le quartier noir créa l'effet contraire. Stokely Carmichael, présent ce jour-là au siège local du SNCC, s'écria qu'une émeute était plus que probable si les voitures de police n'étaient pas retirées. Il fut arrêté⁷⁰. Le lendemain, le soulèvement débuta. Il dura trois jours⁷¹. Aucune ville ne semblait à l'abri : Cincinnati (Ohio), Dayton (Floride) et même Boston (Massachusetts), pourtant considérée comme une ville progressiste,

connurent elles aussi des émeutes au début de l'été⁷². Choquant sur le moment, le bilan des émeutes de juin parut vite bien modéré en comparaison de celui des explosions de Newark et Detroit qui éclatèrent le mois suivant.

Newark explosa la première⁷³. Le facteur déclenchant dans cette ville du New Jersey fut l'arrestation violente d'un chauffeur de taxi noir, John Smith, par deux policiers blancs le 12 juillet 1967 dans le ghetto de Central Ward. Très vite, la fausse rumeur selon laquelle Smith avait été tué par la police se répandit, provoquant le début des affrontements entre les habitants du grand ensemble situé en face du commissariat où il avait été transporté et les forces de l'ordre. Bouteilles et briques commencèrent à pleuvoir sur le commissariat et les policiers sortirent pour défendre les lieux. S'ensuivirent les premiers pillages de magasins de Central Ward, avant que la violence ne gagne progressivement le centre-ville. Le maire fit rapidement appel à la police de l'État du New Jersey qui arriva sur place, suivie par la Garde nationale. Comme à Atlanta, l'arrivée de ces troupes aggrava les tensions et les violences. Il fallut six jours pour rétablir l'ordre. Le bilan était désastreux : 26 morts (dont 24 Africains-Américains), 725 blessés et près de 1 500 personnes arrêtées. Les dégâts matériels dépassaient les 10 millions de dollars⁷⁴.

Le pays eut à peine le temps de se remettre des images de dévastation de Newark que la violence éclatait à Detroit. Dans la « *Motor City* », l'étincelle fut un raid policier mené contre un bar faisant également office de salle de jeu clandestine situé au cœur de Virginia Park, le quartier noir le plus ancien et le plus pauvre de la ville, soulignant, comme à Atlanta, l'importance des lieux de divertissement et de sociabilité dans la formation d'une identité collective. Moins de douze heures plus tard, il était clair que le maire avait perdu le contrôle de sa ville. Le gouverneur républicain du Michigan, George W. Romney, déploya la Garde nationale. Quand il s'avéra que celle-ci était incapable de rétablir l'ordre, il dut se résoudre à appeler le président démocrate Johnson pour lui demander d'envoyer une division aéroportée de l'armée⁷⁵. Mais la violence s'intensifia à mesure que la police et l'armée tentaient de reprendre le contrôle des rues de la ville. En quelques jours, Detroit devint le symbole de l'incapacité des pouvoirs publics à résoudre le double problème des relations raciales et de la pauvreté. Lorsque le calme revint enfin, cinq jours plus tard, la ville était dévastée. Le maire

Jerome Cavanagh alla jusqu'à la comparer à Berlin après les bombardements de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le bilan catastrophique s'élevait à 43 morts (dont 33 Noirs), 1 189 blessés, plus de 7 000 personnes arrêtées et des dégâts matériels compris entre 22 et 32 millions de dollars⁷⁶.

Comme dans les autres villes du nord du pays, le ghetto de Central Ward de Newark et le quartier de Virginia Park à Detroit concentraient les difficultés économiques et sociales à une époque où les migrants du Sud continuaient d'arriver mais où les emplois industriels se faisaient beaucoup plus rares. Entre 1954 et 1967, la ville de Detroit avait ainsi perdu 506 entreprises et 82 700 emplois manufacturiers⁷⁷. La densité de population à Virginia Park atteignait des sommets et le département de police de la ville était perçu comme une armée blanche d'occupation. Mais à Detroit comme à Newark, ville dont la population était devenue depuis 1965 majoritairement noire, l'émeute s'expliquait aussi par une aspiration légitime à une meilleure représentation politique.

Cet été de violences terrifia l'Amérique blanche. Chacun y allait de son explication mais deux grandes visions s'affrontaient. Pour nombre d'Américains blancs, l'origine de la flambée de violences était à chercher du côté de l'influence néfaste des nouvelles théories du *Black Power*. L'idée selon laquelle des agitateurs extérieurs, d'inspiration communiste, ourdissaient un complot pour déstabiliser le système politique et social américain revenait dans les bouches et sous les plumes de nombreux commentateurs conservateurs. Certains libéraux partageaient eux aussi une partie de ces vues. Moynihan, par exemple, n'avait cessé de dénoncer le « nihilisme » de dirigeants comme Carmichael⁷⁸. Pour l'ancien vice-président Richard Nixon, qui préparait sa campagne des primaires en vue de l'élection présidentielle de 1968, cet « enfer d'anarchie urbaine » était dû au déclin du respect de l'autorité et de l'État de droit⁷⁹. L'autre explication, d'inspiration progressiste, mettait en avant les facteurs économiques et sociaux et la persistance des discriminations raciales⁸⁰. Dans cette optique, le président Johnson commanda un rapport à une commission spéciale d'enquête dirigée par le gouverneur de l'Illinois, Otto Kerner⁸¹.

« Les bombes du Vietnam explosent ici »

Les émeutes de l'été 1967 aggravèrent la tension dans un pays déjà

très divisé par la guerre du Vietnam. Depuis l'adoption de la résolution du Golfe du Tonkin en août 1964 et le début des bombardements sur le Vietnam du Nord en février 1965, l'escalade américaine au Vietnam se poursuivait. Lancée en mars 1965, la campagne de bombardements des positions communistes (opération « Rolling Thunder ») s'était prolongée jusqu'au printemps 1967 et Johnson avait vite décidé d'accompagner les frappes aériennes par le déploiement de troupes au sol. Fin 1966, 389 000 soldats américains étaient basés au Vietnam et le Selective Service System, chargé de la conscription, ne cessait d'appeler de nouvelles recrues. Le durcissement de la conscription et l'absence de perspective de victoire, malgré les promesses répétées du gouvernement, firent émerger un vaste mouvement de contestation. Les militants antiguerre étaient d'autant plus déterminés que l'opération américaine était illégale, puisqu'elle n'avait jamais été avalisée par le Congrès, et paraissait à bien des égards immorale, comme en témoignait l'usage intensif du napalm⁸². Parmi ces militants, les Noirs américains se firent rapidement entendre.

Dès 1964, Malcolm X avait dénoncé l'hypocrisie du gouvernement américain qui envoyait des Africains-Américains combattre au Vietnam alors que ces derniers n'avaient même pas le droit de vote dans le Sud. En janvier 1965, un mois avant son assassinat, il déclara à Oxford, en Grande-Bretagne, que les Africains-Américains devraient être du côté de ces « petits producteurs de riz » et prédit que les Vietnamiens vaincraient les Américains. Cinq mois plus tard, le CORE devint la première organisation africaine-américaine à critiquer ouvertement la politique étrangère de Johnson et à exiger le retour des troupes américaines. Alors que le mouvement d'opposition à la guerre prenait de l'ampleur en 1966, le SNCC dénonça également ce conflit. « Pour quelles raisons les Noirs devraient-ils combattre des Jaunes pour que les Blancs conservent une terre qu'ils ont volée aux Rouges ? Aucun Vietcong ne m'a jamais traité de Nègre », s'exclama Carmichael⁸³. Seules la NAACP et l'Urban League continuèrent de soutenir la politique étrangère américaine. Pour les responsables de ces organisations, passer pour des traîtres à la nation risquait de desservir les intérêts des Noirs américains⁸⁴. Mais même ces deux groupes dénonçaient le fonctionnement inégalitaire du système de la conscription qui envoyait au front un nombre disproportionné de Noirs⁸⁵. De leur côté, les Black Muslims n'avaient jamais caché leur

opposition à la guerre et le champion de boxe Mohamed Ali, membre de la NOI depuis 1964, s'était attiré les foudres des autorités en refusant son incorporation. Le journal *The Black Panther* dénonçait de manière régulière et virulente l'interventionnisme américain au Vietnam. Mais ces prises de position touchaient surtout des convertis et n'avaient que peu d'impact sur l'opinion publique.

La situation évolua à partir de 1967 lorsque Martin Luther King, après de longues hésitations, se prononça contre la guerre en des termes non équivoques. « La pauvreté et les problèmes des villes sont ignorés lorsque les canons de la guerre deviennent l'obsession nationale, lança-t-il lors d'une grande manifestation contre la guerre organisée à Chicago le 25 mars 1967. Les espoirs de la Grande Société ont été ensevelis sous la peur et les frustrations du Vietnam. Cette guerre se poursuit aux dépens des programmes sociaux nationaux, faisant payer aux pauvres – Blancs et Noirs – le plus lourd tribut au front comme dans leur pays. [...] Les bombes du Vietnam explosent ici. Elles détruisent le rêve et la possibilité d'une Amérique décente⁸⁶. » Dix jours plus tard, le 4 avril, dans un discours encore plus médiatisé, il répéta les mêmes arguments à l'église Riverside à New York⁸⁷. Le 15 avril, il participa devant le siège des Nations unies à un grand rassemblement contre la guerre qui réunit plus de 100 000 personnes.

Outre la question du coût de la guerre, les Africains-Américains s'insurgeaient également contre le traitement très inégalitaire qu'ils subissaient dans les forces armées. Certes l'opportunité de combattre pour leur pays suscitait la fierté de nombreux soldats noirs, dont une forte proportion n'hésitèrent pas à s'engager, profitant de cette occasion de prouver leur valeur, leur courage et leur masculinité. Le programme des « 100 000 », mis en place en 1966 pour recruter des hommes de milieux très défavorisés n'ayant pas les compétences requises pour passer les tests d'incorporation normaux, attira ainsi un très grand nombre d'Africains-Américains (40 % du total des recrues). Pour ces hommes, ce programme, qui incluait une formation professionnelle, semblait offrir une voie hors de la pauvreté. Ainsi deux tiers des Noirs volontaires choisirent de se rengager (cette proportion fut bien moindre chez les Blancs).

Mais l'injustice était évidente à toutes les étapes. Dès l'incorporation, les Noirs étaient proportionnellement davantage envoyés au Vietnam que les Blancs. Ils étaient ensuite assignés aux

pires tâches et accédaient nettement moins aux postes qualifiés et aux fonctions de direction. Proportionnellement surreprésentés aux postes de combat, les soldats africains-américains subirent plus de pertes que les Blancs : 20 % des soldats tués en 1966 étaient noirs alors qu'ils représentaient 12,6 % des effectifs globaux. De plus, au sein de leurs unités désormais mixtes sur le plan racial, les soldats africains-américains devaient endurer les vexations racistes des autres soldats⁸⁸.

Objet de conversation privilégié des Noirs durant la guerre, ce racisme était largement couvert par la presse africaine-américaine. Les prises de position de King eurent par ailleurs une grande influence sur l'opinion publique noire. Alors qu'un sondage réalisé au début de l'année 1967 montrait que 50 % des Noirs américains soutenaient encore la guerre, fin avril 1967, peu après le discours de King, ils étaient plus de 57 % à déclarer que l'engagement américain dans ce conflit était une erreur⁸⁹. Tandis qu'un mouvement progressiste de plus en plus large d'opposants revendiquait le retour des troupes américaines du Vietnam et le réinvestissement massif des fonds publics dans la « guerre contre la pauvreté », les critiques se multipliaient également de l'autre côté de l'échiquier politique. Pour les conservateurs, républicains en tête, la politique de Johnson était calamiteuse. Selon eux, non seulement la « guerre contre la pauvreté » grevait le budget national, mais les émeutes prouvaient son inefficacité. Pire, l'implication de nombreux militants du *Black Power* dans le Community Action Program suscita de vives oppositions et leur permit d'affirmer que le gouvernement fédéral finançait les actions violentes de groupes extrémistes, tel que le BPP, ou de gangs, comme les Blackstone Rangers de Chicago⁹⁰.

« Libérez Huey ! »

Le 28 octobre 1967, une altercation entre Huey Newton et la police d'Oakland finit de transformer le BPP en ennemi public numéro un aux yeux de l'opinion blanche et des autorités américaines. À l'aube, l'officier de police John Frey arrêta Huey Newton, alors installé au volant de sa voiture. Un de ses amis se trouvait à ses côtés. Frey ayant appelé du renfort, un autre policier, Herbert Heanes, arriva sur place. Le déroulement des événements ne fut jamais clairement établi mais Frey mourut de quatre balles et Heanes fut gravement blessé, de même que Newton. Ce dernier fut arrêté, menotté et maintenu dans

une position très douloureuse à l'hôpital sous les caméras de journalistes venus assister à son arrestation. Il fut ensuite incarcéré dans l'attente de son procès pour homicide volontaire.

La blessure, l'incarcération puis le procès de Huey Newton transformèrent le BPP. L'événement fournit à l'organisation l'occasion de réagir aux attaques policières, judiciaires et médiatiques dont elle faisait l'objet⁹¹. Utilisant le cas de Newton pour se présenter en victime de la violence d'État, le BPP s'attira la sympathie d'une partie importante de la population noire qui vit dans ce traitement une version exacerbée de ce qu'elle subissait régulièrement. Les Panthers trouvèrent également du soutien dans la communauté des Blancs radicaux, opposants à la guerre du Vietnam et révolutionnaires de la Nouvelle Gauche⁹². Même les Africains-Américains plus modérés trouvaient que Newton n'avait pas été traité avec respect lors de son arrestation. Le *Sun Reporter*, le plus important journal noir de la région de San Francisco, qui avait toujours critiqué les patrouilles armées du BPP, publia des articles favorables à l'organisation dont il soulignait l'engagement auprès de la communauté noire locale⁹³.

Eldridge Cleaver, ministre de l'Information du parti, et sa femme Kathleen Neal, ancienne militante du SNCC arrivée à Oakland en novembre 1967, organisèrent la campagne de soutien à Huey Newton. Kathleen Neal, devenue Cleaver, fut nommée secrétaire chargée de la communication. Elle devint le visage féminin de l'organisation. Sous leur direction, le BPP s'attaqua non plus seulement aux brutalités et au harcèlement de la police mais, plus largement, aux questions d'incarcération des Noirs et de justice pénale. Bobby Seale étant en prison depuis mai 1967 pour port d'arme à proximité d'une prison, le couple Cleaver devint l'incarnation publique du BPP à la fin 1967 et au début 1968, le poussant vers des positions de plus en plus radicales. Preuve de son penchant pour la lutte armée, Eldridge Cleaver choisit pour slogan de la campagne « *Free Huey or the Sky is the Limit* » (« Libérez Huey ou tout est possible »). Avec l'aide d'Emory Douglas qui coordonna la couverture médiatique de la campagne dans le *Black Panther*, Eldridge et Kathleen Cleaver montèrent une vaste coalition en soutien à Huey. Faisant de l'affaire Newton le symbole de la violence d'État contre les personnes de couleur et la présentant comme le volet intérieur d'une lutte impérialiste plus vaste, dans laquelle s'intégrait également l'agression américaine contre le Vietcong, ils nouèrent des relations durables avec le mouvement

d'opposition à la guerre du Vietnam et, dans une moindre mesure, avec les groupes militants qui avaient commencé à voir le jour dans les communautés latino et asiatique⁹⁴.

Le 17 février 1968, le BPP organisa un grand rassemblement de soutien à Huey Newton à Oakland, consacrant ce rapprochement avec la gauche blanche radicale. Plus de 5 000 personnes vinrent écouter les discours des dirigeants du BPP et d'un florilège d'autres personnalités dont Stokely Carmichael, l'ancien dirigeant du SNCC James Forman et son nouveau président H. Rap Brown, le militant pacifiste blanc Bob Avakian ou encore l'élus local de Berkeley Ronald Dellums. Deux jours plus tôt, le BPP avait annoncé son soutien au Peace and Freedom Party, parti politique indépendant formé en juin 1967 et rassemblant des radicaux noirs et blancs. En vue des élections de 1968, le BPP présenta Kathleen Cleaver et Bobby Seale comme candidats aux postes d'élus à l'Assemblée de Californie, Huey Newton au Congrès et Eldridge Cleaver comme président⁹⁵. La formation du Peace and Freedom Party portait en elle un grand potentiel de transformation radicale du pays.

Convaincu qu'à terme l'abolition des inégalités raciales passait par une révolution socialiste, le BPP n'en prônait pas moins le renforcement immédiat du pouvoir politique de la communauté noire. En cela, il était en phase avec les aspirations de la grande majorité des Africains-Américains, dans le Sud comme dans le Nord.

La conquête du pouvoir politique

L'adoption du XXIV^e amendement à la Constitution interdisant le cens et du *Voting Rights Act*, symbole du succès de la lutte pour la conquête des droits politiques, accéléra le combat pour l'utilisation du bulletin de vote à des fins politiques déjà mené par les Africains-Américains du Nord depuis la Grande Migration. Dans le Sud, la levée des obstacles à l'exercice du droit de vote eut des effets différenciés selon les États mais elle permit progressivement l'inscription massive des Noirs sur les listes électorales et une transformation du paysage politique⁹⁶. Pour l'ensemble des États du Sud couverts par le *Voting Rights Act*, la proportion de personnes ayant qualité d'électeurs (autrement dit, en âge de voter et non exclues du droit de vote pour cause de condamnation à un crime) et effectivement inscrites sur les listes passa entre 1965 et 1967 de 35,5 % à 57,2 %⁹⁷. Dans le

Mississippi, les progrès dans les inscriptions électorales étaient encore plus flagrants compte tenu du retard initial. Alors qu'en 1964 seulement 6,7 % des adultes noirs ayant qualité d'électeurs étaient effectivement inscrits sur les listes, en 1966 cette proportion s'élevait déjà à 32,9 %, pour atteindre 66,5 % en 1969⁹⁸. En Georgie, l'action combinée des organisations des droits civiques et des agents fédéraux, dépêchés sur place pour garantir l'application du *Voting Rights Act*, permit l'inscription massive sur les listes électorales. Les résultats des élections traduisaient cette évolution. Dès 1966, l'Assemblée de Georgie, qui ne comptait aucun élu noir deux ans plus tôt, en comptait neuf en 1966⁹⁹. Au Texas, la mobilisation de l'électorat noir permit en 1966 l'élection historique de Barbara Jordan au Sénat de l'État, qui n'avait jamais eu d'élu noir – et *a fortiori* de femme africaine-américaine – depuis la Reconstruction.

Mais les obstacles restaient nombreux et les Blancs cherchaient par tous les moyens à limiter les effets du *Voting Rights Act*. En Alabama, par exemple, la peur d'une intervention fédérale eut certes raison de la manipulation des pratiques d'inscription électorale, permettant l'inscription massive des Noirs sur les listes. Mais, encouragés par le gouverneur George Wallace qui agita le spectre de l'accession des Noirs à des postes de responsabilité, les électeurs blancs vinrent s'inscrire en plus grand nombre encore. En conséquence, à l'exception de quelques rares comtés, les Noirs restèrent une minorité politique et aucun d'entre eux n'accéda à des fonctions électives¹⁰⁰. Dans le Mississippi, les Africains-Américains rencontrèrent des difficultés analogues. Les Blancs mirent en effet très vite en place différentes tactiques permettant d'affaiblir le vote des Noirs, notamment le redécoupage électoral, l'imposition de critères discriminatoires pour les candidats africains-américains ou encore le transfert des attributions politiques de certaines fonctions électorales locales aux élus de l'État ou à des responsables nommés. À chaque fois, les Africains-Américains étaient contraints de saisir les tribunaux, ce qui entraînait des délais supplémentaires et permettait aux Blancs du Mississippi de minorer les gains politiques des Noirs¹⁰¹. En dépit de ces limites, la période post-1965 vit néanmoins une forte mobilisation politique des Africains-Américains et suscita un vif espoir dans la population noire.

Dans le Nord aussi, un grand nombre de Noirs espéraient que la politique des urnes permettrait de remplacer la politique de la rue qui

avait primé jusqu'alors. Cet espoir reposait sur une analyse lucide des facteurs de transformation à l'œuvre dans les grandes villes du Nord et de l'Ouest à cette époque. La migration vers les villes du Nord et de l'Ouest de 7 millions d'Africains-Américains du Sud entre 1950 et 1969 renforça d'autant plus le poids électoral des Noirs que les Blancs quittaient massivement ces centres urbains pour s'installer en banlieue. En 1970, un tiers des habitants de Chicago et de Philadelphie étaient noirs. Cette proportion s'élevait à 40 % à Detroit, Saint-Louis, Baltimore et Cleveland. Les Noirs étaient même majoritaires dans certaines villes comme Gary (Indiana) et Newark (New Jersey) et représentaient 70 % de la population de Washington D.C.¹⁰². Ces tendances démographiques produisirent un double phénomène d'hyper-ségrégation et d'accroissement du pouvoir politique.

Début novembre 1967, les électeurs de Gary (Indiana) et Cleveland (Ohio) entrèrent dans l'histoire en choisissant pour diriger leurs villes les deux premiers maires africains-américains (d'une ville de plus de 100 000 habitants), Richard Hatcher et Carl Stokes. À Gary, où les Noirs représentaient 55 % de la population, Hatcher dut son élection à la mobilisation de 95 % des électeurs noirs et de 12 % des électeurs blancs. Stokes fut, quant à lui, élu à une faible majorité (moins de 1 % des suffrages exprimés) grâce à sa capacité à s'attirer 96 % du vote des Noirs et 19 % de celui des Blancs¹⁰³. Dans les deux villes, les électeurs blancs qui votèrent pour eux eurent un rôle déterminant, ce qui ne fut pas sans contraintes pour les nouveaux maires. Mais, dans l'immédiat, leur arrivée au pouvoir grâce à la mobilisation des habitants noirs traduisait surtout l'espoir de ces derniers qu'après des années d'activisme centré sur la rue, la possibilité d'élire des candidats noirs à des fonctions aussi hautes permettrait de s'attaquer enfin aux causes structurelles des inégalités persistantes entre Blancs et Noirs.

Directement influencés par leurs années de militantisme au sein du mouvement noir, Hatcher et Stokes, avocats de profession, entrés en politique au début des années 1960, s'étaient d'ailleurs lancés dans la course municipale pour tenter de remédier aux problèmes frappant leurs villes, et plus particulièrement les quartiers noirs. Comme leurs électeurs, ils doutaient en effet de l'efficacité de la protestation pacifique à obtenir de vrais changements. Au moment où les soulèvements urbains se multipliaient, ils offrirent une alternative aux très nombreux Afro-Américains peu enclins à la pratique de la

violence. L'été 1967 était en effet encore dans toutes les têtes lorsque les électeurs se rendirent aux urnes, donnant tout son sens à l'expression de Malcolm X « le bulletin de vote ou la balle de revolver ». Pour ces milliers d'électeurs africains-américains, l'objectif était maintenant le *Black Power*, qu'ils entendaient comme le pouvoir de contrôler les institutions politiques locales. Premier succès historique, l'élection de Hatcher et Stokes annonçait de futures victoires à tous les échelons du gouvernement.

Sans bouleverser radicalement les pratiques politiques, Hatcher et Stokes n'en menèrent pas moins une politique différente de celle de leurs prédécesseurs blancs, proposant une variante gestionnaire du *Black Power*. Ils mirent en place des programmes visant à renforcer le réaménagement urbain pour contrecarrer les effets de la désindustrialisation et du départ vers les banlieues ou les États du Sud des habitants blancs aisés et de l'activité économique. Ce faisant, ils cherchèrent également à accorder plus d'avantages à la communauté noire. Stokes mit en place le programme « Cleveland now » et Hatcher « One Gary », grâce auxquels ils facilitèrent l'accès des habitants noirs de leurs villes respectives aux responsabilités, aux emplois municipaux et aux marchés publics¹⁰⁴.

Les habitants de Gary et Cleveland ne tardèrent cependant pas à se rendre compte que l'élection d'un Noir à la tête de la municipalité ne suffisait pas à résoudre leurs problèmes, d'autant que les nouveaux maires durent vite faire face à une forte opposition interne, au sein même des conseils municipaux et des élites locales. Pour l'heure, ces élections représentaient toutefois un succès du point de vue des efforts produits par les Noirs pour « serrer les rangs », pour reprendre l'expression de Du Bois. L'idée d'une nécessaire solidarité des Africains-Américains n'était pas nouvelle. Néanmoins, de 1965 à 1975, elle acquit un caractère plus urgent encore. En effet, les Blancs se désintéressaient de plus en plus de leur sort depuis l'adoption des grandes lois sur les droits civiques, dans un contexte de multiplication des soulèvements des ghettos¹⁰⁵. Surtout, à la différence de ses manifestations antérieures à 1965, la solidarité noire ne mettait plus en avant une humanité commune avec les Blancs permettant de revendiquer l'égalité des droits. Il s'agissait désormais pour la majorité des Noirs américains d'obtenir un respect fondé sur la reconnaissance de leur identité spécifique en tant que groupe.

« *Black is beautiful* »

De même que Malcolm X avait évoqué la nécessité d'un « voyage à la redécouverte de nous-mêmes », Du Bois avait averti dès 1960 que la campagne des droits civiques ne permettrait pas au pays de se débarrasser de ses problèmes raciaux si, en mettant l'accent sur l'assimilation, cette dernière évacuait en même temps la « race noire »¹⁰⁶. L'égalité des droits individuels ne pouvait suffire à garantir la libération des Noirs américains. Il fallait aussi obtenir la reconnaissance de l'égalité intrinsèque de la culture des communautés noires vis-à-vis de la culture dominante blanche. De plus en plus populaire à partir du milieu des années 1960, ce mouvement de « fierté culturelle » (*cultural pride*) prit des formes variées, comme l'illustrent l'émergence du *Black Arts Movement* (initiative d'un groupe d'artistes, écrivains et musiciens noirs engagés cherchant à imaginer la traduction artistique du *Black Power* politique), la popularité de l'esthétique et de la musique *soul*, le développement de formes de nationalisme religieux et les appels à mettre en place des programmes d'études noires dans les écoles et les universités. Versant culturel du *Black Power*, ce mouvement de fierté raciale constitua le fondement de la solidarité de la communauté noire, prélude indispensable à toute conquête d'un véritable pouvoir politique¹⁰⁷.

Comme dans ses expressions politiques, le *Black Power* culturel se déclina en d'innombrables variantes, du nationalisme religieux du révérend Albert Cleage de Detroit, qui entreprit de créer une nouvelle théologie nationaliste noire, au nationalisme culturel de Maulana Karenga à Los Angeles, en passant par la simple défense de la culture noire dans une vision pluraliste de la société américaine¹⁰⁸. Toutes ces tendances partageaient un même rejet de l'intégrationnisme tel qu'il avait été pratiqué et revendiqué depuis la Seconde Guerre mondiale : fondé sur des valeurs apparemment universalistes, un tel mouvement promouvait une Amérique *colorblind* où l'égalité de tous reposait sur l'indifférence à la couleur et sur la revendication d'une humanité commune. Le développement du mouvement pour les droits civiques et humains avait certes fait émerger une culture spécifique, illustrée notamment par les *freedom songs*, mais celle-ci avait servi de vecteur de mobilisation pour atteindre l'objectif assimilationniste d'intégration dans la société américaine. Dans cette optique, le démantèlement des lois « Jim Crow » visait à faire des Noirs des Américains à part entière

en gommant les spécificités de leur culture.

Le mouvement culturel noir de la seconde moitié des années 1960 visait quant à lui à obtenir la reconnaissance de l'identité culturelle originale de ces Américains d'origine africaine. Reprenant les thèmes de la négritude, de l'acceptation de soi et de la beauté noire mis en avant par les artistes et écrivains de la Renaissance de Harlem dans les années 1920, les militants appartenant à ce courant revendiquaient une grande fierté de leurs origines africaines, qui leur permettait de se concevoir comme partie intégrante d'une vaste diaspora noire. Lancé par une avant-garde culturelle, ce mouvement se propagea rapidement jusqu'à toucher très largement les Africains-Américains. Tous ne se reconnaissaient toutefois pas dans ce virage identitaire. La NAACP en particulier, suivie par la SCLC et l'Urban League, dénonça les dangers de cette célébration d'une spécificité culturelle africaine-américaine qui risquait selon elles de remettre en cause l'intégration en cours des Noirs dans la société américaine ou de donner des arguments à ceux, encore nombreux, qui s'opposaient à cette intégration précisément au nom d'arguments culturels. Mais, progressivement, même ces organisations, en particulier au niveau local, furent touchées par ce mouvement culturel.

L'emménagement de LeRoi Jones à Harlem après l'assassinat de Malcolm X pour y créer le Black Arts Repertory Theater/School (BARTS) en 1965 est souvent considéré comme le début du *Black Arts Movement*¹⁰⁹. Pour cet ancien de la Beat Generation de Greenwich Village, il était désormais temps de passer à une mobilisation distincte des artistes noirs, envisagée comme le préalable à une véritable libération. Intéressé depuis plusieurs années par la recherche des formes authentiques de la culture noire, notamment dans la musique, l'écrivain évolua progressivement vers des positions plus radicales. Changeant de nom pour prendre celui d'Amiri Baraka, il se mit à publier romans, poèmes, pièces de théâtre et essais reflétant sa vision du nationalisme culturel comme arme de la révolution noire.

Le *Black Arts Movement* se développa autour de Baraka, du critique de théâtre et essayiste Larry Neal, du poète et essayiste Askia Touré – proche du SNCC et du groupe nationaliste Revolutionary Action Movement, fondé en 1964 et prônant la libération armée –, du poète Ishmael Reed, de la poétesse Sonia Sanchez, du critique Stephen Henderson et du peintre et musicien James Stewart. Basé initialement à New York, il mettait en avant le rôle du créateur noir dans

l'émancipation de la communauté. Pour ses partisans, toute expression artistique, y compris relevant de la culture populaire, pouvait être revêtue d'un potentiel libérateur et révolutionnaire. Dans son essai *Keep on Pushing. Rhythm & Blues as a Weapon*, publié en 1965, Askia Touré proposait une théorie de la musique populaire africaine-américaine comme faisant partie de la révolte artistique noire. Deux ans plus tard, Amiri Baraka reprit dans *The Changing Same* cette idée de continuum des formes d'expression culturelle et artistique africaines-américaines du passé jusqu'au présent, selon une longue progression menant à la conscience noire et à la libération¹¹⁰.

Ancrée dans les racines africaines de la communauté et définissant ses propres conventions, l'esthétique noire revendiquée se voulait authentiquement révolutionnaire. Permettant la libération des Africains-Américains en les affranchissant des canons blancs, elle était considérée comme une arme de lutte contre les rouages oppressifs de la société américaine. L'objectif était, selon Larry Neal, de « relier, de manière tout à fait consciente, l'art et la politique en vue d'aider à la libération du peuple noir¹¹¹ ». L'essai de Stewart *The Development of the Revolutionary Black Artist* fut choisi pour ouvrir le volume théorique collectif *Black Fire*, anthologie du *Black Arts Movement* publiée en 1968¹¹². C'est néanmoins à Baraka qu'il revint d'exprimer le plus clairement la nouvelle attitude :

« Nous voulons des “poèmes qui tuent”.
Des poèmes assassins, des poèmes qui tirent
au revolver. Des poèmes qui dérouillent des flics
au fond de ruelles
et leur prennent leurs armes, les laissant pour morts,
leurs langues arrachées et renvoyées en Irlande [...]
Nous voulons un poème noir. Et un
Monde noir.
Que le monde soit un Poème Noir
Et que tous les Noirs disent ce poème
En silence
Ou FORT¹¹³. »

Loin de se limiter à son avant-garde new-yorkaise, le mouvement inspira des artistes, des intellectuels et des activistes dans tout le pays. Après avoir fondé le BARTS à Harlem, Baraka partit s'installer à Newark où il créa un nouveau centre culturel du *Black Arts Movement*, la Spirit House, et devint une figure majeure du nationalisme noir¹¹⁴. À Chicago, Gwendolyn Brooks et Haki Madhubuti créèrent l'Afro-Arts Theater, et l'Organization of Black American Culture, collectif de

plasticiens et écrivains, inspira la création du « *Wall of Respect* », grande peinture murale dans le ghetto du South Side représentant un panthéon de héros noirs dans des poses triomphantes. À Detroit, le poète Dandley Randall fonda la maison d'édition Broadside Press, tandis que le Free Southern Theater, actif dans les campagnes de Louisiane depuis 1963, vint s'implanter à La Nouvelle-Orléans¹¹⁵. Enfin, à Los Angeles, Maulana Karenga fit du nationalisme culturel la marque de son organisation politique, US (qui tirait son nom de cette phrase de Karenga : « *Anywhere we are, US is* », littéralement « Où que nous soyons, US est là »¹¹⁶), fondée en 1965. Très influencé par la politique de la libération telle que l'avait envisagée Malcolm X, Karenga concevait la communauté noire comme une nation culturelle. Pour faciliter leur libération, il proposa que les Africains-Américains apprennent le swahili et créa une fête, Kwanzaa, dont la célébration pendant une semaine chaque année devait les aider à avancer vers sept principes clés : l'unité noire, l'autodétermination, la responsabilité et le travail collectifs, l'économie coopérative, la construction nationale, la créativité et la croyance dans la victoire ultime de la libération noire. Karenga s'imposa vite comme l'une des voix clés du nationalisme culturel et du *Black Power*¹¹⁷.

Comme la génération d'artistes et écrivains noirs de la Renaissance de Harlem avant eux, les partisans du *Black Arts Movement* ne purent faire l'économie d'une réflexion sur leur relation avec la culture commerciale blanche. Alors que leurs prédécesseurs des années 1920 n'avaient pas pu s'affranchir de leur dépendance économique envers l'Amérique blanche, la génération du milieu des années 1960 disposait des moyens de produire leurs écrits et leur art sans devoir compter sur un public ou des entrepreneurs culturels blancs. Ils fondèrent des théâtres et des maisons d'édition indépendants, comme le BARTS à Harlem et la Third World Press à Chicago. De plus, leur positionnement intellectuel, qui rejetait la hiérarchie traditionnelle entre art noble et art populaire, leur permit de s'appuyer sans état d'âme sur l'engouement croissant de la population noire pour des formes d'expression culturelle propres.

De fait, la force du mouvement culturel du *Black Power* tenait à sa grande popularité au-delà des cercles artistiques avant-gardistes. À partir de 1965, une culture et une esthétique noires populaires virent le jour, reflétant la mobilisation accrue de la population africaine-américaine pour la reconnaissance de son identité. Faisant sien le

slogan « *Black is beautiful* », toute une génération d'hommes et de femmes redécouvrirent avec fierté leur héritage africain ou caribéen. Des festivals célébrant la culture noire, en mettant à l'honneur le jazz, la littérature ou la cuisine traditionnelle de la communauté africaine-américaine avec ses spécialités de poulet frit, niébé, chou cavalier et jarret de porc, étaient organisés un peu partout dans le pays. Parallèlement, les symboles visuels de cette révolution culturelle se multiplièrent : aux panthères et poings serrés noirs peints sur les murs des immeubles des ghettos s'ajoutaient les nouveaux styles vestimentaires et coiffures naturelles dites « afro ». Trois styles en vinrent à dominer l'esthétique noire de 1965 à 1975 : les hommes et les femmes vêtus de dashikis (robes traditionnelles africaines) et arborant de larges afros ; les militants du BPP avec leur tenue paramilitaire ; et les Musulmans noirs portant costume et cheveux courts pour les hommes, robe longue et foulard blancs pour les femmes. Le langage traduisait aussi cette révolution culturelle avec des expressions comme « *soul* », « *get down* » ou « *whitey* », et des références communes à l'afrocentrisme, à l'islam, aux « frères » Malcolm, Stokely et Huey, ou encore à Frantz Fanon, dont le livre *Les Damnés de la Terre* se vendit à 750 000 exemplaires dans les cinq ans qui suivirent sa parution en anglais.

La musique joua un rôle crucial dans la promotion de ce sentiment d'appartenance à une communauté, à un mouvement et à une diaspora. Un nouveau son caractérisa la musique africaine-américaine alors que les artistes noirs se détournaient de la pop du début des années 1960, déconsidérée parce qu'elle attirait un public blanc et était dépourvue de message politique. Marvin Gaye expliqua ainsi avoir été sorti de sa torpeur artistique par le soulèvement de Watts. Quelques années plus tard, sa chanson *What's Going On ?* sur les développements politiques contemporains atteignit la deuxième place des *charts*. Les chansons engagées, telles celles de Nina Simone, connurent un succès phénoménal. Dès 1965, pressentant le mouvement, le magazine *Billboard* avait créé un classement séparé pour la musique R&B, soul et funk. Aretha Franklin et James Brown, avec leurs tubes respectifs *Respect* et *Say It Loud, I'm Black and I'm Proud*, devinrent les icônes vivantes du mouvement. Même Diana Ross et les Supremes se fondirent dans l'ambiance générale avec leur chanson *Love Child* qui évoquait les difficultés d'une mère célibataire dans le ghetto¹¹⁸. Après avoir passé des années à lutter pour la

disparition du ghetto, les Noirs se mirent à le mettre en valeur comme source de fierté culturelle et comme base politique de la révolution à venir ou, *a minima*, de la transformation radicale de la société américaine qu'ils appelaient de leurs vœux.

Pauvreté, ghetto et aide sociale

La radicalisation des mères de famille militant au sein des organisations de défense des bénéficiaires de l'aide sociale en offre une bonne illustration. Poursuivant l'action menée depuis 1963 dans de nombreuses villes, ces femmes noires redoublèrent d'efforts pour obtenir le respect en tant que résidentes du ghetto dépendantes de l'assistance sociale¹¹⁹. Leur action illustre un visage du *Black Power* peu souligné jusqu'à présent : celui de la conquête de la dignité, contre les stéréotypes stigmatisants qui fleurissaient à propos des pauvres en général et des Noirs défavorisés en particulier. S'inspirant à la fois du nationalisme noir et de la tradition d'activisme réformiste, ce type de militantisme illustre la porosité de la frontière entre les formes radicales et libérales de mobilisation. Au-delà de l'action électorale, de l'engagement dans des organisations nationalistes noires comme le BPP, le SNCC ou le CORE, de la participation aux diverses manifestations du nationalisme culturel ou encore du lobbying législatif pour l'égalité des droits, la préoccupation majeure de la plupart des habitants des ghettos dans la seconde moitié des années 1960 restait la survie. Dans ce combat, très largement féminin, toutes les armes étaient bonnes et le pragmatisme primait, loin des clivages idéologiques et des rancœurs réciproques entre radicaux et libéraux, séparatistes et intégrationnistes, nationalistes et pluralistes¹²⁰.

En 1967, une coalition nationale d'associations de défense des droits des bénéficiaires de l'aide sociale vit le jour à Washington sous le nom de National Welfare Rights Organization (NWRO). Cette organisation était composée à 85 % de femmes africaines-américaines mais comptait également des Blancs et des Latinos, hommes et femmes. L'initiative était née de la volonté d'accélérer la mobilisation existant depuis 1963, notamment dans les grandes villes du Nord et de l'Ouest telles que New York, Washington, Chicago, Philadelphie, Detroit ou Los Angeles. Il y avait urgence¹²¹. Non seulement la pauvreté touchait encore des millions d'Américains mais les budgets alloués à la lutte

contre la pauvreté pâtissaient de la guerre du Vietnam qui engouffrait des millions de dollars. De plus, après une première vague de réformes durcissant les critères d'éligibilité au niveau des États, le Congrès avait adopté en 1967 une réforme du système de protection sociale, transférant aux États la responsabilité de l'attribution et de la gestion de l'aide sociale et réduisant les droits aux allocations familiales aux seules femmes mariées ou l'ayant été. Les mères célibataires et leurs enfants risquaient de se voir soudain privés de ce qui constituait souvent leur principal moyen de survie¹²².

La NWRO agit sur plusieurs fronts à la fois. Elle reprit les thèmes de mobilisation des associations locales auxquels elle donna une visibilité nationale par l'orchestration de campagnes de sensibilisation et par une action de lobbying auprès du Congrès. Les militantes revendiquaient en premier lieu l'abandon des pratiques de contrôle stigmatisantes des administrations chargées de l'aide sociale. Surtout, au-delà du maintien des allocations face aux menaces de coupe, la NWRO réclamait le droit des personnes défavorisées au respect et au contrôle de leur vie privée. La NWRO saisit les tribunaux pour faire invalider différentes restrictions au droit à l'assistance sociale particulièrement sévères pour les mères célibataires, à l'instar du refus d'aide aux « mères employables ». Entre 1968 et 1971, la Cour suprême lui donna plusieurs fois raison¹²³.

La NWRO bataillait aussi avec les administrations pour le relèvement des prestations sociales, le droit à un salaire minimum garanti et la définition de ce qui constituait les biens et services « de base » devant être couverts par les allocations reçues. Le téléphone faisait ainsi l'objet de luttes acharnées entre les militantes, qui le considéraient comme un service indispensable, et les administrations des services sociaux, pour lesquelles les téléphones publics suffisaient amplement¹²⁴. Dans cette logique, à partir de 1968, la NWRO ajouta à sa liste de revendications le droit au crédit. Les bénéficiaires de l'aide sociale se voyaient en effet refuser l'accès aux prêts à la consommation, qui étaient devenus un rouage essentiel du fonctionnement de la société de consommation depuis les années 1950. Or ce droit au crédit était essentiel pour sortir de l'étau de la pauvreté du ghetto. Tant qu'elles restaient dans l'incapacité d'étaler leurs paiements afin de pouvoir s'offrir les mêmes produits que les Blancs, les familles noires se trouvaient contraintes d'acheter les produits de mauvaise qualité vendus à prix excessifs. Faute de

crédit, elles ne pouvaient pas non plus s'acheter de voiture et ne pouvaient donc pas chercher du travail en dehors de leur quartier ou des zones desservies par des transports publics peu développés. Enfin, dans une société où la consommation était devenue le symbole du mode de vie américain depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le droit au crédit était vu comme un droit à l'accès à une citoyenneté entière et donc comme un élément essentiel de la respectabilité.

Ces revendications s'inscrivaient dans le cadre d'un mouvement plus large de mobilisation des consommateurs, qui était loin de se limiter aux Africains-Américains. Le mouvement féministe en particulier, entré dans ce qu'on appelle sa « deuxième vague » depuis le début des années 1960 et centré autour de la National Organization for Women (NOW), avait fait de l'égalité des femmes dans l'accès au crédit l'un de ses objectifs, revendiquant à la fois le droit des femmes mariées de posséder une carte de crédit à leur nom et l'accès au crédit des femmes divorcées ou célibataires. Mais, en dépit de la présence de quelques militantes noires, telles Florynce Kennedy et Pauli Murray, dans la NOW au moment de sa fondation en 1966, cette organisation reflétait surtout les préoccupations des femmes blanches de la classe moyenne. L'action de la NWRO permit de redonner de la voix aux femmes noires de la classe ouvrière et aux autres femmes pauvres, toutes origines confondues, et de montrer que l'accès au crédit n'était pas une simple affaire d'émancipation de la femme par rapport à son mari. Pour les millions de femmes pauvres, il s'agissait avant tout d'une question de survie et de la possibilité éventuelle de sortir un jour de la pauvreté. Ce faisant, la NWRO fournit également un organe d'expression pour les femmes noires de la classe ouvrière qui avaient du mal à se faire entendre, prises entre l'orientation très centrée sur la classe moyenne du National Council of Negro Women toujours dirigé par Dorothy Height et la vision machiste de nombreux nationalistes¹²⁵.

Les militantes de la NWRO n'étaient pas les seules à se mobiliser pour l'amélioration des conditions de vie des habitants du ghetto. En 1966, deux sociologues de l'Université Columbia, Frances Piven et Richard Cloward, avaient relancé le débat sur le revenu minimum en publiant dans le magazine *The Nation* une tribune retentissante qui appelait à provoquer l'effondrement du système d'aide sociale en vigueur en le noyant sous les demandes. L'objectif était d'obtenir son remplacement par un système national de revenu annuel garanti, dont la mise en place signifierait la fin de la pauvreté¹²⁶. Par ailleurs,

malgré l'échec de la campagne de Chicago, Martin Luther King poursuivait son action dans le domaine social. En août 1967, le pasteur noir annonça sa volonté d'organiser une vaste campagne de désobéissance civile dans les grandes villes du pays pour dénoncer le « racisme » du Congrès¹²⁷. En décembre 1967, il interpella les Américains sur un problème moral de première importance : « Des enfants meurent de faim dans le Mississippi pendant que des agriculteurs prospères sont récompensés pour ne pas produire d'aliments, soulignait-il. Nous vivons dans un pays gorgé d'argent mais dont des millions de citoyens sont privés d'une bonne éducation, de services de santé adéquats, d'un logement décent, d'un véritable emploi et même du respect, tout en étant priés d'être responsables¹²⁸. »

King présenta ses idées dans un livre dont le titre, *Where Do We Go From Here ? Chaos or Community ?*, évoquait toute l'urgence de la situation. Il appelait tous les Américains, quel que soit leur niveau de responsabilité, à agir pour promouvoir la solidarité nationale et éviter d'autres explosions de violence¹²⁹. Fidèle à la doctrine de l'évangile social qui avait guidé son action toute sa vie, le pasteur noir lança la SCLC dans ce qu'il appela la *Poor People's Campaign* (« Campagne des pauvres »), prévue pour le printemps 1968. Son but était d'organiser une grande manifestation des personnes pauvres dans la capitale fédérale pour alerter les pouvoirs publics sur la gravité de la situation et les forcer à agir sur cette question vitale pour des millions d'Américains, à laquelle la « guerre contre la pauvreté » était pourtant censée répondre¹³⁰. En parallèle, la SCLC devait poursuivre son action en faveur de l'éducation citoyenne et l'inscription des Noirs sur les listes électorales, deux éléments essentiels en particulier dans le Sud¹³¹.

S'attaquer à la question de la pauvreté impliquait de prendre en compte les préoccupations des femmes de couleur, qui représentaient la masse des travailleurs et chômeurs pauvres. Mais la SCLC restait marquée par l'attitude patriarcale et les origines sociales favorisées de ses dirigeants, issus de la classe moyenne. Une rencontre, début février 1968, entre les membres de la NWRO, King et ses lieutenants (Ralph Abernathy, Andrew Young, Bernard Lafayette et Al Sampson) fut particulièrement houleuse, la porte-parole de l'organisation, Johnnie Tillmon, accusant King de ne rien connaître aux problèmes des femmes dépendantes de l'aide sociale. King répondit qu'ils étaient

là pour apprendre et, de fait, il se mit par la suite à inclure la défense des bénéficiaires de l'aide sociale dans ses revendications¹³². Mais l'anecdote révèle à quel point les femmes noires pauvres avaient été ignorées de la campagne pour les droits civiques. Cette relégation n'était pas sans conséquence : d'une part, elle contribua à minimiser l'importance des questions de justice économique et sociale dans l'opinion publique. Cette dernière retenait l'image d'un mouvement noir respectable car servant, en dernière analyse, les intérêts de la classe moyenne noire. D'autre part, elle renforça la détermination de nombreuses femmes noires à continuer de mener leurs actions de manière indépendante, comme elles le faisaient depuis l'apparition des premiers clubs de femmes au XIX^e siècle.

Pour l'heure, les militantes de la NWRO étaient prêtes à collaborer avec King dans le cadre de la *Poor People's Campaign*. King avait prévu de faire venir par autocars des milliers de pauvres, noirs, latinos et amérindiens, à Washington, de les loger dans un bidonville improvisé, et de rester sur place, en organisant des manifestations non violentes, jusqu'à ce que le gouvernement décide de relancer la « guerre contre la pauvreté ».

King n'eut pas le temps de voir son plan à l'œuvre. Le 4 avril 1968, alors qu'il se trouvait à Memphis (Tennessee) pour soutenir la grève des éboueurs de la ville, défilant à leurs côtés en arborant une pancarte « *I am a man* » pour revendiquer le droit à un salaire et des conditions de travail décentes, il fut tué par un délinquant, notoirement connu pour son racisme radical, James Earl Ray. King n'avait pas quarante ans. Sa mort plongea l'Amérique blanche dans la stupeur, l'Amérique noire dans la colère. Des émeutes éclatèrent dans 125 villes, faisant de la nuit du 4 au 5 avril 1968 la pire nuit de violences raciales de l'histoire du pays. Certains tentèrent de calmer la situation en rappelant que King était l'apôtre de la non-violence. En vain.

En l'honneur de son dirigeant assassiné, la SCLC, sous la direction de Ralph Abernathy, décida de mener à bien la campagne. Le jour de la fête des mères, le 12 mai 1968, des milliers de femmes menées par Coretta Scott King arrivèrent à Washington¹³³. Dès le lendemain, la foule installa son campement, surnommé « Resurrection City », sur l'esplanade du National Mall à Washington. Malgré la pluie, la boue et la chaleur, et en dépit des tensions causées par le harcèlement policier et la présence grandissante de gangs, les manifestants restèrent sur

place plus d'un mois. Chaque jour, des pèlerinages étaient organisés jusqu'aux différentes agences fédérales concernées pour réclamer la justice économique. Le 5 juin 1968, l'assassinat de Robert Kennedy, qui avait soutenu la campagne et était venu plusieurs fois à Resurrection City, consterna les militants. Pour saluer son action au service de l'égalité économique et raciale, le cortège funèbre passa au milieu de Resurrection City dont les habitants temporaires se recueillirent en silence.

Peu de temps après, les pressions des autorités s'accrurent contre les militants et la SCLC. Ils reçurent l'injonction de quitter rapidement le Mall. Beaucoup de pauvres avaient déjà regagné leurs villes, leurs campagnes, leurs ghettos, leurs *barrios* ou leurs réserves. Le 24 juin 1968, les dernières personnes présentes se laissèrent volontairement arrêter par les forces de police, tandis que les bulldozers arrivaient pour détruire le campement. Hormis le vote par le Congrès du prolongement pendant quatre ans du programme de distribution de coupons alimentaires aux personnes démunies, le bilan était mince¹³⁴. La campagne laissa un goût amer dans la bouche des participants et marqua la fin de la SCLC sur le plan national. L'organisation fondée par King ne se remit jamais de la disparition de son créateur et ne parvint pas à mener sans lui des actions d'envergure. Elle périclita¹³⁵.

La lutte contre le crime, nouvelle priorité fédérale

Les autorités fédérales se révélaient de moins en moins réceptives aux problèmes de la communauté noire. Les émeutes qui suivirent la mort de King et l'échec de la *Poor People's Campaign* ne firent que renforcer cette tendance. Il y avait eu certes quelques avancées. En 1966, le XXIV^e amendement avait interdit le cens électoral dans les élections et le président Johnson avait proposé la nomination de Thurgood Marshall comme juge à la Cour suprême. En août 1966, le Sénat avait approuvé ce choix par une très large majorité, faisant de l'ancien avocat de la NAACP le premier Africain-Américain à siéger à la plus haute magistrature du pays¹³⁶. L'année suivante, la Cour suprême avait rendu l'arrêt *Loving v. Virginia*, qui invalidait la loi de l'État de Virginie interdisant les unions mixtes. À la même époque, Johnson demanda au Congrès de voter une loi modifiant le système de gouvernance de la capitale du pays, jusqu'alors directement contrôlée par le Congrès. Pour mieux représenter les intérêts des habitants de Washington, le président nommerait désormais un maire-commissaire, issu de la communauté locale. Le Congrès suivit sa recommandation et Johnson nomma immédiatement Walter Washington, un Africain-Américain, à la tête de la ville dont la population était à 75 % noire.

Mais ces progrès témoignaient davantage de la réparation d'injustices passées que d'une véritable volonté politique de réduire les inégalités. Dans un contexte marqué par la montée du *Black Power* et des émeutes urbaines, un Congrès de plus en plus conservateur avait refusé en 1966 et 1967 de voter un projet de loi garantissant la liberté résidentielle sur l'ensemble du territoire. Signe d'une évolution de leurs préoccupations, les élus tournèrent en dérision un programme visant à répondre à l'infestation de rats dans les ghettos¹³⁷. Il fallut l'assassinat de King pour que le Congrès vote, le 10 avril 1968, dans un hommage posthume à l'un de ses derniers combats, le *Fair Housing Act*, autrement dit la loi sur la liberté résidentielle pour laquelle ce dernier s'était battu. Mais ce vote reflétait également un souci de rétablir l'ordre à un moment où la Garde nationale occupait encore les rues de Washington, après les émeutes du 4-5 avril. Les dirigeants et

porte-parole de l'Amérique noire ne s'y trompèrent pas. Hormis la NAACP, qui se réjouit de cette nouvelle avancée législative, les organisations estimaient que le temps de la célébration des succès du libéralisme racial était passé. L'assassinat de King, « dernier prince de la non-violence », selon l'expression de Floyd McKissick, semblait prouver le bien-fondé du discours du *Black Power*. Même les plus modérés semblaient poussés par le vent du radicalisme. Dans les ghettos, les discours ne portaient plus sur les demandes d'intégration raciale, mais sur la manière d'obtenir les moyens de la « survie » quotidienne.

La nouvelle priorité du gouvernement fédéral ne faisait plus de doute : un mois avant la mort de King, le président Johnson avait rejeté les recommandations de la commission Kerner. Ayant conclu son enquête, cette dernière avait rendu un rapport sans équivoque : « Notre pays avance vers la constitution de deux sociétés, une noire et une blanche – séparées et inégales¹³⁸. » Ses membres énuméraient ensuite longuement les mesures sociales et politiques nécessaires pour enrayer cette évolution. Dénonçant les responsabilités de l'Amérique blanche dans la construction et la perpétuation d'un « système d'apartheid », la commission appelait de ses vœux un nouvel arsenal législatif pour promouvoir l'intégration raciale et supprimer les taudis. Le président ne reçut même pas Otto Kerner pour qu'il lui remette officiellement son rapport. La page de la « guerre contre la pauvreté » semblait définitivement tournée, d'autant que le 31 mars le président annonça à la nation son intention de ne pas se présenter à sa propre succession. Alors que l'enlèvement au Vietnam, manifeste depuis l'offensive vietnamienne du Têt contre les troupes américaines en janvier 1968, enflait dangereusement les rangs du mouvement d'opposition à la guerre et que le pays semblait au bord de la guerre civile avec les émeutes du 4-5 avril, la nouvelle priorité fédérale devint le rétablissement de l'ordre. Signe de cette réorientation, la nouvelle loi sur la liberté résidentielle s'accompagnait d'une clause faisant du franchissement des frontières d'un État avec l'intention de fomenter une émeute un crime fédéral. Cette clause servit de base juridique à la double lutte contre le développement des mouvements nationalistes noirs et les alliances interraciales révolutionnaires. Deux mois plus tard, le Congrès accentua la tendance en votant une grande loi sur la lutte contre la criminalité, qui renforçait les pouvoirs du FBI et autorisait les écoutes téléphoniques sous certaines conditions¹³⁹.

Réprimer les « Messies noirs »

Le rapprochement avec les Blancs radicaux que prônait le BPP n'avait pas échappé aux autorités, renforçant la détermination de celles-ci à faire tout ce qui était en leur pouvoir afin d'empêcher sa concrétisation sur le long terme. Les départements de police municipaux accentuèrent leur harcèlement et multiplièrent les arrestations, le plus souvent pour des motifs abandonnés par la suite. Le 25 février 1968, un raid policier sur l'appartement de Bobby Seale et de sa femme conduisit à leur arrestation pour possession illégale d'armes (chef d'accusation non retenu par le tribunal, qui prononça un non-lieu). Quelques jours plus tard, à Los Angeles, Glen Carter devint le premier membre du BPP tué par la police.

Washington s'inquiétait également. Sur ordre de J. Edgar Hoover, les agents du FBI travaillant pour le programme secret de contre-renseignement dit *Counter-Intelligence Program* (COINTELPRO), qui existait depuis le mois d'août 1967 et dont l'objectif était de « perturber, induire en erreur, discréditer et neutraliser » les organisations nationalistes noires, reçurent pour consigne le 4 mars 1968 d'empêcher par tous les moyens la formation de coalitions, de prévenir l'apparition d'un « Messie noir » et de discréditer les groupes noirs¹⁴⁰. De la même manière que les membres des *red squads* (unités antissubversives secrètes) au sein des départements de police municipaux, les agents du COINTELPRO n'hésitèrent pas à disséminer des lettres, dessins et tracts incendiaires, attisant les rivalités et les inimitiés entre les groupes par la mise en circulation de fausses rumeurs. La liste des organisations et personnes visées était longue et incluait toutes les personnalités en vue du mouvement noir, et plus particulièrement Martin Luther King, Stokely Carmichael, Elijah Muhammad, Maulana Karenga, Amiri Baraka, mais aussi Betty Shabazz, la veuve de Malcolm X, Fannie Lou Hamer ou encore Roy Wilkins¹⁴¹.

À partir de la fin 1967, le niveau de violence entre les forces de l'ordre et le BPP ne cessa de s'accroître, poussant l'organisation toujours plus loin dans la voie de la riposte violente, ce qui entraîna une répression accrue. Entre 1968 et le début des années 1970, plus d'une vingtaine de membres de l'organisation tombèrent sous les balles de policiers. Même les Églises proches idéologiquement du BPP n'étaient pas à l'abri d'une descente des forces de l'ordre, comme le

découvrit à ses dépens le pasteur de l'église épiscopale Saint Augustin d'Oakland le 3 avril 1968¹⁴². Pour Eldridge Cleaver, les explosions de violence qui suivirent l'annonce de l'assassinat de King imposaient au BPP de se radicaliser pour conserver sa crédibilité face aux jeunes des ghettos. Cleaver proposa de traduire en actes son penchant pour la guérilla urbaine en prenant la police pour cible. Sa détermination plongea le BPP dans l'embarras et la division. Charismatique, Cleaver bénéficiait de l'aura de celui qui avait passé plus de temps de sa vie adulte derrière les barreaux qu'en liberté. Il attira dans son sillage quelques membres : le jeune Bobby Hutton, dix-sept ans, trésorier de l'organisation, comptait parmi ceux-là. Mais la majorité refusa de le suivre et critiqua vivement sa position, qui allait à l'encontre de l'opposition du BPP à toute violence gratuite depuis sa création, et plus encore depuis la fin des patrouilles armées. Dans la nuit du 6 avril 1968, deux jours après la mort de King, Cleaver, Bobby Hutton et dix autres Panthers attirèrent des policiers municipaux d'Oakland dans une embuscade et en blessèrent gravement deux. Un long échange de coups de feu s'ensuivit entre les militants noirs et la police, à l'issue duquel, alors que Cleaver et Hutton avaient posé leurs armes et étaient en train de se rendre, un policier tua ce dernier de plusieurs balles dans le dos. Sa mort affecta particulièrement les membres du BPP d'Oakland pour qui il faisait figure de mascotte depuis son entrée dans l'organisation deux ans plus tôt, à l'âge de quinze ans. En guise d'hommage, un parc d'Oakland fut officieusement renommé « Bobby Hutton Memorial Park ».

Cet épisode tragique mit en lumière l'influence négative d'Eldridge Cleaver sur l'organisation, qu'il avait affaiblie à la fois intérieurement en la divisant et extérieurement en l'exposant à la répression. Quelques mois plus tard, il s'enfuit des États-Unis pour ne pas avoir à purger le reste de sa peine pour viol. Mais ses prises de position en faveur de la lutte armée continuèrent de faire des adeptes et de décimer les rangs de l'organisation du fait des incarcérations et de la mort de nombreux membres, entraînant un affaiblissement au-delà de ce qu'avaient espéré les forces de l'ordre. Ces dernières ne relâchèrent pas pour autant la pression. En effet, la mise en place d'alliances entre les militants du *Black Power* et les autres mouvements radicaux créaient les conditions d'une révolte de masse interr raciale qui concrétiserait l'union des ghettos, des *barrios* latinos, des campus et des opposants à la guerre du Vietnam.

La décision de Bobby Seale de participer aux manifestations organisées en marge de la convention nationale démocrate d'août 1968 à Chicago par les opposants à la guerre du Vietnam confirma notamment, aux yeux des autorités, le danger que constituait le rapprochement des deux principaux mouvements de contestation de l'époque : le mouvement noir et le mouvement étudiant. L'ampleur des protestations avait contribué à convaincre Lyndon Johnson de ne pas se présenter à sa propre succession à l'élection présidentielle de novembre 1968. Miné par la montée des oppositions à sa politique, y compris dans son propre camp, le président entendait consacrer ses derniers mois à la Maison-Blanche à continuer son action sans, selon lui, devoir gaspiller son énergie dans des préoccupations politiciennes. La mort de Robert Kennedy avait privé le camp des partisans de la paix et de l'égalité raciale de leur principal porte-parole. Eugene McCarthy, élu démocrate du Minnesota et candidat lui aussi aux primaires du parti, avait repris le flambeau de l'opposition à la guerre du Vietnam mais il ne prit pas position, comme avait pu le faire Kennedy, en faveur d'une aide accrue aux Africains-Américains. La disparition du sénateur, ancien *Attorney General*, laissait donc les Noirs sans candidat pour les représenter.

Toujours fidèles au Parti démocrate, ils suivirent avec distance la convention nationale du parti qui se tint donc à Chicago fin août 1968. Aux yeux des Africains-Américains, le parti de Roosevelt, Kennedy et Johnson restait auréolé des grandes victoires que représentaient les droits civiques et les politiques sociales de la Grande Société, mais sa politique vietnamienne et sa réaction aux soulèvements urbains entachaient sa réputation. Les violences qui émaillèrent la convention renforcèrent cette ambivalence. Sur les ordres du maire démocrate de la ville, Richard J. Daley, les forces de l'ordre municipales s'engagèrent dans ce que le rapport officiel de la commission d'enquête qualifia d'« émeute policière », frappant indistinctement les manifestants pacifistes et les journalistes présents sur place¹⁴³. La « machine Daley » avait clairement laissé entendre, par une série d'arrestations préventives de militants noirs, qu'elle ne laisserait sous aucun prétexte se matérialiser dans les rues de Chicago l'alliance entre les militants opposés à la guerre et les activistes africains-américains. Par conséquent, peu de Noirs participèrent aux manifestations aux côtés de Bobby Seale¹⁴⁴. Il reste que la violence déployée par les hommes de Daley conforta les Africains-Américains

dans l'idée que le Parti démocrate s'éloignait de plus en plus des valeurs de solidarité et d'égalité prônées au début du mandat de Johnson.

Pour le vice-président Hubert Humphrey, investi à l'issue de la convention, le défi était de taille : ressouder un Parti démocrate de plus en plus divisé. Il s'agissait pour lui de défendre la politique menée par l'administration Johnson tout en essayant de calmer les forces de gauche sensibles à la cause de la paix et de la justice raciale. Il devait également s'efforcer de conserver les voix de l'électorat ouvrier blanc, bastion traditionnel de la coalition du New Deal depuis les années 1930. Ne se sentant pas défendu par les politiques de la Grande Société, cet électorat donnait en effet des signes de plus en plus clairs d'une défection imminente. L'élection du républicain Ronald Reagan, chantre de la majorité silencieuse, au poste de gouverneur de Californie en 1966 n'était pas de bon augure pour Humphrey car elle démontrait que les républicains étaient capables d'exploiter les mécontentements suscités par les troubles sociaux. L'autre mauvaise nouvelle était la candidature indépendante de George Wallace, l'ancien gouverneur de l'Alabama, qui avait fait carrière sur son opposition catégorique à la déségrégation. Face à eux, Richard Nixon espérait bien prendre sa revanche après l'échec de sa candidature en 1960 contre Kennedy et sa défaite aux primaires républicaines de 1964 face à Barry Goldwater. Tandis que Wallace attirait vers lui les nostalgiques du système « Jim Crow » et un électorat ouvrier inquiet par la transformation rapide du Sud, Nixon sut percevoir la fronde plus générale d'une grande partie de l'électorat blanc issu de la classe ouvrière et de la classe moyenne. Cette dernière était excédée par la vague contestataire qui touchait le pays depuis le début des années 1960, la généralisation de la violence, la popularité croissante de la contre-culture hippie et de ses valeurs hédonistes, ainsi que par le manque de patriotisme des jeunes et des minorités. Le refus de deux athlètes noirs américains, Tommie Smith et John Carlos, de chanter l'hymne national aux Jeux olympiques de Mexico en octobre 1968 accrut ce sentiment. L'image des deux médaillés, le poing levé ganté de noir et la tête baissée en signe de protestation contre le racisme persistant aux États-Unis, fit le tour du monde. Les autorités fédérales y virent le signe inquiétant de l'extension de l'opposition à la guerre, ce qui ne manquerait pas de provoquer un essor supplémentaire du mouvement conservateur.

Richard Nixon et le tournant conservateur

Les craintes de l'administration démocrate étaient fondées. Richard Nixon remporta l'élection présidentielle du 5 novembre 1968 avec une majorité relative de 43,4 % des suffrages, contre 43 % à Hubert Humphrey. George Wallace obtint 13,6 % des voix, surtout mais pas exclusivement dans le Sud. Ce résultat aggrava le pessimisme dans lequel la population noire était plongée depuis l'assassinat de King. Nixon était moins raciste que Wallace, mais sa politique entendait clairement rompre avec celle qu'avaient menée les démocrates depuis 1960. Certes, un consensus quasi national existait désormais autour de la question des droits civiques et Nixon n'entendait pas être celui qui allait diviser le pays sur le plan racial (il fit campagne avec le slogan « Ressoudons-nous ! »). Mais, soucieux de séduire les Blancs de la majorité silencieuse, il choisit comme colistier Spiro Agnew, qui s'était fait un nom, en tant que gouverneur du Maryland, en promouvant des politiques particulièrement conservatrices : lors des émeutes de Baltimore de 1967, il avait convoqué les dirigeants des organisations noires locales, non en vue de chercher avec eux des solutions aux problèmes des ghettos de la ville, mais pour stigmatiser leur attitude « laxiste » qui avait selon lui encouragé les troubles¹⁴⁵. Pour les Africains-Américains, le choix d'Agnew était de mauvais augure.

De fait, Nixon proposa, en août 1969, comme juge à la Cour suprême un conservateur de Caroline du Sud, Clement Haynsworth, célèbre pour ses prises de position hostiles aux mouvements noir et ouvrier. Certes Nixon avait commencé par nommer le modéré Warren Burger après la retraite d'Earl Warren, mais son choix de Haynsworth fut interprété comme une menace pour les précédents acquis. L'annonce provoqua une levée de boucliers immédiate chez un grand nombre d'organisations progressistes. La coalition des organisations noires et juives libérales (en particulier la NAACP, la NUL, la Progressive National Baptist Convention, l'American Jewish Congress et le Jewish Labor Committee) dont la mobilisation, depuis les années 1940, avait contribué à la conquête des avancées législatives de 1964 et 1965, se reforma à cette occasion. Pourtant, des tensions croissantes existaient désormais entre Africains-Américains et Juifs, dans un contexte où la mobilité socio-économique des Juifs contrastait avec celle largement bloquée des Noirs et où ces derniers étaient de plus en plus nombreux à soutenir la cause palestinienne contre

Israël¹⁴⁶. Toutefois, l'urgence de la situation poussa la coalition interracial des forces progressistes, qui comprenait également des représentants du monde ouvrier, à surmonter leurs rancœurs réciproques. En août 1969, elles célébrèrent leur succès lorsque le Sénat refusa de confirmer la nomination de Haynsworth¹⁴⁷.

Après une campagne centrée sur la nécessité de rétablir l'ordre, Nixon était déterminé à passer à l'acte. Il nomma John Mitchell au poste d'*Attorney General*. Ce dernier, lui aussi fervent partisan du retour de « la loi et l'ordre », estimait que cette fin justifiait tous les moyens : une fois en poste, il encouragea l'utilisation de la surveillance électronique non autorisée lorsque l'administration considérait que la sécurité nationale était menacée. Partageant une vision extensive des menaces à cette dernière, il inclut sur sa liste de personnes et d'organisations subversives à surveiller non seulement les organisations noires nationalistes mais aussi leurs alliés dans le mouvement d'opposition à la guerre et dans les mouvements identitaires latino, asiatique et amérindien en pleine expansion. Dans la même veine, Mitchell, avec le plein accord de Nixon, porta plainte pour « complot » contre huit militants, dont Bobby Seale, accusés d'avoir fomenté les troubles ayant émaillé la convention nationale démocrate d'août 1968. S'appuyant sur la clause de la loi sur les droits civiques de 1968 faisant du complot visant à inciter une émeute un crime fédéral, cette accusation donna lieu au procès dit des « huit de Chicago » transformé en « sept de Chicago » lorsque le cas de Bobby Seale fut physiquement séparé de celui de ses coaccusés. Les images du dirigeant des Black Panthers, ligoté et bâillonné pendant le procès, marquèrent symboliquement le durcissement de ton opéré depuis l'élection de Nixon. Les militants africains-américains avaient eu beau protester contre la répression politique qu'ils subissaient sous Johnson, en comparaison de l'assaut lancé par Nixon les mesures prises sous le président démocrate parurent *a posteriori* bien modérées.

Mais ce changement d'attitude ne se limitait pas aux attaques contre les radicaux noirs. Malgré son soutien au principe énoncé dans l'arrêt *Brown*, Nixon s'était clairement prononcé pendant la campagne présidentielle contre toute promotion de l'intégration raciale des écoles du Sud. Une fois à la Maison-Blanche, il tint parole et demanda à Mitchell de ralentir autant que possible le processus de déségrégation dans cette partie des États-Unis. « Faites ce que la loi vous oblige de faire et absolument rien de plus », déclara-t-il à ses

équipes. Il ne s'agissait pas tant pour lui de faire appel aux instincts racistes des électeurs de George Wallace pour les attirer dans le giron républicain que de séduire les classes moyennes blanches vivant en banlieue aussi bien dans le Sud que dans le Nord¹⁴⁸. Car, contrairement à ce que certains avaient pu croire, la question de la déségrégation scolaire concernait encore l'ensemble du pays.

Le retour de la question scolaire

Tombée dans un certain oubli depuis les manifestations et boycotts de 1963-1964, cette question redevint brûlante en 1968 lorsque la Cour suprême rendit l'arrêt *Green v. County School Board of New Kent County*¹⁴⁹. Comme de nombreux districts scolaires du Sud, celui du comté de New Kent en Virginie avait mis en place, dans le cadre de sa stratégie de résistance au deuxième arrêt *Brown* exigeant la déségrégation effective « avec toute la vitesse nécessaire » (*with all deliberate speed*), un système reposant sur la « liberté de choix ». Ainsi, la ségrégation n'apparaissait plus comme le résultat de la loi mais plutôt d'une somme de choix individuels permettant aux parents qui en avaient les moyens d'éviter certaines écoles. Les autorités scolaires et politiques du Sud invoquaient le fait que *Brown* interdisait la ségrégation sans pour autant rendre obligatoire l'intégration. Les pressions du début des années 1960 n'avaient en fait abouti qu'à une déségrégation symbolique. Contraints de prouver leur bonne foi en matière de respect de la loi fédérale, les districts scolaires du Sud avaient mis en place des systèmes d'intégration raciale minimale, touchant en réalité un nombre extrêmement réduit d'élèves.

L'arrêt *Green* de 1968 vint remettre en question ce *statu quo* en décrétant que ces dispositifs centrés sur la liberté de choix ne respectaient pas l'obligation faite à chaque Bureau de l'éducation de mettre en place un système d'admission non fondé sur la race pour les écoles publiques. Plus encore, la Cour suprême élargit sa définition de la déségrégation pour y inclure la notion d'« équilibre racial » : pour déterminer la légalité d'un plan de déségrégation, il fallait désormais prendre en compte le ratio Noirs-Blancs dans le total d'élèves et d'enseignants ainsi que l'égalité en termes d'installations, de transports et d'activités extrascolaires. Toute la stratégie des États du Sud consistant à se placer sous le sceau de la ségrégation *de facto* et

non plus *de jure* pour échapper à l'obligation de corriger les inégalités raciales menaçait de s'effondrer.

La construction de l'opposition entre ségrégation *de jure*, légale, typique du Sud, et ségrégation *de facto*, coutumière, du Nord et de l'Ouest, avait été le produit d'une stratégie des organisations de défense des droits civiques dans les années précédant *Brown*. Celle-ci devait permettre la création d'un mouvement national de soutien à leurs tentatives visant à rendre illégale la ségrégation scolaire pratiquée dans le Sud¹⁵⁰. Dans les dix années qui avaient suivi, cette même stratégie avait été poursuivie en vue de développer l'élan nécessaire à l'obtention de la loi sur les droits civiques de 1964. Particulièrement efficace dans la construction du consensus libéral qui avait permis les grandes victoires législatives de 1964 et 1965, cette opposition entre ségrégation *de jure* et *de facto* eut pour conséquence de créer une catégorie de ségrégation « innocente », résultant d'actions privées et du libre jeu des forces du marché. Lorsqu'elle découlait de la ségrégation résidentielle, la ségrégation scolaire devenait par là même exempte de toute possible attaque devant les tribunaux. Les États du Sud avaient vite saisi l'opportunité qu'offrait cette distinction pour le maintien d'un système ségrégué : ils se mirent à revendiquer une attitude tout à fait conforme aux normes et pratiques en vigueur. Dans ce contexte, la décision *Green* de 1968 était de mauvais augure non seulement pour eux mais pour les districts scolaires à l'échelle nationale. Dans tout le pays, les populations blanches désireuses de ne pas scolariser leurs enfants avec ceux de familles africaines-américaines étaient visées.

Quelques mois plus tard, deux autres décisions judiciaires, *Alexander v. Holmes County Board of Education* et *Swann v. Charlotte-Mecklenburg Board of Education* (1969), renforcèrent les tensions chez les conservateurs, provoquant une mobilisation massive. Ordonnant la déségrégation immédiate des écoles publiques de cette région, l'arrêt *Alexander* de la Cour suprême exprimait l'impatience de la haute magistrature face aux tergiversations des autorités scolaires du Sud depuis quinze ans. L'affaire *Swann* concernait quant à elle les moyens de la déségrégation. Le district scolaire de Charlotte-Mecklenburg en Caroline du Nord comprenait en 1969 environ 14 000 élèves noirs qui étaient tous scolarisés dans des établissements fréquentés à 99 % ou 100 % par des Africains-Américains. Face à cette situation, le tribunal de district ordonna le transport d'enfants par autocar (*busing*) pour

surmonter les processus de ségrégation résidentielle mis en place avec le soutien de l'État. L'arrêt *Swann* déclara que la ségrégation scolaire dans le district résultait de politiques du logement discriminatoires, telles que les plans municipaux de zonage et d'aménagement, les projets de renouvellement urbain bénéficiant d'un financement fédéral, la sélection des sites d'implantation des grands ensembles et l'héritage des *restrictive covenants*. En conséquence, elle ne saurait en aucun cas être considérée comme innocente ou *de facto*¹⁵¹.

La réaction des parents d'élèves blancs des banlieues de Charlotte fut immédiate. Ils organisèrent un vaste mouvement de protestation contre le *busing*, arguant qu'il s'agissait d'une violation de la loi de 1964 sur les droits civiques et de l'impératif constitutionnel de non-discrimination. L'arrêt *Swann* s'attaquant aux fondements de la ségrégation *de facto* en général, et pas uniquement dans le Sud, le mouvement fit rapidement tache d'huile. Sensible à cette mobilisation conservatrice, l'administration Nixon réagit. Présentant son action sous le signe d'un « nouveau fédéralisme » – qui consistait à donner plus de pouvoir aux États fédérés après les années d'expansion de l'État-providence et contre le pouvoir excessif des tribunaux fédéraux –, Nixon défendit le « libre choix » contre toute tentative d'intégration forcée. Au printemps 1970, il se prononça contre le *busing* et pour le maintien d'une distinction entre les deux types de ségrégation, affirmant que seule la première (*de jure*) pouvait faire l'objet d'une intervention de l'État. La seconde (*de facto*) devait au contraire être protégée au nom de la liberté de choix des individus.

Lorsque la Cour suprême confirma *Swann* en 1971 par un arrêt ambigu étendant la légalité du *busing* comme remède à la ségrégation *de jure*, sans dire pour autant si tous les cas de ségrégation scolaire découlant d'une ségrégation résidentielle relevaient de ce type de ségrégation, la mobilisation des parents blancs en colère enfla. La même année, l'arrêt *Bradley v. Milliken* rendu par un tribunal de district à Detroit, suivi en 1972 par *Bradley v. Richmond* (Virginie), aggrava les tensions en approuvant des programmes de *busing* entre ville et banlieues environnantes dans le cadre d'un plan couvrant les zones métropolitaines. Jusqu'au milieu des années 1970, les mouvements de protestation contre le *busing* se multiplièrent, allant parfois jusqu'à la violence. Même des villes qui, comme Boston, avaient paru incarner le progressisme racial furent touchées¹⁵².

Pour la NAACP, qui était à l'initiative des actions en justice pour la

déségrégation, comme pour les familles africaines-américaines dans tout le pays, il était clair, dans ce contexte explosif, que la Maison-Blanche avait pris parti pour les défenseurs de la ségrégation. Les Noirs pouvaient certes encore se tourner vers les tribunaux et la Cour suprême désormais placée sous l'autorité du juge Warren Burger. Mais les nominations faites par Nixon, telles que celle du juge William Rehnquist à la Cour suprême, poussèrent progressivement les tribunaux fédéraux vers une interprétation plus conservatrice de la Constitution, moins favorable aux minorités ethno-raciales, qui rompait avec la période d'activisme judiciaire de la Cour suprême sous la présidence d'Earl Warren. En 1974 par exemple, la Cour suprême rendit l'arrêt *Milliken v. Bradley*, qui déclarait inconstitutionnel le *busing* entre une ville et ses banlieues et annulait l'arrêt *Bradley v. Richmond*. Seule la pratique dans les limites d'une même ville était dorénavant autorisée. Ainsi, les banlieues blanches n'avaient plus à redouter l'intégration forcée de leurs écoles.

Cependant, la politique de Nixon en matière de droits civiques n'était pas univoque. Si, en matière d'éducation, le président républicain se montra intransigeant, dans le domaine de l'emploi, il défendit des positions beaucoup plus favorables à la communauté noire, tout du moins au début de son mandat.

Le Plan de Philadelphie révisé

L'emploi était, aux yeux de Nixon, le champ de l'action publique dans lequel il était possible de défendre une position libérale de soutien aux droits civiques sans pour autant s'aliéner sa base politique conservatrice. Dès 1967, il se mit à expliquer que la prévention des émeutes passerait par une action sur l'emploi : « Si vous n'avez pas de travail, vous n'avez pas de logement et vous ne sortez pas de l'aide sociale », déclara-t-il¹⁵³. En 1968, il fit campagne en soulignant la nécessité de favoriser l'égalité des chances des Noirs sur le marché du travail. Progressivement, il s'aventura sur le terrain politiquement glissant de la préférence raciale. Alors que les débats occasionnés par l'adoption du titre VII du *Civil Rights Act* en 1964 avaient soigneusement mis en avant l'idéal *colorblind* de la non-discrimination, Nixon se mit à prôner une réinterprétation des décrets présidentiels 10925 et 11246 édictés respectivement par Kennedy et Johnson relatifs à l'*affirmative action*. Lors de sa dernière année au pouvoir,

Johnson avait déjà commencé à faire pression sur les dirigeants des plus grosses entreprises américaines pour qu'ils embauchent des jeunes du ghetto sans qualification. Il voulait également que les entreprises répondant à des appels d'offres pour des marchés publics se fixent des calendriers et des objectifs chiffrés de recrutement et de promotion de travailleurs issus de minorités¹⁵⁴. Une fois arrivé à la Maison-Blanche, Nixon reprit et développa cette dernière idée, définie initialement par Johnson dans le Plan dit « de Philadelphie ».

Convaincu par son ministre du Travail, George Schultz, et par Arthur Fletcher, Africain-Américain nommé au poste de ministre adjoint du Travail, que le « Plan de Philadelphie révisé » correspondait aux valeurs républicaines, Nixon accepta la mise en œuvre de la nouvelle réglementation. Parallèlement, il se lança dans un autre projet concernant la situation économique des Noirs : la promotion du capitalisme noir grâce à la création de l'Office of Minority Business Enterprise par le décret présidentiel 11458 de mars 1969. Le Plan de Philadelphie révisé avait pour objectif d'obliger les entrepreneurs et les syndicats du secteur du bâtiment qui bénéficiaient de marchés publics fédéraux à embaucher des ouvriers noirs et issus d'autres minorités. Philadelphie offrait un parfait exemple du caractère éminemment problématique de la situation : dans cette ville à 30 % africaine-américaine, le syndicat des ouvriers métallurgistes comprenait 850 membres dont seulement 12 non blancs ; celui des plombiers et tuyauteurs ne comptait que 3 Noirs sur plus de 560 membres. Quant aux syndicats des travailleurs du métal, des constructeurs d'ascenseurs et des maçons, ils étaient entièrement blancs. Pour corriger cette situation, les syndicats et entreprises du secteur du bâtiment ne pourraient, selon les nouvelles règles, bénéficier de marchés publics fédéraux que s'ils se fixaient des objectifs globaux et intermédiaires chiffrés ainsi qu'un calendrier. Les opposants au plan de Philadelphie révisé s'exclamèrent qu'il s'agissait là d'embauches préférentielles sur critère racial, en violation du titre VII du *Civil Rights Act*. Face aux réticences, Nixon tenta de clarifier : le gouvernement fédéral ne fixerait pas de quota mais inviterait les entreprises à prendre des mesures d'*affirmative action* dans le but de promouvoir l'emploi des minorités. Cette distinction entre objectifs et quotas ne convainquit toutefois personne du côté du secteur du bâtiment.

La nouvelle réglementation provoqua la montée des protestations

des ouvriers et des syndicalistes blancs qui dénonçaient une « discrimination inversée ». Leur résistance souvent musclée provoqua en retour une recrudescence de l'activisme ouvrier africain-américain déjà galvanisé par les discours mettant en avant la fierté raciale et la mobilisation inspirés par le *Black Power*. Dans certains secteurs, comme celui de l'automobile, l'augmentation du nombre d'ouvriers noirs offrait de nouvelles possibilités d'action. À Detroit, par exemple, la League of Revolutionary Black Workers et le Dodge Revolutionary Union Movement (DRUM) organisèrent des grèves sauvages et des blocages d'usine. Ce type de militantisme radical, dont l'objectif était de lier mobilisation urbaine et ouvrière, ne tarda pas à essaimer dans le reste du pays. On assista à la formation de groupes révolutionnaires similaires dans les usines automobiles du New Jersey et de Georgie, dans les systèmes de transports publics de New York, San Francisco et Chicago, dans le syndicat des employés d'entretien d'immeubles et celui des sidérurgistes, ainsi que dans la Fédération américaine des enseignants¹⁵⁵. Sur les chantiers, la détermination était tout aussi forte : « Si les Noirs ne travaillent pas, personne ne travaille ! » scandaient les ouvriers noirs qui n'hésitèrent pas à paralyser la construction de plusieurs sites de construction.

L'agenda politique du second semestre 1969 fut dominé par les prises de position pour et contre le plan de Philadelphie révisé. Adopté par le Congrès en décembre, il fut étendu en février 1970 par décret du ministre du Travail à l'ensemble des entreprises qui acceptaient un contrat fédéral de plus de 50 000 dollars et qui possédaient plus de cinquante employés. Toutes ces entreprises devaient désormais fixer des objectifs assortis d'un calendrier pour accroître la part des « minorités » (terme désignant les Noirs, les Asiatiques, les Amérindiens et les personnes portant des noms à consonance hispanique, mais pas les femmes). La loi concernait 250 000 entreprises, employant 20 millions de travailleurs, soit un tiers de la population active totale¹⁵⁶.

Cependant, courant 1970, sa mise en œuvre apparut décevante sur le terrain. Quelques dizaines de travailleurs africains-américains seulement furent embauchés du fait de la nouvelle réglementation. La faiblesse des résultats s'expliquait aussi par les procès intentés par les entreprises et syndicats et qui créèrent un attentisme. En 1971, la Cour suprême confirma par son arrêt *Griggs v. Duke Power Company* la validité de la prise en compte de la race dans l'embauche d'un

travailleur en insistant sur le fait que l'intention de la loi de 1964 était de promouvoir l'égalité des chances en supprimant les obstacles à l'emploi créant une discrimination raciale. Avec *Griggs*, la charge de la preuve incombait à l'entreprise qui devait désormais démontrer que ses pratiques n'étaient pas discriminatoires. Cet arrêt définit l'*affirmative action* jusqu'au début des années 1990, en montrant que la nouvelle politique n'était en aucun cas une violation de la loi de 1964¹⁵⁷. Sur le terrain, la mobilisation de travailleurs noirs s'accéléra et conduisit, dans le Sud, à une véritable transformation des conditions d'emploi. Alors que la possibilité de s'appuyer sur le titre VII du *Civil Rights Act* avait déjà incité bon nombre d'ouvriers à s'organiser et à saisir l'Equal Employment Opportunity Commission (EEOC), l'extension de la loi et l'arrêt *Griggs* confirmèrent cette tendance. Les ouvriers parvinrent par leur mobilisation à arracher la déségrégation de l'industrie du textile, principale activité industrielle du Sud¹⁵⁸. Face à la détermination des travailleurs africains-américains, les entreprises n'offrirent qu'une faible résistance, la majorité acceptant les embauches et les promotions demandées. Cette coopération des entreprises se renforça au fur et à mesure qu'il apparut clairement que la productivité des Noirs était comparable à celle des Blancs et que les entreprises y trouvaient leur intérêt économique¹⁵⁹. La révolution de l'emploi était lancée dans le Sud, mettant fin à la Grande Migration et provoquant le début d'une migration de retour qui devait conduire de nombreux Noirs dans le Sud à partir du milieu des années 1970¹⁶⁰.

Néanmoins, au moment où les incertitudes concernant le Plan de Philadelphie et l'*affirmative action* semblaient levées, Richard Nixon se détourna du projet. Car la priorité restait à ses yeux la guerre du Vietnam. Alors qu'il avait promis la « paix dans l'honneur » pendant sa campagne électorale, il fit machine arrière une fois élu et lança une offensive sur le Cambodge. Le mouvement d'opposition à la guerre descendit immédiatement dans les rues pendant que les étudiants de tout le pays organisaient grèves sauvages et manifestations. Pour contenir les troubles, la Garde nationale et des forces de police furent déployées sur les campus, provoquant à quelques jours d'intervalle les deux tragédies de Kent State University (Ohio) et de Jackson State University (Mississippi), où deux étudiants furent tués par les forces de l'ordre. Ces événements suscitèrent une émotion nationale. L'intransigeance du président Nixon face aux troubles lui valut par

ailleurs le soutien d'une grande partie de la classe ouvrière blanche. À New York, un affrontement entre ouvriers du bâtiment et jeunes opposants à la guerre ayant eu lieu juste après les événements de Kent State illustra ce rapprochement¹⁶¹. Nixon ne l'oublia pas. Après la manifestation des « casques de chantier » de mai 1970 en soutien à sa politique vietnamienne, le président prit ses distances avec l'*affirmative action*¹⁶². Il commença par pousser Arthur Fletcher, l'artisan du Plan de Philadelphie révisé, à démissionner de son poste au ministère du Travail. À partir de ce moment, l'*affirmative action* sortit du programme des républicains pour redevenir une priorité des démocrates.

À peu près à la même période, les positions de Nixon sur l'aide sociale évoluèrent également. À peine élu, il avait demandé au démocrate Daniel Patrick Moynihan de rejoindre la Maison-Blanche au poste de conseiller pour les Affaires urbaines. Séduit par le défi et en accord avec la proposition de Nixon d'établir un revenu minimal garanti dans le cadre de son *Family Assistance Plan* comme moyen de stabiliser les familles pauvres, Moynihan accepta¹⁶³. Un an plus tard, celui-ci appelait à un changement d'attitude vis-à-vis de la question raciale – dite d'« indifférence bienveillante » (*benign neglect*) –, privilégiant désormais une approche *colorblind* de la réduction de la pauvreté. Quelques voix dans le milieu activiste de la défense des intérêts des personnes pauvres saluèrent ce soutien présidentiel à l'idée d'un revenu minimal garanti. Mais, globalement, le *Family Assistance Plan* suscita plus d'inquiétude que d'enthousiasme : il impliquait en effet de faire table rase de l'ensemble du système d'aide sociale existant et comprenait une clause établissant l'obligation de travail pour les mères bénéficiaires qui suscita une vive opposition.

Le *Family Assistance Plan* ne vit jamais le jour, Nixon n'apportant pas le soutien décisif qui aurait été nécessaire à l'obtention d'un vote positif du Congrès. Le projet de loi fut refusé par deux fois en 1970 puis en 1972, les conservateurs estimant ce plan trop généreux, tandis que les libéraux et les militants de la NWRO le trouvaient au contraire insuffisant et trop contraignant. En outre, la grande majorité des Africains-Américains continuaient d'en vouloir à Moynihan pour avoir terni la réputation des familles noires avec la publication de son rapport cinq ans plus tôt. Son arrivée dans l'équipe républicaine parut rétrospectivement expliquer cette position.

Dans le domaine de l'aide sociale, de l'éducation, comme dans celui

de l'emploi, le président ne défendait plus désormais que des positions strictement *colorblind*. Sur ce dernier terrain, Nixon acheva son revirement tactique pendant la campagne électorale de 1972, durant laquelle il n'eut de cesse de dénoncer son opposant George McGovern et le « parti des quotas ». Le 17 août 1972, il signa un décret interdisant le recours aux quotas pour l'embauche de travailleurs issus de minorités sur des contrats fédéraux. La volte-face était totale, plongeant ses équipes dans une grande perplexité. Toutefois, la nouvelle orientation était fixée et le président, soutenu par l'ensemble du Parti républicain, n'en dérogea plus. Peu importait si, placées sous le signe de la *colorblindness*, les politiques mises en place revenaient dans les faits à exclure les Noirs. Les électeurs avaient de toute façon d'autres priorités : l'économie semblait prise dans une spirale descendante, avec une forte augmentation de l'inflation et du chômage, tandis que la guerre du Vietnam n'était toujours pas terminée.

Dans ce contexte contrasté mais globalement défavorable à l'activisme noir, les militants et militantes africains-américains continuèrent à défendre non seulement leurs droits, mais aussi leur vision de l'avenir de l'Amérique. Loin d'être marquée par un reflux de l'activisme, la première moitié des années 1970 connut en effet une forte hausse du nombre d'actions menées, qui couvrirent l'intégralité du spectre politique, du libéralisme modéré au nationalisme séparatiste. En dépit de leurs désaccords concernant l'objectif, la stratégie et la tactique à retenir, ces différentes formes d'activisme s'influencèrent mutuellement et contribuèrent à transformer durablement la culture politique urbaine de la communauté noire et, plus globalement, du pays.

Le *Black Power* à l'assaut des campus

La montée de la répression politique à leur rencontre ne découragea pas les partisans du *Black Power*. Au contraire, nombreux furent ceux qui tirèrent de cette attention particulière des autorités un sentiment de puissance. Si les pouvoirs publics prenaient la menace d'une transformation radicale de la société américaine au sérieux, cela signifiait que les militants étaient proches du succès. L'irruption du *Black Power* sur les campus les conforta dans leur analyse¹⁶⁴.

La percée de l'idéologie du *Black Power* sur les campus américains

provoqua un tollé dans le paysage universitaire. Jusqu'à l'extension des politiques d'*affirmative action* à l'université dans les années 1970, le nombre d'étudiants noirs sur les campus demeura très modeste. L'Université de Chicago, ville dont le tiers des habitants étaient africains-américains, ne comprenait que 4 % d'étudiants noirs en septembre 1967¹⁶⁵. De même, l'Université de l'Illinois, toujours à Chicago, ne comptait en 1969 que 80 étudiants *undergraduate* noirs sur 2 000, soit 4 % seulement du total. À l'échelle du pays, cette faiblesse numérique était le résultat de plusieurs facteurs : des conditions de formation discriminatoires dans le secondaire ; une inégalité de revenus entre la communauté africaine-américaine et la population blanche ; et un manque de possibilités d'éducation pour les Africains-Américains dans le Sud. Certes les *colleges* et universités noirs historiques accueillaienent une population étudiante significative, mais l'opposition farouche des autres établissements à la déségrégation avait limité le nombre d'étudiants noirs dans le Sud. Dans le Nord, les étudiants rencontraient en apparence moins d'obstacles mais les tests standardisés, utilisés par les universités pour sélectionner les étudiants, handicapaient les Africains-Américains.

La situation commença à changer au cours des années 1960, sous l'effet notamment de l'adoption en 1965 de la loi fédérale sur l'enseignement supérieur (*Higher Education Act*), destinée à faciliter l'accès à l'enseignement supérieur des étudiants issus de milieux défavorisés¹⁶⁶. Un changement de mentalités, lié à la couverture médiatique du mouvement des droits civiques, avait déjà incité bon nombre d'établissements à faire des efforts pour recruter des étudiants noirs, au-delà du petit nombre de sportifs choisis destinés à accroître les chances des équipes des universités face à leurs rivales. Une nouvelle génération d'étudiants noirs fit ainsi son entrée sur les campus du pays à partir de la seconde moitié des années 1960, provoquant une démocratisation de l'enseignement supérieur. Entre 1970 et 1974, le nombre d'étudiants noirs augmenta de 56 % contre une hausse de 15 % pour les étudiants blancs. Plus militante que la précédente, cette nouvelle génération était suffisamment nombreuse pour être capable de faire entendre sa voix¹⁶⁷.

Comme les Blancs de leur génération qui protestaient contre la guerre du Vietnam et la complicité entretenue par les universités avec le complexe militaro-industriel depuis le milieu des années 1960, les étudiants noirs avaient à cœur de remettre en cause l'autorité et

les normes traditionnelles et étaient en quête d'une identité individuelle et collective en accord avec leurs nouvelles valeurs. Mais leur situation demeurait particulière, en ce sens qu'ils étaient aussi directement inspirés par la radicalisation de la lutte des Noirs depuis le milieu des années 1960, sous l'influence grandissante de l'idéologie du *Black Power*. Contrairement à l'image répandue donnant à voir des étudiants privilégiés vivant sur des campus verdoyants, les étudiants noirs étaient très souvent externes et rentraient donc chez eux le soir. Souvent inscrits dans des *community colleges* dispensant une formation de deux ans à visée professionnelle, ces derniers envisageaient leurs années d'étude avec pragmatisme et entendaient obtenir une formation utile non seulement à leur propre ascension sociale mais aussi à leur communauté. Issus des mêmes milieux, ils ressentaient les mêmes frustrations, angoisses et colères que les autres jeunes de leurs quartiers, à la seule différence que leur statut d'étudiants leur conférait une possibilité accrue de mobilité sociale.

Contrairement à l'étudiant blanc contestataire, l'étudiant africain-américain ne cherchait pas à détruire l'institution universitaire, mais plutôt à la transformer pour qu'elle réponde mieux à ses besoins¹⁶⁸. Une telle réforme passait à ses yeux par la reconnaissance du racisme institutionnel de l'université, l'augmentation du nombre d'étudiants noirs, le recrutement d'enseignants et d'administrateurs noirs, la création et la gestion de départements d'études noires, le libre accès des habitants des quartiers voisins aux infrastructures universitaires, ainsi que le droit d'organiser certaines manifestations culturelles spécialement destinées aux étudiants africains-américains. Particulièrement réceptifs à la dimension culturelle du *Black Power*, les jeunes Noirs étaient nombreux à participer aux événements festifs, à arborer coiffures afro et tenues d'inspiration africaine et à écouter de la musique soul. Cette sensibilité à l'esthétique nationaliste noire favorisa la diffusion des revendications politiques liées au *Black Power* dans les lycées et les universités.

Réunis dans des organisations spécifiques, les *Black Student Unions*, les étudiants noirs revendiquaient avant tout la création de départements d'études noires dont les enseignants devaient idéalement avoir grandi dans des quartiers pauvres et être des défenseurs actifs de la cause africaine-américaine. Ces nouveaux départements auraient un triple objectif : favoriser l'émergence d'une conscience politique chez les étudiants africains-américains, susciter un respect pour la culture

noire chez les autres membres de la communauté universitaire et offrir un enseignement utile pour la population noire. Il s'agissait non seulement de doter les étudiants inscrits dans ces programmes de compétences qu'ils pourraient ensuite mettre au service de leur communauté mais aussi de permettre l'accès des habitants des quartiers aux installations et cours universitaires. L'université conserverait ainsi sa fonction sociale existante tout en contribuant à promouvoir une vision plurielle de la société américaine.

L'émergence de cet activisme étudiant à partir de 1968 prit de court les administrations des établissements concernés. Les directions des universités et *colleges* noirs historiques, qui furent les premiers touchés par ce mouvement, ne s'attendaient pas à ce qu'un groupe conséquent de leurs étudiants les accuse de racisme et tente de transformer radicalement leur fonctionnement. Certes, ces établissements avaient déjà connu des mouvements étudiants en leur sein et ils avaient aussi fourni bon nombre des jeunes participants aux *sit-ins*, *freedom rides* et autres initiatives des militants noirs pour l'égalité des début et milieu des années 1960. Mais, cette fois, la contestation était dirigée contre eux.

L'Université Howard à Washington, fleuron de l'enseignement supérieur noir depuis le XIX^e siècle, qui avait vu passer sur ses bancs plusieurs générations de leaders africains-américains, connut l'un des premiers mouvements. Son cas illustre à quel point les mobilisations étudiantes d'orientations libérale et radicale étaient liées. Tout débuta avec le massacre d'Orangeburg (Caroline du Sud) le 8 février 1968. Deux jours plus tôt, 200 étudiants noirs s'étaient réunis dans une salle de bowling locale pour protester contre la ségrégation des clients noirs toujours pratiquée par cet établissement. Après l'arrestation de 15 jeunes par la police, les étudiants déplacèrent leur protestation pacifique sur le campus de South Carolina State University. Les tensions, déjà fortes après les arrestations, montèrent d'un cran lorsqu'un policier qui tentait d'éteindre un feu de joie spontané allumé par des étudiants fut blessé par un projectile. Pour rétablir le calme, un autre policier tira un coup de feu en l'air, ce qui donna l'impression à ses collègues situés en retrait qu'on leur tirait dessus. Ils ouvrirent le feu sur la foule des étudiants, tuant 3 jeunes et en blessant 27 autres. Les 9 policiers initialement inculpés pour la mort des jeunes furent blanchis. En revanche, Cleveland Sellers, du SNCC, fut condamné pour « incitation à l'émeute » et dut purger une peine de prison de plusieurs

années avant d'être gracié¹⁶⁹. Quelques jours après les événements, des étudiants de Howard University, comme ceux d'autres universités noires du pays, organisèrent un rassemblement en hommage aux victimes, qui très rapidement se transforma en attaque contre l'administration de l'université.

Depuis que la déségrégation du Sud était devenue impérative, l'université noire historique se posait la question de son devenir. Dès 1966, l'administration de Howard avait commencé à envisager une ouverture aux étudiants blancs, provoquant une réaction forte de la part des étudiants et de nombreux enseignants, mélange de fierté raciale, de volonté de contrôle d'une institution clé de la communauté noire et de critique de son orientation conservatrice. À partir de 1967, les étudiants se mirent à réclamer des cours sur la littérature, l'histoire et les arts africains et africains-américains, entre autres. En février 1968, un millier de militants étudiants noirs (sur une population étudiante totale de 8 000), profitant de l'émotion causée par la mort des étudiants d'Orangeburg, soumièrent une longue liste de doléances. Dans les semaines qui suivirent, joignant l'acte à la parole, ils occupèrent le bâtiment de l'administration. Leurs revendications devinrent un leitmotiv des actions étudiantes noires sur d'autres campus : réaffirmation des droits des étudiants avec amnistie pour ceux suspendus, réforme de la gouvernance universitaire pour accroître le pouvoir des étudiants et des professeurs, que ce soit en matière d'admission des étudiants ou d'enseignements dispensés, et établissement d'un véritable programme d'études africaines-américaines. L'objectif était de créer une « université démocratique noire » reposant sur une nouvelle conscience raciale et politique, dont le mot d'ordre serait le « *Black Power* »¹⁷⁰. Couverts dans la presse nationale, les événements de Howard – qui se soldèrent par un compromis avec les autorités universitaires comprenant la création d'une commission mixte étudiants/enseignants pour la résolution des problèmes pouvant survenir sur le campus – suscitèrent des protestations similaires dans d'autres universités historiques noires, comme Fisk (Nashville, Tennessee), Morgan State (Baltimore, Maryland), Tougaloo (Mississippi) et Cheyney State (Pennsylvanie).

Mais ce fut surtout l'annonce de l'assassinat de Martin Luther King le 4 avril 1968 qui provoqua une flambée d'activisme étudiant noir¹⁷¹. La mort de l'apôtre de la non-violence transforma la vision que les étudiants africains-américains se faisaient de l'avenir de l'Amérique

noire : convaincus que la persuasion morale comme arme de la lutte était morte avec son plus grand artisan, ils optèrent pour la démonstration de force. La multiplication des actions menées par des étudiants noirs aussi bien sur les campus des universités historiques noires que dans celles dominées par des Blancs s'accompagnait d'une détermination à user de « tous les moyens nécessaires » à l'obtention de résultats. De l'Université Northwestern à côté de Chicago à l'Université du Wisconsin à Madison en passant par San Francisco State College et Cornell University (Ithaca, New York), les campus du pays devinrent des lieux de confrontations entre militants réclamant le *Black Power* et autorités universitaires.

Ces deux derniers exemples firent, pour des raisons différentes, la une des médias nationaux et internationaux. Le mouvement de San Francisco State College intéressa particulièrement parce que, suite à une grève étudiante massive menée par une coalition d'étudiants noirs, latinos et asiatiques surnommée « Third World Liberation Front » (« Front de libération du tiers monde »), les autorités universitaires acceptèrent la création de la première faculté d'études ethniques du pays, extension d'un premier département d'études noires fondé en juin 1968 et à la tête duquel se trouvait le sociologue africain-américain Nathan Hare. Les événements de Cornell, eux, captivèrent la nation lorsqu'en avril 1969 des étudiants de l'Afro-American Society, vêtus à la façon des membres du BPP, sortirent fusils à la main du bâtiment administratif qu'ils occupaient depuis huit jours. Symbole de l'irruption sur les campus de l'autodéfense armée tant redoutée des Américains blancs, l'attitude des étudiants de Cornell terrifia le pays. Plus immédiatement, cette action radicale (mais légale) poussa la communauté universitaire de Cornell à enfin prendre au sérieux, après deux années de vaines discussions, les revendications des étudiants noirs. Elle finit par donner son accord à la création de l'Africana Studies and Research Center, placé sous la direction du professeur James Turner¹⁷². Ce dernier exemple mis à part, les tensions furent globalement de moindre intensité et les concessions accordées mirent généralement fin assez rapidement aux conflits.

Entre 1968 et 1972, plus de 200 départements d'études noires virent ainsi le jour à l'échelle du pays. Ce résultat impressionnant témoigne d'une évolution plus générale des mentalités à cette période, comme le montre la modification de nombreux programmes officiels destinés à

l'enseignement secondaire : en juin 1967, par exemple, l'État de l'Illinois avait voté l'amendement de son code scolaire portant sur l'enseignement de l'histoire pour y « inclure une étude du rôle et des apports des Noirs américains et d'autres groupes ethniques [...] à l'histoire de ce pays et de cet État »¹⁷³. Néanmoins, il constitue également une preuve de la vitalité de l'idéologie du *Black Power* sur les campus américains à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Plus généralement, il illustre l'audace de cette génération d'étudiants noirs, souvent fils de métayers ou d'ouvriers, qui affirmèrent leur droit à transformer l'institution universitaire et à forger l'avenir de la société américaine en dépit de leur statut minoritaire et du tournant conservateur du pays.

La révolution au service du peuple

Les militants étudiants noirs n'étaient pas seuls à redoubler d'efforts pour arracher de nouvelles victoires. La condamnation de Huey Newton pour meurtre en août 1968 avait mis un terme aux grands rassemblements de soutien au dirigeant incarcéré qui avaient concentré une grande partie des énergies du Black Panther Party pendant de longs mois, si bien que, fin 1968, son activité se réduisait à la vente de son journal et des exemplaires du *Petit Livre rouge* de Mao pour collecter des fonds. Dans ce contexte, un grand nombre de membres du BPP se sentaient désœuvrés et les problèmes de discipline interne se multipliaient. Des incidents impliquant des Panthers ivres sur la voie publique, ayant passé à tabac de jeunes hippies blancs ou suspectés d'avoir participé à des cambriolages incitèrent la direction de l'organisation à trouver un moyen de resserrer les rangs afin de rétablir son image¹⁷⁴. Après une série de renvois et la mise en place de cours d'éducation politique en interne, l'idée de se mettre au service de la communauté apparut comme la meilleure voie. Après avoir supprimé de son nom la mention de l'autodéfense en 1968, le BPP mit en place différentes initiatives d'aide à la communauté noire défavorisée des ghettos¹⁷⁵.

Alors que Nixon entrait à la Maison-Blanche, le BPP lança son premier programme de distribution gratuite de petits déjeuners pour les écoliers du ghetto d'Oakland. Son fonctionnement reposait sur une mécanique bien huilée. Les militants devaient être sur place tôt le

matin pour préparer les petits déjeuners avant l'arrivée des enfants, de manière à ce que ces derniers puissent manger et rejoindre l'école avant le début des cours. Le BPP fournissait également un service de transport reliant les domiciles au site de distribution puis à l'école¹⁷⁶. Pendant que les enfants mangeaient, les militants africains-américains leur apprenaient des chansons révolutionnaires, des rudiments d'histoire noire et la philosophie du BPP. L'opération fut couronnée de succès et le BPP put rapidement l'étendre à d'autres quartiers et villes, comme Richmond ou Harlem. Lorsque Bobby Seale fut incarcéré en août 1969, David Hilliard, qui prit la tête du groupe, accéléra la mise en place de ce type d'actions. Le BPP affirma ainsi avoir nourri 20 000 enfants dès la première année et, en novembre 1969, des dispositifs similaires existaient dans 23 villes. Entre 1969 et 1971, 36 fonctionnaient dans l'ensemble du pays. Sous la direction de Hilliard, ces distributions gratuites de petits déjeuners devinrent une initiative nationale menée par chaque section locale¹⁷⁷.

Très vite, d'autres « programmes de survie », selon l'appellation que leur donna le BPP, furent ajoutés : la mise en place de dispensaires médicaux, la distribution de chaussures et de vêtements aux personnes dans le besoin et la création d'« écoles de la libération noire » dans les quartiers. Ces programmes de survie avaient plusieurs fonctions. Si leur mission première était de venir en aide à la communauté noire, le BPP n'était pas une organisation caritative. L'organisation conservait son objectif révolutionnaire mais prenait acte du contexte défavorable pour l'émergence d'une révolution socialiste immédiate aux États-Unis. De plus, alors que les pouvoirs publics intensifiaient leur campagne de répression à l'encontre du BPP, ces programmes offraient un moyen d'organiser la « survie en attendant la révolution » et d'introduire le socialisme en termes concrets auprès des populations des ghettos. Soulignant l'illégitimité des institutions gouvernementales du fait de leur incapacité à répondre aux besoins socio-économiques des populations, ils fonctionnaient à l'aide de donations d'entreprises locales, plus ou moins forcées selon les cas, qui étaient considérées comme des moyens de redistribuer la richesse au profit des plus pauvres.

Les dispensaires médicaux constituaient un moyen de pallier la pénurie d'installations médicales dans les quartiers noirs. En dépit des actions menées en matière de santé dans le cadre de la « guerre contre la pauvreté » et notamment de la création de centres médicaux de

quartier, les résidents noirs des ghettos ne bénéficiaient pas toujours d'un accès suffisant aux soins et certains n'avaient même jamais vu de médecin. Fonctionnant grâce au bénévolat de médecins, étudiants en médecine, internes et infirmiers, ces centres pratiquaient des soins de premier secours, des examens médicaux, des soins prénataux, ainsi que des dépistages du saturnisme, de l'hypertension et de la drépanocytose. Sur la douzaine de dispensaires ainsi créés à Boston, Kansas City, Seattle, Milwaukee, Los Angeles, Berkeley, New Haven, Portland, Chicago, Rockford (Illinois), Philadelphie et New York (plusieurs sites), le centre Spurgeon « Jake » Winters à Chicago (du nom d'un militant du BPP tué par la police en novembre 1969) connut un succès retentissant : deux mois après avoir ouvert ses portes, il avait déjà accueilli quelque 2 000 patients. Lancé en 1971, le programme de dépistage de la drépanocytose et la création d'une fondation de recherche dédiée à cette maladie rendirent un véritable service à la communauté africaine-américaine¹⁷⁸. Le BPP affirma ainsi avoir testé et conseillé plus d'un million de patients noirs sur cette maladie génétique héréditaire qui touchait 1 Africain-Américain sur 500 en 1971.

Les programmes du BPP concernaient également la lutte contre la dépendance à la drogue. Souvent menés par d'anciens toxicomanes, ils mettaient l'accent sur les soins et la réadaptation. Diffusant un message simple – « capitalisme + drogue = génocide » –, le BPP interprétait le rapide développement de la consommation de drogues dans la population des ghettos comme une arme au service d'un complot plus vaste visant à éradiquer les Noirs. Une fois cette conscience politique acquise, les toxicomanes pouvaient bénéficier d'un service de « contrôle de la drogue et éducation ». Le BPP procéda également à des distributions gratuites de nourriture, de vêtements et de chaussures, et fournit des services d'ambulance¹⁷⁹. Un dispositif de transport gratuit des familles de détenus jusqu'aux prisons, souvent situées dans des localités rurales mal desservies, s'avéra aussi particulièrement populaire. Pour un grand nombre d'Africains-Américains résidant dans les ghettos, le coût du transport était prohibitif et les détenus se retrouvaient donc coupés de leurs familles et proches. Outre l'aide matérielle apportée aux familles, le BPP visait également par ce programme à dénoncer publiquement la répression politique qu'enduraient leur organisation et les autres nationalistes noirs. Présentant les militants noirs incarcérés, tels Huey Newton,

Bobby Seale ou Martin Sostre du BPP de Boston, comme des prisonniers politiques, l'organisation dénonçait plus généralement l'injustice de l'ensemble du système pénal américain envers les Noirs et les pauvres¹⁸⁰.

L'autre grand volet des actions communautaires du BPP s'attaquait à une autre injustice majeure dont souffraient les membres de la communauté africaine-américaine quelles que soient leurs origines sociales et géographiques : la persistance du racisme dans les écoles publiques du pays. Conscient de la nécessité de transformer l'éducation publique pour la mettre au service de la communauté noire, le BPP mit en place une série d'écoles de la libération noire à partir de 1969. Là encore, l'objectif était révolutionnaire : il s'agissait de doter les enfants d'une éducation pertinente pour répondre au mieux aux besoins du peuple noir au sein de la nation américaine.

Reprenant la tradition des écoles de la liberté mises en place dès les années 1950 par Septima Clark puis, au début des années 1960, par le SNCC, le BPP la développa en insistant sur l'objectif de favoriser la naissance d'une conscience révolutionnaire inspirée du *Black Power*. Les écoles accueillaient des enfants de deux ans et demi à quatorze ans, auxquels étaient proposés des cours sur l'histoire et la culture noires, des cours traditionnels, des leçons sur l'idéologie, les objectifs et les activités du BPP, ainsi que des repas. Une aide sociale était fournie aux familles les plus nécessiteuses¹⁸¹. Sur les neuf écoles de la libération créées dans le pays, l'Intercommunal Youth Institute d'Oakland fut celle qui connut le succès le plus durable. Fondée en janvier 1971, elle remit ses diplômes à son premier groupe d'étudiants en 1974. Elle continua ses activités jusqu'en 1982, soit deux ans après que le BPP eut officiellement achevé son existence. Dirigée par Ericka Huggins à partir de 1973, l'école acquit une réputation de qualité grâce à sa pédagogie alternative, qui consistait à regrouper les élèves par niveau et capacités plutôt que par âge¹⁸².

L'ensemble de ces programmes contribua à faire du BPP l'organisation phare de la variante révolutionnaire du mouvement du *Black Power*, attirant une foule de nouveaux membres, dont de très nombreuses femmes. Le message politique derrière ces programmes était insupportable pour le pouvoir, qui y voyait autant de moyens de diffuser une propagande antiaméricaine et anti-Blancs. Pour saper la popularité de l'organisation qui attirait l'attention sur l'insuffisance des aides sociales mises en place dans le cadre de la Grande Société,

l'administration Nixon répondit en créant des programmes concurrents. L'intérêt suscité par l'initiative du BPP auprès des enfants des quartiers noirs pauvres incita ainsi l'administration Nixon à développer son propre projet de distribution gratuite de petits déjeuners, tout en conservant le système des coupons alimentaires en place depuis 1964. En 1972, le programme gouvernemental permettait de nourrir 1,8 million d'enfants sur les 5 millions qui répondaient aux critères permettant normalement d'en bénéficier. De même, suite à la vaste campagne de sensibilisation à la drépanocytose que le BPP organisa par le biais de sa fondation, le gouvernement fédéral procéda à un dépistage de la maladie à l'échelle nationale.

Parallèlement, les autorités organisaient une autre réponse, plus musclée, au succès du BPP. Elles redoutaient en effet que les militants noirs n'endoctrinent la population et en particulier les enfants, les incitant à détester la police et le gouvernement. Les polices locales et le FBI n'eurent donc de cesse de harceler les militants du BPP et ses donateurs, perturbant les distributions de petits déjeuners par des descentes de police intempestives, empêchant la vente de son journal, lorsqu'elles ne sabotaient pas directement les différentes actions menées. La répression qui s'exerça fut d'autant plus forte que le BPP n'hésitait pas, sur le terrain, à collaborer avec d'autres groupes révolutionnaires, aussi bien blancs que latinos.

Le meilleur exemple de ce type de collaboration pragmatique eut lieu à Chicago et connut une issue tragique. Dans cette ville où, depuis l'échec de la campagne orchestrée par Martin Luther King en 1966, les conditions de vie des ghettos ne s'étaient guère améliorées, le leader du BPP de l'Illinois, Fred Hampton, avait établi courant 1969 ce qu'il appela la coalition « Arc-en-ciel ». Cette coalition multiraciale regroupait le BPP et des membres de l'organisation blanche Students for a Democratic Society (SDS), des Young Lords, ancien gang portoricain reconverti dans l'action politique à Chicago et New York, ainsi que des Young Patriots, groupe de jeunes marxistes blancs de la classe ouvrière. Elle soutenait notamment le programme local de distribution gratuite de petits déjeuners et le dispensaire médical du BPP. L'alliance de ces forces contestataires, associée à la popularité des programmes de l'organisation révolutionnaire noire et de son leader charismatique Fred Hampton, constituait une menace trop forte pour l'ordre établi pour que les autorités la tolèrent. À l'aube du 4 décembre 1969, Fred Hampton et Mark Clark, autre membre du BPP

local, furent tués au cours d'un raid de la police de l'État de l'Illinois assistée de la *red squad*, l'unité antisubversion de la police de Chicago, contre l'appartement de Hampton. Il n'y aurait pas de « Messie noir » à Chicago¹⁸³.

Malgré le coup porté par la mort de Fred Hampton, le BPP poursuivit son action communautaire les années suivantes. À sa libération de prison en 1970 après l'annulation de sa condamnation, Huey Newton reprit les rênes du groupe et poursuivit ses activités locales de 1970 à 1974. Jusqu'en 1971, le BPP continua de se développer. Selon une estimation du FBI, le *Black Panther* tirait à plus de 139 000 exemplaires en 1971, diffusés dans le monde entier. Mais, attisées par une répression politique toujours plus forte, les tensions internes entre les militants qui souhaitaient réorienter le groupe vers la lutte révolutionnaire armée et ceux désireux de poursuivre le service concret à la communauté noire affaiblirent l'organisation, au moment même où une autre cause de dissension interne devenait de plus en plus évidente : le rôle problématique assigné aux femmes en son sein, à une époque de mobilisation féministe croissante dans le pays. Ces facteurs se conjuguèrent de sorte que, dès 1973-1974, le BPP avait cessé d'être une force menaçante pour l'ordre établi. Son aura restait intacte auprès de très nombreux jeunes, mais l'élan qui l'avait porté vers une position de symbole de la résistance et du radicalisme noirs était retombé.

« Personne ne demande jamais quel est le rôle d'un homme dans la révolution »

La place délicate occupée par les Africaines-Américaines dans les organisations révolutionnaires de la fin des années 1960 et du début des années 1970 est résumée dans le constat d'une membre des Black Panthers : « Personne ne demande jamais quel est le rôle d'un homme dans la révolution¹⁸⁴. » La situation des femmes au sein du BPP reflétait en effet un phénomène plus général au sein de la mouvance nationaliste noire. Comme cela avait déjà été le cas dans les organisations du mouvement noir de la décennie précédente, les femmes jouèrent le rôle de petites mains du BPP, abeilles essentielles au fonctionnement de la ruche mais invisibles, cachées derrière les leaders masculins qui se succédèrent à la tête de l'organisation.

Jusqu'en 1968, le BPP resta dominé par les hommes. L'accent mis sur l'autodéfense armée et le recrutement de jeunes des ghettos valorisaient une conception de la masculinité qui laissait peu de place au petit contingent de femmes présentes dès les débuts de la lutte. La mise en place des programmes de survie changea la donne, attirant de très nombreuses femmes qui finirent même parfois par devenir majoritaires dans certaines sections de l'organisation.

Les femmes du BPP assuraient le fonctionnement quotidien et l'animation des sections locales tout en permettant au groupe d'entretenir de bonnes relations avec les communautés là où il s'implantait. Pendant que les hommes intervenaient ponctuellement pour empêcher – souvent par la force – l'éviction de familles ou de femmes seules pour loyers impayés, les militantes entretenaient au jour le jour des réseaux informels de garde d'enfants et aidaient les personnes âgées des ghettos. Le soin des enfants étant considéré comme une activité féminine par excellence, les femmes, et notamment les mères, étaient enjointes de s'y consacrer. Au sein du BPP s'imposa par conséquent une division des tâches genrée : d'un côté le travail communautaire féminin et, de l'autre, la représentation publique, masculine, de l'organisation. Certaines militantes dénoncèrent le sexisme d'une telle répartition, refusant notamment la déférence attendue des femmes envers les hommes. Ericka Huggins se souvint ainsi d'avoir été choquée en visitant une section locale de découvrir que les femmes préparaient le petit déjeuner et servaient les hommes, attendant dans la cuisine que ces derniers aient fini pour manger à leur tour. Elle mit rapidement fin à cette pratique¹⁸⁵. Cependant, d'autres militantes refusaient de critiquer le sexisme de leurs camarades masculins de peur d'affaiblir le combat pour l'égalité raciale.

Le machisme n'était pas une spécificité du BPP. Il se retrouvait aussi bien dans la société dominante que dans les communautés hippies, qui fleurirent à partir de la seconde moitié des années 1960. Les appartements dans lesquels vivaient à peu de frais les Black Panthers reproduisaient d'ailleurs aussi les pressions sexuelles imposées aux membres féminins des communautés blanches. Certes, pour les nationalistes noirs comme pour les hippies blancs, la révolution passait par la libération sexuelle, les révolutionnaires noirs considérant la famille nucléaire blanche comme symbolique de l'oppression plus générale des Noirs dans la société. Mais cette

libération était souvent subie par les militantes noires, qui devaient en outre s'occuper seules des questions de contraception, d'avortements clandestins ou de maternité. Les lieux de vie du BPP reproduisaient donc à bien des égards les inégalités sexuelles et genrées traditionnelles. Par ailleurs, dans la vision presque exclusivement masculine de la libération armée prônée par certains militants très médiatisés du *Black Power*, les femmes apparaissaient soit absentes soit réduites à une mission de procréation des futurs révolutionnaires. L'icône de l'amazone combattante coiffée à l'afro était bien armée d'un fusil, mais elle portait également un bébé dans le dos.

Une situation similaire s'observait dans les autres groupes nationalistes noirs de cette période, telles la Black Liberation Army ou la Republic of New Africa. Dans la NOI, la place assignée aux femmes était encore plus conforme au conservatisme social ambiant. La NOI avait en effet répondu à la question de leur place dans la révolution en soulignant leur rôle de mères de révolutionnaires, ces « reines de l'univers » que les Musulmans noirs se devaient de protéger. Si certaines militantes s'accommodaient de cette position subalterne, comme l'avaient fait avant elles des générations d'autres femmes activistes noires – ce afin de ne pas nuire au combat pour la libération de la race –, d'autres n'hésitèrent pas à protester. La critique du sexisme qui régnait au sein du mouvement noir n'était pas nouvelle mais celle-ci s'accrut dans un contexte de développement du mouvement féministe radical.

Contre la National Organization for Women (NOW) qui dominait le féminisme libéral de la deuxième vague depuis sa création en 1966 et luttait essentiellement pour l'égalité de traitement entre hommes et femmes, les féministes radicales affirmaient qu'aucune égalité réelle n'était possible sans changement radical de la société. Il fallait non seulement lutter contre le racisme et l'oppression économique mais également prendre conscience de l'oppression fondamentale des femmes dans la sphère privée, autrement dit de leur subordination au sein de la famille. Le rôle inférieur assigné aux femmes dans les organisations contestataires des années 1960, SDS et SNCC en tête, avait poussé de nombreuses militantes blanches vers une telle analyse. Elles avaient conclu de la résistance que leur opposaient les hommes au sein de ces mouvements la nécessité de s'organiser séparément. Dès 1968-1969, le féminisme radical s'était imposé comme composante essentielle du mouvement féministe américain. Des groupes comme les

New York Radical Women, la Jeannette Rankin Brigade, WITCH (Women's International Terrorist Conspiracy from Hell) ou les Redstockings virent le jour et organisèrent des séances collectives pour aider les femmes à prendre conscience (*consciousness raising*) des liens entre le personnel et le politique.

Le mouvement féministe radical se voulait inclusif et souhaitait s'adresser à toutes les femmes sans considération de race. Toutefois, comme son pendant libéral, il en vint à être dominé par des femmes blanches de la classe moyenne, qui mirent l'accent sur la question de la subordination familiale au détriment de la lutte plus globale contre l'oppression raciale et économique. Une fois de plus, les intérêts des femmes noires de la classe ouvrière étaient considérés comme secondaires. Les féministes radicales noires ne retrouvaient pas non plus leurs préoccupations spécifiques en matière de maternité et de contraception. En effet, contrairement à de nombreuses féministes blanches de la deuxième vague pour lesquelles la maternité était par nature source d'oppression en ce qu'elle condamnait les femmes à une vie solitaire au foyer, les femmes noires, souvent contraintes de travailler pour un salaire de misère, n'avaient pas le luxe de passer du temps avec leur famille. Ces dernières élaborèrent par conséquent une conception très différente de la maternité qui mettait l'accent sur la capacité de choix individuel, le temps disponible et les ressources nécessaires à cette dernière plutôt que sur son rejet global.

De même, tandis que les femmes blanches demandaient un accès renforcé à la contraception et à l'avortement, les femmes africaines-américaines héritaient d'une longue histoire de stérilisation forcée et de politiques de planning familial dont le but était clairement de limiter les naissances d'enfants noirs¹⁸⁶. Les féministes noires n'étaient pas pour autant opposées à la contraception comme pouvaient l'être certains nationalistes noirs, notamment au sein de la NOI, pour lesquels utiliser un moyen de contraception revenait à pratiquer un génocide. Les féministes noires rétorquèrent que mettre au monde des enfants condamnés à la pauvreté était tout aussi néfaste pour la « race » et revendiquèrent un usage choisi de la contraception qui leur permette d'échapper à la pauvreté, laquelle demeurait la préoccupation principale d'une très grande partie de la population noire féminine.

Pour sortir de cette position inconfortable, à mi-chemin entre mouvement noir et mouvement féministe blanc, les féministes noires

américaines s'organisèrent, elles aussi, en groupes séparés¹⁸⁷. Dès 1968, le Black Women's Liberation Committee, présenté comme un groupe de discussion, avait vu le jour au sein du SNCC. En 1970, sous la direction de Frances Beal, le groupe prit son indépendance sous le nom de Black Women's Alliance. Comme ses homologues du mouvement féministe blanc, ce dernier pratiquait les séances collectives de *consciousness raising* afin de préparer ses membres à lutter contre le problème du sexisme dans le mouvement noir et, plus largement, dans la communauté africaine-américaine. Beal théorisa cette réflexion dans un essai publié en 1970, *Double Jeopardy : To Be Black and Female (Être femme et noire : un double péril)*. Soulevant les problèmes du caractère spécifique de la double domination qui s'exerçait sur les femmes noires, ce livre devint l'un des premiers manifestes du féminisme radical noir aux côtés de l'anthologie *The Black Woman*, publiée la même année par l'écrivaine et militante Toni Cade (quelques mois plus tard, elle changea son nom pour se faire appeler Toni Cade Bambara)¹⁸⁸.

Beal développa l'Alliance au-delà du SNCC. L'organisation se rebaptisa Third World Women's Alliance (TWWA) lorsqu'un contingent de femmes portoricaines la rejoignit à New York. Un an plus tard, une deuxième section locale de la TWWA était fondée à San Francisco/Oakland¹⁸⁹. Regroupant environ 200 femmes pour animer des groupes de réflexion et des programmes d'éducation politique, la TWWA se voulait résolument révolutionnaire. Elle prônait à la fois une transformation radicale des relations hommes-femmes et la lutte armée comme unique moyen d'éradiquer le sexisme, le racisme et l'impérialisme. La TWWA invitait les femmes noires à se considérer comme des « colonies intérieures », à l'instar des femmes vietnamiennes qui souffraient à la fois de l'oppression des hommes vietnamiens et de celle des Blancs. Élargissant à l'impérialisme la réflexion de Beal sur le sexisme et le racisme, les militantes de la TWWA réfléchissaient en termes d'intersectionnalité, sans employer encore le terme forgé plus tard par la chercheuse Kimberlé Crenshaw¹⁹⁰. Toutes les militantes noires ne se reconnaissaient pas dans cette version tiers-mondiste du féminisme mais elles partageaient des préoccupations qui les distinguaient et les éloignaient des féministes blanches, en particulier la question centrale de la survie économique.

Les femmes noires américaines n'avaient en effet pas attendu la fin

des années 1960 pour comprendre que « le personnel est politique ». Celles qui étaient actives au sein de la NWRO savaient pertinemment que la défense des mères bénéficiaires de l'aide sociale constituait un geste politique fort dans un contexte de stigmatisation importante. La menace de réduction des prestations sociales dans l'Amérique de Nixon intervenait au moment où le féminisme radical émergeait comme force politique et sociale. Elle provoqua une radicalisation de la NWRO qui se mit, à partir du début des années 1970, à mettre en avant la dimension féministe de son action. Porte-parole du groupe puis présidente de l'organisation à partir de 1973, Johnnie Tillmon joua un rôle important¹⁹¹. En 1972, son article « Welfare is a Women's Issue » devint immédiatement célèbre par l'éloquence de ses premières lignes : « Je suis une femme noire. Je suis une femme pauvre. Je suis une femme grosse. Je suis une femme d'âge mûr. Et je dépends de l'aide sociale. Dans ce pays, si vous êtes l'une de ces choses, vous comptez moins qu'un être humain. Si vous êtes toutes ces choses, vous ne comptez pas du tout. Sauf en tant que statistique¹⁹². »

Refusant ce statut de statistique anonyme, les membres de la NWRO menèrent au début des années 1970 une série d'actions spectaculaires destinées à mettre en scène les difficultés des femmes percevant l'aide sociale. Pendant l'été 1970, une cinquantaine de mères forcèrent l'entrée du service de l'aide sociale à Washington et exigèrent des aides spéciales pour l'achat de meubles ; un autre groupe obtint une audience du ministre du Logement, de l'Éducation et de l'Aide sociale (HEW) de l'époque, Robert Finch. Les années suivantes, les protestations continuèrent avec succès. La NWRO obtint l'augmentation du montant des aides, l'abandon des visites intempestives au domicile des bénéficiaires et le droit d'habiter avec un homme sans perdre pour autant ses allocations. Surtout, encouragées à faire valoir leurs droits, des dizaines de milliers de femmes présentèrent une demande d'aide sociale pour la première fois¹⁹³.

Depuis sa création en 1967, l'organisation poursuivait son action de défense des femmes bénéficiaires de l'aide sociale quelle que soit leur origine sociale. Toutefois, compte tenu de la présence dans ses rangs d'une majorité écrasante de femmes noires, l'organisation devint un vecteur essentiel du combat des Africaines-Américaines défavorisées. Cette identification publique et médiatique entre la NWRO et les femmes noires suscita des tensions à l'intérieur du groupe. Tandis que

les Blanches avaient souvent du mal à s'identifier à leurs « sœurs » noires, lesquelles les accusaient de bénéficier d'un traitement privilégié dû à la blancheur de leur peau, les femmes latinos partageaient quant à elles les griefs des Africaines-Américaines tout en se plaignant à haute voix de la négligence de leurs problèmes spécifiques au profit de ceux de ces dernières¹⁹⁴. Des tensions similaires se retrouvaient dans tout le mouvement ouvrier féminin, qui se mobilisait à la même époque pour pouvoir bénéficier équitablement de la mise en œuvre effective de la déségrégation de l'emploi et des pratiques d'*affirmative action*¹⁹⁵.

L'essor du féminisme noir radical ne produisit pas uniquement des tensions avec les autres Américaines. Directement remis en cause pour leurs pratiques sexistes, les hommes africains-américains réagissaient également souvent de manière négative. La majeure partie des critiques de ces derniers tournaient autour des effets supposés de cet activisme séparé qui provoquerait des divisions. Certaines voix n'hésitaient toutefois pas à reprendre l'idée conservatrice selon laquelle l'émancipation des femmes émasculerait les hommes, sapant les efforts menés pour redresser la race. Partageant avec Moynihan l'idée d'une nécessaire restauration du patriarcat noir afin de stabiliser la structure familiale des ghettos, de nombreux dirigeants noirs critiquèrent vertement les féministes radicales.

Ces tensions n'entamèrent toutefois pas la détermination des Africaines-Américaines radicales. Fondée en 1973, la National Black Feminist Organization (NBFO) suscita un véritable engouement : plus de 250 femmes assistèrent à sa première conférence en novembre. L'organisation entendait agir sur une multiplicité de fronts : l'emploi, les modes de garde d'enfants, la sexualité, la toxicomanie, les relations avec les autres femmes noires et avec le reste du mouvement féministe¹⁹⁶. Mais le début de la NBFO fut également son apogée. En effet, le groupe ne parvint pas à se transformer en organisation politique, échouant en cela à devenir le pendant noir radical de NOW. Il fut par ailleurs critiqué pour son attitude et ses préoccupations bourgeoises par d'autres collectifs féministes radicaux, tel le Combahee River Collective, qui regroupait des féministes noires lesbiennes¹⁹⁷.

Si le féminisme noir radical ne parvint pas à donner naissance à une organisation politique pérenne, il suscita toutefois l'apparition d'une multitude de collectifs dans l'ensemble du pays, qui contribuèrent à

leur échelle à transformer la culture politique des Africaines-Américaines. Le mouvement continua également d'inspirer les travaux de nombreuses auteures féministes. Après Toni Cade Bambara, Audre Lorde, Nikki Giovanni, Frances Beal et Alice Walker, d'autres suivirent, telles Darlene Clark Hine, Angela Davis, bell hooks, Michele Wallace, Paula Giddings ou Toni Morrison, qui publièrent des essais littéraires, politiques, historiques ou des œuvres de fiction qui eurent une grande influence sur leurs contemporaines et sur les générations suivantes¹⁹⁸.

Malgré ce dynamisme théorique, le féminisme noir échoua à se transformer en une mobilisation durable de masse. D'une part, la grande majorité des femmes noires américaines ne se reconnaissaient pas dans un féminisme qu'elles continuaient d'associer à la classe moyenne blanche. Malgré leurs efforts, les féministes radicales noires ne parvinrent pas à convaincre la masse des Africaines-Américaines que le féminisme tel qu'il était incarné par ces organisations servait leurs intérêts. D'autre part, le féminisme noir radical appelait à une mobilisation sur une multiplicité de fronts, tâche bien plus difficile à mettre en œuvre qu'une action centrée sur quelques points circonscrits. On peut donc penser qu'il échoua notamment parce qu'il proposait une remise en cause radicale du système économique et politique en place, à une heure où un tel discours n'était plus audible par l'opinion publique ni tolérable par les autorités. Alors que l'action des militantes de la fin des années 1960 et du début des années 1970 s'inscrivait dans une longue tradition d'activisme socio-économique des femmes noires américaines, leur invisibilité a en effet permis de construire le mythe d'un mouvement pour les droits civiques déconnecté de ces préoccupations, qui dédouanait les libéraux du Nord tout en discréditant les formes plus radicales de mobilisation en les désignant comme extrémistes et coupées des réalités. Quand l'émergence d'un activisme noir féminin visible eut lieu, ce fut sous la forme d'un féminisme radical séparé, pris dans l'entre-deux du mouvement noir et du féminisme blanc. Or, à ce moment, la construction politique d'un mouvement des droits civiques idéalisé s'était déjà produite et le féminisme noir radical qui, par le biais du tiers-mondisme puis de l'intersectionnalité, ramenait au premier plan la question de l'oppression socio-économique, ne s'avéra pas en mesure d'infléchir le débat. Le démantèlement des obstacles légaux à l'égalité ayant ouvert la voie à l'idéologie de la responsabilité

individuelle et de la *colorblindness*, tout discours mettant en question les structures institutionnelles du racisme dans un contexte de « crise urbaine » et de montée du conservatisme devint inaudible. Dans ce domaine, les féministes noires radicales n'étaient pas les seules à essayer de faire entendre leurs voix à un moment où la nation n'était plus prête à écouter. Les détenus des pénitenciers de Soledad, San Quentin en Californie et Attica dans l'État de New York en firent l'expérience mortelle en 1971.

Le *Black Power* derrière les barreaux

Au moment où le *Black Power* inspirait la mobilisation politique de Noirs, hommes et femmes, dans les domaines de l'action communautaire et sociale, de la culture ou encore de la politique électorale, entre 1968 et 1971, 48 émeutes eurent lieu dans les prisons du pays. Cette concomitance n'est pas accidentelle. Ces mouvements de révolte impliquaient en effet essentiellement des détenus africains-américains et latinos qui protestaient contre le racisme des centres pénitentiaires et de leurs personnels. Directement influencés par l'idéologie du *Black Power*, ces hommes interprétaient leur incarcération comme un prolongement de l'oppression vécue dans leurs quartiers. Il leur appartenait par conséquent de se rebeller pour essayer de renverser l'ordre raciste qui régnait à l'intérieur des centres pénitentiaires, de la même manière que leurs « frères » à l'extérieur organisaient le soulèvement des quartiers pauvres.

Ce lien entre les luttes à l'intérieur et à l'extérieur dérivait d'un constat : depuis la mise en place du programme de contre-enseignement du FBI – le COINTELPRO-Black Nationalists –, les pouvoirs publics se servaient des condamnations à de longues peines comme d'une arme pour affaiblir le mouvement noir radical. Le renforcement de l'arsenal législatif et juridique destiné à lutter contre les désordres urbains, mis en place dans le cadre de la « guerre contre le crime » lancée en 1968 par le président Johnson, eut pour effet d'augmenter considérablement la population carcérale africaine-américaine (et, dans une moindre mesure, latine). Dans ce contexte, le regard des détenus noirs sur la prison changea. À la grande époque du mouvement non violent de désobéissance civile, au début des années 1960, les militants n'hésitaient pas à se faire arrêter parce qu'ils considéraient un séjour en prison comme une marque

honorifique. À partir de la fin des années 1960, ils se mirent à considérer leur incarcération comme une tentative des pouvoirs publics pour les neutraliser. Il s'agissait à leurs yeux d'une nouvelle étape dans la longue histoire de l'utilisation de l'emprisonnement des Noirs aux États-Unis comme moyen de maintenir la suprématie raciale, de la période de l'esclavage au système du *convict leasing*. Ayant établi cette filiation avec le système esclavagiste, les détenus noirs estimaient que les opprimés n'étaient pas tenus de respecter les lois des oppresseurs. Par conséquent, ils se considéraient non pas comme des criminels mais comme des prisonniers politiques.

Un mouvement de réforme des prisons et de défense des droits des prisonniers se mit en place. Il était mené par des militants incarcérés ou des détenus politisés derrière les barreaux, sous l'influence de la NOI ou du BPP, lui aussi très présent en milieu carcéral du fait de l'emprisonnement d'un grand nombre de ses membres. Pour gripper ce mécanisme de contrôle social et politique, les détenus organisèrent à la fin des années 1960 et au début des années 1970 toute une série d'actions, de la mutinerie à la grève de la faim en passant par la production d'écrits de toutes sortes, en vue d'en finir avec l'invisibilité des prisons et des prisonniers dans la société américaine. Ils étaient aidés en cela par la multiplication des procès, au cours desquels les accusés transformaient leur défense en plaidoyer contre le racisme du système pénal et qui donnaient lieu à de vastes rassemblements de solidarité¹⁹⁹. Parmi toutes les voix qui s'élevèrent en soutien au mouvement de défense des prisonniers, une fut particulièrement influente : celle d'Angela Davis.

Militante africaine-américaine féministe, connue pour ses prises de position politiques radicales, Angela Davis devint une icône du mouvement en 1969 lorsqu'elle perdit son poste de professeur à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA). La raison : son appartenance au Parti communiste américain (CPUSA, Communist Party USA), à une époque où l'idéologie de guerre froide était d'autant plus dominante que le pays était toujours englué dans la guerre du Vietnam. Un vaste mouvement de solidarité s'organisa, réunissant les membres de la Nouvelle Gauche étudiante, le Parti communiste américain, les organisations noires liées au *Black Power* et des groupes féministes. Née à Birmingham (Alabama) en 1944, Angela Davis avait personnellement connu la ségrégation avant de partir vivre et étudier ailleurs, d'abord à l'Université Brandeis à côté de Boston, puis à la

Sorbonne à Paris et à l'Université de Francfort. Pendant cette formation internationale qui lui fit découvrir la philosophie politique de l'école de Francfort, elle continua de suivre attentivement le combat des Noirs aux États-Unis. Elle décida de rentrer préparer son doctorat à l'Université de Californie à San Diego (UCSD) sous la direction de Herbert Marcuse, qui avait été son professeur à Brandeis. Dès son arrivée, elle se rapprocha du SNCC et du BPP nouvellement formé, avant de le rejoindre en 1968 et d'adhérer également au Parti communiste américain. Quelques années plus tard, elle obtint un poste de professeur à UCLA. Son appartenance au CPUSA lui posa moins de problèmes de conscience que son militantisme au sein du BPP, dont elle dénonça vigoureusement le sexisme. Elle s'éloigna progressivement de cette dernière organisation²⁰⁰.

Dans le cadre de son militantisme au Parti communiste, elle se passionna pour la question de la réforme des prisons, tout en se battant pour défendre son droit à enseigner à l'UCLA. Elle concentra son énergie sur le cas de trois détenus, George Jackson, Fleeta Drumgo et John Clutchette, surnommés les « Frères de Soledad ». Ces trois Africains-Américains, qui animaient dans leur prison californienne, à Soledad City, un mouvement de défense des droits des prisonniers, étaient accusés – à tort – d'avoir tué un gardien de prison en janvier 1970. Par le biais du comité de défense des Frères de Soledad, Davis fit la connaissance de George Jackson, dont elle devint intime et avec qui elle échangea une correspondance passionnée. Ce dernier avait été condamné à l'âge de dix-huit ans à une peine d'un an renouvelable indéfiniment pour avoir conduit une voiture impliquée dans un cambriolage. Le butin n'avait pas excédé les 70 dollars et George Jackson ignorait que son compagnon de voiture avait commis ce cambriolage. Lorsque Angela Davis le rencontra, il avait déjà passé dix années derrière les barreaux. Au lieu de succomber à la déshumanisation de cette vie carcérale, Jackson s'était politisé en prison où il avait rejoint le BPP et s'était transformé en théoricien charismatique du mouvement de défense des droits des prisonniers, étant notamment l'auteur de lettres qui furent plus tard publiées²⁰¹.

Avant de rencontrer George Jackson, Angela Davis s'était liée à ses proches et avait recruté son jeune frère Jonathan pour lui servir de garde du corps. En effet, depuis la controverse qui avait entouré sa nomination puis son renvoi de l'UCLA, Angela Davis recevait d'innombrables lettres de menace de mort. Elle sortait donc

accompagnée de gardes armés, dont elle avait elle-même acheté les armes qu'elle conservait le reste du temps à son domicile. Le 7 août 1970, dans une tentative visant à obtenir la libération de son frère et attirer l'attention sur le sort des détenus noirs dans les prisons, Jonathan Jackson introduisit des armes dans l'enceinte d'un tribunal et s'en servit pour libérer trois détenus et prendre en otage le juge, le substitut du procureur de district et plusieurs membres du jury. Il n'alla pas loin : les gardes du tribunal l'abattirent sur le parking devant le bâtiment. Ils tuèrent en même temps deux des détenus évadés et le juge, et blessèrent le substitut du procureur, plusieurs jurés ainsi que le troisième détenu. L'arme utilisée durant la prise d'otages ayant été achetée par Angela Davis, celle-ci, absente de Californie au moment des faits, fut immédiatement recherchée par la police pour complicité dans cette prise d'otages ratée. La militante africaine-américaine, convaincue de la détermination des autorités à abattre à travers elle un symbole à la fois du mouvement noir radical, du féminisme et du communisme, partit en cavale. Pendant deux mois, elle figura en tête de la liste des dix personnes les plus recherchées par le FBI. Arrêtée à New York le 13 octobre 1970, elle passa les seize mois qui suivirent en prison, la majeure partie du temps à l'isolement. Le 5 janvier 1971, l'État de Californie l'inculpa de trois chefs d'accusation, tous passibles de la peine de mort : meurtre, enlèvement et complot. Son engagement en faveur des prisonniers politiques l'avait rattrapée. Elle devint l'objet principal de la campagne concernant les prisons. Grâce aux réseaux communistes internationaux, les témoignages de soutien affluèrent du monde entier. Les portraits de la jeune femme noire à l'afro fleurirent dans les manifestations organisées de Paris à Moscou en passant par Berlin, Stockholm, Tokyo, Prague, Mexico ou La Havane²⁰².

Pendant ce temps, le 21 août 1971, plusieurs jours avant son procès pour le meurtre du gardien à Soledad, George Jackson, transféré en 1970 à la prison de San Quentin, toujours en Californie, lançait un soulèvement dans le pénitencier après avoir libéré à l'aide d'un pistolet tous les prisonniers d'un étage du quartier de haute sécurité. Dans la mêlée, trois gardiens furent tués ainsi que deux prisonniers soupçonnés d'avoir dénoncé la mutinerie. George Jackson se précipita dans la cour où il fut immédiatement abattu par un gardien. Il n'avait pas trente ans. L'annonce de sa mort provoqua une série de révoltes et de grèves de la faim dans les prisons du pays.

Le 8 septembre 1971, 1 300 détenus de la prison de haute sécurité d'Attica, petite ville située au nord-ouest de l'État de New York, s'emparèrent de la prison et prirent en otage plusieurs dizaines de gardiens. Révoltés par la mort de George Jackson, qu'ils interprétaient comme un assassinat politique, ces hommes, Noirs, Latinos et même certains Blancs, réclamaient une véritable réforme de l'institution pénitentiaire. Les négociations entamées échouèrent malgré l'intervention sur place de Bobby Seale. Le 13, le gouverneur républicain de l'État de New York ordonna l'assaut qui se solda par un bain de sang. La police et la Garde nationale reprirent le contrôle de la centrale pénitentiaire au prix de 43 morts, dont 10 otages²⁰³.

En février 1972, alors qu'elle subissait d'intenses pressions, la Cour suprême de Californie abolit la peine de mort dans cet État. Cette décision permit la libération sous caution d'Angela Davis, demandée par une vaste coalition d'activistes mais qui restait impossible tant que cette dernière encourait la peine de mort, les crimes passibles de la peine capitale n'étant pas éligibles pour une libération sous caution. Le verdict final fut rendu le 5 juin : non coupable des trois chefs d'accusation retenus contre elle. Angela Davis, la plus célèbre des prisonnières politiques du pays, était libre. Le 27 mars 1972, Fleeta Drumgo et John Clutchette, les deux Frères de Soledad survivants, avaient été acquittés du meurtre du gardien. George Jackson, lui, n'était plus vivant pour pouvoir être blanchi officiellement.

L'acquittement d'Angela Davis offrit un soulagement aux militants noirs du pays et un retour de confiance dans le système judiciaire. Mais les problèmes de fond, à l'origine de la mobilisation des détenus, n'avaient trouvé aucune solution. Les lois relatives à la lutte contre la criminalité restaient en place et furent même renforcées sous Nixon. Ce dernier souhaitait en effet s'attaquer à ce qu'il considérait comme un autre problème social : celui des drogues²⁰⁴. Lancée à partir de 1971, la « guerre contre la drogue » confirma le changement de regard de la nation américaine sur les populations pauvres des ghettos où la drogue faisait des ravages de plus en plus marqués. Après avoir été considérés comme des malades victimes de leur environnement (pauvreté, chômage, conditions de vie difficiles), les toxicomanes étaient désormais regardés comme des menaces pour la société. Si l'administration Nixon consacrait encore un budget conséquent au traitement médical et social de la toxicomanie, elle y ajouta un volet répressif qui ne cessa de se développer au cours des décennies

suivantes. On comprendra rétrospectivement que l'incarcération massive des hommes noirs américains n'en était en fait qu'à ses débuts, et les révoltes de détenus qui eurent lieu après 1971 ne parvinrent pas à enrayer cette tendance. Au contraire, elles eurent tendance à renforcer dans l'opinion publique l'image négative des personnes incarcérées.

L'issue dramatique de ces soulèvements dans les prisons illustre l'évolution du contexte politique. Après l'élan de la période 1968-1971, où tout semblait encore possible, la période suivante, marquée par la réélection triomphale de Nixon, fut celle du recul. La répression violente des mutineries éclaire le virage à droite de la nation et l'intolérance grandissante vis-à-vis des discours révolutionnaires. Les militants noirs étaient encore nombreux à se battre pour le renversement du système en place et pour l'avènement d'une autre Amérique, juste et équitable sur le plan racial, mais l'opinion publique semblait s'être définitivement rangée du côté des défenseurs de l'ordre établi. Ici et là, quelques figures étaient certes encore capables de saisir l'imagination et de bousculer les consciences, mais leurs voix avaient l'accent d'une époque révolue.

Le mouvement révolutionnaire noir était désormais sur la défensive. La violence de l'assaut contre les détenus d'Attica, la traque et le procès d'Angela Davis, la répression contre les militants du BPP et des autres groupes nationalistes noirs comme la Black Liberation Army attestaient le raidissement des pouvoirs publics et de la nation. Les soutiens des mouvements révolutionnaires s'amenuisaient rapidement, y compris dans la population africaine-américaine. Même les militants du *Black Power* sur les campus renonçaient de plus en plus à essayer d'ouvrir l'université à la communauté alentour pour concentrer leurs efforts sur la pérennisation des départements d'études noires. Une idéologie conservatrice gagnait du terrain, y compris dans les rangs des Africains-Américains, comme l'illustre le spectaculaire redressement de la NOI.

Le nationalisme conservateur de la Nation of Islam

Les tensions entre Elijah Muhammad et Malcolm X, de même que l'assassinat de ce dernier, très certainement perpétré par un membre de la NOI, avaient entamé la réputation de l'organisation musulmane. La NOI réussit toutefois à se relever et à attirer dans ses rangs un

nombre croissant de fidèles entre 1968 et 1975. En cette période de diffusion de l'idéologie du *Black Power*, la Nation of Islam offrait en effet une image de stabilité dans un paysage militant et politique très fragmenté. À côté des différentes organisations qui rivalisaient pour attirer les Noirs partisans du nationalisme, tels le CORE, le SNCC ou encore le BPP, la NOI, fondée en 1930, faisait figure de vénérable institution. Elle attira un nombre important de jeunes désespérés du ghetto auxquels elle donnait un sens à leur vie en leur conférant une identité mêlant fierté et respectabilité. En phase avec l'ethos viril de l'époque, la Nation of Islam proposait aux jeunes hommes à la fois une éthique et un moyen d'affirmer leur droit au respect. L'organisation se caractérisait par une atmosphère de soutien et d'affection pour ses fidèles, qui pouvaient compter sur l'amitié des autres membres, leur aide financière, de bonnes conditions de logement dans les immeubles détenus par le groupe, ainsi qu'une certaine forme de reconnaissance. La NOI se distinguait par l'envoi de lettres aux détenus convertis dans les prisons du pays et par sa lutte constante contre le manque de discipline, l'alcool, la prostitution et les drogues. La Nation of Islam était ainsi populaire non seulement auprès des jeunes hommes qui y trouvaient un moyen de résister aux pressions croissantes de l'économie souterraine en pleine expansion à partir des années 1960, mais également de leurs familles, qui appréciaient sa morale conservatrice. En 1972, la Nation of Islam affirmait que *Muhammad Speaks* était diffusé à 600 000 exemplaires. À la même époque, le tirage d'*Amsterdam News* était seulement de 85 000²⁰⁵.

Le conservatisme de la Nation of Islam se retrouvait également sur les questions économiques, puisque l'organisation musulmane s'inscrivait dans la tradition du capitalisme noir. Dans son livre *Message to the Blackman in America*, publié en 1965, Elijah Muhammad incitait par exemple, dans le cadre de son plan de libération économique, les membres de la NOI à épargner²⁰⁶. Développant son activisme économique, l'organisation aidait ses membres à s'installer à leur compte et à créer des entreprises. Des membres de la NOI se lancèrent ainsi avec succès dans l'entrepreneuriat agricole en Georgie, en Alabama, au Texas, en Floride et dans le Michigan²⁰⁷.

La religion était souvent secondaire dans l'attrait pour la NOI qui devint au fil des années un véritable empire financier. Outre l'achat de terres agricoles, elle investit également dans de nombreux biens immobiliers et magasins à côté de ses mosquées, jusqu'à constituer un

patrimoine s'élevant à plusieurs millions de dollars. La NOI attirait aussi par ses écoles qui offraient une instruction religieuse et des cours sur l'histoire de la communauté africaine-américaine. Pour les parents à la recherche d'un environnement éducatif traditionnel, exempt des tensions raciales liées à la déségrégation des écoles publiques dans le pays, les écoles de la NOI constituaient une alternative séduisante, d'autant qu'elles n'obligeaient pas leurs élèves à se faire vacciner. En effet, de nombreux Noirs entretenaient une grande méfiance envers les obligations médicales. La découverte en 1972 du scandale de l'expérience médicale de Tuskegee sur la syphilis ne fit qu'aggraver cet état de fait. Au cours de cette dernière, afin d'étudier la progression naturelle de la maladie dans la population rurale masculine d'Alabama, un groupe de métayers illettrés avait été suivi par des services médicaux mais non soigné en dépit de la découverte de l'efficacité de la pénicilline comme remède datant de 1947²⁰⁸.

Par son message combinant fierté raciale, éthique conservatrice et promotion du capitalisme noir, la Nation of Islam illustre le retour d'un grand nombre d'Africains-Américains vers des formes d'activisme traditionnel, rompant avec la politique de la rue qui avait progressivement pris de l'ampleur dans l'après-Seconde Guerre mondiale. Compte tenu de l'état du rapport de forces et du conservatisme de plus en plus prégnant, un nombre croissant d'Africains-Américains estimaient que la seule voie véritablement pragmatique pour améliorer la situation des Noirs était celle de la politique et de l'activité économique, sorte de mélange des préceptes de Du Bois et de Booker T. Washington revus au goût du jour.

« *It's Nation Time !* »

Mobiliser politiquement ne signifiait pas nécessairement jouer le jeu du bipartisme traditionnel. Dès 1967, des militants noirs avaient tenté de rassembler les forces disparates du *Black Power* au sein d'une coalition indépendante : réunie à l'initiative d'Adam Clayton Powell et d'Amiri Baraka, une conférence nationale du *Black Power* se tint à Newark et proclama de nouveau le droit des Noirs à la révolte quand cela était nécessaire. D'autres grands rassemblements eurent lieu au cours des années suivantes, marquant le rapprochement des voix radicales et modérées ainsi que l'apogée du mouvement nationaliste

noir²⁰⁹. L'élection de Nixon rendait impératif d'agir en ordre concerté. En 1970, 2 500 délégués représentant plus de 200 organisations locales noires d'une quarantaine de villes se réunirent à Atlanta pour la fondation du Congress of African People²¹⁰. Regroupant à la fois des étudiants, des nationalistes d'organisations diverses et des leaders de la classe moyenne, femmes comme hommes, le congrès d'Atlanta visait à établir un « programme pour les Noirs » valant aussi bien pour les Noirs d'Amérique, d'Afrique, d'Australie, du Mexique, des Caraïbes et d'Amérique du Sud. Loin d'être uniquement une réaction défensive à la montée en puissance des forces conservatrices, l'organisation du Congress of African People permit aux participants de s'inscrire dans le mouvement international panafricaniste et anticolonialiste. L'intérêt des nationalistes noirs pour les luttes des peuples de couleur dans le monde n'était certes pas nouveau mais, soulignant l'unité politique du mouvement noir américain en dépit des divergences stratégiques et tactiques existantes, cette réunion traduisit la radicalisation des dirigeants noirs plus modérés²¹¹.

Une même volonté de peser sur la politique nationale animait les élus noirs au Congrès. Début 1971, ces derniers, dont le nombre était passé à treize, décidèrent d'officialiser la formation d'un Congressional Black Caucus (CBC) en vue de défendre plus efficacement les intérêts de la population africaine-américaine. L'idée n'était pas nouvelle puisque les élus noirs avaient déjà déclaré publiquement en 1969 leur opposition commune à la nomination de Clement Haynsworth à la Cour suprême et organisé une audience publique sur l'assassinat de Fred Hampton et Mark Clark²¹². Élus par des majorités écrasantes dépassant à chaque fois les 70 %, ces députés pouvaient se prévaloir de représenter la communauté africaine-américaine dans son ensemble. Pendant sa première année d'existence, les membres du CBC se présentaient volontiers comme les « représentants au Congrès de 20 millions d'Africains-Américains ». Charles Diggs, élu à la Chambre des représentants pour le Michigan, devint le premier président de cette structure. Ils sollicitèrent une audience du président Nixon pour lui présenter leurs revendications ; ce dernier les ignora longtemps avant d'accepter de les recevoir²¹³. Ils lui transmirent une liste d'une soixantaine de demandes exigeant non plus l'égalité des chances mais l'« égalité des résultats » et fixèrent la date du 17 mai, anniversaire de l'arrêt *Brown* de la Cour suprême, comme date limite pour obtenir une réponse, faute de quoi ils s'engageaient à faire appel

directement « au peuple »²¹⁴. Le Congressional Black Caucus illustre à sa manière la détermination des Noirs américains à trouver un moyen autre que la politique de la confrontation pour faire avancer la cause des Noirs. Pour asseoir sa légitimité et être en mesure de faire remonter des informations pertinentes sur les problèmes concrets des Africains-Américains, le CBC organisa des audiences dans le pays sur la santé, l'éducation, l'entrepreneuriat noir, l'Afrique et le racisme dans l'armée. Il utilisa les informations collectées pour définir un « Programme national noir » qui devait servir à la fois de base au travail législatif au sein du Congrès et d'étalon pour juger les candidats à l'élection présidentielle de 1972. Sans surprise, les différents points de ce programme furent repris lors de la campagne de Shirley Chisholm, première femme africaine-américaine à être élue au Congrès américain en 1968 (représentant l'État de New York), quand elle se présenta aux primaires démocrates quatre ans plus tard²¹⁵. Parallèlement, les membres du CBC étaient aussi engagés dans les initiatives politiques indépendantes inspirées du *Black Power*.

Diggs et ses collègues répondirent notamment présents à l'appel de la National Black Political Convention (NBPC) qui réunit plus de 8 000 personnes, peu après l'ouverture du procès d'Angela Davis, à Gary (Indiana)²¹⁶. Plus vaste rassemblement de l'ère du *Black Power*, cette convention s'ouvrit sous le sceau de l'unité. Attirant des militants des organisations de promotion du *Black Power* mais également des militants et dirigeants de groupes de défenseurs des droits civiques, ainsi que des étudiants, des syndicalistes, des élus, des militants d'organisations de défense des bénéficiaires de prestations sociales et des féministes, la NBPC s'était donné pour slogan « L'unité sans l'uniformité » et visait à créer une assemblée politique noire permanente. Dès l'ouverture des débats, Amiri Baraka s'imposa comme le leader de la convention²¹⁷. Comme à Atlanta deux ans auparavant, les délégués entonnèrent de concert le chant nationaliste *It's Nation Time !*. La présence de représentants de la SCLC attestait l'influence du *Black Power* au-delà des cercles considérés comme radicaux. Ralph Abernathy, qui avait repris la direction de la SCLC à la mort de King, était également présent, même si son autorité sur l'organisation était remise en question par Jesse Jackson. Betty Shabazz, la veuve de Malcolm X, était là elle aussi, de même que Coretta Scott King²¹⁸.

Baraka convainquit la convention de former un comité directeur

représentant les 50 États américains et le district de Columbia, le territoire où se trouvait la capitale du pays, Washington D.C. Quelques semaines plus tard, ce comité fondait la National Black Political Assembly, dont le nom fut rapidement raccourci en National Black Assembly (NBA). Comme le CBC, elle définit un « Programme noir national », dont l'objectif était que la voix des Africains-Américains soit prise en compte dans l'élaboration des politiques publiques à tous les niveaux du gouvernement. Refusant que leurs votes puissent être considérés comme acquis, la NBA rédigea un engagement que les candidats à des fonctions électives devaient signer pour pouvoir compter sur le vote noir. Le programme énumérait les domaines d'intérêt fondamentaux pour la communauté noire. Commenant par rappeler que son appauvrissement économique trouvait ses racines dans l'esclavage et dans la discrimination systématique qui avait suivi son abolition, la NBA appelait au versement de réparations ainsi qu'à la mise en place d'une campagne d'achats à destination exclusive de commerces et d'entreprises détenus par des Noirs ; à la création de syndicats noirs parallèles lorsque ceux existant continuaient à faire preuve de racisme ; à l'exercice de pressions sur les Églises, les entreprises et les institutions blanches pour qu'elles investissent dans les quartiers noirs ; et à l'établissement de formes alternatives de production économique fondées sur la coopération et l'autogestion. Attachée à l'autodétermination, principe clé du *Black Power*, la NBA souhaitait voir un contrôle renforcé de la communauté noire sur les institutions et instruments de son développement social, culturel et éducatif, et insistait sur l'importance des médias noirs indépendants. Enfin, reflet de sa filiation avec le Congress of African People, elle dénonça vigoureusement l'impérialisme américain en Afrique, mais également au Vietnam, dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et dans d'autres endroits du tiers monde²¹⁹. Deux mois plus tard, le Congress of African People organisa le premier *African Liberation Day* en soutien aux mouvements de libération noirs d'Afrique australe, qui réunit plus de 60 000 personnes à Toronto, San Francisco, Washington et dans les Caraïbes. C'était le plus grand rassemblement des Noirs américains pour une cause internationale depuis les manifestations contre l'invasion de l'Éthiopie par Mussolini²²⁰.

Ces rassemblements politiques illustraient la force du *Black Power*, qui avait progressivement poussé vers des positions plus radicales des

organisations aussi modérées que la SCLC, l'Urban League ou la NAACP. Signe de cette inflexion, Roy Wilkins lui-même commença à partir de 1970 à tenter des gestes de rapprochement en direction du BPP²²¹. La NAACP n'en désapprouvait pas moins certaines positions issues de la National Black Assembly, en particulier sa critique d'Israël et son opposition au *busing* au nom du droit des enfants noirs à continuer d'étudier dans des écoles où ils se sentaient bien²²². Malgré ces critiques, l'organisation ne refusait plus de s'adresser directement aux nationalistes noirs dans l'espoir de trouver avec eux un terrain d'entente. Ce rapprochement témoignait par ailleurs de l'urgence qu'il y avait à s'organiser politiquement dans un contexte politique et économique de plus en plus difficile. La répression politique continuait de s'abattre sur les organisations révolutionnaires, ouvertement ou secrètement, par exemple en attisant les rivalités politiques et personnelles entre le BPP et US de Ron Karenga, dont les membres finirent par s'entre-tuer en Californie. Après l'assassinat de Fred Hampton et Mark Clark, les raids contre les sièges du BPP continuèrent, de Los Angeles à Philadelphie²²³. De même, la Black Liberation Army et la Republic of New Africa devinrent des cibles privilégiées du FBI et des forces de police dans tout le pays. En réaction, un grand nombre de ces groupes devinrent de plus en plus intransigeants, à une période où il aurait fallu au contraire faire preuve de souplesse politique et tactique afin de s'adapter au nouveau contexte politique.

La National Black Assembly tenta précisément de faire preuve de cette souplesse de manière à pouvoir maintenir une force politique noire indépendante. Partout dans le pays, des candidats africains-américains indépendants se présentèrent à diverses fonctions électives. Même le Black Panther Party choisit de réorienter son action et d'investir la politique électorale. Dix-huit mois à peine après son dernier passage devant un tribunal, Bobby Seale annonça qu'il se présentait au poste de maire d'Oakland aux élections de 1973. Elaine Brown était, pour sa part, candidate à un poste au conseil municipal. Ericka Huggins, quant à elle, venait d'être élue au conseil municipal de Berkeley. Expliquant ce revirement stratégique, Huey Newton déclara que « le BPP ancienne mouture s'était éloigné de la majorité écrasante de la population noire²²⁴ ».

Une communauté noire de plus en plus divisée

Huey Newton avait raison. Lorsque Nixon fut réélu triomphalement contre George McGovern à l'automne 1972 avec plus de 60 % des voix exprimées, seule une infime minorité des Noirs souhaitaient encore une révolution d'inspiration socialiste. Pour la très grande majorité, l'objectif n'était plus de renverser le système mais de trouver un moyen de défendre leurs intérêts dans une nation considérée comme encore imparfaitement pluraliste. En effet, la politique d'austérité fiscale initiée par Richard Nixon lors de son second mandat devait avoir des conséquences désastreuses pour la communauté noire. Dès l'annonce de son budget pour l'année 1973, le National Committee Against Discrimination in Housing, organisme de recherche indépendant spécialiste des questions de logement, déclara que les coupes budgétaires drastiques annoncées allaient priver « les Noirs et les autres minorités du soutien dont ils ont besoin pour combler les écarts entre eux et la majorité blanche en matière de revenus, logement, éducation, santé et environnement local²²⁵ ». La NAACP surenchérit : « Les centres urbains qui se détériorent rapidement ne peuvent pas survivre sans une aide fédérale massive. [...] M. Nixon a rendu les armes dans la guerre [contre la pauvreté] et la pauvreté règne désormais dans les taudis des ghettos du pays tout entier²²⁶. »

Dans ce contexte, il était impératif de continuer de serrer les rangs. Si les grandes victoires législatives de 1964, 1965 et 1968 avaient levé la majeure partie des obstacles à l'égalité légale, la mise en pratique de ces lois restait difficile. Surtout, l'égalité juridique ne signifiait toujours pas, loin s'en fallait, l'égalité réelle. La mobilisation se poursuivait donc à la base, à l'échelle des quartiers et des villes, dans les campagnes et les usines, pour faire entendre les besoins des populations noires et défendre leurs intérêts. Les Noirs américains continuèrent d'agir comme ils avaient pris historiquement l'habitude de le faire, faute d'avoir accès à la sphère politique traditionnelle, c'est-à-dire en mêlant les modes de mobilisation politique. Alternant ou menant de front activités traditionnelles, telles que le vote ou le lobbying, et activités contestataires (*sit-ins*, grèves, manifestations, boycotts), ils donnaient à voir aux Blancs du pays toute la gamme des interprétations possibles du *Black Power*.

La presse nationale et la télévision s'intéressaient toujours principalement aux problèmes des ghettos du Nord mais ces derniers

ne résumaient heureusement pas les préoccupations de l'ensemble de la population africaine-américaine. De fait, depuis le milieu des années 1960, celle-ci se diversifiait, en lien avec l'évolution de sa répartition géographique et avec le renforcement des clivages de classe en son sein. Si 90 % des Noirs vivant hors du Sud habitaient dans une grande métropole en 1970, un peu plus de la moitié des Africains-Américains résidaient toujours dans le Sud, en milieu urbain, certes, mais la plupart du temps dans des villes de moindre taille que dans le Nord et l'Ouest et souvent encore en milieu rural²²⁷.

Le Sud demeurait la région où les écarts de revenus entre Noirs et Blancs restaient les plus élevés : les Noirs n'y gagnaient en 1970 que 57 % des revenus des Blancs (contre 61 % à l'échelle nationale et plus de 70 % dans le Nord-Est)²²⁸. Néanmoins, un nombre croissant de familles africaines-américaines continuaient de voir leurs revenus augmenter depuis 1964-1965 sous l'effet de la déségrégation de l'économie. Dans cette région du pays, la question de la déségrégation scolaire suscitait encore non seulement des tensions semblables à celles qu'avaient suscitées les campagnes d'opposition au *busing* dans le Nord, mais aussi des problèmes matériels spécifiques pour les enseignants et administrateurs des anciennes écoles noires, qui perdaient souvent au change dans les nouvelles structures mixtes. Ces problèmes dégénéraient parfois en violences, comme à Wilmington (Caroline du Nord) en 1970 et 1971. Globalement toutefois, la période allant du *Civil Rights Act* à la démission de Nixon dans le scandale du Watergate vit le Sud se rapprocher du reste de la nation sur tous les indicateurs.

Dans le domaine de la représentation politique, en particulier, le Sud rattrapait son retard. C'est en effet dans cette région que le *Voting Rights Act*, renouvelé en 1970 (puis de nouveau en 1975), produisit les effets les plus spectaculaires. À l'échelle du pays, le nombre d'élus noirs à tous les niveaux de responsabilités (élus au Congrès, élus des États, élus municipaux, membres des Bureaux de l'éducation, juges, shérifs, chefs de la police, etc.) passa de 471 en 1965 à 1 629 en 1970 et à 3 603 en 1975²²⁹. Dans le Sud, cette progression fut nette surtout après 1970, en particulier au niveau des comtés et des municipalités. Alors qu'il n'y avait pas d'élus noirs au Congrès représentant le Sud en 1970, ils étaient 3 en 1975 ; au niveau des États, la représentation sur la même période passa de 32 à 94. Pendant ce temps, le nombre de Noirs membres des conseils élus des comtés augmenta de 24 à 192 et

ceux des conseils municipaux de 263 à 605.

Compte tenu des difficultés historiques pour y accéder, parvenir aux responsabilités politiques impliquait une responsabilité sociale vis-à-vis de la communauté. Les membres du CBC en étaient conscients et ils tentèrent d'influencer les politiques publiques depuis les commissions parlementaires dont ils faisaient partie. Encore très minoritaires au Congrès, ils étaient cependant contraints de composer avec les Blancs libéraux qui représentaient une source importante du financement de leurs campagnes électorales. Après un engagement fort en 1971 et 1972 aux côtés des Noirs les plus défavorisés, ils adoptèrent une position plus conciliatrice et mirent l'accent sur la défense des droits civiques (renouvellement du *Voting Rights Act* en 1975) et l'égalité des chances, oubliant au passage l'« égalité des résultats » qu'ils avaient exigée de Nixon. Depuis Washington, ces élus étaient relativement protégés des pressions immédiates de leurs électeurs, ce qui n'était pas le cas des élus locaux.

Or ces derniers accédèrent aux responsabilités dans un contexte économique des plus difficiles. Alors que l'économie nationale semblait dans une spirale descendante mêlant inflation et chômage, la population noire, selon un schéma tristement habituel, se retrouva en première ligne. En 1971, le taux de chômage des Noirs était de 9,9 %, soit plus du double de celui des Blancs, et 32 % des jeunes Africains-Américains étaient sans travail²³⁰. Les maires noirs semblaient en outre impuissants à lutter contre la désindustrialisation et les délocalisations.

Mais tout n'était pas négatif. Cette période vit également le développement d'une classe moyenne noire de plus en plus nombreuse et dont la présence commençait à être visible à des postes à responsabilités administratives et économiques. Si ce groupe – directement bénéficiaire des politiques d'*affirmative action* et dont étaient issus les élus noirs – s'intéressait aux problèmes du reste de la communauté noire, il avait par ailleurs ses propres préoccupations, dans un contexte où la déségrégation résidentielle lui avait permis de s'éloigner du ghetto pour s'installer dans des quartiers privilégiés.

La complexité de la tâche des élus était à la hauteur des attentes que leur élection avait suscitées. Pour les aider, Howard University créa, avec le soutien de la Fondation Ford, le Joint Center for Political Studies. Indépendante et non partisane, cette institution, qui publiait une lettre d'information mensuelle, *Focus*, particulièrement appréciée

des élus noirs, avait pour but de leur fournir des données sur les problèmes affectant la communauté africaine-américaine et de les aider à acquérir les compétences et le savoir politique nécessaires pour réaliser leurs objectifs. Ces élus devaient en effet concilier plusieurs exigences contradictoires : d'une part, ils avaient été élus avec comme mandat, implicite ou explicite, d'aider la communauté noire, en particulier ses membres les plus défavorisés, notamment dans les ghettos dont les habitants réclamaient toujours les moyens d'une redistribution des richesses ; d'autre part, l'exode des classes aisées et de l'activité économique vers les banlieues leur imposait de ménager la classe dirigeante économique locale pour l'inciter à ne pas suivre ces dernières. En effet, les entreprises réclamaient un environnement propice aux affaires, autrement dit une ville calme et à la fiscalité favorable, alors même que la concentration des problèmes sociaux dans les centres urbains nécessitait des investissements massifs dans les quartiers pauvres. Partout dans le pays, les hommes et les femmes élus s'efforcèrent donc de tenir leur double engagement – garantir le maintien des conditions de l'égalité des chances avec les Blancs et améliorer la justice sociale et économique –, tout en s'adaptant au contexte difficile du milieu des années 1970, où la montée du conservatisme politique s'accompagnait d'un retour en force de l'idéologie de la *colorblindness*. Or cette dernière était d'autant moins contestée qu'elle reposait sur le constat de la présence des Noirs dans de nombreuses sphères de la société et notamment dans la culture.

La mixité culturelle et ses limites

Accélération d'une tendance lancée les décennies précédentes, la culture populaire américaine avait continué de s'ouvrir davantage aux Africains-Américains entre 1965 et 1975. La mixité du monde du sport amateur et professionnel ne cessait de se renforcer et les Blancs suivaient désormais de près les exploits sportifs des athlètes noirs. Signe des temps, en avril 1968 le magazine pour hommes *Esquire* fit sa couverture sur le cas de Mohamed Ali, déchu de son titre de champion du monde poids lourds après sa condamnation pour avoir refusé son incorporation dans l'armée. Titrant « La passion d'Ali », le magazine présentait une photo du boxeur façon *Martyre de saint Sébastien*, pour dénoncer l'injustice de cette double peine²³¹. Dans le monde de la musique, l'acceptation et l'influence grandissantes des Noirs se faisaient sentir, accroissant la fortune de la maison de disques Motown dont les artistes phares – de Marvin Gaye aux Jackson 5 en passant par Stevie Wonder et Earth, Wind & Fire – séduisaient un public aussi bien noir que blanc.

Deux autres domaines, celui de la mode et celui de la publicité, sont plus révélateurs encore de la transformation des mentalités. En 1970, Jean Bell, lauréate d'un concours de beauté au Texas, fit la couverture de *Playboy* en compagnie de quatre autres *playmates* blanches et, en octobre 1971, le magazine mit pour la première fois une femme noire, Darine Stern, seule en couverture. Attestant l'évolution des mentalités du lectorat blanc, ce choix éditorial, controversé sur le moment, montrait également l'imprégnation des valeurs culturelles du *Black Power* dans la société, révélée par la coiffure afro du mannequin²³². La presse *mainstream* s'était elle aussi progressivement ouverte aux journalistes noirs et aux sujets intéressant directement le lectorat africain-américain. Cette évolution traduisait en outre clairement la reconnaissance du poids des consommateurs noirs. À partir de la fin des années 1960 et plus encore au cours de la décennie suivante, les investisseurs blancs se mirent à s'intéresser aux produits culturels populaires auprès des Noirs, tels les produits de beauté. Pour toucher un public plus large et des segments de consommateurs plus variés, les

entreprises inclurent des Noirs dans leurs campagnes de publicité. Les revenus publicitaires du magazine *Ebony* passèrent ainsi de 3,6 millions de dollars en 1962 à près de 10 millions en 1969²³³.

Si les Africains-Américains pouvaient se réjouir de cette inclusion croissante, ils demeuraient exclus des profits économiques qu'engendrait cette diversification. La plus grande mixité raciale du journalisme et de la presse provoqua notamment une crise de la presse africaine-américaine qui, à quelques exceptions près, ne s'en remit pas. De plus, l'inclusion raciale se limitait à certains domaines bien circonscrits qui renforçaient les stéréotypes traditionnels, à l'instar du sport ou de la musique déjà évoqués. Si les hommes blancs pouvaient désormais fantasmer sur le corps de femmes noires en couverture de magazines comme *Playboy*, Hollywood par exemple renâclait toujours à l'idée d'employer des acteurs et actrices noirs dans des rôles valorisants et la possibilité de montrer des scènes d'amour interracial restait impensable. De même, la représentation des Africains-Américains à la télévision continuait d'être particulièrement réduite ou négative, en dépit du lancement de l'émission *Fat Albert and the Cosby Kids* en 1972. En 1974, la section locale d'Atlanta de la NBFO lança une grande campagne de dénonciation d'une série télévisée populaire intitulée *That's My Mama*, dans laquelle une grosse femme noire incarnait la figure stéréotypée de la mère dominatrice²³⁴.

Malgré ces limites évidentes, sous l'effet du mouvement des vingt années écoulées la culture populaire s'était ouverte aux Noirs. Plus généralement, on peut dire que la société américaine sortit transformée de l'ère du *Black Power*. Elle reconnaissait désormais le caractère pluriel de son identité, qu'on appellerait vite « multiculturelle ». Il était désormais considéré comme normal de trouver des Africains-Américains dans tous les secteurs de la société, des entreprises à la politique en passant par les universités et les industries culturelles. C'est là l'un des principaux héritages du *Black Power* que d'avoir forcé la société américaine à reconnaître la place et l'importance des Africains-Américains. La fierté de leurs origines, la dénonciation du racisme des institutions et la mobilisation pour le renforcement de leur pouvoir dans tous les domaines avaient permis à ces derniers de conquérir le droit d'agir en acteurs politiques et sociaux à part entière pour dessiner l'avenir de l'Amérique urbaine.

Cependant, à l'instar des grandes victoires de 1964 et 1965, les succès du *Black Power* bénéficièrent surtout à la classe moyenne noire.

La cause principale à l'origine de l'émergence du mouvement à l'échelle nationale – la persistance des conditions de vie très difficiles des habitants du ghetto en dépit des victoires du mouvement pour les droits civiques – n'avait pas disparu. Pire, en l'espace de dix ans, la situation des plus pauvres s'était même aggravée, de même que l'écart les séparant d'une part croissante de la population africaine-américaine en pleine ascension sociale. Certains parvenaient certes à desserrer l'étau de la pauvreté et à quitter le ghetto, mais cela ne concernait par exemple que rarement les Noirs issus d'une famille monoparentale. Avec l'accroissement des clivages sociaux dans la population africaine-américaine, les trajectoires de vie devinrent en effet de plus en plus associées à la composition et aux modes d'organisation des foyers. Les Noirs américains avaient eu beau réclamer le respect et, à bien des égards, l'avoir obtenu, ce dernier restait encore très dépendant de la respectabilité de la personne, en lien avec l'écart que cette dernière parvenait à maintenir entre elle et les stigmates associés à la vie dans le ghetto.

Le cinéaste Melvin Van Peebles, reprenant la tradition lancée par Oscar Micheaux, avait bien essayé en 1971 de moquer cette quête de respectabilité en produisant un film d'un nouveau genre : *Sweet Sweetback's Baadasssss Song*, produit avec un très petit budget, qui mettait en scène un antihéros noir, frappant des policiers blancs en toute impunité. Le film, dont la publicité fut assurée par un bouche-à-oreille efficace, rencontra un succès considérable auprès des jeunes des ghettos qui adoraient voir leur vie ainsi glorifiée sur le grand écran. Les films de Van Peebles renforçaient toutefois les stéréotypes négatifs de violence et de sexualité débridée associés à la jeunesse noire et furent à ce titre condamnés par une vaste coalition allant de la NAACP au BPP, qui n'hésita pas à parler de « *Blaxploitation* » pour les décrire. Pour ces militants, défendre les intérêts des Noirs les plus défavorisés impliquait de briser les stéréotypes les concernant, pas de les embrasser.

Une même logique présida aux efforts des deux avocats de Joan Little lors de son procès qui passionna le pays pendant l'été 1975. Cette jeune femme noire, âgée de vingt ans et originaire d'une petite ville de Caroline du Nord, y était emprisonnée pour vol depuis deux mois lorsqu'à l'aube du 27 août 1974 le gardien blanc de la prison, Clarence Alligood, âgé de soixante-deux ans, pénétra dans sa cellule pour la violer. Quelques heures plus tard, le sergent Jerry Helms

découvrait le corps d'Alligood, sans vie et à moitié nu, tenant à la main un pic à glace ensanglanté. Joan Little s'était enfuie. Après une semaine passée cachée dans une maison voisine, elle se rendit. Deux jours plus tard, un jury populaire l'inculpa pour meurtre au premier degré. Joan Little encourait la peine de mort. Un vaste mouvement de soutien s'organisa immédiatement : la campagne pour sa libération rassembla une coalition disparate d'organisations féministes et de groupes de défense des droits des Noirs. Tandis que les premières dénonçaient la violence sexuelle et proclamaient le droit d'une femme à l'autodéfense, les seconds présentèrent l'affaire Little comme le dernier exemple de brutalités policières et d'injustice dans un Sud encore attaché à l'ordre « Jim Crow ». Tous s'accordaient à voir dans l'affaire Joan Little un test révélant si une femme africaine-américaine avait enfin le droit de se défendre contre un agresseur sexuel blanc.

Joan Little avait contre elle une moralité douteuse et une litanie de petits délits. Mais, forçant le jury à regarder au-delà de son histoire familiale dysfonctionnelle et de son passé de délinquante, ses avocats présentèrent Little comme l'incarnation des femmes noires, symbole des innombrables viols commis contre ces dernières et de leur droit à la légitime défense. Le 15 août 1975, à l'issue d'un procès très médiatisé, Joan Little fut acquittée à l'unanimité. Partout dans le pays, les Noirs américains purent se réjouir de ce qu'une page de leur histoire semble se tourner de manière définitive. La longue lutte des femmes noires pour regagner leur dignité face aux violences sexuelles était gagnée. Le procès marquait également un tournant en ce qu'il reconnaissait de fait le droit des Noirs à avoir un jury les représentant et donna des arguments de poids aux défenseurs de la réforme des prisons. Néanmoins, le procès avait donné lieu à des échanges houleux sur à la fois la sexualité de Little et son comportement délinquant, rappelant que si la notion de respectabilité – qui avait fait préférer Rosa Parks à Claudette Colvin en 1955 – ne comptait plus tant aux yeux des Noirs, elle restait un facteur déterminant pour les Blancs.

Un combat inachevé (depuis 1975)

« La colère, quand elle est mise à profit,
ne détruit pas.
La haine, si. »

Audre LORDE, « Eye to Eye »,
Sister Outsider, 1984.

En 1977, la série télévisée *Roots (Racines)*, basée sur le livre d'Alex Haley paru l'année précédente et présentant l'histoire de Kunta Kinte, esclave kidnappé en Gambie et amené en Amérique à la fin de la période coloniale, qui s'était battu toute sa vie pour ses droits, connut un succès d'antenne et d'estime sans précédent¹. Pour les Africains-Américains, il s'agissait de la reconnaissance sur le petit écran de la spécificité de leur histoire. Dès mars 1977, répondant à l'engouement général, la NAACP proposait à ses lecteurs un voyage organisé de retour aux racines au Sénégal, en Gambie, en Sierra Leone, au Ghana et au Libéria au départ de New York².

Mais cette meilleure compréhension de l'origine historique des problèmes des Noirs américains ne se traduisit pas par une amélioration de leur situation. La seconde moitié des années 1970 fut particulièrement difficile. En 1976, le rapport annuel de la National Urban League sur *L'État de l'Amérique noire* détaillait, statistiques à l'appui, à quel point 1975 avait été une mauvaise année. Le taux officiel de chômage des Noirs donné par le gouvernement était de 14,1 % mais il excluait à dessein les personnes occupant un emploi à temps partiel (même très limité) et celles qui, désespérées, avaient

renoncé à chercher du travail. Refaisant les calculs, la NUL expliquait qu'en réalité plus d'un quart de la population noire en âge de travailler était au chômage cette année-là. Et la situation était pire dans les quartiers pauvres puisque la proportion de chômeurs s'y élevait souvent à 50 %. Pour les jeunes, elle était de deux tiers. La récession du début des années 1970 avait aussi vu le nombre de familles noires à deux revenus s'effondrer. Cette dégradation de la situation sociale n'était pas sans conséquences sur les statistiques sanitaires : l'écart d'espérance de vie entre femmes noires et blanches était de 5,4 ans et chez les hommes de 6 ans³.

L'Urban League n'était pas seule à s'inquiéter. De nombreux dirigeants noirs, y compris dans les rangs du Parti démocrate, exprimèrent leurs craintes pour l'avenir, dans un contexte économique et politique très défavorable. Pendant les années de gouvernement républicain à la Maison-Blanche sous Richard Nixon (1969-1974) et Gerald Ford (1974-1977), les Africains-Américains avaient dû faire face à une rétractation de l'État-providence, et les politiques de promotion de l'entrepreneuriat avaient remplacé les politiques d'aide sociale comme solutions à la pauvreté des ghettos. Parallèlement, l'exécutif avait lancé, à tous les niveaux, une campagne de lutte contre la criminalité et de restauration de l'ordre dont une cible essentielle était la jeunesse noire défavorisée. L'administration Ford refusa d'engager l'exécutif dans l'application de la déségrégation scolaire par *busing* malgré l'ordre donné par les tribunaux. Elle ordonna aussi la réduction du programme d'allocations familiales *Aid to Families with Dependent Children* (AFDC), le durcissement de ses conditions d'éligibilité et l'augmentation du prix des coupons alimentaires distribués aux familles pauvres⁴. Dans ce contexte, l'approche de l'élection présidentielle de 1976 suscita l'espoir chez les Africains-Américains qu'un retour au pouvoir des démocrates permettrait la mise en œuvre de politiques sociales et économiques plus favorables.

Jimmy Carter et la désillusion

Lorsqu'il apparut clair que le gouverneur de Georgie, James (Jimmy) Carter, allait remporter les primaires du Parti démocrate, quelques dirigeants et élus noirs, comme Julian Bond et Shirley Chisholm, s'avouèrent publiquement inquiets. Carter n'était-il pas ce candidat du Sud profond qui avait déclaré, en avril 1976, en réponse à

une question d'un journaliste portant sur le logement social, que, selon lui, les habitants devaient avoir le droit de maintenir la « pureté ethnique » de leurs quartiers⁵ ?

La grande majorité des dirigeants noirs se rallièrent cependant à Carter contre le président sortant. Il ne s'agissait pas pour eux d'un choix par défaut. Pour la NAACP, l'Urban League, les élus noirs des États ou au Congrès, ou les maires de grandes villes, la candidature de Carter confirmait le bien-fondé de leur approche legaliste et électorale, en rupture avec le militantisme des années 1960 et du début des années 1970. Après des années passées à lutter pour se faire entendre entre, d'un côté, les partisans du nationalisme noir et, de l'autre, le concert des voix conservatrices qui dominaient la vie politique depuis l'élection de Nixon, les dirigeants noirs modérés voyaient dans le retour des démocrates à la Maison-Blanche la possibilité de regagner de l'influence dans les cercles du pouvoir. Concrètement, une victoire de Carter avait aussi toutes les chances de se traduire pour ces dirigeants noirs modérés par des postes à responsabilité et une promotion sociale.

La majorité des électeurs ne partageaient pas les intérêts de l'élite noire et avaient peu de chances de bénéficier aussi directement de l'élection de Jimmy Carter. Ce dernier offrait cependant la possibilité de mettre fin à la domination des républicains et il avait promis une vaste réforme de l'aide sociale. Faisant fi de sa déclaration raciste sur le logement social, les électeurs africains-américains portèrent donc massivement leurs suffrages sur le candidat démocrate. Grâce à un vote noir déterminant, en particulier dans les États du Sud, Carter l'emporta sur Ford, suscitant l'espoir d'un changement politique, d'autant que son style chaleureux tranchait avec l'attitude froide de ses prédécesseurs.

La nouvelle orientation que le président démocrate entendait donner à la politique étrangère des États-Unis parut des plus prometteuses : pour restaurer le prestige de la nation américaine, entaché par sa défaite dans la guerre du Vietnam en 1975, Carter fit de la défense des droits humains le cœur de sa politique. Le 5 octobre 1977, il signa le Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté par l'ONU en 1966, dans un effort pour réaffirmer la position de leader moral des États-Unis dans un monde toujours divisé par la guerre froide et marqué par la montée en puissance des pays non alignés. Aux yeux des Africains-Américains, un tel engagement

comportait nécessairement un volet intérieur qu'ils saluèrent unanimement⁶.

La nomination d'Andrew Young, ancien lieutenant de Martin Luther King et représentant l'État de Georgie au Congrès depuis 1972, au poste d'ambassadeur auprès des Nations unies leur parut confirmer cette réorientation positive, de même que celle de Patricia Roberts Harris, première femme noire à recevoir un portefeuille ministériel lorsqu'elle fut nommée en janvier 1977 à la tête du nouveau ministère du Logement et du Développement urbain (Housing and Urban Development, HUD).

L'influence grandissante d'une figure comme Ruby Duncan fut également interprétée comme un signe positif en ce début de mandat. Cette militante de la défense des bénéficiaires de l'aide sociale était loin d'appartenir aux cercles de l'élite noire. Née en 1934, Duncan avait grandi dans une famille pauvre de métayers du delta du Mississippi en Louisiane et avait arrêté sa scolarité à l'âge de quinze ans⁷. Après s'être enfuie de la plantation où sa famille était exploitée pour s'installer dans la petite ville de Tallulah, elle donna naissance à son premier fils, fruit d'un viol à l'âge de dix-sept ans, puis à un second un an plus tard. Cette même année, elle partit rejoindre des membres de sa famille à Las Vegas, suivant la voie de milliers de migrants noirs de Louisiane partis s'installer dans le Nevada à partir de la Seconde Guerre mondiale. Elle enchaîna alors les petits emplois mal rémunérés et se fit connaître localement pour ses efforts de mobilisation des travailleuses noires. Après avoir fondé en 1972 un programme d'aide aux femmes pauvres du quartier de West Las Vegas, baptisé « Operation Life », Duncan devint une figure célèbre de l'activisme noir local. Sous sa direction, « Operation Life » devint en quelques années un centre essentiel de la revitalisation de cette partie de la ville. Dans le cadre du programme furent créés une bibliothèque, un dispensaire médical, une crèche, un centre de formation professionnelle et une résidence pour personnes âgées. Lorsque Carter vint en tournée électorale dans le Nevada, il rencontra Duncan avec laquelle il noua une relation personnelle. Après son élection, il l'invita à la Maison-Blanche et lui confia pour mission d'aider le directeur du Bureau des femmes (United States Women's Bureau) à concevoir des aides adaptées aux femmes noires et latinos cantonnées dans des emplois insuffisamment rémunérés. En 1976 et 1977, Duncan travailla aussi à la préparation d'un projet de loi de revenu minimum garanti

pour tous les Américains. Cette trajectoire exceptionnelle explique l'espoir que de nombreux Noirs américains ressentirent à l'élection de Carter. Pour les plus âgés, cette attention aux plus démunis évoquait le lien personnel qu'ils avaient tissé avec le président Roosevelt aux grandes heures du New Deal. Leur désillusion n'en fut que plus forte.

La première déception vint lorsqu'en mai 1977 de hauts fonctionnaires du gouvernement annoncèrent qu'aucun nouveau programme ne serait créé dans les domaines de l'aide sociale, de la santé et de l'éducation. La promesse électorale de réforme de l'aide sociale était oubliée. Le problème numéro un du mandat de Carter, était-il affirmé, était l'inflation, pas le chômage. Entre avril 1976 et septembre 1977, le taux officiel de chômage des non-Blancs passa de 12,9 % à 13,6 % et celui des jeunes non blancs augmenta de 35,5 % à 39,2 %. Pendant la première année du mandat de Carter, 131 000 familles noires supplémentaires tombèrent sous le seuil de pauvreté. Malgré les efforts de Duncan, la Maison-Blanche se refusa à prendre toute mesure énergique en faveur de l'emploi.

La relation entre le président et les Noirs américains continua de se détériorer en 1978-1979. Le projet de loi Humphrey-Hawkins sur le plein-emploi et la croissance équilibrée (*Full Employment and Balanced Growth Act*) affirmait initialement le droit de chaque Américain à un emploi et à un revenu. Mais la version très édulcorée soutenue par l'administration Carter qui fut finalement adoptée par le Congrès ne contenait plus qu'une vague déclaration d'intention et de bons sentiments⁸. En dépit de ses efforts, Andrew Young ne parvint pas, depuis son poste, à modifier la politique étrangère américaine de soutien au régime sud-africain d'apartheid, pas plus que Patricia Roberts Harris n'arriva à convaincre le président de mener une politique de la ville ambitieuse au service des plus démunis. Comme les autres Africains-Américains nommés à des postes à responsabilité entre 1977 et 1980, ils se trouvèrent confrontés à une idéologie conservatrice de plus en plus prégnante, hostile à toute politique de redistribution sociale et économique au nom du double impératif de compétitivité et de croissance. Comme Nixon et Ford avant lui, Carter privilégia le soutien à l'entrepreneuriat et au secteur privé au détriment des aides directes aux personnes défavorisées⁹.

Dans ce contexte, les critiques s'amoncelèrent. Même le magazine *Black Enterprise*, qui exprimait les intérêts des entrepreneurs noirs, publia dans son numéro de mars 1978 une analyse très négative des

politiques menées par la nouvelle administration, en soulignant l'absence de solutions pour l'immense majorité des Africains-Américains¹⁰. Coretta King, qui avait pourtant fermement soutenu Carter lors de sa campagne électorale et au début de son mandat, s'avoua déçue par les dispositions de la loi Humphrey-Hawkins. Ruby Duncan, quant à elle, déplora la timidité du Congrès et de l'administration en matière de politique sociale. Après avoir longtemps soutenu le gouvernement, la NAACP organisa pendant l'été 1978 dans le Tennessee une grande marche de protestation contre la politique américaine de soutien à l'apartheid¹¹. Lorsqu'en 1979 Andrew Young fut contraint de démissionner de son poste d'ambassadeur auprès des Nations unies parce qu'il avait secrètement rencontré des représentants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), la Maison-Blanche perdit un symbole important¹².

Le tableau n'était cependant pas entièrement négatif. Entre 1976 et 1980, le Congrès approuva une modeste expansion de l'emploi public, de la formation professionnelle et de l'aide au retour à l'emploi. Les programmes mis en place en conséquence de ce petit afflux de fonds publics fournirent des emplois à des populations déshéritées ainsi que des services, comme la réfection de logements insalubres ou encore des aides ménagères aux personnes âgées dans des quartiers qui en étaient largement dépourvus. Mais ils ne représentaient que quelques gouttes d'eau dans un océan de problèmes non résolus alors que plus de 4 millions d'emplois avaient disparu entre 1973 et 1980 sous les effets de la désindustrialisation et des délocalisations.

Derniers souffles de la « guerre contre la pauvreté » avant son enterrement sous la présidence Reagan, les quelques programmes menés ne parvinrent pas à donner à l'administration Carter l'image d'une présidence déterminée à lutter contre les inégalités raciales et sociales¹³. Le « libéralisme » (au sens américain d'interventionnisme de l'État fédéral en soutien à la justice sociale et raciale) des années 1960 appartenait définitivement au passé, de même que l'ancienne coalition du New Deal qui avait assuré la victoire des démocrates de Roosevelt à Johnson. Non seulement de nombreux anciens électeurs démocrates blancs du Sud étaient passés dans le giron du Parti républicain, mais les années Carter se caractérisèrent aussi par le divorce du monde ouvrier avec les démocrates au pouvoir.

La confrontation qui opposa en 1977 le maire africain-américain

d'Atlanta, Maynard Jackson, en poste depuis 1973, et les agents municipaux des services d'assainissement illustre les conséquences sociales et raciales de la nouvelle politique d'austérité¹⁴. Constatant que le maire démocrate n'avait rien fait pour améliorer leur situation, les agents municipaux, dont un grand nombre étaient noirs, se mirent en grève pour exiger une hausse de salaires. Le maire était pris en tenailles entre son engagement à restaurer les finances publiques de la ville et son souci de répondre aux besoins matériels des habitants noirs qui avaient contribué à son élection. Il fit vite son choix. À l'issue d'un long bras de fer avec les grévistes, il procéda à un licenciement massif des agents municipaux. Cet épisode illustra la faiblesse du mouvement ouvrier, incapable de défendre ses droits face à des autorités municipales ayant pleinement embrassé le virage monétariste pris par le pays à cette époque. Il contribua aussi à la dépolitisation d'un grand nombre d'habitants des ghettos, désabusés par l'incapacité (voire le refus) des élus noirs à améliorer les conditions de vie des plus démunis.

Depuis la fin des années 1960, le nombre d'élus noirs n'avait pourtant cessé d'augmenter. Suite à l'adoption du *Voting Rights Act* et à son renouvellement par le Congrès en 1970 et 1975, le nombre d'élus africains-américains tous postes confondus passa de 103 en 1964 à environ 4 300 en 1977, dont la majorité se trouvaient dans le Sud. Le nombre de maires noirs augmenta pour atteindre 178, parmi lesquels Ernest Morial qui fut élu à La Nouvelle-Orléans en 1977, Marion Barry à Washington D.C. et Richard Arrington à Birmingham en 1979¹⁵. Même dans les villes où les électeurs noirs étaient minoritaires, des candidats africains-américains parvinrent à la direction de municipalités. Ce fut notamment le cas de Tom Bradley à Los Angeles en 1973. Fils de métayer, Bradley avait d'abord fait carrière dans la police avant de se lancer en politique au début des années 1960 et de devenir avocat. Ardent défenseur des droits civiques, il parvint à rallier autour de sa candidature une coalition multiraciale qui le propulsa vers la victoire dans une ville où les Africains-Américains ne représentaient que 18 % de la population totale.

Ces élus étaient généralement des hommes, diplômés d'université, mariés, âgés de plus de cinquante ans et connus pour la modération de leurs vues politiques¹⁶. Une fois au pouvoir, ils menèrent une politique tournée vers la défense des intérêts des entreprises. Dépendant du Parti démocrate pour leur carrière politique, ils cherchaient à rester

dans les bonnes grâces de l'appareil national du parti et ne dénoncèrent pas la timidité des politiques de Carter.

Contrairement aux années précédentes, les Noirs ne pouvaient plus espérer de soutien du pouvoir judiciaire fédéral. En effet, sous l'influence des juges nommés par Nixon, la Cour suprême présidée par Warren Burger évolua vers des positions plus conservatrices¹⁷. La première indication de cette réorientation apparut au grand jour le 28 juin 1978 lorsque la Cour, très divisée, rendit l'arrêt *Bakke*. L'affaire concernait un étudiant blanc, Allan Bakke, qui avait poursuivi en justice la faculté de médecine de l'Université de Californie-Davis pour lui avoir refusé, au nom de son programme d'*affirmative action*, l'admission au profit de candidats africains-américains moins bien classés au test de sélection¹⁸. Seuls quatre juges étaient favorables au maintien de l'*affirmative action*, quatre autres y étant résolument opposés. Le juge Lewis Powell eut la voix prépondérante. L'*affirmative action* était maintenue mais la Cour en réduisit le périmètre d'application en précisant que l'application d'une « classification raciale explicite » dans des situations où il n'existait aucune preuve de discrimination antérieure constituait une violation de la clause du XIV^e amendement sur l'égalité de protection des citoyens devant la loi. Elle ordonna l'admission de Bakke. La race pouvait être un facteur pris en compte pour l'admission à l'université mais l'arrêt interdit tout quota racial. Surtout, le principe de l'*affirmative action* était désormais lié à l'objectif de promotion du nouveau concept phare de « diversité ». Il ne s'agissait plus de corriger des discriminations économiques et sociales mais de souligner les bienfaits d'une reconnaissance de la diversité de la nation. Désormais placé au cœur des débats sur l'*affirmative action*, le concept de diversité contribua à enterrer la question de la perpétuation d'un racisme institutionnel ou systémique. Dans ce nouveau schéma, l'objectif n'était plus de corriger des inégalités raciales structurelles mais de convaincre, au cas par cas, au nom d'une morale apolitique, les personnes coupables de racisme d'abandonner leurs préjugés¹⁹.

Retour de la violence

Les craintes des Africains-Américains étaient vives à l'approche de l'élection présidentielle de novembre 1980. Depuis la fin des années 1970, la recrudescence d'attaques racistes avait ravivé le

spectre de l'Amérique de Jim Crow. Le Ku Klux Klan, dont le nombre d'adhérents à l'échelle nationale avait triplé entre 1970 et 1980, perpétra une série d'attentats en 1978-1979 contre des leaders de la communauté noire. En Alabama, le groupe lança des bombes incendiaires contre des maisons, des églises et des écoles noires dans une centaine d'endroits et, le 3 novembre 1979, il s'en prit violemment à un rassemblement antiraciste à Greensboro (Caroline du Nord), laissant 5 personnes mortes et 11 autres blessées. Six des meurtriers furent poursuivis en justice mais un jury entièrement composé de Blancs les acquitta²⁰.

Les agressions de groupes ouvertement racistes comme le Ku Klux Klan n'étaient en outre pas les seules que la population africaine-américaine, et plus particulièrement celle des ghettos, dut endurer. Les abus policiers qui faisaient depuis des décennies partie intégrante de la vie quotidienne de nombreux jeunes des quartiers pauvres s'amplifièrent : arrêtés pour motifs mineurs, soumis à des fouilles au corps souvent injustifiées, frappés, injuriés et parfois tués, les jeunes Noirs et leurs familles se retrouvèrent aux premières loges de la dégradation des relations police-population locale et purent témoigner de la multiplication des violences policières et, plus généralement, de l'intensification de la répression²¹.

Rappelant soudain à la mémoire collective les étés chauds de la fin des années 1960, les Africains-Américains de Miami se rebellèrent, du 17 au 19 mai 1980, lors d'une émeute qui fit 18 morts et 80 millions de dollars de dégâts matériels. L'élément déclencheur fut l'acquittement de quatre policiers blancs pour le meurtre d'un agent d'assurances noir, Arthur McDuffie, cinq mois auparavant. Révoltés par l'impunité des policiers, les émeutiers, dont la majorité n'avaient aucun casier judiciaire, exprimaient aussi leur colère face à la dégradation de la situation économique de leur quartier de Liberty City : entre 1968 et 1978, le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté était passé de 28 % à 52 %, tandis que le taux de chômage grimpait à 17,8 %. Une étude de la Fondation Ford sur les causes de l'émeute souligna aussi l'absence de policiers noirs, le faible nombre de magasins appartenant à des Africains-Américains (contre une proportion beaucoup plus forte dans la minorité hispanique) et le manque de représentation politique au niveau municipal²². Le sort réservé aux Hispaniques, relativement plus favorable malgré leur installation plus récente, conséquence directe de la réforme des

politiques migratoires de 1965, joua ainsi aussi un rôle dans le sentiment d'injustice. Alors que le mort de McDuffie n'avait pas engendré de violences, la relaxe des meurtriers constitua la goutte qui fit déborder le vase. Les habitants de Liberty City avaient d'abord espéré obtenir justice devant les tribunaux. Au-delà de l'émeute, l'incapacité des Africains-Américains à être traités équitablement par le système judiciaire, dans le contexte d'une aggravation des violences policières, renforça leur pessimisme au moment de l'élection de 1980.

L'hiver en Amérique

La victoire du républicain Ronald Reagan était de très mauvais augure pour les Africains-Américains. L'absence de toute mention des droits civiques lors du discours de campagne qu'il prononça le 13 novembre 1979 à New York, malgré l'importance de la population noire dans cette ville, avait été le premier signe inquiétant. Le 3 août 1980, à la foire du comté de Neshoba (Mississippi), à quelques kilomètres de la petite ville de Philadelphia où avaient été enlevés et tués les trois militants des droits civiques pendant le *Freedom Summer* de 1964, Reagan alla plus loin : il prononça un discours célébrant les droits des États fédérés. Pour les Africains-Américains, le message était clair : le candidat républicain s'était prononcé pour la suprématie raciale blanche²³. Reagan fit campagne en dénonçant l'« injustice » que représentaient selon lui les programmes d'*affirmative action* pour les hommes blancs et en appelant à une lutte sans merci contre la criminalité, deux messages visant implicitement les Noirs. Les décisions qu'il prit une fois élu confortèrent ces derniers dans cette interprétation. Le nouveau président ne nomma qu'un seul Africain-Américain à son cabinet, Samuel Pierce Jr, à la tête du ministère du Logement et du Développement urbain (HUD), et il refusa initialement de rencontrer les membres du Congressional Black Caucus.

En politique étrangère, la crise des otages américains en Iran au lendemain de la Révolution islamique, qui contribua à la défaite cinglante de Carter en novembre 1980, servit de tremplin à Reagan pour lancer sa politique de renforcement de l'arsenal militaire du pays, malgré son coût astronomique. Décidé à restaurer la grandeur des États-Unis dans le monde en mettant en scène la rivalité avec une Union soviétique en crise, le président rejeta l'orientation humaniste revendiquée par Carter et soutint sans la moindre réserve le régime

d'apartheid sud-africain. Dès les premiers mois de son mandat, il autorisa l'ouverture de nouveaux consulats sud-africains sur le territoire américain. Considérant que la région était particulièrement stratégique, le nouveau président inaugura ce qu'il appela une politique d'« engagement constructif » avec Pretoria : il assouplit les restrictions économiques à l'exportation qui visaient depuis 1963 l'Afrique du Sud et déclara publiquement que ce pays était un ami et allié fiable des États-Unis. Autant d'initiatives qui ne pouvaient que révolter les Africains-Américains, particulièrement sensibles au sort des Noirs sud-africains.

En matière de politique intérieure, les nouvelles n'étaient pas meilleures. Reagan ayant fait campagne, entre autres, sur la dénonciation des politiques d'*affirmative action*, il nomma à des postes de juges fédéraux des conservateurs, même s'il ne prit lui-même aucun décret présidentiel en la matière. Dans le même temps, dans son effort pour sortir l'économie américaine de la stagnation, Reagan lança un assaut contre l'État-providence. Fondée sur une foi absolue dans les vertus d'un libre marché, sa politique économique ultralibérale mit l'accent sur la déréglementation, la baisse des impôts fédéraux et le renforcement des incitations au travail. Afin de créer un climat favorable aux entreprises, la charge de la politique économique et fiscale reaganienne fut placée sur les épaules des plus pauvres, dont un grand nombre d'Africains-Américains. Immédiatement après son arrivée à la Maison-Blanche, Reagan prit une série de mesures pour réduire ou supprimer les programmes sociaux destinés aux personnes défavorisées. Son administration procéda ainsi à des coupes drastiques dans les budgets des programmes d'assistance médicale Medicaid et Medicare, de coupons alimentaires et de nutrition infantile. À son initiative, le Congrès abrogea la loi sur l'emploi et la formation (*Comprehensive Employment and Training Act*) qui favorisait le retour à l'emploi des chômeurs et la remplaça par un autre système bien moins favorable aux minorités raciales et aux femmes. Le gouvernement durcit aussi considérablement les critères d'éligibilité aux allocations familiales et réduisit le budget fédéral alloué au logement social, entraînant la destruction annuelle d'un millier de logements et l'interdiction de l'usage de 70 000 autres²⁴. Enfin, l'administration Reagan supprima les programmes d'aides technique et financière directes aux quartiers urbains défavorisés.

La mise en œuvre de cette politique se traduisit par une

détérioration catastrophique des conditions de vie des habitants des ghettos. Un an après l'entrée de Reagan à la Maison-Blanche, la part des Africains-Américains dans l'ensemble des familles vivant sous le seuil de pauvreté était passée de 32,4 % à 34,2 % et le revenu médian des familles noires avait chuté de 5,2 %. « En l'espace d'une année, la majeure partie des progrès réalisés contre la pauvreté dans les années 1960 et 1970 a été effacée », releva le *New York Times*²⁵. En 1982, plus de 30 % de la main-d'œuvre noire totale avaient été sans emploi à un moment ou à un autre au cours de l'année.

L'une des traductions les plus visibles de cette détérioration fut l'émergence d'une vaste population de sans-abri²⁶. Moins visible, mais encore plus redoutable pour l'avenir de la population noire défavorisée, la dégradation de la santé publique des Noirs les plus pauvres était une autre conséquence de la réduction des politiques sociales dans les années 1980. Faute de fonds suffisants, des centaines d'hôpitaux de proximité fermèrent, aggravant un accès aux soins déjà fortement inégalitaire. De plus, alors que le budget des programmes Medicaid et Medicare était amputé, l'augmentation du chômage dans les ghettos et la forte précarisation de l'emploi privèrent d'assurance médicale des millions d'Africains-Américains dans un système où l'assurance maladie reposait sur les cotisations des employeurs. En conséquence de cet accès réduit aux soins, les Noirs non seulement souffraient de maladies, telles que le diabète, le cancer ou la cécité évitable, à un taux nettement supérieur aux Blancs, mais ils en mouraient aussi plus fréquemment.

À la prévalence de ces maladies vint s'ajouter à la fin de la décennie une nouvelle cause de surmortalité chez les Africains-Américains : le SIDA. Là encore, les Noirs américains avaient une plus forte probabilité de devenir séropositifs que les Blancs puisque le virus touchait particulièrement les usagers de drogues. La réduction des programmes de prévention de la toxicomanie au profit de la campagne répressive de la « guerre contre la drogue » et la rareté des campagnes d'information sur le virus et ses modes de transmission contribuèrent à la diffusion rapide du VIH dans les ghettos noirs. L'inégalité entre Noirs et Blancs ne s'arrêtait pas là : une fois contaminés, les malades du SIDA africains-américains pauvres vivaient deux fois moins longtemps que les malades blancs du fait d'une prise en charge médicale plus tardive et d'un manque d'accès aux dernières thérapies. En 1990, 27 % de tous les malades du SIDA étaient africains-

américains et plus de la moitié des femmes séropositives étaient noires. Les Noirs payaient un lourd tribut pour ces inégalités : en 1987, l'espérance de vie des hommes noirs était de soixante-cinq ans, sept ans de moins que les hommes blancs et treize ans de moins que les femmes blanches. La même année, la mortalité infantile s'élevait à 17,9 décès pour 100 000 naissances, plus de deux fois le taux de la population blanche²⁷.

Les politiques menées par l'administration Reagan avaient beau être *colorblind* sur le papier, dans la pratique elles ciblaient particulièrement les Noirs américains des ghettos. Selon la logique du libre marché et de la concurrence, érigée en modèle de société, les personnes pauvres étaient celles qui n'avaient pas su, ou pas voulu, s'élever socialement. Pour justifier leur attaque contre les programmes sociaux, les conservateurs reprirent l'argument de l'existence d'une « culture de la pauvreté », ancrée dans la dépendance envers les programmes d'aide sociale, qui tuait l'initiative et l'autonomie et qui se perpétuait de génération en génération malgré l'intervention gouvernementale²⁸. Selon la même logique, cette culture de la pauvreté s'accompagnait de forts taux de criminalité et de chômage, ainsi que de la multiplication des grossesses adolescentes et des foyers monoparentaux dirigés par des femmes. Selon Ronald Reagan, pour qui le gouvernement n'était pas la « solution » mais le « problème », la suppression des programmes d'aide sociale devait permettre de restaurer l'éthique du travail et de sortir les pauvres de cette culture de la dépendance²⁹.

La politique reaganienne s'accompagna d'une stigmatisation accrue des bénéficiaires de l'aide sociale aux relents racistes prononcés mais indirects. Depuis les victoires du mouvement des droits civiques et du *Black Power* pour faire reconnaître l'égalité des Africains-Américains, aucun homme politique n'osait tenir des propos clairement racistes. Reagan fit donc campagne en 1980 et en 1984 sur des thèmes délibérément contraires aux intérêts des Noirs, mais sans utiliser de rhétorique ouvertement raciste. Pour faire passer son message, il utilisa des figures symboliques, dont la plus célèbre est sans aucun doute la « *welfare queen* » (littéralement, la « reine de l'aide sociale ») roulant en Cadillac grâce à ses allocations familiales. Parallèlement, les agences chargées de garantir le respect des droits civiques arrêtaient de poursuivre les violations qui leur étaient signalées. En 1983, Reagan renvoya les trois derniers membres progressistes de la

Commission américaine sur les droits civiques (United States Commission on Civil Rights)³⁰. Conséquence de toutes ces actions, sous sa présidence, le gouvernement fédéral, qui était devenu un allié de la cause des Noirs depuis le milieu du xx^e siècle, commença à être perçu comme un ennemi par de nombreux Africains-Américains.

La situation de la majorité des Noirs américains continua de se dégrader au cours des deux mandats de Reagan, malgré l'amélioration générale de l'économie à partir de 1983. Cette année-là, le chômage des jeunes Noirs était encore supérieur à 50 % (si l'on prend en compte les travailleurs à temps partiel non choisi et ceux ayant renoncé à chercher un emploi)³¹. En 1985, la National Urban League déplora le fait que les Africains-Américains, pris globalement, ne profitaient pas de l'embellie économique. Les revenus annuels des familles noires restaient limités à 57 % de ceux des familles blanches. Mais les inégalités étaient surtout flagrantes en termes de patrimoine : en 1986, les actifs nets des familles africaines-américaines s'élevaient à seulement 3 397 dollars, tandis que ceux des familles blanches dépassaient les 39 000 dollars, soit une différence de près de 1 200 %³².

Certes la classe moyenne noire continua de se développer. Mais cette expansion était surtout due à trois facteurs – l'effet des programmes d'*affirmative action*, l'expansion de l'emploi dans le secteur public et l'accroissement du niveau d'études des Noirs – qui firent l'objet d'attaques pendant les années 1980, fragilisant l'appartenance de nombreux Noirs à la classe moyenne. Outre sa dépendance envers des emplois publics de plus en plus remis en cause, la classe moyenne noire était aussi cantonnée, dans sa grande majorité, dans des emplois de niveaux de responsabilité et de salaire inférieurs à ceux de la classe moyenne blanche. Elle était donc souvent contrainte de combiner les revenus de deux personnes dans le foyer pour maintenir ce statut. Cette précarité plus forte et ce plafond de verre réduisaient les possibilités de transmettre un patrimoine aux générations suivantes³³. L'emménagement en banlieue, synonyme de l'accès à la classe moyenne, était tout aussi problématique. La proportion de Noirs de la classe moyenne décidant de s'installer en banlieue continua de s'accroître mais la discrimination informelle pratiquée par les agences immobilières, les banques et les organismes de crédit forçait souvent ces familles à élire domicile dans des banlieues ségréguées à proximité des ghettos³⁴.

Malgré ces limites, le développement de cette classe moyenne noire était acclamé par les dirigeants de la communauté africaine-américaine. Dans chacun de ses rapports annuels sur *L'État de l'Amérique noire*, la National Urban League soulignait les progrès de la classe moyenne noire en montrant la réduction des écarts sociaux avec les Blancs³⁵. Mais cette (auto)célébration occultait dans le même temps la situation désespérée dans laquelle se trouvaient une forte proportion d'Africains-Américains. Les écarts grandissants entre une classe moyenne noire en expansion et des classes populaires de plus en plus pauvres confortaient les discours conservateurs sur la « culture de la pauvreté » et la « pathologie du ghetto ». Au même moment, la présence d'un nombre jusqu'alors inégalé de vedettes noires dans les domaines du sport, de la télévision, du cinéma ou de la musique donnait l'illusion qu'il n'y avait plus d'obstacles à l'intégration des Noirs dans la société *mainstream*. La popularité de Michael Jackson, Whoopi Goldberg, Eddie Murphy, Bill Cosby, Oprah Winfrey, Gary Coleman, Jimmy Walker, Diana Ross, Stevie Wonder, Prince ou encore du sprinteur Carl Lewis, du joueur de base-ball Ozzie Smith et des basketteurs Kareem Abdul-Jabbar, Magic Johnson et Michael Jordan permettait aux Blancs d'affirmer que l'Amérique était devenue *colorblind* et que la couleur de la peau n'était plus un obstacle au succès. Mais l'adulation de ces quelques stars ne changeait rien à la situation concrète de la jeunesse des ghettos. Bien que certains aient pu poursuivre leurs études grâce à des bourses sportives, qui permettaient dans certains cas d'accéder à des universités, l'immense majorité des jeunes Noirs devaient se satisfaire de leur sort et se contenter de rêver de devenir, un jour, le nouveau Michael Jordan.

L'« *underclass* », nouvelle image du ghetto

La situation était tellement sombre dans les ghettos des grandes villes qu'à partir des années 1980 les sociologues se mirent à utiliser le terme d'« *underclass* » (« sous-prolétariat ») pour désigner les populations marginalisées, sans perspective de sortie de la pauvreté³⁶. Le terme fut plus tard critiqué pour ses connotations négatives et largement abandonné. Des quartiers comme le South Side de Chicago, South Central à Los Angeles, East Oakland ou le South Bronx, comparé par Reagan à Londres après les bombardements de la Seconde Guerre mondiale, étaient devenus de véritables friches urbaines d'une

pauvreté sidérante.

Les perspectives économiques étaient en effet des plus limitées. La disparition continue des emplois industriels, marqués par un taux de syndicalisation relativement élevé, et leur remplacement par des emplois de service mal rémunérés, n'offrant aucune perspective d'ascension sociale et privant les travailleurs de protection sociale, tels que ceux proposés par les fast-foods, rendaient quasiment impossible la sortie de la pauvreté. Alors que, en 1970, 70 % de tous les hommes noirs vivant dans une région métropolitaine occupaient un emploi manufacturier, en 1987 la proportion de l'emploi industriel chez les hommes africains-américains était tombée à 28 %. À cette évolution s'ajoutait une autre difficulté : la majeure partie des nouveaux emplois étant localisés à la périphérie des villes, les travailleurs des ghettos avaient des difficultés à se faire embaucher, dans la mesure où, à cette même date, seuls 18 % des habitants des ghettos avaient accès à une voiture et où les systèmes de transports publics restaient peu fiables et rudimentaires³⁷.

Dans ces conditions, une économie informelle se développa. Des services de coiffure, garde d'enfants, collecte de bouteilles et canettes pour les recycler contre quelques dollars, la vente à la sauvette de plats cuisinés ou la réparation de voitures permirent à des millions de personnes d'assurer leur survie quotidienne. Le commerce de stupéfiants devint une voie d'élévation économique populaire chez les jeunes Noirs des ghettos. La présence de bandes traînant devant les portes d'entrée d'immeubles délabrés dans des cités largement abandonnées et partageant un même « code de la rue » favorisa l'émergence de nouveaux stéréotypes centrés sur une culture de la masculinité et reposant sur la violence (port d'armes, d'habits et de bijoux clinquants)³⁸.

Cette image, propagée par les médias et un certain nombre de chercheurs, ne résumait toutefois pas l'expérience de tous les Africains-Américains vivant dans les ghettos. L'insistance portée sur la figure du jeune homme noir occulte tout d'abord l'importante féminisation de la pauvreté. En 1980, un tiers des ménages africains-américains, dont 70 % étaient dirigés par des femmes, vivaient en dessous du seuil national de pauvreté (contre environ 10 % des familles blanches). La moitié des enfants noirs vivaient dans des foyers sans père, 55 % d'entre eux – dont une forte proportion avaient des parents adolescents – étaient nés hors mariage. Les mères africaines-

américaines célibataires possédaient seulement l'équivalent de 40 % des richesses des mères noires mariées³⁹. D'autre part, l'« hyperghetto » (pour reprendre l'expression du sociologue Loïc Wacquant), caractérisé par sa marginalisation sociale et son tissu urbain délabré typique du West Side et du South Side de Chicago, ne correspond pas à la vie à Harlem, par exemple, où les rues étaient bondées et encore porteuses d'un certain dynamisme social et culturel⁴⁰. Cette diversité des ghettos et des expériences vécues rendait extrêmement difficile de trouver une solution durable à l'existence de l'« *underclass* » noire, même chez les personnes, chercheurs et responsables de politiques publiques, qui avaient à cœur l'amélioration des conditions de vie dans les ghettos africains-américains. Mais telle n'était pas la préoccupation de Reagan pendant ses deux mandats à la Maison-Blanche. Bien au contraire.

La « guerre contre la drogue » et l'incarcération massive

Reagan et son administration abordèrent la situation de l'« *underclass* » du point de vue du contrôle social et de la lutte contre la criminalité. Ciblant les jeunes Africains-Américains, le président intensifia comme aucun de ses prédécesseurs la « guerre contre la drogue ». Tranchant avec les politiques antérieures privilégiant la prévention, l'éducation et le traitement de la toxicomanie, la guerre contre la drogue dans sa version reaganienne lancée en 1982 était une offensive contre le crime. Passant outre le problème constitutionnel qui faisait de la lutte contre la criminalité une prérogative des États fédérés et des municipalités, Reagan annonça que le FBI allait recentrer son action sur la lutte contre la délinquance de rue et l'application des lois sur les drogues. Entre 1980 et 1984, le budget antidrogues du FBI passa ainsi de 8 millions à 95 millions de dollars, tandis que celui du ministère de la Défense alloué à cet objectif augmentait de 33 millions de dollars en 1981 à 1 042 millions en 1991⁴¹.

Pour populariser sa guerre, Reagan initia une grande campagne médiatique contre l'« épidémie » de toxicomanie qui frappait les ghettos noirs alors même que le problème du crack ne commença à vraiment ravager Los Angeles et New York qu'un peu après, à partir de 1985-1986. Les magazines, journaux et chaînes de télévision

rivalisèrent de reportages à sensation sur la violence des « *gangbangers* » responsables du trafic, la vie sordide dans les « *crack houses* », les femmes se prostituant pour payer leur dose quotidienne et les « bébés du crack ». En août 1986, *Time Magazine* n'hésita pas à faire du crack le « problème de l'année ». Ce décalage temporel entre le début de la campagne médiatique et la réalité de la consommation sur le terrain, combiné aux actions de la CIA pour contrôler le trafic international de stupéfiants, donna naissance à des théories du complot chez de nombreux Africains-Américains du ghetto qui perdurent jusqu'à aujourd'hui. Pour beaucoup, l'introduction du crack dans les ghettos traduisait la volonté du gouvernement américain de décimer la population noire défavorisée. Particulièrement en vogue chez les jeunes Noirs, cette théorie avait aussi cours dans des cercles qui se voulaient respectables, puisqu'on retrouva le concept de « génocide » jusque dans la bouche du pasteur Cecil Williams de l'église Glide Memorial dans le quartier noir du Tenderloin à San Francisco et dans le rapport annuel 1990 sur *L'État de l'Amérique noire* de la National Urban League⁴².

De fait, l'extension du trafic de crack dans les ghettos noirs dans la seconde moitié des années 1980 fit d'immenses ravages. La forte dépendance de cette drogue bon marché et extrêmement addictive entraîna une violence endémique. Les gangs de jeunes s'emparèrent de ce trafic lucratif et n'hésitèrent pas à user de leurs armes pour défendre leur territoire contre toute tentative de contrôle par un gang adverse ou à recruter des adolescents et des enfants pour vendre la drogue dans les écoles ou au pied des immeubles. Les drogués en manque étaient souvent violents et prêts à tout pour obtenir leur dose. Le nombre de vols, cambriolages et meurtres s'accrut à une vitesse vertigineuse dans les quartiers pauvres à partir de cette période, accroissant le sentiment d'insécurité. En 1960, le taux d'homicide pour les hommes noirs était de 37 pour 100 000 habitants ; en 1988, il atteignait déjà 165 pour 100 000⁴³. Les femmes africaines-américaines ne furent pas épargnées. Par rapport aux femmes blanches pour qui la probabilité de mourir par homicide était de 1 sur 606, la proportion pour les Africaines-Américaines était de 1 sur 124 ; pour les hommes, elle s'élevait à 1 sur 29⁴⁴.

Influencée par la médiatisation du problème du crack, l'opinion publique exigea une réaction forte des autorités. La guerre contre la drogue s'intensifia. Les ghettos noirs firent l'objet de descentes de

police régulières. Alors même qu'une minorité de jeunes étaient impliqués dans des activités criminelles en lien avec le trafic de drogue, l'ensemble des jeunes hommes noirs devinrent la cible des soupçons de la police et des médias. Les contrôles au faciès et autres abus policiers se multiplièrent. De nombreux habitants des ghettos étaient, pour leur part, partagés entre leur désir de voir la police libérer leurs quartiers du fléau de la violence et de la drogue, et leur indignation face aux comportements discriminatoires de celle-ci. Quelques incidents où des policiers firent un usage excessif de la force suscitèrent des protestations dans la population africaine-américaine. Sans effet. L'opinion publique était très majoritairement acquise à la cause de la répression.

En 1986, l'*Anti-Drug Abuse Act* alloua 2 milliards de dollars supplémentaires à cette lutte, autorisa la peine de mort pour certains crimes liés à la drogue, ainsi que l'admission dans les procès de certaines preuves obtenues par des moyens illégaux. Surtout, elle établit des peines plancher pour la vente de drogues, beaucoup plus sévères pour le crack que pour la cocaïne, la drogue privilégiée par les Blancs de la classe moyenne. En vertu de cette nouvelle loi, la vente de 5 grammes de crack était punie de cinq années d'emprisonnement, alors qu'il fallait être arrêté en possession de 500 grammes de cocaïne avec intention de vente pour écoper de la même peine. Deux ans plus tard, la loi fut durcie par de nouvelles dispositions requérant une peine plancher automatique de cinq ans pour la simple possession de 5 grammes de crack. Jusqu'en 1988, la possession de drogue, quelles qu'en fussent la quantité et la nature, n'avait jamais entraîné de peine supérieure à un an d'emprisonnement. La loi de 1988 ajouta également de nouvelles « peines civiles » à l'arsenal pénal : tout locataire de logement social autorisant une activité liée à la drogue à l'intérieur ou à proximité de son logement pouvait désormais se faire expulser et radier de plusieurs droits fédéraux, comme celui d'avoir accès à un prêt étudiant.

Ce durcissement législatif contribua à l'incarcération massive de centaines de milliers de consommateurs de crack. En quelques années, la population carcérale explosa. En 1989, 609 690 hommes africains-américains de 20 à 29 ans étaient incarcérés ou en libération conditionnelle, soit 1 jeune Noir sur 4. À titre de comparaison, la proportion pour les Hispaniques et les Blancs était respectivement de 1 sur 10 et 1 sur 16. Les femmes noires étaient elles aussi

surreprésentées dans la population carcérale. Les condamnés pour des faits liés à la drogue encouraient des peines très dures : des années d'incarcération et, parfois, la peine de mort.

La médiatisation du « délinquant noir » impliqué, à un titre ou à un autre, dans le trafic de drogue était telle que la quasi-totalité de la classe politique soutint la campagne répressive. La loi de 1988 fut adoptée à la Chambre des représentants par une majorité écrasante de 346 voix contre 11. Parmi les opposants à la loi, 6 appartenaient au Congressional Black Caucus. Mais la majorité des 23 membres du CBC avaient voté pour. Or le conservatisme de la Cour suprême empêchait tout recours. En 1986, lorsque Warren Burger prit sa retraite, Reagan éleva le très conservateur William Rehnquist à la fonction de président de la Cour suprême (*Chief Justice*) et choisit Antonin Scalia pour remplacer ce dernier en tant que simple membre de la plus haute instance judiciaire. Sans surprise, la Cour suprême autorisa cette même année le dessaisissement des membres des jurys populaires ouvertement opposés à la peine de mort, une décision qui garantit le recours fréquent à la peine capitale dans les affaires d'homicides liés à la drogue⁴⁵. En 1987, par l'arrêt *McCleskey v. Kemp*, les neuf juges de la Cour suprême déclarèrent que le préjugé racial dans l'administration des peines, même démontré de manière statistique, ne pouvait suffire à obtenir un nouveau procès en l'absence de preuves claires d'une intention discriminatoire consciente⁴⁶. Les Noirs pouvaient désormais être condamnés bien plus sévèrement et bien plus fréquemment que les Blancs et les autres minorités, sans espoir de recours.

L'incarcération massive des Noirs américains résultant de la guerre contre la drogue renforça durablement la marginalisation des quartiers noirs pauvres à la fois en dégradant davantage leur image et en déstructurant un peu plus leur tissu social. Surreprésentés dans la population carcérale et premières victimes des homicides, les jeunes hommes étaient proportionnellement moins présents dans les ghettos, ce qui eut pour effet d'accroître le déséquilibre des sexes dans ces quartiers, rendant la fondation d'une famille ou la vie de couple plus difficiles. Pour les familles, l'incarcération d'un de leurs membres avait par ailleurs un coût économique et social élevé. Des milliers d'enfants de familles monoparentales se retrouvèrent placés en foyers. La sortie de prison ne signifiait pas pour autant la réintégration dans la société. Non seulement l'administration Reagan avait

considérablement réduit les budgets des programmes de réinsertion mais les anciens condamnés perdaient aussi le droit de percevoir toute aide sociale fédérale (et très souvent aussi locale), notamment en matière de formation professionnelle, de logement social ou d'étude. Compte tenu de l'image très négative qu'avait d'eux l'opinion publique, ils rencontraient d'immenses difficultés à (re)trouver un emploi, d'autant que beaucoup avaient arrêté très tôt leur scolarité. Le cercle vicieux pauvreté-drogue-prison-pauvreté devint presque impossible à briser. Dans dix États, toute condamnation pour un crime entraînait en outre la perte définitive du droit de vote. En conséquence, à la fin des années 1980, des centaines de milliers d'Africains-Américains avaient été privés de leurs droits politiques.

Lutter contre vents et marées

Malgré les difficultés, les habitants des ghettos refusèrent de baisser les bras. Certes, l'individualisme ambiant freinait les mobilisations de masse, mais l'activisme local perdura. Dans d'innombrables quartiers, à travers le pays, des hommes et des femmes continuaient de se battre contre vents et marées pour défendre leur dignité et leurs droits. De nombreuses femmes africaines-américaines, en particulier, se mobilisèrent, seules ou aux côtés de militants hommes, pour améliorer le quotidien dans leurs quartiers et défendre leur droit à ce qu'il restait des programmes sociaux. Outre les préoccupations traditionnelles (emploi, pauvreté, éducation, etc.), cette mobilisation intégrait les enjeux de l'époque : SIDA, drogue, prison mais également l'environnement. Ces actions traduisaient l'esprit de résistance des femmes noires défavorisées mais le désintérêt des médias nationaux témoignait des difficultés de ces activistes à se faire entendre dans un paysage militant largement affaibli dans les années 1980.

« Durant la majeure partie de l'histoire des Noirs américains, le gouvernement a été notre ennemi, pas notre allié », déclara en 1986 l'avocate noire Marian Wright Edelman. La communauté noire avait l'habitude de ne compter que sur elle-même et possédait les ressources pour avancer. Edelman appela à un renouvellement du leadership noir en prônant un retour à la tradition conservatrice du « *self-help* »⁴⁷. Les Églises noires répondirent à son appel, de même que la Nation of Islam. À Detroit, par exemple, la 12th Street Missionary Baptist Church lança une vaste campagne pour racheter à bas prix des milliers de

maisons abandonnées et squattées par des drogués. Les maisons étaient ensuite rénovées et revendues à des habitants du quartier qui, en guise d'apport initial, pouvaient se contenter de travailler pour l'Église. En quelques mois, le programme, lancé pour se débarrasser des trafiquants de drogues, permit de redonner de la vie à ces rues abandonnées des pouvoirs publics tout en apportant une solution aux problèmes de logement des bénéficiaires⁴⁸. D'autres programmes mis en œuvre par des Églises baptistes, méthodistes, pentecôtistes ou catholiques visaient à se servir du sport et du soutien scolaire comme moyens de détourner les jeunes des ghettos des gangs de rue. Seule une infime minorité d'Églises choisirent en revanche d'agir en prison. La Nation of Islam n'avait pas de telles réticences. Ses fidèles étaient au contraire particulièrement présents en milieu carcéral et dans les rues des ghettos, ce qui explique en partie la popularité de la NOI auprès des jeunes hommes noirs⁴⁹. Ceux-ci étaient également séduits par l'aura de certains convertis, de Malcolm X à Mohamed Ali en passant par Kareem Adbul Jabbar.

Cette concurrence de la Nation of Islam, la sécularisation croissante des jeunes Noirs et le départ de nombreux fidèles préférant désormais être affiliés à une Église blanche provoquèrent une crise des Églises noires. Ces dernières tentèrent de rétablir leur image en développant leurs programmes sociaux qui leur permettaient d'assurer leur propre avenir en attirant une nouvelle génération de fidèles et d'aider les habitants à se mobiliser eux-mêmes. Elles rencontrèrent un certain succès, leur activisme traditionnel mâtiné de l'idéologie moraliste du *self-help* et de l'élévation de soi correspondant à la vision pessimiste que de nombreux habitants avaient du contexte politique.

Il faut dire que, pendant les deux mandats de Ronald Reagan, la communauté noire manquait singulièrement d'alliés extérieurs et souffrait de divisions internes fortes (de classe, de genre et d'âge). Le mouvement ouvrier, ébranlé par le camouflet essuyé à Atlanta en 1977 et la poursuite de la désindustrialisation, vit sa capacité d'action encore réduite lorsque Reagan ordonna le licenciement massif de 11 000 contrôleurs aériens qui s'étaient mis en grève en 1981. Dans ce contexte, les syndicats qui s'étaient longtemps montrés réticents à accepter l'adhésion de membres noirs, n'hésitèrent pas à se tourner vers eux pour renforcer leurs effectifs. Les Africains-Américains passèrent du statut de travailleurs indésirables à celui de piliers d'un mouvement ouvrier sur la défensive⁵⁰. La montée du chômage, la

précarisation de l'emploi et la désindustrialisation, qui poussait d'ailleurs de nombreux travailleurs noirs à quitter le Nord-Est pour un Sud historiquement très hostile aux syndicats, ne leur facilitaient pas la tâche. L'heure n'était plus aux discours radicaux ni aux professions de foi révolutionnaires.

Parallèlement, le mouvement radical noir tomba sous l'assaut des autorités. En 1980, le Black Panther Party n'avait plus qu'une trentaine de membres. Sous la direction d'Elaine Brown de 1974 à 1977, il avait connu une sorte de renaissance, mais avait renoncé à son radicalisme au profit d'un militantisme mêlant politique électorale et action de terrain. Le BPP ne s'était pas relevé de la répression politique qu'il avait subie sous l'administration Nixon. Le retour de Huey Newton de son exil à Cuba en 1977 pour reprendre la tête du parti n'avait pas non plus permis de relancer le mouvement. En 1982, l'école financée par le BPP et le dernier bureau de l'organisation fermèrent leurs portes⁵¹.

Les autres petits groupes nationalistes noirs suivirent une trajectoire similaire, victimes d'une forte répression policière. En 1982, le militant nationaliste noir et journaliste Mumia Abu-Jamal fut condamné à mort pour le meurtre d'un policier blanc à Philadelphie, qu'il continue de nier à ce jour. Symbole de la fin d'une ère, le maire africain-américain de Philadelphie W. Wilson Goode ordonna en 1985 l'assaut de la maison occupée par le groupe radical noir MOVE. Fondé en 1972 par le militant du *Black Power* John Africa (de son vrai nom Vincent Leaphart), MOVE était un groupe de libération des Noirs, vivant en communauté, prêchant la révolution et prônant un retour à la nature. Comme Leaphart, les membres de MOVE avaient changé de nom pour adopter Africa, en hommage à la terre des origines. Connu localement pour ses dénonciations virulentes du racisme et de l'oppression des Noirs par les autorités ainsi que pour sa défense des droits des animaux, le groupe avait déjà subi une attaque de la police en 1978 qui s'était soldée par la condamnation de neuf de ses membres. En 1985, un degré de plus fut franchi. La police largua une bombe sur le domicile des membres du MOVE, tuant onze personnes dont cinq enfants, en blessant des dizaines d'autres et détruisant une soixantaine de maisons voisines. Aucune poursuite n'eut jamais lieu contre les autorités pour cette action⁵².

Le déclin des organisations de femmes noires

Les organisations de femmes noires avaient elles aussi souffert. Depuis 1975, la National Welfare Rights Organization et la National Black Feminist Organization avaient cessé d'exister. Le Combahee River Collective s'était, quant à lui, dissous en 1980. Mais, cette même année, la publication par Michele Wallace de *Black Macho and the Myth of the Superwoman* contribua à rouvrir le débat sur le sexisme dans le mouvement noir en expliquant que l'oppression sexiste empêchait les hommes noirs d'atteindre la vraie libération et le pouvoir. La boîte de Pandore était ouverte. Des dizaines d'intellectuelles noires, comme Angela Davis ou Audre Lorde, alimentèrent la discussion en analysant les différents aspects de l'intersectionnalité. Ces débats étaient particulièrement vifs dans les universités américaines où un nombre croissant de femmes africaines-américaines avaient réussi à obtenir un poste de professeur, souvent grâce aux programmes d'*affirmative action*. Les départements d'études de genre et d'études noires devinrent le centre intellectuel d'un réseau de femmes noires influentes, comprenant également des écrivaines, des avocates, des journalistes, des femmes politiques et des travailleuses sociales, à l'avant-garde du combat pour rendre la démocratie américaine plus inclusive. Par leur action en faveur de réformes politiques et sociales, ces femmes redéfinissaient le sens donné à la liberté des Noirs. Il était désormais impossible de faire abstraction de ce que pensaient les Africaines-Américaines et d'ignorer les problèmes des relations hommes-femmes au sein du mouvement noir, ou de ce qu'il en restait.

Mais très peu d'organisations de femmes noires existaient encore en tant que telles. Parmi les organisations que la vague conservatrice des années 1980 n'avait pas englouties restaient la National Association of Colored Women (NACW) et le National Council of Negro Women (NCNW). La première n'était plus que l'ombre de ce qu'elle avait été dans la première moitié du ^{xx}e siècle : incapable d'attirer un nouveau vivier de jeunes, la NACW limita son action à la distribution de bourses, au parrainage de programmes de formation pour adultes et à la fourniture d'une assistance aux personnes âgées⁵³.

Le NCNW était plus dynamique. Il s'illustra dans les années 1980 par une série d'actions locales, notamment la mise en place d'un programme de soutien à la première acquisition de biens immobiliers,

une initiative de formation informatique destinée à des mères isolées et un projet de conseil aux jeunes délinquantes, baptisé « Sisters United ». Il s'associa également à la National Medical Association pour différentes initiatives locales. Cette floraison d'activités, à un moment où les difficultés s'accumulaient pour les Africains-Américains, était la bienvenue. Mais son succès atteste aussi la popularité de son approche traditionnelle de l'« élévation de la race » plutôt qu'une approche centrée sur les problèmes spécifiques des femmes. De fait, les membres du NCNW très largement issus de la classe moyenne continuaient de défendre une vision traditionnelle des questions de sexualité et de morale⁵⁴. Les Noirs américains voulaient bien des dirigeants femmes, mais seulement si elles ne revendiquaient pas un féminisme trop radical et donnaient par conséquent la primauté aux questions raciales sur les questions de genre. Contrairement aux leaders féminins de la NWRO et de la NBFO, qui portaient leurs revendications en tant que bénéficiaires de l'aide sociale ou en tant que lesbiennes, les dirigeantes du NCNW défendaient une vision patriarcale de la société, la monogamie et l'hétérosexualité. Dans l'Amérique de Reagan, la majorité de la population américaine avait effectué un virage conservateur, et cette évolution ne se limitait pas aux Blancs.

L'accent mis par le NCNW sur la respectabilité de la population noire, y compris celle qui vivait dans les ghettos, dont l'organisation tentait de séparer le bon grain de l'ivraie, et sa faible audience à l'échelle nationale témoignent des difficultés des organisations noires traditionnelles à se faire entendre face à la fois aux attaques extérieures et aux attaques intérieures. Dans une société de plus en plus inégalitaire, les organisations des droits civiques semblaient avoir perdu leur pertinence : pour l'élite et la classe moyenne noires de plus en plus intégrées à la société *mainstream*, le combat pour l'égalité paraissait dépassé. Et, pour ceux qui luttaient pour leur survie, l'incapacité des organisations noires traditionnelles à transformer profondément les conditions de vie des ghettos remettait en question leur utilité⁵⁵. À la fin des années 1980, la NAACP ne comptait plus que 100 000 membres (contre encore 400 000 en 1983)⁵⁶. Mis à part certains étudiants, les jeunes Noirs ne se reconnaissaient pas dans la NAACP, l'Urban League ou le National Council of Negro Women. Ils s'identifiaient bien davantage aux nouvelles stars de la scène musicale américaine en plein essor dans les ghettos depuis le milieu des années 1970 : les artistes hip-hop.

Hip-hop : l'arme à double tranchant

Tandis que les militants noirs poursuivaient leur action dans les quartiers, une proportion importante de la jeunesse des ghettos embrassait en effet la nouvelle culture du hip-hop qui était apparue au milieu des années 1970 dans le South Bronx⁵⁷. Moyen d'exprimer sa résistance à l'ordre conservateur ambiant qui n'était pas sans rappeler la sous-culture des zazous noirs pendant la Seconde Guerre mondiale, le hip-hop mêlait dans un même art de la rue des formes d'expression musicales (rap, ragga, disc-jockeys...), corporelles (break-dance et smurf...) et graphiques (tags et graffitis...). Ce cocktail donna naissance à une nouvelle culture urbaine valorisant la vie des jeunes Noirs des ghettos, de New York à Los Angeles⁵⁸. L'un des premiers succès du hip-hop, la chanson *The Message* de Grandmaster Flash, dont les paroles évoquent le « verre cassé partout dans la rue », l'impossibilité de quitter le ghetto faute d'argent et la citoyenneté de seconde classe des Noirs de ces quartiers, donna le ton. Les chansons de rap au cœur de la culture hip-hop évoquaient des phénomènes parlants pour tous les jeunes des ghettos : répression policière et incarcération. Des groupes de rap progressistes comme Public Enemy, KRS One et A Tribe Called Quest appelaient à la fin de la violence inter-Noirs, encourageaient l'inscription sur les listes électorales, dénonçaient les coupes budgétaires dans les écoles publiques et parlaient du SIDA. Très vite, les membres de Public Enemy, Niggaz Wit Attitudes (NWA), Run-DMC, Beastie Boys et le Sugarhill Gang devinrent de véritables vedettes dont le succès dépassait les limites des quartiers noirs pour séduire plus généralement les jeunes Américains, y compris ceux de la classe moyenne blanche. Dans les ghettos, ils étaient adulés comme de nouveaux Messies.

La signification politique de l'émergence du hip-hop dans l'Amérique conservatrice de Reagan était claire. Reprenant le flambeau des nationalistes noirs comme Malcolm X, dont des citations étaient volontiers intégrées aux paroles des chansons, les artistes de rap, nés après la génération des droits civiques et du *Black Power*, exprimaient la même colère que le leader noir assassiné. Rejetant l'héritage de la phase de désobéissance civile pacifiste du mouvement noir, les jeunes des ghettos dont la culture urbaine glorifiait l'usage des armes se sentaient proches des appels à l'autodéfense armée de

Malcolm X. Sa jeunesse délinquante, ses problèmes avec l'école et son incarcération étaient autant d'éléments qui rapprochaient le nationaliste noir du vécu des jeunes des ghettos. De plus, son nationalisme fier et son refus de tout compromis avec le « système » dominé par les Blancs en faisaient un héros de la résistance noire correspondant aux idéaux de virilité musclée partagés par les jeunes des ghettos. Le titre *Words of Wisdom* du rappeur Tupac Shakur (2 Pac) déclarait ainsi en 1991 : « *No Malcolm in my history text ; why is that ? / Cause he tried to educate and liberate all Blacks* » (« Pas de Malcolm dans mon manuel d'histoire ; pourquoi ? / Parce qu'il a essayé d'éduquer et de libérer tous les Noirs »).

Exprimant à leur manière une critique sociale radicale, ces artistes comblèrent en partie l'absence de porte-parole fédérateur dans la communauté africaine-américaine et permirent aux problèmes de la jeunesse noire et de la vie dans les ghettos de refaire leur entrée dans la conscience nationale. Ils permirent aussi de parler de race à une période où la domination de l'idéologie de la *colorblindness* réduisait au rang d'adeptes paranoïaques de théories du complot ceux qui tentaient encore de dénoncer les discriminations raciales. Chuck D., le rappeur du groupe Public Enemy, décrivit l'émission *Yo ! MTV Raps*, diffusée à partir de 1988, comme étant le « CNN noir » parce qu'elle permettait de donner la parole aux jeunes des ghettos⁵⁹. Contre les politiques du gouvernement qui réduisaient au silence par l'incarcération massive une grande partie de la jeunesse noire des ghettos, les chanteurs et groupes de rap et de hip-hop donnaient de la voix et revendiquaient une autre forme de respectabilité, celle de la rue. Mais, pour la grande majorité des jeunes qui affectionnaient cette culture, ce mode de résistance infrapolitique était avant tout vécu comme une source de plaisir et de fierté. Ingrédient essentiel de la fête dans les ghettos à partir du milieu des années 1970, le hip-hop exprimait parfois un message politique, mais aussi et surtout l'envie de passer un bon moment entre jeunes.

Reste que le hip-hop renforçait aussi les stéréotypes négatifs remontant à l'époque de Jim Crow : les chansons et les clips vidéo présentaient volontiers des jeunes hommes agressifs et oisifs, n'hésitant pas à afficher leur virilité par un mélange de jeux de muscles et de mises en scène de domination sexuelle sur des femmes soumises et faciles. Il fut à ce titre dénoncé de manière virulente par de nombreux dirigeants noirs qui y voyaient un phénomène contre-

productif dans la mesure où il enfermait la population des ghettos dans une culture séparée de la culture *mainstream*. Le sexisme et l'homophobie évidents de très nombreuses chansons et vidéos de rap suscitérent aussi de vives critiques. Pour de nombreuses féministes noires radicales, la popularité du hip-hop était vécue comme un échec⁶⁰. Mais souligner le sexisme du hip-hop ne saurait faire oublier que cette culture urbaine vit aussi émerger des artistes femmes, telles Queen Latifah, Salt-N-Pepa ou Sister Souljah, dont certaines chansons étaient très engagées. Ces jeunes femmes offraient l'image de femmes militantes et débordantes de confiance en elles à des millions de jeunes Africaines-Américaines à qui elles servirent de sources d'inspiration.

La grande popularité du hip-hop dans la communauté noire défavorisée et sa condamnation par la classe moyenne et l'élite noires illustraient aussi les fortes tensions internes qui divisaient la population africaine-américaine. Face aux élites noires et blanches n'apportant aucune solution aux problèmes des habitants des ghettos, une partie de ces derniers, surtout chez les jeunes, se mirent à revendiquer une culture propre, centrée sur le territoire et les valeurs du ghetto.

La fascination pour des formes ostentatoires de consommation qui s'exprimait dans la culture du hip-hop révélait une sorte de désenchantement, voire de cynisme, de la nouvelle génération, pour laquelle l'échec relatif des mouvements noirs et les attaques en règle de l'administration républicaine prouvaient l'inutilité de l'engagement politique⁶¹. Volontiers souligné par les médias, ce cynisme ne traduisait cependant pas une dépolitisation générale. Outre le fait que de nombreux titres de rap comprenaient un message politique explicite et que certains artistes de ce milieu se présentaient comme engagés, l'idée d'une dépolitisation de la communauté noire ne correspondait ni aux réalités locales ni à l'attitude générale de la population africaine-américaine pendant les années Reagan. Au contraire, les attaques conservatrices de l'administration républicaine incitèrent la communauté noire à serrer les rangs, une nouvelle fois dans son histoire, pour préserver les acquis des années précédentes, tenter d'aider les plus démunis et briser le plafond de verre qui bloquait toujours l'ascension sociale des Africains-Américains.

Le retour en force de la politique

De nombreux dirigeants noirs estimaient que, faute de moyens alternatifs, il leur fallait lutter dans l'arène politique. Le *backlash* conservateur semblait en effet condamner à l'échec toute mobilisation de rue pour des causes progressistes. La marge de manœuvre des élus était toutefois réduite, Reagan refusant de rencontrer la moindre organisation noire de 1982 à 1985⁶². Les membres du Congressional Black Caucus n'en continuèrent pas moins leur action, s'appuyant sur le développement continu de l'électorat noir. Selon le Joint Center for Political Studies, entre 1980 et 1982, 600 000 Africains-Américains s'inscrivirent sur les listes électorales⁶³. Le CBC fit ainsi pression avec succès pour le renouvellement du *Voting Rights Act* en 1982, qui continua de porter ses fruits : entre juillet 1982 et juillet 1983, le nombre d'élus noirs à l'échelle du pays s'accrut de plus de 8 %⁶⁴.

Les élus du CBC se mobilisèrent également pour qu'un jour férié soit institué en l'honneur de Martin Luther King. L'idée n'était pas nouvelle. Quelques mois après l'assassinat de King, John Conyers, Jr., élu du Michigan, avait introduit le premier projet de loi pour faire du 15 janvier, jour de naissance de King, un jour férié. Il fallut finalement attendre juillet 1983 pour parvenir à un vote bipartisan favorable de la Chambre des représentants. La lutte au Sénat se révéla plus difficile, d'autant que Ronald Reagan avait clairement exprimé son opposition à la création de ce jour férié. Mais, au fil des débats et des témoignages, notamment celui de Coretta King, il devint clair que le Congrès allait voter pour. Reagan changea alors de position et se rallia à l'idée en mettant en avant une interprétation conservatrice de l'action de King qui continue encore aujourd'hui de dominer dans l'opinion publique.

Oubliant à dessein le radicalisme du discours de King et ses revendications économiques, les conservateurs au pouvoir se mirent à célébrer en lui le promoteur de la *colorblindness* comme objectif noble de la démocratie américaine. Ils décrivirent le discours de King « Je fais un rêve » comme un plaidoyer en faveur du démantèlement des politiques d'*affirmative action*, sous prétexte qu'une nation égalitaire n'aurait pas à favoriser qui que ce soit en fonction de sa couleur de peau. Ce faisant, ils franchirent une étape décisive dans la construction du mythe des « bonnes années 1960 », celles de la première moitié de la décennie, centrées sur la quête de l'égalité de traitement de tous par la loi, contre les « mauvaises années 1960 » de

la fin de la décennie qui avaient mis l'accent sur la revendication du pouvoir et l'égalité des résultats. Selon cette rhétorique conservatrice, toute politique accordant une préférence à une personne du fait de sa race était en elle-même raciste et devait être supprimée. Un tel discours exploitait le ressentiment de nombreux Blancs face aux politiques d'*affirmative action* dans le monde de l'entreprise comme à l'université. Or, quoi de mieux pour faire taire les critiques que de se placer derrière la figure de King ? Le 2 novembre 1983, Ronald Reagan apposa sa signature au bas de la loi qui désigna officiellement le troisième lundi de janvier comme jour férié célébrant Martin Luther King.

L'approche de l'élection présidentielle de novembre 1984 provoqua un regain d'espoir et de mobilisation dans la population noire. L'élection en 1983, pour la première fois, d'un Africain-Américain, Harold Washington, à la mairie de Chicago semblait indiquer qu'une politique plus favorable aux Noirs était possible. Élu à l'Assemblée de l'État de l'Illinois puis au Congrès, Washington s'était laissé convaincre par un ensemble d'organisations locales noires de défier la machine démocrate qui régnait sur la ville depuis plus de cinquante ans. Sous les mandats successifs du maire Richard J. Daley de 1955 à 1976, en particulier, le Parti démocrate avait sévèrement désavantagé la communauté noire par un sous-financement des écoles publiques de ses quartiers et une distribution inégale des services publics. Grâce à une coalition regroupant les Africains-Américains, les Latinos, le monde ouvrier et des Blancs progressistes, Harold Washington parvint à battre aux primaires du Parti démocrate le fils de l'ancien maire, Richard M. Daley, et la maire sortante Jane Byrne. Il remporta ensuite l'élection municipale contre le candidat républicain sur un programme appelant notamment à lutter contre la corruption, développer les services municipaux dans les quartiers pauvres et corriger les inégalités raciales en matière d'embauche dans les emplois municipaux et d'attribution des marchés publics. Malgré l'opposition véhémente d'une partie du conseil municipal qui limita considérablement sa marge de manœuvre, la campagne électorale victorieuse de Harold Washington illustre la volonté de certains dirigeants noirs de s'attaquer de front aux structures responsables du maintien des inégalités.

L'annonce, le 3 novembre 1983, de la candidature de Jesse Jackson aux primaires du Parti démocrate pour l'élection présidentielle suscita

beaucoup d'enthousiasme. Connu à la fois pour son rôle aux côtés de Martin Luther King et pour son action au sein de l'organisation PUSH (People United to Save Humanity) qu'il avait créée en 1971 pour prolonger le succès de l'« Opération Breadbasket », Jackson était auréolé de sa réputation de défenseur des pauvres et des petites gens. Réunissant autour de lui un collectif d'organisations, la « Rainbow Coalition », incluant, aux côtés des Noirs, des Hispaniques, des Asiatiques, des Amérindiens, des Juifs, des Arabo-Américains, des jeunes des ghettos, des petits agriculteurs, des ouvriers, des femmes, des Blancs progressistes et des homosexuels, Jackson se proposait de porter la voix des laissés-pour-compte de l'Amérique de Reagan, ultra-favorable aux riches⁶⁵. Son programme appelait à un arrêt des exonérations fiscales pour les plus hauts revenus avec réinvestissement de l'argent ainsi récupéré dans des programmes sociaux, une réorientation de la guerre contre la drogue vers la lutte contre le blanchiment de l'argent du narcotrafic, un système de couverture universelle de santé, la réduction de 15 % du budget de la défense, la remise en place des programmes du New Deal d'aide aux petits agriculteurs et de grands travaux pour donner du travail aux chômeurs, ainsi qu'à la ratification de l'*Equal Rights Amendment* sur l'égalité hommes-femmes et la gratuité de l'accès aux *community colleges*. Déclarant que l'Afrique du Sud était un État voyou, il promettait des sanctions sévères contre ce pays, ainsi que le début de négociations avec l'Union soviétique sur un désarmement mutuel. Jackson se prononça aussi pour le versement aux Africains-Américains de réparations pour l'esclavage.

Jackson exprimait ainsi l'esprit de rébellion, le refus de succomber au pessimisme et la volonté de transformer en profondeur le système politique et économique en place. Sa candidature marqua le retour, sur le devant de la scène politique, de la fusion entre activisme contestataire radical et activisme électoral de l'époque du *Black Power*. Rappelant le temps où Huey Newton et Bobby Seale du Black Panther Party avaient tenté d'amener dans l'arène du pouvoir leur vision radicale de la société américaine, Jesse Jackson proposa un programme qui correspondait aux préoccupations des Noirs défavorisés. Il existait certes une différence entre leurs candidatures et celle de Jackson puisque ce dernier avait opté pour une carrière politique au sein du Parti démocrate, mais le ralliement à sa candidature de grandes figures du mouvement nationaliste noir

comme Ron Karenga ou Louis Farrakhan atteste l'espoir suscité par Jackson⁶⁶. Tous les élus et dirigeants noirs ne choisirent toutefois pas Jesse Jackson. Sa candidature divisa les élus africains-américains entre ceux qui estimaient que son message était essentiel à porter dans l'Amérique conservatrice et ceux qui, tel Richard Arrington, maire de Birmingham, sachant réduites ses chances de l'emporter, pensaient, par pragmatisme, plus utile de soutenir l'ancien vice-président Walter Mondale⁶⁷.

Surprenant bon nombre de commentateurs politiques, Jesse Jackson obtint plus de 3 millions de voix, soit plus de 18 % du total. Il remporta notamment les primaires en Louisiane, en Caroline du Sud, en Virginie et dans le District de Columbia. Malgré ce score plus qu'honorable, il ne parvint pas à infléchir la politique du Parti démocrate⁶⁸. Mondale remporta la primaire et présenta aux électeurs un programme modéré omettant quasiment toute référence à l'État-providence et promettant d'aider les pauvres et les sans-abri à se sortir eux-mêmes de leurs difficultés. De même, en lieu et place de la vaste réforme du système d'assurance médicale promise par le passé, Mondale défendait une maîtrise des coûts de santé comme première étape vers l'objectif lointain d'une couverture médicale nationale globale. Malgré ces positions centristes reprenant une partie de l'idéologie conservatrice dominante, la participation des Africains-Américains à l'élection de 1984 enregistra une forte hausse. Alors que leur participation baissait depuis 1964, atteignant un taux de 50,5 % en 1980, près de 56 % prirent part au vote. À titre de comparaison, le taux de participation des Blancs resta presque inchangé⁶⁹.

La victoire écrasante de Reagan sur Mondale en 1984 suscita des doutes chez certains Africains-Américains de l'élite sur l'utilité politique à continuer de soutenir le Parti démocrate. Selon eux, il était grand temps de reconnaître la domination conservatrice et de se rallier stratégiquement au camp du plus fort. Ils rejoignirent le petit groupe de dirigeants et intellectuels noirs conservateurs en vue, parmi lesquels figuraient l'économiste néolibéral Thomas Sowell, apôtre du laisser-faire économique, et l'avocat Clarence Thomas, qui soutenaient haut et fort les politiques de Reagan. Mais ces défections restaient très minoritaires et, dans leur ensemble, les Noirs continuèrent d'apporter leurs suffrages aux candidats démocrates. D'autant que, malgré ses effets limités sur le plan intérieur, le regain de mobilisation qui s'était manifesté en 1984 contribua à faire évoluer la politique étrangère du

Les Noirs américains contre l'apartheid

Une petite frange militante luttait en vain depuis le milieu des années 1960 pour que les États-Unis coupent leurs liens financiers avec le régime sud-africain. La médiatisation de la vague de violences qui déferla sur l'Afrique du Sud à partir de 1983 permit au mouvement de soutien au sort des Noirs sud-africains de prendre son essor⁷⁰. Trans-Africa, lobby africain-américain de soutien à une politique étrangère progressiste en Afrique, fondé en 1977, prit la tête du mouvement pour une Afrique du Sud libre. Comprenant dans son conseil d'administration des figures du mouvement noir aussi respectées que l'activiste Dorothy Height, le révérend Wyatt Walker, le chanteur Harry Belafonte et le maire de Gary Richard Hatcher, l'organisation, forte de ses 10 000 membres, organisa une petite manifestation devant l'ambassade sud-africaine à Washington D.C. en novembre 1984. L'arrestation de ces militants pacifistes par la police suscita l'émergence d'un vaste mouvement de solidarité dans le pays. Des protestations se multiplièrent devant les consulats d'Afrique du Sud dans une dizaine de villes du pays⁷¹. Le mouvement pour une Afrique du Sud libre permit de reconstituer la coalition libérale noire-blanche des grandes heures du mouvement des droits civiques. De nombreuses organisations juives soutinrent le mouvement, dénonçant en particulier les nombreux liens existant entre Israël et le gouvernement sud-africain, et manifestèrent aux côtés de la NAACP et de TransAfrica⁷².

Pendant ce temps, sur les campus du pays, des milliers d'étudiants noirs et blancs organisaient des protestations contre les investissements de leurs universités dans des entreprises présentes en Afrique du Sud. Traditionnellement, en effet, les universités américaines plaçaient une partie de leur fonds de dotation en Bourse et se servaient des intérêts pour financer une partie de leurs activités. Ce mouvement étudiant appelant au désinvestissement se diffusa rapidement grâce à son mélange de tactiques rappelant les années 1960 – *sit-ins*, pétitions, boycotts, marches pacifistes – et d'un nouveau mode d'action particulièrement médiatique, la construction de bidonvilles artificiels sur les pelouses des campus pour illustrer les conditions de vie des Sud-Africains noirs⁷³. Pendant ce temps, Jesse

Jackson faisait pression sur la direction du Parti démocrate pour qu'elle exige la libération immédiate de Nelson Mandela, le leader de l'African National Congress, emprisonné depuis 1962. En octobre 1986, deux ans après le début du mouvement de protestation, 114 universités avaient annoncé leur désinvestissement, y compris le vaste système d'universités publiques de Californie, de même que 19 États, dont la Californie, le Massachusetts, le Connecticut, le Michigan et le Maryland, 63 villes, y compris Washington D.C. et Philadelphie, ainsi que 9 comtés et les Îles Vierges américaines. Soucieuses de leur image, plusieurs grandes entreprises, telles General Motors et IBM, annoncèrent leur désengagement de ce pays⁷⁴.

Devant l'indignation publique, Reagan, qui s'inquiétait par ailleurs de la déstabilisation de la région causée par la politique agressive de l'Afrique du Sud envers ses voisins, condamna la politique d'apartheid. Il refusa cependant de modifier sa politique économique de soutien au régime suprémaciste blanc. Mais le vent avait tourné : en octobre 1986, un projet de loi instituant des sanctions économiques, introduit par l'élu noir de Californie Ronald Dellums, fut adopté par le Congrès malgré le veto de Reagan. Votée par une partie des élus républicains, cette loi anti-apartheid de 1986 constitue l'un des derniers succès législatifs obtenus grâce à une mobilisation de la rue pour une cause progressiste. Ce vote signala aussi le début de l'influence des Noirs américains sur la politique étrangère du pays.

Les élections de mi-mandat en novembre 1986 confirmèrent les limites de la révolution reaganienne. Un vote décisif des Noirs dans cinq États cruciaux, dont la Louisiane et l'Alabama, donna la victoire aux candidats démocrates et fit rebasculer le Sénat dans le camp de ceux-ci, mettant un terme au moins temporaire à la dérive conservatrice du pays⁷⁵. Ce résultat électoral permit ainsi l'extension du *Fair Housing Act* en 1988 pour renforcer la protection des familles et des handicapés. Mais obtenir le renouvellement d'une loi déjà votée, comme le *Voting Rights Act* ou le *Fair Housing Act*, était beaucoup moins difficile que de convaincre le Congrès de voter une nouvelle loi progressiste. Pendant les deux mandats de Reagan, la majeure partie de l'énergie déployée par les élus noirs et leurs alliés au Congrès consista à lutter pour le maintien des gains passés. Reagan avait fait campagne en 1980 sur la promesse d'un « nouveau matin en Amérique » (« *new morning in America* »), mais bien peu de Noirs américains virent une nouvelle aube se lever. Pour la majorité de la

population africaine-américaine, l'image la plus appropriée était davantage celle du musicien et poète Gil Scott-Heron de l'« hiver en Amérique », une image confirmée par l'élection présidentielle de 1988⁷⁶.

L'élection de 1988 et la fin du défi progressiste noir

De nouveau candidat aux primaires du Parti démocrate, Jesse Jackson remporta cette fois 7 millions de suffrages (dont 3 millions de voix d'électeurs blancs). En dépit de cet excellent score, Michael Dukakis, qui remporta la nomination à la convention nationale, refusa cependant de choisir Jackson comme colistier. L'appareil national du parti fit un geste de reconnaissance en direction de l'électorat de Jackson en nommant Ronald Brown, son directeur de campagne, président du Comité national démocrate, l'organe politique chargé de diriger le parti au niveau national. Mais Brown, à l'instar de Maynard Jackson, premier maire africain-américain d'Atlanta ayant brisé la grève des agents municipaux des services d'assainissement, d'Andrew Young, qui lui succéda dans cette fonction en 1983 sur un programme conservateur comprenant le soutien à la peine de mort, ou de Douglas Wilder, avocat noir qui devint vice-gouverneur de la Virginie en 1985 en défendant les intérêts de la communauté d'affaires blanche au détriment de ceux des Noirs défavorisés, comptait parmi le nombre croissant d'élus africains-américains se revendiquant comme « post-Noirs ». Jackson lui-même n'était plus aussi radical qu'il l'avait été quatre ans plus tôt. Refusant de soutenir des candidats noirs indépendants dans plusieurs circonscriptions, il multiplia les compromis avec l'appareil démocrate et adoucit sa position sur la nécessaire réduction du budget de la défense ainsi que sur son soutien aux Palestiniens dans les efforts de règlement du conflit israélo-palestinien.

L'élection resta un souvenir douloureux pour les Africains-Américains. Michael Dukakis, un temps favori dans les sondages, perdit toutes chances de l'emporter lorsque l'organisation chargée de la campagne de son adversaire, le vice-président George H.W. Bush, se mit à diffuser à la télévision une annonce exploitant un fait divers. William (Willie) Horton était un Africain-Américain condamné à perpétuité pour meurtre, qui avait été autorisé en 1986 à sortir de sa

prison du Massachusetts, en permission pour un week-end. Il en profita pour s'échapper et violer une femme. Dukakis, alors gouverneur du Massachusetts, ayant approuvé le programme de permission, Bush l'accusa d'être indirectement responsable du viol. L'exploitation sans vergogne de ce fait divers pour discréditer Dukakis aux yeux des Américains blancs partisans d'une réponse sévère au crime rappela aux Africains-Américains les pires moments de leur histoire. Willie Horton, dont la photo signalétique était incluse dans l'annonce télévisée, était la dernière incarnation en date du vieux stéréotype de l'homme noir brutal, laid, grossier, sanguinaire et violeur de femmes blanches. Redoutablement efficace, l'annonce diffusée pendant un mois contribua à la nette défaite de Dukakis face à Bush, qui remporta 60 % du vote blanc.

Malgré ce succès de Bush, son parti perdit deux sièges à la Chambre des représentants et un au Sénat. Reconnaissant qu'il était nécessaire de faire des gestes en direction des minorités si le Parti républicain voulait avoir une chance de reconquérir un jour le contrôle de la Chambre des représentants, Bush adoucit sa rhétorique et fit quelques annonces symboliques : au cours des deux premières années de son mandat, il rencontra des représentants d'organisations noires plus d'une quarantaine de fois (contre seulement huit brèves rencontres pendant les huit ans de la présidence Reagan). Il se prononça publiquement pour le maintien des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud en soutien à Nelson Mandela. Il augmenta en outre considérablement le budget de l'Equal Employment Opportunity Commission et lança une vaste initiative de soutien financier aux universités et *colleges* noirs historiques⁷⁷. Ces gestes contribuèrent à améliorer son image auprès des Noirs. Après huit années d'administration Reagan, tout changement, même limité, était le bienvenu.

Mais, dans le domaine des politiques économiques et sociales, Bush maintint l'orientation fixée par Reagan. Il continua la réduction des dépenses sociales du gouvernement fédéral et poursuivit la guerre contre la drogue et la même politique d'incarcération massive. Au tournant des années 1990, malgré une amélioration dans certains domaines, en particulier pour la classe moyenne et l'élite noires, le tableau de la situation des Noirs américains restait encore très sombre dans un contexte de recrudescence des tensions raciales⁷⁸.

Recrudescence des tensions raciales

Depuis la fin des années 1980, les tensions raciales étaient de nouveau palpables, jusque sur les campus et dans les rues des grandes villes. La suppression continue des emplois non qualifiés dans une économie plus en plus globalisée entraîna une concurrence pour ces emplois et une remise en cause des politiques d'*affirmative action* dans le monde du travail. L'hostilité grandit entre ceux qui avaient peu et ceux qui n'avaient rien, d'autant que l'effondrement des régimes communistes dans le monde paraissait confirmer le triomphe du système capitaliste américain et interdire toute remise en question de la classe économique dirigeante. La mise en place des programmes d'*affirmative action* avait en outre transformé les relations raciales en permettant l'inversion de la rhétorique victimaire pour la recentrer sur la figure de l'homme blanc.

Ces programmes furent également remis en cause sur les campus du pays. Plus de dix ans après la confirmation timide de l'*affirmative action* par l'arrêt de la Cour suprême *Bakke*, des centaines d'universités du pays signalèrent une recrudescence des incidents entre groupes ethno-raciaux⁷⁹. La préférence raciale avait beau n'être qu'un critère parmi les autres retenus pour l'admission à l'université et être utilisée au nom de l'objectif consensuel de diversité, son maintien, qui se traduisait par une présence renforcée des minorités dans la population étudiante, entraîna un fort ressentiment chez bon nombre d'étudiants blancs et leurs parents. Au début des années 1990, plus d'un tiers des étudiants noirs rapportaient avoir été victimes de harcèlement ou de violences racistes. En réponse à ces tensions, les universités du pays s'empressèrent de mettre en place des programmes de promotion du multiculturalisme reconnaissant la valeur des « autres cultures ». Malgré cela, les tensions persistèrent autour de la question de l'*affirmative action* qui continua d'être régulièrement remise en cause⁸⁰.

Dans le monde du travail comme sur les campus, les femmes noires étaient souvent les cibles de ces attaques dans un contexte de double *backlash* conservateur. Les Africaines-Américaines étaient en effet proportionnellement mieux représentées que les hommes noirs à l'université et dans les emplois de cols blancs, par exemple dans les hôpitaux ou les banques. Cette dimension de genre explique en partie l'hostilité des conservateurs noirs aux programmes de préférence raciale. À l'argument selon lequel l'*affirmative action* desservait les

Africains-Américains en sapant la légitimité de leur présence à l'université ou dans l'entreprise, les conservateurs noirs ajoutaient un ressentiment contre la progression sociale des femmes avec lesquelles les hommes africains-américains devaient maintenant rivaliser.

L'affaire opposant en 1991 Clarence Thomas, l'un des critiques les plus virulents de l'*affirmative action*, et Anita Hill, la professeure de droit qui avait accusé Thomas de l'avoir harcelée sexuellement lorsqu'il avait été son supérieur hiérarchique au ministère de l'Éducation puis à l'Equal Employment Opportunity Commission, offre un bon exemple de ces dynamiques à l'œuvre et de la place contestée des femmes noires américaines dans l'Amérique conservatrice. Thomas étant pressenti pour être nommé à la Cour suprême par le président Bush en remplacement de Thurgood Marshall, le contexte était tendu. L'affrontement public entre Hill et Thomas fut l'occasion pour ce dernier de raviver les accusations sexistes traditionnelles de nombreux hommes noirs contre les femmes cherchant, selon lui, à les émasculer, et de dénoncer les politiques d'*affirmative action* qui seules auraient permis à Hill d'obtenir son poste. L'hostilité qui se manifesta contre Hill au moment de son témoignage public était telle qu'en novembre 1991 un groupe de femmes africaines-américaines acheta un encart dans le *New York Times* pour présenter leurs vues en soutien à Anita Hill sous la forme d'une tribune intitulée « African American Women in Defense of Ourselves » (« Les femmes africaines-américaines pour notre défense ») et signée par plus de 1 600 personnes⁸¹. En vain. Après un long débat, le Sénat confirma la nomination de Thomas par un vote de 52 pour et 48 contre. Thurgood Marshall, figure légendaire du mouvement noir, qui avait tant œuvré pour l'égalité et les droits civiques, était remplacé par un conservateur noir virulent. Cette nomination ancre davantage la Cour suprême dans le camp des opposants à la défense des droits civiques et à toute politique de préférence raciale.

La nomination de Clarence Thomas, de même que celle de Colin Powell comme chef d'état-major des armées en 1989, participait de la construction du mythe de l'Amérique *colorblind*, justifiant indirectement les attaques contre les programmes d'*affirmative action*. Se servant de la trajectoire individuelle particulièrement remarquable de quelques Africains-Américains et de l'entrée dans la classe moyenne d'un nombre croissant de Noirs comme preuves de la fin des préjugés racistes, les conservateurs soutenaient que la responsabilité de la

persistance des inégalités et de la pauvreté incombait aux personnes concernées. Le temps n'était plus à l'affirmation de son identité raciale mais à la célébration de la « diversité » ethnique de l'Amérique. Séduisante pour une partie de la classe moyenne et de l'élite africaines-américaines, cette logique ne risquait pas de convaincre les Noirs les plus défavorisés, ceux qui vivaient dans les quartiers pauvres, les ghettos des centres urbains, et qui savaient d'expérience que la race était toujours un puissant instrument de relégation sociale.

L'enregistrement vidéo du passage à tabac d'un automobiliste noir, Rodney King, en bordure d'autoroute à Los Angeles, le 3 mars 1991, par quatre policiers blancs qui l'avaient forcé à s'arrêter pour excès de vitesse, rappela à la conscience nationale le problème des brutalités policières contre les Africains-Américains. Mais les habitants des ghettos noirs n'avaient pas attendu cette agression pour le savoir. Partout dans le pays, les cas de violences policières abondaient et faisaient partie de la vie quotidienne des Noirs des quartiers défavorisés. Même dans les villes ayant élu des maires africains-américains, comme New York dont David Dinkins avait pris la tête en 1990, le nombre de policiers noirs restait limité par rapport à leur proportion dans la population et le nombre d'officiers à des postes à responsabilité était encore plus restreint⁸². Lorsque Rodney King porta plainte contre la ville de Los Angeles et le département de police, l'acte d'accusation souligna avec force que cette agression n'était pas « une aberration, un incident isolé mais le dernier exemple d'une longue série d'incidents impliquant un usage excessif de la force par des forces de l'ordre⁸³ ».

L'acquittement des quatre policiers en 1992 confirma une fois de plus aux Noirs de Los Angeles, comme à ceux du reste du pays, la persistance d'un racisme systémique. La colère était d'autant plus forte que, quelques mois avant le verdict, un épicier coréen qui avait tué une jeune Africaine-Américaine de quinze ans, Latisha Harlins, devant son magasin avait seulement écopé d'une peine avec sursis. L'explosion de violence qui suivit l'annonce de l'acquittement, le 29 avril, terrifia la nation. Lorsque le calme fut rétabli au bout de six jours, une soixantaine de personnes avaient été tuées, plus de 5 000 personnes arrêtées et les dégâts matériels dans le quartier de South Central dépassaient le milliard de dollars.

L'émeute de Los Angeles avait mis un terme à plus d'une décennie de calme social dans les ghettos, entretenu par la diminution des

contacts quotidiens entre Noirs défavorisés et Blancs suite au départ massif de ces derniers en banlieue et par l'adoption par la police d'un mode de gestion militaire de la marginalisation des habitants des ghettos⁸⁴. Elle illustre aussi la complexité des relations raciales dans une Amérique transformée par une forte immigration récente en provenance d'Asie et d'Amérique latine. Aux tensions anciennes entre Blancs et Noirs s'ajoutaient d'autres ressentiments entre Noirs et la « minorité modèle » asiatique, et entre Noirs et Latinos. L'année précédente, l'affrontement de Crown Heights à Brooklyn entre Noirs (immigrés guyanais) et Juifs orthodoxes avait déjà illustré cette nouvelle complexité, avec en arrière-plan les trajectoires économiques et sociales différentes selon les groupes et les rivalités attisées autour des programmes d'*affirmative action*⁸⁵. La dévastation de South Central illustre le pouvoir encore détenu par ceux qui n'en avaient aucun dans la société : celui de la violence et de la destruction, un spectre d'autant plus terrifiant que le fossé entre les plus riches et les plus pauvres ne cessait de se creuser.

Survenue en pleine campagne électorale présidentielle, l'émeute de Los Angeles força les deux candidats, le président sortant George H.W. Bush et le démocrate Bill Clinton, à se prononcer sur la question des violences urbaines et des inégalités raciales. Tandis que le premier dénonçait l'incapacité des programmes sociaux à supprimer la pauvreté et appelait les pauvres à faire preuve de « responsabilité personnelle », Clinton eut beau jeu de dénoncer les conséquences néfastes des politiques de Reagan et Bush sur les ghettos. Membre de l'aile droite du Parti démocrate, il s'empessa cependant d'ajouter lui aussi que les programmes gouvernementaux devraient à l'avenir exiger des personnes pauvres d'être plus responsables. La similarité entre les deux discours illustre à quel point l'idéologie conservatrice s'était imposée dans l'ère « post-droits civiques ». Comme l'expliquent les deux sociologues Michael Omi et Howard Winant, « la pauvreté et la discrimination, vues par le passé comme nécessitant l'intervention de l'État, étaient désormais vues comme le résultat de cette action de l'État. Ce qui était jadis la solution (des politiques sociales activistes) était devenu le problème (dépendance), tandis que ce qui était auparavant le problème (le fouet de la pauvreté) était devenu la solution (les forces du marché)⁸⁶ ». Au fil de la campagne, Clinton parvint toutefois à imposer un discours plus humaniste que son adversaire et sa dénonciation des républicains contribua à assurer sa

victoire en novembre 1992.

Bill Clinton, « premier président noir du pays »

L'élection de Bill Clinton à la Maison-Blanche en 1992 et sa réélection triomphale en 1996 marquèrent la fin de la domination politique des républicains. Les Africains-Américains, qui votèrent massivement pour lui, accueillirent son élection avec un enthousiasme non feint. Issu d'une famille monoparentale blanche pauvre d'Arkansas, Clinton paraissait proche des préoccupations de nombreuses familles africaines-américaines, et, contrairement à ses prédécesseurs, il était à l'aise au contact des Noirs défavorisés. Il invita Maya Angelou à réciter l'un de ses poèmes lors de la cérémonie d'investiture, et Toni Morrison n'hésita pas à le qualifier de « premier président noir du pays »⁸⁷.

Les premières mesures qu'il prit démontraient une certaine sensibilité à la cause des Africains-Américains. Il nomma plus de membres noirs dans son cabinet que tous ses prédécesseurs réunis, et leur confia des postes prestigieux. Alexis Hernan devint ainsi ministre du Travail et Joycelyn Elders fut nommée en 1993 *U.S. Surgeon General* (plus haut responsable du gouvernement pour les questions de santé publique), première Africaine-Américaine à occuper une telle fonction. Plus généralement, 14 % de toutes les personnes nommées sous son administration étaient des Noirs, soit un taux nettement supérieur à ce qui avait été le cas par le passé. Il attribua aussi 14 postes de procureurs fédéraux (*U.S. Attorneys*) et 67 postes de juges fédéraux à des Noirs. Il sollicita le sociologue William Julius Wilson pour le conseiller sur sa politique de réduction des inégalités économiques et raciales⁸⁸. Premier président américain à effectuer une visite officielle en Afrique, Clinton inaugura une politique étrangère de promotion de la paix, saluée par les Africains-Américains. Sa politique visait entre autres à apaiser les fortes tensions raciales qui persistaient depuis son entrée à la Maison-Blanche. En 1994, il lança, sous les auspices du National Endowment for the Humanities, agence gouvernementale de soutien à la recherche et à l'éducation dans le domaine des sciences humaines, une consultation nationale sur le pluralisme et l'identité⁸⁹. Cette initiative était d'autant plus nécessaire que la polarisation raciale du pays éclata de nouveau au grand jour à

l'occasion du procès d'O.J. Simpson.

Le 12 juin 1994, Nicole Brown Simpson, ex-femme de la vedette du football américain O.J. Simpson, était brutalement assassinée, de même que son nouveau compagnon. Très vite, les indices réunis semblèrent indiquer la culpabilité d'O.J. Simpson, qui fut arrêté à l'issue d'une course poursuite rocambolesque filmée en direct à la télévision. Commença alors un procès-fleuve qui battit tous les records de médiatisation pendant l'année 1995. Aggravant les tensions déjà fortes entre les Blancs convaincus de la culpabilité du footballeur et les Noirs qui refusaient d'y croire et dénonçaient un complot raciste, le magazine *Time* publia en couverture une photographie d'O.J. Simpson retouchée pour lui noircir la peau et lui ajouter son numéro de prisonnier. Le 3 octobre 1995, son acquittement réjouit de très nombreux Africains-Américains, tandis que la grande majorité des Blancs continuèrent de le croire coupable.

Malgré tous les discours sur la diversité et la *colorblindness*, et malgré les tensions de genre et de classe qui compliquaient la situation, la solidarité raciale restait forte au milieu des années 1990. De nombreuses Africaines-Américaines eurent beau exprimer leur déception à l'acquittement du meurtrier présumé d'une femme, leurs voix se noyèrent derrière le concert d'acclamations dans les ghettos. Un an avant le procès Simpson, le soutien apporté par des femmes noires à Joycelyn Elders, renvoyée de son poste de *Surgeon General* par Bill Clinton pour avoir prôné l'éducation sexuelle dans le cadre d'une politique plus active de lutte contre le SIDA dans les quartiers défavorisés, discours politiquement intolérable dans l'Amérique conservatrice, n'avait pas été entendu⁹⁰. Quinze jours après l'acquittement d'O.J. Simpson, les protestations des femmes noires devant leur exclusion de la « *Million Man March* » le 16 octobre 1995 furent tout aussi vaines.

La *Million Man March*, organisée conjointement par Louis Farrakhan, dirigeant de la Nation of Islam, et Benjamin Chavis, ancien secrétaire exécutif de la NAACP, fut un succès retentissant. Le nombre de participants est contesté mais près d'un million, voire plus, d'hommes noirs de tout le pays (auxquels se joignirent quelques femmes) répondirent à leur appel et se réunirent sur le Mall à Washington pour une « journée d'expiation et de réconciliation », afin de manifester leur fierté et de montrer au pays une autre image de l'homme africain-américain. Soutenu par une série de leaders religieux, dont Jesse

Jackson, le révérend activiste Al Sharpton, Henry Lyons, président de la National Baptist Convention, B.W. Smith, président de la Progressive National Baptist Convention, et Chandler David Owens, archevêque à la tête de l'Église pentecôtiste Church of God in Christ (COGIC), l'une des Églises connaissant la plus forte croissance, ainsi que par de nombreuses organisations, comme le Black Congressional Caucus ou la World Conference of Black Mayors, l'événement fut le plus vaste rassemblement de Noirs de l'histoire du pays⁹¹. Pour beaucoup, la marche fut un moment de grande émotion, symbole de l'union des hommes noirs rassemblés, au-delà des barrières générationnelles, dans la même volonté de renforcer leur pouvoir dans un contexte politique et social défavorable après la nette victoire des républicains sur un programme très conservateur lors des élections de mi-mandat de 1994.

Les études menées montrèrent qu'une grande partie des participants à la *Million Man March* appartenaient à la classe moyenne et étaient plus âgés et d'un niveau d'études supérieur à la moyenne des hommes noirs, mais de nombreux jeunes des ghettos vinrent également. Des critiques s'étaient bien élevées pour dénoncer l'autoproclamation de Louis Farrakhan, dont les remarques antisémites et racistes lui avaient attiré les foudres des progressistes noirs et blancs, comme leader de la communauté noire, mais les participants se reconnurent dans son message de fierté raciale et d'unité derrière ses hommes. Les Musulmans noirs avaient ainsi été à l'avant-garde du mouvement pour renoncer à utiliser l'appellation « Noir » (*Black*) au profit de « Africain-Américain » (*African American*), exprimant la fierté des origines. Farrakhan, dans un discours fleuve de plus de deux heures, et les autres intervenants qui se succédèrent à la tribune pour parler des sujets essentiels de l'éducation, du racisme, de l'aide sociale et de la violence, appelèrent les personnes présentes et tous les autres hommes noirs à assumer la responsabilité de leurs vies, de leurs familles et de leurs communautés.

Reprenant l'idéologie traditionnelle de l'*uplift*, le discours du dirigeant de la Nation of Islam illustre la montée du conservatisme chez les Africains-Américains. Dix années plus tôt, Farrakhan avait soutenu le programme radical de Jesse Jackson appelant à un développement massif des politiques sociales. Encore en 1988, il s'était engagé avec le pasteur baptiste très militant Al Sharpton aux côtés de la candidate indépendante africaine-américaine radicale

Lenora Fulani, qui se présentait à l'élection présidentielle sous les couleurs du New Alliance Party⁹². En 1994, son message était bien différent : il estimait désormais que la solution aux problèmes sociaux et économiques des habitants des ghettos passait nécessairement par une transformation individuelle. Au lieu d'exiger le changement, il prônait l'expiation.

Ce vaste rassemblement illustrait donc à la fois la force de l'identité raciale à la fin du xx^e siècle et le nouveau conservatisme ambiant, dont la marque la plus visible était l'exclusion des femmes de la sphère publique, renvoyées, à l'exception de Rosa Parks et de Maya Angelou qui comptaient parmi les invités d'honneur, une fois de plus à la sphère domestique. Certes le National Council of Negro Women avait soutenu publiquement la marche et la veuve de Malcolm X, Betty Shabazz, assista à l'événement aux côtés de la femme de Farrakhan et de la femme du maire africain-américain de Washington Marion Barry, mais ces dernières étaient précisément présentes en tant qu'épouses, pas pour leur activisme⁹³.

La façon dont la *Million Man March* avait été organisée était un rappel cruel du chemin encore à parcourir par les femmes noires pour obtenir l'égalité de traitement et pouvoir parler en leur nom propre, y compris dans les rangs de leur propre communauté. La persistance du traitement sexiste des femmes noires dans les vidéos de rap en était un autre. Depuis le milieu des années 1970, le nombre d'Africaines-Américaines ayant suivi une formation supérieure et occupant un emploi de cols blancs ou de direction ne cessait de s'accroître, mais leur capacité à se faire entendre collectivement restait limitée. Et le succès populaire du roman *Waiting to Exhale* de Terry McMillan en 1992, l'attribution du prix Nobel de littérature à Toni Morrison en 1993 ou l'immense succès d'Oprah Winfrey sur le petit écran n'y changèrent pas grand-chose.

S'il n'intervint pas en faveur des femmes africaines-américaines, le président poursuivit sa politique de promotion du dialogue et de l'harmonie raciale. C'était d'autant plus nécessaire que, à la fin de 1995 et au début de l'année suivante, une série d'incidents criminels visèrent des églises, dont un grand nombre étaient des églises noires du Sud. En réaction, le président créa une *task force* nationale d'experts qui mena une série d'enquêtes et d'audiences publiques. L'année suivante, une commission nationale sur les relations raciales vit le jour, dont Clinton confia la direction à l'historien noir John

Hope Franklin⁹⁴.

Cette attitude favorable, qui tranchait si nettement avec les années Reagan et Bush, consolida les opinions positives de la communauté africaine-américaine envers Clinton. Lors de l'élection présidentielle de 1996, il obtint 84 % du vote noir. Mais, surtout, ses huit années au pouvoir coïncidèrent avec une période de forte croissance économique qui se traduisit par de véritables gains pour les Noirs américains. En 1999, le taux de chômage des Africains-Américains était tombé à 8 %, son niveau le plus bas de toute l'histoire (contre 14,2 % en 1992). Entre 1993 et 1999, le revenu médian des foyers africains-américains progressa de 21 %, tandis que le taux de pauvreté passa de 33,1 % en 1993 à 26,1 % en 1998. En 1999, le rapport annuel de la National Urban League sur *L'État de l'Amérique noire* déclara que la situation économique des Noirs américains n'avait jamais été aussi bonne. Témoin de cette embellie, un nombre inégalé d'Africains-Américains avaient emménagé en banlieue au cours de la décennie et un million supplémentaire étaient devenus propriétaires de leurs logements entre 1994 et 1999. Mais le rapport de l'Urban League soulignait aussi la persistance de forts écarts entre Américains noirs et blancs, y compris en matière de qualité de vie dans leurs quartiers, en ville ou en banlieue⁹⁵.

Tout au long de ses deux mandats, Clinton s'adressa à maintes reprises directement à la communauté noire. Fin 1993, il prononça un discours historique à Memphis, dans l'église baptiste noire où Martin Luther King s'était exprimé pour la dernière fois avant son assassinat. S'appuyant sur la mémoire de King pour parler de la responsabilité personnelle des Noirs dans la résolution des problèmes affectant les communautés les plus défavorisées, le président déclara : « Si King était là, il dirait : “Je me suis battu pour la liberté, mais pas pour la liberté de s'entre-tuer, pas pour la liberté d'avoir des bébés puis de les abandonner”. Il dirait : “Ce n'est pas pour cela que j'ai vécu et que je suis mort. J'ai lutté pour que les Blancs arrêtent d'être tellement emplis de haine qu'ils déversent de la violence sur les Noirs. Je ne me suis pas battu pour que les Noirs aient le droit d'assassiner d'autres Noirs chaque jour qui passe”⁹⁶. » En parlant le langage de la responsabilité personnelle et de l'*uplift* si familier aux hommes d'Église et aux conservateurs noirs, de Booker T. Washington à Louis Farrakhan, Clinton démontra sa connaissance des problèmes de la communauté noire.

Mais cette détermination à trouver des solutions aux problèmes de cette dernière ne signifiait pas pour autant un retour aux politiques des années 1960. Le succès de Clinton témoignait plutôt du virage conservateur du Parti démocrate. Le président ne chercha pas à revenir sur les attaques des administrations Reagan et Bush contre l'État social. Son discours de Memphis soulignait en effet l'incapacité des politiques sociales et économiques à résoudre les problèmes si elles ne s'accompagnaient pas d'un changement de l'« intérieur » de la communauté noire et d'une évolution de l'attitude des personnes défavorisées elles-mêmes, en particulier les jeunes hommes noirs. Clinton avait rompu avec la rhétorique stigmatisante des années Reagan et Bush mais, insistant sur la responsabilité individuelle et attaché à l'idée de « tolérance zéro » en matière de criminalité, il partageait leur vision conservatrice des problèmes sociaux. En 1994, dans un contexte politique tendu par la reconquête du Congrès par le Parti républicain, pour la première fois depuis quarante ans, Clinton signa la loi de lutte contre le crime la plus sévère de l'histoire du pays. Prévoyant notamment de longues peines de prison ferme pour les récidivistes de tous types, cette loi aggrava la tendance à l'incarcération massive des hommes noirs lancée sous Reagan et poursuivie par Bush⁹⁷.

Après avoir échoué à faire adopter son projet de réforme du système de santé, Clinton signa en août 1996 la réforme proposée par le Congrès républicain mettant « fin à la protection sociale telle qu'on la connaît ». Véritable démantèlement de l'État-providence instauré par Roosevelt, la réforme comportait comme mesures phares la suppression de l'*Aid to Families with Dependent Children* (AFDC), l'obligation de travail pour les bénéficiaires (remplacement du *welfare* par le nouveau concept de *workfare*), le transfert de la gestion du système d'aide sociale aux États et la réduction de la durée de perception des indemnités de chômage à deux ans. Présentée comme « post-droits civiques », la réforme stigmatisait indirectement, en évoquant les valeurs familiales et la culture de la pauvreté, les femmes noires et latinos pauvres, décrites implicitement comme paresseuses, irresponsables et incapables de maîtriser leur sexualité. Cette réforme suscita une levée de boucliers chez de nombreux progressistes. En vain. Leurs objections ne pesaient guère face à la grande popularité des discours appelant à mettre un terme à la culture de la dépendance, à réduire la charge fiscale et à démanteler l'*affirmative action*.

Les effets de la réforme du système de santé ne tardèrent pas à se faire sentir. Aggravant considérablement les conditions de vie des Noirs des classes populaires, en particulier celles des mères célibataires désormais forcées de travailler vingt heures par semaine pour pouvoir prétendre à une aide, la loi stigmatisait encore un peu plus les minorités les plus pauvres en accroissant leur part parmi les bénéficiaires des maigres aides sociales subsistantes⁹⁸. Malgré les nombreuses voix qui s'élevèrent dans la communauté noire pour critiquer le président, lorsqu'il quitta la Maison-Blanche en janvier 2001, 93 % des Africains-Américains déclarèrent avoir une bonne opinion de lui, contre 62 % des Blancs. Confirmant cette relation spéciale avec les Noirs américains, l'ancien président installa ses bureaux dans le quartier de Harlem alors en pleine gentrification.

L'élection volée de 2000

L'opinion favorable que les Noirs américains avaient de Clinton se reporta sur son vice-président Al Gore, candidat à Maison-Blanche contre George W. Bush en novembre 2000. Cette élection devint le scrutin le plus controversé de l'histoire des États-Unis. Pendant un mois, l'issue demeura incertaine, les résultats extrêmement serrés en Floride ayant rendu nécessaire un nouveau décompte des suffrages pour déterminer lequel des deux candidats remporterait les voix de cet État au collège électoral. Finalement, la Cour suprême déclara George W. Bush victorieux par quelques centaines de voix. Mais environ 8 000 électeurs, dont un grand nombre de Noirs, n'avaient pas pu voter car leurs noms figuraient (à tort) sur la liste des condamnés, un statut qui, en Floride, entraînait la radiation des listes électorales. Or, alors que 90 % des électeurs noirs avaient voté pour Al Gore à l'échelle nationale, cette proportion s'élevait à 93 % en Floride. S'ils n'avaient pas été privés de leur droit constitutionnel de vote, leurs voix auraient donc définitivement scellé la victoire de Gore. Trente-cinq ans après l'adoption du *Voting Rights Act* de 1965, le vote restait un droit contesté pour de nombreux Noirs.

Quelques mois plus tard, la Commission sur les droits civiques, organe indépendant et bipartisan chargé d'enquêter sur les violations des droits civiques, concluait que la probabilité pour les électeurs noirs de Floride de voir leur bulletin écarté du décompte, du fait

d'irrégularités, avait été dix fois supérieure à celle des Blancs. Pour bon nombre d'Africains-Américains, l'affaire était entendue : George W. Bush avait volé l'élection. Le 6 janvier 2001, le décompte officiel des votes du collège électoral eut lieu à la Chambre des représentants. Tous les membres du Congressional Black Caucus, sous la direction de leur présidente Eddie Johnson, élue du Texas, et d'autres élus de la Chambre en contestèrent la validité du fait des irrégularités constatées en Floride⁹⁹. Mais leur opposition ne suffit pas à invalider l'élection ; pour y réussir, il aurait fallu qu'au moins un sénateur porte plainte. Or, aucun sénateur démocrate ne se manifesta. En guise de protestation, les membres du CBC quittèrent la salle des débats de la Chambre des représentants et dénoncèrent un travestissement de la justice et de la démocratie¹⁰⁰.

Contraints d'accepter la défaite d'Al Gore, ils durent, comme le reste des Noirs américains, composer avec les républicains de retour au pouvoir. George W. Bush eut beau nommer pour la première fois de l'histoire du pays un Africain-Américain, Colin Powell, comme secrétaire d'État, et Condoleezza Rice, première femme noire à occuper le poste prestigieux de conseiller national du président en matière de sécurité, cela ne changeait rien à la situation désespérée de nombreux habitants des ghettos. Comme par le passé, ces nominations permettaient surtout d'affirmer que le plafond de verre avait été levé et que l'Amérique « post-droits civiques » était *colorblind* et caractérisée par l'égalité des chances. Les Noirs qui n'appartenaient pas aux couches supérieures de la société savaient, quant à eux, que tel n'était pas le cas. Un mouvement s'organisa pour tenter de mobiliser politiquement les jeunes Africains-Américains.

Tous les artistes de rap et de hip-hop étaient loin d'être des modèles de vertu ou des progressistes mais le rap constituait une force unificatrice pour la jeunesse noire et un moyen d'amener d'autres acteurs à s'intéresser aux problèmes de cette dernière. C'est pour cette raison que Russell Simmons, fondateur d'un des principaux labels hip-hop (Def Jam Records), organisa dans le très chic hôtel Hilton de Manhattan, les 11 et 12 juin, une sorte de « sommet hip-hop » visant à inciter les personnalités présentes à mobiliser politiquement les Noirs. Étaient présents quasiment tous les artistes de rap importants des deux décennies précédentes, le président de la NAACP Kweisi Mfume, le fils de Martin Luther King, la *Congresswoman* Cynthia McKinney, Louis Farrakhan de la Nation of Islam et des chercheurs spécialistes de la

mobilisation noire et du hip-hop comme Tricia Rose, Manning Marable, Cornel West et Michael Eric Dyson. Les participants décidèrent de former un réseau d'action pour participer aux initiatives d'éducation politique et d'inscription sur les listes électorales des jeunes de 18 à 29 ans et pour inciter les célébrités du hip-hop à soutenir davantage les initiatives de justice sociale, en particulier dans le domaine de la justice pénale¹⁰¹. Le résultat de l'élection présidentielle de 2000 avait en effet démontré la nécessité de la participation électorale et de la mobilisation politique pour défendre les droits des Noirs américains. Les conséquences des attentats du 11-Septembre et de la guerre en Irak en offrirent une confirmation supplémentaire.

Le 11-Septembre et l'Amérique noire

Les Noirs américains partagèrent l'indignation nationale après les attentats commis par Al-Qaida mais ils ne tardèrent pas à s'inquiéter des effets de la ferveur patriotique omniprésente alors que les incidents de harcèlement et de violence contre des musulmans se multipliaient. Ils virent clairement que ce sentiment de xénophobie et d'intolérance religieuse servait à renforcer le pouvoir des Blancs et menaçait directement, non seulement les droits civiques des Africains-Américains de confession musulmane, mais aussi toutes les personnes de couleur. L'adoption par le Congrès, à la demande de l'administration Bush, du *Patriot Act* renforça leurs craintes. S'appuyant sur les nouvelles dispositions législatives autorisant l'arrestation et la détention sans procès de citoyens américains, le ministère de la Justice se mit à surveiller, voire à arrêter, des centaines d'Africains-Américains musulmans sans lien avec la moindre entreprise terroriste. La Nation of Islam, la NAACP et le Congressional Black Caucus s'insurgèrent contre ces pratiques mais, dans le concert de discours nationalistes attisant les peurs d'un ennemi intérieur, leurs protestations furent étouffées.

Dans ces conditions, seuls 27 % des Noirs américains se déclarèrent favorables à l'intervention américaine en Irak en mars 2003, même si de nombreux Africains-Américains, qui constituaient une proportion importante du contingent de l'armée américaine depuis sa transformation en armée de volontaires, partirent combattre. Mais, même chez ceux-ci, la guerre en Irak suscita de fortes critiques. Alors

que les forces armées comptaient 20 % d'engagés africains-américains en 2000, six ans plus tard cette proportion était tombée à 13 %¹⁰².

De plus, les milliards de dollars alloués par le Congrès américain à la reconstruction de l'Irak parurent à de nombreux Noirs comme d'autant plus choquants que les subventions publiques aux villes américaines s'étaient taries au fil des années depuis l'ère Reagan, au nom de la prétendue nécessité de réduire les dépenses gouvernementales. Certes, ces personnes confondaient volontiers les responsabilités des États fédérés (à l'origine d'une grande partie du financement des municipalités) avec celles du gouvernement fédéral, mais peu leur importait. Ce qu'elles voyaient était l'état d'abandon dans lequel des quartiers entiers étaient laissés et les sommes sidérantes dépensées pour la reconstruction d'un pays, producteur de pétrole, à l'autre bout du monde.

En autorisant le renforcement des pouvoirs de la police, libre de pratiquer une discrimination au faciès que les autorités justifiaient au nom de la nécessaire sécurité nationale, la « guerre contre le terrorisme » permit en outre un effritement des libertés civiles et des droits civiques que la communauté noire américaine avait mis des décennies à conquérir. Or les droits civiques n'étaient pas le seul domaine sur lequel les Noirs américains étaient désormais sur la défensive. Dans l'enseignement supérieur, les années Bush virent aussi le renouveau des attaques menées contre l'*affirmative action*.

L'éternelle question scolaire

En juin 2003, la Cour suprême fut amenée à rendre un nouvel arrêt décisif sur ce dispositif toujours aussi controversé. L'arrêt *Bakke* de 1978 autorisait les universités à prendre en compte l'appartenance raciale des candidats, parmi d'autres facteurs, pour sélectionner leurs étudiants. Par l'arrêt *Grutter v. Bollinger*, la Cour confirma, à une voix près, la constitutionnalité du dispositif d'*affirmative action* de l'Université du Michigan en soulignant qu'il était de l'intérêt indéniable de l'État de renforcer la diversité ethno-raciale dans l'enseignement supérieur. Rappelant que les systèmes des universités pour sélectionner leurs étudiants ne pouvaient pas légalement utiliser de quotas et que l'origine raciale des candidats à l'admission ne pouvait être qu'un des facteurs pris en compte, la Cour suprême validait les procédures de recrutement de l'Université du Michigan mais soulignait dans le même temps que l'*affirmative action* devrait, à terme, prendre fin, de façon à ce que les candidatures soient examinées en fonction du seul profil individuel des étudiants et non de leur identité ethno-raciale.

La majorité des groupes libéraux et des organisations de défense des droits civiques célébrèrent *Grutter* comme une victoire mais l'arrêt se prêtait aussi à une autre interprétation selon laquelle les universités devaient supprimer leurs bureaux et leurs programmes spécifiquement chargés des étudiants de minorités ethno-raciales. Dès l'automne 2003, des centaines d'universités choisirent d'interpréter *Grutter* en ce sens, affirmant que le recours à des programmes *colorblind* promouvant la diversité sociale permettrait de conserver la proportion recherchée d'étudiants de minorités. Or l'exemple de la Californie où, depuis l'adoption en 1996 de la proposition d'initiative populaire 209 (interdisant la prise en compte de la race dans l'admission dans des écoles publiques), le nombre d'élèves et d'étudiants noirs avait chuté, montrait que tel n'était pas le cas. L'accès des étudiants africains-américains à l'enseignement supérieur, qui n'avait fait qu'augmenter depuis les années 1960, était en partie remis en question. La chute du nombre d'étudiants dans une majorité des facultés de droit les plus prestigieuses du pays était symptomatique des difficultés persistantes

pour un nombre représentatif de Noirs à accéder aux plus hauts échelons de la société¹⁰³. Il était toujours possible pour des Africains-Américains d'arriver à ces postes influents mais, du fait de leur nombre limité, ils se retrouvaient encore souvent en position de représenter leur race. Cette faible présence à des postes de direction apportait un démenti aux affirmations de démocratie inclusive et *colorblind* et rappelait que les progrès accomplis depuis les années 1960 restaient fragiles.

Un examen de la situation dans l'enseignement primaire et secondaire confirme cette vulnérabilité des acquis. Dans une société où les écarts de richesse entre les plus riches (dans leur grande majorité des Blancs) et les plus pauvres (souvent des Noirs et des Latinos) ne cessaient de se creuser, une ségrégation raciale et économique caractérisait de plus en plus le système éducatif public. Cinquante ans après l'arrêt de la Cour suprême *Brown* qui avait lancé la déségrégation scolaire, le bilan était plus que mitigé. Depuis sa création au début du ^{xx}e siècle, la NAACP avait lutté pour l'intégration raciale du système scolaire, en en faisant le symbole de l'égalité effective entre Blancs et Noirs, promesse d'ascension sociale pour les jeunes générations d'Africains-Américains. Mais la résistance massive des Blancs à toute intégration, puis l'intégration minimale, l'emménagement en banlieue d'un nombre croissant de familles blanches et le développement de l'enseignement privé rendirent caduque la perspective d'une mixité raciale effective des élèves dans les écoles publiques. Les tentatives de mixité forcée ne firent que renforcer la détermination des Blancs à partir s'installer en banlieue, d'autant que la Cour suprême avait confirmé l'autonomie politique et financière des circonscriptions scolaires. Les habitants des banlieues ne risquaient donc plus d'être contraints de financer les écoles des villes voisines. Les écoles les plus « mixtes » étaient celles qui recevaient le moins de subventions. Inversement, celles ayant accepté un infime pourcentage d'élèves noirs pouvaient s'appuyer sur des financements conséquents, accroissant encore l'écart qualitatif entre les deux types d'écoles publiques.

La mixité raciale des écoles n'était pas non plus la panacée. Source de tensions entre élèves, elle entraînait souvent la ségrégation à l'intérieur des établissements, de nombreux élèves africains-américains étant orientés vers les classes pour élèves en difficultés. Les enseignants blancs exprimaient des difficultés à enseigner aux élèves

noirs, qui avaient tendance à se regrouper entre eux pour affronter l'hostilité ambiante. Inversement, les enseignants africains-américains rencontraient parfois des problèmes avec les élèves blancs ou avaient des attentes différentes selon les élèves, plus élevées pour les Blancs et moindres pour les élèves noirs. Dans ce contexte, de nombreux parents africains-américains se mirent à éprouver de la nostalgie pour l'ancien système ségrégué d'écoles noires qui avait permis à leur génération de se former dans une atmosphère paisible et conviviale, propice aux études.

Le triomphe de l'*uplift*

Cette idée conservatrice selon laquelle l'isolement forcé de la communauté noire sous le système « Jim Crow » l'avait amenée à s'organiser et à connaître son plus grand dynamisme se mit à faire des émules. En témoigne la popularité du discours dit « du quatre-quarts » de l'animateur africain-américain Bill Cosby. En 2004, lors d'une cérémonie de commémoration du cinquantième anniversaire de *Brown*, organisée par la NAACP, le *showman* s'écria : « Regardez les détenus, ce ne sont pas des prisonniers politiques. Ce sont des gens qui volent du Coca-Cola. Des gens qui se font tuer d'une balle dans la tête pour un morceau de quatre-quarts. Et on est tous là à s'indigner : "Les flics n'auraient pas dû le tuer." Mais qu'est-ce qu'il faisait donc avec le quatre-quarts dans sa main¹⁰⁴ ? » Beaucoup s'indignèrent de cette analyse caricaturale des violences policières, mais de nombreuses voix s'élevèrent aussi pour saluer sa « franchise ». Comme Cosby, de nombreux Noirs de la classe moyenne et de l'élite estimaient que la résolution des problèmes des ghettos passait par la responsabilisation des individus.

Ce retour en force de l'*uplift* reposait aussi sur le constat lucide du contexte politique défavorable à toute action collective pour véritablement modifier les conditions de vie dans les ghettos. Malgré la publication chaque année par le Congressional Black Caucus d'un budget alternatif appelant à des investissements publics massifs au service des plus démunis, les élus noirs ne parvenaient pas à infléchir les politiques publiques. Cette impuissance s'expliquait par leur très faible nombre par rapport au total d'élus du pays. En 2000, les élus noirs ne représentaient que 2 % du nombre total, alors que les Africains-Américains représentaient 12 % de la population

américaine. De nombreuses villes, comme Ferguson dans le Missouri, possédaient une forte population africaine-américaine mais presque pas d'élus ni de représentants noirs. Même au plus haut niveau de l'État, la présence noire était limitée. De 1999 à 2005, après le départ de Carol Moseley Braun, première sénatrice noire de l'histoire du pays représentant l'Illinois de 1993 à 1998 et deuxième sénateur africain-américain de tout le ^{xx}^e siècle, il n'y eut plus aucun sénateur noir jusqu'à l'élection de Barack Obama au Sénat en 2004.

En outre, les Africains-Américains qui parvenaient à être élus avaient souvent fait campagne en mettant en avant, non pas leur race, mais leurs compétences et leurs résultats. Certains d'entre eux, comme le démocrate Douglas Wilder de Virginie, premier gouverneur noir du pays et grand partisan de la peine de mort, défendaient des positions ouvertement conservatrices. De l'autre côté de l'échiquier politique, Barack Obama a toujours veillé à présenter ses prises de position, d'abord au sénat de l'Illinois de 1997 à 2004, puis au Sénat américain, comme libérales et progressistes, mais pas comme « noires ».

Dans ces conditions, la communauté noire était contrainte, pour défendre ses intérêts, de regarder au-delà de la politique électorale. C'était en particulier nécessaire pour les Africains-Américains qui restaient fidèles à l'approche progressiste voire radicale du mouvement noir depuis sa formation au fil du ^{xx}^e siècle. Revendiquant l'élargissement de la démocratie américaine pour y inclure tous les laissés-pour-compte, ils se mobilisèrent en recourant à l'éventail complet des modes d'action politique possibles : formation d'associations locales, militantisme de rue, lobbying, mobilisation électorale, campagnes de sensibilisation, notamment grâce à Internet et aux nouveaux médias sociaux, soit dans des groupes incluant uniquement des Noirs, soit dans le cadre de coalitions interraciales fondées sur les intérêts de classe et/ou de genre, telle ACORN (Association of Community Organizations for Reform Now), très active dans les campagnes pour un salaire décent. La mobilisation des Africains-Américains était d'autant plus forte que certains problèmes s'aggravaient¹⁰⁵. En 2000, près de 50 % des cas de SIDA aux États-Unis touchaient des Noirs. Une étude couvrant les années 2001 à 2006 rapporte que 1 habitant du District de Columbia sur 20 était séropositif et que 80 % des personnes contaminées identifiées étaient africaines-américaines¹⁰⁶.

Les actions des militants noirs étaient parfois couronnées d'un

succès inattendu. En juin 2005, le Congrès décida de présenter des excuses officielles pour les lynchages commis contre les personnes d'origine africaine aux États-Unis. Ce vote historique marquait l'aboutissement des efforts de la NAACP et d'autres groupes de défense des droits civiques depuis le début du xx^e siècle pour que le Congrès adopte une loi faisant du lynchage un crime fédéral. Des manifestations d'enthousiasme accueillirent le vote de juin 2005 : le pays semblait enfin prêt à reconnaître son passé. Mais la joie fut de courte durée. Moins de trois mois plus tard, l'ouragan Katrina révéla l'ampleur des discriminations et des préjugés raciaux qui persistaient dans la population blanche, et jusqu'à la tête du pays.

De Katrina à Obama, le mythe de l'« Amérique postraciale »

Le 29 août 2005, l'ouragan Katrina s'abattit sur la Louisiane, le Mississippi et le sud-ouest de l'Alabama, provoquant la destruction d'immenses zones et entraînant des dégâts s'élevant à des dizaines de milliards de dollars. Le bilan humain de la tragédie initiée par l'arrivée du cyclone était terrible : plus de 1 800 morts. La Nouvelle-Orléans, connue dans le monde entier pour sa tradition musicale et culturelle noire, fut le centre urbain le plus touché. La catastrophe naturelle était la pire de l'histoire du pays, mais l'incurie de sa gestion sanitaire et politique qui s'apparentait à une négligence criminelle illustra la force du racisme institutionnel et des préjugés contre les Noirs.

Avant même l'arrivée de l'ouragan, il était évident que la grande majorité des habitants de La Nouvelle-Orléans qui ne seraient pas en mesure d'évacuer la ville, comme l'ordre venait d'en être donné, seraient des Noirs pauvres et de la classe ouvrière. Lorsque les digues de protection lâchèrent, provoquant l'inondation notamment du quartier africain-américain du Lower Ninth Ward, des dizaines de milliers de personnes se retrouvèrent bloquées à l'intérieur de leurs maisons ou sur les toits, sans nourriture, eau potable, téléphone ou électricité, incapables d'appeler à l'aide. Pendant plusieurs jours après le passage de l'ouragan, alors que les eaux avaient envahi 80 % de la ville, que des cadavres flottaient ici et là et que des milliers de personnes attendaient de l'aide après avoir été évacuées dans le stade Superdome, les secours peinaient à arriver. L'agence fédérale chargée

de la gestion des situations d'urgence, la Federal Emergency Management Agency, se refusait à intervenir tant qu'elle n'en avait pas reçu l'ordre explicite, et l'opposition entre la gouverneure démocrate de la Louisiane, soucieuse de protéger les prérogatives de son État face au gouvernement fédéral, et la Maison-Blanche retardait une intervention humanitaire de plus en plus urgente. Dans le chaos, qui empêchait les médias de faire leur travail, des rumeurs se répandirent, qui s'appuyaient sur quelques faits enflés par sensationnalisme et racisme. Les journaux et télévisions rivalisèrent de reportages sur les pillages pratiqués par les Noirs dans les magasins de la ville tandis que les Blancs étaient présentés comme cherchant désespérément à se nourrir ; sur les attaques dont avaient été la cible les policiers et les pompiers venus porter secours aux victimes ; et sur la violence qui régnait dans les rues inondées et même à l'intérieur du Superdome où des rumeurs de viols d'enfants circulèrent, rappelant les fantasmes véhiculés depuis la fin de l'esclavage sur la bestialité des hommes noirs.

L'inaction des autorités et la violence des stéréotypes racistes qui inondaient les médias provoquèrent l'indignation de la plupart des dirigeants, responsables publics, intellectuels et citoyens ordinaires africains-américains. Selon un sondage de l'institut Pew, 84 % des Noirs estimaient que le gouvernement serait intervenu plus vite si les victimes avaient été blanches¹⁰⁷. Il n'échappait en effet à personne que les zones les plus négligées par les sauveteurs étaient les quartiers noirs. Une contre-rumeur, dont Louis Farrakhan de la Nation of Islam se fit l'écho à la télévision nationale, se mit à circuler dans la communauté noire, selon laquelle les digues auraient été dynamitées pour protéger les quartiers blancs en inondant à dessein le Lower Ninth¹⁰⁸.

Certains évoquèrent le souvenir des grandes inondations de 1927 pour montrer à quel point les choses avaient peu changé. À la fin des années 1920, les personnes chassées par les inondations avaient été contraintes de vivre pendant plusieurs semaines dans des camps de fortune gérés par la Croix-Rouge. Dans ces camps qui pratiquaient la ségrégation en vigueur en Louisiane à cette époque, les Noirs étaient systématiquement défavorisés par rapport aux Blancs et ne recevaient que le strict minimum pour ne pas mourir de faim. Par peur qu'ils ne quittent définitivement la région et viennent grossir les rangs des candidats à la Grande Migration dans le Nord, les autorités les avaient

empêchés par la force de quitter ces camps¹⁰⁹. La comparaison entre les deux périodes était sans doute excessive car, en 2005, La Nouvelle-Orléans avait un maire noir, Ray Nagin, et, une fois évacuées, les personnes furent traitées sans distinction de race par les autorités, mais elle montre la frustration et la colère des Africains-Américains devant la lenteur des secours.

Particulièrement choquant à leurs yeux était le terme de « réfugiés » utilisé par le gouvernement et les médias pour décrire les personnes évacuées, comme si elles avaient perdu leur citoyenneté américaine dans les inondations. De fait, lorsque des personnes qui attendaient d'être secourues depuis plusieurs jours sur le long pont reliant La Nouvelle-Orléans à la ville voisine de Gretna, tentèrent de le franchir, elles furent refoulées par des policiers armés. Toutes ces personnes n'étaient pas noires mais l'incident rappelait terriblement aux Africains-Américains les événements de Selma en 1965. Quarante ans plus tard, en ce début de XXI^e siècle, elles n'étaient soudain plus certaines d'avoir définitivement remporté ce combat, d'autant plus que la grande majorité des Américains blancs refusaient de voir les questions raciales que la catastrophe avait soulevées.

Tous les Africains-Américains n'étaient pas d'accord pour considérer que le racisme expliquait l'abandon des victimes. Melvin Watts, président du Congressional Black Caucus, déclara que, selon lui, s'étaient jouées davantage des questions de classe que des questions de race¹¹⁰. Selon Barack Obama, unique sénateur noir au Congrès, « le gouvernement avait été indifférent à la couleur dans son incompetence ». Mais la majorité des Noirs étaient davantage d'accord avec le rappeur Kanye West qui s'exclama, lors d'un concert organisé en soutien aux victimes : « George Bush n'en a rien à faire des Noirs. » Au-delà de cette expression viscérale de colère, 90 % des Noirs interrogés après Katrina s'accordaient à dire que l'injustice raciale restait un problème majeur, 140 ans après l'abolition de l'esclavage. Katrina révéla au monde entier non seulement l'ampleur de la pauvreté urbaine dans les États-Unis du XXI^e siècle, mais aussi et surtout la fragmentation de la société américaine et la persistance des tensions raciales.

L'émotion de la population noire était telle que, lorsqu'il se décida à enfin se rendre sur les lieux, dix-sept jours après le passage de l'ouragan, George Bush lui-même mentionna la discrimination raciale comme origine historique de la pauvreté de nombreux Noirs de la

ville¹¹¹. La question qui se posa ensuite fut celle de l'avenir des populations évacuées et de ce phare de la culture africaine-américaine qu'était La Nouvelle-Orléans. La lutte immédiate des personnes évacuées pour la survie se transforma vite en lutte pour le droit de vote et l'éducation, puis en combat pour la façon dont la ville devait être reconstruite. Certains Noirs profitèrent de la catastrophe pour refaire leur vie ailleurs, ce que de nombreuses personnes pauvres n'auraient pas pu faire sans leur évacuation forcée. Les ghettos urbains ont toujours été marqués par la très faible mobilité géographique de leurs habitants. Ceux du Lower Ninth à La Nouvelle-Orléans n'échappent pas à la règle. Lorsqu'on grandit dans le ghetto, on y reste, la plupart des déménagements étant causés par un cas de force majeure, comme la vétusté insupportable du logement, et non par des opportunités à saisir ailleurs. Mais, pour ceux qui souhaitèrent retourner à La Nouvelle-Orléans, le combat du retour fut long. Il se poursuit encore aujourd'hui.

Deux mois après Katrina, Rosa Parks décéda, à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Le 2 novembre 2005, un parterre d'anciens militants des droits civiques, de leaders et d'hommes politiques noirs rendit hommage à la militante, rappelant le courage de son action au sein de la NAACP avant et après ce jour fatidique où elle refusa de céder son siège dans l'autobus de Montgomery. Parmi eux, le sénateur Obama souligna son importance, rappelant aussi le rôle des innombrables militants du mouvement noir restés anonymes. « Il est clair que je n'aurais jamais pu être là où je suis sans cette femme », déclara-t-il, inscrivant sa trajectoire dans la lignée historique du mouvement des droits civiques¹¹². Mais la succession de ces intervenants venus rendre hommage à Parks ne suffit pas à modifier en profondeur l'image de la militante. Encore aujourd'hui, Rosa Parks reste cantonnée au rôle de Madone silencieuse du mouvement des droits civiques, derrière un Martin Luther King volubile dont le rêve d'une Amérique *colorblind* est repris à l'unisson par les dirigeants du pays et par l'opinion publique. Ce consensus idéologique permet certes de renforcer progressivement l'inclusion raciale dans les plus hautes sphères de la société et la classe moyenne mais il ne permet pas de s'attaquer aux fondements structurels des inégalités raciales qui persistent encore aujourd'hui¹¹³.

La résistance des élus au Congrès à l'idée des réparations est une illustration de cette difficulté à analyser les ressorts systémiques du racisme. Le 29 juillet 2008, la Chambre des représentants vota

unanimentement des excuses officielles pour l'esclavage et la ségrégation. Ce faisant, les élus reconnaissaient le poids du passé dans le fonctionnement actuel de la société américaine. Immédiatement, des dirigeants noirs de tout le pays se mirent à réclamer que le pays tienne enfin sa promesse de donner aux Noirs « 40 acres et une mule ». Différents types de réparations furent évoqués, de la fourniture de bourses étudiantes et de crédit aux entreprises détenues par des Noirs aux dons de terres. En vain : les élus refusèrent d'aller au-delà des excuses officielles¹¹⁴.

En 1964, Ralph Ellison écrivait : « J'aimerais voir un Noir qualifié devenir président des États-Unis. Mais je soupçonne que même si cela était possible aujourd'hui, les nécessités de la fonction influenceraient ses actions bien plus que son identité raciale¹¹⁵. » Rarement déclaration a été aussi prophétique. L'élection en novembre 2008 de Barack Obama, premier président noir du pays, suscita un enthousiasme considérable dans la population africaine-américaine. Après des années de pessimisme renforcé par les événements de Katrina, la communauté noire pouvait enfin espérer que le changement était possible. Un nombre inégalé de Noirs se mobilisèrent pour assurer sa victoire. Le taux d'inscription sur les listes électorales des jeunes et des femmes africaines-américaines fit un bond spectaculaire. Les Noirs, jeunes et plus âgés, hommes et femmes, se reconnaissaient en effet dans la candidature d'Obama.

Malgré les aspects atypiques de sa jeunesse à Hawaï et en Indonésie et de son père kenyan venu aux États-Unis avec un visa étudiant, son parcours, exposé dans son autobiographie, *Les Rêves de mon père*, et ses expériences de la frustration devant la culture populaire blanche, de la discrimination, de la difficile quête de sa propre identité et de la fierté de ses origines africaines, trouvait un écho chez les Africains-Américains. Comme Du Bois, Obama avait été confronté aux difficultés de sa « nature double », pour reprendre l'expression de Du Bois, être à la fois un Américain et un Noir, et comme beaucoup il avait trouvé l'inspiration dans les écrits de Malcolm X. Son passé d'« organisateur de communautés » dans les quartiers du South Side de Chicago de 1985 à 1988, travail consistant à aider les habitants à s'organiser pour régler par eux-mêmes les problèmes qu'ils rencontraient (logement, éducation, santé, etc.), l'inscrivit dans la longue tradition des mobilisations locales au service des plus démunis^a. Mais cette expérience le convainquit aussi, du fait de la

faiblesse des résultats obtenus, que la question clé était celle du pouvoir. Il s'engagea alors dans une carrière politique, au sens strict du terme.

Sa candidature à la présidentielle de 2008 avait fait naître un espoir tel que l'élection de novembre atteignit des records de participation. Voyant dans son ascension politique vertigineuse le symbole de l'égalité enfin atteinte, de nombreux commentateurs s'empressèrent de proclamer l'avènement d'une Amérique postraciale. David Gregory, présentateur de la chaîne câblée MSNBC, s'écria ainsi : « Le fils d'un père africain, un Kenyan, et d'une mère blanche, originaire du Kansas, dans un pays entaché par l'esclavage, est maintenant président des États-Unis. La barrière raciale ultime a été franchie¹¹⁶. » De fait, Obama plaça la cérémonie de son investiture sous le sceau du mouvement des droits civiques. Des *Tuskegee Airmen* participèrent au défilé officiel et le révérend Joseph Lowery, ancien dirigeant de la SCLC, bénit le nouveau président, en commençant par quelques vers de *Lift Every Voice and Sing*, l'hymne national des Noirs américains composé par James Weldon Johnson. Mais, comme il l'avait toujours fait pendant sa carrière politique et sa campagne électorale, Obama prit grand soin, une fois à la Maison-Blanche, de ne pas être perçu comme un « président noir » – et encore moins comme le « président des Noirs » – mais comme le président de tous les Américains. Il y parvint en mêlant dans son approche la reconnaissance des difficultés spécifiques des Noirs américains et sa volonté de trouver des solutions bénéficiant à tous. Ce n'était pas une stratégie politique mais plutôt l'expression de sa conviction que l'amélioration des opportunités pour tous entraînerait automatiquement celles des Noirs. Obama n'allait pas rester dans l'histoire comme le président qui relancerait les politiques massives d'aides ciblant les Noirs les plus défavorisés.

En outre, comme le craignait Ellison, la conjoncture pesa lourdement sur la capacité d'action du nouveau président qui fut élu en pleine crise financière et économique, et alors que le pays était empêtré dans deux guerres, en Irak et en Afghanistan¹¹⁷. Ses projets politiques, aussi bien son plan de reprise économique que son projet de réforme du système de couverture maladie (surnommé « Obamacare »), reflétaient initialement cette recherche d'équilibre entre les contraintes économiques et sa volonté d'aider les démunis. Mais les contraintes de la politique partisane et l'opposition farouche des républicains à l'Obamacare le contraignirent rapidement à

consacrer une grande partie de son énergie à sauver son projet, au détriment d'autres dossiers tels les effets dévastateurs de la crise dite des « subprimes » notamment pour le patrimoine des Africains-Américains, ou les relations police-habitants¹¹⁸. Au cours de son premier mandat, le Congrès vota toutefois le *Fair Sentencing Act* (2010) qui réduisit l'écart entre les peines pour vente et possession de crack et de cocaïne : désormais, la possession ou la vente de 90 grammes de cocaïne entraînaient la même peine que pour 5 grammes de crack (contre 500 grammes de cocaïne depuis la loi de 1988). La nouvelle loi supprima aussi les peines plancher pour la simple possession de drogue¹¹⁹.

Le 26 février 2012, en pleine campagne électorale pour la présidentielle de 2012, la mort du jeune Africain-Américain Trayvon Martin, âgé de dix-sept ans, raviva le débat sur la persistance du racisme et de la discrimination. Martin se promenait, non armé, la nuit, dans la résidence fermée et sécurisée (*gated community*) où il séjournait temporairement, lorsqu'il fut tué par George Zimmerman, un Hispanique de vingt-huit ans, coordinateur de la patrouille de surveillance de la résidence. L'affaire illustrait à la fois la force des préjugés, puisqu'un jeune Noir vêtu d'un sweat-shirt à capuche était immédiatement considéré comme un criminel, et la complexité des relations raciales dans un pays où les Latinos représentaient désormais la principale minorité, avec plus de 16 % de la population totale contre 13 % d'Africains-Américains. Arrivée sur les lieux, la police trouva le corps sans vie du jeune homme avec une balle dans le thorax mais n'arrêta pas pour autant Zimmerman, qui plaida la légitime défense au titre d'une vieille loi de la Floride, dite « *stand your ground law* », qui rend « légal » l'assassinat d'une personne qui vous menace. D'immenses protestations eurent lieu dans tout le pays. « Trayvon aurait pu être mon fils », déclara un président Obama visiblement ému. Finalement inculpé d'homicide involontaire trois mois après les faits, Zimmerman plaida non coupable et fut relâché sous caution. Le 13 juillet 2013, le verdict du jury populaire tomba : non coupable. La communauté noire exprima sa colère. « Cela aurait pu être moi il y a trente-cinq ans », commenta de nouveau le président¹²⁰. Une fois de plus, dans l'histoire des Africains-Américains, le pessimisme pointait derrière la reconnaissance des progrès accomplis¹²¹. Que le premier président noir des États-Unis dénonce publiquement la mort de Trayvon Martin montrait l'ampleur du chemin parcouru depuis

l'émancipation. Que justice n'ait pas été rendue après la mort de ce jeune homme soulignait la persistance des discriminations.

a. L'expression « organisateur de communautés » est la traduction de l'anglais *community organizer*, mélange de travailleur social et d'éducateur politique dont la mission consiste à inciter et à aider les habitants d'un quartier à défendre leurs intérêts face aux bailleurs sociaux, aux banques et au pouvoir municipal.

Épilogue

« Mieux reste insuffisant »

Un an après le procès de Zimmerman, la mort d'Eric Garner, tué par étranglement par un policier blanc à New York alors qu'il vendait des cigarettes à la sauvette en juillet 2014, puis celle de Michael Brown à Ferguson (Missouri), en août, tué par un policier blanc après une altercation dans des circonstances peu claires, rouvrirent une plaie jamais vraiment fermée, celle de la longue histoire des violences policières contre les Noirs. La mort de Brown, dont le corps sans vie avait été laissé abandonné sur la chaussée pendant plusieurs heures, provoqua une explosion de colère dans la population africaine-américaine de Ferguson, petite ville en banlieue de Saint-Louis. Lors de ses obsèques, le révérend Al Sharpton s'exclama que la vie de Michael Brown n'avait pas compté. Sa phrase fut reprise par les organisateurs d'un vaste mouvement de protestation contre les violences policières à l'encontre des Noirs : le mouvement « Black Lives Matter » était né.

Ces militants, jeunes pour la plupart, multiplièrent les actions à l'automne et l'hiver 2014-2015. Manifestations, défilés, *die-ins* (action sur le modèle des *sit-ins* où les participants font semblant d'être morts en se couchant par terre) et campagnes sur les médias sociaux se succédèrent. En référence aux « Printemps arabes », les médias allèrent jusqu'à évoquer un « Printemps noir » 2015 pour décrire le mouvement. Mais cette mobilisation n'a pas empêché la liste des victimes de la police de s'allonger : Tamir Rice, Walter Scott, Freddie Gray et d'autres dont les noms sont mal connus ou immédiatement oubliés. Du fait du recrutement d'un nombre croissant d'Afro-Américains dans la police depuis les années 1960-1970, les violences policières ne sont pas le fait des seuls fonctionnaires blancs. De même, certains juges africains-américains, tel le juge Herman Dawson à Upper Marlboro (Maryland), sont particulièrement sévères et tendent

à envoyer en prison les jeunes Noirs dès leur première comparution¹. Mais, que les agents soient Noirs ou Blancs, ouvertement racistes ou non, ce sont les institutions qui posent problème : elles s'abattent en priorité sur les populations les plus vulnérables, en particulier celles et ceux qui sont victimes du racisme.

Le mouvement « Black Lives Matter » est parvenu malgré tout à quelques succès. À l'automne 2015, plus d'une vingtaine d'États et de nombreuses municipalités ont adopté de nouvelles lois et réformes pour mieux former leurs forces de police et les tenir davantage pour responsables de leurs actions. Mais, alors que le pays vient de commémorer le cinquantième anniversaire des événements violents de Selma puis de l'adoption du *Voting Rights Act*, de fortes inégalités persistent entre les Noirs et les Blancs, à commencer par le droit de vote dont sont privées les centaines de milliers d'Africains-Américains ayant été condamnés pour crime².

Outre le problème des pratiques policières de maintien de l'ordre, l'explosion de colère de Ferguson a aussi attiré l'attention sur la sous-représentation des Noirs au conseil municipal de la ville, où un seul conseiller municipal sur six est africain-américain (alors même que les Noirs représentent les deux tiers de la population). Et Ferguson n'est pas un cas unique. Une étude montre que plus de 1,2 million d'Africains-Américains dans 175 villes sont ainsi sous-représentés et mal défendus, ce qui pose d'autant plus problème que les inégalités restent très fortes³.

Selon les dernières statistiques disponibles, 39 % des enfants noirs vivent encore sous le seuil de pauvreté, contre 14 % des enfants blancs. L'accès aux soins et l'espérance de vie des Africains-Américains restent très en deçà de ceux de la population blanche. Le taux de chômage des Noirs, à l'échelle nationale, y compris parmi les diplômés, demeure plus de deux fois supérieur à celui des Blancs. À peine 70 % des étudiants noirs terminent leurs études secondaires, contre une moyenne nationale de 81,4 % et un taux supérieur à 75 % pour les Hispaniques. Alors que plus de 70 % des Blancs sont propriétaires de leurs logements, tel est le cas pour moins de 45 % des Noirs, et ce pourcentage est en recul rapide depuis la récession et la crise des « subprimes » de 2008. Et ces logements ne sont pas non plus de la même valeur : en termes de patrimoine global, les Noirs continuent de ne posséder qu'un dixième de la valeur des actifs des Blancs, facteur qui ne peut que contribuer à l'avenir au maintien des

inégalités⁴. Sur tous ces indicateurs, des progrès ont bien été réalisés au fil des décennies mais la persistance de tels écarts montre bien le poids du passé dans l'Amérique contemporaine. La tuerie de l'église noire de Charleston (Caroline du Sud) en juin 2015 et la polémique autour de l'attachement de ce même État au maintien du drapeau confédéré en sont les rappels douloureux.

Dans son livre *L'Audace d'espérer*, qui lui servit à présenter son programme de campagne en 2008, Obama soulignait les immenses progrès accomplis par les Noirs depuis l'émancipation, ce fameux 4 juin 1865, quand les esclaves désormais affranchis avaient, selon l'expression de Katie Rowe citée en ouverture de ce livre, « commencé à vivre ». Mais il rappelait aussi l'ampleur du chemin encore à parcourir sur la voie de l'égalité et de la justice. « *Better is still not enough* », écrivit-il (« Mieux reste insuffisant »). Alors que s'achève son second mandat, ce constat reste d'une actualité brûlante.

Sigles et acronymes

ABBAAfrican Blood Brotherhood
ACMHRAlabama Christian Movement for Human Rights
ACORNAssociation of Community Organizations for Reform Now
AFDCAmerican Families with Dependent Children
AFLAmerican Federation of Labor
AKAAlpha Kappa Alpha
AMEAfrican Methodist Episcopal Church
ANLCAmerican Negro Labor Congress
BARTSBlack Arts Repertory Theater/School
BSCPBrotherhood of Sleeping Car Porters
BPPBlack Panther Party
CAPCommunity Action Program
CBCCongressional Black Caucus
CCCCivilian Conservation Corps
CCCOCoordinating Council of Community Organizations
CHAChicago Housing Authority
CIACentral Intelligence Agency
CICCommission for Interracial Cooperation
CIOCongress of Industrial Organizations
CNACCCambridge Non-violent Action Committee
COFOCouncil of Federated Organizations
COGICChurch of God in Christ
COINTELPROCounterIntelligence Program
CORECongress of Racial Equality
CPUSACommunist Party USA
CRCCCivil Rights Congress
DBCADDorchester Business & Citizens Association
DRUMDodge Revolutionary Union Movement
EEOCEqual Employment Opportunities Commission
FBIFederal Bureau of Investigation
FEMAFederal Emergency Management Agency
FEPCFair Employment Practices Commission
FERAFederal Emergency Relief Administration

FHAFederal Housing Administration
FORFellowship of Reconciliation
FPCCFair Play for Cuba Committee
FSAFarm Security Administration
ICCInterstate Commerce Commission
ILDInternational Labor Defense
IWWIndustrial Workers of the World
KKKKKu Klux Klan
LCFOLowndes County Freedom Organization
LSNRLeague of Struggle for Negro Rights
MFDPMississippi Freedom Democratic Party
MOWMMarch on Washington Movement
NAACPNational Association for the Advancement of Colored People
NALCNegro American Labor Council
NACWNational Association of Colored Women
NBANational Black Assembly
NBFNational Black Feminist Organization
NBPCNational Black Political Convention
NCNWNational Council of Negro Women
NIRA*National Industrial Recovery Act*
NNCNational Negro Congress
NOINation of Islam
NOWNational Organization for Women
NULNational Urban League
NWRONational Welfare Rights Organization
NYANational Youth Administration
OEOOffice of Economic Opportunity
ONUOrganisation des Nations unies
PCCRPresident's Committee on Civil Rights
PUSHPeople United to Serve Humanity
PWAPublic Works Administration
RCNLRegional Council of Negro Leadership
SCHWSouthern Conference for Human Welfare
SCLCSouthern Christian Leadership Conference
SDSStudents for a Democratic Society
SNCCStudent Nonviolent Coordinating Committee (puis Student National Coordinating Committee)
SNYCSouthern Negro Youth Congress
SPASocialist Party of America

SRCSouthern Regional Council
STFUSouthern Tenant Farmers Union
TUULTrade Union Unity League
TWWAThird World Women's Alliance
UNIAUniversal Negro Improvement Association
VEPVoter Education Project
WITCHWomen's International Terrorist Conspiracy from Hell
WPAWorks Progress Administration
WPCWomen's Political Council
YMCAYoung Men's Christian Association

Bibliographie sélective

Michelle ALEXANDER, *The New Jim Crow. Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*, New Press, New York, 2010.

Elijah ANDERSON, *The Code of the Street. Decency, Violence, and the Moral Life of the Inner City*, Norton, New York, 1999.

Terry ANDERSON, *The Pursuit of Fairness. A History of Affirmative Action*, Oxford University Press, New York, 2004.

Davarian BALDWIN, *Chicago's New Negroes. Modernity, the Great Migration, and Black Urban Life*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2007.

Beth Tompkins BATES, *Pullman Porters and the Rise of Protest Politics in Black America, 1925-1945*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2001.

Beth Tompkins BATES, *The Making of Black Detroit in the Age of Henry Ford*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2010.

Manfred BERG, *Popular Justice. A History of Lynching in America*, Ivan R. Dee, Lanham, 2011.

Wallace BEST, *Passionately Human, No Less Divine. Religion and Culture in Black Chicago, 1915-1952*, Princeton University Press, Princeton, 2005.

Martha BIONDI, *The Black Revolution on Campus*, University of California Press, Berkeley, 2012.

Martha BIONDI, *To Stand and Fight. The Struggle for Civil Rights in Postwar New York City*, Harvard University Press, Cambridge, 2003.

Joshua BLOOM et Waldo E. MARTIN, Jr., *Black Against Empire. The History of the Black Panther Party*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2013.

Eduardo BONILLA-SILVA, *Racism without Racists. Color-Blind Racism and*

the Persistence of Racial Inequality in America, Rowman & Littlefield, New York, 2003.

Toni CADE (dir.), *The Black Woman. An Anthology*, Signet, New York, 1970.

Stokely CARMICHAEL et Charles HAMILTON, *Black Power. The Politics of Liberation*, Vintage, New York, 1967.

Clayborne CARSON, *In Struggle. SNCC and the Black Awakening of the 1960s*, Harvard University Press, Cambridge, 1981.

William CHAFE, *Civilities and Civil Rights. Greensboro, N.C. and the Struggle for Freedom*, Oxford University Press, New York, 1990.

Jeff CHANG, *Can't Stop, Won't Stop. Une histoire de la génération hip-hop*, Allia, Paris, 2015 [2005].

Kenneth CLARK, *Dark Ghetto. Dilemmas of Social Power*, Harper, New York, 1965.

Ta-Nehisi COATES, *Une colère noire. Lettre à mon fils*, Autrement, Paris, 2016 [2015].

Bettye COLLIER-THOMAS et V.P. FRANKLIN (dir.), *Sisters in the Struggle. African American Women in the Civil Rights-Black Power Movement*, New York University Press, New York, 2001.

Matthew COUNTRYMAN, *Up South. Civil Rights and Black Power in Philadelphia*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 2006.

Vicki L. CRAWFORD, Jacqueline Anne ROUSE et Barbara WOODS (dir.), *Women in the Civil Rights Movement. Trailblazers and Torchbearers, 1941-1965*, Indiana University Press, Bloomington, 1990.

Emilye CROSBY (dir.), *Civil Rights History from the Ground Up. Local Struggles, A National Movement*, University of Georgia Press, Athens, 2011.

Angela DAVIS, *S'ils frappent à l'aube*, Gallimard, Paris, 1972 [1971].

Angela DAVIS, *Femmes, race et classe*, Éditions Des Femmes, Paris, 2007 [1981].

Andrew DIAMOND, *Chicago on the Make : Power and Inequality in a Modern City*, University of California Press, Berkeley, 2017.

- Andrew DIAMOND et Pap NDIAYE, *Histoire de Chicago*, Fayard, Paris, 2013.
- John DITTMER, *Local People. The Struggle for Civil Rights in Mississippi*, University of Illinois Press, Urbana, 1994.
- Elsa DORLIN, *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain*, L'Harmattan, Paris, 2008.
- St. Clair DRAKE et Horace CAYTON, *Black Metropolis*, University of Chicago Press, Chicago, 2015 [1945].
- Mary DUDZIAK, *Cold War Civil Rights. Race and the Image of American Democracy*, Princeton University Press, Princeton, 2000.
- Glenn T. ESKEW, *But for Birmingham. The Local and National Movements in the Civil Rights Struggle*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1997.
- Ashley FARMER, *Remaking Black Power : How Black Women Transformed an Era*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2017.
- Karen FERGUSON, *Black Politics in New Deal Atlanta*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2002.
- Eric FONER, *Reconstruction. America's Unfinished Revolution, 1863-1877*, Harper and Row, New York, 1988.
- Ronald FORMISANO, *Boston Against Busing. Race, Class, and Ethnicity in the 1960s and 1970s*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1991.
- E. Franklin FRAZIER, *Black Bourgeoisie. Rise a New Middle Class*, Free Press, New York, 1957.
- Kevin GAINES, *Uplifting the Race. Black Leadership, Politics, and Culture in the 20th Century*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1996.
- David GARROW, *Bearing the Cross. Martin Luther King, Jr. and the Southern Christian Leadership Conference*, William Morrow, New York, 1986.
- Daniel GEARY, *Beyond Civil Rights. The Moynihan Report and its Legacy*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 2015.
- Dan GEORGAKAS et Marvin SURKIN, *Detroit. Pas d'accord pour crever. Une*

étude de la révolution urbaine (1967-1975), Agone, Marseille, 2015.

Paula GIDDINGS, *When and Where I Enter. The Impact of Black Women on Race and Sex in America*, William Morrow, New York, 1984.

Glenda GILMORE, *Defying Dixie. The Radical Roots of Civil Rights, 1919-1950*, Norton, New York, 2008.

Risa Lauren GOLUBOFF, *The Last Promise of Civil Rights*, Harvard University Press, Cambridge, 2012.

Colin GRANT, *Negro with a Hat. The Rise and Fall of Marcus Garvey*, Oxford University Press, New York, 2008.

Adam GREEN, *Selling the Race. Culture, Community, and Black Chicago, 1940-1955*, University of Chicago Press, Chicago, 2007.

Cheryl Lynn GREENBERG, « *Or Does It Explode ?* » *Black Harlem in the Great Depression*, Oxford University Press, New York, 1991.

James GROSSMAN, *Land of Hope. Chicago, Black Southerners, and the Great Migration*, University of Chicago Press, Chicago, 1989.

Paul HARVEY, *Freedom's Coming. Religious Culture and the Shaping of the South from the Civil War through the Civil Rights Era*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2005.

Evelyn Brooks HIGGINBOTHAM, *Righteous Discontent. The Women's Movement in the Black Baptist Church, 1880-1920*, Harvard University Press, Cambridge, 1993.

Lance HILL, *The Deacons for Defense. Armed Resistance and the Civil Rights Movement*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2004.

Patricia HILLS-COLLINS, *From Black Power to Hip Hop. Racism, Nationalism, and Feminism*, Temple University Press, Philadelphie, 2006.

Darlene Clark HINE, *Hine Sight. Black Women and the Re-Construction of American History*, Indiana University Press, Bloomington, 1994.

Arnold HIRSCH, *Making the Second Ghetto. Race and Housing in Chicago, 1940-1960*, Cambridge University Press, New York, 1983.

Faith HOLSAERT et alii (dir.), *Hands on the Freedom Plow. Personal*

Accounts by Women in SNCC, University of Illinois Press, Urbana, 2010.

Thomas HOLT, *Black Over White. Negro Political Leadership in South Carolina during Reconstruction*, University of Illinois Press, Urbana, 1977.

Michael HONEY, *Southern Labor and Black Civil Rights. Organizing Memphis Workers*, University of Illinois Press, Urbana, 1993.

bell HOOKS, *Ne suis-je pas une femme ? Femmes noires et féminisme*, Cambourakis, Paris, 2015 [1981].

Tera W. HUNTER, *To 'Joy My Freedom. Southern Women's Lives and Labors after the Civil War*, Harvard University Press, Cambridge, 1997.

Jacqueline JONES, *Labor of Love, Labor of Sorrow. Black Women, Work, and the Family from Freedom to the Present*, Basic Books, New York, 1985.

Cedric JOHNSON, *Revolutionaries to Race Leaders : Black Power and the Making of African American Politics*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 2007.

Peniel JOSEPH (dir.), *The Black Power Movement. Rethinking the Civil Rights-Black Power Era*, Routledge, New York, 2006.

Peniel JOSEPH, *Waiting 'Til The Midnight Hour. A Narrative History of Black Power in America*, Holt, New York, 2007.

Michael B. KATZ, *The Undeserving Poor. America's Enduring Confrontation with Poverty*, Oxford University Press, New York, 2013 [1989].

Robin KELLEY, *Race Rebels. Culture, Politics, and the Black Working Class*, Simon and Schuster, New York, 1996.

Felicia KORNBLUH, *The Battle for Welfare Rights. Politics and Poverty in Modern America*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia, 2007.

Robert R. KORSTAD, *Civil Rights Unionism. Tobacco Workers and the Struggle for Democracy in the Mid-Twentieth-Century South*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2003.

- Kevin KRUSE, *White Flight. Atlanta and the Making of Modern Conservatism*, Princeton University Press, Princeton, 2007.
- Kevin KRUSE et Stephen TUCK (dir.), *Fog of War. The Second World War and the Civil Rights Movement*, Oxford University Press, New York, 2012.
- Matthew LASSITER, *The Silent Majority. Suburban Politics in the Sunbelt South*, Princeton University Press, Princeton, 2006.
- Sylvie LAURENT, *Martin Luther King. Une biographie*, Seuil, Paris, 2015
- Steven LAWSON, *Running for Freedom. Civil Rights and Black Politics in America since 1941*, McGraw-Hill, New York, 1997.
- Jama LAZEROW et Yohuru WILLIAMS (dir.), *Liberated Territories. Untold Local Perspectives on the Black Panther Party*, Duke University Press, Durham, 2009.
- Jama LAZEROW et Yohuru WILLIAMS (dir.), *In Search of the Black Panther Party. New Perspectives on a Revolutionary Movement*, Duke University Press, Durham, 1996.
- Hélène LE DANTEC-LOWRY, *De l'esclave au Président. Discours sur les familles noires aux États-Unis*, CNRS Éditions, Paris, 2010.
- Gerda LERNER, *Black Women in White America. A Documentary History*, Vintage, New York, 1972.
- Lisa LEVENSTEIN, *A Movement Without Marches. African American Women and the Politics of Poverty in Postwar Philadelphia*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2009.
- Earl LEWIS, *In Their Own Interests. Race, Class, and Power in Twentieth-Century Norfolk, Virginia*, University of California Press, Berkeley, 1991.
- C. Eric LINCOLN et Lawrence MAMIYA, *The Black Church in the American Experience*, Duke University Press, Durham, 1990.
- Leon F. LITWACK, *Being in the Storm So Long. The Aftermath of Slavery*, Random House, New York, 1979.
- Manning MARABLE, *Malcolm X. Une vie de réinventions (1925-1965)*, Syllepse, Paris, 2014 [2011].
- Manning MARABLE, *Race, Reform, and Rebellion. The Second*

Reconstruction in America, 1945-1990, University of Mississippi Press, Jackson, 1991.

Douglas S. MASSEY et Nancy A. DENTON, *American Apartheid. Segregation and the Making of the Underclass*, Harvard University Press, Cambridge, 1993.

Doug McADAM, *Freedom Summer. Lutte pour les droits civiques. Mississippi 1964*, Agone, Marseille, 2012 [1988].

Doug McADAM, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, University of Chicago Press, Chicago, 1982.

Danielle L. McGUIRE, *At the Dark End of the Street. Black Women, Rape, and Resistance – A New History of the Civil Rights Movement from Rosa Parks to the Rise of Black Power*, Vintage, New York, 2010.

Neil McMILLEN, *Dark Journeys. Black Mississippians in the Age of Jim Crow*, University of Illinois Press, Urbana, 1989.

August MEIER et Elliott RUDWICK, *Black Detroit and the Rise of the UAW*, Oxford University Press, New York, 1979.

August MEIER et Elliott RUDWICK, *CORE. A Study in the Civil Rights Movement, 1942-1968*, University of Illinois Press, Urbana, 1973.

Aldon MORRIS, *The Origins of the Civil Rights Movement. Black Communities Organizing for Change*, Free Press, New York, 1984.

Khalil Gibran MUHAMMAD, *The Condemnation of Blackness. Race, Crime, and the Making of Modern Democracy*, Harvard University Press, Cambridge, 2010.

Donna MURCH, *Living for the City. Migration, Education, and the Rise of the Black Panther Party in Oakland, California*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2010.

Gunnar MYRDAL, *An American Dilemma. The Negro Problem and Modern Democracy*, Harper & Brothers, New York, 1944.

Premilla NADASEN, *Welfare Warriors. The Welfare Rights Movement in the United States*, Routledge, New York, 2005.

Pap NDIAYE, *Les Noirs américains. En marche pour l'égalité*, Découvertes Gallimard, Paris, 2009.

Alondra NELSON, *Body and Soul : The Black Panther Party and the Fight*

Against Medical Discrimination, University of Minnesota Press, Minneapolis, 2013.

Bruce NELSON, *Divided We Stand. American Workers and the Struggle for Black Equality*, Princeton University Press, Princeton, 2001.

Jeffrey OGBAR, *Black Power. Radical Politics and African American Identity*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2004.

Jeffrey OGBAR, *Hip-Hop Revolution. The Culture and Politics of Rap*, University Press of Kansas, Lawrence, 2007.

Michael OMI et Howard WINANT, *Racial Formation in the United States*, Routledge, New York, 1986.

Annelise ORLECK, *Storming Caesar's Palace. How Black Mothers Fought Their Own War on Poverty*, Beacon Press, Boston, 2005.

Paul ORTIZ, *Emancipation Betrayed. The Hidden History of Black Organizing and White Violence in Florida from Reconstruction to the Bloody Election of 1920*, University of California Press, Berkeley, 2005.

David M. OSHINSKY, "Worse than Slavery". *Parchman Farm and the Ordeal of Jim Crow Justice*, Free Press, New York, 1996.

Gilbert OSOFSKY, *Harlem. The Making of a Ghetto – Negro New York, 1890-1930*, Harper and Row, New York, 1968.

Mary PATTILLO, *Black on the Block. The Politics of Race and Class in the City*, University of Chicago Press, Chicago, 2007.

Mary PATTILLO-McCOY, *Black Picket Fences. Privilege and Peril among the Black Middle Class*, University of Chicago Press, Chicago, 1999.

Charles PAYNE, *I've Got the Light of Freedom. The Organizing Tradition and the Mississippi Freedom Struggle*, University of California Press, Berkeley, 2007 [1995].

Michael PERMAN, *The Road to Redemption. Southern Politics, 1869-1879*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1984.

Frances Fox PIVEN et Richard CLOWARD, *Poor People's Movements. Why They Succeed, How They Fail*, Vintage, New York, 1977.

Glenda PLUMMER, *Rising Wind. Black Americans and Foreign Affairs*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1996.

- Howard RABINOWITZ, *Race Relations in the Urban South*, Oxford University Press, New York, 1978.
- Albert RABOTEAU, *African American Religion*, Oxford University Press, New York, 1999.
- James RALPH, Jr., *Northern Protest. Martin Luther King, Jr., Chicago, and the Civil Rights Movement*, Harvard University Press, Cambridge, 1993.
- Barbara RANSBY, *Ella Baker and the Black Freedom Movement. A Radical Democratic Vision*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2003.
- Claudine RAYNAUD, *La Renaissance de Harlem et l'art nègre*, Michel Houdiard Éditeur, Paris, 2013.
- Adolph REED, *The Jesse Jackson Phenomenon. The Crisis in Purpose in Afro-American Politics*, Yale University Press, New Haven, 1986.
- Christopher REED, *The Rise of Chicago's Black Metropolis, 1920-1929*, University of Illinois Press, Springfield, 2011.
- Toure REED, *Not Alms but Opportunity. The Urban League and the Politics of Racial Uplift, 1910-1950*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2008.
- Jane RHODES, *Framing the Black Panthers. The Spectacular Rise of a Black Power Icon*, New Press, New York, 2007.
- Belinda ROBNETT, *How Long ? How Long ? African American Women in the Struggle for Civil Rights*, Oxford University Press, New York, 1997.
- David ROEDIGER, *Wages of Whiteness. Race and the Making of the American Working Class*, Verso, New York, 1991.
- Ibram ROGERS, *The Black Campus Movement. Black Students and the Racial Reconstitution of Higher Education, 1965-1972*, Palgrave Macmillan, New York, 2012.
- Fabio ROJAS, *From Black Power to Black Studies. How a Radical Social Movement Became an Academic Discipline*, Johns Hopkins University, Baltimore, 2007.
- Mary ROLINSON, *Grassroots Garveyism. The Universal Negro Improvement*

Association in the Rural South, 1920-1927, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2007.

Caroline ROLLAND-DIAMOND, *Chicago. Le moment 68. Territoires de la contestation étudiante et répression politique*, Syllepse, Paris, 2011.

Tricia ROSE, *Black Noise. Rap Music and Black Culture in Contemporary America*, Wesleyan University Press, Middletown, 1997.

Bobby SEALE, *Seize the Time. The Story of the Black Panther Party and Huey P. Newton*, Black Classic Press, Baltimore, 1991.

Robert SELF, *American Babylon. Race and the Struggle for Postwar Oakland*, Princeton University Press, Princeton, 2003.

Milton SERNETT, *Bound for the Promised Land. African American Religion and the Great Migration*, Duke University Press, Durham, 1997.

Herbert SHAPIRO, *White Violence and Black Reaction from Reconstruction to Montgomery*, University of Massachusetts Press, Amherst, 1988.

Todd SHAW, *Now is the Time ! Detroit Black Politics and Grassroots Activism*, Duke University Press, Durham, 2009.

Josh SIDES, *L.A. City Limits. African American Los Angeles from the Great Depression to the Present*, University of California Press, Berkeley, 2003.

Nikhil Pal SINGH, *Black is a Country. Race and the Unfinished Struggle for Democracy*, Harvard University Press, Cambridge, 2005.

Harvard SITKOFF, *A New Deal for Blacks. The Emergence of Civil Rights as a National Issue. The Depression Decade*, Oxford University Press, New York, 1978.

Harvard SITKOFF, *The Struggle for Black Equality, 1954-1980*, Hill and Wang, New York, 1981.

Harvard SITKOFF, *Toward Freedom Land. The Long Struggle for Racial Equality in America*, University of Kentucky Press, Louisville, 2010.

Lauren SKLAROFF, *Black Culture and the New Deal. The Quest for Civil Rights in the Roosevelt Era*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2009.

John SKRENTNY, *The Ironies of Affirmative Action. Politics, Culture, and*

Justice in America, University of Chicago Press, Chicago, 1996.

James SMETHURST, *The Black Arts Movement. Literary Nationalism in the 1960s and 1970s*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2005.

Susan SMITH, *Sick and Tired of Being Sick and Tired. Black Women's Health Activism in America, 1890-1950*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 1996.

Allan H. SPEAR, *Black Chicago. The Making of a Negro Ghetto, 1890-1920*, University of Chicago Press, Chicago, 1967.

Robyn SPENCER, *The Revolution Has Come : Black Power, Gender, and the Black Panther Party in Oakland*, Duke University Press, Durham, 2016.

Christopher STRAIN, *Pure Fire. Self-Defense as Activism in the Civil Rights Era*, University of Georgia Press, Athens, 2005.

Thomas SUGRUE, *Sweet Land of Liberty. The Forgotten Struggle for Civil Rights in the North*, Random House, New York, 2008.

Thomas SUGRUE, *The Origins of the Urban Crisis. Race and Inequality in Postwar Detroit*, Princeton University Press, Princeton, 1996.

Thomas SUGRUE, *Le Poids du passé. Barack Obama et la question raciale*, Éditions Fahrenheit, Paris, 2012 [2010].

Patricia SULLIVAN, *Days of Hope. Race and Democracy in the New Deal Era*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1996.

Patricia SULLIVAN, *Lift Every Voice. The NAACP and the Making of the Civil Rights Movement*, New Press, New York, 2009.

Martin SUMMERS, *Manliness and its Discontents. The Black Middle Class and the Transformation of Masculinity, 1900-1930*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2004.

Rosalyn TERBORG-PENN, *African American Women in the Struggle for the Vote, 1850-1920*, Indiana University Press, Bloomington, 1998.

Jeanne F. THEOHARIS et Komozi WOODARD (dir.), *Freedom North. Black Freedom Struggles Outside the South, 1940-1980*, Palgrave MacMillan, New York, 2003.

Jeanne THEOHARIS, *The Rebellious Life of Mrs. Rosa Parks*, Beacon Press,

Boston, 2015.

Jeanne THEOHARIS, *A More Beautiful and Terrible History : The Uses and Misuses of Civil Rights History*, Beacon Press, Boston, 2018.

Heather THOMPSON, *Whose Detroit ? Politics, Labor, and Race in a Modern American City*, Cornell University Press, Ithaca, 2001.

Heather THOMPSON, *Blood in the Water. The Attica Prison Uprising of 1971 and its Legacy*, Pantheon Books, New York, 2016.

J. Mills THORNTON, III., *Dividing Lines. Municipal Politics and the Struggle for Civil Rights in Montgomery, Birmingham, and Selma*, University of Alabama Press, Tuscaloosa, 2002.

Joe William TROTTER (dir.), *The Great Migration in Historical Perspective. New Dimensions of Race, Class, and Gender*, Indiana University Press, Bloomington, 1991.

Stephen TUCK, *Beyond Atlanta. The Struggle for Racial Equality in Georgia, 1940-1980*, University of Georgia Press, Athens, 2001.

Stephen TUCK, *We Ain't What We Ought To Be. The Black Freedom Struggle from Emancipation to Obama*, Harvard University Press, Cambridge, 2010.

William M. TUTTLE, *Race Riot. Chicago in the Red Summer of 1919*, University of Illinois Press, Urbana, 1970.

Timothy TYSON, *Radio Free Dixie. Robert F. Williams and the Roots of Black Power*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1999.

Akinyele Omowale UMOJA, *We Will Shoot Back. Armed Resistance in the Mississippi Freedom Movement*, New York University Press, New York, 2013.

William VAN DEBURG (dir.), *Modern Black Nationalism from Marcus Garvey to Louis Farrakhan*, New York University Press, New York, 1997.

William VAN DEBURG, *New Day in Babylon. The Black Power Movement and American Culture*, University of Chicago Press, Chicago, 1992.

Penny VON ESCHEN, *Race against Empire. Black Americans and Anticolonialism, 1937-1957*, Cornell University Press, Ithaca,

1997.

- Loïc WACQUANT, *Urban Outcasts. A Comparative Sociology of Advanced Marginality*, Polity, Cambridge (R.-U.), 2008.
- Michele WALLACE, *Black Macho and the Myth of the Superwoman*, Verso, Londres, 1999 [1978].
- Booker T. WASHINGTON, *Up From Slavery. Ascension d'un esclave émancipé*, Les Éditions libres, Paris, 2008 [1901].
- Robert E. WEEMS, Jr., *Desegregating the Dollar. African American Consumerism in the Twentieth Century*, New York University Press, New York, 1998.
- Ida B. WELLS, *The Light of Truth. Writings of an Anti-Lynching Crusader*, recueil dirigé par Mia Bay, Penguin Classics, New York, 2014.
- Simon WENDT, *The Spirit and the Shotgun. Armed Resistance and the Struggle for Civil Rights*, University of Florida Press, Gainesville, 2007.
- Deborah Gray WHITE, *Too Heavy A Load. African American Women in Defense of Themselves, 1894-1994*, Norton, New York, 1999.
- Stephen J. WHITFIELD, *A Death in the Delta. The Story of Emmett Till*, Johns Hopkins Press, Baltimore, 1988.
- Andrew WIESE, *Places of their Own. African American Suburbanization in the Twentieth Century*, University of Chicago Press, Chicago, 2009.
- Isabel WILKERSON, *The Warmth of Other Suns. The Epic Story of America's Great Migration*, Vintage Books, New York, 2010.
- Chad WILLIAMS, *Torchbearers of Democracy. African American Soldiers in the World War I Era*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2011.
- Rhonda WILLIAMS, *Concrete Demands. The Search for Black Power in the 20th Century*, Routledge, New York, 2014.
- Rhonda WILLIAMS, *The Politics of Public Housing. Black Women's Struggles Against Urban Inequalities*, Oxford University Press, New York, 2004.
- William Julius WILSON, *The Truly Disadvantaged. The Inner City, the Underclass, and Public Policy*, University of Chicago Press,

Chicago, 1987.

William Julius WILSON, *When Work Disappears. The World of the New Urban Poor*, Vintage, New York, 1997.

Louis WIRTH, *The Ghetto*, University of Chicago Press, Chicago, 1928.

Victoria WOLCOTT, *Race, Riots, and Roller Coasters. The Struggle over Segregated Recreation in America*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia, 2012.

Victoria WOLCOTT, *Remaking Respectability. African American Women in Interwar Detroit*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2001.

C. Vann WOODARD, *The Strange Career of Jim Crow*, Oxford University Press, New York, 1955.

Komozi WOODARD, *A Nation Within a Nation. Amiri Baraka (LeRoi Jones) and Black Power Politics*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1999.

Gavin WRIGHT, *Sharing the Prize. The Economics of the Civil Rights Revolution in the American South*, Belknap Press, Cambridge, 2013.

Elvan ZABUNYAN, *Black is a Color. Une histoire de l'art africain-américain contemporain*, Dis Voir, Paris, 2004.

Robert ZIEGER, *For Jobs and Freedom. Race and Freedom in America since 1865*, University of Kentucky Press, Lexington, 2007.

Howard ZINN, *Une histoire populaire des États-Unis*, Agone, Marseille, 2003 [1980].

Notes

Notes de l'introduction

1. Pour plus de détails sur l'historiographie du mouvement, voir Stephen Lawson, « Freedom Then, Freedom Now. The Historiography of the Civil Rights Movement », *American Historical Review*, vol. 96, n° 2, avril 1991, p. 456-471 et Sundiata Keita Cha-Jua et Clarence Lang, « The “Long Movement” as Vampire. Temporal and Spatial Fallacies in Recent Black Freedom Studies », *Journal of African American History*, vol. 92, n° 2, 2007, p. 265-288.

2. William Chafe, *Civilities and Civil Rights. Greensboro, North Carolina, and the Black Struggle for Freedom*, Oxford University Press, New York, 1981 ; Aldon Morris, *The Origins of the Civil Rights Movement*, Free Press, New York, 1984 ; John Dittmer, *Local People. The Struggle for Civil Rights in Mississippi*, University of Illinois Press, Urbana, 1994 et Charles Payne, *I've Got the Light of Freedom. The Organizing Tradition and the Mississippi Freedom Struggle*, University of California Press, Berkeley, 1995.

3. Jacqueline Dowd Hall, « The Long Civil Rights Movement and the Political Uses of the Past », *Journal of American History*, vol. 91, n° 4, mars 2005, p. 1233-1263. Sur le concept de « *Black freedom struggle* », voir Jeanne Theoharis et Komozi Woodard (dir.), *Freedom North. Black Freedom Struggles Outside the South, 1940-1980*, Palgrave Macmillan, New York, 2003.

4. Robert Self, *American Babylon. Race and the Struggle for Postwar Oakland*, Princeton University Press, Princeton, 2005 ; Matthew Countryman, *Up South. Civil Rights and Black Power in Philadelphia*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 2005 ; Peniel Joseph, « Black Liberation Without Apology. Reconceptualizing the Black Power Movement », *Black Scholar*, vol. 31, n° 3-4, automne-hiver 2001, p. 2-19.

5. Adam Fairclough, *Better Day Coming. Blacks and Equality, 1890-2000*, Viking Penguin, New York, 2001 et Stephen Tuck, *We Ain't What We Ought to Be. The Black Freedom Struggle from Emancipation to Obama*, Harvard University Press, Cambridge, 2010

ont adopté la même perspective. En France, Pap Ndiaye (*Les Noirs américains. En marche pour l'égalité*, Découvertes Gallimard, Paris, 2009), Nicole Bacharan (*Les Noirs américains. Des champs de coton à la Maison-Blanche*, Perrin, Paris, 2010) et David Diallo (*Histoire des Noirs aux États-Unis*, Paris, Ellipse, 2012) ont également adopté un prisme long pour présenter les grands jalons de l'histoire africaine-américaine.

6. Vicki Crawford, Jacqueline Anne Rouse et Barbara Woods (dir.), *Women in the Civil Rights Movement. Trailblazers and Torchbearers, 1941-1965*, Carlson Publishing Series, Brooklyn, 1990 ; Belinda Robnett, *How Long ? How Long ? African American Women in the Struggle for Civil Rights*, Oxford University Press, New York, 1997 ; et Bettye Collier-Thomas et V.P. Franklin (dir.), *Sisters in the Struggle. African American Women in the Civil Rights-Black Power Movement*, New York University Press, New York, 2001.

7. Tera Hunter, *To 'Joy My Freedom. Southern Black Women's Lives and Labors after the Civil War*, Harvard University Press, Cambridge, 1997 ; Deborah White, *Too Heavy A Load. Black Women in Defense of Themselves, 1894-1994*, Norton, New York, 1999 ; Rhonda Williams, *The Politics of Public Housing. Black Women's Struggles against Urban Inequality*, Oxford University Press, New York, 2004 et Lisa Levenstein, *A Movement without Marches. African American Women and the Politics of Poverty in Postwar Philadelphia*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2010.

8. Je rejoins, sur ce point, la thèse soutenue par Jeffrey Helgeson in *Crucibles of Black Empowerment. Chicago's Neighborhood Politics from the New Deal to Harold Washington*, University of Chicago Press, Chicago, 2014.

9. Alberto Melucci, « The New Social Movements. A Theoretical Approach », *Social Science Information*, vol. 19, n° 2, 1980, p. 199-226 et « The Process of Collective Identity », in Hank Johnston et Bert Klandermans (dir.), *Social Movements and Culture*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1995, p. 41-63.

10. Craig Calhoun, « Postmodernism as Pseudohistory », *Theories, Culture & Society*, vol. 10, n° 1, 1993, p. 75-96.

11. James Scott, *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press, New Haven, 1985 et *La Domination et les arts de la résistance*, Éditions Amsterdam, Paris, 2009 [1990].

12. Robin Kelley, *Hammer and Hoe. Alabama Communists During the*

Great Depression, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1990 et *Race Rebels. Culture, Politics, and the Black Working-Class*, Free Press, New York, 1994.

13. Ralph Ellison, *Shadow and Act*, Vintage, New York, 1995 [1964], p. 315.

14. Robert Self, *American Babylon*, op. cit. ; Donna Murch, *Living for the City. Migration, Education, and the Rise of the Black Panther Party in Oakland*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2010 ; Josh Sides, *L.A. City Limits. African American Los Angeles from the Great Depression to the Present*, University of California Press, Berkeley, 2003.

15. Voir Emilye Crosby, *A Little Taste of Freedom. The Black Freedom Struggle in Claiborne County, Mississippi*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2005 ; et Emilye Crosby (dir.), *Civil Rights History from the Ground Up. Local Struggles, A National Movement*, University of Georgia Press, Athens, 2011.

16. Douglas Massey et Nancy Denton, *American Apartheid. Segregation and the Making of the Underclass*, Harvard University Press, Cambridge, 1993.

Notes du chapitre 1

1. Cité in Paul Boyer et al., *The Enduring Vision. A History of the American People*, vol. 1, Cengage Learning, New York, 2013, p. 469. Voir aussi Leon F. Litwack, *Being in the Storm So Long. The Aftermath of Slavery*, Random House, New York, 1979.

2. Sur la lutte des femmes noires pour le droit de vote, voir Rosalyn Terborg-Penn, *African American Women in the Struggle for the Vote, 1850-1920*, Indiana University Press, Bloomington, 1998.

3. Elsa Barkley Brown, « The Labor of Politics », in Thomas Holt et Elsa Barkley Brown (dir.), *Major Problems in African-American History. Vol. 2. From Freedom to « Freedom Now »*, Houghton Mifflin, New York, 2000, p. 81.

4. Sur la période de la Reconstruction, voir Eric Foner, *Reconstruction. America's Unfinished Revolution, 1863-1877*, Harper & Row, New York, 1988 ; Michael Perman, *The Road to Redemption, Southern Politics, 1869-1879*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1984 ; Heather Cox Richardson, *West from Appomattox. The Reconstruction of America after the Civil War*, Yale University Press, New Haven, 2007 et Nicolas Barreyre, *L'Or et la liberté. Une histoire*

spatiale de la Reconstruction, Éditions de l'EHESS, Paris, 2014.

5. Sur la fraude électorale et la violence, voir Michael Perman, *The Road to Redemption*, op. cit., et Hannah Rosen, *Terror in the Heart of Freedom. Citizenship, Sexual Violence, and the Meaning of Race in the Postemancipation South*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2009.

6. J. Morgan Kousser, *The Shaping of Southern Politics. Suffrage Restriction and the Establishment of the One-Party South, 1880-1910*, Yale University Press, New Haven, 1974.

7. Voir le débat historiographique lancé par la publication de C. Vann Woodward, *The Strange Career of Jim Crow*, Oxford University Press, New York, 1955. Le livre est depuis devenu un classique.

8. George Fredrickson, *The Black Image in the White Mind. The Debate on African American Character and Destiny, 1817-1914*, Harper & Row, New York, 1971, p. 174, 180, 218-219, 247-249 et 277-278.

9. Adam Fairclough, « Being in the Field of Education and Also Being a Negro... Seems... Tragic. Black Teachers in the Jim Crow South », *Journal of American History*, vol. 87, n° 1, juin 2000, p. 65-91.

10. William Lloyd Garrison, « Rebuke of the Eastern Railroad Company, for their treatment of their colored passengers », *Liberator*, 19 mars 1841.

11. Pamela Brandwein, *Rethinking the Judicial Settlement of Reconstruction*, Cambridge University Press, New York, 2001, p. 161-183.

12. Matthew Mancini, *One Dies, Get Another. Convict Leasing in the American South, 1866-1928*, University of South Carolina Press, Columbia, 1996, p. 135-137.

13. Une partie de ce texte a été écrit par l'auteure et publié in Andrew Diamond, Jonathan Magidoff, Yann Philippe, Caroline Rolland-Diamond, *Le Sud après la Guerre de Sécession (1865-1896)*, Atlande, Paris, 2009. Manfred Berg, *Popular Justice. A History of Lynching in America*, Ivan Dee, Lanham, 2011, p. 90-116 ; William Fitzhugh Brundage, *Lynching in the New South. Georgia and Virginia, 1880-1930*, University of Illinois Press, Urbana, 1993 ; Peggy Pascoe, *What Comes Naturally. Miscegenation Law and the Making of Race in America*, Oxford University Press, New York, 2009. Dès 1882, le Tuskegee Institute a compilé des statistiques sur le nombre de victimes.

14. Bayard Rustin, « The Role of the Negro Middle Class », in *Three*

Essays by Bayard Rustin, A. Philip Randolph Institute, 1969, p. 14.

15. W.E.B. Du Bois, *Black Reconstruction in America*, Free Press, New York, 1962, p. 30.

16. « The African Exodus », *News and Courier*, 17 avril 1878, cité in Robert Levine, *Martin R. Delany. A Documented Reader*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2003, p. 467.

17. « Emigrants to Liberia », *New York Times*, 1^{er} décembre 1878 et « American Colonization Society. For Sending Willing Negroes to Liberia », *New York Times*, 15 décembre 1879.

18. Clare Corbould, *Becoming African Americans. Black Public Life in Harlem, 1919-1939*, Harvard University Press, Cambridge, 2009, p. 163-195. Voir aussi Claire Bourhis-Mariotti, *L'Union fait la force. Les Noirs américains et Haïti, 1804-1893*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2016.

19. Rudyard Kipling, « Le fardeau de l'homme blanc », 1899.

20. *Saint Paul Daily Globe*, 12 août 1879.

21. Robert Zieger, *For Jobs and Freedom. Race and Freedom in America since 1865*, University of Kentucky Press, Lexington, 2007, p. 19. Voir aussi, pour la fin du XIX^e siècle, Howard Rabinowitz, *Race Relations in the Urban South*, Oxford University Press, New York, 1978 et Tera Hunter, *To 'Joy My Freedom, op. cit.* Sur le début du XX^e siècle, voir John Dittmer, *Black Georgia in the Progressive Era, 1900-1920*, University of Illinois Press, Urbana, 1977 et Neil McMillen, *Dark Journeys. Black Mississippians in the Age of Jim Crow*, University of Illinois Press, Urbana, 1989.

22. B. J. Reynolds, *Black Farmers in America, 1865-2000*, Washington, D.C., U.S. Department of Agriculture, Rural Business Cooperative Service, 2002.

23. Eric Foner, *Reconstruction, op. cit.* ; John Blassingame, *Black New Orleans, 1860-1880*, University of Chicago Press, Chicago, 2008.

24. Cité in Stephen Tuck, *We Ain't What We Ought to Be, op. cit.*, p. 93.

25. « Negro Exodus from the South », *New York Times*, 11 novembre 1917.

26. Henry Grady, « The New South », *Atlanta Constitution*, 22 décembre 1886.

27. Scott R. Nelson, *Iron Confederacies. Southern Railways, Klan Violence, and Reconstruction*, University of North Carolina, Chapel Hill, 1999.

28. Robert Zieger, *For Jobs and Freedom*, op. cit., p. 20-21.
29. *Ibid.*, p. 21-22.
30. Jacqueline Jones, *Labor of Love, Labor of Sorrow. Black Women, Work, and the Family from Freedom to the Present*, Basic Books, New York, 1985, p. 112-127 et Tera Hunter, *To 'Joy My Freedom*, op. cit., p. 98-144.
31. Jacqueline Jones, *Labor of Love*, op. cit., p. 124.
32. William Foote Whyte, *Street Corner Society*, University of Chicago Press, Chicago, 1993 [1943].
33. Jacqueline Jones, *Labor of Love, Labor of Sorrow*, op. cit., p. 124-125.
34. W.E.B. Du Bois, « The contribution of the Negro to American life and culture », *Pacific Review*, juin 1921 (W.E.B. Du Bois Papers, University of Massachusetts Library, Amherst, édition microfilm [ci-après, W.E.B. Du Bois Papers], série 3 – articles, rouleau 83).
35. Tera Hunter, *To 'Joy My Freedom*, op. cit., p. 131-144.
36. Cette première expérience urbaine prépara les migrants à la vie dans les ghettos du Nord. Sur ce point, ce livre s'inscrit en faux contre la longue tradition d'études, lancée avec l'école de sociologie de Chicago, qui met l'accent sur le déracinement des populations noires dans le Nord et leurs difficultés à s'adapter aux contraintes de la vie urbaine. Louis Wirth, *The Ghetto*, University of Chicago Press, Chicago, 1928 ; Robert E. Park, « The Negro and His Plantation Heritage » [1934], in E. C. Hughes, C. S. Johnson, J. Masuoka, R. Redfield et L. Wirth (dir.), *Race and Culture, Essays in the Sociology of Contemporary Man*, Free Press, Glencoe, 1950, p. 66-78 ; E. Franklin Frazier, *The Negro in the United States*, University of Chicago Press, Chicago, 1940.
37. Earl Lewis évoque une « culture des attentes » in *In Their Own Interests. Race, Class, and Power in Twentieth-Century Norfolk, Virginia*, University of California Press, Berkeley, 1991, p. 204.
38. Robert Zieger, *For Jobs and Freedom*, op. cit., p. 44-51.
39. David Oshinsky, « Worse than Slavery ». *Parchman Farm and the Ordeal of Jim Crow Justice*, Free Press, New York, 1996, p. 34 cité in Robert Zieger, *For Jobs and Freedom*, op. cit., p. 44.
40. Matthew Mancini, *One Dies, Get Another*, op. cit. ; Heather Ann Thompson, « Blinded by a "Barbaric" South. Prison Horrors, Inmate Abuse, and the Ironic History of American Penal Reform », in Matthew Lassiter et Joseph Crespino (dir.), *The Myth of Southern Exceptionalism*, Oxford University Press, New York, 2009, p. 74-95.

41. David Oshinsky, « *Worse than Slavery* », *op. cit.*, p. 55 cité in Robert Zieger, *For Jobs and Freedom*, *op. cit.*, p. 45.
42. Robert Zieger, *For Jobs and Freedom*, *op. cit.*, p. 47.
43. David Oshinsky, « *Worse than Slavery* », *op. cit.*, p. 110.
44. Robert Goldman, recension de l'ouvrage d'Oshinsky « *Worse Than Slavery* », publiée sur H-Law, H-Net Reviews, avril 1997 (disponible sur < www.h-net.org >).
45. Pour une théorisation de ces « transcripts cachés » et de l'utilisation du « masque » comme outil de résistance, voir les travaux de Robin Kelley, « "We Are Not What We Seem". Rethinking Black Working-Class Opposition in the Jim Crow South », *Journal of American History*, vol. 80, n° 1, juin 1993, p. 75-112 et Robin Kelley, *Race Rebels*, *op. cit.*
46. Stewart Tolnay et E. M. Beck, *A Festival of Violence. An Analysis of Southern Lynchings, 1882-1930*, University of Illinois Press, Urbana, 1992, p. IX.
47. « Lynched at Port Jervis », *New York Times*, 3 juin 1892.
48. Ida B. Wells et Mia Bay (dir.), *The Light of Truth. Writings of an Anti-Lynching Crusader*, Penguin Classics, New York, 2014.
49. Linda McMurry, *To Keep the Waters Troubled. The Life of Ida B. Wells*, Oxford University Press, New York, 2000, p. 206-224.
50. Omar Hamid Ali, *In the Lion's Mouth. Black Populism in the New South, 1886-1900*, University of Mississippi Press, Jackson, 2010.
51. Steven Hahn, *A Nation Under Our Feet. Black Political Struggles in the Rural South from Slavery to the Great Migration*, Harvard University Press, Cambridge, 2003.
52. Tera Hunter, *To 'Joy My Freedom*, *op. cit.*, p. 187-217.
53. « Big strike in New Orleans », *New York Times*, 2 novembre 1892 ; « The Strike in the Augusta Mills », *New York Times*, 12 juin 1886 ; « The Savannah Strike. Fears that All Colored Laborers Will Quit Work », *New York Times*, 2 octobre 1891 ; Eric Arnesen, *Waterfront Workers of New Orleans. Race, Class, and Politics, 1863-1923*, University of Illinois Press, Urbana, 1994 ; Paul Ortiz, *Emancipation Betrayed. The Hidden History of Black Organizing and White Violence in Florida from Reconstruction to the Bloody Election of 1920*, University of California Press, Berkeley, 2005, p. 49-50 ; et Edward Cashin et Glenn Eskew (dir.), *Paternalism in a Southern City. Race, Religion, and Gender in Augusta, Georgia*, University of Georgia Press, Athens, 2012.

54. David Roediger, *Wages of Whiteness. Race and the Making of the American Working Class*, Verso, New York, 1991.

55. Sur l'histoire de la NAACP, voir Patricia Sullivan, *Lift Every Voice. The NAACP and the Making of the Civil Rights Movement*, New Press, New York, 2009.

56. Robert Jefferson Norrell, *Up from History. The Life of Booker T. Washington*, Harvard University Press, Cambridge, 2009.

57. *Up From Slavery. Ascension d'un esclave émancipé*, Les Éditeurs libres, Paris, 2008 [1901].

58. August Meier, « Negro class structure and ideology in the age of Booker T. Washington », *Phylon*, 3^e trimestre 1962.

59. Sur ce thème, voir l'ouvrage essentiel de Kevin Gaines, *Uplifting the Race. Black Leadership, Politics, and Culture in the 20th Century*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1996.

60. Sur la normalisation de l'idée de criminalité noire, voir Khalil Gibran Muhammad, *The Condemnation of Blackness. Race, Crime, and the Making of Modern Urban America*, Harvard University Press, Cambridge, 2010.

61. James Anderson, *The Education of Blacks in the South, 1860-1935*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1988, p. 33-77 et 238-277.

62. U.S. Department of the Interior, Bureau of Education, Negro Education, « A Study of Private and Higher Schools for Colored People in the United States Prepared in Cooperation with the Phelps-Stokes Fund », volumes I, II, bulletins 38, 39, 1916, Government Printing Office, Washington, 1917.

63. Jacqueline Moore, *Booker T. Washington, W.E.B. Du Bois, and the Struggle for Racial Uplift*, Rowman & Littlefield, New York, 2003.

64. W.E.B. Du Bois, *The Souls of Black Folk*, 1903, Electronic Text Center, University of Virginia Library, p. 75. Édition française *Les Âmes du peuple noir*, La Découverte, Paris, 2007.

65. Elizabeth Davis, *Lifting As They Climb*, G. K. Hall, New York, 1996 [1933] ; Anne Firor Scott, *Natural Allies. Women's Associations in American History*, University of Illinois Press, Urbana, 1991.

66. Elsa Barkley Brown, « The Labor of Politics », *loc. cit.* Voir aussi Evelyn Brooks Higginbotham, *Righteous Discontent. The Women's Movement in the Black Baptist Church, 1880-1920*, Harvard University Press, Cambridge, 1993.

67. Hazel Carby, *Reconstructing Womanhood. The Emergence of the*

Afro-American Woman Novelist, Oxford University Press, New York, 1987.

68. Evelyn Brooks Higginbotham, *Righteous Discontent*, *op. cit.*

69. Voir Vivian May, *Anna Julia Cooper. Visionary Black Feminist*, Routledge, New York, 2012.

70. « A College Built on Faith », *Reader's Digest*, juillet 1941, Mary McLeod Bethune Papers, The Bethune Foundation Collection, 1914-1955, microfilm, University Publications of America [ci-après Mary McLeod Bethune Papers], partie 1, rouleau 2, images 109-111.

71. Paul Ortiz, *Emancipation Betrayed*, *op. cit.*

72. « A College Built on Faith », Mary McLeod Bethune Papers, partie 1, rouleau 2, image 110.

73. Darlene Clark Hine, « Lifting the Veil, Shattering the Silence. Black Women's History in Slavery and Freedom », in *Hine Sight. Black Women and the Re-construction of America*, Indiana University Press, Bloomington, 1994, p. 13.

74. Gerda Lerner, « Community Work of Black Club Women », in G. Lerner, *The Majority Finds its Past. Placing Women in History*, Oxford University Press, New York, 1979, p. 86 ; Deborah White, *Too Heavy A Load*, *op. cit.*, p. 21-24.

75. Steven Hahn, *A Nation Under our Feet*, *op. cit.*, p. 462-464.

76. W.E.B. Du Bois, « The Tragedy of Atlanta. From the Point of View of the Negroes », *World Today*, novembre 1906, p. 1173-1175 (W.E.B. Du Bois Papers, rouleau 83, images 1144-1148).

77. *Atlanta Georgian*, 24 septembre 1906 ; W.E.B. Du Bois, « The Tragedy of Atlanta », *loc. cit.*, p. 1174 ; « Negro Dives and Clubs Are the Cause of Frequent Assaults », *Atlanta Journal*, 21 septembre 1906.

78. Alex Lichtenstein, « Good Roads and Chain Gangs in the Progressive South. "The Negro Convict is a Slave" », *Journal of Southern History*, vol. 59, n° 1, février 1993, p. 85-110.

79. W.E.B. Du Bois, *Les Âmes du peuple noir*, *op. cit.*, préface.

80. Adam Fairclough, *Better Day Coming*, *op. cit.*, p. 52. En 1908, la Cour suprême confirma la légalité de la ségrégation scolaire dans son arrêt *Berea College v. Kentucky*, 211 U.S. 45 (1908).

81. Voir Joe William Trotter (dir.), *The Great Migration in Historical Perspective. New Dimensions of Race, Class, and Gender*, Indiana University Press, Bloomington, 1991.

82. W.E.B. Du Bois, « The Black North. A Social Study », *New York Times*, décembre 1901.

83. W.E.B. Du Bois, « The Black North. A Social Study. Philadelphia », *New York Times*, 1^{er} décembre 1901.

84. Chiffres des recensements de 1890, 1900, 1910, 1920 et 1930. Sur New York, voir Shannon King, « “Ready to Shoot and Do Shoot”. Black Working-Class Self-Defense and Community Politics in Harlem, New York, during the 1920s », *Journal of Urban History*, vol. 37, n° 5, 2011, p. 757-774.

85. Cary D. Wintz et Paul Finkelman, *Encyclopedia of the Harlem Renaissance*, vol. 2, Routledge, New York, 2004, p. 908, p. 1083 et p. 1163.

86. Deborah Henry, « Race, Power, and the Building Trades Industry in Postwar St. Louis », in Thomas M. Spencer (dir.), *The Other Missouri History*, University of Missouri Press, Columbia, 2004, p. 87.

87. W.E.B. Du Bois, « The Black North. a Social Study. Some conclusions », *New York Times*, 15 décembre 1901.

88. W.E.B. Du Bois, « The Black North. a Social Study. New York City », *New York Times*, 17 novembre 1901.

89. Robert Zieger, *For Jobs and Freedom*, op. cit., p. 52-53.

90. *Ibid.*, p. 53.

91. *Ibid.*, p. 60-61.

92. Gilbert Osofsky, *Harlem. The Making of a Ghetto – Negro New York, 1890-1930*, Harper, New York, 1968 ; Allan Spear, *Black Chicago. The Making of a Negro Ghetto, 1890-1920*, University of Chicago Press, Chicago, 1967 ; Kenneth Kusmer, *A Ghetto Takes Shape. Black Cleveland, 1870-1930*, University of Illinois Press, Urbana, 1976 ; et Thomas Philpott, *The Slum and the Ghetto*, Oxford University Press, New York, 1978.

93. *Crisis*, avril 1911.

94. « Must Fight West Segregation Law » et « More Trouble with Segregation Law », *Afro-American Ledger*, 24 décembre 1910 et 7 janvier 1911.

95. Cornelius Bynum, « “An Equal Chance in the Race for Life”. Reverdy C. Ransom, Socialism, and the Social Gospel », *Journal of African American History*, vol. 93, n° 1, hiver 2008, p. 1-20 ; Elisabeth Lasch-Quinn, *Black Neighbors. Race and the Limits of Reform in the American Settlement House Movement, 1890-1945*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1993.

96. Chicago Association of Commerce, *A Guide to the City of Chicago*, 1909, p. 190.

97. « Protect Your Women », *Philadelphia Tribune*, 6 janvier 1912.
98. Sur l'attitude des élites noires et ses conséquences, voir Kevin Gaines, *Uplifting the Race*, *op. cit.*
99. « New Colored Business Firm », *St. Louis Argos*, 8 septembre 1916.
100. « Patronize Worthy Race Enterprises along the Stroll », *Chicago Defender*, 8 mai 1915. Sur le Chicago noir de cette époque, voir Andrew Diamond et Pap Ndiaye, *Histoire de Chicago*, Fayard, Paris, 2013, p. 131-159.
101. Sur la migration des Noirs à Los Angeles, voir Douglas Fanning, *Bound for Freedom. Black Los Angeles in Jim Crow America*, University of California Press, Berkeley, 2008 et Josh Sides, *L.A. City Limits*, *op. cit.*, p. 11-35.
102. Gilbert Osofsky, *Harlem*, *op. cit.*, p. 11.
103. Josh Sides, *L.A. City Limits*, *op. cit.*, p. 5-6.
104. « Negroes Accuse Police », *New York Times*, 22 août 1900 ; « The Savages of Springfield » et « Springfield Riots End. Soldiers Leaving the City, Although Negroes Still Fearful », *New York Times*, 18 et 20 août 1908.
105. « The Fight and its consequences », *Los Angeles Times*, 6 juillet 1910.

Notes du chapitre 2

1. Sur l'impact de ce revirement à Detroit, voir August Meier et Elliott Rudwick, *Black Detroit and the Rise of the UAW*, Oxford University Press, New York, 1979 et Beth Tompkins Bates, *The Making of Black Detroit in the Age of Henry Ford*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2010.
2. « South Unable to Put Stop to Negro Exodus », *Washington Times*, 23 octobre 1916. Chiffres cités in Isabel Wilkerson, *The Warmth of Other Suns. The Epic Story of America's Great Migration*, Vintage Books, New York, 2010, p. 161 ; U.S. Departement of Commerce, Bureau of the Census, *Negroes in the United States, 1920-1932*, U.S. Government Printing Office, Washington, 1935.
3. Sur la Grande Migration et ses effets sur la population noire, voir en particulier James Grossman, *Land of Hope. Chicago, Black Southerners, and the Great Migration*, University of Chicago Press, Chicago, 1991 ; Joe William Trotter (dir.), *The Great Migration in*

Historical Perspective, op. cit. ; Nicholas Lemann, *The Promised Land. The Great Black Migration and How It Changed America*, Vintage, New York, 1992 ; Elizabeth Clark-Lewis, *Living In, Living Out. African American Domesticity and the Great Migration*, Kodansha American, New York, 1996 ; Davarian Baldwin, *Chicago's New Negroes. Modernity, the Great Migration, and Black Urban Life*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2007 ; Beth Tompkins Bates, *The Making of Black Detroit in the Age of Henry Ford*, op. cit. ; et Isabel Wilkerson, *The Warmth of Other Suns*, op. cit.

4. Par exemple, « Still leaving the South », *Chicago Defender*, 30 septembre 1916.

5. Robert Abbott, « Advice to Migrants », *Chicago Defender*, 9 mai 1925.

6. Sur l'histoire des Africains-Américains pendant la Première Guerre mondiale, voir Adriane Lentz-Smith, *Freedom Struggles. African Americans and World War I*, Harvard University Press, Cambridge, 2009 ; Nina Mjagkij, *Loyalty in Time of Trial. The African American Experience during World War I*, Rowman & Littlefield, New York, 2011, et Chad Williams, *Torchbearers of Democracy. African American Soldiers in the World War I Era*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2011.

7. *Guinn v. United States*, 238 U.S. 347 (1915).

8. « Booker T. Washington Dead », *Kansas City Sun*, 21 novembre 1915 ; « Lauds Booker Washington. Roosevelt Pays Tribute to Educator at Memorial Exercises », *New York Times*, 13 décembre 1915.

9. Melvyn Stokes, *D.W. Griffith's The Birth of a Nation. A History of the Most Controversial Motion Picture of All Time*, Oxford University Press, New York, 2007, p. 111.

10. Sur la question des perspectives d'emploi des Noirs à la poste, voir Philip Rubio, *There's Always Work at the Post Office. African American Postal Workers and the Fight for Justice, Jobs, and Equality*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2010.

11. Statistiques compilées par le Tuskegee Institute depuis 1882. « Lynching – Whites and Negroes, 1882-1968 », Tuskegee University Archives Online Depository, (disponible sur <www.tuskegee.edu>). Sur le lynchage comme spectacle dans le Sud, voir Grace Elizabeth Hale, *Making Whiteness. The Culture of Segregation in the South, 1890-1940*, Vintage Books, New York, 1998, p. 199-240 et Amy Louise Wood, *Lynching and Spectacle. Witnessing Racial Violence in America*,

1890-1940, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2011.

12. « Mob of 3,000 Rules in East St. Louis. Attack and Beat Imported Negro Workers », *New York Times*, 29 mai 1917.

13. « Race Rioters Fire in East St. Louis and Shoot or Hang Many Negroes », *New York Times*, 3 juillet 1917.

14. « Negroes in Protest March in Fifth Avenue », *New York Times*, 29 juillet 1917.

15. Guichard Parris et Lester Brooks, *Blacks in the City. A History of the National Urban League*, Little, Brown and Company, New York, 1971, p. 101-109.

16. « Negro Soldiers Have Ever Been First in Defending America », *Kansas City Sun*, 13 mai 1916 et « Negroes are Loyal », *Kansas City Sun*, 31 mars 1917.

17. « An Unprejudiced Examination into the Brownsville Affair », *New York Times*, 25 novembre 1906, « Army Riot at Houston Cost 17 Lives », *New York Times*, 25 août 1917.

18. Jonathan Sutherland, *African Americans at War. An Encyclopedia*, ABC-CLIO, Santa Barbara, 2004, p. 527-528.

19. Herbert Aptheker, *Toward Negro Freedom*, New Century, New York, 1956, p. 119, repris in Jonathan Sutherland, *African Americans at War*, op. cit., p. 532.

20. Chad Williams, *Torchbearers of Democracy*, op. cit., p. 299-300.

21. Cité in Cameron McWhirter, *Red Summer. The Summer of 1919 and the Awakening of Black America*, Holt, New York, 2011, p. 15.

22. « Fifth Avenue Cheers Negro Veterans », *New York Times*, 18 février 1919.

23. Sur l'émeute de Chicago, voir le livre classique de William M. Tuttle, *Race Riot. Chicago in the Red Summer of 1919*, University of Illinois Press, Champaign, 1970. Une réinterprétation des événements est offerte in Andrew Diamond, *Mean Streets. Chicago Youths and the Everyday Struggle for Empowerment in the Multiracial City, 1908-1969*, University of California Press, Berkeley, 2009, p. 17-43.

24. « A Crowd of Howling Negroes », *Chicago Daily Tribune*, 28 juillet 1919.

25. St. Clair Drake et Horace Cayton, *Black Metropolis*, University of Chicago Press, Chicago, 2015 [1945], p. 65-76.

26. « N.A.A.C.P. – Chicago and Its Eight Reasons », *Crisis*, octobre 1919, p. 293-297.

27. St. Clair Drake et Horace Cayton, *Black Metropolis*, op. cit.,

p. 65-76.

28. Chicago Commission on Race Relations, *The Negro in Chicago*, University of Chicago Press, Chicago, 1922, p. xxiii, p. 170-175, p. 176-178, 178-180, 180-183.

29. *Buchanan v. Warley*, 245 U.S. 60, 38 S. Ct. 16, 62 L. Ed. 149 (1917).

30. Sur les « *restrictive covenants* », voir Richard Brooks et Carol Rose, *Saving the Neighborhood. Racially Restrictive Covenants, Law and Social Norms*, Harvard University Press, Cambridge, 2013 ; Adam Fairclough, *Better Day Coming*, *op. cit.*, p. 106-109.

31. Sur la ségrégation scolaire dans les villes du Nord, voir Davison Douglas, *Jim Crow Moves North. The Battle Over Northern School Segregation, 1865-1954*, Cambridge University Press, New York, 2006.

32. *The Gazette*, 3 octobre 1919.

33. Rapports annuels de la NAACP, 1920, 1921, 1922, 1923 et 1924.

34. La première occurrence de l'expression est antérieure à cette période puisqu'elle est apparue dans le journal *Savannah News* de Georgie en octobre 1895. Cf. « The New Negro », *New York Times*, 6 octobre 1895.

35. Adam Fairclough, *Better Day Coming*, *op. cit.*, p. 101.

36. *New York Times*, 1^{er} et 2 octobre 1919.

37. « I.W.W. Make a Strong Plea for Support of Negroes », *Saint Louis Argus*, 22 août 1919 ; « I.W.W. », *Crisis*, octobre 1919, p. 60.

38. Cedric Robinson, *Black Marxism. The Making of the Black Radical Tradition*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1983, p. 175-306 et Jeffrey Perry, Hubert Harrison. *The Voice of Harlem Radicalism, 1883-1918*, Columbia University Press, New York, 2009. Sur les liens entre le Parti communiste américain et les Noirs, voir Mark Solomon, *The Cry Was Unity. Communists and African Americans, 1919-1936*, University of Mississippi Press, Jackson, 1998 et Erik McDuffie, *Sojourning for Freedom. Black Women, American Communism, and the Making of the Black Left Feminism*, Duke University Press, Durham, 2011. Il influence également plus tard le Trinidadien C.R.L. James, auteur en 1938 de *Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue*, Éditions Amsterdam, Paris, 2008 [1938].

39. Éditorial, *Messenger*, août 1919, p. 11-12.

40. Cité in Stephen Tuck, *We Ain't What We Ought to Be*, *op. cit.*,

p. 148-149.

41. Chandler Owen et A. Philip Randolph, « Our Reason for Being », *Messenger*, août 1919 et « The New Negro – What Is He ? », *New York Age*, août 1920.

42. « Negroes, Leave the South », cité in Adam McKible, « Our (?) Country. Mapping “These Colored United States” in *The Messenger* », in Todd Vogel (dir.), *The Black Press. New Literary and Historical Essays*, Rutgers University Press, New Brunswick, 2001, p. 126.

43. Robert Bagnall, « Michigan – The Land of Many Waters », *Messenger*, vol. 8, avril 1926, p. 101-102, reproduit in Tom Lutz et Susanna Ashton (dir.), *These Colored United States. African American Essays from the 1920s*, Rutgers University Press, New Brunswick, 1996, p. 16.

44. Sur le BSCP et A. Philip Randolph, voir Beth Tompkins Bates, *Pullman Porters and the Rise of Protest Politics in Black America, 1925-1945*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2001.

45. David Cronon, *Black Moses. The Story of Marcus Garvey and the Universal Negro Improvement Association*, University of Wisconsin Press, Madison, 1974 [1955] ; Judith Stein, *Marcus Garvey and the UNIA. Race and Class in Modern Society*, Louisiana State University Press, Baton Rouge, 1986 ; Mary Rolinson, *Grassroots Garveyism. The Universal Negro Improvement Association in the Rural South, 1920-1927*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2007 ; et Colin Grant, *Negro with a Hat. The Rise and Fall of Marcus Garvey*, Oxford University Press, New York, 2008.

46. Henry McNeal Turner, « Emigration to Africa », in Milton Sernett, *African American Religious History. A Documentary Witness*, Duke University Press, Durham, 2000, p. 289-295.

47. Mary Rolinson, *Grassroots Garveyism*, op. cit., p. 28-35.

48. Steven Hahn, *A Nation Under Our Feet*, op. cit., p. 473.

49. Cyril Briggs, « The African Blood Brotherhood », *Crusader*, juin 1920. Mark Solomon, *The Cry Was Unity*, op. cit., p. 3-21 et Minkah Makalani, *In the Cause of Freedom. Radical Black Internationalism from Harlem to London, 1917-1939*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2011, p. 45-70.

50. Voir M. Rolinson, *Grassroots Garveyism*, op. cit. Dans l'épilogue de son livre *A Nation Under Our Feet*, Steven Hahn avait été le premier à lancer cette réinterprétation. Le livre de Mary Rolinson vient confirmer et étayer son idée.

51. « Ban on Negro Congress », *New York Times*, 2 février 1919 ; « Denounce our Haiti Policy », *New York Times*, 6 septembre 1921. William Van DeBurg (dir.), *Modern Black Nationalism from Marcus Garvey to Louis Farrakhan*, New York University Press, New York, 1997, p. 40-50.

52. W.E.B. Du Bois, « Second manifeste du Congrès panafricain », *Crisis*, novembre 1921.

53. Mary Rolinson, *Grassroots Garveyism*, *op. cit.*, p. 67-69.

54. Bagnall, « The Madness of Marcus Garvey », *Messenger*, mars 1923, p. 638.

55. W.E.B. Du Bois, « Social Equality and Racial Intermarriage », *The World Tomorrow*, mars 1922 ; « “Lynching, Good for My People”, Mr. Garvey », *Chicago Defender*, 11 novembre 1922.

56. W.E.B. Du Bois, « A Lunatic or a Traitor », *Crisis*, éditorial, mai 1924.

57. Marcus Garvey, « African Fundamentalism », *Negro World*, 6 juin 1925.

58. Mary Rolinson, *Grassroots Garveyism*, *op. cit.*, p. 73-74.

59. *Negro World*, 22 février 1920.

60. W.E.B. Du Bois, « We Return Fighting », mai 1919 cité in Cameron McWhirter, *Red Summer*, *op. cit.*, p. 31-32.

61. Guichard Parris et Lester Brooks, *Blacks in the City*, *op. cit.* ; Toure Reed, *Not Alms but Opportunity. The Urban League and the Politics of Racial Uplift, 1910-1950*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2008.

62. Jacqueline Jones, *Labor of Love, Labor of Sorrow*, *op. cit.*, p. 190.

63. Guichard Parris et Lester Brooks, *Blacks in the City*, *op. cit.*, p. 89-90.

64. *Ibid.*, p. 170-171.

65. 10^e rapport annuel de la NAACP, 1919, p. 33.

66. Stephen Tuck, *We Ain't What We Ought to Be*, *op. cit.*, p. 181.

67. Matthew Countryman, *Up South. Civil Rights and Black Power in Philadelphia*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 2006, p. 20.

68. W.E.B. Du Bois, « The Segregated Negro World », *The World Tomorrow*, mai 1923.

69. Alain Locke (dir.), *The New Negro. An Interpretation*, Macmillan, New York, 1925. Sur la Renaissance de Harlem, voir Nathan Irvin Huggins, *Harlem Renaissance*, Oxford University Press, New York,

2007 [1971] ; Cary Wintz, *Black Culture and the Harlem Renaissance*, Texas A&M University Press, College Station, 1997 ; Henry Gates, Jr. et Jarrett Gene Andrews (dir.), *The New Negro. Readings on Race, Representation, and African-American Culture, 1892-1938*, Princeton University Press, Princeton, 2007 ; Jeffrey Ogbar (dir.), *Harlem Renaissance. Politics, Arts, Letters*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2010 et Claudine Raynaud, *La Renaissance de Harlem et l'art nègre*, Michel Houdiard Éditeur, Paris, 2013.

70. Zora Neale Hurston, « How It Feels to Be Colored Me », *World Tomorrow*, mai 1928.

71. W.E.B. Du Bois, *Les Âmes du peuple noir*, op. cit., p. 11.

72. Claude McKay, « If We Must Die », *Liberator*, n° 2, juillet 1919 [traduction de l'auteur].

73. Sur la vie nocturne dans les cabarets de New York, voir George Chauncey, *Gay New York. Gender, Urban Culture, and the Making of the Gay Male World, 1890-1940*, Basic Books, New York, 1994 et Shane Vogel, *The Scene of Harlem Cabaret. Race, Sexuality, Performance*, University of Chicago Press, Chicago, 2009.

74. Langston Hughes, *The Big Sea*, Knopf, New York, 1940, p. 224.

75. Walter White, « The Eruption in Tulsa », *Nation*, n° 112, 29 juin 1921. Sur l'émeute raciale de Tulsa, voir Alfred Brophy et Randall Kennedy, *Reconstructing the Dreamland. The Tulsa Riot of 1921. Race, Reparations, and Reconciliation*, Oxford University Press, New York, 2003.

76. Langston Hughes, « The Negro Artist and the Racial Mountain », *Nation*, 23 juin 1926.

77. Cette réinterprétation de la Renaissance de Harlem est inspirée des travaux de Davarian Baldwin, « Chicago's New Negroes. Consumer Culture and Intellectual Life Reconsidered », *American Studies*, vol. 44, n° 1-2, printemps-été 2003, p. 128-129 ; et *Chicago's New Negroes*, op. cit.

78. Sur la vie à Chicago à l'époque de la Grande Migration, Lizabeth Cohen, *Making A New Deal. Industrial Workers in Chicago, 1919-1929*, Oxford University Press, New York, 1990 ; Christopher Reed, *The Rise of Chicago's Black Metropolis, 1920-1929*, University of Illinois Press, Springfield, 2011 ; Davarian Baldwin, *Chicago's New Negroes*, op. cit. ; Angela Davis, *Blues Legacies and Black Feminism. Gertrude "Ma" Rainey, Bessie Smith, and Billie Holliday*, Pantheon Books, New York, 1998 ; James Gregory, *The Southern Diaspora. How*

the Great Migrations of Black and White Southerners Transformed America, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2007 ; Jacqueline Najuma Stewart, *Migrating to the Movies. The Emergence of Black Urban Film Culture, 1893-1920*, University of Chicago Press, Chicago, 1999 ; et Milton Sernett, *Bound for the Promised Land. African American Religion and the Great Migration*, Duke University Press, Durham, 1997.

79. Mahalia Jackson, *Movin' On Up*, Hawthorne Books, New York, 1966, p. 46-48.

80. Lizabeth Cohen, *Making a New Deal*, *op. cit.*, p. 147-157.

81. Sur l'émergence des Noirs comme classe de consommateurs, voir Robert Weems, Jr., *Desegregating the Dollar. African American Consumerism in the Twentieth Century*, New York University Press, New York, 1998 et Christopher Reed, *The Chicago NAACP and the Rise of Black Professional Leadership, 1910-1966*, Indiana University Press, Bloomington, 1997.

82. Chicago of City Department of Planning, « The Black Metropolis – Bronzeville District », 1984, p. 26-27.

83. Andrew Diamond et Pap Ndiaye, *Histoire de Chicago*, *op. cit.*, p. 131-199.

84. Clovis Semmes, « Charitable Collaborations in Bronzeville, 1928-1944. *Chicago Defender* and the Regal Theater », *Journal of Urban History*, vol. 37, n° 6, 2011, p. 975-991.

85. Davarian Baldwin, « Chicago's New Negroes », *loc. cit.*, p. 134-136.

86. Sur la réinvention de la respectabilité dans les loisirs populaires, voir Victoria Wolcott, *Remaking Respectability. African American Women in Interwar Detroit*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2001.

87. Rosemary Skinner Keller et Rosemary Radford Ruether (dir.), *The Encyclopedia of Women and Religion in North America*, Indiana University Press, Bloomington, 2006, p. 1079.

88. Evelyn Phillips, « Annie Malone's PORO. Addressing Whiteness and Dressing Black-Bodied Women », *Transforming Anthropology*, vol. 11, n° 2, juillet 2003, p. 4-17. Voir aussi Ingrid Banks, *Hair Matters. Beauty Power and Black Women's Consciousness*, New York University Press, New York, 2000 et Tiffany Gill, *Beauty Shop Politics. African American Women's Activism in the Beauty Industry*, University of Illinois Press, Urbana, 2010.

89. Sur les nouvelles normes de masculinité qui émergent de cette nouvelle culture urbaine noire de la consommation, voir Martin Summers, *Manliness and its Discontents. The Black Middle Class and the Transformation of Masculinity, 1900-1930*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2004.

90. Elise Johnson McDougald, « The Double Task. The Struggle of Negro Women for Sex and Race Emancipation », *Survey Graphic*, LIII, mars 1925.

91. Sur le rôle pionnier des chanteuses de blues dans le développement d'un féminisme noir, voir Angela Davis, *Blues Legacies and Black Feminism*, *op. cit.*

92. Robert Elias, *The Empire Strikes Out. How Baseball Sold U.S. Foreign Policy and Promoted the American Way Abroad*, New Press, New York, 2010, p. 96.

93. Edwin Bancroft Henderson, *The Negro in Sports*, Associated Publishers, Inc., Washington 1949, p. 168-171.

94. Pearl Bowser, Jane Marie Gaines et Charles Musser (dir.), *Oscar Micheaux and His Circle. African-American Filmmaking and Race Cinema of the Silent Era*, Indiana University Press, Bloomington, 2001. Voir aussi Anne Crémieux, *Les Cinéastes noirs américains et le rêve hollywoodien*, L'Harmattan, Paris, 2004 et Régis Dubois, *Le Cinéma des Noirs américains entre intégration et contestation*, Cerf, Paris, 2005.

95. W.E.B. Du Bois, « Social Equality and Racial Inter-marriage », *World Tomorrow*, mars 1922.

96. Voir Ann D. Gordon avec Bettye Collier-Thomas *et al.* (dir.), *African American Women and the Vote*, University of Massachusetts Press, Amherst, 1997 et Rosalyn Terborg-Penn, *African American Women in the Struggle for the Vote*, *op. cit.*

97. Voir Wanda Hendricks, *Black Clubwomen in the Midwest. Agents of Social and Political Change*, Indiana University Press, Bloomington, 1998.

98. George Chauncey, *Gay New York*, *op. cit.*

99. Thaddeus Russell, « The Color of Discipline. Civil Rights and Black Sexuality », *American Quarterly*, vol. 60, n° 1, mars 2008, p. 103.

100. « Dr. A. C. Powell Scores Pulpit Evils », *New York Age*, 16 novembre 1929 et « Dr. Powell's Crusade against Abnormal Vice Is Approved », *New York Age*, 23 novembre 1929, cités in Thaddeus Russell, « The Color of Discipline », *loc. cit.*

101. Sur ce thème, voir Albert Raboteau, *African American Religion*,

Oxford University Press, New York, 1999, chapitre 5 ; Milton Sernett, *Bound for the Promised Land*, op. cit. ; et Wallace Best, *Passionately Human, No Less Divine. Religion and Culture in Black Chicago, 1915-1952*, Princeton University Press, Princeton, 2005.

102. Albert Raboteau, *African American Religion*, op. cit., p. 87-89.

103. *Ibid.*, p. 88-89.

104. « Negro Representative Makes House Debut », *New York Times*, 8 juin 1929.

105. « Negroes Holding Public Office, 1917-1947 », W.E.B. Du Bois Papers.

106. Elliott Rudwick, « Oscar De Priest and the Jim Crow Restaurant in the U.S. House of Representatives », *Journal of Negro Education*, vol. 35, hiver 1966, p. 77-82.

107. Nancy Weiss, *Farewell to the Party of Lincoln*, Princeton University Press, Princeton, 1983, p. 9-11.

108. Sur le rôle de l'autodéfense dans l'histoire du combat des Noirs pour la liberté, voir Herbert Shapiro, *White Violence and Black Reaction from Reconstruction to Montgomery*, University of Massachusetts Press, Amherst, 1988 ; Timothy Tyson, *Radio Dixie. Robert F. Williams and the Roots of Black Power*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1999 ; Lance Hill, *The Deacons for Defense. Armed Resistance and the Civil Rights Movement*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2004 ; Christopher Strain, *Pure Fire. Self-Defense as Activism in the Civil Rights Era*, University of Georgia Press, Athens, 2005 ; Simon Wendt, *The Spirit and the Shotgun. Armed Resistance and the Struggle for Civil Rights*, University of Florida Press, Gainesville, 2007 et Akinyele Omowale Umoja, *We Will Shoot Back. Armed Resistance in the Mississippi Freedom Movement*, New York University Press, New York, 2013.

109. Shannon King, « “Ready to Shoot and Do Shoot” », loc. cit.

110. Sundiata Cha-Jua, « A “Warlike Demonstration”. Legalism, Violence, Self-Help, and Electoral Politics in Decatur, Illinois, 1894-1898 », *Journal of Urban History*, vol. 26, n° 5, juillet 2000, p. 581-629.

111. *New York Times*, 23 juillet 1928 ; *New York Amsterdam News*, 25 juillet 1928.

112. *New York Age*, 28 juillet et 4 août 1928.

113. E. Franklin Frazier, *Bourgeoisie noire*, Plon, Paris, 1955.

114. Hale, *Making Whiteness*, p. 168-179.

115. *Ibid.*, p. 174.

116. *Ibid.*, p. 144.

Notes du chapitre 3

1. U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, *Negroes in the United States, 1920-1932*, U.S. Government Printing Office, Washington, 1935, p. 8, p. 48-49, p. 287 et p. 575.

2. Harvard Sitkoff, *A New Deal for Blacks. The Emergence of Civil Rights as a National Issue. The Depression Decade*, Oxford University Press, New York, 1978, p. 35.

3. Gunnar Myrdal, *An American Dilemma. The Negro Problem and Modern Democracy*, Harper, New York, 1944, chapitre 12.

4. National Urban League, « Special Memorandum on the Social Adjustment of Negroes in the United States Submitted to the President Franklin Delano Roosevelt », 15 avril 1933, fonds « New Deal and Black America », Department of Commerce, Office of the Secretary, General Correspondance, File 88449 [ci-après Fonds « New Deal and Black America »], rouleau 18, images 0535-0580.

5. Harvard Sitkoff, *A New Deal for Blacks*, *op. cit.*, p. 36-37.

6. « Find Negroes' Need Growing in Nation », *New York Times*, 5 avril 1931.

7. The Mayor's Commission on the Conditions in Harlem, « The Negro in Harlem. A Report on Social and Economic Conditions Responsible for the Outbreak of March 19, 1935 », 1935, p. 23-24 et p. 29-30. National Urban League, « Special Memorandum », p. 9-10. Cheryl Lynn Greenberg, « Or Does It Explode ? » *Black Harlem in the Great Depression*, Oxford University Press, New York, 1991, p. 13-41.

8. « Asks Green to Outline A.F.L. Negro Policy », *New York Times*, 16 janvier 1930 ; « Bias Against Negro in A.F.L. Denied », *New York Times*, 4 septembre 1932.

9. John Kirby, *Black Americans in the Roosevelt Era. Liberalism and Race*, University of Tennessee Press, Knoxville, 1980, p. 99.

10. *Ibid.*, p. 37. National Urban League, « Special Memorandum », *loc. cit.*, p. 5.

11. *Ibid.*, p. 20-24.

12. *New York Age*, 21 mars et 10 octobre 1931 cité in V.P. Franklin et Bettye Collier-Thomas, « For the Race in General and Black Women in Particular. The Civil Rights Activities of African American Women's

Organizations, 1915-1950 », in Bettye Collier-Thomas et V.P. Franklin (dir.), *Sisters in the Struggle*, op. cit., p. 21-41.

13. Eugene Kinkle Jones, « A Dream, A Quarter Century, A Reality ! How the Urban League Has Served », *Opportunity*, novembre 1935 ; Toure Reed, *Not Alms But Opportunity*, op. cit., p. 27-107.

14. Clarence Mitchell, « H. Claude Hudson and the Fight for Freedom », *Crisis*, février 1973 ; Patricia Sullivan, *Lift Every Voice*, op. cit., p. 137-138.

15. *Nixon v. Herndon*, 273 U.S. 536 (1927) ; « Jim-Crow Travel », *Crisis*, mars 1930.

16. John Parker, entretien in *Greensboro Daily News*, 19 avril 1920, cité in « North Carolinian Not Wanted on Supreme Bench », *Afro-American*, édition de Baltimore, 5 avril 1930.

17. Doug McAdam, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, University of Chicago Press, Chicago, 1982, p. 80.

18. « Orders Wide Fight for Negro's Rights », *New York Times*, 21 mai 1932.

19. « Plan to Boycott Stores Refusing Employment », *Chicago Defender*, 27 octobre 1928 ; « Harlem Housewives Organize League », *Chicago Defender*, 18 janvier 1930 ; « The Boycott », *Crisis*, mars 1930 ; T. Arnold Hill, « Picketing for Jobs' Opportunity », *Opportunity*, juillet 1930 ; Arthur M. Ross, « The Negro Worker in the Depression », *Social Forces*, vol. 18, n° 4, mai 1940, p. 552-553 ; Ralph Bunche, « A Critical Analysis of the Tactics and Programs of Minority Groups », *Journal of Negro Education*, vol. 4, juillet 1935.

20. Harvard Sitkoff, *A New Deal for Blacks*, op. cit., p. 141.

21. « The 1928 Comintern Resolution on the Negro Question in the United States », *Daily Worker*, 12 février 1929 et Martha Biondi, *To Stand and Fight. The Struggle for Civil Rights in Postwar New York City*, Harvard University Press, Cambridge, 2003, p. 4-5.

22. « The 1930 Comintern Resolution on the Negro Question in the United States », *Communist International*, 1^{er} février 1930. Sur la position du Parti communiste en 1928, voir Mark Solomon, *The Cry Was Unity*, op. cit., p. 68-91.

23. Mark Naison, *Communists in Harlem during the Depression*, University of Illinois Press, Urbana, 1983, p. 42.

24. Mark Solomon, *The Cry Was Unity*, op. cit., p. 156-160.

25. Constitution of the International Labor Defense, 1929. Voir

aussi Dan Carter, *Scottsboro. A Tragedy of the American South*, Oxford University Press, New York, 1974, p. 66-67.

26. The Trade Union Unity League, *The Trade Union Unity League. Its Program, Structure, Methods and History*, 1929, p. 5 ; Harvard Sitkoff, *A New Deal for Blacks*, *op. cit.*, p. 171 ; Mark Solomon, *The Cry Was Unity*, *op. cit.*, p. 251 ; et Glenda Gilmore, *Defying Dixie. The Radical Roots of Civil Rights, 1919-1950*, Norton, New York, 2008, p. 75-96.

27. Hollace Ransdell (pour l'ACLU), « Report on the Scottsboro, Alabama, Case », 27 mai 1931 ; John Henry Hammond, Jr., « The South Speaks », *Nation*, 26 avril 1933. Voir aussi Dan Carter, *Scottsboro*, *op. cit.*, p. 3-50.

28. Lashawn Harris, « Running with the Reds. African American Women and the Communist Party during the Depression », *Journal of African American History*, vol. 94, n° 1, hiver 2009, p. 21-43.

29. *Ibid.*, p. 26 ; Erik McDuffie, *Sojourning for Freedom*, *op. cit.*, p. 78-79.

30. « Mothers of Scottsboro Victim Denounces NAACP Leaders as Bunch of Liars, Fakers », *Daily Worker*, 17 juillet 1931, cité in Lashawn Harris, « Running with the Reds », *loc. cit.*, p. 21.

31. Beth Thompkins Bates, « A New Crowd Challenges the Agenda of the Old Guard of the NAACP, 1933-1941 », *The American Historical Review*, vol. 102, n° 2, avril 1997, p. 340-377.

32. Joe Trotter, *From a Raw Deal to a New Deal. African Americans, 1929-1945*, Oxford University Press, New York, 1996, p. 30.

33. E. E. Lewis, « Black Cotton Farmers and the AAA », *Opportunity*, mars 1935 ; Edwin Embree, « Southern Farm Tenancy », *Survey Graphic*, mars 1936.

34. *Atlanta Constitution*, 24 août 1933 ; « Black Labor and the Codes », *Opportunity*, août 1933 ; Lettre de L.A. Oxley, 19 novembre 1935, U.S. Employment Service, Personnel Placement Files, fonds New Deal and Black America, rouleau 15, images 0697-0703.

35. Olen Cole, Jr., *African Americans in the Civilian Conservation Corps*, University of Florida Press, Gainesville, 1999.

36. Sur la pratique du « redlining », voir Kenneth Jackson, *Crabgrass Frontier. The Suburbanization of the United States*, Oxford University Press, New York, 1985 et Gail Radford, *Modern Housing for America. Policy Struggles in the New Deal Era*, University of Chicago Press, Chicago, 1996. Sur le concept du « second ghetto », voir Arnold

Hirsch, *Making the Second Ghetto. Race and Housing in Chicago, 1940-1960*, Cambridge University Press, New York, 1983.

37. Abraham Epstein, « The Social Security Act », *Crisis*, novembre 1935. Voir aussi Mary Poole, *The Segregated Origins of Social Security. African Americans and the Welfare State*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2006 et Michael Brown, *Race, Money, and the American Welfare State*, Cornell University Press, Ithaca, 1999.

38. Harvard Sitkoff, *Toward Freedom Land. The Long Struggle for Racial Equality in America*, University of Kentucky Press, Lexington, 2010, p. 25.

39. Robert Abbott, « New Deal Proves To Be No Deal for Us », *Chicago Defender*, 6 octobre 1934 ; « Antilynching Bill », *Crisis*, mars 1934 et septembre 1934.

40. Patricia Sullivan, *Days of Hope. Race and Democracy in the New Deal Era*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1996, p. 3-4.

41. Michael Honey, *Sharecropper's Troubadour. John L. Handcox, the Southern Tenant Farmers' Union, and the African American Song Tradition*, Palgrave Macmillan, New York, 2013.

42. The Mayor's Commission on the Conditions in Harlem, « The Negro in Harlem », *loc. cit.* ; Carol Greenberg, « The Politics of Disorder. Reexamining Harlem's Riots of 1935 and 1943 », *Journal of Urban History*, vol. 18, n° 4, août 1992, p. 395-441.

43. Susan Smith, *Sick and Tired of Being Sick and Tired. Black Women's Health Activism*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 2011, p. 164-166 ; Deborah White, *Too Heavy A Load*, *op. cit.*, p. 145-211.

44. Charles Houston, « Educational Inequalities Must Go ! », *Crisis*, octobre 1935 ; James Weldon Johnson, *Negro American, What Now ?*, Viking, New York, 1938, p. 35-40 et p. 98-103 ; Beth Thompkins Bates, « A New Crowd », *loc. cit.*

45. Thomas Sugrue, *Sweet Land of Liberty. The Forgotten Struggle for Civil Rights in the North*, Random House, New York, 2008, p. 18-19.

46. « Universal Unrest among Black People Revealed at National Congress Here », *Chicago Defender*, 22 février 1936.

47. « Leaders at Youth Conference in Richmond », *Pittsburgh Courier*, 25 février 1937.

48. Southern Negro Youth Congress, « Magazine for Negro Youth », août 1937, W.E.B. Du Bois Papers ; C. Calvin Hughes, « We Demand Our Rights. The Southern Negro Youth Congress, 1937-1949 », *Phylon*,

1987.

49. Earnestine Green McNealey, « Alpha Kappa Alpha Sorority », in Darlene Clark Hine, Elsa Barkley Brown et Rosalyn Terborg-Penn (dir.), *Black Women in America. An Historical Encyclopedia*, Carlson Publishing, Brooklyn, 1993, p. 23-25.

50. Tom Ward, « Medical Missionaries of the Delta. Dr. Dorothy Ferebee and the Mississippi Health Project, 1935-1941 », *Journal of Mississippi History*, vol. 63, n° 3, automne 2001, p. 189-203.

51. V.P. Franklin et Bettye Collier-Thomas, « For the Race in General and Black Women in Particular », *loc. cit.*, p. 27-29.

52. Mark Naison, *Communists in Harlem during the Depression*, *op. cit.*, p. 149-150.

53. Robert Zieger, *For Jobs and Freedom*, *op. cit.*, p. 112-123.

54. Lester Granger, « The Negro – Friend or Foe of Organized Labor ? », *Opportunity*, mai 1935 ; Mollie Lewis, « Negro Women in Steel », *Crisis*, février 1938.

55. Lizabeth Cohen, *Making a New Deal*, *op. cit.*, p. 291-313.

56. Sur Detroit et l'UAW, voir August Meier et Elliott Rudwick, *Black Detroit*, *op. cit.*, 1979.

57. Ann Pullen, « Commission on Interracial Cooperation », *New Georgia Encyclopedia*. Voir aussi John Egerton, *Speak Now against the Day. The Generation before the Civil Rights Movement in the South*, Knopf, New York, 1994 et Jacquelyn Dowd Hall, *Revolt against Chivalry. Jessie Daniel Ames and the Women's Campaign against Lynching*, Columbia University Press, New York, 1993.

58. *Crisis*, juillet et août 1935.

59. Harvard Sitkoff, *A New Deal for Blacks*, *op. cit.*, p. 298-299.

60. « Church Group Asks New Deal for Negro », *New York Times*, 21 mai 1934.

61. Discours à la Conférence nationale sur l'éducation des Noirs de mai 1934 à Washington, *Journal of Negro Education*, vol. 3, octobre 1934, p. 573-575.

62. « Mrs. Bethune Given Big NYA Position », *Washington Tribune*, 4 juillet 1936.

63. « 35,000 Negro Students Receive Aid from the NYA », *Kansas City Call*, juin 1937 ; « Analysis showing approximate number of negro and white students receiving NYA aid », 10 avril 1936, Fonds Bethune, partie 1, rouleau 11, images 347-362.

64. Tract de la FSA reproduit in Robin Kelley et Earl Lewis, *To Make*

Our World Anew. A History of African Americans, Oxford University Press, New York, vol. 2, 2005, p. 142.

65. « Discrimination in FSA », lettre adressée au *Pittsburgh Courier*, puis lettre du *Pittsburgh Courier* adressée à un élu de la Louisiane pour qu'il écrive à Roosevelt, Fonds Bethune, partie 1, rouleau 10, images 289-294.

66. « What U.S. Is Doing to Solve the Big Housing Problem », *Chicago Defender*, 1^{er} décembre 1934.

67. Robert Weaver, « The New Deal and the Negro. A Look at the Facts », *Opportunity*, juillet 1935.

68. Thomas Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis. Race and Inequality in Postwar Detroit*, Princeton University Press, Princeton, 1996, p. 43-44.

69. « Ickes Issues Orders to Proceed With Construction of Harlem Housing Units », *Norfolk Journal and Guide*, 8 août 1936.

70. Harvard Sitkoff, *Toward Freedom Land*, *op. cit.*, p. 30.

71. Documents du Federal Writers' Project sur les artistes radiophoniques, les musiciens et les comédiens noirs, Fonds « Federal Writers' Project Negro Group », référence JWW MSS 40, Beinecke Rare Book and Manuscript Library, Yale University. Sur les programmes culturels du New Deal et leur impact, voir Lauren Sklaroff, *Black Culture and the New Deal. The Quest for Civil Rights in the Roosevelt Era*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2009.

72. *Missouri ex rel. Gaines v. Canada*, 305 U.S. 337 (1938). « Court Backs Negro on Full Education », *New York Times*, 13 décembre 1938.

73. Scott Sandage, « A Marble House Divided. The Lincoln Memorial, the Civil Rights Movement, and the Politics of Memory », *Journal of American History*, vol. 80, n° 1, juin 1993, p. 135 et p. 143-147.

74. Robert Weaver, « Training Negroes for Occupational Opportunities », *Journal of Negro Education*, vol. 7, n° 4, octobre 1938, p. 486-497.

75. Karen Ferguson, *Black Politics in New Deal Atlanta*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2002.

76. Robert Weaver, « Racial Policy in Public Housing », *Phylon*, 2^e trimestre 1940.

77. Henry Kelley [Howard University], « Race Discrimination in the Civil Service », document adressé à McLeod Bethune le 10 août 1938, Fonds Bethune, partie 1, rouleau 10, images 255-257 ; memorandum

de Bethune à Roosevelt, daté du 12 janvier 1940, « Some of the Things Negroes Want », Fonds Bethune, partie 1, rouleau 2, images 107-108.

78. « Harlem Committee Formed to Fight Against National Defense Discrimination », *New York Age*, 20 juillet 1940.

79. « NAACP Tells of Parley Dealing with Jim Crow », *D.C. Tribune*, 12 octobre 1940.

80. Harvard Sitkoff, *A New Deal for Blacks*, op. cit., p. 314.

81. *New York Amsterdam News*, éditorial, 5 juillet 1941. Robert Zieger, *For Jobs and Freedom*, op. cit., p. 123-128, et Jennifer Delton, *Racial Integration in Corporate America, 1940-1990*, Cambridge University Press, New York, 2009, p. 17-33.

82. John Kinloch, « FEPC Faces Big Task in Aircraft Bias Probe », *California Eagle*, 9 octobre 1941 et Charlotta Bass, « On the Sidewalk », *California Eagle*, 16 octobre 1941.

83. J. Todd Moya, *Freedom Flyers. The Tuskegee Airmen of World War II*, Oxford University Press, New York, 2010, p. 13-40.

84. James Thompson, « Should I Sacrifice to Live “Half-American” », *Pittsburgh Courier*, 7 février 1941.

85. « In War to Save Democracy », *The Pittsburgh Courier*, 7 mars 1942 ; « Double V Creed », *Pittsburgh Courier*, 11 avril 1942 ; « Our Second Front », *Baltimore Afro-American*, 29 août 1942.

86. Christopher Moore, *Fighting for America. Black Soldiers – Unsung Heroes of World War II*, Random House, 2007, New York, p. 29.

87. *Ibid.*, p. 50.

88. Ernest Johnson, « New York Masses Protest for Democracy », *Chicago Defender*, 27 juin 1942 ; George McCray, « 12,000 in Chicago Voice Demands for Democracy », *Chicago Defender*, 4 juillet 1942 ; A. Philip Randolph, « Why Should We March ? », *Survey Graphic*, novembre 1942.

89. Beth Bates, « “Double V for Victory” Mobilizes Black Detroit, 1941-1946 », in Jeanne Theoharis et Komozi Woodard (dir.), *Freedom North*, op. cit., p. 17-39 ; Robert Korstad et Nelson Lichtenstein, « Opportunities Found and Lost. Labor, Radicals, and the Early Civil Rights Movement », *Journal of American History*, vol. 75, n° 3, décembre 1988, p. 786-811, en particulier p. 793-799.

90. Beth Bates, « “Double V for Victory” », loc. cit., p. 18-21.

91. Lettre du 31 janvier 1942 rappelant le texte du décret 8802 et lettre du 18 mars 1942 de A. Frederick Smith (*Regional Labor Market Analyst*) à James H. McGinnis (*Regional Employment Security*

Representative), fonds New Deal and Black America, rouleau 15, images 570-571 et 672.

92. « Conference with Mr Bowman, Area Director of the National Youth Administration and a Member of Local Council of Administrators », septembre 1941, fonds New Deal and Black America, rouleau 15, images 650-659.

93. Bruce Nelson, « Organized Labor and the Struggle for Black Equality in Mobile during World War II », *Journal of American History*, vol. 80, n° 3, décembre 1993, p. 952-988.

94. *Crisis*, janvier 1942.

95. *Pittsburgh Courier*, 14 mars 1942 ; « No U.S. Honor for Messman Hero », *California Eagle*, 19 mars 1942 ; « Home At Last, Dorie Miller, Hero of Pearl Harbor is Honored by California Citizens », *Pittsburgh Courier*, 19 décembre 1942.

96. « Navy Does Accept Race Blood Givers », *California Eagle*, 22 janvier 1942 ; « Red Cross Blood Policy Insults Race, Says NAACP », *California Eagle*, 5 février 1942.

97. Sur le CORE et Farmer, voir August Meier et Elliott Rudwick, *CORE. A Study in the Civil Rights Movement, 1942-1968*, University of Illinois Press, Urbana, 1973.

98. « Break Down Race Bars at 47th Street Café », *Chicago Defender*, 15 mai 1943. Flora Bryant Brown, « NAACP Sponsored Sit Ins by Howard University Students, 1943-1944 », *Journal of Negro History*, vol. 85, n° 4, automne 2000, p. 274-286.

99. Thomas Sugrue, *Sweet Land of Liberty*, op. cit., p. 163-170 ; Thomas Sugrue, « Hillburn, Hattiesburg, and Hitler. Wartime Activists Think Globally and Act Locally », in Kevin Kruse et Stephen Tuck (dir.), *Fog of War. The Second World War and the Civil Rights Movement*, Oxford University Press, New York, 2012, p. 87-102. Sur la déségrégation scolaire, voir Davison Douglas, *Jim Crow Moves North*, Cambridge University Press, New York, 2005.

100. Stephen Grant Meyer, *As Long As They Don't Move Next Door. Segregation and Racial Conflicts in American Neighborhoods*, Rowman & Littlefield, Lanham, 2000, p. 76-77.

101. *Ibid.*, p. 76.

102. « Expose Maywood Restriction Ruse », *California Eagle*, 26 mars 1942.

103. Stephen Grant Meyer, *As Long As They Don't Move Next Door*, op. cit., p. 69-70 ; Dominic Capeci, *Race Relations in Wartime Detroit*.

Sojourner Truth Housing Controversy of 1942, Temple University Press, Philadelphie, 1984.

104. United States War Manpower Commission, *Manpower. One Tenth of a Nation*, 1942.

105. « Walter White On Way to L.A. Plans Film Parleys », *California Eagle*, 12 février 1942. La description de *The Negro Soldier* vient de Stephen Tuck, *We Ain't What We Ought to Be*, op. cit., p. 224-225.

106. « Marines, Navy Bars Dropped », *Norfolk Journal and Guide*, 11 avril 1942 ; « First Marines in Training », *Baltimore Afro-American*, 19 septembre 1942.

107. United States Department of Labor, Women's Bureau, *Negro Women War Workers*, bulletin n° 205, 1945, p. 13-15.

108. « Industries Using More Negro Help », *New York Times*, 20 juillet 1942.

109. Stephen Tuck, *We Ain't What We Ought to Be*, op. cit., p. 207.

110. Cité in Mark Harris, *The Homefront. America During World War II*, Putnam, New York, 1984, p. 118-121, 129 et 131.

111. Mary McLeod Bethune, « Negro Women Facing Tomorrow », 27 juillet 1941, Fonds Bethune, partie 1, rouleau 2, images 112-120.

112. V.P. Franklin et Bettye Collier-Thomas, « For the Race in General and Black Women in Particular », loc. cit., p. 29-31.

113. Patricia Sullivan, *Lift Every Voice*, op. cit., p. 237-286.

114. « Equal Pay Action Filed by Birmingham Teacher », *Chicago Defender*, 4 avril 1942 et « Trouble in Dixie ? Dixie Teachers's Pay But Fraction of High Wages of "Dirty" Workers », *Chicago Defender*, 20 février 1943.

115. Jacquelyn McLeod, *Daughter of the Empire State. The Life of Judge Jane Bolin*, University of Illinois Press, Urbana, 2011.

116. Carol Mueller, « Ella Baker and the Origins of "Participatory Democracy" », in Vicki Crawford et alii (dir.), *Women in the Civil Rights Movement*, op. cit., p. 51-70. Voir aussi Barbara Ransby, *Ella Baker and the Black Freedom Movement. A Radical Democratic Vision*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2005.

117. Sur cet événement communément appelé « zoot-suit riot » ou « émeute des zazous », voir Robin Kelley, « The Riddle of the Zoot. Malcolm Little and Black Cultural Politics during World War II », in Robin Kelley, *Race Rebels*, op. cit., p. 161-182, sur Malcolm Little, futur Malcolm X, qui faisait partie de cette subculture de la jeunesse.

118. « Wartime Rioting History Repeats. Will the President Speak

Out Again ? », *Chicago Defender*, 28 août 1943.

119. Sur l'émeute, voir Dominic Capeci et Martha Wilkerson, *Layered Violence. The Detroit Rioters of 1943*, University of Mississippi Press, Oxford, 1991.

120. Walter White et Thurgood Marshall, *What Caused the Detroit Riot*, NAACP, New York, 1943. White était l'auteur de la première partie intitulée « What Caused the Detroit Riot », et Marshall de la seconde, « Activities of Police During the Riots June 21 and 22, 1943 ».

121. Walter White, « What Caused the Detroit Riot », *loc. cit.*, p. 7-8 et p. 11-13.

122. *Ibid.*, p. 17-19.

123. Cheryl Greenberg, « The Politics of Disorder. Reexamining Harlem's Riots of 1935 and 1943 », *Journal of Urban History*, vol. 18, n° 4, août 1992, p. 395-441.

124. Kimberly Johnson, *Reforming Jim Crow. Southern Politics and State Before Brown*, Oxford University Press, New York, 2010, p. 98.

125. Harvard Sitkoff, *Toward Freedom Land*, *op. cit.*, p. 102.

126. Brochure de présentation, Southern Conference on Race Relations, 20 octobre 1942.

127. Southern Regional Council, *The Southern Regional Council. Its Origin and Purpose*, n°1, 1944.

128. Harvard Sitkoff, *Toward Freedom Land*, *op. cit.*, p. 107.

129. Turner Catledges, « Ask "Give and Take" For Detroit Peace », *New York Times*, 30 juin 1943 ; Harvard Sitkoff, « African American Militancy in the World War II South. Another Perspective », in Neil McMillen (dir.), *Remaking Dixie. The Impact of World War II on the American South*, University of Mississippi Press, Jackson, 1997, p. 70-92.

130. Thomas Sugrue, *Sweet Land of Liberty*, *op. cit.*, p. 59-63.

131. « 1,000 Troops in Bud's Parade », *Chicago Defender*, 14 août 1943.

132. Dans le *Chicago Defender* : « Gov. Sparks to Probe Taylor Rape Case », *Chicago Defender*, 11 décembre 1944 ; « \$600 To Rape Wife ? Ala. Whites Make Offer to Recy Taylor Mate ! », 27 janvier 1945 ; « Jury Fails to Indict Recy Taylor Rapists », 24 fév. 1945 ; « Ala. Rapist Came From Church To Join White Gang In Sex Crime », 24 mars 1945 et « Grand Jury Won't Reopen Recy Taylor Case », 6 octobre 1945.

133. Danielle McGuire, *At the Dark End of the Street. Black Women, Rape, and Resistance – A New History of the Civil Rights Movement from Rosa Parks to the Rise of Black Power*, Vintage, New York, 2010, p. 3-9.
134. *Ibid.*, p. 9-15.
135. « Liberal Whites Speak Out Against Ala. Race Hatred », *Chicago Defender*, 7 avril 1945.
136. Allan Winkler, « The Philadelphia Transit Strike of 1944 », *Journal of American History*, vol. 59, n° 1, juin 1972, p. 73-89 ; James Wolfinger, *Philadelphia Divided. Race and Politics in the City of Brotherly Love*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2007, p. 142-174.
137. *Ibid.*, p. 166.
138. « Negro Rallies Today. Meetings in 700 Churches in State to Protest Discrimination », *New York Times*, 29 octobre 1944.
139. « Negro Educator Quits Racial Group », *New York Times*, 26 mars 1944.
140. W.E.B. Du Bois, « What He Meant to the Negro », *New Masses*, 24 avril 1945 ; Mary McLeod Bethune, « My Secret Talks With the President », *Ebony*, avril 1949.
141. George Goethals, *Presidential Leadership and African Americans. « An American Dilemma » from Slavery to the White House*, Routledge, New York, 2015, p. 167.

Notes du chapitre 4

1. Risa Lauren Goluboff, *The Last Promise of Civil Rights*, Harvard University Press, Cambridge, 2012, p. 101.
2. Martha Biondi, *To Stand and Fight*, *op. cit.*, p. 27-28.
3. American Council on Race Relations, « Intergroup Relations in San Diego. A Report to the City Council and the Board of Education of the City of San Diego », décembre 1946.
4. Robert Zieger, *For Jobs and Freedom*, *op. cit.*, p. 140.
5. Women's Bureau, U.S. Department of Labor, « Baltimore War Workers in the Postwar Period », 1948.
6. Women's Bureau, U.S. Department of Labor, « Negro Women War Workers », bulletin n° 205, 1945 et « Baltimore War Workers in the Postwar Period », p. 20-38.
7. New York State Department of Labor, Division of Industrial Relations, « Domestic Service Employment in New York State », septembre 1946 ; United States Employment Service, « The Domestic Service Dilemma », *Labor Market*, mars 1947, p. 10.
8. « Eight GOP Votes Aid Dixie in Killing FEPC », *Chicago Defender*, 16 février 1946.
9. « Jews Press Battle for FEPC Laws », *Pittsburgh Courier*, 16 novembre 1946 ; « Jews Offer Program to End Racial Bias », *Pittsburgh Courier*, 10 mai 1947. Thomas Sugrue, *Sweet Land of Liberty*, *op. cit.*, p. 114. Sur les relations entre les organisations noires et juives, voir Cheryl Lynn Greenberg, *Troubling the Waters. Black-Jewish Relations in the American Century*, Princeton University Press, Princeton, 2010.
10. Thomas Sugrue, *Sweet Land of Liberty*, *op. cit.*, p. 111.
11. Charles Bolté et Louis Harris, « Our Negro Veterans », *Public Affairs Pamphlet* n° 128, 1947, p. 4 et 11.
12. Elizabeth Cohen, *A Consumer's Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, Knopf, New York, 2008, p. 167-174.
13. *Ibid.*, p. 171. David Onkst, « First a Negro... Incidentally a Veteran. Black World War II Veterans and the G.I. Bill of Rights in the Deep South », *Journal of Social History*, vol. 31, n° 3, printemps 1998, p. 517-543.
14. Jonathan Kaplan et Andrew Valls, « Housing Discrimination as

a Basis for Black Reparations », *Public Affairs Quarterly*, vol. 21, n° 3, juillet 2007, p. 255-273.

15. Robert Weaver, *Hemmed In. the ABC's of Race Restrictive Housing Covenants*, American Council on Race Relations, 1945.

16. Ann Ratner Miller, *Net Intercensal Migration to Large Urban Areas of the United States*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 1964, p. 129-208.

17. « Assert Negro Vote Will Swing to GOP », *New York Times*, 18 octobre 1946.

18. Medgar Evers, « Why I live in Mississippi », *Ebony*, septembre 1963, cité in John Dittmer, *Local People*, op. cit., p. 1-2.

19. Mary Dudziak, *Cold War Civil Rights. Race and the Image of American Democracy*, Princeton University Press, Princeton, 2000, p. 23 ; Stephen Tuck, *Beyond Atlanta. The Struggle for Racial Equality in Georgia, 1940-1980*, University of Georgia Press, Athens, 2001, p. 71.

20. « U.S. Says Police Chief Blinded Bronx Negro », *New York Times*, 27 septembre 1946 ; Milton Konvitz, « The Negro in American Law », 1946, chapitre 1 de la pétition de la NAACP, « An Appeal to the World », fonds W.E.B. Du Bois ; Michael Gardner, *Harry Truman and Civil Rights*, Southern Illinois Press, Carbondale, 2003, p. 17-18.

21. Steven Lawson, *To Secure These Rights. The Report of Harry S. Truman's Committee on Civil Rights*, Bedford/St. Martin's, Boston, 2004.

22. Mary Dudziak, *Cold War Civil Rights*, op. cit., et Carol Elaine Anderson, *Eyes Off the Prize. The United Nations and the African American Struggle for Human Rights, 1944-1955*, Cambridge University Press, New York, 2003.

23. Rayford Logan, *What the Negro Wants*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1944 ; Irene West, « Freedom Opportunity May Be Soon. Watch India ! », *Afro-American*, 29 juin 1946.

24. W.E.B. Du Bois, « Introduction to an Appeal to the World » et « Summary of an Appeal to the World », fonds W.E.B. Du Bois.

25. Mary Dudziak, *Cold War Civil Rights*, op. cit., p. 45.

26. Comité présidentiel sur les droits civiques, « To Secure These Rights », Government Printing Office, Washington, 1947, p. 139-148.

27. Harry Truman, « Special Message to the Congress on Civil Rights », 2 février 1948, *Public Papers of the Presidents of the United States. Harry S. Truman, 1948*, Government Printing Office, Washington, 1964, p. 121-126.

28. Patricia Sullivan, *Lift Every Voice*, op. cit., p. 53.

29. « A Look at the Candidates », *Crisis*, janvier 1948.
30. NAACP, « Declaration of Negro Voters », 27 mars 1948.
31. Henry Lee Moon, *The Balance of Power. The Negro Vote*, Double day, Garden City, 1948, p. 11-12 et p. 213-214.
32. Harry Truman, « Address before the NAACP », 29 juin 1947.
33. *Federal Register*, vol. 13, n° 146 (28 juillet 1948), p. 4312 et 4313.
34. Correspondance entre Oscar Chapman (sous-secrétaire de l'Intérieur) et Walter White, en date du 15 et 20 décembre 1948, fonds « Harry S. Truman and Civil Rights », Truman Library. Voir aussi Mary Dudziak, *Cold War Civil Rights*, op. cit., p. 25-26.
35. Patricia Sullivan, *Lift Every Voice*, op. cit., p. 79.
36. « NAACP Scored Important Victories during Grim 1946 », *Pittsburgh Courier*, 25 janvier 1947.
37. Spencer Logan, *A Negro's Faith in America*, Macmillan, New York, 1946 ; George Schuyler, « Views and Reviews », *Pittsburgh Courier*, 15 février 1947.
38. Martha Biondi, *To Stand and Fight*, op. cit., p. 68 ; Penny Von Eschen, *Race Against Empire. Black Americans and Anticolonialism, 1937-1957*, Cornell University Press, Ithaca, 1997, p. 110-111.
39. House UnAmerican Activities Committee, « Report on Civil Rights Congress as a Communist Front Organization », 2 septembre 1947. Strain, *Pure Fire*, p. 29-30.
40. *Ibid.*, p. 30.
41. Michael Goldfield, « The Failure of Operation Dixie. A Critical Turning Point in American Political Development ? », in Gary Fink et Merl Reed (dir.), *Race, Class, and Community in Southern Labor History*, University of Alabama Press, Tuscaloosa, 2003, p. 166-189.
42. « Negro Association Acts to Bar Reds », *New York Times*, 29 juin 1947.
43. « Keep an Eye on the Communists », *Crisis*, avril 1948 ; « NAACP Moves to Ban Communist Activity », *Louisville Leader*, 1^{er} juillet 1950.
44. Penny Von Eschen, *Race against Empire*, op. cit., p. 109-121.
45. Mary Dudziak, *Cold War Civil Rights*, op. cit., p. 87-88.
46. « Civil Rights Are Not Standing Still », 1949, fonds « Harry S. Truman and Civil Rights », p. 1-2.
47. Irene Morgan v. *Commonwealth of Virginia*, 328 U.S. 373 (1946) ; « The Negro in American Law », 1946, p. 8 ; « Her Fight Ends

Bus Jim Crow », *Richmond Afro-American*, 4 juin 1946 et « JC Bus Travel Outlawed », *Washington Afro-American*, 4 juin 1946 ; Raymond Arsenault, *Freedom Riders. 1961 and the Struggle for Racial Justice*, Oxford University Press, New York, 2006, p. 11-22.

48. « Restrictive Covenant Cases Headed to High Court », *Pittsburgh Courier*, 25 janvier 1947.

49. *Shelley v. Kraemer*, 334 U.S. 1 (1948) ; Lem Graves, « Live Anywhere ! High Court Rules », *Pittsburgh Courier*, 8 mai 1948 ; Whittington B. Johnson, « The Vinson Court and Racial Segregation », *Journal of Negro History*, vol. 63, n° 3, juillet 1978 ; *Barrows v. Jackson*, 346 U.S. 249 (1953).

50. *Sipuel v. Board of Regents of the University of Oklahoma*, 1948 ; *McLaurin v. Oklahoma State Regents*, 339 U.S. 637 (1950) ; *Sweatt v. Painter*, 339 U.S. 629 (1950) ; « White Supremacy Takes a Beating. Supreme Court Rules Favorably in All Three Segregation Cases », *Baltimore Afro-American*, 6 juin 1950.

51. Sur le « *Journey of Reconciliation* », voir aussi Derek Catsam, *Freedom's Main Line. The Journey of Reconciliation and the Freedom Rides*, University of Kentucky Press, Louisville, 2009.

52. George Houser et Bayard Rustin, *We Challenged Jim Crow ! A Report on the Journey of Reconciliation, April 9-23, 1947*, FOR et CORE, 1947.

53. Raymond Arsenault, *Freedom Riders*, *op. cit.*, p. 24.

54. Ella Baker, citée in J. Todd Moya, *Ella Baker. Community Organizer of the Civil Rights Movement*, Rowman & Littlefield, New York, 2013, p. 63.

55. George Houser et Bayard Rustin, *We Challenged Jim Crow !*, *op. cit.*, p. 4-6.

56. Bayard Rustin, « A Report on Twenty-Two Days on the Chain Gang at Roxbury, North Carolina », 1947 ; entretien avec Igal Roodenko, 11 avril 1974. Interview B-0010. Southern Oral History Program Collection (#4007), Southern Historical Collection, Wilson Library, University of North Carolina, Chapel Hill.

57. George Houser et Bayard Rustin, *We Challenged Jim Crow !*, *op. cit.*, p. 16-17.

58. Tuskegee Institute, *The Negro Yearbook 1952. A Review of Events Affecting Negro Life*, Wise & Co, New York, 1952 [ci-après *Negro Yearbook 1952*], p. 101-113 ; 16^e recensement américain, 1940, vol. 2, p. 375 et 17^e recensement, 1950, vol. 2, partie 11, p. 59 ; et Bruce

Schulman, *From Cotton Belt to Sunbelt. Federal Policy, Economic Development, and the Transformation of the South, 1938-1980*, Oxford University Press, New York, 1991. Sur Atlanta, voir Ronald Bayor, *Race and the Shaping of Twentieth Century Atlanta*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2000 ; Kevin Kruse, *White Flight. Atlanta and the Making of Modern Conservatism*, Princeton University Press, Princeton, 2007 ; et Tomiko Brown-Nagin, *Courage to Dissent. Atlanta and the Long Civil Rights Movement*, Oxford University Press, New York, 2011.

59. Richard Simpson et David Norsworthy, « The Changing Occupational Structure of the South », in John McKinney et Edgar Thompson (dir.), *The South in Continuity and Change*, Duke University Press, Durham, 1965, p. 198-224.

60. « Lynching, Whites & Negroes, 1882-1968 », Tuskegee University Archives, *loc. cit.*

61. *Negro Yearbook 1952*, p. 307 ; Herbert Hill, « Southern Negroes at the Ballot Box », *Crisis*, mai 1954 ; *Memphis World*, 23 novembre 1951.

62. *The Negro Yearbook 1952*, p. 306.

63. « Alabama Negroes Register », *Pittsburgh Courier*, 1^{er} avril 1950 ; *The Negro Yearbook 1952*, p. 306-307 ; Luther Jackson, « Race and Suffrage in the South since 1940 », *New South*, juin-juillet 1948.

64. *The Negro Yearbook 1952*, p. 310-313.

65. « Negroes on Jury First Time in Pine Bluff (Arkansas) », *Pittsburgh Courier*, 12 avril 1947 ; « 2 Negro Jurors in Tennessee Court », *Pittsburgh Courier*, 18 décembre 1948 ; « A Mixed Georgia Jury Acts on Mixed Cases » et « Negro Selected for Tenn. Jury », *Pittsburgh Courier*, 29 octobre 1949 ; « High Court Upsets Negro Condemnation », *New York Times*, 25 avril 1950.

66. W. Montague Cobb, « Removing our Health Burden », *Crisis*, septembre 1946 ; « Medical Care and the Plight of the Negro », *Crisis*, juillet 1947.

67. *The Negro Yearbook 1952*, p. 317-318.

68. « N.C. Whites Fighting to Keep Jim Crow Law School », *Pittsburgh Courier*, 3 septembre 1949 ; *The Negro Yearbook 1952*, p. 318 ; Charles Thompson, « Fifty Years of Progress in Higher Education », *Pittsburgh Courier*, 3 juin 1950.

69. « Fraternities Keep Negro Exclusion », *New York Times*, 27 novembre 1948 ; Guy Johnson, « Racial Integration in Public

Higher Education in the South », *Journal of Negro Education*, vol. 23, n° 3, été 1954, p. 317-329. Les données chiffrées se trouvent p. 320.

70. *Ibid.*, p. 322.

71. « Baptists Approve Program for Interracial Goodwill », *Pittsburgh Courier*, 21 juin 1947.

72. Southern Regional Council, *Race in the News*, 1949.

73. *The Negro Yearbook 1952*, p. 323.

74. Lettre de Truman à Roy Wilkins, 14 janvier 1953, Papers of Harry S. Truman. Official Files, disponible sur le site web de la Bibliothèque présidentielle Truman. <http://www.trumanlibrary.org>.

75. « Bury Murdered NAACP Chief », *Chicago Defender*, 5 janvier 1952.

76. Cette analyse s'inspire des travaux des théoriciens de la mobilisation des ressources et des opportunités politiques, d'Anthony Oberschall (*Social Conflicts and Social Movements*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1973) à Doug McAdam (*Political Process and the Development of Black Insurgency*, *op. cit.*) pour expliquer l'émergence et la trajectoire des mouvements sociaux. Elle est aussi influencée par la critique de Bert Klandermans in « Mobilization and Participation. Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory », *American Sociological Review*, vol. 49, 1984, p. 583-600 ; et par les apports analytiques du « *framing* » (voir Pamela Oliver et Hank Johnston, « What a Good Idea ! Ideologies and Frames in Social Movement Research », in Hank Johnston et John Noakes (dir.), *Frames of Protest. Social Movements and the Framing Perspective*, Rowman & Littlefield, New York, 2005, p. 185-204).

77. La relation entre les Églises noires et la mobilisation politique des Africains-Américains a longtemps fait l'objet d'un vif débat historiographique. E. Franklin Frazier, *The Negro Church in America*, Shocken Books, New York, 1963 ; Gary Marx, « Religion. Opiate or Inspiration of Civil Rights Militancy among Negroes », *American Sociological Review*, vol. 32, août 1967, p. 64-72 ; Aldon Morris, *The Origins of the Civil Rights Movement*, *op. cit.* ; C. Eric Lincoln et Lawrence Mamiya, *The Black Church in the African American Experience*, Duke University Press, Durham, 1990 ; et Paul Harvey, *Freedom's Coming. Religious Culture and the Shaping of the South from the Civil War through the Civil Rights Era*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2005.

78. « Full Negro Rights Asked. Baptist Leader Points to Those of

Race Fighting in Korea », *New York Times*, 8 septembre 1950.

79. E. Franklin Frazier, *Bourgeoisie noire*, Paris, Plon, 1955, traduit sous le titre *Black Bourgeoisie*, Glencoe, Free Press, 1957.

80. « Carolina Omegas Launch Drive for Civil Rights », *Pittsburgh Courier*, 8 mai 1948 ; « Civil Rights is Alpha's Theme », *Pittsburgh Courier*, 25 décembre 1948 ; « AKA Sorors Plan To Reactivate Voluntary Health Plan », *Pittsburgh Courier*, 29 octobre 1949 ; « Unconditional Equality Demanded during Eastern Regional at Hampton », *Sphinx*, printemps-été 1950 ; Robert Weems, Jr. « Alpha Phi Alpha, the Fight for Civil Rights, and the Shaping of Public Policy », in Gregory Parks et Stephan Bradley (dir.), *Alpha Phi Alpha. A Legacy of Greatness, the Demands of Transcendence*, University of Kentucky Press, Louisville, 2012, p. 233-262.

81. *The Negro Yearbook 1952*, p. 32.

82. Lewis Fenderson, « The Negro Press as Social Instrument », *Journal of Negro Education*, vol. 20, n° 2, printemps 1951, p. 181-188.

83. Voir par exemple « My Prince Charming », *Tan Confessions*, novembre 1950 ; « Should Married Couples Sleep in Twin Beds ? », *Tan Confessions*, novembre 1953 ou « The Truth about Love Potions » et « I couldn't let him go », *Tan Confessions*, octobre 1958.

84. « The South's Negro Labor », *New York Times*, 27 mai 1951 ; « Labor Opens Up Job Drive in South », *Chicago Defender*, 21 mars 1953 ; « Parents Sue School Board, Charge Inferior Facilities », *Pittsburgh Courier*, 12 juillet 1947 ; tribune de Mary McLeod Bethune dans le *Chicago Defender*, 16 janvier 1954, Fonds Bethune, partie 1, rouleau 3, images 273-277 ; « AKA Sorors Plan To Reactivate Voluntary Health Plan », *Pittsburgh Courier*, 29 octobre 1949 ; Susan Smith, *Sick and Tired of Being Sick and Tired*, op. cit. ; Andrew Kahr, *The Land Was Ours. African American Beaches from Jim Crow to the Sunbelt South*, Harvard University Press, Cambridge, 2012.

85. John Dittmer, *Local People*, op. cit., p. 32-33.

86. « Mississippi Leadership Meeting Set », *Chicago Defender*, 12 avril 1952.

87. Charles Payne, *I've Got the Light of Freedom*, op. cit., p. 31-32.

88. Kenneth Kusmer, « African Americans in the City since World War II. From the Industrial to the Post-Industrial Era », *Journal of Urban History*, vol. 21, n° 4, mai 1996, p. 458-504.

89. Thomas Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis*, op. cit., p. 143.

90. « Employment Gains For Negroes Noted », *New York Times*,

1^{er} juillet 1948 ; « Negro Labor Group Backed in Red Fight », *New York Times*, 25 octobre 1953 ; Thomas Sugrue, *Sweet Land of Liberty*, *op. cit.*, p. 257.

91. « Coast Study Finds Negro Worse Off », *New York Times*, 17 janvier 1954 ; Donna Murch, *Living for the City*, *op. cit.*, p. 37. Voir aussi Robert Self, *American Babylon*, *op. cit.*

92. Andrew Diamond, *Mean Streets*, *op. cit.*, p. 202-205 et Andrew Diamond et Pap Ndiaye, *Histoire de Chicago*, *op. cit.*, p. 243.

93. Sur ces questions, voir Thomas Sugrue, *Sweet Land of Liberty*, *op. cit.*, p. 200-250.

94. Sur l'évolution des politiques urbaines et ses conséquences pour les Africains-Américains, voir Hirsch, *Making the Second Ghetto*, *op. cit.* ; Thomas Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis*, *op. cit.* ; Martha Biondi, *To Stand and Fight*, *op. cit.* ; Robert Self, *American Babylon*, *op. cit.* ; Rhonda Williams, *The Politics of Public Housing. Black Women's Struggles Against Urban Inequalities*, Oxford University Press, New York, 2004 ; David Freund, *Colored Property. State Policy and White Racial Politics in Suburban America*, University of Chicago Press, Chicago, 2007 ; Mary Pattillo, *Black on the Block. The Politics of Race and Class in the City*, University of Chicago Press, Chicago, 2007 ; Andrew Diamond et Pap Ndiaye, *Histoire de Chicago*, *op. cit.*

95. *Ebony*, septembre 1951. Exemple cité in Andrew Wiese, *Places of their Own. African American Suburbanization in the Twentieth Century*, University of Chicago Press, Chicago, 2009, p. 149-150.

96. Andrew Wiese, « "The House I Live In". Race, Class, and African American Suburban Dreams in the Postwar United States », in Kevin Kruse et Thomas Sugrue (dir.), *The New Suburban History*, University of Chicago Press, Chicago, 2006, p. 99-119. Les chiffres se trouvent p. 100.

97. Josh Sides, *L.A. City Limits*, *op. cit.*, p. 122-123.

98. Whitney Young, « Middle Class Negro », *Ebony*, septembre 1963.

99. « Jackie Scores Winning Run » et « Jackie Romps Home from Second Base as 26,000 Cheer », *Pittsburgh Courier*, 19 avril 1947.

100. « Strike Against Jackie Spiked », *Baltimore Afro-American*, 17 mai 1947.

101. Dan Burley, « What's Ahead for Robinson ? », *Crisis*, décembre 1945.

102. « The Billboard Music Popularity Charts. Part VI. Race

Records », *Billboard*, 9 mai 1949.

103. William Barlow, *Voice Over. The Making of Black Radio*, Temple University Press, Philadelphie, 1999, p. 98.

104. Glenn Altschuler, *All Shook Up. How Rock'n'Roll Changed America*, Oxford University Press, New York, 2003, p. 41.

105. Sur ce point, voir Penny Von Eschen, *Satchmo Blows Up the World. Jazz Ambassadors Play the Cold War*, Harvard University Press, Cambridge, 2009.

106. *Ibid.*, p. 171-172 ; Dizzy Gillespie et Al Fraser, *To Be or Not to Bop. Memoirs of Dizzy Gillespie*, Ad Capo Press, New York, 1979, p. 413-422.

107. William Barlow, *Voice Over*, *op. cit.*, p. 105.

108. Glenn Altschuler, *All Shook Up*, *op. cit.*, p. 15.

109. Milton Tucker, « Mr Johnson v. Mr Hyman », *Crisis*, janvier 1958.

110. James Porter, « Process of the Negro in Art during the Past Fifty Years », *Pittsburgh Courier*, 29 juin 1950.

111. Stephen Tuck, *We Ain't What We Ought to Be*, *op. cit.*, p. 246.

112. Jill Nelmes, *Introduction to Film Studies*, Routledge, New York, 2012 [1996], p. 32.

113. Matthew Delmont, *The Nicest Kids in Town. American Bandstand, Rock'n'Roll, and the Struggle for Civil Rights*, University of California Press, Berkeley, 2012, p. 6.

114. Patricia Sullivan, *Lift Every Voice*, *op. cit.*, p. 334.

115. « South Spurs Gains for Negro Pupils », *New York Times*, 16 mai 1954 ; « History of School Cases Cover 5 Years », *Chicago Defender*, 22 mai 1954.

116. « Kill Jim Crow Schools », *Chicago Defender*, 22 mai 1954, « Dr Bethune Hails It as a Great Mandate », *Daytona Beach Evening News Journal*, 2 juin 1954 ; *Bolling v. Sharpe*, 347 U.S. 497. 500 (1954). Sur l'importance historique de *Brown*, voir James Patterson, *Brown v. Board of Education. A Civil Rights Milestone and its Troubled Legacy*, Oxford University Press, New York, 2002 et Michael Klarman, *Brown v. Board of Education and the Civil Rights Movement*, Oxford University Press, New York, 2007.

117. James Eastland, discours au Sénat, 27 mai 1954 ; Jeff Woods, *Black Struggle, Red Scare. Segregation and Anti-Communism in the South, 1948-1968*, Louisiana State University Press, Baton Rouge, 2004, p. 62.

118. Le phénomène de la « résistance massive » du Sud face à *Brown* a donné naissance à une littérature riche renouvelée notamment par Kari Frederickson, *The Dixiecrat Revolt and the End of the Solid South, 1932-1968*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2001 ; Kevin Kruse, *White Flight. Atlanta and the Making of Modern Conservatism*, Princeton University Press, Princeton, 2005.

119. « Violence Flares over School Integration », *Chicago Defender*, 16 octobre 1954 ; James Patterson, *Brown v. Board of Education. A Civil Rights Milestone and Its Troubled Legacy*, Oxford University Press, New York, 2001, p. 87.

120. *Citizens' Council*, octobre 1955.

121. James Desmond, « New Klan Burns Economic Cross », *Pittsburgh Courier*, 24 décembre 1955 ; Stephen Tuck, *We Ain't What We Ought to Be*, op. cit., p. 261.

122. « White Dixie Baptists OK Decision », *Chicago Defender*, 19 juin 1954.

123. « South Confused. NAACP Asks Integration by 1956 », *Chicago Defender*, 27 novembre 1954.

124. Katherine Charron, *Freedom's Teacher. The Life of Septima Clark*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2009, p. 200-225.

125. Adam Fairclough, « The Costs of *Brown*. Black Teachers and School Integration », *Journal of American History*, vol. 91, n° 1, juin 2004, p. 43-55.

126. *Southern School News*, mars et avril 1956 ; « 256,000 Negro Students Now Integrated in South », *Chicago Defender*, 15 mars 1956 ; et Michael Klarman, « How *Brown* Changed Race Relations. The Backlash Thesis », *Journal of American History*, vol. 81, juin 1994, p. 81-118.

127. Stephen Whitfield, *A Death in the Delta. The Story of Emmett Till*, Johns Hopkins Press, Baltimore, 1988.

128. Adam Green, *Selling the Race. Culture, Community, and Black Chicago, 1940-1955*, University of Chicago Press, Chicago, 2007, p. 190-210 analyse l'événement en termes de création d'une conscience de la « simultanéité » dans la communauté africaine-américaine du pays.

129. « In Memoriam. Emmett Till », *Life*, 10 octobre 1955.

130. William Huie, « The Shocking Story of Approved Killing in Mississippi », *Look*, janvier 1956.

131. Aldon Morris, *The Origins of the Civil Rights Movement*, op. cit., p. 51-63.

132. *Ibid.*, p. 17-25.

133. Jo Ann Robinson, *The Montgomery Bus Boycott and the Women Who Started It. The Memoir of Jo Ann Gibson Robinson*, University of Tennessee Press, Knoxville, 1989, p. 39.

134. Taylor Branch, *Parting the Waters. America in the King Years, 1954-1963*, Simon and Schuster, New York, 1988, p. 123 et Danielle McGuire, *At the Dark End of the Street*, op. cit., p. 91-92.

135. Cité in Danielle McGuire, *At the Dark End of the Street*, op. cit., p. 104.

136. *Ibid.*, p. 106.

137. *Ibid.*, p. 110 et 117-119.

138. Jet, 12 avril 1956. Danielle McGuire, *At the Dark End of the Street*, op. cit., p. 127-130.

139. *Browder v. Gayle*, 352 U.S. 903 (1956).

140. Walter Murphy, « The South Counterattacks. The Anti-NAACP Laws », *Western Political Quarterly*, vol. 12, n° 2, juin 1959, p. 371-390.

141. « Bomb Ala. Cleric's Home. Three Injured », *Chicago Defender*, 26 décembre 1956 ; « Mob Beats Shuttlesworth », *Chicago Defender*, 10 septembre 1957 ; « Shuttlesworth Leads New Bus Boycott in Birmingham », *Chicago Defender*, 3 novembre 1958 ; Glenn Eskew, *But for Birmingham. The Local and National Movements in the Civil Rights Struggle*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1997 et Diane McWhorter, *Carry Me Home. Birmingham, Alabama. The Climactic Battle of the Civil Rights Revolution*, Simon & Schuster, New York, 2001.

142. « South's Negro Leaders To Hold Meeting in Atlanta », *Chicago Defender*, 8 janvier 1957.

143. Barbara Ransby, *Ella Baker and the Black Freedom Movement*, op. cit., p. 170-176.

144. Aldon Morris, *The Origins of the Civil Rights Movement*, op. cit., p. 123-127.

145. Barbara Ransby, *Ella Baker and the Black Freedom Movement*, op. cit., p. 176-178.

146. Daisy Bates, *The Long Shadows of Little Rock*, David McKay, New York, 1962, p. 48.

147. Série de rapports de situation, 1957-1958, Bibliothèque présidentielle Eisenhower, documents en ligne, Civil Rights – Little Rock School Integration.

148. Aniko Bodroghkhozoy, *Equal Time. Television and the Civil Rights Movement*, University of Illinois Press, Urbana, 2012, p. 37-44.

149. Timothy Tyson, *Radio Free Dixie. Robert F. Williams and the Roots of Black Power*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1999, p. 73 et 78.

150. *New York Times*, 7 mai 1959.

151. Martin Luther King, Jr, convention de la NAACP, juillet 1959, citée in Martin Luther King (Clayborne Carson, dir.), *The Papers of Martin Luther King, Jr.. The Threshold of a New Decade, January 1959-December 1960*, University of California Press, Berkeley, 2005, p. 258.

152. Robert Williams, « Can Negroes Afford to Be Pacifists », *Liberation*, septembre 1959 et Martin Luther King, « The Social Organization of Non-Violence », *Liberation*, octobre 1959.

153. « Mr. Muhammad Speaks », *Pittsburgh Courier*, 16 juin, 27 octobre et 3 novembre 1956.

154. « Nationwide Interest for Mr. Muhammad », *Pittsburgh Courier*, 28 juillet 1956.

155. Ula Taylor, « Elijah Muhammad's Nation of Islam. Separatism, Regendering, and a Secular Approach to Black Power after Malcolm X (1965-1975) », in Jeanne Theoharis et Komozi Woodard (dir.), *Freedom North*, op. cit., p. 177-198.

156. Manning Marable, *Malcolm X. Une vie de réinventions (1925-1965)*, Syllepse, Paris, 2014, p. 31-199.

157. Robin Kelley, « The Riddle of the Zoot », loc. cit.

158. Peter Goldman, *The Death and Life of Malcolm X*, University of Illinois Press, Urbana, 1979, p. 51.

159. « Moslems Ask Kennedy to Fire 2 Cops », *New York Amsterdam News*, 9 novembre 1957 ; « Police Brutality in New York Exposed », *Mr. Muhammad Speaks*, mai 1960. Peter Goldman, *The Death and Life of Malcolm X*, op. cit., p. 55-59.

160. FBI, dossier Malcolm X (Malcolm Little), HQ File 03 of 27.

161. Discours à la National Bar Association, 20 août 1959, in Martin Luther King (Clayborne Carson, dir.), *The Papers of Martin Luther King, Jr.*, op. cit., p. 264. « The Black Supremacists », *Time*, 10 août 1959.

162. Department of Justice, dossier « Parker Lynching Case », 1959, in Records of the Department of Justice's Civil Rights Division, 1958-1973, rouleau 1, images 30-46, Roosevelt Study Center.

163. « A Special Editorial. Lest We Forget », *Pittsburgh Courier*,

30 avril 1960.

164. Martin Luther King, discours à la National Bar Association, 20 août 1959.

Notes du chapitre 5

1. *Crisis*, janvier, mars et avril 1957.
2. Sur le Fair Play for Cuba Committee, voir Van Gosse, *Where the Boys Are. Cuba, Cold War America, and the Making of a New Left*, Verso, Londres, 1993.
3. Peniel Joseph, *Waiting 'til the Midnight Hour. A Narrative History of Black Power in America*, Holt, New York, 2006, p. 20-21 et 28-30.
4. Entretien de Martin Luther King avec Etta Motten Barnett, 6 mars 1957.
5. « Malcolm X Explains Wee-Hour Visit to Castro at Theresa », *Pittsburgh Courier*, 1^{er} octobre 1960.
6. U.S. Bureau of the Census, Daniel O. Price (dir.), *Changing Characteristics of the Negro Population (A 1960 Census Monograph)*, Government Printing Office, Washington, 1969.
7. « A&T Students Launch "Sit-Down" Demand for Service at Downtown Lunch Counter », *Greensboro Record*, 2 février 1960 ; « Movement by Negroes Growing », *Greensboro Daily News*, 4 février 1960 ; « Negro Students Spread Protest to Kress Store », *Greensboro Record*, 4 février 1960 ; « Demonstrations Grow », *Greensboro Daily News*, 9 février 1960.
8. Sur les *sit-ins*, voir Wesley Hogan, *Many Minds, One Heart. SNCC's Dream for a New America*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2007 ; David Garrow, *Atlanta, Georgia. Sit-ins and Student Activism*, Carlson Publishing, Brooklyn, 1989 ; Aldon Morris, *The Origins of the Civil Rights Movement*, op. cit., p. 174-228 ; Clayborne Carson, *In Struggle. SNCC and the Black Awakening of the 1960s*, Harvard University Press, Cambridge, 1981, p. 9-18.
9. « 5,000 March on Louisiana Capital », *Chicago Defender*, 31 mars 1960.
10. Southern Regional Council, « The Student Protest Movement », 25 février 1960. William Chafe, *Civilities and Civil Rights. Greensboro, N.C. and the Struggle for Freedom*, Oxford University Press, New York, 1990.
11. Aldon Morris, *The Origins of the Civil Rights Movement*, op. cit.,

p. 188-192.

12. *Ibid.*, p. 198.

13. Selon l'expression d'Aldon Morris *in ibid.*

14. Jeffrey Turner, « The Rise of Black and White Student Protest in Nashville », in Robert Cohen et David Snyder (dir.), *Rebellion in Black and White. Southern Student Activism in the 1960s*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2013, p. 129-147.

15. Gwendolyn Robinson, « From Little Memphis Girl to Mississippi Amazon », in Faith Holsaert *et alii.* (dir.), *Hands on the Freedom Plow. Personal Accounts by Women in SNCC*, University of Illinois Press, Urbana, 2010, p. 9-32.

16. Clayborne Carson, *In Struggle*, *op. cit.*, p. 11.

17. Aldon Morris, *The Origins of the Civil Rights Movement*, *op. cit.*, p. 207.

18. Discours de Martin Luther King, 16 février 1960.

19. « Sit-ins Win NAACP Approval », *Chicago Defender*, 15 mars 1960.

20. SNCC, *Student Voice*, août 1960.

21. Ella Baker, « Bigger than a Hamburger », *Southern Patriot*, mai 1960.

22. « “And Then We’ll Win” Vow Sit-in Students », *Chicago Defender*, 29 mars 1960.

23. « Youth Meet To Attract Leaders from 10 States », *Chicago Defender*, 11 avril 1960.

24. *Student Voice*, juin 1960. Sur l'histoire du SNCC, voir Howard Zinn, *The New Abolitionists*, South End Press, Boston, 1964 et Clayborne Carson, *In Struggle*, *op. cit.*

25. SNCC, *Student Voice*, juin 1960.

26. *Ibid.*, août 1960.

27. Deuxième débat opposant Kennedy et Nixon, 7 octobre 1960. Terry Anderson, *The Pursuit of Fairness. A History of Affirmative Action*, Oxford University Press, New York, 2004, p. 59.

28. Sondage Gallup, 8 décembre 1960 ; Gloster Current, « Why Nixon Lost the Negro Vote », *Crisis*, janvier 1961.

29. National Urban League, « The Time Is Now », 29 décembre 1960 ; W.E.B. Du Bois, « A Petition to the President of the United States, the Honorable John F. Kennedy », février 1961, W.E.B. Du Bois Papers.

30. Terry Anderson, *The Pursuit of Fairness*, *op. cit.*, p. 60 et Charles

Lamb, *Housing Segregation in Suburban America since 1960. Presidential and Judicial Politics*, Cambridge University Press, New York, 2005, p. 21.

31. « Fisk Sit-inner To Speak Here », *Chicago Defender*, 23 mars 1960.

32. SNCC, « Students Face Mississippi Violence for You ! », tract d'appel aux dons, 1961.

33. Tom Hayden, « Revolution in Mississippi », janvier 1962 ; Wesley Hogan, « Freedom Now ! SNCC Galvanizes the New Left », in Robert Cohen et David Snyder, *Rebellion in Black and White. Southern Student Activism in the 1960s*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2013, p. 43-59.

34. « Adopt Pledge to Support Sit-ins », *Chicago Defender*, 4 avril 1960 ; « Chicago Area Friends of SNCC Urge Continued Aid to Miss. », *Chicago Defender*, 13 avril 1963.

35. « CORE Plans to Picket 105 N.Y. Dime Stores », *Chicago Defender*, 30 mars 1960.

36. *Boynton v. Virginia*, 364 U.S. 454 (1960).

37. Frank Holloway, « Travel Notes from a Deep South Tourist », *New South*, juillet-août 1961 ; Aldon Morris, *The Origins of the Civil Rights Movement*, *op. cit.*, p. 232-233.

38. Sur cette incarcération, voir le récit de l'une des militantes, Carol Ruth Silver, *Freedom Rider Diary. Smuggled Notes from Parchman Prison*, University of Mississippi Press, Jackson, 2014.

39. Janie Culbreth Rambeau, « Ripe for the Picking », et Bernice Johnson Reagon, « Since I Laid My Burden Down », in Faith Holsaert et alii, *Hands on the Freedom Plow*, *op. cit.*, p. 91-100 et p.146-152.

40. Diane Nash, « They Are The Ones Who Got Scared », in Faith Holsaert et alii, *Hands on the Freedom Plow*, *op. cit.*, p. 76-83.

41. « Robert Kennedy Asks I.C.C. to End Bus Segregation », *New York Times*, 30 mai 1961.

42. « Bus Riders Urged to Shift Target », *New York Times*, 20 juin 1961.

43. Raymond Arsenault, *Freedom Riders*, *op. cit.*, p. 382-423.

44. James Forman, *The Making of Black Revolutionaries*, University of Washington Press, Seattle, 1972, p. 193-212 ; Raymond Arsenault, *Freedom Riders*, *op. cit.*, p. 405-418.

45. Timothy Tyson, *Radio Free Dixie*, *op. cit.*, p. 262-264.

46. « Statement by Attorney General on Behalf of the United States

in Support of Petition for Rule Making », non daté mais 1961, prononcé devant l'ICC, Department of Justice, rouleau 4, images 489-522.

47. Raymond Arsenault, *Freedom Riders*, op. cit., p. 437-441.
48. Grace Jordan McFadden, « Septima P. Clark and the Struggle for Human Rights », in Vicki Crawford et alii (dir.), *Women in the Civil Rights Movement*, op. cit., p. 85-97 ; Aldon Morris, *The Origins of the Civil Rights Movement*, op. cit., p. 236-239.
49. Charles Payne, *I've Got the Light of Freedom*, op. cit., p. 47-56.
50. *Ibid.*, p. 104-131.
51. Charles Cobb, *This Nonviolent Stuff 'll Get You Killed*, Basic Books, New York, 2014, p. 204.
52. Bernice Reagon, « Let the Church Sing "Freedom" », *Black Music Research Journal*, vol. 7, 1987, p. 105-118.
53. Alex Poinsett, « Crusade in Mississippi. Council of Federated Organizations conducts summer-long Freedom project », *Ebony*, septembre 1964 ; John Dittmer, *Local People*, op. cit., p. 116-193 et Charles Payne, *I've Got the Light of Freedom*, op. cit., p. 132-179.
54. « Fallacy of the "Free World". Grim History of Greenwood, Miss. », *Muhammad Speaks*, 29 avril 1963.
55. « Fact Sheet on the University of Mississippi Desegregation », *Crisis*, novembre 1962 ; Constance Baker Motley, « James Meredith in perspective », *Crisis*, janvier 1963 ; James Meredith, *Three Years in Mississippi*, Indiana University Press, Bloomington, 1966.
56. « At "Ole Miss", Uneasy Peace », *New York Times*, 4 novembre 1962 ; « 500 G.I.'s Keeping Ole Miss Watch », *New York Times*, 2 décembre 1962.
57. « U.N. Rioting Laid to Pro-Africans », *New York Times*, 16 février 1961 ; « 400 Picket U.N. In Tribute to Castro and Lumumba », *New York Times*, 19 février 1961.
58. « 15,000 Hear and Cheer Muhammad in Chicago », *Mr. Muhammad Speaks*, mai 1960.
59. Éditorial de Malcolm X, *Mr. Muhammad Speaks*, 15 septembre 1962.
60. « Muslims Join New York Boycott », *Muhammad Speaks*, 15 octobre 1962.
61. « How to Fight "Flu" Viruses », *Muhammad Speaks*, 18 mars 1963.
62. « Urge Harlem Join Fight on TB. Get Free Chest X-Rays »,

Muhammad Speaks, 18 mars 1963. Brett Williams, « Deadly Inequalities. Race, Illness, and Poverty in Washington D.C., since 1945 », in Kenneth Kusmer et Joe Trotter (dir.), *African American Urban History Since World War II*, University of Chicago Press, Chicago, 2009, p. 142-159.

63. « Shop at Temple No. 2 Grocery and Market » (publicité), *Muhammad Speaks*, 15 septembre 1962.

64. « The Race Problem », African Students Association et section du campus de la NAACP, Michigan State University, East Lansing, 23 janvier 1963.

65. Rhonda Williams, *Concrete Demands. The Search for Black Power in the 20th Century*, Routledge, New York, 2014, p. 65 et 87 ; James Jennings, *The Politics of Black Empowerment. The Transformation of Black Activism in Urban America*, Wayne State University Press, Detroit, 2000, p. 67.

66. Lettre des Christian Knights of the Ku Klux Klan à Elijah Muhammad au siège de la NOI à Chicago datée du 10 avril 1961.

67. Dossier du FBI sur Malcolm X, dossier NY 105-8999 sur Ronald Stokes, p. 16-17 ; « Committee Told Bias, Brutality of L.A. Police », *Mr. Muhammad Speaks*, 15 octobre 1962 ; « Muslims Bury Their First Martyr » et « Chief Parker Called “Drunk with Power”. Muslims Supported », *California Eagle*, 10 mai 1962.

68. Terry Anderson, *The Pursuit of Fairness*, *op. cit.*, p. 60-63.

69. Michael Harrington, *The Other America. Poverty in the United States*, Simon & Schuster, New York, 1962.

70. « The Golden Age of the NAACP », *Ebony*, mai 1965.

71. « New Look for the Urban League », *Ebony*, novembre 1965.

72. « “Marshall Plan” for Negroes ? », *Muhammad Speaks*, 29 avril 1963.

73. Phyl Garland, « The Unorthodox Ministry of Leon H. Sullivan », *Ebony*, mai 1971. Sur Sullivan, voir aussi Thomas Sugrue, *Sweet Land of Liberty*, *op. cit.*, p. 126-129. La citation se trouve p. 128.

74. « Negroes Building Boycott Network », *New York Times*, 25 novembre 1962.

75. Karl Ellis Johnson, « “Trouble Won’t Last”. Black Church Activism in Postwar Philadelphia », in Kenneth Kusmer et Joe Trotter (dir.), *African American Urban History since World War II*, *op. cit.*, p. 245-262.

76. « National Boycott for Jobs Set », *Chicago Defender*,

27 novembre 1962.

77. Thomas Sugrue, *Sweet Land of Liberty*, op. cit., p. 129.

78. Donna Murch, *Living for the City*, op. cit., p. 17. Sur Detroit, voir Thomas Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis*, op. cit.

79. Charles Payne, « Men Led, but Women Organized. Movement Participation of Women in the Mississippi Delta », in Vicki Crawford et alii (dir.), *Women in the Civil Rights Movement*, op. cit., p 5-6.

80. James Baldwin in *Take This Hammer*, documentaire réalisé par la chaîne de télévision KQED et diffusé la première fois le 4 février 1964.

81. Jenny Walker, « The “Gun-Toting” Gloria Richardson. Black Violence in Cambridge, Maryland », in Peter Ling et Sharon Monteith (dir.), *Gender and the Civil Rights Movement*, Rutgers University Press, New Brunswick, 1999, p. 169-185 et la page du site des vétérans du mouvement des droits civiques consacrée à Cambridge : <www.crmvet.org>.

82. Peter Levy, *Civil War on Race Street. The Civil Rights Movement in Cambridge, Maryland*, University of Florida Press, Gainesville, 2003 ; Annette Brock, « Gloria Richardson and the Cambridge Movement », in Vicki Crawford et alii (dir.), *Women in the Civil Rights Movement*, op. cit., p. 121-144 et Gloria Richardson, « The energy of the people passing through me », in Faith Holsaert et alii, *Hands on the Freedom Plow*, op. cit., p. 273-297.

83. Gloria Richardson, « Focus on Cambridge », *Freedomways*, 1^{er} trimestre 1964.

84. « Gloria, the leader », *Chicago Defender*, 17 juillet 1963.

85. « Negroes Parade in Cambridge, MD », *New York Times*, 13 juin 1963.

86. « End of Truce Due in Cambridge, MD », *New York Times*, 15 juillet 1963 ; « Talks with Negroes Halted by Leaders in Cambridge, MD », *New York Times*, 17 juillet 1963.

87. « The Text of the Cambridge, MD, Accord », *New York Times*, 24 juillet 1963.

88. « Two Factions Clash in Cambridge, MD », *New York Times*, 29 septembre 1963.

89. « Gloria Richardson – The Lady General of Civil Rights », *Ebony*, juillet 1964.

90. Voir les témoignages in Faith Holsaert et alii, *Hands on the Freedom Plow*, op. cit.

91. Charles Payne, « Men Led, But Women Organized. Movement Participation of Women in the Mississippi Delta », in Vicki Crawford et alii (dir.), *Women in the Civil Rights Movement*, op. cit., p. 9.

92. « The New Face of Young Negro America », *Chicago Defender*, 21 mars 1960. Charles Payne, *I've Got the Light of Freedom*, op. cit., p. 265-283.

93. Alice Kessler-Harris, *In Pursuit of Equality. Women, Men, and the Quest for Economic Citizenship in 20th Century America*, Oxford University Press, New York, 2003, p. 213-225.

94. Pour une analyse des origines du féminisme américain de la deuxième vague dans la Nouvelle Gauche et le mouvement pour les droits civiques, voir Sara Evans, *Personal Politics. The Roots of Women's Liberation in the Civil Rights Movement and the New Left*, Vintage, New York, 1980 et Mary King, *Freedom Song. A Personal Story of the 1960s Civil Rights Movement*, William Morrow, New York, 1988.

95. « Problems of Negro Women Discussed at Meeting Sponsored by U.S. Group », *Chicago Defender*, 30 avril 1963.

96. Cette tendance a caractérisé l'historiographie du mouvement noir jusqu'aux trois dernières décennies. Voir par exemple Harvard Sitkoff, *The Struggle for Black Equality, 1954-1980*, Hill and Wang, New York, 1981 ; Clayborne Carson, *In Struggle*, op. cit. ; David Garrow, *Bearing the Cross. Martin Luther King, Jr. and the Southern Christian Leadership Conference*, William Morrow, New York, 1986 ou encore Taylor Branch, *Parting the Waters. America in the King Years, 1963-1965*, Simon and Schuster, New York, 1998.

97. Joseph Crespino, « Mississippi as Metaphor. Civil Rights, the South, and the Nation in the Historical Imagination », in Matthew Lassiter et Joseph Crespino (dir.), *The Myth of Southern Exceptionalism*, op. cit., p. 99-120.

98. « Birmingham "Shoots" the Bull », *Pittsburgh Courier*, 13 avril 1963.

99. Alabama Christian Movement for Human Rights, « Birmingham Manifesto », 3 avril 1963.

100. Martin Luther King, « Letter from Birmingham Jail », 16 avril 1963 ; « "War" Declared on Segregated Birmingham », *Pittsburgh Courier*, 20 avril 1963.

101. David Garrow, *Bearing the Cross. Martin Luther King, Jr., and the Southern Christian Leadership Conference*, Vintage, New York, 1986, p. 248-249.

102. « Dr. King Denounces President on Rights », *New York Times*, 10 juin 1963.

103. John Kennedy, « Press conference on the violence in Birmingham », 2 mai 1963 ; « World Emits Shock After Ala. Violence », *Pittsburgh Courier*, 18 mai 1963.

104. « Clerics Support Birmingham Rights Fight », *Pittsburgh Courier*, 18 mai 1963.

105. « Birmingham Would Shame Union of South Africa », *Pittsburgh Courier*, 11 mai 1963.

106. « JFK Bans Bias on U.S. Building Jobs », *Chicago Defender*, 5 juin 1963.

107. « Army “Defeats” Racist Governor at Alabama U. », *Chicago Defender*, 12 juin 1963.

108. « The President’s Address », *Chicago Defender*, 13 juin 1963 ; Jackie Robinson, « Rates JFK Speech as Most Fortright of any President », *Chicago Tribune*, 22 juin 1963.

109. Terry Anderson, *The Pursuit of Fairness*, op. cit., p. 70-71.

110. « Birmingham’s City Council Repeals All Racial Segregation Ordinances », *Pittsburgh Courier*, 3 août 1963.

111. Aniko Bodroghkozy, *Equal Time. Television and the Civil Rights Movement*, University of Illinois Press, Urbana, 2012, p. 89-115.

112. Discours de Daisy Bates à la marche sur Washington, 28 août 1963.

113. Malcolm X, « Message to the Grassroots », 10 novembre 1963.

114. « Bombing Sets Off Birmingham Riot. One Dead, 18 Hurt », *New York Times*, 5 septembre 1963 ; « Full-Scale F.B.I. Hunt On In Birmingham Bombing » et « Negro Girls Killed in Birmingham Church Bombing. Riots Flare », *New York Times*, 16 septembre 1963 ; « Bombingham, the Unrepentent », *Pittsburgh Courier*, 28 septembre 1963.

115. Stephen Tuck, *We Ain’t What We Ought to Be*, op. cit., p. 295.

116. Barbara Ransby, *Ella Baker and the Black Freedom Movement*, op. cit., p. 308-309.

117. « Civil Rights Battle Lines Hardening in the North », *New York Times*, 22 mars 1964 ; « NAACP Plans Protests May 18 All Over State », *New York Times*, 13 avril 1964.

118. « New Center Will Train Negroes », *Chicago Defender*, 1^{er} août 1963 ; « Industrial Unit Founder Rewarded », *Chicago Defender*, 23 avril 1966.

119. Matthew Countryman, *Up South*, p. 120-179 ; Thomas Sugrue, *Sweet Land of Liberty*, *op. cit.*, p. 292-294.

120. Publication sCOREpion, mai 1965, carton 5, dossier 19 CORE California 1960-1965, Series 2 – Civil Liberties 1956-1982. Subseries Civil Rights Movement and Black Power, 1956-1979 – Organisations, Social Protest Collection, Bancroft Library, University of California at Berkeley.

121. Malcolm X, « Message to the Grassroots », 10 novembre 1963.

122. « Negroes Ponder Malcolm's Move », *New York Times*, 15 mars 1964.

123. *Western Regional CORE Newsletter*, 1^{er} mai 1963.

124. Doug McAdam, *Freedom Summer. Lutte pour les droits civiques. Mississippi 1964*, Agone, Marseille, 2012 [1988].

125. *Ibid.*, p. 137-142.

126. Les historiennes du féminisme noir ont abondamment documenté cette histoire de tensions avec les femmes blanches. Paula Giddings, *When and Where I Enter. The Impact of Black Women on Race and Sex in America*, William Morrow, New York, 1984 ; Beverly Guy-Sheftall (dir.), *Words of Fire. An Anthology of African American Feminist Thought*, New Press, New York, 1995 ; Darlene Clark Hine, *Hine Sight. Black Women and the Re-Construction of American History*, Indiana University Press, Bloomington, 1996 ; et Rosalyn Terborg-Penn, *African American Women in the Struggle for the Vote, 1850-1920*, Indiana University Press, Bloomington, 1998.

127. « Civil Rights Act of 1964 – Public Law 88-352 », 2 juillet 1964.

128. Lyndon Johnson, « Déclaration sur l'état de l'Union », janvier 1964, *Public Papers of the Presidents of the United States. Lyndon B. Johnson, 1963-1969*, Government Printing Office, Washington, 1965, p. 704-707.

129. Thomas Smith, *Showdown. JFK and the Integration of the Washington Redskins*, Beacon Press, Boston, 2011 ; Charles Martin, *Benching Jim Crow. The Rise and Fall of the Color Line in Southern College Sports, 1890-1980*, University of Illinois Press, Urbana, 2010.

130. « New Role of Negroes in Theater Reflects Ferment of Integration », *New York Times*, 15 juin 1964.

131. Suzanne Smith, *Dancing in the Streets. Motown and the Cultural Politics of Detroit*, Harvard University Press, Cambridge, 1999.

132. « The New York City Riot of 1964 », in Walter Rucker et James

Upton, *Encyclopedia of American Race Riots*, vol. 2, Greenwood Publishing Group, Greenwood, 2007, p. 478-480.

133. « Negro Boy Killed. 300 Harass Police », *New York Times*, 16 juillet 1964.

134. « Thousands Riot in Harlem Area. Scores are Hurt », *New York Times*, 19 juillet 1964 ; « Mobs Fight the Police Again in Brooklyn and Harlem », *New York Times*, 22 juillet 1964.

135. « Johnson Orders Full FBI Inquiry in Harlem Riots », *New York Times*, 22 juillet 1964 ; « New Riots Feared in Tense Harlem », *Pittsburgh Courier*, 25 juillet 1964.

136. « White Harlem Merchants Tense. Many Would Like to Sell Stores », *New York Times*, 22 juillet 1964 ; « Harlem and the Police », *New York Times*, 21 juillet 1964.

137. « Malcolm Lays Harlem Riot to “Scare Tactics” of Police », *New York Times*, 21 juillet 1964 ; Joe Feagin et Paul Sheatsley, « Ghetto Resident Appraisals of a Riot », *Public Opinion Quarterly*, vol. 32, n° 3, 1968, p. 352-362.

138. Hamilton Bins, « The Deacons for Defense. Negroes Are Fighting Back in Bogalusa, Other Towns », *Ebony*, septembre 1965.

139. Lance Hill, *The Deacons for Defense*, *op. cit.*

140. *Ibid.*, p. 3.

141. Timothy Tyson, *Radio Free Dixie*, *op. cit.*

142. Mamie Locke, « Is This America ? Fannie Lou Hamer and the Mississippi Freedom Party », in Vicki Crawford et alii (dir.), *Women in the Civil Rights Movement*, *op. cit.*, p. 27-37.

143. Adam Fairclough, *Better Day Coming*, *op. cit.*, p. 287.

144. Dossier du FBI sur Fannie Lou Hamer. 44-HQ-22262.

145. Danielle McGuire, *At the Dark End of the Street*, *op. cit.*, p. 194-195.

146. COFO, « The Mississippi Legislature – 1964 », 2 juin 1964, Records of the Department of Justice’s Civil Rights Division, 1958-1973, rouleau 4, images 922-959.

147. Josh Sides, *L.A. City Limits*, *op. cit.*, p. 168.

148. Sur ce point, voir Steve Fraser et Gary Gerstle (dir.), *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton University Press, Princeton, 1989 et Thomas Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis*, *op. cit.*

149. Grace Boggs (avec Scott Kurashige), *The Next American Revolution. Sustainable Activism in the Twenty-First Century*, University

of California Press, Berkeley, 2011, p. 84.

150. Clayborne Carson, *In Struggle, op. cit.*, p. 157-162.

151. Lyndon Johnson, « Commencement Address at Howard University. "To Fulfill These Rights" », 4 juin 1965.

Notes du chapitre 6

1. Sur Watts, voir Gerald Horne, *Fire This Time. The Watts Uprising and the 1960s*, University of Virginia Press, Charlottesville, 1995.

2. « NAACP Legal Staff Counsels 4,000 Jailed in Watts Riot », *Pittsburgh Courier*, 23 octobre 1965 ; « NAACP Appeals Watts Arrests to High Court », *Pittsburgh Courier*, 27 novembre 1965.

3. John Smith, « Have Riot Factors Here », *Pittsburgh Courier*, 21 août 1965.

4. Cité in *Muhammad Speaks*, 3 septembre 1965.

5. « Urban Ghettoes Must Be Eliminated NOW », *Pittsburgh Courier*, 15 janvier 1966.

6. Jeanne Theoharis, « "Alabama on Avalon". Rethinking the Watts Uprising and the Character of Black Protest in Los Angeles », in Peniel Joseph (dir.), *The Black Power Movement. Rethinking the Civil Rights-Black Power Era*, Routledge, New York, 2006, p. 27-53.

7. Governor's Commission on the Los Angeles Riots, *Violence in the City*, 1965.

8. United States Department of Labor, Office of Policy Planning and Research, Daniel Patrick Moynihan, *The Negro Family. The Case for National Action*, mars 1965.

9. Oscar Lewis, « The Culture of Poverty », *Trans-Action*, novembre 1963, p. 17-19 ; Kenneth Clark, *Dark Ghetto. Dilemmas of Social Power*, Harper, New York, 1965.

10. « Moynihan Hopeful U.S. Will Adopt a Policy of Promoting Family Stability », *New York Times*, 12 décembre 1965 ; Alan Gartner (CORE), « Give Negroes Jobs ! », *New York Times*, 12 décembre 1965.

11. Pour une analyse des critiques du rapport Moynihan, voir Daniel Geary, *Beyond Civil Rights. The Moynihan Report and its Legacy*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 2015 et Hélène Le Dantec-Lowry, *De l'esclave au Président. Discours sur les familles noires aux États-Unis*, CNRS Éditions, Paris, 2010, p. 59-66, p. 109-121 et p. 123-128.

12. U.S. Census Bureau, « Income, Poverty, and Health Insurance

Coverage in the United States », 2012, p. 60-62.

13. Frances Fox Piven et Richard Cloward, *Regulating the Poor. The Functions of Public Welfare*, Random House, New York, 1971.

14. Lyndon Johnson, « Annual Message to the Congress on the State of the Union », 8 janvier 1964 et « Remarks at the University of Michigan », 22 mai 1964. Sur la guerre contre la pauvreté, voir Michael Katz, *The Undeserving Poor. America's Enduring Confrontation with Poverty*, Oxford University Press, New York, 2013 [1989] ; et Romain Huret, *La Fin de la pauvreté ? Les experts sociaux et la Guerre contre la pauvreté aux États-Unis (1945-1974)*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2008.

15. Adolph Slaughter, « Weaver and HUD Score Victory », *Pittsburgh Courier*, 3 décembre 1966 ; « To Explain "Model Cities" Plan for S. Oakland at Meeting », *Pittsburgh Courier*, 11 février 1967.

16. Sur les liens entre la question raciale et la guerre contre la pauvreté, voir Jill Quadagno, *The Color of Welfare. How Racism Undermined the War on Poverty*, Oxford University Press, New York, 1996 ; Nancy Naples, *Grassroots Warriors. Activist Mothering, Community Work, and the War on Poverty*, Routledge, New York, 1998 ; Lisa Levenstein, *A Movement Without Marches. African American Women and the Politics of Poverty in Postwar Philadelphia*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2009 ; Romain Huret, *La Fin de la pauvreté ?*, *op. cit.* ; Annelise Orleck et Lisa Gayle Hazirjian (dir.), *The War on Poverty. A New Grassroots History, 1964-1980*, University of Georgia Press, Athens, 2011.

17. Joseph Loftus, « The Poor Are Getting into Politics », *New York Times*, 12 décembre 1965.

18. Ce concept d'« activist mothering » est développé par Nancy Naples in *Grassroots Warriors*, *op. cit.*

19. Sur Goldie Baker, voir Rhonda Williams, *The Politics of Public Housing. Black Women's Struggles against Urban Inequality*, Oxford University Press, New York, 2004.

20. Ces chiffres sont tirés de l'étude du recensement de 2012, p. 60-62.

21. Cité in Peniel Joseph, *Waiting 'Til the Midnight Hour*, *op. cit.*, p. 133.

22. « Is Congress Really Interested in Negroes' Problems », *Pittsburgh Courier*, 27 août 1966.

23. August Meier et Elliott Rudwick, *CORE*, *op. cit.*, p. 293-295.

24. *Ibid.*, p. 402-408. Voir Brian Purnell, *Fighting Jim Crow in the County of Kings. The Congress of Racial Equality in Brooklyn*, University of Kentucky Press, Louisville, 2013.
25. Sur la Lowndes County Freedom Organization, voir Hasan Kwame Jeffries, *Bloody Lowndes. Civil Rights and Black Power in Alabama's Black Belt*, New York University Press, New York, 2009.
26. Clayborne Carson, *In Struggle*, *op. cit.*, p. 209-210.
27. Richard Wright, *Black Power*, Dennis Dobson, Londres, 1954.
28. Alan Anderson et George Pickering, *Confronting the Color Line. The Broken Promise of the Civil Rights Movement in Chicago*, University of Georgia Press, Athens, 1986, p. 105-167.
29. « State NAACP President Scores Mayor Daley on Rights Progress », *Chicago Defender*, 3 juillet 1963.
30. David Garrow, *Bearing the Cross. Martin Luther King, Jr., and the Southern Christian Leadership Conference*, Harper, New York, 2004, p. 455.
31. Pour un récit détaillé de la campagne, voir James Ralph, *Northern Protest. Martin Luther King, Jr., Chicago, and the Civil Rights Movement*, Harvard University Press, Cambridge, 1993.
32. Alan Anderson et George Pickering, *Confronting the Color Line*, *op. cit.*, p. 190.
33. « Boycotts Win Jobs for Negroes in Many Firms, Boost Fair Upgrading », *Chicago Defender*, 23 avril 1966 ; Martin Luther King, « Where Do We Go From Here? », 11^e convention annuelle de la SCLC à Atlanta (Georgie), 16 août 1967.
34. « Muhammad, King Meet on Eve of Savior's Day », *Muhammad Speaks*, 4 mars 1966.
35. Andrew Diamond, *Mean Streets*, *op. cit.*, p. 265-272.
36. *Ibid.*, p. 269.
37. « Dr. King Is Felled by Rock », *Chicago Tribune*, 6 août 1966.
38. Discours de Martin Luther King à la Palmer House, Chicago, 26 août 1966.
39. Martin Luther King, conférence de presse à la Liberty Baptist Church, 24 mars 1967.
40. Andrew Diamond, « La politique sécuritaire et les manifestations contre la police dans le ghetto noir de Chicago (1943-1969) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 128, 2015, p. 45-62.
41. « The Basis for Black Power. A SNCC Position Paper »,

printemps 1966, reproduit dans le *New York Times*, 5 août 1966.

42. « Meet the Press. Civil Rights Special Featuring Black Leaders », NBC, 21 août 1966 ; Stokely Carmichael, « What We Want », *New York Review of Books*, 22 septembre 1966 et « Toward Black Liberation », *The Massachusetts Review*, automne 1966, p. 639-651.

43. Stokely Carmichael et Charles Hamilton, *Black Power. The Politics of Liberation*, Vintage, New York, 1967.

44. « Won't Keep Quiet and Why They Won't Go Away », *Pittsburgh Courier*, 17 septembre 1966.

45. Clayborne Carson, *In Struggle*, *op. cit.*, p. 225.

46. *Ibid.*, p. 219.

47. « Powell on Black Power », *Chicago Defender*, 11 juillet 1966.

48. Cité in August Meier et Elliott Rudwick, *CORE*, *op. cit.*, p. 412.

49. *Ibid.*, p. 414.

50. Sur les tensions de genre au sein du SNCC et du CORE, voir Belinda Robnett, *How Long ? How Long ?*, *op. cit.*

51. Voir par exemple Jama Lazerow et Yohuru Williams (dir.), *Liberated Territories. Untold Local Perspectives on the Black Panther Party*, Duke University Press, Durham, 2009.

52. Sur ce point, voir Jane Rhodes, *Framing the Black Panthers. The Spectacular Rise of a Black Power Icon*, New Press, New York, 2007.

53. Sur ces premières *Black student unions*, voir Donna Murch, *Living for the City*, *op. cit.*, p. 71-116.

54. *Ibid.*, p. 83-96.

55. *Ibid.*, p. 121-122.

56. « The Muslim Program. What the Muslims Want. What the Muslims Believe », *Muhammad Speaks*, 3 septembre 1965.

57. Donna Murch, *Living for the City*, *op. cit.*, p. 129-130.

58. Deborah Johnson et Robert Gregory, « Police-Community Relations in the United States », *Journal of Criminal Law, Criminology, and Police Science*, vol. 62, n° 1, mars 1971, p. 94-103.

59. « N. Richmond Rally », *Black Panther*, 3 juillet 1967.

60. Paul Jacobs, « Introduction » et Eldridge Cleaver, « Notes on a Native Son », *Ramparts*, juin 1966.

61. Bobby Seale, *Seize the Time. The Story of the Black Panther Party and Huey P. Newton*, Black Classic Press, Baltimore, 1991, p. 148-149.

62. « Executive Mandate No. 1. Statement by the Minister of Defense », 2 mai 1967, fonds Social Protest, Rouleau 16 – Black Panther Party, dossier 5.7 Ministry of Information, 1967-1969,

Bancroft Library, University of California at Berkeley (UCB).

63. Tom Van Eersel, *Panthères noires. Histoire du Black Panther Party*, L'Échappée, Paris, 2006.

64. « Capitol Is Invaded », *Sacramento Bee*, 2 mai 1967.

65. « Pocket Lawyer of Legal First Aid », *Black Panther*, 20 juin 1967.

66. Stephen Lawson, *Civil Rights Crossroads. Nation, Community, and the Black Freedom Struggle*, University of Kentucky Press, Louisville, 2003, p. 217-233.

67. Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders (rapport Kerner), New York, Bantam Books, 1968, p. 28.

68. *Ibid.*, p. 23.

69. *Ibid.*, p. 28.

70. *Ibid.*, p. 24-25 et p. 29.

71. « Snipers Shoot At Police in Atlanta Riot », *Chicago Tribune*, 20 juin 1967.

72. « A Welfare Protest Spurs Boston Riot. Scores Are Injured », *New York Times*, 3 juin 1967 ; « Snipers Shoot At Police in Atlanta Riot », *Chicago Tribune*, 20 juin 1967 ; « Nation. How to Cool It », *Time*, 30 juin 1967.

73. Kevin Mumford, *Newark. A History of Race, Rights, and Riots in America*, New York University Press, New York, 2007 ; Malcolm McLaughlin, *The Long, Hot Summer of 1967*, Palgrave MacMillan, New York, 2014.

74. Rapport Kerner, *op. cit.*, p. 38.

75. Sidney Fine, *Violence in the Model City*, University of Michigan Press, Ann Arbor, 1989 ; Thomas Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis*, *op. cit.*, et Heather Thompson, *Whose Detroit ? Politics, Labor, and Race in a Modern American City*, Cornell University Press, Cornell, 2001.

76. Rapport Kerner, *op. cit.*, p. 60-61. Le chiffre le plus bas est celui fourni par la ville, l'autre celui des primes d'assurances versées.

77. Jennifer Delton, *Racial Integration in Corporate America*, Cambridge University Press, New York, 2009, p. 227.

78. « Two Social Analysts Hit Hard at Negro Problems », *Pittsburgh Courier*, 14 octobre 1967.

79. Richard Nixon, « What Has Happened to America », *Reader's Digest*, octobre 1967.

80. « Negroes Lag in Jobs Spur Cities, US to Fast Action », *Chicago*

Defender, 22 juillet 1967.

81. Lyndon Johnson, Executive Order 11365 – Establishing a National Advisory Commission on Civil Disorders, 29 juillet 1967.

82. James Westheider, *The African American Experience in Vietnam. Brothers in Arms*, Rowman & Littlefield, New York, 2008, p. 21-23.

83. Cité in *ibid.*, p. 25.

84. « Negro Opinion on Viet is Shifting », *Chicago Defender*, 22 avril 1967.

85. « Integrated Local Draft Boards Demanded », *Chicago Defender*, 18 mars 1967.

86. « Viet War a “Blasphemy”, King Tells Peace Rally », *Sun-Times*, 26 mars 1967.

87. Martin Luther King, « Beyond Vietnam », église Riverside, 4 avril 1967.

88. Sol Stern, « When the Black GI Comes Back From Vietnam », *New York Times Magazine*, 24 mars 1968 ; James Westheider, *The African American Experience in Vietnam*, *op. cit.*, p. 39-104.

89. « Negro Opinion on Viet is Shifting », *Chicago Defender*, 22 avril 1967.

90. Andrew Diamond, *Mean Streets*, *op. cit.*, p. 275-277.

91. « Editorial. Huey Must Be Set Free », *Black Panther*, 23 novembre 1967.

92. « Berkeley Leaflet », *Black Panther*, 23 novembre 1967 ; « The Trial of Huey P. Newton », 1968 ; tract appelant à un rassemblement à Berkeley « Free Huey Rally », 1^{er} mai 1968, fonds Social Protest, rouleau 16 – Black Panther Party, dossier 5.3 Huey Newton.

93. Donna Murch, *Living for the City*, *op. cit.*, p. 150.

94. *Ibid.*, p. 151-155. Voir aussi « The World Awaits Verdict » et « African, Asian and Latin-American Appeal », *Black Panther*, 7 septembre 1968. Sur les liens avec les autres mouvements ethniques de la gauche radicale, voir Jeffrey Ogbar, « Rainbow Radicalism. The Rise of the Radical Ethnic Nationalism », in Peniel Joseph (dir.), *The Black Power Movement*, *op. cit.*, p. 193-228.

95. Joel Wilson, « Invisible Cages. Racialized Politics and the Alliance between the Panthers and the Peace and Freedom Party », in Jama Lazerow et Yohuru Williams (dir.), *In Search of the Black Panther Party. New Perspectives on a Revolutionary Movement*, Duke University Press, Durham, 1996, p. 191-222.

96. « Poll Tax on its Way Out in Two of Four States », *Chicago*

Defender, 19 février 1966. Voir aussi Chandler Davidson et Bernard Grofman (dir.), *Quiet Revolution in the South. The Impact of the Voting Rights Act, 1965-1990*, Princeton University Press, Princeton, 1994.

97. U.S. Congress, House Committee on the Judiciary, « Enforcement of the Voting Rights Act of 1965 in Mississippi. A Report of the Civil Rights Oversight Subcommittee », janvier 1972, p. 2.

98. Kenneth Andrews, « The Impacts of Social Movements on the Political Process. The Civil Rights Movement and Black Electoral Politics in Mississippi », *American Sociological Review*, vol. 62, n° 5, octobre 1997, p. 800-819. Ces chiffres se trouvent p. 805.

99. Chandler Davidson et Bernard Grofman (dir.), *Quiet Revolution*, *op. cit.*, p. 102.

100. *Ibid.*, p. 25 et p. 39.

101. Kenneth Andrews, « The Impact of Social Movements on the Political Process », *loc. cit.*, p. 805.

102. Jeffrey Adler, *African-American Mayors. Race, Politics, and the American City*, University of Illinois Press, Urbana, 2001, p. 4-5.

103. Stanley Lieberson, *A Piece of the Pie. Blacks and White Immigrants Since 1880*, University of California Press, Berkeley, 1980, p. 65-66.

104. Sur Stokes, voir Leonard Moore, *Carl B. Stokes and the Rise of Black Political Power*, University of Illinois Press, Urbana, 2003. Sur Hatcher, voir James B. Lane, « Black Political Power and Its Limits. Gary Mayor Richard G. Hatcher's Administration, 1968-1987 », in Jeffrey Adler, *African American Mayors*, *op. cit.*, p. 57-79.

105. Gene Roberts, « Civil Rights. A Turning Point », *New York Times*, 19 septembre 1966.

106. *Pittsburgh Courier*, 23 avril 1960, cité in David R. Colburn et George E. Pozzetta, « Race, Ethnicity, and the Evolution of Political Legitimacy », in David Farber (dir.), *The Sixties. From Memory to History*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1994, p. 119-148. La citation de Du Bois se trouve p. 123.

107. Sur les aspects culturels du *Black Power*, voir William Van Deburg, *New Day in Babylon. The Black Power Movement and American Culture*, University of Chicago Press, Chicago, 1992.

108. Albert B. Cleage, Jr., *Black Christian Nationalism. New Directions for the Black Church*, William Morrow, New York, 1972.

109. Longtemps ignoré des chercheurs, le *Black Arts Movement* a fait

ces dix dernières années l'objet d'une attention nouvelle. Elvan Zabunyan, *Black is a Color. Une histoire de l'art africain-américain contemporain*, Dis Voir, Paris, 2004 ; James Smethurst, *The Black Arts Movement. Literary Nationalism in the 1960s and 1970s*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2005 ; Cheryl Clarke, "After Mecca". *Women Poets and the Black Arts Movement*, Rutgers University Press, New Brunswick, 2005 ; Lisa Gail Collins et Margo Crawford (dir.), *New Thoughts on the Black Arts Movement*, Rutgers University Press, New Brunswick, 2006 ; et Amy Abugo Ongiri, *Spectacular Blackness. The Cultural Politics of the Black Power Movement and the Search for a Black Aesthetic*, University of Virginia Press, Charlottesville, 2009.

110. Amiri Baraka (LeRoi Jones), *The Leroi Jones/Amiri Baraka Reader*, Thunder's Mouth Press, New York, 1991, p. 210. Askia Touré, « Keep On Pushin. Rhythm & Blues as a Weapon » (1965), in John Bracey, Jr., August Meier et Elliot Rudwick (dir.), *Black Nationalism in America*, Bobbs-Merrill, Indianapolis, 1970, p. 445-51.

111. Cité in Peniel Joseph, *Waiting 'Til the Midnight Hour*, op. cit., p. 256.

112. James T. Stewart, « The Development of the Black Revolutionary Artist », in LeRoi Jones et Larry Neal (dir.), *Black Fire. An Anthology of Afro-American Writing*, Morrow, New York, 1968, p. 3-10. Trois ans après la publication de *Black Fire*, un autre volume collectif, cette fois dirigé par Addison Gayle, Jr., poursuit la réflexion théorique sur l'esthétique noire : *The Black Aesthetic*, Doubleday, New York, 1971.

113. Amiri Baraka, « Black Art », *Liberator*, 1966.

114. Sur Baraka, voir Komozi Woodard, *A Nation Within a Nation. Amiri Baraka (LeRoi Jones) and Black Power Politics*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1999.

115. Sur les débuts du Free Southern Theater, voir Clarissa Myrick-Harris, « Behind the Scenes. Doris Derby, Denise Nicholas and the Free Southern Theater », in Vicki Crawford et alii (dir.), *Women in the Civil Rights Movement*, op. cit., p. 219-232.

116. Cité dans l'avant-propos de Clayborne Carson au livre de Scot Brown, *Fighting for US. Maulana Karenga, the US Organization, and Black Cultural Nationalism*, New York University Press, New York, 2003, p. vii.

117. Komozi Woodard, *A Nation Within a Nation*, op. cit., p. 72. Sur Karenga, voir Scot Brown, « The Politics of Culture. The US

Organization and the Quest for Black “Unity” », in Jeanne Theoharis et Komozi Woodard (dir.), *Freedom North*, op. cit., p. 223-253. Sur la fête de Kwanzaa, voir Keith Mayes, « “A Holiday of Our Own”. Kwanzaa, Cultural Nationalism, and the Promotion of a Black Power Holiday, 1966-1985 », in Peniel Joseph (dir.), *The Black Power Movement*, op. cit., p. 229-249.

118. Exemple tiré de Stephen Tuck, *We Ain’t What We Ought to Be*, op. cit., p. 341.

119. Thomas A. Johnson, « A Life on Welfare », *New York Times*, 19 décembre 1966.

120. Une analyse similaire du pragmatisme des femmes noires est in Jeffrey Helgeson, *Crucibles of Black Empowerment*, op. cit.

121. « Welfare Recipients Set National Meeting », *Chicago Defender*, 14 janvier 1967. Voir aussi Felicia Kornbluh, *The Battle for Welfare Rights. Politics and Poverty in Modern America*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 2007 ; Premilla Nadasen, *Welfare Warriors. The Welfare Rights Movement in the United States*, Routledge, New York, 2005 et Annelise Orleck, *Storming Caesar’s Palace. How Black Mothers Fought Their Own War on Poverty*, Beacon Press, Boston, 2005.

122. « The Domestic Impact of the War in Vietnam », discours de Martin Luther King à la National Labor Assembly for Peace prononcé à l’Université de Chicago le 11 novembre 1967, et « Poor People’s Campaign – Goals », tract de 1968, Social Protest Collection, Rouleau 20 SCLC-SEDF, dossier 6.13 Poor People’s Campaign, University of California at Berkeley.

123. Martha Davis, *Brutal Needs. Lawyers and the Welfare Rights Movement, 1960-1973*, Yale University Press, New Haven, 1995.

124. Felicia Kornbluh, « Black Buying Power. Welfare Rights, Consumerism, and Northern Protest », in Jeanne Theoharis et Komozi Woodard (dir.), *Freedom North*, op. cit., p. 199-222.

125. Deborah White, *Too Heavy A Load*, op. cit., p. 220-225.

126. Frances Fox Piven et Richard Cloward, « The Weight of the Poor. A Strategy to End Poverty », *Nation*, 2 mai 1966.

127. Gene Roberts, « Dr King Planning Protests to “Dislocate” Large Cities », *New York Times*, 16 août 1967.

128. Cité in Greta de Jong, *Invisible Enemy. The African American Freedom Struggle after 1965*, John Wiley & Sons, New York, 2010, p. 148.

129. Martin Luther King, *Where Do We Go From Here ? Chaos or Community ?* Harper & Row, New York, 1967.

130. Amy Nathan Wright, « The 1968 Poor People's Campaign, Marks, Mississippi, and the Mule Train », in Emilye Crosby (dir.), *Civil Rights History from the Ground Up. Local Struggles. A National Movement*, University of Georgia Press, Athens, 2011, p. 109-146.

131. Lettre non datée de Martin Luther King exposant l'action de la SCLC prévue pour avril 1968, fonds Social Protest, rouleau 20 SCLC-SEDF, dossier 6.13 Poor People's Campaign, University of California at Berkeley.

132. Michael Honey, *Going Down Jericho Road. The Memphis Strike, Martin Luther's King Last Campaign*, Norton, New York, 2011, p. 183.

133. Ben Franklin, « 5,000 Open Poor People's Campaign in Washington », *New York Times*, 13 mai 1968.

134. « 239 More Counties to Benefit », *Pittsburgh Courier*, 10 août 1968.

135. Joseph Loftus, « City of the Poor Shuts Peacefully », *New York Times*, 25 juin 1968.

136. *Loving v. Virginia*, 388 US. 1. (1967).

137. « Is Congress Really Interested in Negroes' Problems ? », *Pittsburgh Courier*, 27 août 1966 ; « 1966 Civil Rights Act dies in Senate », in CQ Almanac 1966, 22^e édition, *Congressional Quarterly*, Washington, 1967, p. 450-472.

138. Rapport Kerner (introduction), *op. cit.*, p. 1.

139. *Omnibus Crime Control and Safe Streets Act* de 1968.

140. Lettres de J. Edgar Hoover, directeur du FBI, à l'ensemble des agents responsables, datées du 25 août 1967 et du 4 mars 1968, reproduites in Ward Churchill et Jim Vander Wall, *The Cointelpro Papers. Documents from the FBI's Secret Wars against Domestic Dissent*, South End Press, Boston, 1990, p. 92-93 et 108-111. Sur la répression politique du mouvement noir, voir *ibid.*, p. 91-164 et Kenneth O'Reilly, *Racial Matters. The FBI's Secret File on Black America*, Free Press, New York, 1989.

141. Voir FBI Records. The Vault (Freedom Of Information Act Library) – Civil Rights et COINTELPRO – Black Extremist (dossier en 23 parties), archives accessibles depuis le site du FBI (<<https://vault.fbi.gov/civil-rights>>).

142. Donna Murch, *Living for the City*, *op. cit.*, p. 162-163.

143. *Rights in Conflict. Chicago's 7 Brutal Days. A Report Submitted by*

Daniel Walker, *Director of the Chicago Study Team, to the National Commission on the Causes and Prevention of Violence*, Grosset and Dunlap, New York, 1968.

144. Caroline Rolland-Diamond, *Chicago. Le moment 68. Territoires de la contestation étudiante et répression politique*, Syllepse, Paris, 2011, p. 183-206.

145. John Skrentny, *The Ironies of Affirmative Action. Politics, Culture, and Justice in America*, University of Chicago Press, Chicago, 1996, p. 185-186.

146. Cheryl Lynn Greenberg, *Troubling the Waters. Black-Jewish Relations in the American Century*, Princeton University Press, Princeton, 2006, p. 205-256.

147. Roy Wilkins, « The Nomination of Judge Haynsworth », *Crisis*, août-septembre 1969 et Henry Lee Moon, « The Haynsworth Rejection », *Crisis*, décembre 1969.

148. Plusieurs historiens ont montré que la stratégie de « sudisation » du Parti républicain, longtemps mise en avant pour expliquer les politiques prônées par les républicains à partir de Nixon, était en réalité moins présente qu'une volonté de séduction des classes moyennes blanches. Matthew Lassiter, *The Silent Majority. Suburban Politics in the Sunbelt South*, Princeton University Press, Princeton, 2006 ; Kevin Kruse, *White Flight*, *op. cit.*, et Matthew Lassiter et Joseph Crespino (dir.), *The Myth of Southern Exceptionalism*, *op. cit.*

149. *Green v. County School Board of New Kent County*, 391 U.S. 430 (1968).

150. Matthew Lassiter, « De Jure/De Facto Segregation. The Long Shadow of a National Myth », in Matthew Lassiter et Joseph Crespino (dir.), *The Myth of Southern Exceptionalism*, *op. cit.*, p. 25-48.

151. Matthew Lassiter, « De Jure/De Facto Segregation », *loc. cit.*, p. 39-40.

152. Kelly Alexander, Jr., « Is Boston Burning ? », *Crisis*, mars 1975. Voir aussi Ronald Formisano, *Boston Against Busing. Race, Class, and Ethnicity in the 1960s and 1970s*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1991 ; et Simon Hall, *American Patriotism, American Protest. Social Movements since the 1960s*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 2011, p. 77-94.

153. Cité in John Skrentny, *The Ironies of Affirmative Action*, *op. cit.*, p. 186.

154. Terry Anderson, *The Pursuit of Fairness*, *op. cit.*, p. 104-106.

155. Sur le syndicalisme révolutionnaire afro-américain et sur DRUM en particulier, voir David Lewis-Colman, *Race against Liberalism. Black Workers and the UAW in Detroit*, University of Illinois Press, Urbana, 2008, p. 97-113 ; Heather Thompson, *Whose Detroit ? Politics, Labor, and Race in a Modern American City*, Cornell University Press, Ithaca, 2004, p. 109-124 et p. 159-191 ; Dan Georgakas et Marvin Surkin, *Detroit. Pas d'accord pour crever. Une étude de la révolution urbaine (1967-1975)*, Agone, Marseille, 2015.

156. Terry Anderson, *The Pursuit of Fairness*, *op. cit.*, p. 124-125 ; Paul Frymer, « Affirmative Action in American Labor Unions. Necessary but Problematic for the Cause of Civil Rights », *Revue française d'études américaines*, 2007/1, n° 111, p. 73-87.

157. *Ibid.*, p. 128-129.

158. « Textile Mills Accused of Keeping Negroes Out », *New York Times*, 4 février 1967 ; Timothy Minchin, *Hiring the Black Worker. The Racial Integration of the Southern Textile Industry, 1960-1980*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1999.

159. Gavin Wright, *Sharing the Prize. The Economics of the Civil Rights Revolution in the American South*, Belknap Press, Cambridge, 2013, p. 74-149.

160. John Cromartie et Carol Stack, « Reinterpretation of Black Return and Nonreturn Migration to the South, 1975-1980 », *Geographical Review*, vol. 79, n° 3, juillet 1989, p. 297-310.

161. « War Foes Here Attacked by Construction Workers », *New York Times*, 9 mai 1970.

162. Terry Anderson, *The Pursuit of Fairness*, *op. cit.*, p. 138.

163. Sur le *Family Assistance Plan*, voir le discours télévisé de Nixon du 8 août 1969.

164. Sur ce sujet, voir Martha Biondi, *The Black Revolution on Campus*, University of California Press, Berkeley, 2012 ; Ibram H. Rogers, *The Black Campus Movement. Black Students and the Racial Reconstitution of Higher Education, 1965-1972*, Palgrave Macmillan, New York, 2012 ; Caroline Rolland-Diamond, *Chicago*, *op. cit.*, p. 87-104 ; Stephen Bradley, *Harlem vs. Columbia University. Black Student Power in the late 1960s*, University of Illinois Press, Urbana, 2009 ; Fabio Rojas, *From Black Power to Black Studies. How a Radical Social Movement Became an Academic Discipline*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2007.

165. *Chicago Maroon* [journal étudiant de l'Université de Chicago],

29 septembre 1967.

166. Marvin Peterson *et alii*, *Black Students on White Campuses. The Impacts of Increased Black Enrollments*, Institute for Social Research, Ann Arbor, 1978, p. 23-42.

167. Doug McAdam, *Political Process and the Development of Black Insurgency*, *op. cit.*, p. 36-59 ; et Sidney Tarrow, *Power in Movement. Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998.

168. The Carnegie Commission on Higher Education, *Dissent and Disruption. Proposals for Consideration by the Campus, A Report and Recommendations*, McGraw-Hill, New York, juin 1971.

169. Voir Jack Bass et Jack Nelson, *The Orangeburg Massacre*, Mercer University Press, Macon, 1984 et l'autobiographie de Cleveland Sellers, qu'il écrivit en prison : *The River of No Return*, William Morrow, New York, 1973.

170. Martha Biondi, *Black Revolution on Campus*, *op. cit.*, p. 36-37.

171. *Ibid.*, p. 38-39.

172. Sur San Francisco State College, voir Martha Biondi, *Black Revolution on Campus*, *op. cit.*, p. 43-78 ; sur Cornell, voir Donald Downs, *Cornell '69. Liberalism and the Crisis of the American University*, Cornell University Press, Ithaca, 1999.

173. Illinois School Code, Section 27-21, amendé le 26 juin 1967, cité in John Mercer, « Ethnic Group Education », *Illinois Journal of Education*, vol. 61, n° 4, avril 1970, p. 3.

174. Paul Alkebulan, *Survival Pending Revolution. The History of the Black Panther Party*, University of Alabama Press, Tuscaloosa, 2007, p. 30.

175. Joshua Bloom et Waldo Martin, *Black Against Empire. The History of the Black Panther Party*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2013 ; et Paul Alkebulan, *Survival Pending Revolution*, *op. cit.*, p. 27-45.

176. Joshua Bloom et Waldo Martin, *Black Against Empire*, *op. cit.*, p. 184.

177. « Richmond Breakfast for Schoolchildren », *Black Panther*, 31 mars 1969 ; « Harlem Free Breakfast Program », *Black Panther*, 7 juin 1969.

178. « Fight Sick Cell Anemia », *Black Panther*, 25 septembre 1971 ; Joshua Bloom et Waldo Martin, *Black Against Empire*, *op. cit.*, p. 187-189.

179. « The Shoes Are New ! », *Black Panther*, 23 octobre 1971.
180. Joshua Bloom et Waldo Martin, *Black Against Empire*, *op. cit.*, p. 190-191.
181. *Ibid.*, p. 192.
182. Donna Murch, *Living for the City*, *op. cit.*, p. 178 et Joshua Bloom et Waldo Martin, *Black Against Empire*, *op. cit.*, p. 192-193.
183. Caroline Rolland-Diamond, *Chicago*, *op. cit.*, p. 291-298 et p. 314-317.
184. Tracye Matthews, « “No One Ever Asks What a Man’s Role in the Revolution Is”. Gender Politics and Leadership in the Black Panther Party », in Bettye Collier-Thomas et V.P. Franklin (dir.), *Sisters in the Struggle*, *op. cit.*, p. 230-256.
185. Exemple cité en Joshua Bloom et Waldo Martin, *Black Against Empire*, *op. cit.*, p. 195.
186. Dorothy Roberts, *Killing the Black Body. Race, Reproduction, and the Meaning of Liberty*, Vintage, New York, 1997.
187. Kimberly Springer, « Black Feminists Respond to Black Power Masculinism », in Peniel Joseph (dir.), *The Black Power Movement*, *op. cit.*, p. 105-118.
188. Frances Beal, « Double Jeopardy. To Be Black and Female », Third World Women’s Alliance, 1969, reproduit in Robin Morgan (dir.), *Sisterhood is Powerful. An Anthology of Writings from the Women’s Liberation Movement*, Vintage Books, New York, 1970, p. 385-394 ; Toni Cade (dir.), *The Black Woman. An Anthology*, Signet, New York, 1970.
189. Stephen Ward, « The Third World Women’s Alliance. Black Feminist Radicalism and Black Power Politics », in Peniel Joseph (dir.), *The Black Power Movement*, *op. cit.*, p. 119-144.
190. Kimberlé Crenshaw, « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex. A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory, and Antiracist Politics », *University of Chicago Legal Forum*, 1989, p. 139-167.
191. « Mrs Tillmon Heads NWRO », *Chicago Defender*, 23 janvier 1973.
192. Johnnie Tillmon, « Welfare is a Women’s Issue », *Ms. Magazine*, vol. 1, n° 1, 1972.
193. « NWRO Hits Aid Cutbacks », *New York Times*, 26 novembre 1969 ; Richard Rogin, « Now It’s Welfare Lib », *New York Times*, 27 septembre 1970 ; « Welfare Group Plans a Political Role », *New*

York Times, 31 juillet 1971. Voir aussi Deborah White, *Too Heavy A Load*, op. cit., p. 225-241.

194. Premilla Nadasen, *Welfare Warriors*, op. cit., p. 125-156.

195. Nancy MacLean, « The Hidden History of Affirmative Action. Working Women's Struggles in the 1970s and the Gender of Class », in Nancy A. Hewitt (dir.), *No Permanent Waves. Recasting Histories of U.S. Feminism*, Rutgers University Press, New Brunswick, 2010, p. 356-378.

196. Ula Y. Taylor, « Black Feminisms and Human Agency », in Nancy A. Hewitt (dir.), *No Permanent Waves*, op. cit., p. 61-76.

197. Combahee River Collective Statement, 1974.

198. Parmi ces auteurs, voir Angela Davis, *Women, Race, and Class*, Random House, New York, 1981 ; Michele Wallace, *Black Macho and the Myth of the Superwoman*, Verso, Londres, 1999 [1978] ; bell hooks, *Ain't I A Woman ? Black Women and Feminism*, South End Press, Boston, 1981 ; Paula Giddings, *When and Where I Enter. The Impact of Black Women on Race and Sex in America*, William Morrow, New York, 1984 ; et Audre Lorde dont les écrits les plus importants se trouvent in Beverly Guy-Sheftall (dir.), *Words of Fire. An Anthology of African American Feminist Thought*, New Press, New York, 1995. Voir aussi Elsa Dorlin, *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain*, L'Harmattan, Paris, 2008.

199. « Mass Rally, Support Bobby Seale », tract, septembre 1969, fonds Social Protest, rouleau 16, dossier 5.6. Chairman Bobby Seale 1969-1973 ; William Worthy, « Sostre in Solitary », *Boston Sunday Globe*, 8 septembre 1968.

200. Joy James, *The Angela Y. Davis Reader*, Blackwell Publishers, Malden, 1998, p. 1-27.

201. Les lettres qu'il écrivit de 1964 à 1970 furent réunies dans un recueil, *Soledad Brother. The Prison Letters of George Jackson*, Random House, New York, 1971 (*Les Frères de Soledad*, Syllepse, Paris, 2014).

202. Angela Davis, *If They Come In the Morning. Voices of Resistance*, Third Press, Chicago, 1971 (traduit en français sous le titre *S'ils frappent à l'aube*, Gallimard, Paris, 1972).

203. « Attica Prisoners Riot », *Chicago Defender*, 11 septembre 1971 ; « Massacre at Attica Correctional prison », *Chicago Defender*, 14 septembre 1971 ; « The Awesome Attica Tragedy », *Crisis*, novembre 1971 ; Louise Mitchell, « Attica. Microcosm of the Ghetto », *Crisis*, août-septembre 1972. Sur Attica, voir Heather Thompson, *Blood in the Water. The Attica Uprising of 1971 and its Legacy*, Pantheon

Books, New York, 2016.

204. « The Narcotics Addiction Epidemic », *Crisis*, mars 1972.
205. Denton L. Watson, « Time for a New Black Press ? », *Crisis*, novembre 1972.
206. Elijah Muhammad, « Message to the Blackman », 1965.
207. *Jet*, 1^{er} janvier 1970.
208. L'étude était officiellement intitulée « Tuskegee Study of the Untreated Syphilis among the Rural Men ». Elle dura de 1932 à 1972.
209. Komozi Woodard, *A Nation Within a Nation*, *op. cit.*, p. 159-218.
210. « Black Congress Meets in Atlanta, Sept. 3-7 », *Pittsburgh Courier*, 8 août 1970.
211. « Atlanta Black Congress », *Pittsburgh Courier*, 19 septembre 1970.
212. Marguerite Ross Barnett, « The Congressional Black Caucus », *Proceedings of the Academy of Political Science*, vol. 32, n° 1, 1975, p. 34-50.
213. *Ibid.*, p. 35.
214. « Black Caucus Meets With Nixon. The President Presented 60 Demands », *Pittsburgh Courier*, 3 avril 1971.
215. Barbara Winslow, *Shirley Chisholm*, Westview Press, Boulder, 2013.
216. « The Editor Speaks. Conventions Are Big Businesses », *Black Enterprise*, mai 1972.
217. Komozi Woodard, *A Nation Within a Nation*, *op. cit.*, p. 159-218.
218. *Ibid.*, p. 211-212.
219. *Ibid.*, p. 214-215.
220. « 10,000 Protest on South Africa » et « African Liberation Day To Be Observed Saturday », *New York Times*, 28 mai 1972 et 20 mai 1973.
221. Yohuru Williams, « “A Red, Black and Green Liberation Jumpsuit”. Roy Wilkins, the Black Panthers, and the Conundrum of Black Power », in Peniel Joseph (dir.), *The Black Power Movement*, *op. cit.*, p. 167-191.
222. « The NAACP and the Black Political Convention », *Crisis*, août-septembre 1972.
223. « Panthers Raided in Philadelphia », *New York Times*,

1^{er} septembre 1970.

224. « Ballots, not Bullets », *FOCUS*, novembre 1972 ; « Bobby Seale for Mayor of Oakland », tract du 21 février 1973, fonds Social Protest, rouleau 16, dossier 5.6 Chairman Bobby Seale.

225. Éditorial, « The Nixon “Economy” Budget », *Crisis*, avril 1973.

226. *Ibid.*

227. Bureau of the Census, « We, The Black Americans », rapport tiré du recensement de 1970, p. 3 ; John Reid, « Black Urbanization in the South », *Phylon*, 3^e trimestre 1974 ; C. Jack Tucker et John Reid, « Black Urbanization and Economic Opportunities », *Phylon*, 1977.

228. « We, The Black Americans », *loc. cit.*, p. 7.

229. Linda Faye Williams, « The Civil Rights – Black Power Legacy. Black Women Elected Officials at the Local, State, and National Levels », in Bettye Collier-Thomas et V.P. Franklin (dir.), *Sisters in the Struggle*, *op. cit.*, p. 307-332.

230. « We, The Black Americans », *loc. cit.*, p. 9.

231. *Esquire*, avril 1968.

232. *Playboy Magazine*, janvier 1970 et octobre 1971.

233. Cité in Michael Katz, « Why Don't American Cities Burn Very Often », *Journal of Urban History*, vol. 34, n° 2, janvier 2008, p. 185-208 (les chiffres se trouvent p. 194).

234. Deborah White, *Too Heavy A Load*, *op. cit.*, p. 245.

Notes du chapitre 7

1. François Weil, *Family Trees. A History of Genealogy in America*, Harvard University Press, Cambridge, 2013, p. 180-198.

2. Publicité, *Crisis*, mars 1977. Voir aussi éditorial « Roots », et Gloster Current, « Cross-Country Survey on Roots – The Saga of Most Black Families in America », *Crisis*, mai 1977.

3. Vernon Jordan, Jr. pour la National Urban League, *The State of Black America*, 1976, p. 3.

4. Robert Weems, *Business in Black and White. American Presidents and Black Entrepreneurs in the Twentieth Century*, New York University Press, New York, 2009, p. 157-189 ; Kendra King, *African American Politics*, Polity, Cambridge (R.-U.), 2010, p. 88-89 ; Annelise Orleck, *Storming Caesar's Palace*, *op. cit.*, p. 231.

5. Cité in Annelise Orleck, *Storming Caesar's Palace*, *op. cit.*, p. 235. « Many Black Democratic Leaders Voice Doubt, Fear, and Distrust

about Carter », *New York Times*, 6 juillet 1976.

6. Gail Garfield, *Through Our Eyes. African American Men's Experiences of Race, Gender, and Violence*, Rutgers University Press, New Brunswick, 2010, p. 138-139.

7. Annelise Orleck, *Storming Caesar's Palace*, *op. cit.*, p. 37-38.

8. Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion. The Second Reconstruction in America, 1945-1990*, University of Mississippi Press, Jackson, 2^e édition, 1991, p. 170-172.

9. *Ibid.*, p. 193 et Paul Delaney, « The Struggle to Rally Black America. The 1970s Have Been Hard Times », *New York Times*, 15 juillet 1979.

10. Roger Wilkins, « Jimmy Carter, One Year Later. One to Get Ready, Two to Go », *Black Enterprise*, mars 1978.

11. Gloster Current, « The March on Nashville », *Crisis*, juin-juillet 1978.

12. Reginald Stuart, « The New Black Power of Coleman Young », *New York Times*, 16 décembre 1979.

13. Annelise Orleck, *Storming Caesar's Palace*, *op. cit.*, p. 240-241.

14. « Black Workers. An Undangered Species ? », *New Pittsburgh Courier*, 12 septembre 1981 ; Robert Zieger, *For Jobs and Freedom*, *op. cit.*, p. 204-206.

15. Sean Cashman, *African Americans and the Quest for Civil Rights, 1900-1990*, New York University Press, New York, 1992, p. 238.

16. Étude du Joint Center for Political Studies, « Profiles of Black Mayors in America » (1977), citée in Sean Cashman, *African Americans and the Quest for Civil Rights*, *op. cit.*, p. 238.

17. Robert Maynard, « Blacks and the Burger Court. The Case of the Narrowing Path to Justice », *Black Enterprise*, mars 1978.

18. *Regents of the University of California v. Bakke*, 438 U.S. 265 (1978). « The 69th – The Post-Bakke Convention », *Crisis*, octobre 1978.

19. Sur l'arrêt *Bakke*, voir John Skrentny, *The Ironies of Affirmative Action*, *op. cit.*, p. 225-226.

20. « Anti-Klan Network », *Crisis*, octobre 1981 ; Lee Brown, « Police Response to Ethnic Harrassment. The Atlanta Approach », *Crisis*, avril 1982 ; Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion*, *op. cit.*, p. 174.

21. Martha Fleetwood, « The NAACP Response to Police Violence », *Crisis*, avril 1982 ; « NAACP Police-Citizen Violence Project Aimed at

Curbing Abuses, *Crisis*, décembre 1982.

22. « Study Finds Miami Riot Unlike Those of 60's », *New York Times*, 17 mai 1981.

23. Discours de Ronald Reagan à la Neshoba County Fair, 3 août 1980.

24. Gail Garfield, *Through Our Eyes*, *op. cit.*, p. 189-190 et Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion*, *op. cit.*, p. 209-210.

25. John Herbers, « Poverty Rate, 7.4 %, Termed Highest Since 1967 », *New York Times*, 26 juillet 1982, cité in Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion*, *op. cit.*, p. 183.

26. Michael Foley, *Front Porch Politics. The Forgotten Heyday of American Activism in the 1970s and 1980s*, Hill and Wang, New York, 2013, p. 261-275.

27. Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion*, *op. cit.*, p. 208.

28. Charles Murray, *Losing Ground. American Social Policy, 1950-1980*, Basic Books, New York, 1984, p. 51-132.

29. Gail Garfield, *Through Our Eyes*, *op. cit.*, p. 190.

30. « Commission on Civil Rights Faces Loss of Funds », *Black Enterprise*, mai 1984.

31. Eugene Becker et Norman Bowers (Division des statistiques du ministère du Travail), « Employment and Unemployment in 1983 », *Monthly Labor Review*, février 1984, p. 10.

32. Wornie Reed (dir.), « Assessment of the Status of African Americans. Volume IV. Social, Political, and Economic Issues in Black America », Étude de l'Institut William Monroe Trotter à l'Université du Massachusetts à Boston, 1990, p. 4.

33. *Ibid.*

34. Mark Schneider et Thomas Phelan, « Black Suburbanization in the 1980s », *Demography*, vol. 30, n° 2, mai 1992, p. 269-279.

35. « New Gains and Losses », *Black Enterprise*, avril 1985.

36. Voir William Julius Wilson, *The Truly Disadvantaged. The Inner City, The Underclass, and Public Policy*, University of Chicago Press, Chicago, 1987 ; Douglas Massey et Nancy Denton, *American Apartheid*, *op. cit.*, et Loïc Wacquant, *Urban Outcasts. A Comparative Sociology of Advanced Marginality*, Polity, Cambridge (R.-U.), 2008.

37. William Julius Wilson, *When Work Disappears. The World of the New Urban Poor*, Vintage, New York, 1997, p. 30-31 et p. 39, cité in Michelle Alexander, *The New Jim Crow. Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*, New Press, New York, 2010, p. 50.

38. Elijah Anderson, *The Code of the Street. Decency, Violence, and the Moral Life of the Inner City*, Norton, New York, 1999.
39. Jacqueline Jones, *Labor of Love, Labor of Sorrow*, *op. cit.*, p. 277.
40. Mario Small, « No Two Ghettos Are Alike », *The Chronicle of Higher Education*, 17 mars 2014.
41. Michelle Alexander, *The New Jim Crow*, *op. cit.*, p. 48-49.
42. Cecil Williams, « Crack is Genocide », *New York Times*, 15 février 1990 ; National Urban League, « The State of Black America », 1990 ; « Talk of the “Plan” is a Paranoid View of Black Problems », *Chicago Tribune*, 24 janvier 1990.
43. « The Risky Lives of Young Black Men », *Washington Post*, 18 décembre 1990.
44. Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion*, *op. cit.*, p. 193-194.
45. « Judging the Judges », *Black Enterprise*, avril 1986.
46. Michelle Alexander, *The New Jim Crow*, *op. cit.*, p. 106-107.
47. Citée in Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion*, *op. cit.*, p. 212.
48. Isabel Wilkerson, « Detroit Citizens Join Church to Rid Community of Drugs », *New York Times*, 29 juin 1988.
49. Thomas Morgan, « Muslim Patrol Reduces Crime in Brooklyn », *New York Times*, 25 février 1988.
50. Robert Zieger, *For Jobs and Freedom*, *op. cit.*, p. 207 et 220.
51. Joshua Bloom et Waldo Martin, *Black Against Empire*, *op. cit.*, p. 389.
52. Sur le MOVE, voir John Anderson et Hilary Hevenor, *Burning Down the House. MOVE and the Tragedy of Philadelphia*, Norton, New York, 1987.
53. Deborah White, *Too Heavy A Load*, *op. cit.*, p. 254.
54. *Ibid.*, p. 254-256.
55. Phillip Clay, « The Search for Voice. Ideology and Perspective in the Black Community », in Wornie Reed (dir.), « Social, Political, and Economic Issues in Black America », *loc. cit.*, p. 119-146.
56. « Plus Three... For a Stronger NAACP », *Crisis*, avril 1983 ; et Stephen Tuck, « African American Protest During the Reagan Years. Forging New Agendas, Defending Old Victories », in Cheryl Hudson et Gareth Davies (dir.), *Ronald Reagan and the 1980s*, Palgrave Macmillan, New York, 2008, p. 122.
57. Tricia Rose, *Black Noise. Rap Music and Black Culture in*

Contemporary America, Wesleyan University Press, Middletown, 1997.

58. Sur le parallèle entre les *zoot-suiters* et la culture du hip-hop, voir Robin Kelley, *Race Rebels*, *op. cit.*

59. « Yo ! MTV Unrapped », *Spin Magazine*, vol. 7, n° 6, septembre 1991, p. 44-45.

60. Marc Anthony Neal, *What the Music Said. Black Popular Music and Black Public Culture*, Routledge, New York, 2013, p. 136-137.

61. Brian Ward, *Just My Soul Responding. Rhythm and Blues, Black Consciousness, and Race Relations*, UCL Press/University of California Press, Londres/Berkeley, 1998.

62. « A “New” Black Agenda », *Black Enterprise*, avril 1985.

63. James Jennings, *The Politics of Black Empowerment*, *op. cit.*, p. 172.

64. John Herbert Roper, « The Voting Rights Extension Act of 1982 », *Phylon*, 3^e trimestre 1984.

65. Discours de Jesse Jackson à la Convention nationale démocrate, 18 juillet 1984.

66. James Jennings, *The Politics of Black Empowerment*, *op. cit.*, p. 16 et p. 32. Sur Jackson, voir Adolph Reed, *The Jesse Jackson Phenomenon. The Crisis in Purpose in Afro-American Politics*, Yale University Press, New Haven, 1986.

67. « Alabama Black Leaders Are Urging Pragmatism in Supporting Mandale », *New York Times*, 12 mars 1984.

68. Warren Weaver, Jr., « Democrats’ Platform Shows A Shift From Liberal Positions of 1976 and 1980 », *New York Times*, 22 juillet 1984.

69. U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, « Voting and Registration in the Election of November 1984 », janvier 1985 ; Katherine Tate, *From Protest to Politics. The New Black Voters in American Elections*, Harvard University Press, Cambridge, 1994.

70. Sur le mouvement de désinvestissement économique, voir Sarah Soule, « The Student Divestment Movement in the United States and Tactical Diffusion. the Shantytown Protest », *Social Forces*, vol. 75, n° 3, mars 1997, p. 855-883.

71. « The NAACP and South Africa » et « Interview with Randall Robinson », *Crisis*, novembre 1986.

72. Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion*, *op. cit.*, p. 215.

73. Sarah Soule, « The Student Divestment Movement », *loc. cit.*, p. 856.

74. « Investing with a Conscience », *Black Enterprise*, octobre 1986.

75. Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion*, *op. cit.*, p. 222-223.

76. Album de Gil Scott Heron, *Winter in America*, Strata-East Records, 1974.

77. Manning Marable, *op. cit.*, p. 203-204.

78. « Vital Signs. Statistics that Describe the Present and Suggest the Future of African Americans in Higher Education », *Journal of Blacks in Higher Education*, n° 2, hiver 1993-1994, p. 29-39.

79. « Racism on College Campuses », *FOCUS*, 1989, p. 3-5.

80. Sur ce point, voir Mark Brilliant, « Intellectual Affirmative Action. How Multiculturalism Became Mandatory and Mainstream in Higher Education », in Gil Troy et Vincent J. Cannato (dir.), *Living in the Eighties*, Oxford University Press, New York, 2009, p. 98-124.

81. « African American Women in Defense of Ourselves », tribune reproduite dans sept journaux noirs, dont *Black Scholar*, 1991-1992.

82. Jonathan Hicks, « Minority Groups Call for Changes in Police Recruiting Methods », *New York Times*, 1^{er} novembre 1992.

83. « Rodney King Files Rights Lawsuit Against L.A. Police », *Jet*, 10 juin 1991.

84. Michael Katz, « Why Don't American Cities Burn Very Often », *loc. cit.*

85. « Justice in Crown Heights » (éditorial), *New York Times*, 7 septembre 1991. Voir aussi Cheryl Greenberg, « How Affirmative Action Fractured the Black-Jewish Alliance », *Journal of Blacks in Higher Education*, n° 52, été 2006, p. 85-88.

86. Michael Omi et Howard Winant, « The Los Angeles "Race Riot" and Contemporary U.S. Politics », in Michael Omi et Howard Winant, *Racial Formation in the United States*, Routledge, New York, 1986, p. 97-114. La citation (traduite par l'auteur) se trouve p. 99.

87. Toni Morrison, « The Talk of the Town », *New Yorker*, 5 octobre 1998.

88. Un autre exemple est Cornel West.

89. Sheldon Hackney, « One America Indivisible. A National Conversation on American Pluralism and Identity », National Endowment for the Humanities, 1997.

90. « Surgeon General Forced To Resign by White House », *New York Times*, 10 décembre 1994.

91. « Black Men Urged to Join Million Man March in Washington D.C. », *Jet*, 9 octobre 1995.

92. « The Black Agenda – Independent Politics », 1988, et « Lenora B. Fulani's Committee for Fair Elections » (tract), collection Social Protest, rouleau 60, dossier 6 New Alliance Party, MSS 2010/152.

93. « Million Man March Draws More than 1 Million Men to Nation's Capital », *Jet*, 30 octobre 1995.

94. « Clinton Says Lack of Dialogue on Race Main Problem », *Jet*, 6 novembre 1995 ; « Burning of African American Churches in Mississippi and Perceptions of Race Relations », résumé exécutif d'un forum public organisé les 10 et 11 juillet 1996 à Cleveland (Mississippi) par la Commission consultative du Mississippi auprès de l'United States Commission on Civil Rights, 1996.

95. William Spriggs (dir.), *The State of Black America 1999. The Impact of Color-Consciousness in the United States*, National Urban League, 1999 ; John Logan, « Separate and Unequal. The Neighborhood Gap for Blacks and Hispanics in Metropolitan United States », 2000, rapport établi à partir des données des recensements de 1990 et 2000. Voir aussi Mary Pattillo-McCoy, *Black Picket Fences. Privilege and Peril among the Black Middle Class*, University of Chicago Press, Chicago, 1999.

96. Discours de Bill Clinton à Memphis, le 13 novembre 1993.

97. « Clinton Signs Crime Bill at the White House », *Jet*, 3 octobre 1994.

98. Laura Meckler, « Whites Beat Minorities Off Welfare », *New Pittsburgh Courier*, 17 avril 1999.

99. « Rep. Eddie Johnson Voted New Chair of Congressional Black Caucus » et « Civil Rights Commission Slates Hearings on Florida Voting Disputes », *Jet*, 1^{er} janvier 2001.

100. « Gore Urges Black Congressmen to Help Heal Nation During Caucus Ceremony », *Jet*, 22 janvier 2001.

101. Tricia Rose, « Keeping it real », *Crisis*, septembre-octobre 2001.

102. « Iraq War Brings Drop in Black Enlistees », *New York Times*, 22 août 2007.

103. « Nationwide, Black Enrollments in Law Schools Are Up But Most High-Ranking Law Schools Show a Decline in Black Students », *Journal of Blacks in Higher Education*, 1^{er} janvier 2004 ; « Declining Black Enrollments at Many of the Nation's Highest-Ranked Law Schools », *Journal of Blacks in Higher Education*, 1^{er} juillet 2008.

104. Jabari Asim, « Did Cosby Cross the Line », *Washington Post*, 24 mai 2004.

105. Ron Walters, « Supply-Side Welfare Reform Still Drives Poverty », *New Pittsburgh Courier*, 6 avril 2002.

106. Bettye Collier-Thomas, *Jesus, Jobs, and Justice*, Knopf, New York, 2010, p. 507.

107. Pew Research Center, 2005. Voir aussi « Levees let loose an ugly flood of Black paranoia », *Los Angeles Times*, 2 octobre 2005.

108. *Ibid.*

109. Romain Huret, *Katrina 2005. L'ouragan, l'État et les pauvres*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2010, p. 63-79 et p. 99-104.

110. Andrew Diamond, « De La Nouvelle-Orléans à Paris. Dénier de l'importance de la couleur de peau, racisme culturel et démobilisation à l'ère néolibérale », in James Cohen, Andrew Diamond et Philippe Vervaecke (dir.), *L'Atlantique multiracial*, Karthala, Paris, 2012, p. 61-93. Sur Katrina, voir aussi Romain Huret et Randy Sparks (dir.), *Hurricane Katrina in Transatlantic Perspective*, Louisiana State University Press, Baton Rouge, 2014.

111. George W. Bush, « Address to the Nation on Hurricane Katrina », 15 septembre 2005.

112. Discours d'Obama, Greater Grace Temple Church, Detroit, 2 novembre 2005.

113. Sur ce consensus idéologique et son effet sur l'invisibilité du racisme, voir Eduardo Bonilla-Silva, *Racism without Racists. Color-Blind Racism and the Persistence of Racial Inequality in America*, Rowman & Littlefield, New York, 2003. Sur les conséquences pratiques de ce nouveau credo de la diversité en matière de gentrification des quartiers populaires, voir Sylvie Tissot, *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Raisons d'agir, Paris, 2011.

114. « House apologizes for slavery, "Jim Crow" injustices », < www.cnn.com >, 29 juillet 2008.

115. Ralph Ellison, « Some Questions and Some Answers », *Preuves*, mai 1958, reproduit in *Shadow and Act*, Knopf, New York, 2011, p. 272.

116. Cité in Kevern Verney, « The Final Frontier. Barack Obama and the Vision of a Post-Racial America », in Mark Ledwidge, Kevern Verney et Inderjeet Parmar (dir.), *Barack Obama and the Myth of a Post-Racial Society*, Routledge, New York, 2013, p. 116. Voir aussi Thomas Sugrue, *Le Poids du passé. Barack Obama et la question raciale*, Fahrenheit, Paris, 2012 [2010] et James Kloppenberg, *Reading Obama. Dreams, Hope, and the American Political Tradition*, Princeton University

Press, Princeton, 2011.

117. Pour une analyse plus développée, voir Thomas Sugrue, *Le Poids du passé*, op. cit.

118. Sur les effets de la crise des « subprimes » sur les Afro-Américains, voir le numéro spécial d'*American Quarterly*, dirigé par Paula Chakravartty et Denise Ferreira da Silva, « Race, Empire, and the Crisis of the Subprime », vol. 64, n° 3, septembre 2012.

119. Antoine Morris, « In Pursuit of Fairness. Recent Reforms in Crack Cocaine Sentencing », *Civil Rights Monitor*, vol. 21, hiver 2012, p. 27-29.

120. « Remarks by the President on Trayvon Martin », <www.whitehouse.gov>, 19 juillet 2013.

121. Pour une excellente illustration de ce mélange de pessimisme et de reconnaissance des progrès accomplis, voir Ta-Nehisi Coates, *Une colère noire. Lettre à mon fils*, Autrement, Paris, 2016 [version anglaise, 2015].

Notes de l'épilogue

1. « Judge in Maryland Locks Up Youths and Rules their Lives », *New York Times*, 19 décembre 2014.

2. Lisa Borstein, « The Struggle Continues. Voting Rights Victories and Ongoing Challenges », *Civil Rights Monitor*, vol. 22, mars 2013, p. 5-8.

3. Karen Shanton, « The Problem of African American Underrepresentation on Local Councils », *Demos*, 2014.

4. « Obama's race speech, and where we stand in the 3 areas he highlighted », *Washington Post*, 29 juin 2015.

Index des personnes citées

ABBOTT, Robert 1, 2
ABDUL-JABBAR, Kareem 1
ABERNATHY, Ralph 1, 2, 3, 4, 5, 6
ABU-JAMAL, Mumia 1
ADDAMS, Jane 1
AFRICA, John 1
 Voir LEAPHART, Vincent
AGNEW, Spiro 1
AILEY, Alvin 1
ALEXANDER, Peggy 1
ALEXANDER, Will 1, 2
ALEXANDER, William D. 1
ALI, Mohamed (Cassius Clay) 1, 2, 3
ALLEN, Louis 1
ALLIGOOD, Clarence 1
AMES, Jessie Daniel 1
ANDERSON, Marian 1, 2, 3
ANDERSON, William 1, 2
ANGELOU, Maya 1, 2, 3, 4, 5
ARMSTRONG, Louis 1, 2
ARMSTRONG, Samuel 1
ARRINGTON, Richard 1, 2
AVAKIAN, Bob 1
BAEZ, Joan 1
BAGNALL, Robert 1
BAKER, Ella 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16
BAKER, George (Father Divine) 1
BAKER, Goldie 1
BAKER, Josephine 1, 2, 3
BAKKE, Allan 1, 2, 3
BALDWIN, James 1, 2, 3
BARAKA, Amiri 1
 Voir JONES, LeRoi
BARRY, Marion 1, 2, 3, 4, 5, 6
BASIE, Count 1, 2
BATES, Daisy 1, 2, 3, 4, 5, 6

BEAL, Frances 1, 2, 3
BEALS, Melba Pattillo 1
BELAFONTE, Harry 1, 2, 3, 4, 5
BELL, Jean 1
BENNETT, Gwendolyn 1, 2
BENSON, Al 1
BERRY, Chuck 1, 2
BETHUNE, Mary McLeod 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
BEVEL, Diane Nash 1
 Voir NASH, Diane
BEVEL, James 1, 2, 3, 4
BILBO, Theodore 1
BINGA, Jesse 1
BLAIR, Ezell Jr. 1
BLAKE, Eubie 1
BOGGS, Grace 1
BOGGS, James 1
BOLIN, Jane 1
BOND, Julian 1, 2, 3
BOYD, Norma 1
BRADLEY, Tom 1, 2, 3
BRAUN, Carol Moseley 1
BRIGGS, Cyril 1, 2, 3
BROOKS, Gwendolyn 1
BROOKS, Paul 1
BROWDER, Earl 1
BROWN, Edgar 1
BROWN, Edmund G. 1
BROWN, Elaine 1, 2
BROWNE, Roscoe Lee 1
BROWN, H. Rap 1
BROWN, James 1
BROWN, Michael 1
BROWN, Minnijean 1
BROWN, Ronald 1
BRYANT, Carolyn 1
BRYANT, Roy 1, 2
BUNCHE, Ralph 1, 2
BURGER, Warren 1, 2, 3, 4
BURGESS, Ernest 1
BURNS, Tommy 1
BUSH, George H.W. 1, 2, 3, 4, 5, 6
BUSH, George W. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

BYRD, Harry 1, 2
BYRNE, Jane 1
CADE BAMBARA, Toni 1, 2
CALIVER, Ambrose 1, 2
CAPRA, Frank 1
CARLOS, John 1
CARMICHAEL, Stokely 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16,
17, 18, 19, 20
CARTER, Glen 1
CARTER, James (Jimmy) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12
CASTRO, Fidel 1, 2, 3
CAVANAGH, Jerome 1
CAYTON, Horace 1
CENDRARS, Blaise 1
CHANEY, James 1
CHARLES, Ray 1
CHAVIS, Benjamin 1
CHILDRESS, Alice 1
CHISHOLM, Shirley 1, 2
CHUCK D. 1
CLARK, Jim 1, 2, 3
CLARK, Kenneth 1
CLARK, Mark 1, 2, 3
CLARK, Septima 1, 2, 3, 4, 5
CLARK, Tom 1
CLEAGE, Albert 1, 2, 3
CLEAVER, Eldridge 1, 2, 3, 4, 5
CLEAVER, Kathleen Neal 1, 2
CLINTON, William (Bill) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
CLOWARD, Richard 1
CLUTCHETTE, John 1, 2
COLEMAN, Gary 1
COLE, Nat King 1, 2, 3
COLVIN, Claudette 1, 2
CONNOR, Eugene « Bull » 1, 2, 3, 4
CONYERS, John Jr. 1
COOPER, Anna Julia 1, 2
COOPER, Esther 1
COSBY, Bill 1, 2, 3
COTTON, Dorothy 1, 2
COX, Ida 1
CRENSHAW, Kimberlé 1
CRUSE, Harold 1

CULLEN, Countee 1, 2

DADDY GRACE 1

Voir GRACA, Marcelino Manuel de

DALEY, Richard J. 1, 2, 3, 4, 5

DALEY, Richard M. 1

DAVIS, Angela 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11

DAVIS, Benjamin 1

DAVIS, Brenda 1

DAVIS, John 1

DAVIS, Miles 1, 2

DAVIS, Ossie 1, 2

DAWSON, Herman 1

DEE, Ruby 1

DELANY, Martin 1

DELLUMS, Ronald 1, 2

DE PRIEST, Oscar 1, 2

DEWEY, Thomas 1, 2, 3

DIGGS, Charles 1, 2

DINKINS, David 1

DOMINO, Fats 1

DOUGLAS, Emory 1, 2, 3

DRAKE, St. Clair 1, 2

DRUMGO, Fleeta 1, 2

DU BOIS, W.E.B. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17,
18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30

DUKAKIS, Michael 1, 2

DUKE, Nelson 1, 2, 3

DUNCAN, Ruby 1, 2, 3

DYLAN, Bob 1

DYSON, Michael Eric 1

EASTLAND, James 1, 2, 3

ECKFORD, Elizabeth 1, 2

EDELMAN, Marian Wright 1

EDWARDS, James 1

EISENHOWER, Dwight 1, 2, 3, 4, 5

ELDERS, Joycelyn 1, 2

ELLINGTON, Duke 1, 2

ELLISON, Ralph 1, 2, 3, 4

EUROPE, James Reese 1

EVERS, Medgar 1, 2, 3, 4, 5

EVERS, Myrlie 1

FANON, Frantz 1, 2

FARMER, James 1, 2, 3, 4, 5, 6

FARRAKHAN, Louis 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
FATHER DIVINE 1
 Voir BAKER, George
FAUBUS, Orval 1, 2, 3
FAUCET, Jessie 1
FINCH, Robert 1
FISK JUBILEE SINGERS 1
FITZGERALD, Ella 1, 2, 3
FLETCHER, Arthur 1, 2
FORD, Gerald 1, 2, 3
FORMAN, James 1, 2, 3
FORTUNE, Timothy (T.) Thomas 1, 2
FRANKLIN, Aretha 1
FRANKLIN, John Hope 1
FRAZIER, E. Franklin 1, 2, 3, 4
FREEDOM SINGERS 1
FREY, John 1
FRYE, Marquette 1
FULANI, Lenora 1
GAINES, Lloyd 1, 2
GALAMISON, Milton 1
GARNER, Eric 1
GARVEY, Amy Jacques 1
GARVEY, Marcus 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17,
 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26
GAYE, Marvin 1, 2
GENET, Jean 1
GIDDINGS, Paula 1
GILLESPIE, Dizzy 1
GILLIGAN, Thomas 1
GIOVANNI, Nikki 1
GOLDBERG, Whoopi 1
GOLDWATER, Barry 1, 2, 3
GOODE, W. Wilson 1
GOODMAN, Andrew 1
GORDY, Berry 1, 2, 3
GORE, Al 1, 2
GOSSETT, Louis Jr. 1
GRACA, Marcelino Manuel de (Daddy Grace) 1
GRAINGER, Porter 1
GRANDMASTER FLASH (Joseph Saddler) 1
GRAY, Freddie 1
GRAY, Helen 1

GREEN, Ernest 1
GREGORY, David 1
GRIFFITH, D. W. 1
GUIHARD, Paul 1
GUTHRIE, Woodie 1
GUY, Rosa 1, 2
HALEY, Alex 1, 2
HALL, Jacquelyn Dowd 1
HAMER, Fannie Lou 1
 Voir TOWNSEND, Fannie Lou
HAMER, Perry « Pap » 1
HAMPTON, Fred 1, 2, 3, 4, 5
HARE, Nathan 1
HARLINS, Latisha 1
HARRINGTON, Michael 1
HARRISON, Hubert 1, 2, 3
HARRIS, Patricia Roberts 1, 2
HARRIS, Rutha 1
HASTIE, William 1
HATCHER, Richard 1, 2, 3, 4
HAWKINS, William Ashbie 1, 2, 3
HAYDEN, Thomas (Tom) 1, 2, 3
HAYES, Curtis 1, 2
HAYES, Roland 1
HAYES, Rutherford 1
HAYNES, George 1
HAYNSWORTH, Clement 1, 2
HEANES, Herbert 1
HEDGEMAN, Anna Arnold 1
HEIGHT, Dorothy 1, 2, 3, 4, 5
HELMS, Jerry 1
HENDERSON, Stephen 1
HENRY, Aaron 1
HERNAN, Alexis 1
HERNDON, Alonzo 1
HERSKOVITS, Melville 1
HICKS, Calvin 1
HICKS, James 1
HICKS, Robert 1
HIGGINBOTHAM, Evelyn Brooks 1
HILL, Anita 1
HILLIARD, David 1
HILL, T. Arnold 1, 2

HINE, Darlene Clark 1
HINTON, Johnson 1
HITLER, Adolf 1
HOLIDAY, Billie 1
HOLLOWELL, David 1
HOOKS, bell 1
HOOVER, Herbert 1, 2, 3, 4, 5, 6
HOOVER, John (J.) Edgar 1, 2, 3, 4, 5
HORNE, Lorna 1
HORTON, William (Willie) 1
HOUSTON, Charles 1
HOWARD, Betty 1
HOWARD, Donald 1
HOWARD, T.R.M. 1, 2
HUGGINS, Ericka 1, 2, 3
HUGHES, Langston 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
HUMPHREY, Hubert 1, 2, 3, 4, 5
HUNTER, Alberta 1
HURST, E. H. 1, 2
HURSTON, Zora Neale 1, 2, 3, 4
HUTTON, Bobby 1
HYMAN, Earle 1
ICKES, Harold 1
INGRAM, Rosa Lee 1
INNIS, Roy 1
JACK, James 1
JACKSON 5 1
JACKSON, George 1, 2, 3, 4, 5
JACKSON, James 1
JACKSON, Jesse 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
JACKSON, Jimmie Lee 1
JACKSON, Jonathan 1
JACKSON, Mahalia 1, 2
JACKSON, Maynard 1, 2
JACKSON, Michael 1
JACKSON, Robert 1
JEFFRIES, Jim 1
JEMISON, D.V. 1
JEMISON, T.J. 1
JOHNSON, Andrew 1, 2, 3
JOHNSON, Bernice 1
JOHNSON, Campbell 1
JOHNSON, Charles 1, 2

JOHNSON, Earvin (« Magic Johnson ») 1
JOHNSON, Eddie Bernice 1
JOHNSON, Jack 1, 2
JOHNSON, James Weldon 1, 2, 3, 4
JOHNSON, John H. 1, 2
JOHNSON, John « Mushmouth » 1, 2
JOHNSON, Lillian 1
JOHNSON, Lyndon B. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16,
17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35,
36, 37, 38
JONES, Charles 1, 2
JONES, James Earl 1
JONES, LeRoi (Amiri Baraka) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
JORDAN, Barbara 1
JORDAN, Michael 1
KALMARK, Gloria Ray 1
KARENGA, Ron (Maulana) 1, 2, 3, 4, 5
KATZENBACH, Nicholas 1, 2
KELLEY, Robin 1
KELLEY, William 1
KENNEDY, Florynce 1
KENNEDY, John Fitzgerald 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14,
15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33,
34, 35, 36
KENNEDY, Robert 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
KERNER, Otto 1, 2
KILLENS, John Oliver 1
KING, C.B. 1
KING, Coretta Scott (Coretta Scott) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
KING, Martin Luther 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16,
17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35,
36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54,
55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73,
74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85
KING, Rodney 1
KINTE, Kunta 1
KNOX, Frank 1
LAFAYETTE, Bernard 1, 2, 3, 4
LAFAYETTE, Celia 1
LAMPKIN, Daisy 1
LANDRY, Pierre Caliste 1
LANIER, Carlotta Walls 1
LAWSON, James 1, 2

LEAPHART, Vincent (John Africa) 1
LEE, Herbert 1, 2, 3, 4, 5, 6
LEE, Spike 1
LERNER, Gerda 1
LEWIS, Carl 1
LEWIS, John 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
LEWIS, Oscar 1
LEWIS, Rufus 1
LEWIS, Sybil 1
LINCOLN, Abraham 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
LITTLE, Joan 1, 2
LITTLE, Malcolm (Malcolm X) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13,
14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32,
33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40
LITTLE RICHARD 1, 2
LIUZZO, Viola 1
LOCKE, Alain 1, 2, 3, 4
LOGAN, Spencer 1
LORDE, Audre 1, 2, 3
LOUIS, Joe 1, 2
LOWDEN, Frank 1
LOWERY, Joseph 1
LUMUMBA, Patrice 1
LYONS, Henry 1
MADDEN, Owen « Killer » 1
MADHUBUTI, Haki 1
MAGIC JOHNSON 1
 Voir JOHNSON, Earvin
MALCOLM X 1
 Voir LITTLE, Malcolm
MALONE, Annie Turnbo 1
MANDELA, Nelson 1, 2
MARABLE, Manning 1
MARCUSE, Herbert 1
MARSHALL, Thurgood 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
MARTIN, Trayvon 1
MCCAIN, Franklin 1
MCCARTHY, Eugene 1
MCDANIEL, Hattie 1
McDEW, Charles 1
McDUFFIE, Arthur 1
McGOVERN, George 1, 2
McKAY, Claude 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

McKINNEY, Cynthia 1
McKISSICK, Floyd 1, 2, 3, 4, 5
McMILLAN, Terry 1
McNEIL, Joseph 1
MEREDITH, James 1, 2, 3, 4, 5, 6
MFUME, Kweisi 1
MICHAUX, Lewis 1
MICHEAUX, Oscar 1, 2, 3, 4
MILAM, J. W. 1, 2
MILLER, Doris « Dorie » 1, 2, 3
MILLS BROTHERS 1
MILLS, Florence 1
MITCHELL, John 1, 2
MONDALE, Walter 1, 2, 3
MOON, Henry Lee 1
MOORE, Amzie 1, 2
MOORE, Audley 1
MOORE, Cecil 1, 2, 3
MOORE, Harry 1
MORIAL, Ernest 1
MORMON, Natalie 1
MORRISON, Toni 1, 2, 3
MOSES, Robert (Bob) Parris 1, 2, 3, 4, 5, 6
MOTHERSHED, Thelma 1
MOTLEY, Constance Baker 1, 2
MOTTS, Robert 1
MOYNIHAN, Daniel Patrick 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
MUDDY WATERS 1, 2, 3
MUHAMMAD, Elijah 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14
MUHAMMAD, Fard 1
MULFORD, Don 1, 2
MURPHY, Eddie 1
MURRAY, Pauli 1, 2
MUSSOLINI, Benito 1, 2
MYRDAL, Gunnar 1, 2
NAGIN, Ray 1
NASH, Diane 1, 2, 3, 4, 5
NEAL, Larry 1, 2
NEBLETT, Chuck 1
NEWTON, Huey 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18
NIMITZ, Chester 1
NIXON, Edgar (E.) D. 1, 2, 3, 4, 5, 6
NIXON, Richard 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18,

19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33

NKRUMAH, Kwame 1

NUGENT, Bruce 1

OBAMA, Barack 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

ODETTA 1

OMI, Michael 1

OWEN, Chandler 1, 2, 3, 4

OWENS, Chandler David 1

OWENS, Jesse 1, 2

PALMER, A. Mitchell 1

PARKER, Charlie 1

PARKER, John 1

PARKER, Mack Charles 1

PARK, Robert 1, 2, 3

PARKS, Raymond 1

PARKS, Rosa 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19

PATTERSON, William 1

PATTON, George 1

PAYNE, Charles 1

PECK, James 1

PICKENS, William 1

PIERCE, Samuel Jr. 1

PIVEN, Frances 1

POITIER, Sidney 1, 2

POOLE, Elijah 1

Voir MUHAMMAD, Elijah

POWELL, Adam Clayton, Jr. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

POWELL, Adam Clayton, Sr. 1, 2, 3

POWELL, Colin 1, 2

POWELL, James 1

POWELL, Lewis 1

PRINCE 1

PRITCHETT, Laurie 1, 2, 3

QUEEN LATIFAH 1

RABY, Albert 1

RAINEY, Joseph 1, 2

RAINEY, Ma 1

RANDALL, Dandley 1

RANDOLPH, A. Philip 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16

RANSOM, Reverdy 1

RAPER, Arthur 1

RAY, James Earl 1

REAGAN, Ronald 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17,

18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33
REAGON, Cordell 1, 2
REEB, James 1
REED, Ishmael 1
REHNQUIST, William 1, 2
REUTHER, Walter 1
REVELS, Hiram 1, 2
RICE, Condoleezza 1
RICE, Tamir 1
RICHARDSON, Gloria 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
RICHMOND, David 1
RIVERA, Lino 1
RIZZO, Frank 1
ROBERTS, Terrence 1
ROBESON, Paul 1, 2, 3
ROBINSON, Jackie 1, 2
ROBINSON, Jo Ann 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
RODNEY, Lester 1
ROEDIGER, David 1
ROMNEY, George 1
ROOSEVELT, Eleanor 1, 2, 3, 4
ROOSEVELT, Franklin Delano 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14,
15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33,
34, 35, 36, 37, 38
ROOSEVELT, Theodore 1
ROSENWALD, Julius 1, 2, 3
ROSE, Tricia 1
ROSS, Diana 1, 2, 3
ROWE, Katie 1, 2
RUFFIN, Josephine St. Pierre 1
RUSTIN, Bayard 1, 2, 3, 4
SACCO, Nicola 1
SAMPSON, Al 1
SANCHEZ, Sonia 1
SCALIA, Antonin 1
SCHMELING, Max 1
SCHULTZ, George 1
SCHUYLER, George 1
SCHWERNER, Michael 1
SCOTT, Coretta 1
Voir KING, Coretta Scott
SCOTT, Hazel 1
SCOTT-HERON, Gil 1

SCOTT, James 1
SCOTT, Walter 1
SEALE, Bobby 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18,
19, 20, 21
SELLERS, Cleveland 1
SENGHOR, Léopold Sédar 1
SHABAZZ, Betty 1, 2, 3
SHARPTON, Al 1, 2, 3
SHELLEY (famille) 1
SHERMAN, William 1
SHERROD, Charles 1, 2, 3, 4
SHILLADY, John 1
SHUTTLESWORTH, Fred 1, 2, 3, 4, 5
SIMMONS, Russell 1
SIMONE, Nina 1, 2
SIMPSON, Nicole Brown 1
SIMPSON, O.J. 1, 2, 3, 4
SIMS, Charles 1
SISSLE, Noble 1
SISTER SOULJAH 1
SMITH, Albert 1
SMITH, Bessie 1, 2, 3, 4, 5
SMITH, B.W. 1
SMITH, John 1
SMITH, Kelly 1
SMITH, Mary Louise 1
SMITH, Ozzie 1
SMITH, Ruby Doris 1
SMITH, Tommie 1
SNIPES, Maceo 1
SOSTRE, Martin 1
SOWELL, Thomas 1
SPINGARN, Joel 1, 2
STERN, Darine 1, 2
STEWART, James 1, 2
STOKES, Carl 1, 2, 3
STOKES, Ronald 1
STRONG, Edward 1
SULLIVAN, Leon 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
TAYLOR, Recy 1, 2, 3, 4, 5
TERRELL, Mary Church 1
THOMAS, Clarence 1, 2, 3
THOMAS, Jefferson 1

THOMPSON, James G. 1
THURMAN, Wallace 1
THURMOND, Strom 1
TILL, Emmett 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
TILL, Mamie 1
TILLMAN, Benjamin 1
TILLMON, Johnnie 1, 2
TOOMER, Jean 1, 2
TOURÉ, Askia 1
TOWNSEND, Fannie Lou (Fanny Lou Hamer) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
TROTTER, William Monroe 1, 2
TRUMAN, Harry 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15
TUPAC SHAKUR 1
TURNER, Henry McNeal 1, 2
TURNER, James 1
VAN PEEBLES, Melvin 1, 2
VANZETTI, Bartolomeo 1
VARDAMAN, James 1
VAUGHAN, Sarah 1
WACQUANT, Loïc 1
WAGNER, Robert 1, 2
WALKER, Alice 1
WALKER, C.J. 1
WALKER, Jimmy 1
WALKER, Wyatt 1, 2
WALLACE, George 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
WALLACE, Henry 1
WALLACE, Michele 1, 2
WALLER, Fats 1
WARREN, Earl 1, 2, 3, 4, 5, 6
WASHINGTON, Booker T. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15,
16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23
WASHINGTON, Dinah 1
WASHINGTON, Forrester 1
WASHINGTON, Harold 1
WASHINGTON, Walter 1
WATERS, Ethel 1
WATKINS, Hollis 1, 2
WATTS, Melvin 1
WEAVER, Robert C. 1
WELLS, Ida B. 1, 2, 3
WEST, Cornel 1
WEST, Kanye 1

WHITE, Dinez 1, 2
WHITE, George Henry 1, 2
WHITE, Thomas 1
WHITE, Walter 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13
WHYTE, William Foote 1
WILDER, Douglas 1, 2
WILKINS, Roy 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
WILLIAMS, Aubrey 1
WILLIAMS, Bonita 1, 2, 3
WILLIAMS, Cecil 1
WILLIAMS, Robert F. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
WILLIAMS, Spencer 1
WILLIS, Benjamin 1
WILSON, William Julius 1
WILSON, Woodrow 1, 2, 3, 4
WINANT, Howard 1
WINFREY, Oprah 1, 2
WINTERS, Spurgeon « Jake » 1
WONDER, Stevie 1, 2
WOODARD, Isaac 1
WOOD, Elizabeth 1
WOODSON, Carter G. 1
WRIGHT Mose 1, 2
WRIGHT, Richard 1, 2
YOUNG, Andrew 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
YOUNG, A.Z. 1
YOUNG, Whitney 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
ZEDONG, Mao 1, 2
ZELLNER, Bob 1
ZIMMERMAN, George 1, 2